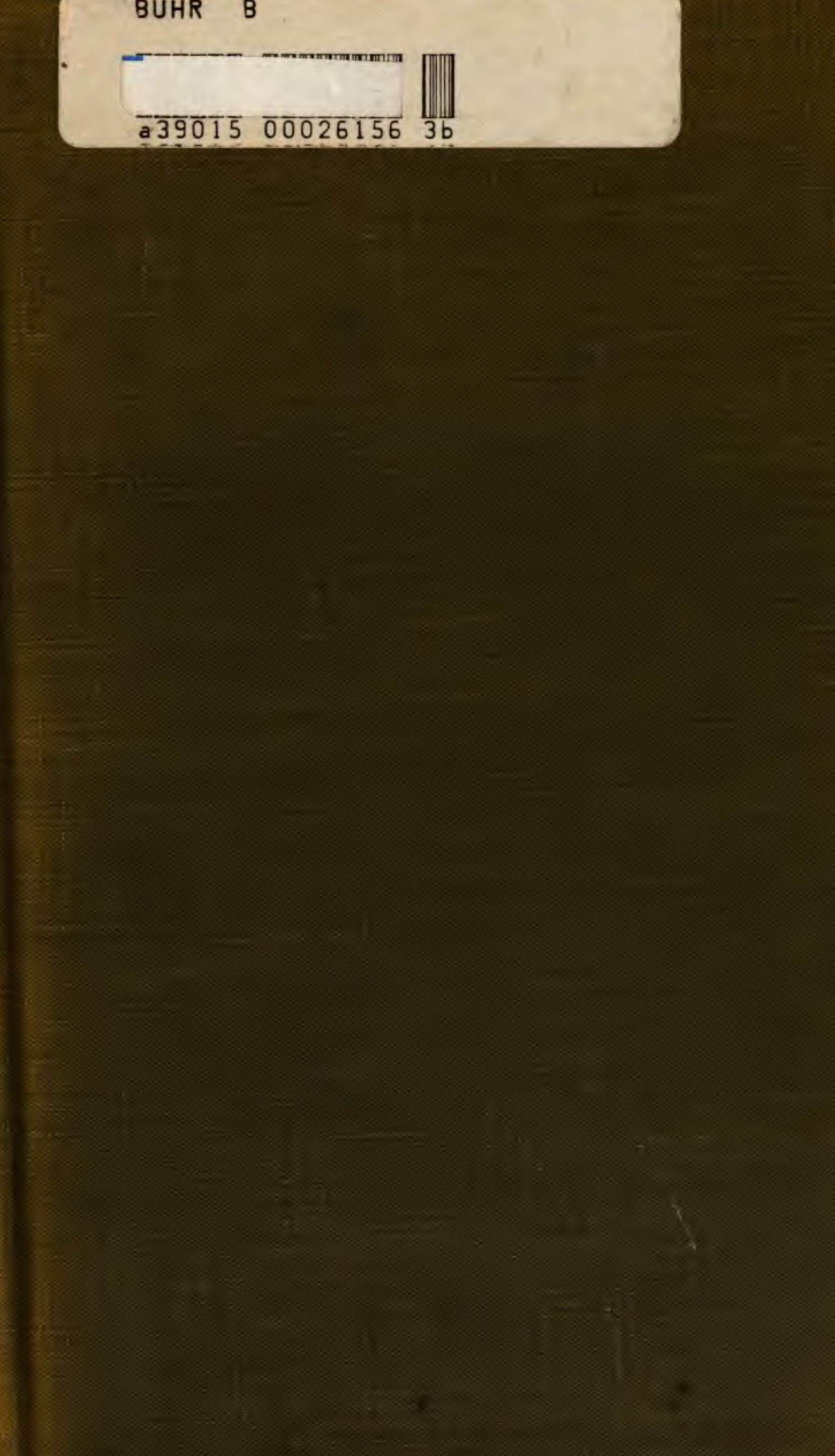

BUHR B
a39015 00026156 3b


SE TAIRE ET FAIRE

Vignaud

HISTOIRE

DE PRUSSE

PARIS. — TYP. TURFIN ET AD. JUVET
9, cour des Miracles, 9.

HISTOIRE

DE PRUSSE

DEPUIS L'ORIGINE

JUSQU'AUX DERNIERS ÉVÉNEMENTS (1867)

PAR

O. MAZAS DE SARRION

PARIS

AU BUREAU DE LA NOUVELLE HISTOIRE UNIVERSELLE

6, RUE DE HANOVRE, 6

1867

Vignaud Lit.

INTRODUCTION

> **Le premier devoir de l'historien, ce n'est pas la fidélité à tel ou tel principe, à telle ou telle opinion, c'est la fidélité à l'histoire elle-même.**
>
> **AUGUSTIN THIERRY.**

L'unité politique que Charlemagne avait établie prématurément et sur des bases trop larges se brisa bientôt avec son empire, et fit place à un morcellement extrême, d'où résulta une profonde anarchie. Mais la société humaine tend irrésistiblement vers l'ordre, et par là même vers une certaine unité. L'aspect de l'Europe alla donc se modifiant dans ce sens, et on vit bientôt se former des groupes que l'on ne pouvait encore appeler des corps politiques, leurs parties n'étant pas suffisamment liées entre elles, mais dans chacun desquels une force centrale travaillait à compléter l'unification. Cette force, c'était le pouvoir royal, qui, en France et dans d'autres contrées, a fini par établir non-seulement l'unité, mais encore la centralisation, qui en est l'excès.

Cette force fit pourtant défaut dans certains pays, notamment en Italie, et elle fut dans quelques autres à peu près paralysée ; c'est ce qui eut lieu, surtout en Allemagne. Dans cette contrée, la seule dont nous ayons à nous occuper ici, la monarchie, grâce à la dignité impériale qui y était attachée, se trouvait entourée d'un prestige qu'elle n'avait nulle autre part, mais en même temps elle était élective, et cette circonstance la rendait complétement im puissante contre la féodalité.

En effet, pour triompher d'une institution aussi vivace, qui, lorsqu'on croyait l'avoir brisée, n'avait fait, à l'instar de certains organismes, que se multiplier en se divisant, il ne suffisait pas d'un seul règne; il aurait fallu l'action persévérante d'une dynastie solidement assise et parfaitement indépendante des vassaux qu'il s'agissait de soumettre ou de déposséder. Or, rien de pareil ne pouvait se trouver dans l'empire Germanique, où, pour l'ordinaire, le souverain se voyait réduit à flatter les princes, dans l'espoir, souvent frustré, d'obtenir qu'ils lui donnassent son fils pour successeur. Et quand c'était quelqu'un de ces vassaux que l'élection élevait à l'empire, cela n'avait généralement lieu que par suite de compromis et d'engagements qui paralysaient le nouveau souverain et le rendaient plus impuissant encore que ne l'avait été son prédécesseur.

Ajoutons que, par suite d'idées et de traditions qui avaient fait donner à l'empire Germanique la dénomination de Saint-Empire-Romain, le prince

choisi par les électeurs ne pouvait prendre le titre d'Empereur qu'à la condition d'être couronné par le pape, ainsi que l'avait été Charlemagne. Or, comme il existait entre l'empire et la papauté plusieurs questions pendantes, le pape mettait souvent à son concours des conditions qui donnaient lieu à de violents démêlés. Les choses en venaient quelquefois au point que l'Empereur, afin de pouvoir être couronné, provoquait l'élection d'un anti-pape, tandis que le pape, de son côté, obtenait qu'on élût un autre empereur. On vit même à une certaine époque, non pas seulement deux, mais jusqu'à trois et quatre empereurs, qui, on le pense bien, n'avaient guère qu'un vain titre; aussi cette période, qui dura de 1250 à 1273, est-elle connue sous la dénomination de *grand interrègne*. On conçoit d'après cela pourquoi la féodalité, qui dans les autres contrées de l'Europe allait perdant peu à peu sa force, devenait au contraire chaque jour plus puissante en Allemagne, au point de former des États réellement indépendants, surtout lorsque la réforme de Luther et la guerre de Trente-Ans, qui en fut la suite, eurent réduit à peu près à rien, entre les mains de l'Autriche, l'autorité de l'Empereur sur les membres du corps germanique.

Ici une question se présente : Y a-t-il de l'inconvénient pour les peuples à être divisés en petits États et à ne pas former d'importantes agglomérations? A cela on peut répondre qu'un petit État se rapprochant davantage de la famille, l'autorité y a naturellement quelque chose de plus paternel. Le

souverain ne peut ignorer les désirs et les besoins de ses sujets, et il lui est difficile de n'en pas tenir compte, ainsi que le disaient les habitants du comté de Provence, demandant que leur pays ne fût pas réuni à la France, et, pour cela, qu'il ne servît point de dot à celle des filles de leur comte qui devait épouser saint Louis.

Mais, d'un autre côté, il faut reconnaître que, dans un petit État, quelques éléments essentiels de la prospérité publique, notamment ce qui tient aux voies de communication, laissent nécessairement beaucoup a désirer, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles. Il est néanmoins incontestable que la raison principale qui fait désirer aux peuples d'être réunis en puissantes agglomérations, c'est la nécessité de se défendre contre les attaques ou les vexations auxquelles sont exposés les petits États. Ainsi, par exemple, nous devons avouer que l'idée de l'unité allemande est née des attaques de la France au temps de Napoléon, comme celle de l'unité italienne est résultée de l'oppression exercée par l'Autriche depuis 1815.

M is cette unité, qui, grâce à nous, était devenue pour les Allemands un besoin et une passion, quelle était la fraction de la patrie allemande qui devait naturellement en former le noyau? Évidemment, il n'y avait à balancer qu'entre l'Autriche et la Prusse; or, pour savoir quel était, en présence de cette alternative, le sentiment de l'Allemagne, écoutons un homme éminemment compétent en cette matière, le patriote Jahn, dont la vie entière fut

consacrée à préparer la réalisation de l'unité allemande. Voici ce qu'il écrivait en 1808 : « L'Autriche est un trop grand mélange de peuples divers. Là, comme le dit Ramler, on prie en sept langues pour la prospérité du maître, et les Allemands y forment seulement un quart de la population totale. Il n'en est pas de même de la Prusse : la souche en est allemande ; les Allemands y forment une masse tout à fait prépondérante ; la province qui lui donne son nom est une antique plantation allemande, qui fait honneur au courage des Allemands et à leur esprit organisateur. Sans doute, je ne vois pas encore dans l'État prussien une science du gouvernement en rapport avec les besoins de l'humanité ; mais il est susceptible de s'améliorer et même d'approcher de la perfection. La Prusse me semble donc destinée à devenir le noyau de l'Allemagne encore démembrée. C'est le plus jeune rejeton croissant avec vigueur sur l'antique racine de l'empire et s'élevant pour remplacer la vieille souche que le temps à flétrie. Je pressens que, dans la Prusse et par la Prusse, s'effectuera, conformément aux besoins du temps, le rajeunissement de l'antique empire d'Allemagne et surgira un grand peuple destiné à occuper une place éminente dans l'histoire du monde. » Or, quand on observe la manière dont un ministre célèbre, le baron de Stein, dirigeait à cette époque les affaires de la Prusse, on retrouve dans toute sa conduite l'application de ces mêmes idées.

Mais, après les réformes du baron de Stein et l'héroïque lutte de 1813, il s'écoula une longue pé-

riode de réaction, pendant laquelle les aspirations unitaires de l'Allemagne furent violemment comprimées par les gouvernements, qui voyaient ces aspirations trop étroitement liées aux idées libérales. En 1848, idées et aspirations se réveillèrent avec une extrême énergie, et on dut croire que l'unité allemande allait être enfin solidement fondée sur une constitution largement libérale. Le parlement de Francfort, à qui avait été confiée cette importante mission, tenant compte des leçons de l'expérience sur les inconvénients d'une souveraineté élective, avait décidé que la dignité impériale serait héréditaire, et l'avait conférée au roi de Prusse, lorsque des circonstances dont le détail ne peut trouver place ici fit abandonner ces projets et ramenèrent l'Allemagne au point où elle se trouvait avant 1848.

Le seul moyen rationnel de constituer l'unité allemande ayant ainsi tristement échoué, on ne pouvait plus songer à cette grande entreprise. Les princes qu'il s'agissait de dépouiller, sinon de leurs possessions, du moins de leur droit de souveraineté, n'étaient pas, comme les chefs des divers États italiens, des princes d'origine étrangère, contre qui on pût soulever les populations au nom de l'indépendance nationale. Disons aussi que le désir de l'unité germanique, toujours vivant au cœur de quelques patriotes, avait cédé la place, chez la plupart des Prussiens, à un autre sentiment moins généreux, au désir de se venger d'une humiliation très-sensible que l'Autriche venait d'infliger à la Prusse dans l'affaire de la convention d'Olmütz

(novembre 1850), affaire dont nous nous occuperons en son lieu.

Cet événement avait porté à tel point l'irritation des Prussiens contre l'Autriche, que les anciennes rancunes contre la France en étaient presque oubliées. Ce que la Prusse désirait surtout avec ardeur, c'était une révision du pacte fédéral qui exclût l'Autriche de la Confédération germanique, comme étant, par la plus grande partie de ses possessions, étrangère à l'Allemagne.

La majorité de la Diète ayant rejeté cette proposition et pris parti pour l'Autriche dans plusieurs différends qui existaient entre cette puissance et la Prusse, surtout à l'occasion des Duchés, que ces deux puissances venaient d'enlever au Danemark, la guerre éclata en juin 1866, et fut désastreuse pour l'Autriche et pour ses alliés, surtout pour ceux d'entre eux dont les États se trouvaient dans l'Allemagne du nord; car la Prusse se les annexa, à l'exception de la Saxe, qui entra, avec les autres États situés au nord du Mein, dans une confédération, sur laquelle la Prusse exerce une autorité à peu près souveraine. Quant à l'Autriche, elle a été déclarée exclue de l'Allemagne; en sorte que la Prusse a obtenu ce qu'elle désirait et, le jour où elle voudra étendre son empire sur toute l'Allemagne, il n'est pas probable qu'elle rencontre aucune résistance sérieuse.

Que conclure des faits que nous venons de résumer? Que, si l'Allemagne, sortant de son repos séculaire, s'est agitée dans le but de réunir ses tron-

çons épars, afin de pouvoir présenter à quiconque voudrait l'attaquer, non plus une masse confuse et par là même à peu près inerte, mais un corps vigoureusement organisé, c'est la France qui, par ses provocations et ses attaques, a amené ce résultat. Si plus tard cette aspiration généreuse vers l'unité, qui avait son principal foyer en Prusse, s'est transformée en un désir égoïste d'agrandissement, dans la vue surtout d'humilier l'Autriche, de frapper ses alliés et de prendre une éclatante revanche de l'humiliation d'Olmütz, c'est l'orgueil déployé par l'Autriche lors de cette malencontreuse convention, qui a amené ces résultats si funestes pour elle.

La Prusse, de son côté, n'a pas été assurément exempte de fautes; mais, comme nous aurons à raconter dans le présent ouvrage les faits d'où ces fautes ressortent, c'est après le récit de chacun d'eux que nous signalerons ce qui nous y paraîtra répréhensible, avec la même impartialité que nous avons mise et que nous mettrons à signaler les fautes de l'Autriche et celles de la France. On pourra trouver que notre impartialité relativement à la France est quelquefois un peu sévère; mais, — c'est un aveu que nous n'hésitons pas à faire, — nous avons l'orgueil de croire notre pays assez grand pour n'avoir pas besoin d'indulgence. Ce dont il a besoin, c'est d'entendre la vérité, et nous l'aimons trop pour ne pas la lui dire tout entière.

Ainsi nous avouerons que, sous certains rapports, l'administration prussienne nous semble mieux entendue que la nôtre. Cependant un Français voya-

geant en Prusse pourrait être surpris de voir cette administration, si renommée pour son exactitude, manquer d'uniformité et, en apparence, de régularité. Cela tient à ce que le gouvernement prussien a respecté l'autonomie de chaque territoire qui, par héritage, conquête ou de toute autre manière, est venu s'ajouter à l'ancien noyau de la Marche de Brandebourg; et cette sage condescendance a beaucoup plus aidé à unir entre elles des parties souvent très-hétérogènes, que n'eût pu le faire la contrainte exercée par un pouvoir foulant aux pieds les traditions locales en vue d'un intérêt abstrait de régularité. De ce respect du gouvernement prussien pour les habitudes et les traditions locales, il résulte que l'annexion d'un pays quelconque à la Prusse peut se faire sans, pour ainsi dire, que ce pays s'en aperçoive, pourvu que les agents prussiens et surtout l'autorité militaire, aient soin d'éviter toute vexation inutile.

La monarchie prussienne, avant les récentes annexions, comptait huit provinces, divisées en vingt-cinq districts de régence, partagés à leur tour en cent trente-deux cercles. On assimile ordinairement les cercles à nos arrondissements, et les districts de régence à nos départements; mais les divisions prussiennes sont plus considérables que les nôtres. Dans les provinces et dans les cercles, l'autorité est exercée par des conseils ou des assemblées résultant de l'élection, et dont les attributions ne consistent pas seulement à donner leur avis sur les questions, mais à les décider. A la tête de cha-

que province, est placé un président supérieur, choisi par le gouvernement parmi les riches propriétaires et les grands noms de la province. Ce président représente dans la province le gouvernement central, auquel, du reste, il n'a recours que dans des cas d'une extrême gravité, tout ce qui concerne une province devant, en principe, se décider dans la province même.

Le *Landrath* ou conseiller de cercle est aussi un notable du pays, nommé par le roi, mais sur la présentation de l'assemblée du cercle. On a souvent vu les personnages les plus haut placés se trouver honorés d'exercer ces fonctions, d'autant plus importantes, que le cercle est une personne morale, ayant des propriétés, souvent considérables, dont les revenus servent à entretenir des écoles, des hospices et à d'autres œuvres d'utilité publique. La province a aussi des propriétés, indépendantes de celle des cercles dont elle est composée. Quant à la régence, c'est une division purement politique; aussi ses administrateurs sont-ils simplement des fonctionnaires, ayant pour mission de veiller à ce que rien ne se fasse, soit dans la province, soit dans les cercles, que conformément aux lois.

La constitution des communes, établie en 1808 par le baron de Stein, est la plus libérale de l'Europe. Ses administrateurs représentent à la fois et la commune qui les élit, et le gouvernement central qui les confirme. Les attributions que la loi leur reconnaît sont prodigieusement étendues. Leurs décisions ne sont soumises à la sanction du conseil

de régence que lorsqu'il s'agit d'aliéner des propriétés foncières de la commune, ou de la grever d'une dette.

D'après tout ce que venons de dire, la Prusse est probablement le pays où a été résolu avec le plus de succès le problème qui consiste à donner à l'administration centrale le pouvoir dont elle a vraiment besoin, tout en laissant aux communes et aux autres divisions territoriales une très-grande indépendance. Ajoutons cette particularité vraiment remarquable, que l'armée permanente elle-même est pour ainsi dire localisée, chaque corps demeurant en temps de paix dans la province où il a été recruté.

Un autre trait caractéristique de l'administration prussienne, c'est la rigueur avec laquelle sont exigées de tout fonctionnaire des preuves authentiques d'une capacité d'autant plus grande que les fonctions qu'il s'agit de lui confier sont d'un ordre plus élevé. Pour obtenir des emplois, même de médiocre importance, des examens nombreux doivent être subis devant différentes commissions composées d'hommes éminents, les uns dans la science, les autres dans les différentes branches de l'administration. Mais, ces preuves une fois faites et l'emploi obtenu, le fonctionnaire a une position assurée et inattaquable, à moins d'une sentence rendue dans toutes les formes. Ce n'est pas tout : le fonctionnaire, dans les détails de son travail, jouit d'une sorte d'indépendance qui, en France, semblerait étrange. « Les employés, disait en 1808 le baron de

Stein dans une circulaire célèbre, les employés doivent cesser d'être des instruments muets et mécaniques entre les mains du prince, des machines qui exécutent sans volonté propre, sans vue personnelle. Il faut que désormais ils fassent les affaires avec indépendance et de leur propre mouvement, et par suite avec pleine responsabilité. » Pour donner une idée de l'indépendance dont les fonctionnaires jouissent en Prusse, il suffit d'un fait qui en France paraît fabuleux, c'est que, parmi les députés qui, pendant quatre ans, ont fait au gouvernement une si énergique opposition, un très-grand nombre étaient des employés à ses gages.

Parler de l'état florissant des études en Prusse, ce serait répéter ce qui est parfaitement connu de tout le monde. Citons seulement ce mot de M. Cousin sur l'enseignement primaire : « Le devoir d'envoyer les enfants à l'école est tellement national et enraciné dans toutes les habitudes légales et morales du pays, qu'il est consacré par un seul mot : *schulpflichtigkeit* (devoir d'école). Il répond, dans l'ordre intellectuel, au service militaire : *dienstpflichtigkeit*. Ces deux mots sont la Prusse entière. Ils contiennent le secret de son originalité comme nation et de sa puissance comme État, et le germe de son avenir. Ils expriment à mon gré les deux bases de la vraie civilisation, qui se compose à la fois de lumière et de force. »

HISTOIRE

DE PRUSSE

Le *royaume de Prusse* ne date que de l'année 1701, et il ne comptait guère, à son début, que quinze cent mille habitants, le tiers à peu près de ce qu'a aujourd'hui la Belgique. Comment un si petit Etat a-t-il pu, en un peu plus d'un siècle et demi, arriver au point où nous le voyons aujourd'hui, et que peut-on conclure de son passé relativement à son avenir ? Deux graves questions que nous étudierons, dans le courant de cette histoire, avec toute l'attention qu'elles méritent, sans négliger aucune des conséquences qu'il sera possible de tirer de cette étude dans l'intérêt de notre pays.

Le prince qui, le premier, prit le titre de *Roi de Prusse*, portait auparavant celui d'*Electeur de Brandebourg*, et appartenait à une branche cadette de la maison de *Hohenzollern*. Cette branche, depuis près de trois siècles (1417-1701), possédait le Brandebourg comme fief de l'empire d'Allemagne; elle avait en outre acquis, depuis un peu plus de

quatre-vingts ans (1618), le *duché de Prusse*, qui donna son nom au nouveau royaume, et ce furent ces deux pays qui, avec quelques autres possessions moins importantes, en composèrent primitivement le territoire.

Nous avons en conséquence à présenter d'abord ce qu'il y a d'intéressant à savoir sur chacune de ces deux contrées, antérieurement à l'érection du royaume de Prusse. Dans cet exposé rétrospectif, nous rattacherons à l'histoire du Brandebourg celle de la maison de Hohenzollern, et, à propos de la Prusse proprement dite, par laquelle nous allons commencer, nous ferons connaître une des institutions les plus célèbres et les plus curieuses du moyen-âge, l'*ordre Teutonique*, dont l'histoire, pendant trois siècles (1226-1526), est intimement liée à celle de cette contrée.

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DE LA PRUSSE PROPREMENT DITE, JUSQU'AU MOMENT OU LES CHEVALIERS TEUTONS EN ENTREPRIRENT LA CONQUÊTE (1226)

Vers la fin du quatrième siècle de l'ère chrétienne, les Goths, ayant définitivement abandonné les contrées qu'ils occupaient encore dans le nord de l'Europe (1), y furent remplacés par des peuplades, généralement, de race slave. Une de ces peuplades, qui s'établit sur la côte sud-est de la Baltique, entre la Vistule et le Niémen ou Mémel, est désignée dans de très-anciennes chroniques par la dénomination de *Borussi* ou *Porussi*, d'où nous avons fait *Prussiens*. Or il paraît (et c'était l'opinion du roi Frédéric II) (2) que le mot *Porussi* fut formé de la préposition slave *po* (auprès)

(1) Les Goths allèrent s'établir dans l'empire d'Orient, d'où ils passèrent bientôt en Italie, dans le midi de la Gaule et enfin en Espagne. Nous reviendrons sur ces faits dans les histoires de ces différentes contrées. Quant à l'histoire antérieure des Goths, on la trouvera dans l'*Histoire d'Allemagne* et dans celle de *Suède*.

(2) Voyez, dans les *Mémoires pour servir à l'Histoire de la maison de Brandebourg*, par Frédéric II, l'article relatif à l'électeur Jean-Sigismond.

et du nom de l'un des bras du Mémel, appelé *Russ*, en sorte que le mot en question signifiait simplement « habitants des bords de la Russ (1). »

Du reste, il est probable que cette dénomination fut appliquée, non pas à un peuple proprement dit, mais à un mélange formé peu à peu de fractions détachées des divers peuples qui habitaient ou avaient habité ces contrées, notamment des Wendes, des Estiens, des Lettons et aussi des Goths, auxquels les principales familles prussiennes rapportaient leur origine. Ce furent, dit-on, deux chefs goths, deux frères, qui, au sixième siècle, ayant pris un grand ascendant sur les habitants de la Prusse, établirent dans le pays une organisation dont, naguère encore, on retrouvait des traces. Ils le divisèrent en onze districts, ou plutôt en onze petits Etats, soumis à des chefs héréditaires, qui, d'après la légende, étaient les fils de l'un des deux frères. Ces petits Etats, à peu près indépendants les uns des autres, étaient reliés entre eux par un culte commun, à la tête duquel se trouvait un grand pontife, qui remplissait aussi, dans les occasions importantes, les fonctions de juge suprême. Ce pontife était élu à vie par les prêtres, qui formaient une caste à part, disséminée sur tout le pays, et regardée comme étant de la famille d'Odin, et par conséquent de race gothique, ou du moins scandinave.

D'après cela, il est naturel de penser que la religion des Prussiens devait être à peu près celle des Scandinaves, avec quelque mélange de la mythologie et des superstitions particulières aux peuples slaves. C'est en effet ce qu'on peut conclure des rares indications que l'on trouve sur ce sujet chez les historiens de ces époques obscures. Les Prussiens rendaient un culte aux astres, aux principales forces de la na-

(3) Plusieurs autres dénominations, dans ces contrées, ont des étymologies analogues ; ainsi *Poméraniens* signifie « habitants des bords de la mer. »

ture et à quelques personnages légendaires. Leurs sacrifices, dans lesquels coulait souvent le sang des prisonniers, avaient lieu sous des arbres gigantesques. On cite surtout le chêne du Romow, le plus vénéré de tous ; celui de Thorn, dont les chevaliers Teutons firent plus tard un poste fortifié; celui de Véhlau, qui mourut de vieillesse au seizième siècle, et dont le tronc présentait une cavité où pouvait manœuvrer un guerrier à cheval, armé de toutes pièces; enfin les deux fameux tilleuls des bords de la Russ et de Rastenberg, qui, longtemps après la conversion des Prussiens au christianisme, continuèrent d'être l'occasion de pratiques superstitieuses.

Quant à la langue des Prussiens, c'était un dialecte slave très-voisin de la langue des Lithuaniens. Les chevaliers Teutons, dès qu'ils furent les maîtres du pays, s'efforcèrent de supprimer cette langue, à laquelle se rattachaient des souvenirs de nationalité et d'indépendance, pour la remplacer par l'allemand; mais elle ne disparut complétement que vers la fin du dix-septième siècle, lorsque déjà la Prusse était devenue la propriété des électeurs de Brandebourg.

Les noms des petits Etats de la confédération prussienne, *Bartonie*, *Nadrovie*, *Pogésanie*, *Pomésanie*, *Warmie*, etc., servirent par la suite à désigner les divisions administratives du pays, et plusieurs se sont conservées presque jusqu'à nos jours. Le plus célèbre de ces territoire était celui de *Samonie* ou *Sambie*, devenu plus tard le district de *Samland*. C'était là que se trouvait le sanctuaire du Romow, centre principal de la religion du pays, et résidence du grand-pontife. La côte de cette partie de la Prusse forme, entre les deux lagunes du Frische-Haff et du Kurische-Haff, une saillie ou pointe, le long de laquelle les vagues de la Baltique déposent, plus abondamment que partout ailleurs, l'ambre jaune, cette précieuse gomme fossile que

les négociants de l'antiquité allaient, il y a plus de deux mille ans, se procurer, à travers mille dangers, dans cette contrée hyperboréenne, dont les géographes ignoraient encore l'existence (1).

Ce commerce étant le seul motif qui pût attirer quelques étrangers dans un pays froid, stérile et relégué à l'extrémité du monde alors connu, et la caste sacerdotale ayant sans cesse l'œil ouvert sur les moindres tentatives de prosélytisme, pour les réprimer par des supplices, le christianisme ne pénétra qu'assez tard chez les Prussiens, et les premières tentatives qu'on fit pour l'y introduire ne furent pas heureuses. En 997, saint Adalbert, évêque de Prague, après avoir porté l'Evangile chez les Polonais et les Poméraniens, s'embarqua à Dantzick avec quelques autres missionnaires, prit terre sur la côte de Sambie, pénétra dans le Rosmov et fit abattre le chêne qu'avait si souvent arrosé le sang des victimes humaines. Mais, tandis que, sur ses débris, il célébrait les saints mystères, des païens se précipitèrent sur lui et le massacrèrent. Boleslas, premier roi de Pologne, racheta sa dépouille mortelle, qu'il fit ensevelir avec honneur dans la principale église de Gnesme. Quelques années après, en 1008, Bruno, moine bénédictin de l'abbaye de Querfurt, en Saxe, paya de sa vie une tentative semblable. Dès lors, on comprit que, pour le moment, il n'y avait rien à faire; en conséquence, de nouvelles mis-

(1) Quelques érudits avaient pensé que Pythéas, célèbre navigateur et astronome de Massilie (Marseille), qui vivait au commencement du quatrième siècle avant J.-C., était arrivé par mer sur la côte dont nous nous occupons; mais ce fait est très-peu probable. C'était par terre que se faisait ce long et difficile voyage.— On sait que ce fut sur l'ambre, en grec ἤλεκτρον (électron), que furent observés d'abord certains phénomènes appelés, en conséquence, *électriques*. Ces phénomènes, après être demeurés stériles pendant une longue suite de siècles, ont fini par donner naissance à une des branches les plus importantes et les plus fécondes de la physique.

sions ne furent entreprises chez les Prussiens que beaucoup plus tard, et, dans l'intervalle, ce peuple se trouva engagé dans de sanglantes guerres.

La population prussienne, composée, comme nous l'avons dit, d'éléments réunis au hasard, et établie sur un sol ingrat, avait été pendant longtemps trop faible pour pouvoir rien entreprendre contre ses voisins, et trop pauvre pour exciter leur convoitise. Mais, à l'époque où eurent lieu les essais de missions dont nous venons de parler, plusieurs siècles de tranquillité avaient amené de notables progrès, et dans l'importance de la population, et dans la richesse du pays. Alors, peut-être par suite du retentissement que dut avoir la fin tragique d'un personnage aussi considérable que l'évêque de Prague, la Prusse attira l'attention des peuples limitrophes, notamment des Polonais, et nous voyons s'engager une longue lutte, consistant surtout en ravages réciproques, en incursions furieuses, qui promenaient alternativement sur les deux pays le carnage et l'incendie. Les détails d'une pareille lutte ne pouvant présenter aucun intérêt, franchissons un intervalle de deux siècles, et transportons-nous à l'année 1206.

A cette époque, le roi de Pologne Lech, ou plutôt Leszeck V, dit *le Blanc*, érigea en duché la province de *Masovie* (1), en faveur de son frère Conrad, à qui il donna en outre le territoire de *Culm* (2), que la Vistule longe pour se rendre de Masovie en Prusse. Ces territoires étaient singulièrement exposés aux attaques des Prussiens, et Conrad, trop faible pour contenir avec ses seules ressources de si redoutables voisins, ne pouvait d'ailleurs compter sur le roi son frère, qu'absorbaient d'autres graves préoccupa-

(1) Le duché de *Masovie* avait pour capitale *Varsovie*.

(2) *Culm*, qui donnait son nom à ce territoire, n'était à cette époque qu'un château-fort.

tions. Rien n'était donc plus triste que la situation du nouveau duc, obligé d'aller à tout instant chercher un refuge dans la forteresse de Plotzk, pendant que l'ennemi ravageait ses Etats.

Conrad ne vit qu'un seul moyen de salut : essayer d'adoucir par le christianisme l'humeur farouche des Prussiens, et, pour cela, favoriser sous main et encourager de tout son pouvoir les entreprises des missionnaires. Or, les circonstances semblaient beaucoup plus propices qu'au temps de saint Adalbert. Le christianisme était établi depuis trop longtemps dans la plupart des pays voisins, pour qu'un grand nombre de Prussiens n'eussent pas eu occasion de le connaître et de l'apprécier. On fondait surtout beaucoup d'espérance sur la noblesse, moins aveugle que le reste de la population, moins docile aux fanatiques excitations des prêtres, et naturellement désireuse d'affaiblir une caste dont la prépondérance nuisait singulièrement à sa propre puissance. Aussi fut-ce dans les familles les plus considérables qu'un missionnaire d'un grand mérite, qui pénétra alors en Prusse avec l'appui secret de Conrad, fit en peu de temps de nombreux prosélytes. Ce missionnaire, nommé *Christian*, était un moine de l'abbaye d'*Oliva*, qu'un duc de *Pomérellie* (1) avait fondée en 1170, auprès de Dantzick, sa capitale. Les progrès du christianisme furent si rapides, que Christian crut devoir se rendre à Rome, pour traiter de l'organisation de la nouvelle chrétienté, et le pape Innocent III le nomma évêque de

(1) On appelait *Pomérellie*, c'est-à-dire *Petite Poméranie*, et aussi *Poméranie de Dantzick*, la partie orientale de la Poméranie, séparée du reste de cette province par des limites un peu vagues, et de la Prusse par la Vistule. La Pomérellie et la Poméranie proprement dites, par suite de circonstances qui seront expliquées dans le cours de cette histoire, furent acquises peu à peu, soit par les électeurs de Brandebourg, soit par les rois de Prusse, et font aujourd'hui partie de la monarchie prussienne.

Prusse (1214). Mais, pendant son absence, les prêtres païens provoquèrent une réaction violente : non-seulement les Prussiens convertis furent massacrés, mais encore le pays de Culm fut horriblement ravagé, et environ trois cents églises ou chapelles qui s'y trouvaient, livrées aux flammes.

Alors Christian, désespérant de réussir par la seule persuasion, demanda et obtint l'autorisation de prêcher une croisade contre les païens de la Prusse. Une armée formidable entra dans le pays en 1219, et l'occupa jusqu'en 1223 ; mais, à peine se fut-elle retirée et dispersée, que les Prussiens se vengèrent cruellement de cette invasion, en mettant de nouveau à feu et à sang le pays de Culm, et en ravageant également la Masovie, d'où un grand nombre de chrétiens furent emmenés comme esclaves.

Christian ne se laissa pas décourager par ce nouvel insuccès ; seulement, il en conclut la nécessité d'assurer à la propagande chrétienne l'appui d'une milice permanente, et, sachant quels heureux résultats avait eus, en Livonie, l'institution des chevaliers *Porte-Glaives* (1), fondée en 1204, il décida Conrad à créer un ordre semblable. Les nouveaux chevaliers furent appelés *Frères de la milice du Christ*, et, comme on donnait aussi assez souvent ce nom aux Porte-Glaives, bien des historiens ont regardé à tort les deux ordres comme n'en formant qu'un seul. Conrad donna aux chevaliers, pour en faire leur chef-lieu, la forteresse de Dobrzin, située en Masovie, en ajoutant à cette donation celle d'un territoire considérable. Il fut en outre convenu que la moitié des terres conquises sur les Prussiens deviendraient des propriétés de l'ordre.

Les chevaliers se mirent aussitôt à l'œuvre, et obtinrent des succès sans aucune proportion avec leur petit nombre.

(1) Nous donnerons plus loin des détails sur la Livonie et sur l'ordre des *Porte-Glaives*.

Mais, en 1225, les Prussiens se levèrent en masse pour marcher sur Dobrzin. Conrad, avec toute la milice du Christ, s'avança à leur rencontre, et une bataille furieuse s'engagea sur le territoire prussien, à l'endroit où s'est élevé plus tard la ville appelée *Brodnica* ou *Brodnitzo* et, en allemand, *Strassburg*. Les chevaliers firent des prodiges de valeur, et, malgré l'énorme supériorité des forces ennemies, la victoire balançait, lorsque Conrad, dont le courage n'était pas à la hauteur du rôle dont il s'était chargé, prit la fuite, entraînant les Masoviens, qui composaient la principale force de l'armée chrétienne. Les chevaliers n'en continuèrent pas moins de tenir tête à l'ennemi, et se firent tous tuer jusqu'au dernier. L'héroïque milice se trouva alors réduite à cinq chevaliers, à qui avait été confiée la garde de la forteresse de Dobrzin, et, quoiqu'ils n'eussent sous leurs ordres qu'une garnison insignifiante, ils se disposèrent à se défendre à outrance contre l'armée formidable qui s'avançait pour les investir. Les Prussiens, dont l'orgueil était exalté outre mesure par leur récente victoire, regardèrent d'abord en pitié cette poignée de téméraires, qui faisaient mine de vouloir leur résister; mais, lorsqu'ils virent que cette résistance était sérieuse, le dédain fit place à la fureur, jusqu'à ce que, découragés par les pertes énormes qu'ils faisaient, sans obtenir aucun résultat, à cause de leur ignorance de l'art des siéges, ils abandonnèrent l'entreprise.

Christian, après tant d'efforts, voyait la Prusse plus que jamais rivée à l'idolâtrie, et la milice du Christ, sur laquelle il avait fondé tant d'espoir, tombée glorieusement, mais tombée sans qu'on pût songer à la relever; car, avec le faible Conrad pour unique appui, et en présence d'ennemis aussi terribles que les Prussiens, les nouveaux chevaliers qu'on aurait pu recruter pour soutenir une lutte aussi inégale, eussent été autant de victimes vouées à une mort

certaine. Néanmoins, Christian demeurait inébranlable, et, dans la résolution de soumettre les Prussiens, et dans sa conviction qu'un ordre de chevalerie religieuse pourrait seul triompher de leur résistance obstinée. D'après cela, il n'avait qu'un parti à prendre, celui d'associer à ses projets un ordre déjà solidement établi et pouvant disposer de forces considérables.

Or, il existait alors en Orient trois ordres florissants et déjà célèbres, qui avaient été fondés pendant la période de cent trente ans écoulée depuis le commencement des croisades (1095-1225); ces ordres étaient: celui des Hospitaliers de Saint-Jean, celui des Templiers, et l'ordre Teutonique. Ce fut ce dernier qui, sur l'invitation de Christian et de Conrad, entreprit de soumettre la Prusse, ainsi que nous allons le raconter dans le chapitre suivant, après avoir exposé en peu de mots les commencements et l'organisation de cet ordre, ce qui nous amènera à donner quelques détails sur les ordres militaires en général.

CHAPITRE II

COUP D'ŒIL SUR L'ORDRE TEUTONIQUE, ET HISTOIRE DE LA CONQUÊTE DE LA PRUSSE PAR CET ORDRE (1226-1283).

Pour bien comprendre l'histoire de la Prusse durant les trois siècles qui vont suivre, il est indispensable d'avoir quelques notions sur l'ordre célèbre dont, pendant cette période, elle subit le joug. D'ailleurs, il est peu d'études plus curieuses que celle de ces institutions étranges, dont rien de ce qui existe aujourd'hui ne saurait donner une idée, et qui furent sans contredit le produit le plus remarquable de l'esprit du moyen-âge. En effet, cet esprit, considéré par ses côtés les plus purs et les plus élevés, se résumait dans la chevalerie, qui trouva elle-même dans les ordres militaires sa forme la plus remarquable et son développement le plus complet.

On conçoit d'après cela que le caractère distinctif de ces corporations devait être : une susceptibilité extrême à l'endroit du point d'honneur, la bravoure portée jusqu'aux dernières limites de la témérité et le plus parfait mépris des

dangers et de la mort. Mais, à côté de ces qualités héroïques, se développait outre mesure l'orgueil, résultat naturel de ces qualités mêmes, et aussi de l'éminente position du chevalier dans la hiérarchie sociale; de sa noblesse de race, hautement constatée par son admission dans une corporation essentiellement aristocratique; enfin de la puissance dont il était investi et des richesses dont il jouissait. Tout cela formait un ensemble parfaitement logique; mais voici le contraste, comme on le trouvait presque partout au moyen-âge : ces guerriers si fiers, si redoutés, si enviés, étaient en même temps des moines astreints à toutes les obligations de l'état monastique, et indissolublement liés par les trois vœux considérés comme formant l'essence de cet état : les vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance.

Il semble au premier abord que de pareilles obligations, par rapport à de tels hommes, ne pouvaient avoir rien de bien sérieux. Si néanmoins nous considérons les choses plus attentivement, nous reconnaîtrons d'abord que le vœu d'obéissance, chez des gens de guerre, avait parfaitement sa raison d'être; car il ne faisait qu'ennoblir et consacrer une des obligations les plus essentielles de la vie militaire. Mais, le vœu de pauvreté, quelle valeur pouvait-il avoir dans des corporations qui possédaient de si énormes richesses? Il faisait que chaque chevalier, même en usant largement des revenus que l'ordre mettait à sa disposition, ne pouvait rien aliéner, faire aucun acte de propriété, pas même tester. A la mort d'un membre quelconque, qu'il eût été simple chevalier, ou haut dignitaire, ou même grand-maître, tout ce qu'il avait eu en son pouvoir revenait à l'ordre, qui, en vertu du vœu de pauvreté des membres, était seul propriétaire. Enfin, du vœu de chasteté résultait l'obligation du célibat, dont un chevalier, dès lors qu'il avait fait sa profession, ne

pouvait être dispensé par aucune autorité et pour aucun motif (1).

On voit que les vœux monastiques, loin d'être de vaines formules, avaient des conséquences sérieuses (2). Mais d'où avait pu venir l'idée d'associer ainsi d'une manière intime la vie militaire et la vie monastique, de fondre ensemble, pour ainsi dire, le moine et le soldat? La vérité est qu'il n'y eut point là d'idée arrêtée d'avance, mais simplement un fait, qui se produisit tout naturellement à l'occasion des Hospitaliers de Saint-Jean. Ces Hospitaliers n'avaient été d'abord, conformément à

(1) Le seul ordre militaire, que l'on connût en France depuis la suppression des Templiers, c'était l'ordre de *Saint-Jean-de-Jérusalem*, appelé vulgairement ordre de *Malte*, à cause de l'île de ce nom, que Charles-Quint, en 1530, avait cédée aux chevaliers de Saint-Jean pour en faire leur chef-lieu. Cet ordre ayant été supprimé de fait en 1798, par suite de la prise de l'île de Malte par Napoléon, il n'est guère probable qu'il existe aujourd'hui (1867) aucun ancien membre de cette illustre corporation; mais plusieurs de nos lecteurs doivent en avoir connu, et ils peuvent se rappeler que les commandeurs et autres dignitaires étaient tous celibataires, mais que, parmi les simples chevaliers, il y en avait de mariés; voici l'explication de cette espèce d'anomalie : L'usage s'était établi qu'un chevalier de Malte ne fit sa profession qu'au moment d'être élevé à la dignité de commandeur. De cette manière, il conservait le plus longtemps possible la faculté de se marier; mais, pour user de cette faculté, il était obligé de sortir de l'ordre, dont il était pourtant autorisé à continuer de porter les insignes, consistant en une *croix*, qui a servi de type à la plupart des décorations instituées dans les divers Etats chrétiens. Quant à l'usage d'appeler *chevalier* tout individu décoré, il provient de ce que, pendant longtemps, il n'exista d'autre décoration que les croix que portaient les membres des ordres militaires.

(2) Il serait intéressant d'étudier les conséquences qu'eurent les vœux monastiques relativement à la prospérité des ordres militaires, à leur moralité, etc. Voir, à ce sujet, notre *Histoire de la Chevalerie, des Ordres militaires et des institutions qui s'y rattachent* Du reste, il ne faut pas oublier que, dans ces ordres militaires, où s'introduisit plus tard tant de relâchement, les obligations de la vie religieuse furent prises d'abord tout à fait au sérieux. Les chevaliers Teutons, en particulier, menèrent pendant assez longtemps une vie aussi pauvre et aussi pénitente que pouvait l'être celle des plus humbles moines.

leur nom, qu'une association charitable d'hommes voués au service des malades, dans un hôpital que des négociants d'Amalfi (2), quelque temps avant les croisades, avaient fondé à Jérusalem pour les pèlerins. Cette association n'avait pas tardé à adopter une règle monastique, et cette règle se maintint malgré l'introduction de l'élément militaire dans la vie des Hospitaliers, introduction qui, du reste, s'explique d'elle-même. En effet, après avoir soigné des pèlerins dans l'hôpital, il était naturel de les accompagner jusqu'au port où ils devaient s'embarquer, et, comme ce voyage n'était pas sans danger, on se munissait d'armes, dont on était souvent obligé de faire usage. Les Hospitaliers furent surtout, à cause de la connaissance qu'ils avaient du pays, de précieux auxiliaires pour les guerriers de la première croisade, pendant le siége de Jérusalem (1088), et ce fut alors que cette institution, sans perdre son caractère d'ordre religieux, devint une corporation militaire. Sur ce modèle fut fondé un peu plus tard (1118) l'ordre du Temple, qui pourtant avait quelque chose de plus exclusivement guerrier.

Quant à l'ordre Teutonique, il eut, comme celui de Saint-Jean, un hôpital pour berceau. Cet hôpital avait été fondé à Jérusalem vers 1128, par un riche Allemand, en faveur des pèlerins de sa nation. Quelques autres Allemands s'étant adjoints à lui pour assister les malades, il résulta de là une association dont les membres furent appelés *Frères de l'hôpital de Sainte-Marie des Teutons*. Il est assez probable que les membres de cette association, presque tous gentilshommes, eurent, dès le commencement, la pensée d'arriver tôt ou tard à fonder un ordre militaire indépendant de ceux de *Saint-Jean* et du *Temple*, où les Allemands

(1) *Almafi*, petite ville de l'Italie méridionale, sur le golfe de Salerne, était alors une république puissante par sa marine et son commerce. Voyez *Histoire d'Italie*.

n'étaient admis qu'avec difficulté, à cause d'une certaine âpreté de caractère, qu'on leur reprochait (1). Ce projet se réalisa en effet, et voici à quelle occasion.

Guy de Lusignan, roi de Jérusalem, ayant perdu en 1187 la funeste bataille de Tibériade, contre Saladin, celui-ci s'empara de Saint-Jean-d'Acre (2), d'Ascalon et enfin de la ville sainte elle-même. Bientôt cependant, les chrétiens, ayant reçu quelques renforts, voulurent essayer de réparer ces douleureuses pertes, et commencèrent par mettre le siége devant Saint-Jean-d'Acre (1189). Ils comprenaient de quelle importance serait pour eux la possession d'une ville maritime, qui assurerait leurs relations avec l'Europe.

Après un siége mémorable de deux ans, la ville fut prise, en 1191, grâce surtout à la présence des rois de France et d'Angleterre, Philippe-Auguste et Richard Cœur-de-Lion. L'empereur d'Allemagne Frédéric I[er], dit *Barberousse*, aurait aussi, sans aucun doute, pris part à cette grande lutte, si la mort ne l'eût frappé à l'improviste lorsqu'il était sur le point d'arriver en Palestine (1191). Les débris de son armée furent amenés par mer devant Saint-Jean-d'Acre, par son fils Frédéric de Souabe. Ce jeune prince, qui donnait de grandes espérances, mourut malheureusement peu de temps après ; mais sa courte apparition en Orient eut du moins un résultat important, la transformation de

(1) Godefroy de Bouillon faisait le plus grand cas des chevaliers allemands, pour leur incomparable valeur; mais il leur recommandait fortement la société des chevaliers français, afin d'adoucir leur rudesse, *feritatem*. L'abbé Suger, dans une de ses lettres, parle du caractère emporté des Allemands, *impetus teutonicus*, et le chroniquenr allemand connu sous la dénomination de *Saxo Grammaticus* emploie une expression moins polie, *furor teutonicus*.

(2) Cette ville, que les Grecs avaient nommée *Ptolémaïs*, est l'ancienne *Acco* des Phéniciens. Les Turcs l'appellent *Akka*.

l'association charitable de l'hôpital des Allemands en un nouvel ordre militaire (1).

Les membres de cette association avaient donné, depuis le commencement du siége, de continuelles preuves de dévouement ; mais ce fut surtout à l'arrivée des croisés allemands, parmi lesquels se trouvaient un très-grand nombre de malades, que leurs soins devinrent précieux. Ils furent efficacement secondés par quelques riches habitants de Brême et de Lubeck, qui étaient venus à Saint-Jean-d'Acre avec des vaisseaux probablement chargés d'approvisionnements. Ces hommes charitables eurent l'heureuse idée d'employer les voiles de leurs navires à dresser de vastes tentes, où l'on pût placer les malades qui se trouvaient dans l'armée allemande, et on eut ainsi un hôpital, dans lequel la pieuse association rendit des services inappréciables. Frédéric de Souabe, plein d'admiration et de reconnaissance, et sachant d'ailleurs que la plupart de ces charitables garde-malades étaient des gentilshommes qui avaient fait leurs preuves de bravoure, ne crut pas pouvoir mieux les récompenser que par l'érection de leur association en ordre militaire, ce qu'il exécuta sans retard, se portant fort pour l'empereur Henri VI, son frère, et se chargeant également d'obtenir l'approbation du pape. Sur cette assurance, quarante chevaliers firent leur profession, sous les murs de Saint-Jean-d'Acre, entre les mains du

(1) Il se noya en se baignant dans une petite rivière de Cilicie, peut-être celle-là même où avait failli périr Alexandre-le-Grand, et les deux accidents eurent pour cause le contraste entre la chaleur brûlante de cette contrée et le froid glacial de ces cours d'eau, qui ont leurs sources non loin de là, dans l'Anti-Taurus. — Les expéditions simultanées de Philippe-Auguste, de Richard-Cœur-de-Lion et de Frédéric Barberousse formèrent ce qu'on appelle la troisième croisade. — Pour le siége de Saint-Jean-d'Acre et pour tout ce qui tient au royaume de Jérusalem et aux autres Etats fondés en Orient par les croisés, voir notre *Histoire des Croisades*, etc.

patriarche de Jérusalem, le 19 novembre 1180, et l'approbation du pape Célestin III arriva quelques mois après (1191). Le nouvel ordre devait être uniquement composé d'Allemands, d'où lui vient sa dénomination d'*ordre Teutonique*, en allemand *Deutscheorden* (1). Du reste, ses statuts furent empruntés, partie à ceux des Hospitaliers, partie à ceux des Templiers. Son premier grand-maître fut *Henri Waldpott*, nommé par acclamation aussitôt après que, par l'acte de profession des quarante chevaliers, le nouvel ordre eut pris naissance.

Les chrétiens conservèrent Saint-Jean-d'Acre juste un siècle (1191-1291), durant lequel cette ville fut la capitale du royaume de Jérusalem et le chef-lieu des trois ordres militaires. Lorsqu'elle tomba au pouvoir du sultan d'Egypte (1291), le grand-maître de Saint-Jean et celui du Temple allèrent s'établir provisoirement à Limisso, dans l'île de Chypre, et celui de l'ordre Teutonique, à Venise, où, tout en se trouvant à portée des pays de l'Occident avec lesquels son ordre était le plus en rapport, c'est-à-dire avec

(1) Les Allemands se nomment eux-mêmes *Deutschen*, d'où nous avons fait *Teutons*. Relativement aux autres dénominations par lesquelles on désigne le peuple allemand, voir notre *Histoire d'Allemagne*. L'hôpital, qui fut à Jérusalem le berceau de l'ordre Teutonique, avait une chapelle dédiée à la mère du Sauveur, d'où son nom d'*Hôpital de Sainte-Marie*. Il résulte de là qu'en Allemagne l'ordre Teutonique fut assez souvent appelé *Mariancrorden* (ordre de Marie). De là aussi les noms de *Marienwerder*, *Marienthal*, *Marienberg*, *Marienburg*, donnés par les chevaliers à des villes fondées ou acquises par eux. — Les chevaliers des trois ordres militaires se reconnaissaient surtout à leur manteau, qui formait la pièce essentielle et invariable de leur costume officiel, ainsi qu'à la croix appliquée ou brodée sur ce manteau. Les Hospitaliers portaient le manteau noir avec une croix blanche à huit pointes, ayant cette forme particulière, connue sous le nom de *croix de Malte;* les Templiers avaient le manteau blanc, avec une croix rouge; quant aux chevaliers Teutons, ils adoptèrent aussi le manteau blanc, mais avec une croix noire, que l'on a bordée plus tard d'un liseré d'argent.

l'Allemagne et la Prusse, il avait l'avantage de pouvoir communiquer facilement avec l'Orient, dont les mers étaient sans cesse sillonnées par des navires vénitiens. Enfin, en 1309, il transféra sa résidence à Marienbourg (1), en Prusse, contrée dont les chevaliers s'étaient rendus maîtres, ainsi que nous allons le raconter.

Pour cela, reportons-nous à l'époque de l'expédition malheureuse que l'évêque Christian et le duc de Masovie Conrad, ainsi que nous l'avons vu plus haut, entreprirent contre les Prussiens en 1225. Christian, décidé par cet échec à recourir à l'un des trois grands ordres militaires qui existaient en Orient, fixa naturellement son choix sur l'ordre Teutonique (2), dont tous les membres appartenaient à un pays voisin de celui qu'il s'agissait de conquérir. Cet ordre ne comptait encore, à cette époque, que trente-cinq ans d'existence (1190-1225), mais ce temps lui avait suffi pour prendre de très-grands accroissements. De brillants faits d'armes accomplis en Syrie et en Egypte ayant attiré

(1) Par une coïncidence remarquable, vers l'époque où le chef-lieu de l'ordre Teutonique était transféré de Venise à Marienbourg, les grands-maîtres des deux autres ordres militaires quittaient leur résidence de Limisso, mais pour des destinées bien différentes. En effet, celui de Saint-Jean alla, en 1310, s'établit en souverain dans l'île de Rhodes, qu'il venait de conquérir, et où son ordre devait acquérir tant de gloire, tandis que le grand-maître et les principaux dignitaires du Temple, attirés en France sous divers prétextes, étaient emprisonnés en 1307, voyaient leur ordre supprimé en 1312, et terminaient presque tous leur vie dans les supplices, notamment le grand-maître, Jacques Molay, brûlé vif à Paris en 1314. (Voir notre *Histoire de la Chevalerie, des Ordres militaires et des institutions qui s'y rattachent.*)

(2) Dès l'année 1219, on jugea nécessaire de confier à un haut dignitaire la haute direction des affaires de l'ordre en Allemagne. Ce dignitaire, appelé *Maître Teutonique,* devint le personnage le plus important de l'ordre après le grand-maître, et il eut pour résidence *Mergentheim* ou *Marienthal,* ville de Franconie (aujourd'hui dans le Wurtemberg), que Henri et Frédéric Hohenlohe venaient de donner à l'ordre Teutonique.

sur lui les regards, la jeune noblesse allemande s'était empressée de venir se ranger sous ses bannières, et de riches donations lui avaient permis de fonder dans diverses contrées, surtout en Allemagne, un grand nombre de commanderies et d'autres établissements, qui devenaient pour lui autant de centres de recrutement, et qui lui donnaient dans ce pays une très-grande influence. Aussi ses grands-maîtres furent-ils élevés à la dignité de *princes de l'Empire*, avec le droit de siéger dans les diètes et de prendre part aux délibérations du Corps germanique.

Cette haute distinction fut accordée à l'ordre Teutonique dans la personne de son quatrième grand-maître, l'illustre Herman de Saltza (1), à la fois grand capitaine, sage administrateur et habile politique, lequel gouverna de 1210 à 1240. Ce fut à ce même grand-maître que le duc Conrad, par le conseil de l'évêque Christian, s'adressa, au commencement de l'année 1226, pour l'engager à entreprendre la conquête de la Prusse, offrant de lui céder, pour lui servir de base d'opérations, le district de Culm avec le territoire de Lobau qui confinait également à la Prusse. Le grand-maître se trouvait en Italie lorsque les propositions de

(1) Ce fut l'empereur Frédéric II qui accorda cette distinction à Herman de Saltza, avec le droit, pour lui et ses successeurs, de porter dans ses armes l'aigle de l'Empire; comme Jean de Brienne, en 1219, après le siége de Damiette, où les chevaliers Teutons s'étaient distingués d'une manière si éclatante, avait donné à ce même grand-maître, pareillement pour lui et ses successeurs, le droit de porter la croix d'or du royaume de Jérusalem. En conséquence, les grands-maîtres de l'ordre Teutonique, depuis Herman de Saltza, ont porté l'*écu d'or à l'aigle de sable de l'Empire, sur la croix de l'Ordre, chargée de la croix d'or de Jérusalem*. — Revenant à Herman de Saltza, pour donner une idée de son mérite, il suffit de signaler ce fait, qu'il fut constamment comblé de marques d'affection et de confiance par l'empereur Frédéric II et par les papes les plus hostiles à ce prince, notamment par Grégoire IX, et que, plus d'une fois, il fut pris pour arbitre dans les différends qui, à cette époque surtout, s'élevèrent si souvent entre le sacerdoce et l'Empire.

Conrad lui parvinrent, et il les accepta avec l'assentiment de l'empereur Frédéric II et celui du pape Honorius III, chargeant deux de ses chevaliers d'aller traiter en son nom avec le duc de Masovie. L'acte de donation des territoires cédés par Conrad fut signé le 29 mai 1226, et le même diplôme stipulait que tout territoire conquis sur les infidèles deviendrait la propriété de l'Ordre.

Le grand-maître ne pouvant se transporter de sa personne sur le nouveau théâtre ouvert à l'activité et à la valeur de ses chevaliers, obligé qu'il était de se tenir à la disposition de l'empereur pour l'accompagner en Orient (1), nomma *maître provincial de Prusse* Herman de Balk, qui, par ses grandes qualités, était éminemment digne de le représenter. Celui-ci n'arriva en Prusse qu'en 1228; mais les deux chevaliers envoyés en 1226 pour traiter avec Conrad avaient, dès leur arrivée, quoique accompagnés seulement d'une faible escorte, pris une part active à la lutte incessante que les Masoviens étaient obligés de soutenir contre les Prussiens, et, après une victoire due en grande partie à leur habileté et à leur valeur, on les avait emportés du champ de bataille couverts de blessures et donnant à peine signe de vie. Ils s'étaient pourtant rétablis, et Conrad avait fait construire pour eux, sur la rive gauche de la Vistule, un petit fort de bois, qu'ils appelèrent *Vogelsang*. Ces deux héroïques chevaliers, si heureusement choisis pour montrer ce qu'était l'ordre Teutonique, s'appelaient Conrad de Landsberg et Otton de Saleiden.

L'ordre Teutonique, à l'époque où il entreprit la conquête de la Prusse, se ressentait encore cruellement de pertes énormes qu'il avait éprouvées quelques années au-

(1) Cette expédition, que Frédéric ajournait depuis longtemps, sous divers prétextes, eut enfin lieu en 1228, et est comptée comme la sixième croisade.

paravant (1), et comme, en outre, ce fut cet ordre seul qui, en 1228, accompagna l'empereur Frédéric II dans son expédition en Orient, il est aisé de comprendre pourquoi Herman de Balk, en arrivant en Prusse cette année-là même, n'avait avec lui qu'environ vingt chevaliers, parfaitement secondés, il est vrai, par une centaine de cavaliers auxiliaires, qui étaient probablement des frères servants d'armes (2). On sait, du reste, qu'avant l'emploi de la poudre, un chevalier représentait une force importante, surtout quand il s'agissait de chevaliers comme ceux qui arrivèrent avec le maître provincial de Prusse. Ce qui est certain, c'est que les Prussiens comprirent bientôt ce que valaient les nouveaux adversaires qui entraient en lutte avec eux. Mais Christian, de son côté, ne tarda pas à comprendre qu'en appelant de pareils auxiliaires, il s'était en réalité donné des maîtres. Il avait vu les Porte-Glaives de Livonie soumis à l'autorité de l'évêque de Riga, et il avait pensé que les chevaliers Teutons seraient dans la même situation à son égard; mais ceux-ci étaient trop puissants; ils avaient été comblés par les papes et les empereurs de

(1) On se fera une idée de l'état où se trouvait réduit l'ordre Teutonique quelques années avant cette époque par ce que rapportent les chroniqueurs, qu'Herman de Saltza, dès qu'il eut été proclamé grand-maître (1210), s'écria : « Mon Dieu! avec quelle joie je perdrais un œil, si, en récompense de ce sacrifice, vous m'accordiez la grâce d'avoir toujours dix chevaliers en état de combattre pour vous! » Cette ambition si héroïquement désintéressée fut largement satisfaite; car l'Ordre s'accrut si rapidement que, du vivant de ce même grand-maître, le nombre des chevaliers dépassa le chiffre de deux mille.

(2) Ces frères étaient des serviteurs affiliés à l'Ordre, et se trouvant ainsi, quoique dans un rang bien inférieur, liés aux chevaliers par une sorte de confraternité. C'était parmi ces frères servants qu'étaient pris les écuyers chargés d'assister les chevaliers. Dans la plupart des corporations religieuses, il y a des serviteurs affiliés, sous les noms de frères *convers*, *lais*, *coadjuteurs*, etc.; mais la séparation y est naturellement moins profonde que dans les corporations essentiellement aristocratiques, comme les Ordres militaires.

trop de priviléges, pour qu'en leur présence, la position d'un évêque ne fût pas singulièrement amoindrie. Christian essaya d'abord de lutter; mais il vit bientôt que ses efforts seraient inutiles, et il se consola de perdre une partie de son autorité sur son diocèse, par l'espérance de le voir bientôt peuplé de chrétiens.

Toutefois, pour peu qu'on observât les dispositions du pays, il était aisé de prévoir que les chrétiens qui le peupleraient seraient moins des Prussiens convertis, que des Allemands qui viendraient les remplacer. Ces colons allemands arrivaient généralement à la suite des croisades que des princes voisins amenaient pour seconder les chevaliers, croisades que les papes provoquaient et encourageaient de tout leur pouvoir. Une de ces expéditions, composée d'environ cinq mille hommes, fut conduite en 1232, par Burckard, burgrave de Magdebourg, et ce ne fut qu'à l'arrivée de ce secours, que le maître provincial Herman de Balk entreprit réellement la conquête de la Prusse, le peu de forces dont il avait disposé jusque-là ne lui ayant permis que de repousser les attaques des Prussiens et d'exécuter de temps en temps contre eux quelques hardis coups de main, pour leur faire comprendre la supériorité de la milice Teutonique et les disposer à la redouter quand ils la verraient déployer ses bannières.

On passa la Vistule vis-à-vis le fort de Nessaw, qu'Herman de Balk, à son arrivée en Prusse, avait fait construire un peu au-dessus de Vogelsang, et on trouva sur la rive opposée un chêne gigantesque, que les croisés voulaient abattre parce qu'il était pour les Prussiens l'objet d'un culte idolâtrique; mais le maître provincial jugea qu'il valait mieux l'utiliser, en établissant sur ses branches principales une plate-forme, au-dessus de laquelle on construisit un poste fortifié qui, par sa singulière position, était à l'abri de toute surprise. Aussitôt après, on se mit à bâtir près de là une

forteresse, qui fut appelée *Thorn*, d'un mot allemand signifiant *porte*, sans doute afin d'indiquer que c'était par là qu'on était entré sur le territoire ennemi, et des colons allemands, venus à la suite des croisés, se hâtèrent de construire tout autour une ville qui prit le nom de la forteresse. Mais on s'aperçut bientôt qu'en cet endroit, la rive était trop basse, ce qui rendait les débordements du fleuve désastreux pour la nouvelle ville. En conséquence, quatre ans plus tard, les habitans, encouragés et aidés par le maître provincial, allèrent s'établir à environ sept kilomètres de là, au confluent de la Vistule et de la Mocker, et il ne resta de l'ancienne Thorn que la citadelle. Ainsi fut fondée la première ville de Prusse (1), laquelle, après un peu plus de deux siècles, devait avoir la gloire de donner le jour à Copernic. Indépendamment de son importance militaire, cette ville en avait une très-grande comme place de commerce, parce que les vaisseaux de fort tonnage pouvaient, à cette époque, remonter la Vistule jusque-là. Ce ne fut que dans le courant du quinzième siècle que le lit du fleuve s'encombra de sables et devint impropre à la navigation maritime.

Un peu au delà de l'endroit où on venait de bâtir la citadelle de Thorn, se trouvait un autre forteresse, déjà asssz ancienne, mais qui avait été vingt fois renversée et reconstruite dans les continuelles guerres dont ces parages avaient été le théâtre : cette forteresse était celle de *Culm*, qui avait donné son nom au district. Le maître provincial, cette même année (1232), la fit rebâtir sur de plus larges proportions, et une ville allemande ne tarda pas à s'élever sous sa sauvegarde.

(1) Le territoire de Culm, sur lequel fut bâtie Thorn, était, à proprement parler. polonais et non prussien. Mais, depuis plusieurs années, les Prussiens l'avaient envahi, et, par suite de la cession qu'en fit Conrad à l'ordre Teutonique, il devint et n'a cessé d'être une des divisions ou des subdivisions de la Prusse proprement dite.

L'année suivante (1233), à la voix de Grégoire IX, vingt mille croisés accoururent pour seconder les chevaliers. Ils étaient conduits par plusieurs princes, notamment par Henri-le-Pieux, duc de Breslau, et par Swantopolk, duc de Pomérellie. Grâce à cet important secours, Herman de Balk, franchissant les limites du district de Culm, s'avança, à travers la Pomésanie, jusqu'au confluent de la Vistule et de la Lièbe, et fonda la ville de ***Marienwerder***, dans la presqu'île de Quidzin, comprise entre la Vistule et la rive gauche de la Lièbe; mais on ne tarda pas à abandonner cet emplacement, pour se transporter sur la rive droite de la même rivière. Ces tâtonnements tiennent à ce qu'on se trouvait sur un terrain qu'on ne connaissait pas assez, et dans lequel, à cause de sa nature marécageuse, on découvrait, quelquefois un peu plus tard, des inconvénients qu'on n'avait pas soupconnés d'abord. Du reste, le nom même de la nouvelle ville indique qu'elle fut bâtie sur un terrain qui avait été occupé par des marais (1).

Depuis qu'à la faveur des deux croisades dont nous venons de parler, la conquête de la Prusse avait été sérieusement entreprise par les chevaliers, des combats sans nombre avaient eu lieu, et généralement à l'avantage des chrétiens, puisque ceux-ci avançaient constamment; mais aucune grande bataille n'avait encore été livrée. Pendant que les croisés étaient occupés à la construction de Marienwerder, les Prussiens se réunirent près de là en très-grand nombre, et on s'attendait d'un jour à l'autre à les voir engager une action générale. Mais toute la belle saison s'écoula sans qu'ils fissent aucun mouvement, et ce furent les croisés qui, lorsque l'hiver eut interrompu leurs travaux, marchèrent à l'ennemi en traversant sur la glace les marais environnants. Les Prussiens se trouvaient sur

(1) C'est le sens du mot allemand *Werder*.

les bords du lac Drausen, et ce fut là qu'eut lieu la bataille. On comprenait que cette journée devait avoir sur le sort de la Prusse une importance à peu près décisive; aussi l'acharnement de part et d'autre fut-il extrême. Le nombre des Prussiens était au moins double de celui des chrétiens; mais ceux-ci étaient de beaucoup supérieurs au point de vue de la science militaire. Herman de Balk et la plupart des chevaliers qui se trouvaient avec lui étaient des hommes de guerre de premier ordre, et on pouvait en dire autant de quelques-uns des princes qui commandaient différents corps des croisés. Mais ce fut Swantopolk qui, par une manœuvre habile et exécutée avec une rare vigueur, décida enfin la victoire, longtemps en suspens. Les Prussiens se vengèrent bientôt après de cette intervention du duc de Pomérellie, en ravageant ses Etats et en ruinant de fond en comble l'abbaye d'Oliva (1234).

Cette même année, après que les croisés se furent retirés, Herman de Balk fonda *Rhéden*, dans la province de Culm. Cette province avait déjà deux places très-fortes, Thorn et Culm; mais, situées l'une et l'autre sur la Vistule, elles ne pouvaient guère servir à protéger le pays contre les incursions des Prussiens; aussi la nouvelle ville fut-elle bâtie beaucoup plus à l'est, près des frontières de la Pogésanie.

Cependant la *Milice du Christ* n'était pas encore complètement anéantie, et les quelques chevaliers auxquels elle se trouvait réduite continuaient d'occuper la forteresse de Dobrzin, si vaillamment défendue par eux en 1225. Mais la prolongation de l'existence de cet ordre étant désormais sans objet, Grégoire IX, en 1235, le réunit à l'ordre Teutonique, et la forteresse de Dobrzin fut rendue au duc de Masovie. Deux ans après (1237), Grégoire IX adopta une autre mesure du même genre, mais d'une tout autre importance, en réunissant à l'ordre Teutonique celui des Porte-Glaives de Livonie.

Sur la côte orientale de la Baltique, à environ deux cent cinquante kilomètres de l'embouchure du Mémel, fleuve qui forme de ce côté la limite de la Prusse, se trouve l'embouchure de la Duna, au fond d'un golfe (1) qui baigne les côtes de deux provinces aujourd'hui russes, la Livonie et la Courlande. Ces contrées, connues depuis assez longtemps des Danois et des Russes, demeurèrent complétement ignorées du reste de l'Europe jusqu'en 1158, qu'elles furent visitées, on peut dire découvertes, par un vaisseau de Brême qui, faisant voile vers Wisby dans l'île de Gothland, fut écarté de sa route par une tempête et vint relâcher à l'embouchure de la Duna. Les indigènes, croyant avoir affaire à des Danois, contre qui ils nourrissaient un vif ressentiment, s'opposèrent d'abord au débarquement de ces étrangers; mais, ceux-ci ayant fait preuve des intentions les plus pacifiques et proposé des échanges de marchandises qui manquaient dans le pays, contre des denrées qui y étaient surabondantes, des relations amicales ne tardèrent pas à s'établir, et ces contrées firent bientôt un commerce assez actif, non-seulement avec Brême, mais aussi avec Lübeck et Wisby.

Il résulta naturellement de ces fréquentes communications, qu'on acquit quelques notions sur le pays et sur les habitants. On sut que ceux-ci appartenaient à diverses tribus : Lives, Lettons, Wendes, Esthoniens, Curons, Semigalles. Les Lives étaient en petit nombre, et ce nombre allait diminuant, si bien qu'aujourd'hui on ne trouve un dernier reste de cette peuplade que dans un seul canton; mais, comme ils habitaient justement à l'embouchure de la Duna, les Allemands ne connurent d'abord qu'eux, et donnèrent leur nom à tout le pays, qui, plus tard, forma trois provinces distinctes : l'*Esthonie*, au nord, la *Livonie* propre-

(1) On l'appelle aujourd'hui golfe de *Riga* et aussi golfe de *Livonie*.

ment dite, au centre, et la *Courlande*, au sud. Les Curons, qui donnèrent leur nom à cette dernière province, ont complétement disparu, et la province est aujourd'hui peuplée de Lettons, très-nombreux aussi dans la Livonie propre, qui, en conséquence, porta quelque temps le nom de *Lettonie*. Cette province compte aussi un assez grand nombre d'Esthoniens, qui, en outre, occupent presque seuls la province à laquelle ils ont donné leur nom. Cette peuplade et celle des Lives appartenaient à la race Tchoude (1); les Lettons et les Wendes étaient Slaves; quant aux autres peuplades, il serait difficile de décider à quelle race elles appartenaient, et d'ailleurs cette question n'offre aujourd'hui aucun intérêt.

Des relations purement commerciales avaient existé durant ving-cinq ans entre les Livoniens et les Allemands, lorsque, en 1186, Maynard, moine augustin de Siegbert, dans le Holstein, arriva pour prêcher le christianisme, après avoir obtenu l'autorisation du prince de Polotsk (2), à qui ces peuples payaient tribut. Ce prince, qui se regardait comme souverain du pays, permit à Maynard de bâtir une église à *Ykeskola*, aujourd'hui *Yxhüll*. Mais les indigènes, se rappelant que les Danois, sous prétexte de les convertir, avaient voulu les subjuguer, se levèrent en masse contre les étrangers, qui pourtant se maintinrent dans le pays, à l'abri de forts solidement construits, et, après une courte résistance, les dispositions des Livoniens semblèrent être devenues moins hostiles, à ce point qu'un assez grand nombre consentirent à recevoir le baptême. Maynard, heureux de ce succès, s'empressa d'aller conférer avec l'archevêque de Brême, sous les auspices de qui la mission avait été entreprise; on pense même qu'il poussa

(1) A cette même race appartiennent les Finnois et les Hongrois

(2) Voir notre *Histoire de Russie*.

son voyage jusqu'à Rome : ce qui est certain, c'est que le pape le nomma évêque d'Yxhüll, sous l'autorité métropolitaine de l'archevêque de Brême.

Mais, pendant l'absence de Maynard, les néophytes retournèrent à l'idolâtrie, après s'être lavés solennellement dans la Duna, pour effacer, disaient-ils, les traces de l'eau du baptême. Maynard ne se laissa ni décourager, ni irriter, et continua son œuvre avec autant de patience que de zèle. Il mourut en 1196, laissant une grande réputation de vertu. Berthold, moine de Loccum, qui lui succéda, n'était pas de caractère à imiter la longanimité de Maynard. Voyant le peu qu'on obtenait par la douceur et la persuasion, il publia une croisade, avec l'autorisation du pape Célestin III, et, dans la première rencontre, les infidèles furent battus ; mais Berthold, ayant poursuivi trop vivement les fuyards, fut tout à coup entouré par eux et massacré.

On sentit la nécessité de le remplacer par un homme qui, au zèle, joignît plus de prudence et de modération. Le choix de l'archevêque de Brême tomba sur un chanoine de son chapitre, nommé Albert d'Apeldern. C'était un homme de haute naissance, à qui sa famille fournit des sommes importantes, en sorte que, aidé en outre par l'Empereur et par le roi de Danemarck, il équipa vingt-trois navires, sur lesquels il embarqua une petite armée (1199). Il savait en effet que l'irritation des Livoniens était extrême et que, ne voulût-on pas employer contre eux la force, il fallait au moins, sous peine d'une mort certaine, arriver avec des forces suffisantes pour les tenir en respect.

D'après cette pensée, d'une sagesse incontestable, qu'on devait avant tout pourvoir à la sûreté des missionnaires et des autres étrangers qui viendraient dans le pays, Albert construisit un très-grand nombre de forteresses, dont plusieurs devinrent plus tard comme les noyaux d'autant de

villes; mais la plus importante de ses fondations, ce fut, sans contredit, celle de *Riga*, qui semble pouvoir être fixée à l'an 1201. Cette ville fut construite à l'embouchure de la Duna, sur la rive droite du fleuve, et dut son nom à une hauteur que les indigènes appelaient *Righ*.

Ce qui montre surtout la remarquable intelligence d'Albert et son esprit d'initiative, c'est l'idée qu'il eut le premier de substituer à des croisades temporaires, une milice permanente formant comme une croisade continue. Cette milice fut l'ordre religieux et militaire, qu'il fonda en 1204, avec l'autorisation du pape Innocent III, sous la dénomination de *Milice du Christ*. Les statuts de cet ordre furent calqués sur ceux des Templiers, ce qui veut dire que tout y fut organisé pour la guerre. Du reste, ce caractère du nouvel ordre était assez clairement indiqué par ce fait, que la croix brodée en rouge sur le manteau blanc des chevaliers, était formée de deux épées en croix, d'où la dénomination de *Porte-Glaives* (1), par laquelle ils furent communément désignés. Leur premier grand-maître fut *Vinno de Rohrbach*, qui bâtit *Wenden* et en fit le chef-lieu de son ordre. Il fonda aussi *Segewold* et *Ascheraden*.

L'évêque Albert, en homme prudent, avait eu soin de demander à être investi de tous les pouvoirs que le pape lui-même avait essentiellement sur des religieux ; il avait prévu que, sans cela, l'ordre fondé par lui ne tarderait pas à se soustraire à son autorité. Et en effet, des contestation assez vives s'élevèrent bientôt, et les chevaliers eurent recours à Innocent III, espérant obtenir des immunités analogues à celle des ordres fondés en Orient, lesquels étaient indépendants des évêques et relevaient directement du Saint-Siége. Mais Innocent III repoussa cette demande et confirma à l'évêque Albert les pouvoirs qu'il lui avait

(1) En allemand, *Schwerdtbrüder;* en latin, *Ensiferi*.

conférés, déclarant aux chevaliers qu'ils devaient lui obéir comme au dépositaire de toute l'autorité pontificale à leur égard. Depuis lors, les Porte-Glaives, sans être d'une docilité parfaite, comprirent que, du moins dans les choses importantes, ils étaient dans la nécessité d'obéir à l'évêque, et qu'ils ne pouvaient songer à être exemptés de cette obligation, devenue plus que jamais une des bases fondamentales de leurs statuts.

Mais il semblait peu logique qu'un prélat investi de pareils pouvoirs fût en même temps subordonné à un métropolitain. Aussi Albert obtint-il en 1213 que son église fût déclarée indépendante de celle de Brême; mais ce ne fut que quarante-deux ans plus tard que le siége de Riga fut érigé en archevêché, métropolitain des évêchés de Livonie, d'Esthonie et de Prusse.

La Livonie ayant été assez promptement soumise, les chevaliers entreprirent (1217) la conquête de l'Esthonie, avec l'aide d'une armée de croisés commandés par le comte Albert d'Orlamunde. Les Esthoniens, vaincus, se soumirent; et deux évêchés furent fondés dans leur pays; mais le comte d'Orlamunde était à peine reparti, que les Esthoniens se soulevèrent, avec l'appui du prince de Nowogorod. On conçoit que les princes russes, de qui ces contrées avaient été longtemps tributaires, fussent mécontents de voir s'y établir un pouvoir entièrement indépendant de leur autorité.

Pour réprimer la révolte des Esthoniens, Albert d'Apeldern eut recours à un prince fort célèbre alors par ses qualités guerrières, Waldemar II, roi de Danemark (1219). Ce prince s'empressa d'accourir et, secondé par les Porte-Glaives, il eut bientôt remis l'Esthonie sous le joug; mais il en garda pour lui une grande partie, et, afin de mieux s'assurer cette possession, il y fonda la ville de Narva, et fortifia celle de Revel, qui existait déjà. Par cette conquête,

ajoutée à celles du Holstein, de Hambourg, de Lubeck, du Mecklenbourg, de la Poméranie et à quelques autres, Waldemar se trouvait arrivé au faîte de la grandeur, lorsqu'un petit prince, de qui il était bien loin de penser qu'il pût avoir rien à craindre, s'empara de sa personne par un audacieux coup de main dont l'histoire ne contient probablement pas d'autre exemple. Le comte de Schwérin s'était rendu auprès de lui pour une réclamation à laquelle Waldemar paraissait peu disposé à faire droit, et il l'accompagnait dans toutes ses chasses, comme pour lui faire sa cour et obtenir sa faveur, mais en réalité pour épier une occasion qui, effectivement, ne tarda pas à se présenter. Le 6 mai 1223, Waldemar, étant allé chasser dans la petite île de Lyn, entra vers le milieu du jour, pour prendre un peu de repos, avec son fils aîné, dans une tente qu'on lui avait dressée sur le rivage. Le comte de Schwérin, qui avait avec lui quelques hommes vigoureux et déterminés, se jeta sur les deux princes endormis, les bâillonna, les garrotta, et, au moyen d'une barque qui se trouvait tout près de là, les transporta à bord d'un navire appartenant à un corsaire soudoyé par lui, et puis les enferma dans un de ses châteaux. Le pape Honorius III se donna beaucoup de mouvement pour faire remettre Waldemar en liberté, et il crut ne pouvoir mieux faire que d'employer comme intermédiaire le grand-maître de l'ordre Teutonique, Herman de Saltza; mais les négociations furent longues et difficiles, à cause surtout de l'intervention de l'empereur Frédéric II, qui prit sous sa sauvegarde le comte de Schwérin, afin d'obliger Waldemar à renoncer à tout ce qu'il possédait en Allemagne. Waldemar finit par se résigner à ce sacrifice, et un traité fut conclu dans ce sens le 17 novembre 1225. Quant aux possessions du Danemark en Esthonie, elles furent partagées entre les évêques du pays et les chevaliers Porte-Glaives ; mais nous

verrons bientôt que Waldemar parvint à les recouvrer en partie.

Vers l'époque où nous sommes arrivés, de violentes contestations s'élevèrent entre l'évêque de Riga et les Porte-Glaives, et amenèrent une grande confusion qui, jointe aux continuelles attaques des Russes, des Lithuaniens, des Danois, réduisit le pays à un état déplorable. Le désordre s'accrut encore à la mort d'Albert d'Apeldern (1229), l'archevêque de Brême et le chapitre de Riga s'étant longtemps disputé le droit de nommer son successeur. Les Porte-Glaives avaient alors pour grand-maître Volquin de Wintersteden, élu en 1208 pour remplacer Winno de Rohrbach, qu'un chevalier trop justement reprimandé par lui avait assassiné. Volquin était, comme son prédécesseur, un homme d'un rare mérite. A la vue de l'état où se trouvait réduite la Livonie, faisant céder à l'intérêt général tout intérêt personnel, il conçut le projet de fondre son ordre dans l'ordre Teutonique, qui, depuis quelques années, avait entrepris la conquête de la Prusse. Il comprenait d'ailleurs que l'ordre des Porte-Glaives, confiné dans une contrée si lointaine et n'ayant que très-peu de relations avec les pays où la civilisation chrétienne avait fait des progrès, ne pouvait se recruter convenablement et trouver des ressources suffisantes pour faire face aux ennemis sans nombre dont il était entouré. Il fit donc des propositions à Herman de Saltza.

Mais l'idée de cette fusion ne souriait nullement aux chevaliers Teutons. Ils faisaient aux Porte-Glaives des reproches analogues à ceux que les Hospitaliers et les Templiers, comme nous l'avons vu plus haut, leur faisaient précédemment à eux-mêmes ; il les trouvaient emportés, opiniâtres, indociles à toute discipline, et ces reproches furent articulés sans ménagement dans un chapitre qui fut tenu à Marbourg pour examiner cette affaire sous la prési-

dence d'un délégué du grand-maître. Devant cette assemblée se présentèrent deux chevaliers Porte-Glaives, députés par leur ordre, et, parmi les membres du châpitre, se trouvaient deux commandeurs de l'ordre Teutonique qui avaient été chargés d'aller en Livonie étudier l'état des choses. Comme le rapport qu'ils firent était on ne peut plus défavorable, un des Porte-Glaives voulut prendre la défense de son ordre; mais un des deux commandeurs lui coupa la parole en s'écriant : « Mais ces reproches que vous prétendez injustes, pas un dans votre ordre ne les mérite plus que vous ! » Le président, homme d'un esprit conciliant, voyant l'assemblée très-mal disposée, évita qu'on prît aucune décision et fut d'avis que l'affaire fût renvoyée au grand-maître et au pape. En même temps, il exprima l'espoir que, si les Porte-Glaives avaient des reproches à se faire, les leçons de l'adversité ne seraient pas pour eux infructueuses.

Du reste, les défauts reprochés aux Porte-Glaives n'étaient pas le seul motif de l'éloignement qu'éprouvaient les Teutons pour la réunion des deux ordres. L'évêque de Riga était souverain d'une partie de la Livonie et exerçait sur les Porte-Glaives une autorité à laquelle il n'était nullement disposé à renoncer. Le roi de Danemark, de son côté, revendiquait une partie de l'Esthonie, et le pape entendait qu'on fît droit à ses réclamations. Or, ces partages, qu'il fallait accepter, et surtout la subordination à l'évêque de Riga, que les chevaliers établis en Livonie seraient tenus de subir, déplaisaient à des hommes qui étaient complétement indépendants des évêques et qui, en Prusse, se regardaient comme étant déjà de droit et comme devant bientôt être, de fait, seuls et uniques maîtres de tout le pays.

Aussi, malgré les instances des députés des Porte-Glaives, qui s'étaient rendus en Italie, où se trouvait le grand-

maître, l'affaire en restait toujours au même point, lorsqu'on reçut la nouvelle d'une grande bataille que l'ordre de Livonie venait de perdre contre les Lithuaniens (22 septembre 1236), et où le grand-maître Volquin avait été tué, avec un grand nombre de chevaliers. Ce désastre était de nature à faire craindre non-seulement que l'ordre ne fût anéanti, mais encore que la Livonie ne retombât au pouvoir des infidèles. Alors Herman de Saltza n'hésita plus et, à la suite d'une entrevue qu'il eut avec Grégoire IX, ce pontife, qui était alors à Viterbe, ayant fait appeler les Porte-Glaives qui se trouvaient sur les lieux, les délia de leurs engagements envers l'ordre de Livonie et les déclara admis dans l'ordre Teutonique, dont il leur donna sur-le-champ le manteau. Les chevaliers le reçurent à genoux et prêtèrent serment entre les mains du grand-maître de l'ordre Teutonique, qui se trouvait présent. Mais, lorsqu'ils se furent relevés, un d'eux, comprenant par la conversation du pape avec Herman de Saltza que celui-ci consentait à faire droit aux réclamations du roi de Danemark, s'écria en serrant le poing avec une fureur concentrée: « Sans le serment que je viens de faire, tant que cette main aurait pu tenir une épée, le roi de Danemark n'aurait pas obtenu ce que je vois qu'on va lui céder sans combattre. » Grégoire IX, en entendant une pareille déclaration, se félicita probablement de voir disparaître une corporation composée d'hommes si intraitables, et, le même jour, il promulgua une bulle qui prononçait la suppression de cet ordre et sa réunion à l'ordre Teutonique. Un chroniqueur remarque même que le pontife avait eu soin de faire promptement enlever les manteaux que les chevaliers présents avaient quittés pour recevoir celui de l'ordre Teutonique; il craignait sans doute qu'ils ne fussent tentés de les reprendre et de recommencer une lutte qui avait déjà causé assez de maux.

Ce fut Herman de Balk qui reçut la mission de présider à l'installation de son ordre en Livonie, sans cesser pour cela de commander en Prusse. Sans doute le grand-maître jugea qu'il y aurait ainsi plus d'harmonie entre les deux contrées qui allaient composer les possessions de l'ordre Teutonique. Herman de Balk avait, en 1236, terminé la conquête de la Poméranie, avec l'aide d'une armée de croisés que lui avait amenée Henri l'Illustre, margrave de Misnie (1), et, l'année suivante (1237), pour faciliter la conquête de la Pogésanie, il avait construit une forteresse à l'endroit où le lac Drausen reçoit la rivière d'Ilfing ou Elbing. Des Allemands, prin-principalement des Lubeckois, attirés par les avantages de cette position, vinrent s'y établir et bâtirent la ville d'*Elbing*.

La même année (1237), Herman de Balk alla prendre la direction des affaires de son ordre en Livonie, et, comme un des premiers points à régler était le partage de l'Esthonie avec le roi de Danemark, il se rendit auprès de ce prince avec l'évêque de Modène, légat du pape en Prusse et en Livonie. Un traité conclu à Stenbye, le 9 mai 1238, termina cette affaire, en adjugeant à Waldemar, entre autres villes, Narva et Revel, et décida que les conquêtes futures seraient partagées dans la proportion de deux tiers pour le roi de Danemark et d'un tiers pour l'ordre Teutonique. Aussitôt après, Balk, à la tête des chevaliers et avec un corps de Danois, marcha contre les Russes et leur enleva la ville forte de Piskoff, qu'ils possédaient en Esthonie.

En même temps, Thierry de Bernheim, maréchal de l'ordre en Prusse, entreprenait le siége de *Balga*, forteresse construite par les Prussiens sur le Frische-Haff. Cette situa-

(1) Le margraviat de Misnie avait pour capitale Dresde, et comprenait la plus grande partie du royaume actuel de Saxe. Voir *Histoire d'Allemagne*.

tion, qui permettait aux assiégés de recevoir par mer des secours de toute sorte, rendait un pareil siége extrêmement difficile, à moins qu'on ne pût investir la place par mer, pendant qu'on l'assiégerait par terre. Or, c'est ce que Thierry de Bernheim se trouva en état de faire, grâce à quelques bâtiments que le margrave de Misnie, lors de son expédition de 1236, avait fait construire sur le lac Drausen, qui communique avec le Frische-Haff. Ces bâtiments, que le margrave avait laissés aux chevaliers et qui constituaient alors toute leur marine, leur furent, dans cette circonstance, d'une immense utilité, et, malgré la résistance désespérée des assiégés, la place fut prise d'assaut. Mais les Prussiens ne tardèrent pas à revenir avec des forces considérables, pour essayer de la reprendre, et la garnison chrétienne se trouvait déjà dans une situation des plus critiques, lorsque arriva fort à propos une petite armée de croisés, amenée par Othon Ier, dit l'*Enfant*, duc de Brunswick. Les assiégeants, pris entre la garnison, qui opéra une vigoureuse sortie, et l'armée des croisés, qui se trouvait sur leurs derrières sans qu'ils s'en doutassent, essuya une défaite complète, qui entraîna la soumission de la Warmie, de la Natangie et de la Bartonie. Afin de contenir ces provinces, on construisit les châteaux de *Kreutzbourg* en Natangie, de *Bartenstein, Schippenbeck* et *Rœsel* en Bartonie, d'*Heilsberg* et de *Brunsberg* en Warmie, et des villes de mêmes noms ne tardèrent pas à s'élever autour de chacun d'eux. La soumission de la Galindie suivit de près.

Au milieu de tant de succès, l'ordre Teutonique fit une perte irréparable dans la personne de son illustre grand-maître Herman de Saltza, qui mourut en 1240, à Salerne, où il était allé pour consulter sur sa santé, épuisée par tant de travaux, les médecins de cette école, alors célèbre entre toutes, et cette perte fut d'autant plus douloureuse qu'elle sembla être pour l'Ordre, alors si florissant, le signal d'un

revirement de la fortune et l'inauguration d'une période de cruelles adversités et de terribles épreuves. Avant d'en commencer le récit, disons que l'élection du successeur d'Herman de Saltza eut lieu dans un chapitre général réuni à Marbourg, où les chevaliers avaient des possessions importantes, que leur avait léguées en 1231 sainte Elisabeth, dite *de Hongrie*, parce qu'elle était fille du roi de Hongrie André II. Elle avait épousé le landgrave de Thuringe Louis VI, qui mourut quelques années avant elle et qui a aussi été mis au nombre des saints. Ce fut un frère de Louis VI, appelé Conrad, que les chevaliers élurent grand-maître.

Conrad de Thuringe ne pouvait être comparé à Herman de Saltza; néanmoins on doit reconnaître que, pendant le peu de temps qu'il vécut après son élévation à la dignité de grand-maître, il montra autant de sagesse que d'activité; il n'est donc nullement responsable des malheurs qui fondirent sur l'ordre Teutonique presque aussitôt après son élection. Voici par quel enchaînement de circonstances ces malheurs furent amenés :

Les Mongols, de temps immémorial, étaient divisés en un grand nombre de peuplades, de tribus, de *hordes* (1), obéissant à autant de chefs distincts et souvent ennemis les uns des autres, ce qui les avait toujours mis dans l'impossibilité de rien entreprendre hors de leurs steppes. En 1206, sur l'invitation de l'un d'entre eux, qui s'était déjà fait une réputation par son audace et son bonheur à la guerre, les principaux chefs se réunirent non loin des sources du fleuve Amour, et cette assemblée proclama le guerrier en question chef suprême de la nation, substituant à son nom de *Té-*

(1) *Horde*, d'un mot tartare signifiant *tente*, était employé chez ces peuples dans le sens de *famille*, et, dans ces sociétés encore à l'état primitif, la famille formait une véritable unité politique. Voir notre *Histoire des peuples Tartares et Mongols*.

mouljin celui de *Djenguis* ou *Gengis*, d'où, par l'addition du titre dont il fut revêtu, on a fait *Gengis-Khan*. Sous l'impulsion de ce terrible conquérant, et, après sa mort, survenue en 1227, sous les ordres de ses fils et de ses petits-fils, les Mongols s'emparèrent d'une partie de l'Asie et de l'Europe orientale. En 1240, après avoir ravagé la Pologne, ils paraissaient disposés à se jeter sur la Prusse. Les chevaliers Teutons ayant jugé prudent, à la vue de ce danger, de concentrer leurs forces sur la Vistule, ce qui les obligea de dégarnir le reste du pays, les Prussiens crurent cette occasion favorable pour secouer le joug qui pesait sur eux et essayer de recouvrer leur indépendance. Rien de plus naturel de leur part; mais, ce qui paraît étrange, c'est de les voir soutenus par Swantopolk, ce même duc de Pomérellie qui, sept ans auparavant (1233), conduisait une croisade en Prusse et poussait le zèle pour le triomphe du christianisme dans cette contrée jusqu'au point de compromettre la sûreté de ses propres Etats. Pour amener ce prince à changer de conduite à ce point, il fallait que les chevaliers Teutons, par leur hauteur et leur ambition, l'eussent singulièrement blessé et alarmé.

Nous devons dire aussi que le zèle de Swantopolk avait toujours été mêlé de beaucoup d'ambition, et même que ses croyances étaient regardées comme peu sincères. Il s'était uni aux chevaliers parce qu'il avait pensé que, grâce à leur puissante organisation et à l'appui que leur prêtaient plusieurs princes chrétiens, ils ne pourraient manquer de triompher; mais, quand il les vit dans une situation critique, il n'hésita pas à s'allier contre eux à un peuple profondément hostile au christianisme, dans l'espoir probablement que ce peuple finirait par le reconnaître pour son chef. Du reste, il se contenta d'abord d'exciter les Prussiens sous main, et ne leva le masque qu'après que les principaux alliés des chevaliers eurent été complétement battus

par les Mongols, à Liegnitz (1241), où le duc Henri de Breslau fut tué avec un très-grand nombre de chrétiens. Alors, croyant n'avoir plus rien à craindre, Swantopolk se déclara ouvertement pour les Prussiens, et ceux-ci, enhardis outre mesure par la confiance que leur inspirait un pareil auxiliaire, commencèrent par massacrer tous les Allemands dont ils purent se saisir, et puis, attaquant brusquement les places fortes des chevaliers, ils les prirent et les rasèrent toutes, à l'exception de Thorn, d'Elbing, de Balga, de Rhœden et de Culm, dont il ne leur fut pas possible de s'emparer.

Dans ces tristes conjonctures, le grand-maître Conrad de Thuringe mourut (24 juillet 1241), et on lui donna pour successeur *Gérard de Marlberg*, esprit ardent et inquiet, qui, au lieu d'employer son énergie contre les ennemis qui mettaient l'ordre Teutonique dans un si grand danger, entra en lutte avec l'ordre lui-même, usant envers les principaux dignitaires des procédés les plus blessants et soulevant contre lui une telle opposition, qu'en 1244, il prit le parti d'aller en Syrie s'enfermer dans un château-fort, d'où il renvoya le sceau de l'Ordre, déclarant résigner ses fonctions de grand-maître. Mais bientôt il se fit faire un nouveau sceau et se remit à donner des ordres, tandis que le conseil suprême en donnait de son côté et prenait ses dispositions pour l'élection d'un nouveau grand-maître ou au moins d'un vicaire-général. Le pape Innocent IV intervint pour mettre fin à cette espèce de schisme, qui, vu surtout la gravité des circonstances, était pour l'ordre Teutonique une affreuse calamité. Heureusement, Gérard de Marlberg se montra disposé à sortir de l'ordre Teutonique et à entrer dans celui du Temple, et Innocent IV s'empressa de l'y autoriser par un bref daté de Lyon, le 17 septembre 1245. On lui donna aussitôt pour successeur *Henri de Hohenlohe*, qui, en 1219, avait, de concert avec son frère,

fait don à l'ordre de la ville de Mergentheim et de plusieurs autres possessions.

Il est naturel de se demander comment l'ordre, au milieu de pareilles difficultés, qui devaient, ce semble, paralyser ses forces, avait pu tenir tête aux ennemis sans nombre dont nous l'avons vu entouré. Disons d'abord que les plus terribles de ces ennemis, les Mongols, au moment où ils paraissaient se disposer à envahir la Prusse, avaient pris tout à coup une autre direction (1241). Restaient les Prussiens et Swantopolk; mais les chevaliers avaient pour alliés contre ce dernier ses deux frères, Sambo et Ratibor, à qui il avait refusé de remettre leur part de la succession paternelle. En outre, l'ordre Teutonique fut plusieurs fois aidé par des armées de croisés, et ces secours étaient grandement nécessaires; car il serait difficile de donner une idée de l'énergie que les Prussiens montrèrent dans cette lutte, où ils comprenaient très-bien qu'il y allait définitivement de leur indépendance. Swantopolk comprenait également que, s'il était vaincu, ses Etats lui seraient très-certainement enlevés, et, en présence d'un pareil danger, il déploya toutes les ressources d'un talent militaire qui, sur un plus grand théâtre, l'eût peut-être rendu célèbre.

Les chevaliers, de leur côté, se montrèrent tout à fait à la hauteur des circonstances. On les vit même, par des prodiges d'activité, d'habileté et de courage, tout en maintenant ou en remettant sous le joug les parties de la Prusse précédemment conquises, poursuivre la conquête de celles qui avaient conservé leur indépendance, et, étendant sur la rive gauche de la Dwina leurs possessions de Livonie, s'emparer de la *Courlande* (1243-1247). Alors, pour souder l'une à l'autre les deux fractions de leur empire, savoir : d'un côté, la Prusse ; de l'autre, la Livonie avec l'Esthonie et la Courlande, ils ne leur restait plus qu'à s'emparer de la *Samogitie*. Mais cette province était une dépendance du

grand-duché de Lithuanie, dont les belliqueux habitants, dès qu'ils virent les chevaliers maîtres de la Courlande, soupçonnant naturellement leurs desseins sur la Samogitie, commencèrent contre eux une guerre acharnée. Les chevaliers firent face à tout, et trouvèrent même le moyen de fonder de nouvelles villes, notamment *Mémel* (1252) et *Kœnigsberg* (1255). La première doit son nom au fleuve Mémel, bien qu'elle ne soit pas précisément sur ses bords, mais à l'endroit où le Kurische-Haff, qui a déjà reçu ce fleuve, se décharge dans la mer. La seconde, dont le nom signifie *Montagne du Roi*, fut ainsi appelée en l'honneur du roi de Bohême Ottocar, qui, en 1254, avait conduit au secours des chevaliers une nombreuse armée de croisés. Parmi les officiers qu'Ottocar amena avec lui dans cette expédition, se trouvait Rodolphe de Habsbourg (1), qui, environ vingt ans plus tard (1273), fut élevé à la dignité impériale, et qui devint le fondateur de la maison d'Autriche. Ottocar avait aussi avec lui son beau-frère Othon III, margrave de Brandebourg (2).

Un peu avant cette croisade d'Ottocar, Swantopolk s'était vu forcé de faire la paix avec l'ordre Teutonique (1253). Il est vrai qu'un traité semblable avait déjà été signé par lui en 1248, ce qui ne l'avait pas empêché de reprendre les armes ; mais, cette fois, dégoûté d'une lutte qui avait complétement épuisé ses ressources et ruiné ses sujets, il fut fidèle à ses engagements, et la révolte, n'ayant plus l'appui de ce prince, ne fit dès lors que languir et fut peu à peu comprimée.

L'ordre Teutonique n'était pas encore au terme de ses épreuves ; il allait même voir se former contre lui un orage

(1) Pour ce qui concerne Rodolphe de Habsbourg et Ottocar, voir notre *Histoire d'Autriche*.

(2) Il sera question de ce margrave un peu plus loin, chap. IV.

plus violent que tous ceux dont il avait triomphé avec tant de peine. En 1260, une nombreuse armée de Mongols s'étant de nouveau approchée des frontières de la Prusse, de manière à tenir en échec toutes les forces des chevaliers, les Prussiens, d'après un mot d'ordre colporté de toutes parts avec un secret qui montre quelles étaient les dispositions du pays envers ses dominateurs, se soulevèrent tous à la fois le 20 septembre de cette même année (1260), et furent aussitôt imités par les Lithuaniens, les Samogitiens et les Courlandais. L'année suivante, l'ordre perdit la sanglante bataille de Durben, où le maréchal de Prusse fut tué avec un grand nombre de chevaliers. Quatorze ayant été faits prisonniers par les Lithuaniens, ceux-ci en brûlèrent huit en l'honneur de leur dieux, et les six autres furent hachés en morceaux. Ce qui accrut singulièrement les difficultés de cette lutte, ce fut la part qu'y prirent un certain nombre de jeunes nobles du pays, que les chevaliers, dans le but d'affaiblir en eux l'esprit national, avaient fait élever en Allemagne, où on les avait surtout formés à l'art de la guerre. Les Prussiens eurent ainsi, ce qui leur avait manqué jusqu'alors, des chefs initiés à la tactique qui donnait tant d'avantage aux chevaliers. Les Lithuaniens, de leur côté, furent puissamment excités par leur grand-duc Mandog (1), qui, après avoir longtemps professé le christianisme, avoir même sollicité et obtenu du pape, par l'intermédiaire des chevaliers, le titre de *roi de Lithuanie*, pensant que l'ordre Teutonique ne pourrait résister à tant d'ennemis ligués contre lui, et craignant d'être entraîné dans sa chute, renonça au christianisme, quitta le titre de roi pour reprendre celui de grand-duc, et se mit à faire aux chevaliers une guerre implacable.

Le pape Urbain IV, qui avait été assez longtemps légat en

(1) Voir notre *Histoire de Pologne*.

Prusse, fit retentir toute l'Europe de ses cris d'alarme, et plusieurs armées de croisés arrivèrent successivement, mais sans pouvoir parvenir à éteindre ce terrible incendie. Ottocar accourut une seconde fois, et fut contraint de se retirer sans avoir obtenu aucun succès. Mais enfin, grâce au concours dévoué du margrave de Misnie Thierry, fils de Henri l'Illustre, grâce surtout à leur indomptable énergie, les chevaliers parvinrent peu à peu à rétablir leurs affaires, et, en 1273, nous voyons le maître provincial de Prusse Conrad de Thierberg, assez tranquille dans sa province pour fonder sur la Nogath, branche la plus orientale de la Vistule, la ville de *Marienbourg*, futur chef-lieu de l'ordre Teutonique. Une autre ville importante, celle de *Labiau*, avait été fondée par les chevaliers, en 1268, pendant l'espèce de trève qui avait précédé la grande levée de boucliers de 1260. Vers le même temps, le gouverneur de *Wéhlau* avait livré aux chevaliers cette place, que les Prussiens avaient fondée en 1255 pour l'opposer à Kœnigsberg.

Pour réprimer la révolte dont nous venons de raconter les principaux incidents, il n'avait pas fallu aux chevaliers moins de trente-trois ans d'une lutte désespérée (1240-1273), qui avait été seulement un peu assoupie entre les années 1258 et 1260 ; et toute la Prusse n'était pas encore conquise ; mais on ne pouvait douter que les chevaliers, après avoir triomphé de tant de difficultés, ne finissent par atteindre le but qu'ils poursuivaient avec tant d'énergie et de persévérance. C'est ce qui eut lieu en effet dix ans plus tard (1283). On vit alors la Prusse tout entière soumise à l'ordre Teutonique, et la religion chrétienne professée, du moins extérieurement, par toute la population, dont une grande partie, il est vrai, surtout dans les villes, se composait de colons allemands. Ce résultat avait coûté aux chevaliers cinquante-sept ans d'efforts surhumains (1226-1283), sous les grands-maîtres : Herman de Saltza, mort

en 1240 ; Conrad de Thuringe (1240-1241), Gérard de Marlberg (1241-1245), Henri de Hohenlohe (1245-1253), Poppo d'Osterna (1253-1262), Anno de Sangerhausen (1262-1274), Hartman de Heldrungen (1274-1283), Burckard de Schwenden (1283-1292). Ce dernier trouva la conquête à peu près terminée ; mais il eut à compléter l'organisation, qui, pendant la lutte, avait nécessairement laissé à désirer. Nous donnerons quelques détails sur cette organisation dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

LA PRUSSE PROPREMENT DITE SOUS LA DOMINATION DE L'ORDRE TEUTONIQUE (1283-1525).

A l'époque où nous sommes arrivés (1283), le gouvernement central de l'ordre Teutonique était encore à Saint-Jean-d'Acre. Ce ne fut que huit ans plus tard (1291), après que cette ville, par suite des divisions qui paralysaient ses défenseurs, fut retombée au pouvoir des musulmans, que le grand-maître Conrad de Feutchwangen transporta la suprême direction à Venise, où l'ordre possédait une magnifique commanderie, dont la République lui avait fait présent en 1256, comme témoignage de sa reconnaissance pour les services que les chevaliers lui avaient rendus en Orient (1). Conrad de Feutchwangen avait succédé en 1290

(1) Quelques historiens racontent que saint Louis, ayant eu aussi beaucoup à se louer des chevaliers Teutons pendant sa croisade d'Egypte et son séjour en Syrie, leur donna à son retour (1254) d'importantes possessions en France. Mais si ces donations avaient effectivement eu lieu, on devrait trouver quelques indices de la position que l'ordre Teutonique aurait occupée en France, comme grand propriétaire; on devrait également avoir quelques données sur l'époque où il avait cessé de posséder ces propriétés et sur la manière dont elles étaient sorties de ses mains. Or, la seule indication qu'on ait sur l'existence de l'ordre

à Burckard de Schwengen, et il eut lui-même pour successeur Godefroy de Hohenlohe (1297-1309). Après ce dernier, la grande-maîtrise fut conférée à un autre Feutchwangen, Sigefroy, qui, entrant plus complétement encore que son parent Conrad dans la pensée que l'ordre Teutonique était devenu par le fait une institution tout européenne et que son rôle en Orient était fini, en transporta le siége en Prusse même, à Marienbourg. L'adoption d'un chef-lieu commodément situé pour que le gouvernement de l'ordre Teutonique pût être promptement informé de tout ce qui se passait dans le pays, et étendre aisément son action partout où elle serait jugée nécessaire, était déjà un grand pas vers l'établissement d'une administration régulière, établissement qui, depuis que la Prusse se trouvait complétement soumise, était la principale préoccupation des grands-maîtres (1). Ils eurent aussi le plus grand soin

Teutonique en France, c'est le détail d'un procès qui constate qu'en 1600, cet ordre y avait une propriété, une seule, la commanderie du *Saint-Esprit*, auprès d'Auray, dans le diocèse de Vannes, qui, au temps de saint Louis, faisait partie du duché de Bretagne, et dans lequel, par conséquent, ce prince n'avait pu faire aucune donation. Le résultat du procès dont nous parlons fut que, l'ordre Teutonique n'ayant plus qu'une existence nominale, la commanderie en question, qui, du reste, était depuis longtemps abandonnée, appartiendrait dorénavant à l'hôpital d'Auray. Si on s'étonnait de ce que l'ordre Teutonique ne recevait pas en France des donations comme l'ordre de Saint-Jean et celui du Temple, il suffirait de considérer que ces deux derniers ordres étaient, non pas exclusivement, mais principalement français, tandis que l'ordre Teutonique avait été fondé dans une idée d'antagonisme contre ces deux ordres, et par conséquent devait trouver dans la noblesse française peu de sympathie; ce qui du reste n'empêchait pas, comme nous le verrons plus loin, les gentilshommes français, lorsque l'ordre Teutonique se trouvait en présence de quelque grand danger, d'aller combattre sous ses étendards.

(1) On se rendra aisément compte de cette préoccupation, si l'on considère que la constitution de l'ordre Teutonique formait elle-même un système extrêmement remarquable, présentant tous les avantages de la centralisation, sans en avoir les inconvénients. Voir notre *Histoire de la Chevalerie, des Ordres militaires et des institutions qui s'y rattachent*.

de construire des villes, ou des forteresses, autour desquelles des villes ne tardaient pas à s'élever ; ainsi, en 1285, nous les voyons, presque en même temps, fonder *Strassburg* sur l'emplacement de l'ancienne Brodonitzo, bâtir sur le Mémel la forteresse de *Tilsitt*, qui devint le noyau d'une ville importante, et construire à trois milles d'Elbing un château, autour duquel un seigneur hollandais établit en 1296 une colonie de ses compatriotes ; de là, le nom de *Holland*, donné à la ville que bâtirent ces colons.

Un autre point capital, après une conquête qui avait été considérée comme une croisade, et presque comme une mission, c'était l'organisation ecclésiastique du pays ; on n'avait même pas attendu, pour régler une affaire de cette importance, que la conquête fût complétement terminée. Tant que l'évêque Christian avait vécu, on avait cru convenable de lui laisser le gouvernement ecclésiastique de toute la Prusse ; mais, à sa mort, survenue en 1243, le pape Innocent IV avait divisé la contrée en quatre diocèses, dont l'un était formé par anticipation des territoires qu'occupaient encore les Prussiens insoumis. L'année suivante (1244), Innocent IV envoya, comme son légat en Prusse, Albert, administrateur de l'église de Lubeck et antérieurement archevêque d'Armagh en Irlande. Ce légat fut investi du pouvoir de métropolitain sur tous les diocèses de Prusse, de Livonie et d'Esthonie. En 1252, l'évêché de Riga étant devenu vacant, il fut élevé sur ce siége, qui, en 1255, fut érigé en archevêché, et les pouvoirs purement personnels qu'Albert exerçait depuis onze ans sur tous les diocèses de Prusse, de Livonie et d'Esthonie, furent dès lors attachés au nouveau siége métropolitain, dont la juridiction s'étendit aussi à la Courlande.

Cette organisation ecclésiastique des États de l'ordre Teutonique fut approuvée en 1264 par le pape Urbain IV. Ce pape, né à Troyes en Champagne, est surtout connu

pour avoir donné à Charles d'Anjou, frère de saint Louis, la couronne de Sicile. N'étant encore qu'archidiacre de l'église de Liége, il avait été envoyé comme légat du Saint-Siége en Prusse et en Livonie, et c'est grâce à sa médiation que fut conclu en 1249 le célèbre traité de *Christbourg*, qui fixait le sort des Prussiens, soumis jusqu'alors, sans aucune garantie, au bon plaisir des nouveaux maîtres de leur pays. Cet acte était moins un traité proprement dit qu'un décret ou un manifeste par lequel le grand-maître (c'était alors Henri de Hohenlohe) déclarait que les Prussiens qui se soumettraient volontairement, renonçant au culte des idoles, à la polygamie, à l'usage d'acheter les femmes et d'exposer les enfants, et à diverses autres pratiques plus ou moins condamnables, conserveraient leur liberté personnelle et leurs propriétés, qui passeraient ensuite à leurs héritiers naturels; seulement, le droit d'hérédité en ligne collatérale devait s'arrêter aux cousins germains, et, à défaut de parents à ce degré, les biens seraient dévolus à l'ordre, qui se réservait d'ailleurs, comme droits régaliens, le produit des mines et des salines, ainsi que certaines chasses, notamment celle des castors. La principale contribution imposée aux Prussiens, c'était la dîme de tous les produits. L'ordre avait en outre le droit d'exiger, en cas de guerre, certaines prestations, et, chose extrêmement importante à noter, le concours personnel de tous les hommes libres qu'il jugeait à propos d'appeler sous ses bannières.

Il est impossible de ne pas reconnaître que cette dernière disposition du traité de Christbourg constituait une véritable *landwer*, qui même était beaucoup plus complète que celle qui existe aujourd'hui, et il n'est pas douteux que l'obligation de se tenir constamment à la disposition d'un ordre si éminemment belliqueux n'ait puissamment contribué à développer dans la population de la Prusse pro-

prement dite les qualités militaires qui, se communiquant ensuite aux autres provinces de la monarchie prussienne, ont été une des principales causes de ses rapides accroissements. La Prusse doit donc à l'ordre Teutonique beaucoup plus qu'elle ne pense peut-être; un gouvernement aussi énergique et aussi habile que celui de cette célèbre corporation n'agit pas pendant plusieurs siècles sur une population, sans laisser dans son caractère et ses habitudes des traces ineffaçables. D'autres peuples, considérés au point de vue militaire, ont quelque chose de plus brillant, de plus impétueux, de plus spontané; la valeur prussienne est surtout solide, disciplinée, obéissante, et porte l'empreinte de la vigoureuse et sévère éducation militaire reçue à l'école d'un ordre illustre, qui avait le droit d'exiger avec une irrésistible autorité ce qu'il pratiquait lui-même avec un incomparable héroïsme. « Les princes et les rois, dit Kotzebuë, visitaient la Prusse pour y apprendre le métier des armes... A une époque, dit ailleurs le même écrivain, à une époque où toute l'Allemagne était régie d'après ce que, par un singulier abus de termes, on a nommé le *droit du plus fort*, la Prusse, habitée en grande partie par des Allemands et gouvernée par des nobles allemands, était restée étrangère à cet absurde système de gouvernement. Le chef de l'État avait constamment à sa disposition, pour faire respecter les lois, une milice héroïque qui composait elle-même le gouvernement, et qui, par honneur et par religion, deux sentiments généralement très-puissants chez les chevaliers, était profondément dévouée et parfaitemeut obéissante. Et, comme corps politique, l'ordre jouissait d'une considération bien supérieure encore à ses forces réelles, parce que ses membres appartenaient aux plus grandes maisons de l'Allemagne, qui toutes tenaient à honneur de pouvoir montrer, dans leurs galeries de portraits de famille, des manteaux blancs avec la croix noire liserée d'argent. »

L'acte de Christbourg avait déjà produit de très-heureux résultats, lorsque le soulèvement de 1260 vint délier l'ordre Teutonique de ses engagements envers les Prussiens, en sorte qu'après avoir été soumis de nouveau, ceux-ci se trouvèrent sous le régime du sabre, comme avant le traité en question. Néanmoins, les chevaliers eurent le bon esprit de ne pas abuser de leur position, et, dès que la conquête de la Prusse fut terminée, le traité de Christbourg fut remis en vigueur; seulement, la classe des cultivateurs libres, exploitant le sol en qualité de propriétaires, se trouva presque entièrement supprimée. L'ordre, n'ayant promis de respecter la liberté et la propriété que de ceux qui se soumettraient volontairement, s'était cru en droit, après la lutte acharnée soutenue par les Prussiens, de confisquer leurs biens et de les réduire eux-mêmes à l'état de serfs, obligés de cultiver pour le compte de nouveaux maîtres les terres dont la veille ils étaient les propriétaires. On employa une partie de ces terres à payer les services d'un assez grand nombre d'hommes de guerre, la plupart allemands, qui étaient venus combattre sous les bannières de l'ordre, et qui, n'ayant point de fortune dans leur pays, désiraient s'établir en Prusse. Les chevaliers, de leur côté, ne demandaient pas mieux que de voir se fixer auprès d'eux des gens qui auraient tant d'intérêt à maintenir les populations dans le devoir, et, autant qu'ils le pouvaient, ils attiraient ainsi en Prusse des membres de leurs familles. De cette sorte fut créée une nouvelle noblesse, qui remplaça en grande partie l'ancienne aristocratie du pays, comme, en Angleterre, deux siècles auparavant, les compagnons de Guillaume-le-Conquérant avaient remplacé l'aristocratie anglo-saxonne.

L'ancienne noblesse prussienne, ayant pris une part très-active au soulèvement de 1260, avait presque entièrement disparu dans la tempête; et les familles qui avaient

survécu à ce désastre avaient vu tous leurs biens confisqués. Dès que ces familles virent la domination de l'ordre Teutonique solidement établie, elles ne demandèrent pas mieux que de se rallier à lui, dans l'espoir que leurs propriétés leur seraient, au moins en partie, rendues. Les chevaliers, de leur côté, comprirent qu'obtenir l'adhésion et devenir les bienfaiteurs de familles jouissant dans le pays d'une considération qui, pour quelques-unes, ressemblait presque à un culte, serait d'un excellent effet sur l'esprit des populations. En conséquence, ils se montrèrent pleins de bienveillance et de générosité à leur égard, et quelques-unes de ces familles, mais en très-petit nombre, existent encore et occupent un rang distingué dans la noblesse prussienne.

La classe intermédiaire entre la noblesse et les serfs des campagnes ne se composait guère que d'Allemands, les uns marchands ou artisans dans les villes, les autres formant la population libre des campagnes, où on leur avait concédé quelques terres, en général peu fertiles, celles qui avaient de la valeur ayant été adjugées aux nouveaux nobles, ou retenues par l'ordre lui-même.

A cette classe intermédiaire, surtout à la partie qui cultivait les terres, s'adjoignirent peu à peu un assez grand nombre de Prussiens affranchis du servage. Les chevaliers facilitaient ces affranchissements dans leurs domaines, et les favorisaient de tout leur pouvoir sur les terres de la noblesse, parce que ce n'était que parmi les hommes libres qu'ils prenaient les soldats, dont ils avaient un si grand besoin pour leurs continuelles guerres. Avant de raconter ces guerres, achevons d'esquisser l'organisation établie par l'ordre Teutonique.

Les terres qu'il s'était attribuées lors de la conquête, ou qui lui étaient dévolues, soit par déshérence, soit de toute autre manière, étaient divisées en un certain nombre de

domaines, appelés *commanderies*. Chacun de ces domaines était attribué à un dignitaire appelé *commandeur*, qui en avait l'usufruit, à la condition de contribuer aux dépenses générales de l'ordre ; et à chacun de ces commandeurs était confiée l'administration et la défense d'une partie du territoire, où il résidait, soit dans un château, soit dans la citadelle d'une ville. Un chevalier qui lui était adjoint comme lieutenant, le remplaçait lorsqu'il allait à la guerre. La dignité de commandeur admettait des degrés ; le premier de tous les commandeurs de Prusse était celui de Culm, qui portait le titre de *grand-commandeur*, et qui remplaçait au besoin le maître provincial. Celui-ci n'avait point de résidence fixe ; lorsqu'il n'était pas à la guerre, il parcourait sans cesse le pays, allant d'une commanderie à l'autre, pour s'assurer de la manière dont elles étaient administrées. Le maréchal, qui tenait le premier rang après lui, et qui était plus spécialement chargé des détails de l'administration militaire, était aussi sans résidence fixe, et passait son temps à inspecter les forteresses, les arsenaux et tout ce qui rentrait dans ses attributions. Il est impossible de ne pas remarquer que cette organisation avait assez d'analogie avec celle qu'avait établie Charlemagne dans son empire, les fonctions attribuées aux comtes par ce prince étant celles que nous venons de voir confiées aux commandeurs, et le rôle des *missi dominici* différant peu de celui du maître provincial et de son maréchal. Lorsque le maître provincial avait à adopter une résolution qui devait être examinée en conseil, ce conseil ou chapitre devait être composé d'au moins seize commandeurs, qui, sur la convocation du provincial, se réunissaient dans la localité qui leur était désignée. Le conseil du grand-maître ou conseil suprême de l'ordre se composait d'un certain nombre de dignitaires qui, après avoir occupé des commanderies ou d'autres postes, étaient appelés au chef-lieu de l'ordre, où ils résidaient constam-

ment pour examiner les affaires soumises au gouvernement central. Dans certains cas, on appelait momentanément de leur commanderies ou de leurs autres postes, les dignitaires que l'on croyait en mesure de donner des renseignements ou des conseils utiles.

La justice, dans chaque subdivision du territoire, était administrée, sous la surveillance du commandeur, par des magistrats de son choix; mais on pouvait appeler de ces jugements au maître provincial ou même au grand-maître, et, dans ces circonstances, le conseil provincial ou le conseil suprême de l'ordre étaient toujours appelés à donner leur avis. Conformément aux usages féodaux, la justice, dans les domaines des seigneurs, était rendue par eux ou par leurs fondés de pouvoirs; mais on avait toujours droit de recourir, par voie d'appel, au commandeur et aux juridictions supérieures de l'ordre. La principale obligation des seigneurs, c'était celle du service militaire; chacun d'eux, aussitôt qu'il en était requis, devait, avec le nombre d'hommes qu'il était tenu de fournir, aller se mettre à la disposition du commandeur de qui il relevait. Quant aux évêques, ils avaient, chacun dans sa ville épiscopale et dans le territoire environnant, des pouvoirs analogues à ceux des commandeurs. Ajoutons que la Livonie, avec l'Esthonie et la Courlande, qui en dépendaient, était organisée comme la Prusse; seulement, le maître provincial de ces contrées se trouvait, par rapport à celui de Prusse, dans un certain état de subordination, surtout en l'absence du grand-maître; de cette manière, les deux provinces présentaient un parfait ensemble. Le maître provincial de Livonie avait de plus à reconnaître, dans certaines circonstances, l'autorité de l'archevêque de Riga.

Grâce à son admirable organisation, qui lui permettait de tirer parti de toutes ses ressources, l'ordre Teutonique se trouva en mesure de tenir tête à tous ses ennemis et de

soutenir des luttes incessantes, auxquelles on ne peut guère comparer, sous le rapport de la continuité, que les guerres de l'ancienne Rome. Mais notre but n'est pas de faire ici l'histoire complète de l'ordre Teutonique, nous voulons seulement expliquer les traces nombreuses et profondes qu'a laissées en Prusse sa vigoureuse administration; nous devons donc nous borner à donner, sur les luttes en question, les détails indispensables pour l'objet de notre ouvrage. Afin que ces détails soient plus aisés à classer, nous allons d'abord compléter la liste des grands-maîtres, que nous avons indiquée seulement jusqu'à Burckard de Schwenden, dont l'élection eut lieu l'année même où fut terminée la conquête de la Prusse par les chevaliers (1283). Ce grand-maître mourut en 1290, et voici la série de ses successeurs : Conrad de Feutchwangen (1290-1297), Godefroy de Hohenlohe (1297-1309), Sigefroy de Feuchtwangen (1309-1312), Charles de Beffort (1312-1324), Werner d'Orselen (1324-1331), Luther de Brunswick (1331-1334), Thierry d'Altenburg (1334-1342), Ludolphe Kœnig 1342-1345), Henri Dusener (1345-1351), Winrich de Kniprode (1251-1282), Conrad Zolner de Rotenstein (1382-1391), Conrad de Wallenrode (1391-1394), Conrad de Jungingen (1394-1407), Ulric de Jungingen (1407-1410), Henri de Plauen (1410-1414), Michel Kuchmeister de Sternberg (1414-1422), Paul Bellizer de Russdorf (1422-1441), Conrad d'Erlichshausen (1441-1450), Louis d'Erlichshausen (1450-1467), Henri Reuss de Plauen (1467-1470), Henri Riefle de Richtenberg (1470-1477), Martin Truchsès de Werstzhausen) (1477-1489), Jean de Tieffen (1489-1498), Frédéric de Saxe (1498-1510), Albertde Brandebourg (1511-1525). Nous nous arrêtons à l'année 1525, parce que ce fut alors que la Prusse cessa d'appartenir à l'ordre Teutonique, pour devenir une propriété héréditaire de la maison Hohenzol-

lern. On peut même dire qu'à partir de ce moment, cet ordre cessa d'exister comme puissance politique; c'est ce qui résultera de la suite de notre récit, que nous nous hâtons de reprendre.

Nous avons vu les Lithuaniens attaquer l'ordre Teutonique lorsque la conquête de la Courlande (1247) leur eut iuspiré des craintes pour la Samogitie. Cette guerre durait encore, sans avoir donné lieu à aucun fait important, lorsque la famille des ducs de Pomérellie s'éteignit dans la personne de Mestwin (1310). Les Polonais se jetèrent aussitôt sur cette province, malgré les réclamations du margrave de Brandebourg, qui prétendait y avoir des droits, comme nous l'expliquerons plus loin. L'ordre Teutonique, attentif à saisir toutes les occasions de s'agrandir, acheta les droits de la maison de Brandebourg, et se mit aussitôt en devoir de les faire valoir les armes à la main. Dès l'année suivante (1311), les chevaliers eurent terminé la conquête de cette province, et, à peu de distance de la ville de Dantzick, presque entièrement détruite pendant la guerre, ils en fondèrent une nouvelle, qui effaça bientôt l'ancienne et devint un des principaux entrepôts du commerce de la Baltique.

Cependant les Polonais ne regardèrent point leur défaite comme définitive, et les hostilités recommencèrent bientôt sur de plus larges proportions. Cette lutte dura bien des années et eut assez de retentissement pour provoquer, en 1329, une croisade plus importante que toutes celles qui avaient déjà eu lieu en faveur de l'ordre Teutonique. Elle eut pour chef un des guerriers les plus brillants et les plus aventureux de tout le moyen-âge, le roi de Bohême Jean de Luxembourg, que l'on rencontre sur tous les champs de bataille de cette époque, et qui enfin, quoique devenu aveugle, alla se faire tuer à Crécy en combattant dans les rangs des Français.

Ce prince, qui prenait le titre de *roi de Pologne*, en vertu de prétentions dont le détail est étranger à notre sujet (1), céda au grand-maître Werner d'Orselen, que dans le diplôme de donation il appelle son ami, tous les droits que la Pologne pouvait avoir sur la Pomérellie, et, ayant enlevé au duc de Masovie le territoire de Dobrzin, il le céda au même grand-maître, moyennant, toutefois, une assez forte somme; car Jean de Luxembourg, au milieu de tant d'entreprises et de voyages, devait naturellement avoir toujours de grands besoins d'argent. La guerre au sujet de la Pomérellie, plusieurs fois suspendue par des trêves, se prolongea jusqu'en 1343. Elle fut alors terminée par le traité de *Kalish*, conclu avec le roi de Pologne Casimir III, traité qui reconnaissait aux chevaliers la possession de la province en litige, et leur confirmait celle de Culm et des autres territoires cédés depuis longtemps par les ducs de Masovie. L'ordre, de son côté, s'engageait à rendre le territoire de Dobrzin, et ces différentes clauses furent, du moins pour le moment, fidèlement exécutées.

La guerre avec les Polonais avait duré trente-deux ans (1311-1343); celle que les chevaliers soutenaient contre les Lithuaniens en dura cent cinquante-sept (1247-1404). Elle se termina aussi à l'avantage de l'ordre, qui, par le traité de *Racziansz*, demeura maître de la Samogitie. Grâce à cette acquisition, si importante pour lui, l'ordre Teutonique se trouva alors posséder, depuis le golfe de Finlande jusqu'aux rives de l'Oder, une suite non interrompue de provinces, formant l'un des Etats les plus importants de l'Europe septentrionale. Ces provinces étaient, en allant du nord-est au sud-ouest : l'Esthonie, la Livonie, la Courlande, la Samogitie, la Prusse, la Poméranie de Dantzick et enfin la Nouvelle-Marche, que le grand-maître Conrad de Jungingen,

(1) Voir notre *Histoire de Pologne*.

celui-là même qui signa en 1404 le traité de Racziansz, avait acquise en 1402 de Sigismond de Luxembourg (1). Ce prince, qui fut élu empereur en 1410, possédait alors, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, le margraviat de Brandebourg, dont la Nouvelle-Marche formait la partie la plus orientale.

Ce qui donnait surtout une grande importance aux possessions territoriales de l'ordre Teutonique, c'était l'état prospère où elles se trouvaient : la population y était nombreuse; l'agriculture, florissante; le commerce, actif; l'aisance, générale. Cette prospérité tenait surtout à la sagesse et à la régularité de l'administration, qui était principalement remarquable en ce qui concernait les finances. Il n'y avait pas de souverain en Europe dont le trésor fût aussi bien pourvu que celui de l'ordre, et pourtant on ne reculait jamais devant une dépense reconnue utile. Ainsi le grand-maître Winrich de Kniprode (1351-1382), aussi avancé dans ses idées, il y a cinq cents ans, que peut l'être un souverain de nos jours, employa des sommes considérables à fonder des écoles, et, en même temps, afin de remplacer les bras que les guerres continuelles de l'ordre enlevaient à l'agriculture, il n'épargnait rien pour fixer dans le pays les nombreux prisonniers que ces mêmes guerres y amenaient, les mariant à de jeunes Prussiennes, qu'il dotait, ou, s'ils étaient mariés dans leur pays, leur donnant les moyens de faire venir leurs familles; et nous pourrions entrer dans des détails analogues sur la plupart des grands-maîtres, qui furent presque tous des hommes éminents. Parmi les dépenses les plus considérables que firent les grands-maîtres, nous devons citer celles qui eurent pour objet d'agrandir et d'embellir le château de

(1) Ce prince était petit-fils du roi de Bohême Jean-l'Aveugle. Voir notre *Histoire d'Allemagne*.

Marienbourg. Encore aujourd'hui, pour se faire une idée de ce que fut l'ordre Teutonique, il suffit de visiter cette ancienne résidence de ses chefs, laquelle certainement ne le cédait en rien à celles des plus grands rois (1).

Une attention d'autant plus remarquable chez les grands-maîtres, qu'elle semble moins compatible avec leurs habitudes essentiellement militaires, c'est celle qu'ils eurent de favoriser le commerce. Ainsi Conrad Zolner de Rotenstein (1382-1391) se déclara protecteur de la ligue hanséatique, de concert avec les rois de Suède et de Danemark. Les villes des États de l'ordre qui faisaient partie de cette grande association commerciale étaient : Culm, Thorn, Elbing, Kœnigsberg, Dantzick, Riga, Revel, Narva, Perm, Derpt et Brunsberg. On voit ce même grand-maître demander à Richard II d'Angleterre un sauf-conduit pour deux chevaliers et un bourgeois de Thorn, qu'il envoie à Londres dans le but de négocier un traité de commerce. Richard répondit aux avances du grand-maître en envoyant une ambassade à Marienbourg, et le traité fut conclu. Plus tard, nous voyons Henri de Plauen, vers 1410, conclure avec Henri IV d'Angleterre un nouveau traité de commerce, et pourtant l'ordre se trouvait alors dans un des moments les plus critiques que nous présente son histoire.

Ces malheurs de l'ordre Teutonique eurent pour cause le renouvellement de la guerre avec les Lithuaniens, guerre d'autant plus dangereuse, que Jagellon, grand-duc de Lithuanie, fut élevé en 1386 au trône de Pologne, par suite de son mariage avec Hedwige, fille de Louis-le-Grand, roi de Hongrie. Deux peuples aussi belliqueux durent évidemment devenir pour l'ordre des voisins bien redoutables, lorsqu'ils se trouvèrent réunis sous la main d'un même

(1) Entre autres ouvrages relatifs à ce célèbre édifice, voir *Le Château de Marienbourg*, par Frick, atlas in-folio, avec texte français et allemand.

chef. Cette réunion, il est vrai, ne fut complète que vers le milieu du siècle suivant, et, jusqu'à cette époque, la Lithuanie eut ses ducs particuliers, qui, bien que parents et vassaux des rois de Pologne, suivaient quelquefois une politique différente de la leur. Mais Jagellon, en épousant Hedwige, embrassa le christianisme, et la plupart des Lithuaniens suivirent son exemple; or, chose qui pourra d'abord paraître surprenante, cette conversion d'un peuple limitrophe porta aux chevaliers un notable préjudice. En effet, tant que les Lithuaniens furent païens, la lutte de l'ordre Teutonique avec ce peuple était regardée comme une guerre sainte, que les papes encourageaient en accordant d'abondantes indulgences à ceux qui l'entreprenaient. Il résultait de là de fréquentes croisades, qui amenaient aux chevaliers de nombreux auxiliaires. Or, ces expéditions cessèrent peu à peu, dès que les Lithuaniens furent devenus chrétiens. Parmi les derniers croisés qui vinrent au secours de l'ordre Teutonique, nous citerons le comte de Derby, qui devint un peu plus tard duc d'Herefort, puis duc de Lancastre, et enfin roi d'Angleterre sous le nom de Henri IV. Citons encore le célèbre Boucicaut, qui reçut en Prusse la nouvelle de son élévation à la dignité de maréchal par le roi Charles VI (1).

Les conséquences du changement opéré en Lithuanie n'échappèrent pas au sage Conrad de Jungingen; aussi

(1) Beaucoup d'autres gentilshommes français, attirés surtout par la brillante renommée des chevaliers Teutons, étaient allés combattre à côté d'eux. On peut se faire une idée de la vogue qu'avaient alors parmi la noblesse française les expéditions en Prusse, par l'énumération que l'auteur de *Jehan de Saintré* fait des princes et chevaliers qui, suivant lui, auraient accompagné son héros dans une de ces expéditions. Cette énumération, il est vrai, est tout à fait imaginaire, comme la plupart des faits contenus dans le roman en question; mais elle montre combien on était préoccupé de la guerre des chevaliers Teutons contre les habitants de la Lithuanie, que les auteurs de l'époque, dans leur ignorance naïve, confondent avec les *Sarasins* et les *Turcs*.

eut-il grand soin, après le traité de Raczsiansz, de se maintenir en paix avec les Lithuaniens, bien que ceux-ci ne se montrassent que trop disposés à recommencer la guerre. On raconte même que Conrad, pendant son agonie, se levant sur son séant, dit aux chevaliers qui l'entouraient : « Gardez-vous de me donner pour successeur mon frère Ulrich; car son humeur belliqueuse serait fatale à l'ordre. » Mais cette humeur belliqueuse était précisément ce qui le recommandait aux suffrages des chevaliers, qu'avait mécontentés la patience avec laquelle Conrad supportait les provocations des Lithuaniens ; Ulrich de Jungingen fut donc élu grand-maître.

Du reste, cette circonstance des derniers moments de Conrad n'est nullement certaine; et d'ailleurs, puisque les Lithuaniens voulaient absolument recommencer la guerre pour tâcher de reprendre la Samogitie, on ne voit pas comment le nouveau grand-maître eût pu maintenir la paix. Jagellon, en devenant roi de Pologne, sous le nom de Vladislas V, avait nommé grand-duc de Lithuanie son cousin Vitolde, et ce fut ce prince qui recommença la guerre contre les chevaliers; mais, avant de raconter cette nouvelle lutte, nous croyons nécessaire de donner une idée de la situation où se trouvait à cette époque l'ordre Teutonique vis-à-vis de la population prussienne, et des symptômes de décadence qui commençaient à se manifester dans son sein.

Le désir d'assurer l'avenir de ses enfants et de leur léguer un nom sans tache est, pour un père de famille, une puissante excitation au bien et une précieuse barrière sur la pente du mal. Chez les hommes qu'un vœu sacré oblige au célibat, ces sentiments sont remplacés par la ferveur religieuse, qui produit des vertus d'un ordre plus élevé, mais aussi beaucoup plus difficiles à atteindre, surtout quand celui qui doit les pratiquer, au lieu d'être aidé par

de continuels exercices de piété ou de zèle, est obligé de passer sa vie au milieu des distractions de la vie des camps et des excitations de la guerre. Or, il est fort à craindre que l'homme qui n'est soutenu, ni par les sentiments et les préoccupations de la famille, ni par l'enthousiasme religieux, ne tombe bientôt, suivant son caractère et son tempérament, ou dans un triste égoïsme, ou dans de déplorables désordres, qui, lorsqu'ils sont favorisés par les richesses et la puissance, peuvent prendre de terribles proportions.

Appliquant ces considérations à l'ordre Teutonique, nous comprendrons sans peine qu'au milieu de la prospérité dont il jouissait, la corruption produite par cette prospérité devait le miner sourdement et préparer peu à peu sa ruine. Mais, si ce grand corps était ainsi mortellement atteint, pourquoi présentait-il toutes les apparences de la force et de la santé? Parce que le mal n'était pas si général, qu'il n'y eût toujours un assez grand nombre de chevaliers d'une conduite irréprochable et même d'une vertu exemplaire. Or, c'était parmi ces hommes estimés et respectés de tous, qu'étaient invariablement choisis le grand-maître et les hauts dignitaires. Il résultait de là que le gouvernement demeurait fidèle à ses nobles traditions, et continuait de faire prospérer les affaires de l'ordre, tandis qu'un trop grand nombre de chevaliers, par des déréglements en présence desquels l'autorité était impuissante, excitaient dans les populations un mécontentement qui ne pouvait manquer d'amener des catastrophes. La plupart des grands-maîtres faisaient en vain les derniers efforts pour opérer dans les mœurs une réforme indispensable, mais malheureusement impossible. L'un d'eux, Charles de Beffort, découragé par les résistances qu'il rencontrait, prit le parti d'abdiquer (1324). Son successeur, Werner d'Orselen, se montra décidé à ne s'arrêter devant aucun obstacle; mais

son zèle lui coûta la vie : un chevalier dont il censurait sévèrement la conduite le poignarda (1331).

L'irritation contre l'ordre régnait plus ou moins dans toutes les classes ; elle était surtout extrême chez les familles nobles, parce que des chevaliers n'avaient pas craint de porter le déshonneur dans le sein de plusieurs d'entre elles, et que toutes se voyaient plus ou moins menacées. Indépendamment de ce trop juste motif d'hostilité contre les chevaliers, la noblesse en avait d'autres moins légitimes : c'était principalement sur elle que pesait le joug de l'autorité exercée par les commandeurs dans les diverses localités, et l'obligation de plier sous ce pouvoir humiliait profondément les seigneurs, si fiers devant leurs vassaux ; enfin la noblesse espérait que, si l'ordre Teutonique venait à être dépossédé, ce serait elle qui profiterait de ses dépouilles.

Mais, entrer en lutte avec une puissance aussi redoutable que l'ordre Teutonique, c'était, avec bien peu de chances de succès, s'exposer à de terribles dangers. Aussi la noblesse prussienne procéda-t-elle avec des précautions infinies. Avant tout, afin de pouvoir se concerter dans des réunions qui n'éveillassent point de soupçons, on fonda une association qui, en apparence, ne devait être qu'une société de garantie mutuelle contre certains risques, comme soulèvement de serfs, actes de violence, etc. Cette association ne se composa d'abord que de quatre membres : deux frères, du nom de *Renys*, et deux autres, du nom de *Kynthenow* ; ce furent ces quatre fondateurs qui allèrent ensuite s'adjoignant une à une des personnes dont ils étaient parfaitement sûrs. Dans l'acte de fondation, dont l'original a été découvert il y a quelques années à Kœnigsberg, et qui est daté du 21 septembre 1397, on trouve répétée avec une évidente affectation cette formule : « Sauf l'obéissance due au grand-maître ; » mais quelques mots du même acte touchant l'infamie attachée à la révélation de ce qui aurait été

confié sous le sceau du secret, indiquent suffisamment que l'association avait un autre but que celui qu'on avouait. Nous verrons en effet cette association, qui prit la dénomination bizarre de *Ligue des Lézards* (Eideschenverbund), jouer constamment le principal rôle dans tout ce qui se fera contre l'ordre Teutonique. Au siècle suivant, les villes imitèrent l'exemple de la noblesse, et, par un acte signé à Marienwerder le 14 mars 1440, Thorn, Culm, Mémel, Elbing, Dantzick, Kœnigsberg, Strassburg, Wélhau, Kowno et plusieurs autres formèrent une ligue qui, se mettant aussitôt en communication avec celle des *Lézards*, permit de prévoir de terribles catastrophes. On comprend combien cette opposition violente du pays presque entier contre l'ordre Teutonique rendait dangereuses les luttes que les chevaliers avaient à soutenir en même temps contre leurs ennemis du dehors.

La guerre, avons-nous dit, recommença en 1409 avec le grand-duc de Lithuanie Vitolde, et à ce prince, qui possédait alors plusieurs provinces russes et dont les États dépassaient de beaucoup en étendue la France actuelle, se joignit le roi de Pologne Vladislas V, qui, sans posséder un territoire aussi vaste, pouvait disposer de forces considérables. Ce fut même ce dernier qui, en sa qualité de suzerain, prit le commandement en chef. Le but de ce prince était d'enlever à l'ordre Teutonique la Pomérellie et la Nouvelle-Marche, et celui du grand-duc, de reprendre la Samogitie. Bien que la déclaration de guerre fût le fait de ses ennemis, le grand-maître Urich de Jungingen se trouva prêt avant eux et se jeta sur la Pologne. Alors Vladislas parut disposé à entrer en arrangement et proposa une trêve, pendant laquelle le différend serait soumis à l'arbitrage de Wenceslas, roi de Bohême. Le grand-maître accepta cette proposition, ce qui prouve qu'il n'avait pas pour la guerre cette passion effrénée que lui supposent la plupart des

historiens, ne faisant que répéter sans examen le dire d'un chroniqueur ennemi juré de l'ordre Teutonique. Au bout de quelques mois, Vladislas décida qu'on devait s'en tenir aux stipulations du traité de Kalish, ce qui donnait gain de cause aux chevaliers. Mais le roi de Pologne et le grand-duc de Lithuanie avaient, pendant ce délai, réuni environ deux cent mille hommes, et comme, en demandant un arbitrage, ils n'avaient eu en vue que de gagner du temps, ils ne tinrent aucun compte de la sentence de Wenceslas, et commencèrent immédiatement les hostilités. Parmi les auxiliaires que le roi de Pologne s'était procurés, se trouvait un gentilhomme de Bohême nommé Jean de Trocznov, lequel, ayant perdu un œil dans la bataille que nous allons raconter, fut dès lors désigné par le surnom de *Zisca*, qui, dans le dialecte bohême, signifie *borgne*, et acquit plus tard une grande célébrité comme chef des Hussites.

Le grand-maître, de son côté, n'ayant qu'une médiocre confiance dans les intentions de ses adversaires, n'était pas demeuré inactif; mais, beaucoup plus en vue que ces deux princes, surtout que le grand-duc de Lithuanie, il avait été obligé d'agir avec une grande réserve, afin de n'être pas accusé auprès du roi de Bohême de ne vouloir pas se soumettre à sa décision; il n'avait donc pu réunir que quatre-vingt-trois mille hommes, avec lesquels il se mit à manœuvrer dans le but d'empêcher l'ennemi de pénétrer dans la Nouvelle-Marche. En présence de forces si supérieures aux siennes, il voulait à tout prix éviter une bataille et attendre l'arrivée des secours que lui avait promis Sigismond, roi de Hongrie, et dont ce prince avait même touché d'avance le prix. Mais, le roi de Pologne ayant mis le feu à Gilgenbourg, ville riche et bien peuplée, dont tous les habitants furent brûlés ou passés au fil de l'épée, cette nouvelle produisit dans l'armée teutonique une telle exaspération, que le grand-maître se vit comme forcé de la mener au combat.

Les deux armées se trouvèrent en présence le 15 juillet 1410, dans une plaine située entre le village de *Grunewald* et celui de *Tannenberg*, qui a donné son nom à la bataille, l'une des plus acharnées et des plus sanglantes dont l'histoire fasse mention. Les détails de cette mémorable journée ayant été rapportés très-diversement par les historiens, nous nous bornerons aux points sur lesquels tous sont d'accord. Pendant plusieurs heures, la victoire sembla se prononcer en faveur des chevaliers : les mercenaires de l'armée ennemie étaient presque tous en fuite; l'aile droite, composée des Lithuaniens, complétement défaite, et la grande bannière de Pologne, enlevée du centre de l'aile gauche. Mais cette dernière circonstance, qui semblait annoncer la défaite des Polonais, fut, au contraire, la principale cause de leur victoire. En effet, mis hors d'eux-mêmes par la perte de leur bannière, ce qui, pour ce peuple chevaleresque, était un affront pire que la mort, ils firent pour la reprendre des efforts surhumains, qui achevèrent de jeter le désordre dans l'armée teutonique, dont les lignes étaient déjà en grande partie rompues par suite de la longue lutte qu'elles avaient soutenue contre l'aile droite, et surtout de la déroute de celle-ci. On trouve dans l'histoire militaire d'assez nombreux exemples de batailles ainsi perdues par des armées d'abord victorieuses, qui, en repoussant une partie des ennemis, s'étaient mises dans une sorte de désordre qui les exposait à être attaquées avec succès par l'autre partie. Il faut ajouter que l'armée des chevaliers, après plusieurs heures d'une lutte acharnée, était épuisée de fatigue, tandis que, dans l'armée ennemie, beaucoup plus nombreuse, il y avait encore bien des troupes fraîches, et presque tous les corps polonais se trouvaient dans ce cas.

Le carnage prit alors des proportions gigantesques, dont nos plus grandes batailles modernes ne peuvent donner

aucune idée. Bien qu'à cette époque les armes à feu fussent employées, elles ne jouaient encore qu'un rôle secondaire, et une bataille consistait surtout en une horrible mêlée, où, pendant de longues heures, chacun avait à soutenir une suite non interrompue de combats singuliers, de luttes corps à corps. Or, quand les lutteurs étaient des hommes comme les chevaliers teutons ou les gentilshommes polonais, on peut juger quels devaient être les résultats. Ceux de la terrible journée que nous racontons furent que le grand-maître, tous les commandeurs et six cents chevaliers restèrent sur le champ de bataille, avec quarante mille hommes de leur armée. L'armée ennemie eut, de son côté, soixante mille hommes hors de combat, mais elle demeura maîtresse du champ de bataille, ce qui en définitive constate la victoire et produit sur les soldats un immense effet moral. D'ailleurs, malgré l'énorme perte qu'elle avait subie, l'armée des alliés comptait encore environ cent quarante mille hommes, et avait ses deux chefs, tandis que l'armée teutonique avait perdu tous les siens et se trouvait hors d'état de se rallier et de tenir la campagne; la domination de l'ordre Teutonique sur la Prusse semblait donc complétement anéantie.

Dans cette persuasion, le roi de Pologne commit la faute de perdre trois jours à se reposer et à jouir de sa victoire, disposant déjà de la Prusse, dont il céda une partie au grand-duc de Lithuanie, tandis qu'il créait dans le reste divers fiefs en faveur des principaux seigneurs de son armée. Il devait pourtant savoir tout ce que l'héroïque corporation dont le sang venait de couler à flots avait de vitalité, et combien son énergie se retrempait dans les revers. S'étant mis en marche le 19 juillet, il occupa, sans avoir à tirer l'épée, plusieurs villes, et traita avec la dernière rigueur celles qui osèrent manifester quelque velléité de résistance; enfin il arriva devant Marienbourg, où il comp-

tait se voir accueilli comme est reçu dans sa capitale un souverain incontesté.

Mais il restait en Prusse quelques commandeurs qui n'avait point pris part à la bataille de Tannenberg, parce que le grand-maître leur avait confié la garde de divers points du territoire. L'un d'eux, Henri Reuss de Plauen, qui avait été chargé de veiller sur la Pomérellie, comprenant, à la nouvelle du désastre de Tannenberg, que le salut de l'ordre tenait à la conservation de Marienbourg, se jeta aussitôt dans cette place avec le peu de troupes qu'il avait sous la main, et demanda des renforts aux autres commandeurs, qui s'empressèrent de lui en envoyer. Il vit même arriver, à la tête de quatre cents hommes, un bourgeois de Dantzick, nommé *Conrad Lezkau*. Cet homme courageux, qui administrait alors Dautzick en qualité de bourgmestre, indigné de la cruauté avec laquelle le roi de Pologne avait traité quelques-unes des villes qu'il avait occupées, leva, à ses frais, ce petit corps d'armée et le conduisit au secours de la place assiégée. La défense fut combinée avec tant d'habileté et soutenue avec tant d'énergie, qu'après cinquante-sept jours d'efforts désespérés, Vladislas se vit contraint de lever le siége. Les maladies et la désertion avaient tellemeut diminué son armée, que sa retraite ressembla beaucoup à une fuite. Les hostilités furent suspendues par une trêve, en attendant la conclusion de la paix, qui fut signée à *Thorn* le 10 janvier de l'année suivante (1411). Par ce traité, l'ordre, malgré sa terrible défaite, conservait toutes ses possessions, à l'exception de la Samogitie; encore ne la cédait-il que momentanémeut, car il était convenu par une clause formelle que cette province lui serait rendue après la mort de Vladislas V et de Vitolde. Afin de donner au traité la plus haute consécration possible, Vladislas et Henri de Plauen communièrent avec les deux moitiés d'une même hostie, et pourtant le roi de Pologne était dans

l'intention bien arrêtée de recommencer la guerre à la première occasion.

Il était naturel qu'après avoir sauvé son ordre d'une ruine imminente, Henri de Plauen en devînt le chef; il fut en effet élu grand-maître, et c'est en cette qualité qu'il signa le traité de Thorn. La paix une fois conclue, il s'agissait de réparer les désastres qu'avait faits la guerre, et les difficultés étaient immenses. On ne voyait de tous côtés que villes détruites, villages incendiés, forteresses démantelées, et en présence de tant de besoins, le trésor était vide, à cause surtout des énormes dépenses qu'il avait fallu faire pour se procurer des soldats. Nous avons même vu que des sommes considérables avaient été comptées d'avance à Sigismond de Hongrie, pour des secours dont on n'avait pu attendre l'arrivée. Le nouveau grand-maître se vit réduit à faire vendre les objets de prix qui se trouvaient dans les palais et les commanderies de l'ordre, ainsi que l'argenterie des églises. En même temps, il obligeait les habitants du pays à contribuer, chacun suivant sa fortune, à l'œuvre de réparation dont tous devaient profiter. Il employa en outre un moyen déplorable, mais fort en usage pendant longtemps, l'altération des monnaies. Ces mesures, exécutées avec l'énergie que les circonstances réclamaient, et qui d'ailleurs était tout à fait dans le caractère de Plauen, excitèrent de vifs mécontentements, dont la ligue des *Lézards* ne manqua pas de profiter pour agiter le pays. Elle parvint même à fomenter la discorde parmi les chevaliers, et à provoquer entre eux une sorte de schisme, à la tête duquel se mit le maréchal de l'ordre, *Michel Kuchenmeister de Sternberg*.

Après des tiraillements, qui firent le plus grand mal à l'ordre, en affaiblissant son prestige, les dissidents prirent le parti d'attaquer le grand-maître devant le pape et l'empereur, et ils obtinrent l'autorisation de le déposer, auto-

risation jusque-là sans exemple dans l'histoire de l'ordre Teutonique, mais qui s'explique aisément par la nature du principal grief qu'on articula contre Plauen, celui de favoriser les nouvelles doctrines. En effet, à l'époque où ces événements se passaient (1413), aucune accusation n'était plus propre à alarmer et à irriter le pape et l'empereur, et il faut reconnaître que Plauen y avait un peu donné lieu par l'accueil qu'il avait fait aux Wicléfites et aux Hussites qui étaient venus chercher un asile sur les terres de l'ordre. On assurait même, non sans quelque vraisemblance, que personnellement il avait adopté les idées de la secte, qui comptait déjà parmi les membres de l'ordre un certain nombre d'adhérents. D'autres chevaliers, sans aller aussi loin, voulaient au moins la tolérance, et tous ensemble formaient dans l'ordre une sorte de faction ou de ligue qui, suivant la coutume de ces temps-là, avait adopté une dénomination bizarre, dont il est impossible de pénétrer l'intention; elle s'appelait la ligue de la *Toison-d'Or*, et avait pour chef Henri de Plauen. Ceux qui, au contraire, voulaient que l'hérésie fût sévèrement réprimée formaient la ligue du *Vaisseau-d'Or*, laquelle avait pour chef le grand-maréchal, Michel Kuchenmeister, et ce fut lui qui, après la déposition de Plauen, fut naturellement élu grand-maître. On donna à Plauen le titre de commandeur d'Engelsbourg, pour avoir un prétexte de le tenir prisonnier dans cette forteresse. Plus tard, ayant tenté de s'échapper, il fut enfermé dans celle de Lochster, où il mourut en 1422.

A cette funeste scission, produite par les dissentiments religieux, se joignirent d'autres embarras non moins graves. Plusieurs villes de Prusse avaient acquis par le commerce des richesses immenses, et leur affiliation à la ligue hanséatique les avait accoutumées à se gouverner en bien des choses comme de véritables républiques, ce qui leur ren-

dait insupportable l'autorité absolue que, sous d'autres rapports, le grand-maître exerçait sur elles. La position critique où l'ordre se trouvait leur parut être une occasion favorable pour réclamer le droit de prendre part aux délibérations relatives aux affaires du pays, surtout à ce qui concernait les dépenses publiques et les impôts destinés à y faire face. Le grand-maître craignit que, s'il refusait de faire droit à ces réclamations, dont l'énergie avait quelque chose de très-menaçant, les villes n'en vinssent à une révolte ouverte ; il déclara donc que désormais toutes les mesures importantes, notamment celles qui auraient rapport aux impôts, seraient soumises à une assemblée qui porterait le nom de *Conseil de Prusse*, et qui se composerait de hauts dignitaires de l'ordre, de délégués de la noblesse et de députés des cinq principales villes, savoir : Kœnigsberg, Dantzick, Thorn, Culm et Elbing. La pensée du grand-maître était que ces représentants de la noblesse et des villes se bornassent à dire leur avis, laissant au gouvernement son entière liberté d'action ; mais, dès les premières réunions, les députés manifestèrent de tout autres intentions, et prétendirent que les décisions du conseil devaient avoir force de loi. Le grand-maître repoussa avec indignation des prétentions qu'il ne croyait pouvoir admettre sans se résigner à la déchéance de l'ordre ; ainsi, la création d'un conseil destiné à ramener la concorde dans le pays se trouva être une nouvelle cause de lutte et de déchirements.

En réalité, la déchéance, l'expulsion de l'ordre Teutonique était le but secret, mais bien arrêté, vers lequel tendaient tous les efforts de la noblesse et des villes. L'ordre continuait de se recruter uniquement en Allemagne, et les chevaliers, voués au célibat, ne pouvaient se rapprocher des Prussiens par des alliances; ils étaient donc essentiellement et irrémédiablement des étrangers, bien différents en cela des conquérants ordinaires, qui finissent par se fondre

peu à peu avec les populations conquises. Rien n'était donc plus dangereux qu'une assemblée où des hostilités si implacables allaient avoir le moyen de se concerter pour entraver sans cesse l'action du gouvernement et le pousser à sa perte. Le grand-maître, il est vrai, comprit bientôt ce danger, et le conseil ne fut plus convoqué; mais un précédent avait été créé, et ses conséquences, bien qu'ajournées, devaient arriver tôt ou tard.

Le roi de Pologne, de son côté, ne pouvait se résigner au préjudice immense que lui causait l'ordre Teutonique, par ce seul fait que les possessions de cet ordre interceptaient toute communication entre la Pologne et la mer. La Vistule elle-même, le fleuve polonais par excellence, cessait d'être polonaise à plus de 50 lieues de son embouchure; voilà pourquoi, malgré tous les traités et tous les serments, Vladislas ne cessait de travailler à s'emparer au moins de la Poméranie de Dantzick. A peine la paix de Thorn était-elle conclue (1411), qu'il avait essayé d'obtenir de Sigismond, récemment promu à la dignité impériale, une décision favorable. Mais le droit des chevaliers était si incontestable que, malgré tous les ressorts mis en jeu par Vladislas, l'empereur prononça, le 18 mai 1444, une sentence qui confirmait l'ordre dans toutes ses possessions. A cette nouvelle, Vladislas, transporté de fureur, se jette sur la Prusse à la tête de cent mille cavaliers. Pour comprendre une pareille attaque, il suffit de se rappeler que, d'après la constitution polonaise, tout gentilhomme, sur la réquisition du roi, était tenu de se rendre, avec son cheval et ses armes, au rendez-vous indiqué; voilà pourquoi Voltaire dit qu'il était plus aisé à un roi de Pologne de lever cent mille cavaliers en quelques jours, que d'en entretenir dix mille pendant quelques mois. Quant au nombre de gentilshommes que le roi de Pologne pouvait ainsi réunir au besoin, un savant géographe du dix-septième siècle, Busching, le

porte à deux cent cinquante mille, en joignant à la Pologne proprement dite la Lithuanie, qui en était une dépendance.

Le grand-maître, quoique pris à l'improviste, ne se laissa pas déconcerter. Le roi de Pologne et le grand-duc de Lithuanie, qui s'était hâté d'accourir auprès de lui, avaient décidé qu'ils attaqueraient en même temps, l'un Culm, et l'autre Thorn, et leurs forces étaient parfaitement suffisantes pour mener de front ces deux siéges. Or, il paraît que ces deux villes se trouvaient, dans ce moment-là, assez mal pourvues de moyens de défense, le grand-maître, à la nouvelle de l'approche des Polonais, s'étant surtout occupé de Strassburg, dans la pensée que l'ennemi attaquerait avant tout cette place, qui était la principale clef de la Prusse; mais le roi de Pologne, n'ayant encore que de la cavalerie, n'avait pas cru pouvoir attaquer une forteresse aussi redoutable. Thorn et Culm étaient donc déjà investies, lorsqu'un homme dévoué fut chargé d'une lettre dans laquelle le commandant de Strassburg priait instamment le grand-maître de lui envoyer sans délai du renfort, de l'artillerie et des vivres, lui déclarant que, s'il était assiégé, il pourrait à peine tenir quelques jours. Le messager se laissa prendre par des éclaireurs, et fut conduit aussitôt devant le roi, sur l'esprit de qui il compléta, par des réponses d'une feinte naïveté, l'effet qu'avait naturellement produit la lecture de la lettre. Aussitôt Vladislas et Vitolde laissèrent les deux siéges commencés, et s'empressèrent d'investir Strassburg, se félicitant d'avance d'une si importante conquête, qui venait s'offrir à eux comme d'elle-même. Le commandeur de Strassburg eut soin de ménager d'abord son feu, et de ne montrer que très-peu de monde à la fois, afin de prolonger l'illusion des assiégeants, à qui, pendant ce temps, le grand-maître s'occupait de couper les vivres, en interceptant toutes les communications. Pour se faire une idée de ce que souffrit cette armée, il suffit de dire que l'expédition en question fut

appelée par les Polonais la *guerre de la faminé (bellum famelicum).*

Il y avait un mois que l'armée polonaise s'épuisait en efforts impuissants sous les murs de Strassburg, et les souffrances étaient devenues intolérables, lorsque arriva l'évêque de Lausanne, envoyé par le pape Jean XXII pour essayer d'arrêter l'effusion du sang. La mission du légat fut aisée ; car le roi de Pologne ne demandait pas mieux que de pouvoir se tirer honorablement du mauvais pas où il se trouvait engagé, et le grand-maître, de son côté, était enchanté de voir s'éloigner un ennemi qui, avec les renforts qu'il attendait, pourrait se venger cruellement sur le pays de toutes ses souffrances. On conclut pour deux ans une trève, pendant laquelle le différend serait soumis au concile qui allait se réunir à Constance, et le siége de Strassburg fut levé le 6 octobre (1414).

Le concile s'ouvrit le 5 novembre suivant, et le grand-maître s'y fit représenter par le grand-commandeur de Prusse, assisté de six autres commandeurs et de vingt-et-un chevaliers. Ces ambassadeurs apportaient avec eux tous les actes et documents qui avaient déjà donné gain de cause à l'ordre devant l'empereur, et qui ne pouvaient manquer d'avoir le même résultat devant le concile. C'est ce que comprirent les représentants du roi de Pologne, lesquels se trouvaient être en même temps des membres importants du concile ; car ces représentants étaient l'archevêque de Gnesme et les évêques de Wladislaw, de Plotsk et de Posnanie. Aussi prirent-ils un biais auquel leurs adversaires étaient loin de s'attendre : d'une question de droit public, très-aisée à résoudre, ils firent une question de théologie, sur laquelle on pouvait disputer éternellement. Cette question peut être formulée dans les termes suivants : « Est-il permis de propager la foi chrétienne par les armes, comme l'ont fait les musulmans pour leur

fausse religion, et les conquêtes accomplies sous prétexte de posélytisme ne sont-elles pas de pures usurpations, qui ne sauraient constituer un droit légitime ? » (1)

La question ainsi posée ne tendait à rien moins qu'à l'anéantissement de l'ordre Teutonique, du moins en Prusse ; mais il était difficile que le concile rendît un jugement d'où on aurait pu tirer des conséquences contre les croisades, la guerre des Albigeois et toutes les expéditions de ce genre. D'un autre côté, Jagellon était un prince puissant et récemment converti au christianisme, et on craignait de le blesser en prononçant contre lui. On prit donc le parti d'ajourner, tantôt pour étudier plus à fond la question, tantôt sous d'autres prétextes, de manière à n'en venir jamais à une sentence définitive. Mais cette détermination n'empêcha pas que la cause ne fût plusieurs fois appelée dans le courant des années 1415 et 1416, et nous trouvons à ce sujet, dans l'histoire du concile de Constance, une circonstance assez curieuse. Le 6 juillet 1415, Wlodimir, recteur de l'université de Cracovie et chanoine de la même ville, avait, comme avocat du roi de Pologne, développé pendant plusieurs heures la thèse théologique dont nous avons donné plus haut l'énoncé, lorsqu'il fut interrompu par l'arrivée de Jean Huss, que l'on amenait devant le concile, afin qu'il fût, pour la dernière fois, mis en demeure de se rétracter et de faire sa soumission, et, sur son refus, il fut, séance tenante, condamné définitivement,

(1) La première idée de cette question n'appartient pas aux évêques polonais ; les théologiens s'en étaient occupés et elle n'avait pas échappé à saint Thomas d'Aquin, qui la résout ainsi dans sa *Somme :* « Les chrétiens font souvent la guerre aux infidèles, non pour les forcer à croire, mais pour les empêcher de mettre obstacle à la foi. » Ici, à la vérité, le point de vue était un peu différent, puisqu'il s'agissait de la légitimité des possessions acquises dans les guerres faites dans le but ou sous le prétexte d'étendre la foi chrétienne.

livré au bras séculier, et immédiatement conduit au bûcher, sur lequel il expira le même jour. Il va sans dire qu'après un pareil incident, la discussion ne fut point reprise; or, au milieu des affaires sans nombre dont le concile avait à s'occuper, tout ajournement entraînait d'ordinaire un long retard, et cela devait surtout avoir lieu pour une affaire qu'on était dans l'intention de ne pas terminer.

L'empereur se rendit à Paris en 1416 pour essayer d'arrêter la lutte de la France et de l'Angleterre, lutte qui avait amené, l'année précédente, la fameuse journée d'Azincourt. L'infortuné Charles VI, dans un de ses intervalles lucides, se concerta avec Sigismond pour faire prolonger de deux ans la trêve qui avait été conclue entre le roi de Pologne et l'ordre Teutonique, par l'intervention de l'évêque de Lausanne. Un acte dressé à cet effet, avec la signature des deux souverains, fut en outre signé par l'archevêque de Gnesme, qui avait accompagné l'empereur, et par quelques commandeurs qui se trouvaient aussi à Paris, et le tout fut envoyé par Sigismond au concile, avec prière d'ordonner que la prorogation fût fidèlement observée, ce qui eut lieu en effet.

La séance de clôture du concile eut lieu le 22 avril 1418, en présence du pape Martin V et de l'empereur. Mais, lorsque un cardinal eut déclaré, par ordre du pape, que le concile était terminé et eut prononcé la formule sacramentelle : « Allez en paix », Wlodimir, l'avocat du roi de Pologne, se leva pour réclamer la décision tant de fois demandée. Le pape lui ayant imposé silence, il ne laissa pas de vouloir continuer sa harangue; mais le pape le lui défendit sous peine d'excommunication. Alors, forcé de se taire, il déclara du moins qu'il protestait au nom du roi de Pologne et qu'il interjetait appel au futur concile.

Le roi de Pologne, n'ayant pu rien obtenir du concile de Constance, eut recours à un congrès, tenu en 1418 à

Gniewkow en Cujavie, en présence de deux légats envoyés à cet effet par Martin V. Le grand-maître offrit de céder quelques portions de territoire et de payer une somme importante; mais ce qu'il fallait au roi de Pologne, c'était tout le cours de la Vistule et le port de Dantzick, et les concessions du grand-maître étaient loin d'aller jusque-là. Le congrès fut donc sans résultat, aussi bien qu'un nouvel arbitrage de l'empereur, terminé en 1420 par une sentence dont le roi de Pologne ne tint aucun compte, alléguant, comme toujours, qu'il y avait eu surprise, défaut d'examen des titres, ou d'autres prétextes du même genre. Alors Kuchenmeister, prévoyant que la guerre ne tarderait pas à recommencer avec plus d'acharnement que jamais, et ne se voyant plus en âge de diriger convenablement une pareille lutte, abdiqua vers le commencement de l'année 1422, et mourut dans la retraite deux ans après.

On éleva à la grande-maîtrise Paul Bellizer de Russdorff, homme pieux, doux, conciliant, mais qui n'avait ni la fermeté, ni la capacité que réclamaient les circonstances critiques où se trouvait l'ordre. Les Polonais l'appelaient en plaisantant *le Saint-Esprit*, probablement parce qu'il avait habituellement l'air recueilli d'un homme qui attend toujours que Dieu lui inspire ce qu'il doit faire. Son premier soin fut de travailler à rétablir la concorde parmi les chevaliers, et on constate qu'à partir de cette époque il n'est plus question des deux factions entre lesquelles ils étaient divisés. Mais, au milieu de ces louables préoccupations, il apprit tout à coup l'arrivée du roi de Pologne avec une armée que les historiens portent généralement à deux cent mille hommes. Nous avons déjà expliqué que le roi de Pologne avait la facilité de lever en quelques semaines une armée formidable, tandis que le grand-maître ne pouvait, ni tenir ses sujets trop longtemps éloignés de leurs familles et de leurs travaux, ni, dans l'état où se trouvait le trésor de

l'ordre, entretenir constamment de nombreux mercenaires. Vladislas passa la frontière le 30 juillet 1422, et, après un siége de quelques jours, il s'empara de la forteresse de Golup, située sur la Dribentz ; mais la prise de cette place, de médiocre importance, fut l'unique résultat de cette expédition , appelée en conséquence par les Polonais la *guerre de Golup*. L'armée polonaise était incomparablement supérieure en nombre à celle des chevaliers et elle ne lui était pas inférieure en valeur ; mais les chevaliers l'emportaient de beaucoup au point de vue de la science de la guerre. Le roi de Pologne ayant entrepris le siége de Culm, le grand-maître manœuvra dans le but de lui couper les vivres, et il y réussit parfaitement. Mais il ne pouvait empêcher que de forts détachements ne fussent envoyés de divers côtés pour essayer de trouver des provisions, et ces détachements portaient partout la dévastation et le carnage, à ce point que nous voyons, l'année suivante, Vladislas supplier le pape de lever l'excommunication que lui et les siens avaient encourue par les atrocités et les crimes de tout genre dont ses soldats s'étaient rendus coupables, avec son autorisation (1). Le grand-maître comptait bien que des secours lui arriveraient d'Allemagne ; mais, en attendant, il se trouvait dans l'impossibilité, avec le peu de troupes dont il disposait, de protéger efficacement tout le pays, et, comme les populations étaient mal disposées à l'égard de l'ordre, il était à craindre que, poussées à bout par tant de souffrances, elles ne fissent défection et ne se déclarassent en faveur du roi de Pologne.

Le grand-maître fit donc des ouvertures, auxquelles Vladislas répondit avec empressement, et, comme les environs de Culm étaient complétement dévastés, il conduisit

(1) Martin V leva en effet l'excommunication par une bulle datée du 28 août 1423.

son armée un peu à l'est, sur les bords du lac *Melno*, qui a donné son nom au traité que l'on signa en cet endroit le 27 septembre (1422). Par ce traité, le grand-maître renonçait à la propriété de la Samogitie, réservée par le traité de Thorn, et abandonnait tout ce qu'il possédait en Cujavie, où nous avons vu que Conrad avait, dès le commencement, cédé aux chevaliers quelques territoires, et où ils avaient construit un certain nombre de forteresses, notamment celle de Nessaw. On abandonnait donc les plus anciennes possessions de l'ordre dans ces contrées, ce qui dut être très-douloureux pour les chevaliers, et pourtant ce n'était qu'une bien petite partie de ce que convoitait le roi de Pologne. Cette cession était du moins un premier pas qui lui faisait espérer qu'on pourrait bientôt aller plus loin; mais, dans ce moment-là, il avait d'autres préoccupations, qui, pour un temps, modifièrent profondément sa conduite envers l'ordre, d'où il résulta que le grand-maître s'engagea dans une entreprise où les historiens n'ont vu jusqu'ici qu'une énigme. Après de longues recherches, nous croyons en avoir trouvé l'explication ; voici d'abord les faits en peu de mots :

En 1430, l'empereur Sigismond et le roi Vladislas eurent une entrevue solennelle à Jedlna, petite ville appartenant au grand-duc de Lithuanie, et on sut bientôt que le principal résultat de cette conférence avait été le consentement de l'empereur à l'érection de la Lithuanie en royaume en faveur de Vitolde. Mais quel motif pouvait avoir Jagellon de se prêter à un projet qui aurait pour résultat de soustraire la Lithuanie à toute espèce de vassalité vis-à-vis de la Pologne? Vladislas ne régnait en Pologne que comme souverain électif, et, à sa mort, ses ennemis pouvaient fort bien écarter sa famille du trône. En Lithuanie, au contraire, la souveraineté était héréditaire ; or, Vitolde n'avait point d'enfant et, s'il obtenait ce titre de roi, qui

flattait sa vanité, il devait, en mourant, le transmettre à un des fils de Vladislas, qui était son proche parent, et que de plus il allait adopter. Ainsi l'érection de la Lithuanie en royaume présentait à Jagellon l'avantage d'assurer à sa famille la possession d'une couronne. En outre, il espérait que les forces et les ressources que lui donnerait cette importante possession l'aiderait à fixer aussi sa famille sur le trône de Pologne. Mais les grands qui accompagnaient le roi de Pologne pénétrèrent ses desseins, et ce plan si bien conçu fut déjoué.

Sur ces entrefaites, Vitolde mourut le 27 octobre 1430. Quoiqu'il eût un frère, qui naturellement devait être son héritier, Svidrigès, frère du roi de Pologne, parvint à s'emparer du pouvoir, et Vladislas l'aida probablement sous main ; car Svidrigès n'ayant point d'enfants, on pouvait reprendre avec lui le projet qui n'avait pas réussi avec Vitolde. Mais Svidrigès était un homme d'une violence qui rendait toute entente avec lui fort difficile. Il traita si mal des ambassadeurs polonais, que le sénat lui déclara la guerre, et Vladislas fut contraint de marcher contre lui et de l'assiéger dans Luczko, où il s'était enfermé.

C'est alors qu'on voit avec un indicible étonnement le grand-maître Russdorf, à qui la paix était si nécessaire à cause de l'agitation intérieure de la Prusse, entrer brusquement en Pologne, s'emparer de plusieurs places et dévaster une grande étendue de pays. Voici l'explication de ce mystère : Vladislas faisait à contre-cœur la guerre à son frère, et il désirait ardemment que le sénat de Pologne le rappelât. Dans ce but, il ne crut pas pouvoir mieux faire que d'engager Russdorf à attaquer la Pologne ; en effet, Vladislas fut rappelé et il conclut avec son frère une trève à laquelle souscrivit bientôt le grand-maître. Mais quel motif avait pu avoir celui-ci pour se prêter aux vues de

Vladislas ? Peut-être avait-il pensé que le résultat de tous ces événements serait l'affaiblissement de ses éternels ennemis, et qu'en tout cas, une guerre offensive qui vengerait l'ordre des innombrables attaques des Polonais satisferait le pays et relèverait les courages. Malgré ces explications, il nous est impossible de ne pas considérer le parti que prit Russdorf comme une faute capitale; car les avantages qu'il pouvait retirer de cette guerre dans l'hypothèse la plus favorable, étaient loin d'équivaloir aux désastres qu'elle devait infailliblement entraîner si, comme c'était très-probable, les choses tournaient mal.

En effet, on soupçonna l'intrigue de Jagellon, et des reproches sévères lui en furent faits publiquement par l'archevêque de Cracovie. On consentit néanmoins à accepter d'avance pour son successeur son fils aîné Vladislas, mais à condition qu'il abandonnerait complétement son frère, et qu'il recommencerait vigoureusement la guerre contre l'ordre Teutonique. Svidrigès ne tarda pas à être chassé par les Lithuaniens, et remplacé par Sigismond, frère de Vitolde; quant à l'ordre Teutonique, il fut singulièrement récompensé par Jagellon du service que le grand-maître Russdorf lui avait rendu.

Pour se procurer contre les chevaliers des auxiliaires redoutables, Jagellon fit un traité d'alliance avec les Hussites, qui envoyèrent au grand-maître une solennelle déclaration de guerre. Puis, sous les ordres de Czapko, ils entrèrent dans la Nouvelle-Marche (1433), en même temps qu'une armée polonaise, qui avait pour chef le palatin de Posnanie. Ces deux armées, après avoir brûlé un grand nombre de villes et de villages, et commis d'affreux dégâts, entrèrent dans la Pomérellie, où les avait précédés une autre armée polonaise, sous les ordres du gouverneur de Cracovie. Toutes ces forces réunies entreprirent le siége de Choinitz, qu'elles furent obligées de lever après deux mois, pendant

lesquels elles avaient fait d'énormes pertes et enduré toutes les horreurs de la famine; car le maréchal de l'ordre avait eu recours au moyen toujours employé avec le même succès, celui de couper les vivres aux assiégeants. Une autre place plus importante, Dirschau, que l'on ne songeait pas même à assiéger, après l'échec que l'on venait de subir devant Choinitz, fut entièrement brûlée par l'effet d'un vent violent qui étendit avec une rapidité prodigieuse l'incendie d'un faubourg où quelques soldats avaient mis le feu en passant. Les habitants de Dirschau, forcés de sortir de la ville pour échapper aux flammes, furent presque tous passés au fil de l'épée; mais le général polonais se fit un éternel honneur par un acte presque sans exemple dans ces siècles, où la guerre semblait rendre légitimes tous les excès: ayant réuni un très-grand nombre de femmes, il les préserva de toute insulte et les fit transporter sur l'autre rive de la Vistule, où elles se retrouvèrent sous la protection de l'ordre Teutonique. Enfin, l'armée coalisée arriva sous les murs de Dantzick; mais, après avoir essayé, pendant quatre jours seulement, quelques attaques vigoureusement repoussées, elle se dédommagea par un exploit plus facile, le pillage et la destruction de l'abbaye d'Oliva.

Avant de s'éloigner de la côte pour parcourir de nouveau la Pomérellie dans le sens de sa longueur, les soldats se livrèrent à une sorte de démonstration que les historiens racontent comme une scène simplement bizarre, mais qui montre l'importance que les Polonais attachaient à la possession de la mer. Les Hussites, qui étaient de Bohême, contrée également sans communication avec la mer, éprouvaient, au moins instinctivement, le même sentiment. On vit donc tous les soldats, tant polonais que hussites, entrer dans la mer aussi avant qu'ils purent, en se félicitant d'avoir poussé leurs conquêtes jusque-là, et la plupart remplissaient d'eau de mer des flacons, qu'ils emportèrent

comme des trophées. Les gentilshommes polonais ne demeurèrent pas étrangers à cet enthousiasme, et un grand nombre d'entre eux se firent armer chevaliers sur les bords de la mer.

Cette expédition avait causé bien des désastres, sans procurer aux Polonais aucun avantage réel; ils ne s'étaient pas même emparés d'une seule forteresse. Ils avaient probablement espéré que l'approche des Hussites, leurs alliés, produirait des soulèvements en Prusse, où une partie des habitants étaient affiliés à la nouvelle secte. Mais les chevaliers, prévoyant ce danger, avaient eu soin de mettre des troupes dans tous les endroits les plus exposés ; et c'est pour cela que, depuis le siége de Choinitz, pendant lequel le maréchal de Prusse avait si bien réussi à couper les vivres aux assiégeants, on ne voit pas que les Polonais, en parcourant le pays, aient éprouvé aucune résistance, si ce n'est de la part des garnisons des places, les seules troupes que le grand-maître eût laissées dans la Pomérellie. Mais, par le seul fait des ravages qu'ils avaient exercés en traversant le pays pour aller vers la mer, ils se trouvèrent, au retour, dans une extrême pénurie de vivres; aussi, afin de n'être pas arrêtés dans leur marche, s'empressèrent-ils de conclure une suspension d'armes qui, le 15 décembre suivant (1433), fut convertie en une trêve de douze ans. Quelques mois après, Vladislas V mourut à l'âge de quatre-vingts ans, et eut pour successeur son fils aîné Vladislas VI. Ce prince était encore mineur; mais le conseil de régence jugea à propos de convertir la trêve avec l'ordre Teutonique en un traité qui fut signé à Brzesc, le 31 décembre 1435. Ce traité, qui ne faisait que maintenir les deux puissances contractantes dans la situation déterminée par le traité précédent, présente cette particularité, qu'il est probablement, de tous les traités mentionnés dans l'histoire, celui où sont intervenus le plus de garants ou de témoins apposant cha-

cun leur sceau à l'acte, ou plutôt l'y fixant au moyen d'une attache. Le nombre de ces sceaux était de deux cent six et, afin de pouvoir les attacher tous au parchemin de l'acte, on lui avait donné la forme d'un livre. Ce traité si solennel reçut le nom de *paix perpétuelle*, titre que malheureusement les événements ne justifièrent pas. Il faut pourtant reconnaître que cette paix fut un peu plus durable que toutes celles qui avaient été conclues du vivant de Jagellon.

Les guerres et les complications de tout genre survenues pendant le règne d'un grand-maître doué de peu d'énergie, avaient offert aux mécontents une excellente occasion d'exiger le rétablissement du grand Conseil, qui, depuis sa première session, sous le grand-maître Kuchmeister, n'avait plus été réuni et était comme aboli de fait. En présence des réclamations menaçantes qui lui arrivaient de tous les côtés, Russdorf ne crut pas pouvoir résister, et le Conseil fut réuni en 1430. D'ailleurs, le grand-maître espérait obtenir, au moyen de cette assemblée, comme il les obtint en effet, quelques ressources pour le Trésor, qui était complétement épuisé. « L'année 1430, dit à propos de cet événement un historien allemand, fait époque dans l'histoire de l'ordre Teutonique, et signale dans la constitution de la Prusse une transformation importante. En réorganisant le Conseil national, Paul de Russdorf satisfit au vœu des évêques et de la noblesse; à celui des villes, qui, enrichies par le commerce, voulaient prendre part au gouvernement; enfin à celui des paysans, qui espéraient être soulagés du fardeau sous lequel ils gémissaient. Ce conseil devait s'occuper de tous les intérêts du pays, et, sans lui, le grand-maître ne pouvait exiger aucune contribution. Le gouvernement de la Prusse devenait ainsi à peu près représentatif. » Mais, à notre avis, cet historien se fait illusion sur la portée de cette réforme. Ceux qui la réclamaient avec tant d'insistance, c'est-à-dire les gentilshommes et les riches bourgeois des villes, ne

songeaient nullement à améliorer le gouvernement de l'ordre Teutonique, mais étaient bien décidés à mettre tout en œuvre pour le renverser, et la nouvelle institution ne devait être entre leurs mains qu'un instrument pour amener cette révolution. Si le conseil fit d'abord quelques concessions et autorisa un impôt dont le grand-maître ne pouvait absolument se passer, c'est qu'on n'était pas encore en mesure de lever le masque et d'affronter une lutte dont on comprenait le danger. On s'y prépara constamment, et, après dix ans de sourdes menées, le 1er janvier 1440, dans une assemblée tenue à Elbing, on posa les bases d'une confédération de la noblesse et des villes, destinée à dominer le grand-conseil et le gouvernement, de manière à former une véritable république. L'acte solennel, préparé dans cette assemblée et dans quelques autres qui eurent lieu coup sur coup, fut signé à Marienwerder le 14 mars de la même année, et la confédération couvrit bientôt la Prusse tout entière. Paul de Russdorff, accablé sous le poids de tant de difficultés, avait en outre à lutter avec quelques hauts dignitaires, qui lui reprochaient d'avoir manqué, dans les traités qu'il avait conclus, à certaines formalités prescrites par d'anciens décrets tombés en désuétude, et ils étaient allés jusqu'à faire prononcer sa déposition, dans un chapitre composé de leurs partisans. Ce dernier coup acheva de décourager Russdorff, qui, dans un chapitre général convoqué à Marienbourg, déposa solennellement ses pouvoirs, le 6 décembre 1440. Il mourut vers la fin de l'année suivante.

Conrad d'Erlichshausen, élu le 12 avril 1441, s'efforça inutilement de dissoudre par des procédés pacifiques la coalition, qui paralysait complétement l'action du gouvernement; mais il recula toujours devant l'emploi d'autres moyens, convaincu qu'un appel à la force contre cette redoutable ligue serait le signal d'irrémédiables catastrophes.

Pour donner une idée des menées de tout genre auxquelles on avait recours pour saper la puissance de l'ordre, nous nous bornerons à dire qu'on répandit dans toute la Prusse une prétendue prophétie attribuée à un ermite des environs de Coblentz, prophétie qui annonçait la prochaine extermination des chevaliers, que Dieu avait résolu de punir de leurs abus de pouvoir et de leurs excès de tout genre. Suivait naturellement une énumération fort exagérée des reproches qui pouvaient être faits à l'ordre, et, pour donner plus d'autorité à cette pièce apocryphe, on avait soin de la rattacher à une révélation fort célèbre à cette époque, surtout dans le nord de l'Europe. Cette révélation était celle de sainte Brigitte, fille d'un prince de Suède, morte en 1373 et solennellement canonisée par l'Église, ce qui impliquait une approbation, au moins indirecte, de la révélation en question, dans laquelle de sévères reproches étaient adressés aux chevaliers Teutoniques, à cause de leur dureté envers les Prussiens.

Du reste, pendant le magistère de Conrad d'Erlichshausen, l'ordre fut tranquille du côté de la Pologne. Vladislas VI, à peine déclaré majeur par la diète, avait été appelé au trône de Hongrie en 1439, et, après un règne de cinq ans, rempli par des guerres continuelles, tant contre des compétiteurs que contre les Turcs, il fut tué en 1444 dans la terrible journée de Varna (1), n'ayant encore que vingt ans. Son frère Casimir avait été élu, en 1440, grand-duc de Lithuanie, à la place de Sigismond, que les grands de sa cour, poussés à bout par son insupportable tyrannie, avaient poignardé dans son palais. A la mort de Vladislas, la diète offrit la couronne à Casimir; mais il hésita longtemps à l'accepter. Il avait sans doute le projet de faire

(1) Voyez notre *Histoire de l'empire Ottoman*.

ériger la Lithuanie en royaume et d'en devenir le souverain héréditaire, ce qui naturellement lui paraissait bien préférable à la couronne élective de Pologne. Les Polonais attribuèrent l'hésitation de Casimir à une intrigue de l'ordre Teutonique ; on assurait même que le grand-maître avait obtenu du concile alors réuni à Bâle, la dispense du serment qu'il avait fait et plusieurs fois renouvelé d'observer la paix perpétuelle. Les pères de Bâle, instruits de ce qui se passait, déclarèrent solennellement que le grand-maître n'avait adressé au concile aucune demande au sujet du serment en question, et que, s'il l'eût fait, le concile aurait refusé avec indignation. Enfin Casimir, voyant que les Polonais allaient donner la couronne à un duc de Masovie, de qui il avait tout à craindre, même pour le grand-duché de Lithuanie, se décida à monter sur le trône de Pologne (1446). Nous verrons bientôt que cet événement eut pour l'ordre Teutonique de terribles conséquences. Conrad d'Erlichshausen, dévoué de cœur à son ordre et ne pouvant rien pour le préserver des malheurs qu'il prévoyait, mourut consumé par le chagrin, le 6 novembre 1449.

On élut grand-maître Louis d'Erlichshausen, neveu de Conrad. Quelques historiens racontent que Conrad avait conseillé aux grands dignitaires réunis autour de son lit de mort, de ne pas lui donner son neveu pour successeur. Si ce fait était vrai, il ne pourrait signifier qu'une chose, savoir que Conrad, comprenant mieux que personne en présence de quelles difficultés allait se trouver son successeur, aurait voulu épargner à un parent qui lui était cher une aussi redoutable responsabilité. En effet, le nouveau grand-maître se montra parfaitement au niveau de la situation et se conduisit en toute occasion avec autant de prudence que d'énergie. Si, pendant son gouvernement, de grands malheurs fondirent sur l'ordre Teutonique, on ne peut en rejeter la faute sur son héroïque chef, qui fit au

contraire tout ce qui était humainement possible pour triompher de la mauvaise fortune. C'était un fait constaté par l'expérience que, dans les situations désespérées, l'ordre Teutonique étonnait ses amis et ses ennemis par les ressources imprévues qu'il savait trouver dans son invincible énergie; nous verrons que sous Louis d'Erlichshausen l'ordre justifia pleinement cette réputation. Mais le nouveau grand-maître n'eut garde d'aller au devant de la lutte; il fit au contraire tous ses efforts pour l'éviter: promesses, concessions, tout fut mis en œuvre pour obtenir la dissolution pacifique d'une coalition qui rendait le gouvernement impossible, et, tous ses efforts ayant été sans résultat, il eut recours à l'autorité impériale, que les confédérés n'osaient pas récuser. Ils firent, au contraire, d'actives démarches pour surprendre la bonne foi de Frédéric III d'Autriche, qui occupait alors le trône impérial, et ce prince, trompé sur la nature et le but de la ligue, l'approuva par une sentence du 8 février 1451. Mais, bientôt, mieux informé, il s'empressa de réformer ce premier jugement, et, le 18 novembre 1453, il déclara l'illégalité de la confédération, ordonnant qu'elle fût immédiatement dissoute.

Mais les confédérés, qui n'avaient voulu que gagner du temps, s'étaient, dans l'intervalle, assuré l'appui du roi de Pologne et la connivence de la plupart des Prussiens qui se trouvaient dans les troupes de l'ordre Teutonique. Lorsqu'ils crurent être en mesure, ils se réunirent en grand nombre à Thorn et, de là, écrivirent au grand-maître que, décidés à obéir à l'empereur et désirant terminer à l'amiable tous leurs différends avec l'ordre, ils le priaient de vouloir bien convoquer à Marienbourg un chapitre, où ils enverraient des députés munis de pleins pouvoirs, Le grand-maître, heureux de cette communication inattendue, s'empressa de convoquer à Marienbourg les hauts dignitaires

de l'ordre et tous les commandeurs de la Prusse; mais quelle ne fut pas sa surprise lorsque, le 16 février 1454, au lieu des députés qu'il attendait, il reçut un manifeste par lequel les confédérés lui signifiaient qu'à partir de ce jour, il eût à cesser de les considérer comme ses sujets, et que la Prusse tout entière était d'accord avec eux pour se soustraire au joug de l'ordre! Cet acte portait le sceau de la ville de Thorn, laquelle était censée représenter toutes les autres villes, et celui de Jean de Baïsen, agissant comme procureur fondé de la noblesse. On vit bientôt que la prière adressée au grand-maître de réunir un chapitre à Marienbourg, avait eu pour but de faire que les principales villes et forteresses, se trouvant sans leurs gouverneurs, fussent plus aisées à surprendre.

En effet, pendant la nuit qui suivit l'envoi du manifeste en question, un grand feu allumé au sommet d'une des plus hautes tours de Thorn, servit de signal aux localités environnantes, et chacune d'elles l'ayant répété, la Prusse entière ne tarda pas à être avertie que le moment d'agir était venu. Or, d'après les instructions transmises par les conspirateurs avec un secret incroyable, la première chose à faire devait être de s'emparer par surprise des forteresses, au moyen des intelligences que l'on s'était ménagées dans chacune d'elles. Le succès de ce complot fut prodigieux : en huit jours, dix-sept places importantes étaient au pouvoir des confédérés, et, au bout d'un mois, ils en avaient cinquante-six, parmi lesquelles il suffira de citer : Thorn, Graudentz, Strassburg, Schwetz, Mewe, Dantzick, Elbing, Holland, Balga, Kœnigsberg. En outre, dès le 17 février, Marienbourg fut investie, sur la rive droite de la Nogat, par les gentilshommes accourus de toutes les parties de la Prusse, et, sur la rive gauche, par les habitants de Dantzick, auxquels s'étaient joints beaucoup de gentilshommes de la Pomérellie. Si le roi de Pologne fût arrivé sur le champ

avec une armée, il est évident que la Prusse était perdue sans retour; mais il eut honte de paraître s'être entendu d'avance avec les rebelles, presque au moment où il jurait le maintien du traité de paix perpétuelle avec l'ordre. Il voulait paraître n'avoir accepté l'offre que lui firent les Prussiens de s'incorporer à son royaume que parce qu'ils avaient menacé de se donner à une autre puissance. Il demanda donc qu'une députation solennelle lui fût envoyée à Cracovie: elle y arriva le 18 février; le 23, eut lieu la réception solennelle des députés, qui, dans une longue harangue, expliquèrent les motifs qui avaient déterminés les Prussiens à se soustraire à l'autorité de l'ordre Teutonique, et ils terminèrent en déclarant au roi de Pologne que, pouvant choisir entre différents princes tout disposés à venir à leur aide, les confédérés avaient cru ne pouvoir mieux faire que de s'adresser à lui, et avaient autorisé leurs envoyés à le reconnaître pour leur souverain et à lui prêter serment. Le roi accepta, et, le même jour, une déclaration de guerre longuement motivée, qui naturellement était écrite d'avance, fut envoyée au grand-maître. L'acte d'incorporation de la Prusse et de la Pomérellie au royaume de Pologne fut signé le 6 mars.

Si l'on considère que ces événements se passaient quelques mois après la prise de Constantinople par Mohomet II, par conséquent dans un moment où l'Europe etait frappée de terreur, et où chacun ne songeait qu'à se défendre contre la nouvelle invasion dont on se croyait menacé, on comprendra que l'ordre Teutonique n'avait de secours à attendre d'aucun côté; mais, nous l'avons déjà dit, c'était quand tout semblait désespéré, que cette héroïque corporation montrait ce qu'elle était et de quoi elle était capable.

Le grand-maître, voyant que l'intrépide garnison de Marienbourg manquait de vivres, fit le 1er avril une vigoureuse sortie, dispersa complétement les forces qui occu-

paient la rive gauche de la Nogat, et la place, momentanément dégagée, put être abondamment pourvue de vivres. La garnison qui défendait la forteresse de Stum était trop peu nombreuse pour tenter un pareil coup de main ; mais elle soutint pendant six mois tous les efforts de l'ennemi et, quand enfin elle se décida à signer une capitulation des plus honorables, on ne put voir sans une admiration mêlée d'attendrissement ces héroïques soldats réduits à un tel état, que cinquante seulement purent être transportés à Marienbourg, qui n'était pourtant éloignée que de deux milles. Les autres restèrent dans le camp des Polonais, qui s'honorèrent par les soins qu'ils leur prodiguèrent et les égards dont ils les entourèrent.

Du reste, la défection des sujets de l'ordre Teutonique n'était pas si générale, qu'un assez grand nombre de villes ne lui fussent demeurées fidèles. On en comptait dix dans le pays de Culm et neuf dans la Pomérellie, quoique ces deux provinces fussent les plus exposées aux attaques des Polonais. Dans les provinces orientales de la Prusse, l'ordre avait fait encore bien moins de pertes. Malgré cela, il était impossible au grand-maître de lever dans le pays les troupes dont il avait absolument besoin pour soutenir la lutte, et les enrôlements à l'étranger ne pouvaient se faire sans argent. Pour s'en procurer, le grand-maître engagea la Nouvelle-Marche à l'électeur de Brandebourg Frédéric II, et il enrôla aussitôt des mercenaires dans divers pays, principalement en Bohême.

Dès que ces renforts furent arrivés, le grand-maître, se trouvant en état de résister dans Marienbourg à tous les efforts de l'ennemi, ordonna au grand-hospitalier Plauen d'aller secourir Choinitz, que serrait de près une armée polonaise, commandée par Casimir en personne. Les Teutoniques comptaient au plus dix mille hommes, et l'armée polonaise en avait environ quarante mille; néanmoins,

Plauen, comprenant combien il importait de montrer par un coup d'éclat que l'ordre n'était pas anéanti, comme on en faisait courir le bruit dans toute l'Europe, accepta le combat, que lui offrirent les Polonais, et, par de savantes manœuvres, que secondèrent avec autant d'habileté que de bravoure quelques capitaines étrangers, surtout Schomberg et le duc de Sagan, il remporta une éclatante victoire. Casimir ne s'échappa qu'avec beaucoup de peine, après avoir couru les plus grands dangers, et le camp des Polonais tomba au pouvoir des vainqueurs. Cette victoire, comme l'avait prévu Plauen, eut pour l'ordre les plus heureuses conséquences : au dehors, la plupart des souverains firent en sa faveur au moins d'énergiques réclamations; citons surtout le pape, l'empereur et le roi de France. A l'intérieur, plusieurs villes se remirent sous son autorité, ou secondèrent activement les troupes teutoniques dans leurs tentatives pour les reprendre; de ce nombre furent Dirschaw, Mewe et Kœnigsberg.

Mais une terrible difficulté vint tout remettre en question: l'argent que le grand-maître avait obtenu par l'aliénation de la Nouvelle-Marche était épuisé, et les mercenaires, à qui il était déjà dû un arriéré de solde, déclarèrent que, s'ils n'étaient payés sur-le-champ, ils allaient partir. On savait même que, si le roi de Pologne était en état de les payer, la plupart n'hésiteraient pas à passer à son service, et que, dans tous les cas, si on ne leur payait pas leur arriéré, ils se paieraient eux-mêmes par le pillage. Dans cette extrémité, le grand-maître prit un parti qui, au premier abord paraît inconcevable, mais qui, après tout, était le seul au moyen duquel on pût gagner un peu de temps : il offrit aux mercenaires de leur remettre en gage les principales places qui restaient à l'ordre. Si, à des époques convenues, le grand-maître ne payait pas, les mercenaires seraient en droit de disposer des places comme ils l'enten-

tendraient; mais, jusque-là, ils s'engageaient à continuer de combattre pour l'ordre Teutonique. Un traité fut conclu en ce sens, le 6 février 1455, entre le grand-maître et quarante-neuf chefs de mercenaires, à qui on remit immédiatement les places promises. Le grand-maître ne put pas même réserver Marienbourg, et il eut la douleur de voir cette capitale de l'ordre remise au pouvoir d'un chef bohême appelé Zerwouka. Mais ce qu'on devait naturellement craindre ne tarda pas d'arriver : le grand-maître n'ayant pu, malgré tous ses efforts, se procurer pour l'époque convenue les sommes qu'il devait donner aux mercenaires, Zerwouka, qui avait sur les autres une grande influence, et qui était secrètement vendu au roi de Pologne, traita avec ce prince, et toutes les villes données en gage lui furent livrées. Marienbourg, malgré toutes les protestations et tous les efforts du grand-maître, fut remis aux Polonais pendant le mois de juin 1456.

Il semble qu'après une pareille catastrophe, tout était fini pour les chevaliers; mais, juger ainsi, ce serait mal connaître ces caractères antiques, ces hommes de fer. Des auxiliaires cupides passent à l'ennemi et lui livrent toutes les forteresses qui restaient à l'ordre; eh bien! l'ordre se passera d'auxiliaires, et les forteresses qu'on lui a soustraites, il les reprendra ou en enlèvera d'autres. Mais les détails de cette guerre, dignes de l'épopée, ne sauraient trouver place dans un récit qui ne peut enregistrer que les événements décisifs; courons donc à la conclusion, et disons qu'après avoir soutenu pendant douze ans (1454-1466) une lutte fabuleuse contre un roi puissant, qui avait pour auxiliaires une grande partie de leurs propres sujets, les chevaliers, complétement à bout de ressources et réduits à un petit nombre, acceptèrent des propositions en vertu desquelles ils demeuraient maîtres de la partie orientale de la Prusse; c'était à peu près ce qu'ils possédaient au mo-

ment où le traité fut conclu. Les places qu'ils occupaient encore dans la moitié occidentale du pays, ils devaient les évacuer, comme le roi de Pologne devait abandonner ce qu'il pouvait avoir dans la Prusse orientale. D'après cela, les chevaliers avaient la douleur de perdre définitivement Marienbourg, et, par une autre clause, qu'ils n'acceptèrent aussi qu'avec une vive répugnance, le grand-maître s'obligeait à prêter au roi de Pologne l'hommage que jusqu'alors il avait librement prêté à l'empereur. Telles furent en substance les conditions du traité que l'on signa à Thorn le 19 octobre 1466, au grand mécontentement des confédérés, qui auraient voulu à tout prix que l'ordre Teutonique fût expulsé de toute la Prusse. La partie de la Prusse qui passa à la Pologne fut appelée Prusse *Royale;* celle qui resta à l'ordre prit le nom de Prusse *Teutonique,* et eut pour capitale Kœnigsberg.

Dès ce moment, le rôle politique de l'ordre Teutonique fut terminé. Réduit à une partie de la Prusse et encore ne la possédant que comme un fief du roi de Pologne, ne pouvant communiquer avec l'Allemagne qu'à travers des provinces polonaises, et avec la Livonie qu'à travers la Samogitie, dépendance de la Lithuanie, qui elle-même était désormais inséparablement liée à la Pologne, il se trouvait privé de toute initiative et de toute action propre, et à peu près réduit à l'état d'une milice polonaise. Mais on comprend qu'une semblable position devait être singulièrement pénible à une corporation qui avait un passé si glorieux; aussi les rapports avec la Pologne étaient-ils extrêmement difficiles; la question de l'hommage surtout soulevait, à l'avénement de chaque grand-maître, de violents débats, qui aboutissaient quelquefois à de véritables guerres. Toujours préoccupés de la pensée d'échapper à cette humiliation du vasselage vis-à-vis de la Pologne, les chevaliers choisissaient le plus souvent pour grands-maîtres des personnages

appartenant à des maisons princières, que la Pologne pouvait craindre de froisser; c'est ainsi qu'en 1510, la grande-maîtrise fut conférée à un prince de la maison de Hohenzollern-Brandebourg, maison dont nous commencerons l'histoire dans un des chapitres suivants. Ce prince, nommé Albert, essaya d'abord de se soustraire à l'obligation de l'hommage, ce qui donna lieu à une guerre de plusieurs années, mais à une guerre peu active, pendant laquelle les idées ambitieuses d'Albert prirent peu à peu un autre cours.

La révolution religieuse provoquée par Luther s'étendait rapidement, et, partout où elle pénétrait, un de ses premiers résultats était la sécularisation des biens ecclésiastiques, dont généralement les souverains s'emparaient. Quelquefois aussi on voyait des évêques, en embrassant la réforme, se déclarer propriétaires des biens des églises dont l'administration leur avait été confiée, et Albert eut l'idée d'en faire autant pour le pays qu'il gouvernait comme chef de l'ordre Teutonique. Mais, comprenant bien qu'au premier soupçon de son dessein, l'ordre qu'il voudrait dépouiller se lèverait contre lui comme un seul homme, il négocia secrètement avec le roi de Pologne, afin de s'assurer son appui contre les chevaliers, qui l'avaient si vaillamment aidé lui-même dans sa guerre contre ce prince. Sigismond entra dans ses vues, et conclut avec lui, le 8 avril 1525, le traité de Cracovie, par lequel Albert, renonçant à la dignité de grand-maître et brisant les liens qui l'attachaient à l'ordre Teutonique, était déclaré *duc de Prusse* à titre héréditaire, sous la suzeraineté de la Pologne. Aussitôt après, il embrassa publiquement la réforme, et, en 1527, il épousa une fille du roi de Danemarck.

Le roi de Prusse Frédéric II, après avoir raconté ces faits, ajoute : « Les chevaliers se conduisirent comme font les plus faibles : ils se contentèrent de protester contre ce

qu'ils ne pouvaient empêcher (1). » Mais la conscience, elle aussi, proteste énergiquement contre un acte de spoliation pour lequel Albert n'avait pas même un prétexte à alléguer, et on éprouve quelque peine en voyant un pareil acte s'accomplir sous les auspices et avec le concours d'un prince tel que Sigismond-le-Grand. On comprend que Luther ait travaillé de tout son pouvoir à amener le traité de Cracovie, où il voyait un moyen précieux de frapper l'Eglise catholique dans une de ses institutions les plus célèbres ; mais Sigismond ne pouvait être poussé par un motif semblable, puisqu'il faisait au contraire tous ses efforts pour empêcher les doctrines de Luther de se propager dans ses Etats. En traitant avec Albert, il ne considéra que l'avantage d'être débarrassé d'un ordre qui, après avoir été longtemps pour la Pologne un terrible ennemi, était encore pour elle un vassal incommode, et il ne prévoyait pas qu'en aidant ainsi à l'agrandissement de la maison de Brandebourg, il préparait à la Pologne des dangers autrement redoutables.

A partir du traité de Cracovie, la Prusse *Teutonique* fut appelée Prusse *Ducale*. Quant à l'ordre Teutonique, il se donna un nouveau grand-maître dans la personne de Walter de Cromberg, qui fixa sa résidence dans le château de Neuhauss, auprès de Mergentheim. Mais les chevaliers de la Livonie se séparèrent de l'ordre Teutonique, et reconstituèrent, après une interruption de près de trois siècles (1237-1525), l'ordre des *Porte-Glaives*, se donnant pour grand-maître Walter de Plettenberg, qui était alors maître provincial de Livonie. Du reste, cette seconde période de l'existence des Porte-Glaives ne fut pas de longue durée ; car, trente-sept ans après, en 1562, le grand-maître Gotlar Ketler, ayant embrassé la réforme, céda la Livonie au roi Sigismond II, qui le créa duc de Courlande.

(1) *Mémoires pour servir à l'histoire de la maison de Brandebourg.*

L'ordre Teutonique avait perdu tous ses Etats et une grande partie de ses propriétés, et ce qui lui restait allait diminuant chaque jour, à mesure que la réforme gagnait du terrain. Cette institution, jadis si puissante, n'était plus qu'une ruine, qui a disparu vers le commencement de notre siècle, au milieu du bouleversement où s'est englouti l'empire Germanique, et Napoléon en décréta la suppression lorsqu'il établit la confédération du Rhin (1806). On a essayé depuis de le faire revivre; mais il n'a qu'une existence nominale; un archiduc d'Autriche est censé en être le grand-maître.

Nous venons d'exposer l'histoire de la Prusse proprement dite jusqu'au moment où elle tomba au pouvoir de la maison de Hohenzollern. Nous allons maintenant faire en peu de mots l'histoire du Brandebourg jusqu'à l'époque où il devint aussi la propriété de cette maison, et puis nous nous occuperons de cette maison elle-même.

CHAPITRE IV

HISTOIRE DU BRANDEBOURG JUSQU'AU MOMENT OU IL DEVIENT LA PROPRIÉTÉ DE LA MAISON DE HOHENZOLLERN (1417).

Vers le commencement du neuvième siècle, lorsque Charlemagne, après plus de trente années de lutte, eut soumis les Saxons, son empire se trouva séparé de la mer Baltique par des territoires marécageux qui forment aujourd'hui le Mecklembourg et la Poméranie, et qui étaient alors habités par des peuplades slaves. Pour empêcher ces peuplades de faire des incursions sur les terres de l'Empire, et aussi pour contenir les Saxons, que ce voisinage aurait pu encourager à la révolte, Charlemagne organisa sur cette frontière un de ces gouvernements militaires d'où résultèrent les *margraviats* (comtés de frontières), et que souvent on appelle simplement *Marches* (frontières). Le gouvernement en question fut désigné par le nom de *marche Septentrionale*. Après la période de désordre amenée par la dissolution de l'empire carlovingien, Henri-l'Oiseleur (910-936) ayant entrepris de réorganiser l'Allemagne, un de ses premiers soins fut de rétablir la marche Septen-

trionale (927), plus nécessaire que jamais, parce que les peuplades slaves qu'il s'agissait de tenir en respect devenaient chaque jour plus fortes et plus entreprenantes.

Le territoire primitif de la marche Septentrionale ne comprenait que ce qu'on a appelé plus tard la *Vieille-Marche* (Altmark). C'était le canton de la Saxe le plus avancé vers le nord-est. Il était séparé des Slaves indépendants par la partie du cours de l'Elbe qui, un peu au nord de Magdebourg, forme une courbe en déviant vers l'est, avant de se diriger définitivement vers le nord-ouest. La Vieille-Marche, aujourd'hui comprise dans la régence de Magdebourg, avait pour villes principales *Stendal* et *Salzwedol*, résidences des premiers margraves.

Mais le margraviat ne tarda pas à s'étendre au delà de l'Elbe. Henri-l'Oiseleur lui-même, dès 926, avait pris d'assaut *Brennibor*, principale forteresse d'une tribu slave établie sur les bords du Havel, l'un des affluents de droite de l'Elbe. Cette place, plusieurs fois perdue et reconquise, quitta peu à peu son nom slave de Brennibor, pour en prendre un de forme allemande, *Brandenburg*, d'où nous avons fait *Brandebourg*, et autour d'elle se forma une nouvelle province qui, sous le nom de *Moyenne-Marche* ou *Marche-du-Milieu* (Mittelmark), s'étendait de l'Elbe à l'Oder. Brandebourg, étant devenu, pendant la première moitié du douzième siècle, la résidence habituelle des margraves, donna son nom à tout le margraviat, qui, outre la Vieille et la Moyenne-Marche, comprenait la *Marche-Uckeraine* (Uckermark), ainsi nommée d'un petit affluent de la Baltique, l'Ucker, qui y prend naissance dans le lac Uckersée; enfin la *Marche-Antérieure* (Vormark), plus généralement appelée *Pays de Priegnitz*. Ces deux derniers territoires sont situés au nord de la Moyenne-Marche. On rattache en outre au Brandebourg, sous le nom de *Nouvelle-Marche*, un territoire situé sur la rive droite de l'Oder et traversé par

ses affluents la Wartha et la Netze; mais ce territoire ne fut acquis que plus tard par les margraves, et nous avons vu dans le chapitre précédent qu'il appartint longtemps à l'ordre Teutonique.

Au point de vue ecclésiastique, le margraviat fut organisé par Othon Ier, roi d'Allemagne en 936 et Empereur en 962. Ce prince fonda un évêché à Havelberg en 948, et un autre à Brandebourg en 951. Mais ces deux villes n'ayant été possédées par les margraves d'une manière assurée qu'environ deux siècles plus tard, ce ne fut qu'alors que les évêques y fixèrent leur résidence. Ces deux évêchés étaient suffragants de l'archevêché de Magdebourg, fondé par Othon en 962. Du reste, ce n'était pas seulement sous le rapport ecclésiastique que le margraviat se rattachait à la Saxe; il en dépendait aussi au point de vue politique; car les margraves furent, pendant environ deux siècles, vassaux des ducs de Saxe.

Henri l'Oiseleur, en renouvelant le margraviat septentrional, l'avait conféré à son beau-frère Sigefroi, dont les descendants l'occupèrent quelque temps, et furent remplacés successivement par les comtes de Walbeck, de Stade, de Plotzk, tous fort obscurs. Enfin, en 1134, Lothaire, tant comme empereur que comme duc de Saxe, investit de ce fief un seigneur de la maison d'*Ascanie* (1), nommé Albert et surnommé l'*Ours*, sans qu'on sache d'où lui vint ce surnom. Le nouveau margrave était un homme remarquable, qui donna au margraviat une telle importance, qu'il put en être regardé comme le véritable fondateur.

D'abord, un prince Wende, qui avait pour lui beaucoup d'estime et d'affection, lui légua ses possessions, situées

(1) Pour ce qui concerne la maison d'Ascanie, voir notre *Histoire d'Allemagne*.

sur la rive droite de l'Elbe, et ce territoire, ajouté à ce que les margraves possédaient déjà sur la même rive de ce fleuve, constitua la Moyenne-Marche; dès-lors, Albert fixa sa résidence à Brandebourg. Plus tard, l'empereur Conrad III, à qui il avait rendu d'éminents services, le nomma duc de Saxe, à la place de Henri-le-Superbe, mis au ban de l'Empire (1138). Albert, voyant les Saxons profondément dévoués à leur ancien maître, eut la sagesse de ne pas s'obstiner à les soumettre; mais il sut conserver le haut rang où l'avait placé son titre momentané de *duc de Saxe*, et continua d'être compté parmi les membres les plus importants du corps germanique, c'est-à-dire parmi les *électeurs*, titre qui dès-lors fut regardé comme appartenant de droit aux margraves de Brandebourg.

Ajoutons que, plus tard, lorsque le duché de Saxe fut morcelé (1180), un des fils d'Albert en obtint la plus grande partie, et devint la tige des maisons de *Saxe-Lauenbourg* et de *Saxe-Wittenberg*, aujourd'hui éteintes, et de celle d'*Anhalt*, encore régnante. Ainsi la maison d'Anhalt et celle des électeurs de Brandebourg dont nous nous occupons en ce moment, descendaient l'une et l'autre d'Albert-l'Ours, et étaient des branches de la maison d'Ascanie; mais il n'est pas exact de dire, comme le font généralement les historiens, qu'Albert fût de la maison d'Anhalt.

La maison ascanienne des électeurs de Brandebourg dura près de deux siècles (1134-1320), et ses possessions ne cessèrent de s'accroître. Il arriva plus d'une fois qu'un électeur laissa plusieurs fils, et alors, suivant l'usage de ces temps, on partageait entre eux les États de leur père; mais ces princes avaient toujours le bon esprit de rester étroitement unis, à ce point que, lors de l'élection de l'empereur Henri VII (1308), on vît l'aîné de la maison, à qui seul appartenait le droit électoral, n'exercer ce droit que de concert avec tous les membres de sa famille. Grâce à

cette union, d'autant plus admirable que l'histoire en offre moins d'exemples, le Brandebourg se développa constamment, sans alternatives, sans secousses, chaque prince contribuant à l'œuvre commune, soit par des acquisitions de territoire, soit par des améliorations intérieures, et souvent par les deux moyens à la fois. Ainsi, pour ne citer que les faits les plus mémorables, Albert II (1206-1221), petit-fils d'Albert-l'Ours, fonda Berlin. Ses deux fils Jean Ier et Othon III, fondèrent dans la Moyenne-Marche Francfort-sur-l'Oder, enlevèrent au duc de Poméranie la Marche-Uckeraine (1250), où ils fondèrent Friedland et New-Brandenburg, et, franchissant l'Oder, conquirent sur les Polonais une partie de la Nouvelle-Marche, où ils bâtirent Landsberg (1257). Ces deux frères, à qui il n'a manqué pour devenir célèbres qu'un historien digne d'eux, moururent à quelques mois de distance l'un de l'autre (1266 et 1267), laissant, le premier, sept fils, et le second, quatre, et ce fut au moment où la maison de Brandebourg se composait de la plupart de ces princes et de plusieurs d'entre eux, qu'eut lieu la mémorable élection que nous avons signalée un peu plus haut.

Mais qui ne connaît ces brusques retours des choses humaines, qui font disparaître en un moment les familles les plus nombreuses et les puissances les mieux établies ? Ce ne fut que le premier de ces deux genres de catastrophes qui atteignit la dynastie ascanienne de Brandebourg ; car elle s'éteignit dans toute sa gloire, mais avec une rapidité inouïe. En 1308, c'était une des maisons princières les plus nombreuses qu'il y eût en Europe, et, en 1314, elle se trouvait réduite à deux petit-fils de Jean Ier, savoir : Waldemar, prince doué des plus brillantes qualités, et son cousin Henri-*le-Jeune*, qui ne devait pas arriver à l'âge d'homme.

Waldemar agrandit ses États de divers côtés, surtout

en y réunissant toute la Lusace (1), dont plusieurs de ses prédécesseurs avaient acquis quelques parties, et porta la prospérité intérieure du pays à un point qu'elle n'avait jamais atteint; mais il mourut sans postérité en 1319, et, au bout d'un an, son cousin le suivit dans la tombe. Le Brandebourg devait à ses margraves ascaniens près de deux siècles de prospérité constante (1143-1320), chose rare dans la vie des peuples; il les paya par près d'un siècle de troubles et de déchirements (1320-1411).

A la nouvelle de la mort du jeune prince, plusieurs de ses voisins, qui prétendaient avoir des droits à sa succession ou à quelqu'un des territoires qu'elle comprenait, envahirent le margraviat. Ceux dont les réclamations paraissaient les mieux fondées, c'étaient les princes ascaniens de Saxe et d'Anhalt, dont la parenté avec la dynastie qui venait de s'éteindre était incontestable; mais l'empereur Louis V, de la maison de Bavière, déclara que cette parenté était trop éloignée pour constituer un droit; que, par conséquent, le margraviat était vacant, et que c'était à lui, en sa qualité de suzerain, qu'il appartenait d'en disposer, et, dans une diète célébrée à Nurenberg en 1323, il conféra l'investiture de ce fief à son propre fils *Louis*, que l'on a surnommé l'*Ancien*, parce que, quoiqu'il n'eût que douze ans lorsqu'il fut nommé margrave, il avait un frère plus jeune que lui et portant aussi le nom de *Louis*, qui posséda après lui le margraviat. Mais un décret d'un empereur, surtout d'un empereur aussi contesté que l'était Louis V, ne suffisait pas pour faire sortir du margraviat les princes qui l'avaient envahi; il fallut pour cela de

(1) La *Lusace* était bornée, à l'est par l'Oder, à l'ouest par l'Elbe, au sud par la Bohême, au nord par la Nouvelle-Marche. Sa partie méridionale, appelée *Haute-Lusace*, dépendait ordinairement de la Bohême, et sa partie septentrionale, sous le nom de *Basse-Lusace*, forma, sous Henri-l'Oiseleur, une marche particulière, que se disputèrent surtout les Etats limitrophes. Voyez *Histoire d'Allemagne*.

longues guerres qui désolèrent le pays, et dont quelques-unes se terminèrent par des traités fort onéreux pour le jeune margrave. La position de ce prince devint surtout extrêmement critique, lorsque l'empereur son père, plusieurs fois excommunié par les papes Jean XXII et Clément VI, fut enfin déposé en 1346, et remplacé par le roi de Bohême Charles de Luxembourg, qui figure dans la liste des empereurs sous le nom de Charles IV. L'une des premières préoccupations du nouvel empereur, ce fut naturellement d'enlever le margraviat de Brandebourg à une famille avec laquelle, par le fait de son élévation au trône impérial, il se trouvait en hostilité flagrante, et ce résultat fut sur le point d'être amené, presque sans lutte, par un incident quelque peu romanesque.

Un jour de l'année 1347, un pèlerin se présente à l'archevêque de Magdebourg, pour lui déclarer qu'il est le margrave Waldemar, qu'on croyait mort depuis vingt-huit ans (1319). Le remords d'avoir épousé une de ses proches parentes l'avait, disait-il, décidé à quitter le pouvoir et le monde. Dans ce dessein, après avoir fait répandre le bruit de sa mort et avoir eu soin qu'on enterrât un cadavre comme étant le sien, il était parti pour la Terre-Sainte. Maintenant, pour mettre fin aux troubles qui agitaient le margraviat, il venait en reprendre possession. L'archevêque, parut convaincu de la vérité de ce récit, et le prétendu Waldemar fut reconnu par l'Empereur et par tous les princes intéressés à enlever le margraviat à la maison de Bavière. Les populations, de leur côté, accueillirent avec des transports de joie un prince dont le nom rappelait les plus heureux souvenirs; presque toutes les villes se déclarèrent pour lui, et Louis-l'Ancien, obligé de s'enfermer dans Francfort-sur-l'Oder, s'y vit bientôt assiégé par Charles IV, qui était accouru avec une armée.

Mais le nouvel empereur n'était pas tellement assuré dé

son trône, que l'opposition de la Bavière ne lui causât quelque inquiétude. Il accueillit doncavec plaisir la proposition que lui fit le margrave Louis de le reconnaître et de l'appuyer, si, de son côté, il abandonnait l'aventurier qu'on lui opposait. Ayant réuni à cet effet une diète à Nurenberg, Charles IV déclara que , d'après le témoignage d'un grand nombre de princes et de seigneurs, le prétendu Waldemar était un imposteur, et qu'en conséquence, il conférait à Louis de Bavière et à son frère l'investiture du margraviat de Brandebourg. L'aventurier frappé par cette décision était le fils d'un meunier. Ayant été quelque temps au service du margrave Waldemar, il avait conservé un vif souvenir des manières de ce prince, avec qui il avait d'ailleurs une ressemblance frappante. Dressé en outre, à ce qu'on assurait, par Rodolphe de Saxe-Wittenberg, il joua l'électeur avec une aisance parfaite, sans jamais sortir de son rôle, et, lorsqu'il se vit contraint de s'éloigner du margraviat, il trouva un asile à Dessau, où on le traita avec les plus grands égards jusqu'à sa mort, arrivée en 1356.

La population du Brandebourg aurait été doublement à plaindre si, après avoir espéré voir renaître les beaux jours de Waldemar, elle fût retombée sous le triste gouvernement de Louis-l'Ancien. Heureusement pour elle, ce prince, qui se déplaisait dans le Brandebourg autant qu'il y était détesté, avait, dès l'année 1351, échangé ses droits sur cette province contre ce qui formait en Bavière l'apanage d'un de ses frères, appelé, comme lui, *Louis*, mais surnommé le *Romain*, parce qu'il était né à Rome. Le nouveau margrave prit en main les rênes du gouvernement, tant en son nom que comme tuteur de son jeune frère Othon, et s'efforça, par une administration sage et bienveillante, de guérir les maux du pays.

Mais l'empereur Charles IV, en inféodant le Brandebourg

à la maison de Bavière, n'avait pas renoncé à l'espoir de s'emparer quelque jour de cette province, qui, reliée par les deux Lusaces à son royaume de Bohême, lui aurait constitué, au centre de l'Allemagne, un Etat assez puissant pour faire la loi à tous les autres. Dans cette vue, il saisissait toutes les occasions de fomenter la discorde entre les princes bavarois. Or, la mort de Louis-l'Ancien, survenue en 1363, lui en fournit une des plus favorables. En effet, le duc Etienne, l'aîné de la famille, aussitôt son frère mort, s'empara de sa succession, sans tenir aucun compte des droits des margraves Louis-le-Romain et Othon, ce qui irrita profondément ces deux princes. Charles IV, en faisant semblant de partager leur indignation, la rendit plus vive encore, et la fit tourner à son profit; car, par un acte signé cette même année (1363), les deux frères déclarèrent que, dans le cas où ils mourraient sans postérité, leurs Etats passeraient au fils de l'empereur. Or, Louis, depuis longtemps languissant, mourut deux ans après (1365), sans laisser d'enfants; et on pouvait prévoir qu'il en serait bientôt de même d'Othon, que les excès avaient vieilli avant l'âge. Charles se regardait donc comme assuré d'être bientôt le maître de Brandebourg, et, voyant qu'Othon gouvernait d'une manière déplorable, il pensa que, pour sauver le pays d'une ruine totale, le seul moyen était d'attirer le jeune homme à Prague et de l'y endormir au sein des plaisirs, tandis que le margraviat serait administré par des mandataires agissant au nom du prince, mais choisis par l'Empereur et ne faisant rien que d'après ses ordres.

Othon se prêta d'abord à cette combinaison de manière à mériter le triste surnom de *Fainéant*; mais il finit par s'apercevoir que sa position à la cour de Prague était en réalité celle d'un prisonnier. D'un autre côté, les fils de son frère Etienne n'épargnèrent rien pour lui faire oublier son ressentiment contre leur père et, le plus jeune d'entre eux,

appelé Frédéric, étant parvenu à se mettre assez avant dans ses bonnes grâces, il quitta secrètement Prague, pour aller essayer de former un parti à son neveu dans la Vieille-Marche et dans le pays de Priegnitz, où il espérait être moins surveillé par les agents de l'Empereur. Mais celui-ci était trop sur ses gardes pour que ces menées pussent lui échapper. Il entra à l'improviste dans les Marches avec une armée, et Othon, frappé de terreur, s'empressa de se rendre avec son neveu au camp impérial, où il renonça solennellement, en faveur des fils de l'Empereur, à tous ses droits sur les Marches, se réservant seulement, sa vie durant, le titre d'électeur et la jouissance de quelques châteaux. C'est ainsi qu'après avoir appartenu quarante ans à la maison de Bavière (1323-1373), le Brandebourg passa à celle de Luxembourg.

Mais le pays gagna peu au change. Si, sous ses nouveaux maîtres, il ne fut pas déchiré par des guerres de prétendants, il souffrit cruellement des violences d'un certain nombre de seigneurs qui, à la faveur des guerres civiles, s'étaient rendus à peu près indépendants, et bravaient dans leurs châteaux les efforts impuissants d'un gouvernement trop faible pour les réprimer. Deux frères, Jean et Dietrich de Quitzow, possédaient à eux seuls, dans la Vieille-Marche, jusqu'à vingt-quatre châteaux-forts, et furent longtemps la terreur de toute la province. Encore aujourd'hui, leurs noms, transmis de génération en génération par de sombres légendes, ne sont prononcés dans les campagnes qu'avec une sorte d'effroi.

Aussitôt après l'abdication d'Othon, ce fut à Wenceslas, fils aîné de Charles IV, que se trouva confié le margraviat, et ce prince, qui n'était pas encore dégradé par le vice, fit de sérieux efforts pour y rétablir l'ordre. Mais, en 1376, il fut élu *roi des Romains*, c'est-à-dire héritier présomptif de l'Empire, où il devait en effet parvenir deux ans après. Son

frère Sigismond fut alors investi du margraviat, auquel ce changement de maître fut loin d'être avantageux. En effet, sans cesse occupé à guerroyer contre les Polonais, les Hongrois, les Turcs et divers autres peuples, Sigismond ne songeait aux Marches que pour en tirer, par toutes sortes d'exactions, l'argent dont il avait besoin pour subvenir aux frais de ces guerres, et pour satisfaire son goût pour les plaisirs. Bientôt même, trouvant que ce qu'il parvenait à se procurer ainsi était insuffisant, il chercha à aliéner ces provinces, sans tenir compte des réclamations des habitants, et, en 1402, comme nous l'avons vu plus haut, il vendit la Nouvelle-Marche à l'ordre Teutonique. Quant au margraviat proprement dit, il l'avait engagé, dès l'an 1388, à ses cousins Josse et Procope, margraves de Moravie. Josse, que la mort de son frère avait bientôt laissé seul maître, étant mort à son tour en 1411, Sigismond rentra en possession des Marches; mais il les céda, la même année, à Frédéric de Hohenzollern, et c'est de là que date l'importance de cette maison. Nous entrerons donc dans quelques détails sur cette mémorable cession; mais auparavant nous allons esquisser, depuis l'origine, l'histoire des Hohenzollern.

CHAPITRE V

HISTOIRE DE LA MAISON DE HOHENZOLLERN, SPÉCIALEMENT DE LA BRANCHE ÉLECTORALE DE BRANDEBOURG, JUSQU'A L'ÉRECTION DU ROYAUME DE PRUSSE (1701).

Le plus illustre des Hohenzollern, le roi Frédéric II, dans ses *Mémoires* sur sa maison, la fait remonter au duc de Bavière Tassillon, qui, en 788, fut dépossédé par Charlemagne. Mais le royal historien reconnaît lui-même l'incertitude de cette origine, ainsi que de la généalogie donnée ordinairement à l'appui. Ce qui est incontestable, c'est que, vers l'an 1000, les ancêtres de la maison royale de Prusse occupaient en Souabe le petit comté de *Zollern,* qui ne tarda pas à être appelé comté de *Hohenzollern*, du nom d'un château qu'un de ces seigueurs venait de faire construire, mais dont il ne reste plus, depuis longtemps, aucun vestige. Vers le milieu du douzième siècle, un comte de Hohenzollern, appelé Rodolphe, eut deux fils, *Frédéric* et *Conrad.* Frédéric fut la tige de la branche aînée, qui, vers la fin du seizième siècle, s'est divisée en deux rameaux, *Hohenzollern-*

Hechingen (1) et *Hohenzollern-Sigmaringen*. Quant à Conrad, il alla s'établir en Franconie, et obtint, vers l'an 1200, le burgraviat héréditaire de Nurenberg (2).

Un arrière-petit-fils de Rodolphe, *Frédéric III*, qui mourut en 1298, ayant eu une part dans la succession de son beau-père, le dernier duc de Méranie, acquit ainsi, entre autres territoires, ceux de Bayreuth et d'Anspach, qui devinrent plus tard les noyaux de deux margraviats. Frédéric IV, fils de Frédéric III, rendit de grands services à l'empereur Louis de Bavière, dans sa lutte avec son compétiteur Frédéric d'Autriche ; ce fut même ce margrave qui, en 1322, battit le prince autrichien et le fit prisonnier. Citons encore le petit-fils de Frédéric IV, Frédéric V, que l'empereur Charles IV éleva à la dignité de *prince de l'Empire;* enfin le fils de Frédéric V, Frédéric VI, qui fut le véritable fondateur de la grandeur de sa maison. Il joignait à des qualités brillantes une rare habileté; il comprenait surtout mieux que personne le parti qu'un prince peut tirer de l'argent, et, sous ce rapport, on pourrait le comparer à Louis XI. Mais il n'y avait dans son économie rien de sordide ni de mesquin, et, quand il rendait un service d'argent, il en doublait le prix par les formes qu'il savait y mettre. Ce fut surtout par là qu'il entra fort avant dans la faveur de Sigismond, dont les besoins, comme nous l'avons déjà dit, étaient incessants. Il le seconda aussi très-efficacement lors de son élection à l'Empire.

(1) C'est dans la principauté de Hohenzollern-Heschingen que se trouve le comté primitif de Zollern.

(2) On appelait *burgraves* les gouverneurs de certaines villes importantes comme places de guerre, et comme centres de population et de commerce. Le burgrave réunissait au commandement militaire, l'administration civile et judiciaire, et cette charge était devenue un fief héréditaire dans un certain nombre de villes, notamment à Nurenberg.

Sigismond, à cette époque, se trouvait déjà débiteur de Frédéric pour des sommes considérables. N'étant pas en mesure de les lui rendre, et tenant néanmoins beaucoup à le contenter, afin de pouvoir, dans l'occasion, recourir de nouveau à lui, il remit entre ses mains, à titre de nantissement, le Brandebourg, que la mort de Josse de Moravie venait, comme nous l'avons dit plus haut, de faire rentrer en sa possession. Il le nomma son lieutenant dans le margraviat, avec les pouvoirs les plus étendus, et Frédéric, comptant bien que cette cession temporaire ne manquerait pas de devenir définitive, s'empressa d'aller rétablir l'ordre dans ce pays, où régnait une véritable anarchie. Les villes accueillirent avec joie le nouveau gouverneur; mais la noblesse des campagnes se trouvait trop bien du désordre où le pays était plongé, pour ne pas opposer une vive résistance. Les Quitzow disaient que, quand il pleuvrait une armée de burgraves, on saurait bien les empêcher de se rendre maîtres des Marches. Autour de ces terribles châtelains, se groupèrent les Bardeleben, les Bismark, les Jagow, les Schulenbourg et plusieurs autres; ils obtinrent même l'appui de quelques petits princes voisins, à qui l'intervention de Frédéric dans les Marches portait ombrage. Il résulta de cette espèce de coalition contre le nouveau gouverneur, qu'un premier corps d'armée envoyé par lui contre les rebelles, fut taillé en pièces.

Mais Frédéric n'était pas homme à se laisser aisément décourager; au moyen de promesses et de menaces, il détacha du parti des rebelles les petits princes qui s'étaient unis à eux; puis, à la tête d'une armée de mercenaires recrutés dans les pays voisins, il emporta l'un après l'autre tous les châteaux qui essayèrent de se défendre. Ce qui, dit-on, facilita beaucoup le succès de cette campagne, ce fut un canon qu'avait prêté le margrave de Thuringe et qui fut le premier employé dans

ces contrées (1). Les deux frères Quitzow périrent dans cette lutte.

Cependant, Frédéric ayant de nouveau prêté à Sigismond des sommes importantes, celui-ci, pour s'acquitter, lui conféra la propriété du margraviat avec la dignité électorale, qui y était attachée, et le titre d'archi-chambellan de l'empire. Le nouvel électeur, investi solennellement en 1417, à la diète de Constance, prit le nom de Frédéric Ier et vécut encore vingt-trois ans (1417-1440), pendant lesquels il s'occupa surtout d'améliorations intérieures. Il fit aussi quelques guerres : la plus importante par ses résultats fut celle de 1420, contre le duc de Stettin, qu'il battit à Angermunde et à qui il reprit la Marche-Uckeraine, dont ce prince s'était emparé quelques années auparavant, à la faveur des troubles du Brandebourg.

Frédéric aida aussi l'Empereur dans sa lutte avec les Hussites; mais il le fit mollement, mécontent peut-être de ce que ce prince lui avait refusé l'investiture du duché de Saxe-Wittemberg, devenu vacant en 1421, et sur lequel il prétendait avoir des droits, parce que le dernier titulaire de ce duché descendait d'un margrave de Brandebourg. Mais ce margrave était Albert-l'Ours, de la maison d'Ascanie

(1) On voit des canons employés dans d'autres pays de l'Europe assez longtemps avant cette époque. A la bataille de Crécy (1346), Edouard III en avait six, qui, du reste, produisirent peu d'effet, parce qu'on ne savait pas les manœuvrer. A l'époque où nous sommes arrivés, l'art militaire avait dû, dans un intervalle de plus de soixante ans, faire des progrès. D'ailleurs, l'emploi du canon est beaucoup plus difficile dans une bataille que lorsqu'il s'agit simplement d'enfoncer la porte d'une forteresse, ou même d'en battre les murs, surtout quand il s'agit de murs construits dans le système du moyen-âge, qui donnait tant de prise à l'artillerie. Il est donc aisé de comprendre l'effet que produisit le canon de Frédéric dans l'attaque des châteaux où se défendait la noblesse des Marches.

avec laquelle les Hohenzollern n'avaient aucune relation de parenté. L'empereur donna ce duché avec le titre d'*électeur*, qui y était attaché, au margrave de Misnie, de qui sont sorties toutes les branches qui composent aujourd'hui la maison de Saxe.

En 1437, trois ans avant sa mort, Frédéric, dans une assemblée tenue à Tangermunde, régla sa succession entre ses fils. L'aîné, appelé *Jean* et surnommé l'*Alchimiste*, parce qu'il était tout préoccupé de cette prétendue science, renonça à ses droits, se contentant d'une pension viagère qui lui permît de se livrer sans partage à ses travaux favoris. Le second, qui fut *Frédéric* II, surnommé *Dent-de-Fer*, eut le titre d'électeur, avec le Brandebourg, moins la Vieille-Marche, qu'on en détacha pour former l'apanage du quatrième fils, appelé aussi *Frédéric*, mais surnommé *le Gros*. Entre les deux Frédéric, se trouvait un autre frère, nommé *Albert*. Ce prince, que nous verrons plus tard figurer avec éclat sur le trône électoral, eut pour le moment les possessions de Franconie, notamment le burgraviat de Nurenberg et les margraviats d'Anspach et de Bayreuth. Frédéric-le-Gros étant mort sans enfants en 1463, la Vieille-Marche fit retour à l'électorat.

Le surnom de *Dent-de-Fer* avait été donné à Frédéric à cause de sa force prodigieuse. « On aurait pu, observe à ce sujet le roi Frédéric II, l'appeler le *Magnanime*. » Il montra en effet, dans deux occasions mémorables, une modération et un désintéressement bien rares chez les princes, et qui, il faut le reconnaître, sont peu dans le caractère et les habitudes des Hohenzollern. En 1446, la couronne de Pologne lui ayant été offerte, au préjudice de Casimir IV, dont la nation était mécontente, il déclara qu'il ne l'accepterait qu'avec l'agrément de ce prince, et il refusa également, en 1465, la couronne de Bohême, que le pape Pie II lui offrait, après avoir prononcé la déchéance de Georges

Podiébrad. Et ce qui prouve que Frédéric n'agissait pas ainsi par pusillanimité, c'est que, lorsqu'il pensait avoir un droit sérieux, il savait le défendre avec une rare énergie. Ainsi, en 1462, il avait forcé, les armes à la main, ce même Podiébrad de lui céder une partie de la Basse-Lusace, qu'il regardait comme sa propriété. Il fit aussi la guerre pour la possession de la Poméranie, ou du moins de la partie de cette province qui formait alors le duché de Stettin. Ses droits sur ce duché résultaient d'un traité de réversibilité conclu en 1338 et renouvelé en 1442. En conséquence, à la mort du dernier duc de Poméranie, en 1464, Frédéric prit les armes pour faire valoir ses droits sur cette succession, que lui disputait Wolgast, souverain d'une autre partie de la Poméranie, et ce fut ce dernier qui l'emporta. Mais une acquisition importante que fit Frédéric II, ce fut celle de la Nouvelle-Marche, qu'il acheta de l'ordre Teutonique en 1454. En résumé, Frédéric II, malgré quelques insuccès, consolida et agrandit l'édifice élevé par Frédéric Ier. En 1470, inconsolable de la mort de son fils unique, il céda le gouvernement à son frère Albert, et alla finir ses jours dans la retraite.

Albert, à qui sa valeur et son habileté firent donner les surnoms d'*Achille* et d'*Ulysse*, avait cinquante-sept ans lorsque son frère lui céda l'électorat. Il s'était déjà fait une grande réputation par ses succès contre le duc de Bavière Frédéric-le-Barbu, qui avait attaqué ses possessions de Franconie, et contre les Nurenbergeois, qui avaient d'abord refusé de reconnaître son autorité. Dans les batailles, il payait de sa personne comme les héros des temps antiques : ainsi, une fois, il enleva un étendard aux Nurenbergeois et le défendit seul contre seize hommes, jusqu'à ce qu'on vînt le dégager. Une autre fois, étant monté le premier à l'assaut de la ville de Greiffenberg, il sauta du haut du rempart dans la place, comme Alexandre dans la

ville des Oxydraques, et soutint seul la lutte jusqu'à l'arrivée des siens. Mais ce qui fit plus pour sa renommée que ses exploits de guerre, ce furent ses succès de tournois. Tout le monde sait quel prix on attachait aux victoires obtenues dans ces luttes solennelles, où l'élite de la noblesse accourait, quelquefois de très-loin, pour faire assaut de force et d'adresse. Une seule de ces victoires suffisait pour illustrer un chevalier; or, Frédéric en remporta jusqu'à dix-sept, et les chroniqueurs ajoutent, comme une particularité des plus rares, qu'il ne fut pas une seule fois désarçonné. Il arriva donc à l'électorat avec sa réputation toute faite; mais peut-être se reposa-t-il un peu trop là-dessus; car, pendant les six années qu'il régna, il ne s'occupa guère que de fêtes et de voyages, deux habitudes presque également ruineuses, que lui avait fait contracter son ardeur pour les tournois. Nous le voyons pourtant, en 1475, conduire l'armée de l'Empereur Frédéric III contre Charles-le-Téméraire, qui faisait le siége de Nuits, près de Cologne, et, au moyen de quelques entrevues, où il se conduisit en diplomate consommé, il décida à la paix ce prince si peu accessible aux conseils, surtout aux conseils pacifiques. Aussi ce succès fit-il tant d'honneur à Albert, qu'à son surnom d'*Achille* on ajouta dès lors celui d'*Ulysse*.

Albert abdiqua en 1476, laissant l'électorat à son fils aîné, *Jean-le-Cicéron*, et ses États de Franconie à ses deux autres fils Frédéric et Sigismond. Ce dernier étant mort sans postérité en 1495, Frédéric hérita de son apanage. Il eut lui-même trois fils, dont les deux premiers se partagèrent sa succession; quant au troisième, nommé Albert, il entra dans l'ordre Teutonique, et ce fut lui qui, ainsi que nous l'avons raconté plus haut, ayant été élu grand-maître, s'empara des États de l'ordre, et prit, en 1525, le titre de *duc de Prusse*.

Revenons maintenant à l'électeur Jean-le-Cicéron, qui

fut ainsi surnommé probablement à cause de l'élégance avec laquelle il s'exprimait en latin. La plupart des chroniqueurs donnent pourtant à ce surnom une autre origine, et l'expliquent par le fait suivant : Ladislas, roi de Bohême, Casimir, roi de Pologne, et Mathias Corvin, roi de Hongrie, se disputaient la Silésie, et une lutte sanglante était sur le point de s'engager entre les trois compétiteurs, lorsque l'électeur de Saxe et celui de Brandebourg entrèrent en Silésie avec six mille chevaux, déclarant qu'ils traiteraient en ennemi celui qui refuserait de prêter l'oreille aux paroles de paix qu'ils apportaient. L'éloquence de l'électeur de Brandebourg, ajoutent les chroniqueurs, amena aussitôt entre les trois rois un arrangement amiable, et un si heureux résultat fit comparer ce prince à Cicéron, le plus persuasif des orateurs. « Je voudrais, dit à ce sujet Frédéric II, qu'on eût apporté d'autres exemples de son éloquence; car, dans celui-ci, les six mille chevaux paraissent être le plus fort argument. »

Un surnom auquel il est impossible de trouver aucune explication raisonnable, c'est celui de *Nestor*, donné à *Joachim Ier*, fils et successeur de Jean-le-Cicéron; car ce prince hérita de l'électorat à l'âge de seize ans, et mourut ayant à peine accompli sa quarante-huitième année, ce qui s'accorde peu avec l'idée que réveille le nom de Nestor.

Joachim fut, comme son père, un prince lettré, et il s'appliqua à faire fleurir les lettres dans ses États; mais il montra surtout un zèle ardent contre les doctrines de Luther. Il se prononça avec une énergie extrême contre le réformateur, à la diète de Worms (1521), où il alla jusqu'à proposer qu'on ne tînt aucun compte du sauf-conduit qui lui avait été accordé, et à celle d'Augsbourg (1530), où ses menaces firent naître chez les princes protestants l'idée de former, pour leur défense mutuelle, une ligue, qui fut signée quelque temps après à Smalkalde. Mais, malgré

tous ses efforts, Joachim eut la douleur de voir ses sujets embrasser en foule la réforme, son neveu Albert en faire publiquement profession, et son épouse elle-même, Elisabeth de Danemark, s'enfuir loin de lui pour abjurer la foi catholique. Il fit du moins promettre solennellement à ses fils d'y demeurer inviolablement attachés, et il mourut en 1532, usé prématurément par la lutte, les préoccupations et le chagrin.

Depuis la mort d'Albert-l'Achille, les possessions de la maison de Brandebourg en Franconie étaient devenues l'apanage d'une branche cadette, issue du margrave Frédéric, second fils de ce prince; on ne pouvait donc plus faire d'apanage séparé, sans démembrer le Brandebourg, ce qu'Albert-l'Achille avait interdit de la manière la plus absolue par un statut solennel. Malgré cette sage défense, l'électeur Joachim Ier ne laissa pas de distraire de l'électorat la Nouvelle-Marche en faveur de Jean, son second fils; ce qui, du reste, ne donna lieu à aucune réclamation de la part du nouvel électeur Joachim II. Les deux frères étaient tendrement unis entre eux, aussi bien qu'avec leur mère, qui, après avoir quitté son mari, comme nous l'avons dit plus haut, s'était retirée en Saxe. Ils allaient l'y visiter fréquemment, et cette princesse avait embrassé la réforme avec trop d'ardeur pour que ses entretiens n'amenassent pas tôt ou tard ses fils à suivre son exemple. En effet, ils se déclarèrent protestants en 1539; mais Joachim n'entra point dans la ligue de Smalkalde et ne prit aucune part aux guerres de religion. Aussi l'électorat jouissait-il d'une paix profonde, tandis que les États voisins se trouvaient engagés dans une lutte sanglante. Joachim fut toujours personnellement lié d'amitié avec Charles-Quint, qu'il avait servi avec zèle dans sa guerre contre les Turcs, en 1532, et qui lui laissa pleine liberté en tout ce qui avait rapport à la religion. Néanmoins l'électeur, qui, bien que

doux et conciliant, n'était pas homme à supporter un mauvais procédé, se montra fort irrité lorsque, au mépris d'un sauf-conduit dont il s'était porté lui-même garant, le landgrave de Hesse Frédéric-le-Magnanime fut arrêté et retenu prisonnier. Joachim, dans son indignation, alla jusqu'à tirer l'épée contre le duc d'Albe, envoyé de l'Empereur, et il fallut que les personnes qui étaient présentes se jetassent sur lui pour le retenir. Charles-Quint, trop calculateur pour être fort susceptible, se conduisit comme s'il n'avait eu aucune connaissance de cette éclatante protestation de l'électeur contre une mesure ordonnée par lui.

Joachim II ne fit point de conquêtes, mais il obtint en 1569, de son beau-frère le roi de Pologne Sigismond-Auguste, une concession capitale pour l'avenir de sa maison; nous voulons parler de l'expectative du duché de Prusse, que le roi de Pologne, en sa qualité de suzerain, octroya aux électeurs de Brandebourg, pour le cas, déjà assez probable, où la descendance masculine du duc Albert viendrait à s'éteindre. Joachim mourut en 1571, laissant d'unanimes regrets. On ne lui reprochait que son excessive libéralité, défaut qui n'était pas de nature à lui faire des ennemis. Son héritage, augmenté de celui du margrave Jean, c'est-à-dire de la Nouvelle-Marche, passa à son fils unique, l'électeur *Jean-George*, qui, pendant un règne pacifique de dix-sept ans, s'occupa surtout de l'amélioration des finances.

Joachim-Frédéric, fils et successeur de Jean-George, régna dix ans (1598-1608), et attacha son nom à deux institutions très-importantes l'une et l'autre, bien qu'à des points de vue différents: le conseil d'Etat et le collége de Joachimsthal. Mais le fait le plus saillant de l'histoire de ce prince, c'est que, le duc de Prusse Albert-Frédéric, fils et successeur du fondateur de ce duché, étant tombé en démence, Joachim-Frédéric fut admis à exercer la régence,

en sa qualité d'héritier éventuel. La réalisation de cette éventualité, c'est-à-dire la réunion du duché de Prusse à l'électorat de Brandebourg, s'accomplit en 1618, à la mort d'Albert-Frédéric.

Le prince qui occupait alors l'électorat était *Jean-Sigismond*, fils aîné de Joachim-Frédéric et son successeur depuis 1608. L'expectative accordée aux électeurs de Brandebourg par le roi de Pologne leur accordait sur la Prusse un droit admis comme incontestable; en outre, Jean-Sigismond avait pour épouse Anne de Prusse, fille aînée du dernier duc. Si à tous ces droits on ajoute que Jean-Sigismond gouvernait déjà le duché en qualité de régent, on comprendra que son entrée en possession définitive ne pouvait donner lieu à aucune difficulté. Il n'en fut pas de même pour la succession de Juliers, que Jean-Sigismond revendiquait du chef de sa femme, nièce du dernier duc, mort en 1609 Mais ce qui concerne cette succession tenant une place importante dans l'histoire politique de l'Europe au commencement du dix-septième siècle, nous allons entrer sur ce sujet dans quelques explications :

Dans la partie la plus occidentale de l'Allemagne, entre le Rhin et la Meuse, se trouvait un petit État ayant pour capitale *Juliers* (1), sur la Roër, affluent de la Meuse. Cet État, après avoir longtemps porté le titre de *comté*, fut érigé en duché par l'empereur Charles IV, en 1356. Au nord du pays de Juliers se trouvait le comté de *Berg*, ayant pour capitale *Dusseldorf*. Ce comté, réuni en 1240 à celui de Juliers, par suite d'un mariage, fut érigé en duché par l'empereur Wenceslas en 1389. Enfin, au nord du pays de Berg, toujours entre le Rhin et la Meuse, se trouvait le comté de

(1) Parmi les autres villes du pays de Juliers, nous citerons *Duren* et *Zulpich* (l'ancienne *Tolbiac*). C'est aussi dans ce pays que se trouvait enclavée la ville impériale d'*Aix-la-Chapelle*.

Clèves, ayant pour capitale la petite ville de ce nom (1). Ce comté, en 1368, passa par mariage à un comte de *La Marck* (2), dont les États, situés de l'autre côté du Rhin, avaient pour capitale *Hamm*. Le comté de Clèves fut érigé en duché par l'empereur Sigismond en 1417, et, en 1510, Jean III, comte de la Marck et duc de Clèves, acquit par un mariage les duchés déjà réunis de Juliers et de Berg. Ce prince et ses successeurs possédèrent, à partir de cette époque, les trois duchés de Juliers, de Berg et de Clèves, le comté de La Marck et quelques autres fiefs moins importants.

Le dernier de ces princes, qui, ainsi que nous l'avons déjà dit, mourut en 1609, ne laissait point de postérité; mais il avait eu quatre sœurs, et, dans les différents États qui composaient la succession ouverte par sa mort, les femmes, à défaut d'héritiers mâles, étaient habiles à succéder. Les quatre princesses en question avaient épousé : la première, le duc de Prusse, Albert-Frédéric (3); la seconde, le comte palatin de Neubourg; la troisième, le comte palatin de Deux-Ponts (4); la quatrième, un prince de la maison d'Autriche, comte de Burgau. Si l'aînée de ces princesses eût vécu à l'époque de la mort de son frère, il est probable que la succession ne lui aurait pas été disputée; mais, comme elle était morte, le comte palatin de Neubourg prétendit que sa femme, se trouvant devenue par le fait l'aînée

(1) Parmi les autres villes du pays de Clèves, citons *Wesel*, *Emmerich*, *Duisbourg*.

(2) Nous aurons à parler de la maison de La Mark dans l'*Histoire d'Allemagne* et surtout dans celle *des Pays-Bas*.

(3) Albert-Frédéric était le fils et le successeur d'Albert, premier duc de Prusse.

(4) Les comtes palatins de Neubourg et de Deux-Ponts appartenaient à la maison de Wittelsbach, dont une des branches est devenue la maison royale de Bavière. Voir notre *Histoire d'Allemagne*.

de la famille, devait hériter. A cela on répondait que la duchesse de Prusse était représentée dans tous ses droits par sa fille, la princesse Anne, mariée à l'électeur de Brandebourg Jean-Sigismond, et ce droit de représentation, admis dans toutes les successions, était formellement reconnu dans le contrat de mariage de la princesse Anne et dans ceux de ses trois sœurs.

Ce raisonnement était irréfutable; mais, trop souvent, les princes semblent croire que les armes répondent à tout, et le comte de Neubourg se disposa à soutenir par ce moyen ses injustes prétentions, quoique l'électeur Jean Sigismond offrît un dédommagement pécuniaire, non-seulement à la comtesse de Neubourg, mais aussi à ses deux autres belles-sœurs, qui, n'ayant aucun prétexte à mettre en avant pour réclamer la succession entière, demandaient qu'elle fût partagée. La question se compliquait encore des prétentions de la maison de Saxe, qui invoquait des droits de réversion reconnus par l'empereur Maximilien Ier.

Rodolphe II d'Autriche, qui, à l'époque où la succession de Juliers fut ouverte, occupait le trône impérial, déclara qu'en sa qualité de suzerain, il évoquait l'affaire à son tribunal, et un arrêt du conseil aulique ordonna qu'en attendant le jugement définitif, les fiefs en litige seraient mis sous séquestre et consignés à l'archiduc Léopold, évêque de Passau. Il était évident que ce séquestre n'était, dans la pensée de Rodolphe, qu'un moyen commode d'ajouter la succession de Juliers aux possessions de la maison d'Autriche. C'est ce que comprirent l'électeur Jean Sigismond et le comte de Neubourg; aussi déclarèrent-ils qu'ils récusaient la juridiction de l'Empereur, comme suspecte de partialité, et, réunissant leurs forces, ils s'emparèrent des Etats en question et en chassèrent les troupes impériales, qui les occupaient déjà. Puis, par un traité conclu à Dortmund, ils convinrent de partager entre eux la succession,

et, en attendant ce partage, de l'administrer conjointement.

La France et la Hollande auraient vu avec beaucoup de peine la succession en litige tomber au pouvoir de l'Autriche, qui serait ainsi arrivée jusqu'à leurs frontières. Elles s'opposèrent donc hautement au séquestre, aidèrent l'électeur et le comte de Neubourg à s'emparer du pays et adhérèrent au traité de Dortmund, qu'elles prirent sous leur garantie. En même temps, les princes protestants d'Allemagne, alarmés de la hauteur avec laquelle l'Empereur s'était conduit dans cette affaire, conclurent en 1610, à Halle, une association de garantie mutuelle, que l'on appela *l'Union*, et qui était à peu près le renouvellement de celle de Smalkalde. L'électeur palatin en fut déclaré le chef, et le commandement militaire fut confié au prince Christian d'Anhalt. Parmi les princes protestants, un seul refusa d'adhérer à l'Union; ce fut l'électeur de Saxe, qui espérait obtenir de l'Empereur une part dans la succession de Juliers, tandis qu'il ne pouvait attendre rien de semblable de l'Union, le traité de Dortmund, que cette association garantissait, ayant destiné toute la succession au comte de Neubourg et à l'électeur de Brandebourg. Mais le parti protestant fut amplement dédommagé de l'abstention de l'électeur de Saxe, par l'adhésion du roi de France Henri IV, qui fit aussitôt ses préparatifs pour aller en Allemagne soutenir les principes que l'assemblée de Halle avait proclamés, et contre lesquels les trois électeurs ecclésiastiques (1) s'étaient empressés de protester, en arrêtant, à Coblentz, le plan d'une contre-alliance des Etats catholiques. Ce plan reçut son exécution dans une assemblée tenue à Wirtenberg : la confédération prit le nom de

(1) Ces électeurs étaient les archevêques de Cologne, de Trèves et de Mayence. Voyez *Histoire d'Allemagne*.

Ligue, et reconnut pour chef le duc de Bavière, à qui fut aussi confié le commandement militaire. Ces deux confédérations se trouvant ainsi en présence et étant animées l'une contre l'autre des sentiments les plus hostiles, la guerre semblait imminente, et Henri IV était décidé à prendre sur-le-champ l'initiative. Il comprenait que les dissensions qui divisaient si profondément le corps germanique offraient une occasion unique d'affaiblir l'Autriche, dont la puissance était alors sans contre-poids en Allemagne. Mais, à la veille de partir pour entrer en campagne, il fut assassiné par Ravaillac (24 mai 1610).

Les protestants se trouvant ainsi privés inopinément d'un appui si important, les catholiques auraient pu les attaquer avec de grandes chances de succès; mais l'Empereur Rodolphe II était un prince faible et irrésolu, et, en outre, paralysé par les embarras que lui suscitait l'ambition de son frère Matthias. Ainsi, les catholiques comprirent trop bien qu'ils ne pouvaient compter sur les ressources dont ce prince disposait, soit comme empereur, soit comme chef de la maison d'Autriche. Rodolphe, il est vrai, mourut bientôt après, en 1612, et Matthias, qui s'était déjà fait élire roi de Hongrie, et qui avait ensuite obligé son frère à lui céder la couronne de Bohême, parvint au but suprême de son ambition, en obtenant la couronne impériale. Mais les efforts qu'il eut à faire pour cela l'empêchèrent de s'occuper des querelles religieuses de l'Allemagne. Son attention était d'ailleurs absorbée par son royaume de Hongrie, auquel les Turcs avaient enlevé plusieurs villes ; enfin, quoiqu'il n'eût point d'enfants, il tenait infiniment à ce que la couronne impériale ne sortît point de la maison d'Autriche, et il travaillait à préparer d'avance l'élection de son cousin Ferdinand, qu'il adopta en 1617. Ces diverses causes, faisant que la ligue catholique ne pouvait compter sur l'appui de l'Empereur, l'em-

pêchèrent de commencer la guerre. L'union protestante hésitait aussi; elle doutait avec raison de pouvoir triompher sans l'appui de la France, sur lequel, pour le moment, elle n'avait pas à compter; qui ne sait en effet ce qu'était la France sous la régence de Marie de Médicis?

Le parti protestant se trouvait d'ailleurs affaibli par la mésintelligence qui avait éclaté entre les deux princes dont il s'agissait de soutenir les intérêts, c'est-à-dire l'électeur de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg. Les autres membres de l'Union firent tous leurs efforts pour rétablir entre eux la bonne intelligence, et ils croyaieut y être parvenus en préparant une alliance entre le fils du comte et une fille de l'électeur. Mais, comme le mariage était à la veille de se conclure, les deux princes se trouvant ensemble à table pour achever de s'entendre sur quelques détails, une discussion s'éleva et devint si vive que Jean-Sigismond donna un soufflet à son futur gendre. Celui-ci, transporté de fureur, veut se venger à l'instant; mais on se jette entre lui et l'électeur. Alors, il retourne dans son comté et, pour mieux assurer sa vengeance, il se déclare catholique, adhère à la ligue et épouse une fille du duc de Bavière.

Tout cela venant s'ajouter aux causes d'irritation qui existaient déjà entre les deux partis, il ne fallait qu'une étincelle pour provoquer un terrible incendie. Cet incendie, depuis longtemps prévu, éclata enfin en 1618, et dura jusqu'en 1648; c'est ce qu'on appelle la *Guerre de Trente Ans*, guerre à la fois religieuse et politique, civile et étrangère; en effet, provoquée par l'antagonisme des deux cultes, elle eut bientôt pour but principal l'affaiblissement de la puissance autrichienne, et on vit figurer parmi les belligérants, avec les différents Etats de l'Allemagne, plusieurs puissances étrangères, notamment le Danemark, la Suède et la France. Mais, le Brandebourg, comme nous le

verrons tout à l'heure, n'ayant pris à la guerre de Trente Ans qu'une part très-indirecte, le récit de cet important épisode de l'histoire moderne serait ici un hors-d'œuvre; c'est à l'histoire d'Allemagne qu'il appartient naturellement; nous croyons pourtant qu'il ne sera pas inutile de le résumer ici en quelques lignes.

La guerre de Trente Ans commença, en 1618, par le soulèvement de la Bohême contre Ferdinand d'Autriche, à qui son cousin l'empereur Matthias avait cédé ce royaume l'année précédente. Ferdinand ayant fait abattre quelques temples protestants que les habitants du pays se croyaient en droit de conserver, la querelle s'envenima à tel point, que le prince autrichien fut déclaré déchu, comme ayant violé les priviléges du royaume, et on appela au trône l'électeur palatin Frédéric V. Mais ce prince, complétement dépourvu d'activité et d'énergie, se vit enlever, non-seulement la Bohême, mais aussi le Palatinat, par Ferdinand d'Autriche, qui, en 1619, était devenu empereur sous le nom de Ferdinand II. Telle fut, dans la guerre de Trente Ans, la première phase, appelée *période palatine* (1618-1625). La phase suivante (1625-1629) a été appelée *période danoise,* parce que le parti protestant eut alors pour chef Christian IV, roi de Danemark, lequel intervenait pourtant comme étant membre du corps germanique, à cause des duchés allemands qu'il possédait. Christian, battu en plusieurs rencontres par Tilly et Wallenstein, généraux des armées impériales, fut contraint de signer une paix humiliante. Bientôt après, commença la *période suédoise* (1630-1635), que remplissent d'abord les brillants faits d'armes du roi de Suède Gustave-Adolphe. Ce prince étant tombé glorieusement au milieu de sa victoire de Lutzen (6 novembre 1632), ses lieutenants, qu'il avait accoutumés à vaincre, continuèrent la guerre sous l'habile direction du chancelier Oxenstiern, et avec des subsides fournis par la

France, jusqu'à ce que Richelieu se décidât à soutenir ouvertement en Allemagne les protestants, qu'il comprimait si énergiquement à l'intérieur du royaume. Ainsi commença, en 1635, la *période française*, pendant laquelle on continua d'employer l'épée de quelques habiles généraux suédois, mais où brillèrent surtout Condé et Turenne, et où Richelieu réalisa en partie le plan qu'avait conçu Henri IV. Cette quatrième et dernière phase de la guerre de Trente Ans se termina en 1648 par le traité de Westphalie, sur lequel nous reviendrons un peu plus loin pour en étudier les clauses relatives à l'électorat de Brandebourg..

La grande lutte dont nous venons d'indiquer les principales phases n'en était encore qu'à ses préliminaires, lorsque l'électeur Jean-Sigismond mourut (1619). Ce n'était que l'année précédente (1618) que, par la mort du duc Albert-Frédéric, il était définitivement entré en possession de la Prusse. Ajoutons qu'en 1614, il avait embrassé le calvinisme, dans la pensée que, par là, il s'attacherait plus aisément les populations de la succession de Juliers, qui, pour la plupart, professaient ce culte.

Jean-Sigismond, sans être un homme supérieur, avait gouverné avec habileté et fermeté; son fils, *George-Guillaume* (1619-1640) fut au contraire un prince d'une nullité dont on connaît peu d'exemples; et, comme, malheureusement pour l'électorat, il le gouverna pendant une des périodes les plus tourmentées de l'histoire d'Allemagne, sa faiblesse et son incapacité eurent des effets désastreux. Il faut pourtant reconnaître que son indécision, en lui faisant garder le plus possible la neutralité entre les deux partis, eût facilement pu passer pour de la sagesse, et aurait épargné à ses peuples bien des calamités, s'il eût pris les mesures que commandait la prudence la plus vulgaire pour faire respecter ses frontières. Mais l'électorat,

ouvert à tout venant et dépourvu des plus simples moyens de défense, était comme un territoire banal, que les armées des deux partis venaient, quand bon leur semblait, occuper et ravager. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, Havelberg, Brandebourg et les autres villes situées sur le cours du Havel, furent, en moins de six semaines, pillées une fois par les Impériaux et deux fois par les Suédois. Il n'est pas besoin de dire dans quel état dut tomber un pays soumis pendant plus de vingt ans à un pareil régime. Ajoutons que, des maladies contagieuses étant venues, comme c'était du reste assez naturel, se joindre à tant d'autres fléaux, des provinces entières devinrent absolument désertes, et, dans les autres, la population descendit à des chiffres incroyables. On assure que la ville de Berlin se vit réduite à quatre cents habitants. De plusieurs autres villes et d'un nombre infini de villages, il ne restait que des monceaux de ruines ou de cendres, qui en indiquaient l'emplacement. Toutes les branches de l'administration se ressentaient naturellement de cet état de choses. Ainsi le trésor était tellement épuisé que, pour entretenir le petit nombre de soldats qui composaient ce qu'on n'ose appeler l'armée électorale, il avait été ordonné que, dans chaque maison de paysan où quelqu'un d'eux se présenterait, on serait tenu de lui donner une petite pièce de monnaie dont la valeur correspondait à peu près à celle qu'a aujourd'hui un centime. Ainsi les soldats se trouvaient réduits à l'état de mendiants, et l'ordonnance dont nous venons de parler autorisait les habitants à chasser, même à coups de bâton,ceux qui voudraient exiger davantage.

Telle est l'idée que la plupart des historiens nous donnent du gouvernement de George-Guillaume; mais ces détails semblent difficiles à concilier avec ce que nous savons d'un autre côté, que le pouvoir était surtout aux mains du

ministre Schwartzenberg (1), dont on ne conteste point l'habileté. On explique généralement cette contradiction en disant que Schwartzenberg, qui était Autrichien, trahissait l'électeur dans l'intérêt de l'Empereur. Mais il ne paraît pas que George-Guillaume se soit jamais montré décidément partisan de ce prince; il ne fit que tourner sans cesse du côté du plus fort, et suivre les continuelles variations de la fortune. Ce qu'on peut reprocher à Schwartzenberg, c'est donc, non pas d'avoir trahi son maître au profit de l'Empereur, mais de s'être beaucoup plus occupé de sa propre fortune que des intérêts du pays dont le gouvernement lui était presque entièrement confié. Il faut reconnaître aussi que, bien souvent, à la négligence dut se joindre chez lui le découragement; car, quelque influence qu'il exerçât sur son maître, il n'avait pas le pouvoir de le rendre actif et courageux. Ainsi le roi Frédéric II, qui paraît incliner à regarder Schwartzenberg comme un traître, nous apprend néanmoins que ce ministre fit en vain les plus grands efforts pour obtenir qu'on levât un corps de vingt mille hommes; or, tous les historiens s'accordent à regarder la négligence de l'électeur à réunir ces forces, qui lui eussent suffi pour faire respecter sa neutralité, comme la principale cause des malheurs qui fondirent sur l'électorat.

(1) Le comte Adam de Schwartzenberg avait été chargé par l'Empereur de veiller aux intérêts de la maison d'Autriche dans les pays qui formaient la succession de Juliers. C'est là que George-Guillaume, du vivant de son père, avait eu occasion de le connaître. Charmé de ses manières aimables, il s'empressa, à son avénement au pouvoir, de l'attirer à Berlin, où il lui confia les fonctions les plus importantes du gouvernement. Après la disgrâce de ce ministre, que nous raconterons plus tard, son fils retourna en Autriche, où il servit avec distinction et se fit une position brillante. C'est de lui que descendent les personnages de ce nom qui ont figuré depuis lors.

Ce fut surtout pendant la période suédoise que le Brandebourg eut cruellement à souffrir. A quatre reprises différentes, les Suédois s'avancèrent jusqu'à Berlin. La première fois, Gustave-Adolphe, accourant pour secourir Magdebourg, envoya demander à l'électeur qu'il lui remît les forteresses de Spandau et de Custrin, qui lui étaient nécessaires, disait-il, pour assurer sa retraite. Les incidents auxquels donna lieu cette proposition inattendue mettent dans tout son jour le caractère de l'électeur. Comme il ne savait absolument quelle réponse faire, on lui suggéra l'idée de demander une entrevue à Gustave-Adolphe, afin de gagner un peu de temps. Bientôt, apprenant que le roi était presque aux portes de Berlin, il alla à sa rencontre, et, la demande des deux forteresses ayant été renouvelée, il demanda une demi-heure pour consulter ses ministres. Gustave-Adolphe lui accorda ce délai, pendant lequel il s'entretint d'une manière très-aimable avec l'électrice et les dames qui l'accompagnaient. Cependant, la demi-heure passée, l'électeur était toujours dans la même indécision, ne voulant pas accorder et n'osant pas refuser. Au lieu de faire la réponse promise, il invita Gustave-Adolphe à venir se reposer dans sa ville électorale. Le roi de Suède fit aussitôt son entrée à Berlin, mais avec une nombreuse escorte, et une partie de son armée vint camper aux portes de la ville. Alors, l'électeur, voyant que toute résistance était impossible, envoya l'ordre aux commandants des deux forteresses de les remettre au roi de Suède.

L'électeur, en cédant au roi de Suède, désirait fort ne point irriter l'Empereur; aussi s'empressa-t-il de s'excuser auprès de lui, en lui exposant qu'il n'avait pas été en état de résister à un prince puissant, qui lui imposait ses volontés avec des forces si supérieures aux siennes. L'Empereur répondit sèchement que les Suédois ne ménageraient pas plus les Marches que n'avaient fait les impériaux. Il

faut pourtant avouer que certains généraux au service de l'Empire, Wallstein surtout, l'emportaient de beaucoup sur les Suédois en fait d'exactions et de violences. Mais il serait sans intérêt de nous arrêter plus longtemps sur le rôle insignifiant de George-Guillaume dans la guerre de *trente ans*; ce que nous devons expliquer, c'est la situation où se trouvaient, à cette époque, les pays qui formaient la succession de Juliers; pour cela, peu de mots suffiront. Le comte de Neubourg, devenu catholique, mais comprenant que les catholiques d'Allemagne étaient trop préoccupés de la lutte qui était sans cesse au moment d'éclater entre eux et les protestants, pour pouvoir s'occuper de défendre ses intérêts dans la succession en litige, eut recours aux Espagnols, qui occupaient la partie méridionale des Pays-Bas. Les Hollandais, infatigables adversaires des Espagnols, se chargèrent avec empressement de soutenir contre eux les droits de l'électeur de Brandebourg, et il résulta de là que ces malheureux duchés furent, pendant tout l'électorat de George-Guillaume, le théâtre d'une guerre de dévastation, dont les détails seraient aussi pénibles qu'inutiles.

En 1635, c'est-à-dire l'année même où commença la période française de la guerre de *trente ans*, l'empereur Ferdinand II mourut et fut remplacé par son fils Ferdinand III, qu'il avait fait élire roi des Romains. La même année, mourut aussi le duc de Poméranie Bogislas, en qui s'éteignit une famille qui avait possédé cette contrée en tout ou en partie durant sept cents ans. En vertu de traités de réversibilité conclus entre cette famille et la maison de Brandebourg, George-Guillaume aurait dû entrer en possession de la Poméranie; mais cette province se trouvait occupée par les Suédois, et le faible électeur n'était pas homme à la retirer de leurs mains. Ne trouvant pas même le moyen, tant les passages étaient bien gardés,

d'envoyer un ambassadeur aux États de cette province pour leur notifier ses droits, il prit le parti d'y expédier un trompette, qui parvint à franchir, sans être remarqué, les lignes des Suédois et à s'acquitter de sa commission, sans que cette singulière ambassade amenât, on le pense bien, aucun résultat.

George-Guillaume, s'étantrendu, en 1640, à Kœnigsberg, où devaient s'ouvrir prochainement les États du duché de Prusse, y mourut le 3 décembre, à l'âge de qnarante-six ans. Il laissait à son fils *Frédéric-Guillaume*, à peine âgé de vingt ans, un héritage que l'homme le plus familiarisé avec les difficultés de l'art de gouverner eût hésité à accepter; mais la dénomination de *grand-électeur*, par laquelle on s'est accordé à désigner Frédéric-Guillaume, montre qu'il fut à la hauteur de sa difficile tâche. Le père avait tout perdu; le fils rétablit tout, et donna à l'électorat une importance et une influence dont aucun de ses prédécesseurs n'eût osé concevoir la pensée.

Schwartzenberg était trop intelligent pour n'avoir pas reconnu de bonne heure les rares qualités du jeune prince. Redoutant pour son administration un témoin aussi clairvoyant, il avait conseillé à George-Guillaume de l'envoyer apprendre l'art de la guerre auprès du prince Henri-Frédéric d'Orange (1), qui dirigeait en capitaine consommé la guerre d'indépendance des Provinces-Unies contre l'Espagne. Un pareil élève ne pouvait que profiter merveilleusement auprès d'un tel maître; mais, après avoir passé quelques années dans les Provinces-Unies, où il prit part notamment au siége de Shenk (1635) et à celui de Breda (1637), il revint dans le Brandebourg, malgré Schwart-

(1) Henri-Frédéric de Nassau, prince d'Orange, fut stathouder des Provinces-Unies de 1625 à 1647. Voir notre *Histoire des Pays-Bas*.

zenberg, et, lorsque son père mourut, il se trouvait à Kœnigsberg, auprès de lui.

Décidé à entreprendre sur-le-champ une grande œuvre de restauration, sans laquelle la ruine de ses États eût été irrémédiable, Frédéric-Guillaume comprit qu'avant tout, il avait besoin d'être maître chez lui et d'avoir des ministres dociles et dévoués. Il fallait donc, au plus tôt, se débarrasser de Schwartzenberg, et le jeune électeur procéda avec une prudence bien au-dessus de son âge, restreignant d'abord, sous divers prétextes, la puissance de l'orgueilleux ministre, et puis le faisant enlever subitement, sans lui laisser le temps de se reconnaître. Cette dernière mesure fut même exécutée d'une manière si prompte et si mystérieuse, qu'on n'a jamais su d'une manière positive ce qu'était devenu le ministre déchu. Ce qu'il y a de plus probable, c'est que, comme l'affirme le roi Frédéric II, il alla finir ses jours à Vienne, où son fils se retira également, après avoir essayé vainement de conserver la brillante position que son père lui avait faite dans l'électorat.

Malgré la chute de Schwartzenberg, quelques officiers à qui ce ministre avait confié le commandement des principales forteresses, demeurèrent dévoués à ses intérêts, à tel point que, le baron de Borgdorff s'étant présenté par ordre de l'électeur pour visiter ces forteresses, les commandants lui en refusèrent l'entrée, par la raison, disaient-ils, qu'ayant prêté serment à l'Empereur, ils ne pouvaient recevoir d'ordres que de lui. Borgdorff, au lieu de perdre son temps à réfuter ce qu'une pareille prétention avait d'absurde, fit surveiller secrètement ces commandants, et l'un d'eux, celui de Spandau, étant un jour imprudemment sorti de sa forteresse, fut saisi à l'improviste et, sans autre forme de procès, on lui trancha la tête dans un petit bois de sapins que la tradition signale encore. Il est fâcheux pour l'honneur de Frédéric-Guillaume qu'un

acte de justice exécuté en son nom ressemble tant à une vengeance et presque à un assassinat. Malheureusement, les faits de ce genre ne sont pas rares dans les siècles passés, et nous n'avons pas besoin de rappeler à nos lecteurs le meurtre du maréchal d'Ancre, qui avait précédé de peu d'années celui que nous venons de raconter. Du reste, la leçon fut efficace, car les autres commandants récalcitrants s'empressèrent de faire leur soumission.

Il s'en fallait de beaucoup que le pays tout entier fût au pouvoir de l'électeur. Gustave-Adolphe, il est vrai, avait eu la loyauté de rendre à George-Guillaume les deux forteresses que celui-ci lui avait confiées, et dont l'une était cette même place de Spaudan, que nous venons de mentionner; mais les Suédois s'étaient emparés de plusieurs autres villes, qu'ils occupaient encore, notamment de Francfort-sur-l'Oder, et en outre, ils étaient maîtres de la Poméranie. Frédéric-Guillaume, ne se trouvant pas en mesure de chasser ces hôtes incommodes, conclut avec eux un armistice (1641), au moyen duquel, s'il ne délivrait pas encore ses Etats, il faisait au moins cesser les hostilités qui les désolaient. On arriva ainsi jusqu'à l'époque du traité de Westphalie (1648), qui fixa, quant aux points importants, la situation de l'Allemagne. Une partie de la Poméranie demeura aux Suédois, avec les îles de Rugen et de Wollin, et l'électeur obtint en compensation quelques évêchés sécularisés, notamment celui de Minden en Westphalie et celui d'Alberstadt en Saxe, érigés l'un et l'autre en principautés. Il obtint aussi l'expectative de l'archevêché de Magdebourg, qui, en devenant la propriété de l'électeur, devait prendre le titre de duché.

Les détails que nous avons donnés plus haut sur ce que le Brandebourg avait souffert dès le début de la guerre de *trente ans* suffisent pour faire comprendre les difficultés de l'œuvre de réparation que Frédéric-Guillaume avait à

accomplir. Il s'en occupa avec zèle dès son avénement; mais ce ne fut que lorsque la paix eut été conclue, qu'il put s'y livrer tout entier et obtenir des résultats qui constituent son principal titre de gloire. Malheureusement, une autre guerre ne tarda pas à venir le préoccuper. En 1654, la reine Christine de Suède, fille et héritière de Gustave-Adolphe, abdiqua en faveur de son cousin Charles-Gustave, de la famille de Deux-Ponts. A cette nouvelle, le roi de Pologne Jean-Casimir, qui, comme Christine et Gustave-Adolphe, était de la famille Wasa, protesta contre un acte qui faisait sortir de cette famille la couronne de Suède, et se disposa à soutenir sa protestation par les armes.

Charles-Gustave, voyant qu'il allait être attaqué, n'épargna rien pour se faire un allié de Frédéric-Guillaume. Mais, si celui-ci supportait avec peine d'être, pour son duché de Prusse, vassal du roi de Pologne, il voyait de plus mauvais œil encore une grande partie de la Poméranie aux mains du roi de Suède, et tout ce que ce prince ambitieux entreprenait en deçà de la Baltique lui causait de sérieuses inquiétudes. Il déclina donc les propositions de Charles-Gustave et chercha des appuis de divers côtés, en concluant un traité d'alliance offensive et défensive avec les Provinces-Unies, et en profitant de toutes les occasions pour se mettre dans les meilleurs rapports avec Cromwell, avec Louis XIV et avec l'empereur Ferdinand III.

La guerre éclata en 1655. Charles-Gustave, à la tête d'une armée éprouvée, se jeta sur la Pologne, et, en moins de trois mois, il la soumit tout entière, tandis que Jean-Casimir, abandonné de ses sujets et même de ses troupes, allait chercher un asile en Silésie. Le vainqueur, après des succès aussi rapides, pouvait faire payer cher à Frédéric-Guillaume le refus par lequel celui-ci avait répondu à ses offres d'alliance. L'électeur, comprenant l'imminence du danger, eut recours à son habileté diplomatique et, afin de

gagner du temps, il entama des négociations avec le roi de Suède, tandis qu'il proposait secrètement aux États de la Prusse polonaise, réunis en ce moment à Marienbourg, une alliance pour la défense commune. Les États prussiens s'empressèrent d'accueillir ses propositions, et lui déférèrent la direction de la guerre, pour laquelle ils s'engageaient à fournir un contingent d'hommes et d'argent. Jean-Casimir, apprenant dans sa retraite de Silésie les arrangements qui venaient d'être pris, en ressentit une grande joie et, pour encourager Frédéric-Guillaume à combattre énergiquement les Suédois, il lui promit de renoncer à sa suzeraineté sur la Prusse et de le reconnaître comme souverain indépendant de ce pays.

Mais l'activité de Charles-Gustave déjoua tous ces plans. « L'électeur, disait-il, est un aiglon; il faut lui rogner les ailes. » Et en effet, tandis que Frédéric-Guillaume se hâtait de concentrer son armée, Charles-Gustave en attaqua séparément les différents corps avec une impétuosité foudroyante, s'empara en quinze jours de la Prusse polonaise et pénétra par deux côtés dans la Prusse ducale. Déjà il approchait de Kœnigsberg, où l'électeur n'avait pu réunir que quelques débris des corps dispersés par le roi de Suède. Alors, voyant que toute résistance était impossible, Frédéric-Guillaume se soumit à la nécessité.

Avec une facilité, qu'il montra également en plusieurs autres occasions et qui, nous l'avouons, ne nous paraît pas être le côté le plus honorable de son caractère, il abandonna ses alliés, pour s'unir contre eux avec le roi de Suède, à qui, quelques semaines auparavant, il avait essayé de donner le change par des négociations destinées uniquement à gagner du temps. Il prêta hommage au roi de Suède pour le duché de Prusse et s'engagea à l'aider contre le roi de Pologne, que Charles-Gustave, de son côté, devait contraindre de céder à l'électeur quelques portions de ter-

ritoire, notamment les palatinats de Posen et de Kalish. Ne dirait-on pas que ces princes préludaient déjà au partage de la Pologne, dont l'arrière-petit-fils de Frédéric-Guillaume devait être, à plus d'un siècle de distance, l'un des principaux auteurs?

Cependant les affaires de Jean-Casimir commençaient à prendre un aspect plus favorable. Rappelé de Silésie par les chefs de la noblesse, qui se sentaient humiliés de voir un royaume aussi important que l'était alors la Pologne soumis à une poignée d'étrangers, il trouva le peuple non moins disposé à le soutenir énergiquement. On était exaspéré de la brutalité avec laquelle les envahisseurs avaient saccagé le pays, et l'indignation ne connut plus de bornes, lorsqu'on vit les Suédois essayer de porter une main sacrilége sur le sanctuaire de la vierge de Czenstochowa, si révéré des Polonais. L'ancienne haine contre les hérétiques venant se joindre aux sentiments patriotiques, le sanctuaire fut défendu avec un héroïsme qui rendit inutiles tous les efforts des assiégeants. Jean-Casimir, pour surexciter encore cet enthousiasme religieux, qui avait eu de si heureux résultats, fit proclamer solennellement la Sainte-Vierge *Reine de Pologne*. Aussitôt on s'arma dans toutes les provinces, et Jean-Casimir, se voyant à la tête d'une brillante armée, ne doutait pas qu'à la première sommation, l'électeur ne se séparât du roi de Suède, pour redevenir son allié.

Mais Frédéric-Guillaume n'avait pas oublié que ce peuple, qui marchait avec tant d'ardeur sous les drapeaux de Jean-Casimir, avait, quelques mois auparavant, abandonné et presque chassé ce même prince, et il se méfiait un peu, non de la valeur des Polonais, mais de leur constance. Peut-être aussi pensait-il qu'étant protestant et ayant sous ses ordres une armée protestante, il se trouverait dans une position fausse, s'il s'unissait à des catholiques exaltés, qui se figuraient faire une guerre de religion. Il ne tint donc nul

compte des invitations ni des sommations du roi de Pologne, qui, de son côté, se voyant très-supérieur en forces à ses ennemis, rejeta la médiation de deux diplomates français, MM. d'Avaugour et de Lombres, qui ne cessaient d'aller d'un camp à l'autre avec des projets d'arrangement.

Les deux camps se trouvaient alors sous les murs de Varsovie, que les Suédois avaient été forcés d'évacuer et qu'ils voulaient absolument reprendre. Leur armée, avec celle de l'électeur, ne faisait en tout que seize mille hommes, tandis que le roi de Pologne en avait quarante mille. Ce fut pourtant le roi de Suède qui, le 18 juillet 1656, engagea l'action par une vigoureuse attaque contre les Polonais. Ceux-ci sortirent aussitôt de leurs retranchements pour tâcher d'envelopper l'ennemi ; mais le sol, entrecoupé par des marais et des bois, rendit impossible toute grande manœuvre. Il fallut combattre par détachements, sur plusieurs points à la fois, ce qui fit que la bataille dura trois jours. L'électeur fit preuve d'une valeur brillante et d'une habileté consommée, et ce fut lui qui, le troisième jour, en mettant en déroute la cavalerie polonaise, décida enfin la victoire. Les Polonais furent contraints d'abandonner toute leur artillerie Les vainqueurs s'emparèrent en outre du camp retranché, où ils firent un riche butin, et, le lendemain, ils occupèrent Varsovie. Dans cette désastreuse bataille, se révélèrent les éminentes qualités militaires de Jean Sobieski, alors âgé de vingt-sept ans.

Le roi de Suède, ravi du succès qu'il venait d'obtenir, comptait en retirer d'immenses avantages ; mais, pour cela, il fallait que l'électeur continuât de le seconder, et Frédéric-Guillaume avait de tout autres vues. Allié momentanément et par nécessité à Charles-Gustave, il avait profité de cette alliance pour affaiblir la Pologne, sa redoutable

voisine; mais, ce résultat obtenu, son plan, d'après la politique d'équilibre qu'il avait adoptée et dont nous ne le verrons jamais se départir, devait être tout naturellement de profiter de l'inquiétude et de la jalousie que ne pouvaient manquer d'inspirer les succès de la Suède, pour provoquer contre elle une coalition, à la faveur de laquelle il pût lui reprendre la Poméranie.

Il commença par s'excuser auprès de Charles-Gustave de l'impossibilité où il se trouvait de continuer avec lui la campagne si heureusement commencée. Il venait, disait-il, d'être informé de préparatifs que les Lithuaniens faisaient contre le duché de Prusse, et il se voyait contraint de courir avec toutes ses forces à la défense de cette province. Charles-Gustave fut cruellement contrarié de cette détermination, qui lui faisait perdre presque tous les fruits de sa victoire; mais il n'eut garde, dans sa réponse à l'électeur, de rien dire qui pût blesser un prince dont il avait trop bien apprécié les talents militaires, pour s'exposer à s'en faire un ennemi. Voulant, au contraire, se l'attacher à tout prix, il le reconnut comme souverain indépendant du duché de Prusse, le déclarant libre d'hommage, de redevance et de toute autre obligation envers la Pologne, dont il se regardait déjà comme le possesseur définitif (octobre 1656).

Tandis que l'électeur se tenait à l'écart, sous prétexte d'observer les Lithuaniens et de garder les frontières du duché de Prusse, les Hollandais, à qui l'empereur Ferdinand III était parvenu à faire craindre, de la part du roi de Suède, des mesures nuisibles à leur commerce, envoyèrent dans la Baltique une escadre chargée de contrarier les opérations de Charles-Gustave et d'intercepter les communications entre la Suède et la Poméranie. En même temps, les Danois attaquaient cette dernière province, l'empereur Ferdinand III envoyait des secours au roi de Pologne,

enfin le tzar Alexis Michaelowitz, excité par Ferdinand, envahissait l'Ingrie et la Carélie. Alors, l'électeur, voyant le roi de Suède attaqué de tous les côtés, se sépara décidément de lui et et signa à Wéhlau, le 17 septembre 1657, un traité d'alliance avec le roi de Pologne, qui, à son tour qui, le reconnut comme souverain indépendant du duché de Prusse. Environ deux mois avant ce traité, le principal moteur des événements qui l'avaient amené, l'empereur Ferdinand III était mort. Après un assez long interrègne, on lui donna pour successeur son fils Léopold, déjà roi de Hongrie et de Bohême.

Cependant Charles-Gustave, accomplissant des prodiges d'activité et d'audace, châtiait rudement les Danois de l'acharnement avec lequel ils l'avaient attaqué. Au cœur de l'hiver, il traversa sur la glace, avec toute son armée, qui traînait après elle une nombreuse artillerie, le Grand-Belt et le Petit-Belt, et occupa deux îles de l'archipel danois, Falster et Laland. Il s'empara même d'une partie de Seeland, ce qui frappa Copenhague d'une indicible terreur. Aussi le roi de Danemarck Frédéric III s'empressa-t-il de conclure, par la médiation de la France et de l'Angleterre, un traîté en vertu duquel il cédait à la Suède les îles de Bornholm et d'Oësel (1), le district de Drontheim en Norwége et quelques territoires que les Danois possédaient à l'extrémité méridionale de la province suédoise de Gothie (1658). Mais ce traité reconnaissait aussi la souveraineté du duc de Holstein sur une partie du Sleswig, et, le roi de Danemark ayant cherché à éluder l'exécution de cette clause, la guerre recommença dès le mois de mai. Charles-

(1) L'île de *Bornohlm* se trouve entre la Suède et la Poméranie, à environ cinquante lieues de l'Archipel danois; celle d'*Oësel* est située à l'entrée du golfe de Livonie, tout près de la côte d'Esthonie.

Gustave s'avança de nouveau jusque sous les murs de Copenhague, qu'il essaya de prendre d'assaut. La ville fut sauvée par l'intrépidité de Frédéric III, dont la flotte, combinée avec une escadre hollandaise, dispersait en même temps les vaisseaux suédois.

Outre le concours des Hollandais, le roi de Danemark obtint celui de l'empereur et de l'électeur, et ce dernier, à la tête de son armée et de quelques troupes impériales, fit la guerre avec succès dans le Danemark et la Poméranie. Charles-Gustave, reconnaissant que les forces dont il disposait étaient insuffisantes, laissa ses troupes disposées de manière à tenir Copenhague bloquée, passa en Suède pour demander des subsides aux Etats du royaume, et mourut presque subitement à Gothembourg, le 13 février 1660, laissant un fils unique, Charles XI, à peine âgé de quatre ans. Comme les parties belligérantes, surtout le conseil de régence de Suède, souhaitaient ardemment la paix, on convint d'ouvrir des conférences dans l'abbaye d'Oliva, auprès de Dantzick. Là, par la médiation de Louis XIV, fut signé, le 8 mai 1660, un traité en vertu duquel chacun devait rendre ce qu'il avait acquis pendant la guerre; mais ce traité confirmait au grand-électeur son indépendance comme souverain du duché de Prusse; il était donc le seul qui eût gagné quelque chose.

Frédéric-Guillaume se trouva alors, du moins pour quelques années, débarrassé de toute complication extérieure, surtout lorsqu'il eut terminé, par un arrangement amiable avec le comte palatin de Neubourg, l'affaire de la succession de Clèves, dont il céda momentanément quelques parties, mais qui a fini par se réunir sous la main de la Prusse. Libre enfin de s'appliquer tout entier au développement de la prospérité intérieure de ses États, il se montra au moins aussi grand dans ce rôle pacifique qu'il l'avait été sur les champs de bataille. Quand on comparait

l'état où il avait trouvé les Marches à celui où elles étaient arrivées quelques années plus tard, on ne pouvait s'expliquer une transformation, qui tenait du prodige, et qui supposait chez le prince à qui on la devait, non-seulement une intelligence de premier ordre et une activité incomparable, mais encore une bonté de cœur des plus rares ; car, tout en relevant les murailles des villes et en s'occupant des autres grandes œuvres de réparation, qui semblaient plus que suffisantes pour l'absorber tout entier, il étendait sa sollicitude,vraiment paternelle, jusqu'aux plus humbles habitants des campagnes, dont il faisait reconstruire les chaumières et qu'il dédommageait amplement des pertes que la guerre leur avait causées. Encore une fois, de tous les titres de Frédéric-Guillaume à l'admiration de la postérité, il n'en est peut-être pas de comparable à cette administration bienfaisante et réparatrice, dont l'histoire présente bien peu d'exemples. C'est pendant cette période, qu'il fit creuser le canal qui met en communication avec l'Oder, tributaire de la mer Baltique, la Sprée, sous-affluent de l'Elbe, laquelle, se jette dans la mer du Nord. Il serait superflu d'insister sur l'importance d'un pareil canal pour le commerce des Marches.

La paix, que l'électeur sut rendre si féconde, ne dura pas tout-à-fait douze ans (1660-1672). Pour expliquer comment ce prince fut amené à prendre de nouveau les armes, il est indispensable de jeter un coup d'œil sur quelques événements antérieurs.

Louis XIV, à la mort de son beau-père Philippe IV, (1665), prétendit que la reine Marie-Thérèse devait hériter des Pays-Bas espagnols, par préférence à son frère Charles II, le nouveau roi d'Espagne. Les raisons sur lesquelles il appuyait cette prétention, et que nous n'avons pas à développer dans la présente histoire, étaient de celles qui n'ont quelque valeur qu'autant qu'elles sont la raison du

plus fort; aussi fit-il entrer dans les Pays-Bas une puissante armée (1667), qui, en moins de trois mois, s'empara de plusieurs places importantes. Mais les Hollandais voyaient avec inquiétude une contrée qui était comme une barrière entre eux et l'ambition de la France, occupée par cette redoutable puissance. Comprenant bien qu'ils ne pouvaient avec leurs seules forces arrêter les armées victorieuses de Louis XIV, ils entamèrent avec l'Angleterre et la Suède des négociations d'où résulta, en 1668, la fameuse *triple-alliance*, qui contraignit Louis XIV à signer, cette même année, le traité d'*Aix-la-Chapelle*.

Ce prince, profondément blessé de s'être vu arrêté dans ses ambitieux projets par des obstacles que lui avait suscités une république qui tenait si peu de place sur la carte de l'Europe, résolut de l'anéantir. Il parvint à tourner contre elle les deux alliées qui venaient de la seconder contre lui, c'est-à-dire l'Angleterre et la Suède. Il s'assura aussi le concours de quelques princes de l'Empire, notamment de l'électeur de Cologne; l'Espagne seule demeura unie à la Hollande, qui seule avait pris parti pour elle. Mais, lorsqu'on vit, au printemps de l'année 1672, la Hollande envahie par trois armées ayant à leur tête, l'une Louis XIV en personne, l'autre, Condé, et la troisième, Turenne, le grand-électeur comprit à quel point l'équilibre européen allait être rompu en faveur de la France, et il s'empressa de conclure avec la Hollande et l'Empereur une alliance défensive, ayant pour but le maintien des traités de Westphalie, des Pyrénées (1) et d'Aix-la-Chapelle.

Une pareille détermination, de la part d'un prince dont

(1) Pour ce qui concerne le traité des Pyrénées, conclu en 1659, voir *Histoire de France* et *Histoire d'Espagne*.

les États se trouvaient aussi exposés que ceux de l'électeur à être envahis par les Français, indiquait une extrême imprudence ou un rare courage, et, comme la première supposition est inadmissible quand il s'agit d'un homme comme Frédéric-Guillaume, on ne peut que partager l'admiration qu'exprime, à ce sujet, le roi Frédéric II : « Les Hollandais, dit-il, voyaient leurs provinces conquises par Louis XIV, leurs troupes intimidées et fugitives, et la ville d'Amsterdam sur le point d'être prise. Dans cet état, comment pouvaient-ils espérer qu'un prince eût l'âme assez magnanime pour affronter les hasards que cette république avait à craindre pour elle et pour ses défenseurs, en s'opposant au monarque le plus puissant et le plus heureux de l'Europe, dans le cours triomphant de ses prospérités? Cependant ce défenseur se trouva, et Frédéric-Guillaume eut l'âme assez grande pour conclure une alliance avec cette république, lorsque toute l'Europe la croyait au moment de disparaître. » Ceux des événements de cette guerre qui n'ont rapport ni à l'électeur, ni à ses États, ne sauraient trouver place ici. Mentionnons seulement, à cause de l'importance européenne de ce fait, le rétablissement du stathoudérat par les Hollandais (1672), en faveur de Guillaume III d'Orange, qui, en 1688, devint Guillaume III d'Angleterre, et qui fut pour Louis XIV le plus implacable et le plus dangereux des ennemis.

Frédéric-Guillaume, qui s'était engagé à fournir vingt mille hommes, se hâta de les conduire sur le Rhin; mais, malgré ses instances, Montecuculli, qui avait la direction suprême des opérations militaires, procédait avec une froide circonspection, tandis que Turenne obtenait presque chaque jour quelque nouveau succès, et dévastait le pays avec une rigueur qu'autorisaient à cette époque les usages de la guerre, et qui était prescrite par Louvois, mais qu'on voit avec douleur dans la vie d'un si grand homme. Au

moment où le territoire appartenant à l'électeur était le plus cruellement traité, un transfuge vint offrir à ce prince de se venger, en faisant assassiner Turenne par un complice qu'il avait dans le camp français. Frédéric-Guillaume eut horreur d'une pareille proposition, et il fit ce qu'il devait, c'est-à-dire qu'il s'empressa de donner avis à Turenne du danger qui menaçait ses jours. « Ajoutant, dit Frédéric II, qu'il embrassait avec plaisir l'occasion de lui témoigner que l'estime qu'il avait pour son mérite, n'était point altérée par le mal que les Français avaient fait souffrir à ses provinces. »

Moins scrupuleux observateur des devoirs de la politique que de ceux de la morale proprement dite, l'électeur, malgré l'engagement formel qu'il avait pris, ainsi que ses alliés, de ne point faire de paix séparée avec la France, conclut, en avril 1673, le traité de *Saint-Germain*, appelé aussi de *Wossen*, du nom d'un village auprès de Louvain, où il fut ratifié, le 6 juin suivant, par Louis XIV. Par ce traité, l'électeur renonçait à l'alliance de la Hollande et recouvrait toutes les places fortes que lui avaient prises les Français, à l'exception de Wesel et de Rees que Louis XIV devait garder jusqu'à la paix générale. Ce traité, violation flagrante de l'alliance conclue l'année précédente, avait pour excuse la nécessité où s'était vu l'électeur de sauver ses Etats de Westphalie, si cruellement compromis par les lenteurs de Montecuculli. Ces lenteurs tenaient un peu au caractère circonspect de ce général, mais beaucoup plus à l'obligation où étaient, à cette époque surtout, les généraux des troupes impériales de ne rien faire qu'avec l'autorisation du cabinet de Vienne. Or, il y avait à cela ce double inconvénient, que les plans qui devaient être exécutés sur les champs de bataille étaient examinés par des ministres généralement très-peu versés dans l'art militaire, et qu'à une époque où les moyens de communication étaient peu rapides, il était rare

que l'autorisation de faire une opération qui, quelques jours plus tôt, eût été excellente, n'arrivât pas trop tard. Les généraux français, au contraire, recevaient bien quelques indications générales; mais, pour le détail des opérations (1), ils étaient presque souverains dans leurs armées et s'abandonnaient à la libre impulsion de leur génie. Ils profitaient ainsi de l'occasion lorsqu'elle se présentait, tandis que les Impériaux la perdaient presque toujours.

Le roi Frédéric II nous apprend que, pendant la campagne de Turenne en Westphalie, l'électeur fut une fois sur le point de livrer bataille sans le concours des généraux impériaux, mais avec l'aide de quelques troupes de l'Empereur, qu'il avait alors sous ses ordres. Le prince d'Anhalt était fortement de cet avis, et l'appuyait par de très-bonnes raisons : si Turenne était battu, il serait obligé de repasser le Rhin, et, s'il était vainqueur, il ne pourrait poursuivre les vaincus pour ne pas trop s'éloigner des frontières de la France. L'électeur était fortement tenté de suivre ce conseil, dont la hardiesse allait à son caractère; mais ses autres ministres résistaient, par la crainte qu'ils avaient de la France, et par la jalousie dont ils étaient animés contre le prince d'Anhalt. C'était un dimanche, et, l'heure du prêche venue, il fallut suspendre la délibération. Or, les ministres eurent l'idée de mettre le prédicateur dans leurs intérêts, qu'il servit, non pas en essayant d'in-

(1) A propos de cette prétention qu'ont souvent des ministres peu ou point versés dans l'art de la guerre de régler, jusque dans les moindres détails, ce que doivent faire des hommes qui, naturellement, en savent plus qu'eux, Frédéric II rapporte l'anecdote suivante : Le cardinal de Richelieu montrant un jour sur une carte à Bernard de Weimar l'endroit où celui-ci devait passer une rivière, le général allemand, aussi brusque que le ministre était impérieux, lui donna sèchement un coup sur le doigt en disant : « Monsieur le Cardinal, votre doigt n'est pas un pont. »

tluer sur la détermination de l'électeur, mais simplement en allongeant son discours de telle sorte que l'on eut le temps d'agir sur les officiers des troupes impériales, qui refusèrent d'entrer dans les vues de l'électeur ; la bataille devint ainsi impossible.

Frédéric-Guillaume ne fut pas plus fidèle envers Louis XIV qu'il ne l'avait été envers les Hollandais. Dès l'année suivante (1674), profitant d'une clause du traité de Wossen qui lui reconnaissait le droit de prendre la défense de l'Empire, si celui-ci venait à être attaqué, l'électeur, d'après un plan d'opérations combiné avec l'empereur Léopold, qui n'avait pas cessé d'être en guerre avec Louis XIV, entra en Alsace. Mais il se trouva paralysé par la mésintelligence qui régnait entre les généraux de l'armée impériale. Il arriva même que, par la faute de Bournonville, l'un de ces généraux, un régiment de dragons brandebourgeois fut enlevé tout entier par Turenne. Quelques jours après, placé par une fausse manœuvre de ce même Bournonville dans une position des plus critiques, et menacé d'une défaite complète, Frédéric-Guillaume décampa secrètement pendant la nuit, repassa le Rhin vis-à-vis Strasbourg et se retira en Franconie.

Le roi Frédéric II, qui professe pour son illustre bisaïeul un véritable culte, ne cherche pas à dissimuler le peu de scrupule de ce prince à l'endroit des traités, et il en prend son parti d'une manière qui ne répond pas tout à fait à ce qu'on eût dû attendre de l'auteur de l'*Anti-Machiavel*. En effet, dans un parallèle fort étendu qu'il fait entre Louis XIV et Frédéric-Guillaume, se trouvent les lignes suivantes : « Tous deux firent des traités et les rompirent, l'un par ambition, l'autre par nécessité. Les princes puissants éludent l'esclavage de leur parole par une volonté libre et indépendante ; les princes qui ont peu de forces manquent à leurs engagements parce qu'ils sont souvent obligés de céder aux conjonctures. »

En 1673, à peu près au moment où l'électeur traitait avec Louis XIV, la Suède s'était aussi alliée avec la France, et, en 1674, lorsque l'électeur fut entré en Alsace, les Suédois, à la demande de la France et afin d'opérer une diversion en sa faveur, envahirent le Brandebourg. Le prince d'Anhalt, qui en était gouverneur, n'ayant pas assez de troupes pour tenir la campagne, s'enferma dans Berlin, en attendant l'arrivée de l'électeur, à qui il s'était empressé de faire savoir ce qui se passait. L'électeur reçut cet avis au moment où il arrivait en Franconie, et, comme il ne croyait pas son armée en état, pour le moment, de combattre avec succès contre les Suédois, il laissa ceux-ci ravager impunément les Marches, et se tint six mois dans une immobilité qui parut inexplicable et dont l'effet naturel fut que les Suédois, maîtres absolus du pays, s'endormirent dans une trompeuse sécurité, pendant que l'électeur, laissant à ses troupes le temps de se remettre de leurs fatigues et de réparer leurs pertes, se préparait à frapper un coup qui est regardé comme son plus beau fait d'armes.

Dans les premiers jours de juin 1675, il quitte sans bruit ses cantonnements de Franconie, et, à la tête d'un premier corps d'armée, composé seulement d'environ six mille hommes de cavalerie, qui traînaient avec eux une douzaine de canons, il arrive à l'improviste à Magdebourg le 11 juin. Ici, nous ne pouvons mieux faire que de laisser la parole au roi Frédéric II, qui ne se lassait pas d'admirer cette campagne, et qui l'a racontée d'une manière on ne peut plus intéressante :

« L'électeur, incontinent après son arrivée à Magdebourg, fit fermer les portes de cette place, et usa de toutes les précautions possibles pour dérober aux ennemis la nouvelle de son approche. L'armée passa l'Elbe vers le soir, et arriva par des chemins détournés, la nuit d'après, aux portes de Rathenau. Il fit avertir de son arrivée le baron de Brist,

conseiller de province, qui était dans cette ville, et concerta avec lui en secret les moyens de surprendre les Suédois.

« Brist s'acquitta habilement de sa commission : il donna un grand souper aux officiers du régiment de Wangelin, qui était en garnison à Rathenau ; les Suédois s'y livrèrent sans retenue aux charmes de la boisson et, pendant qu'ils cuvaient leur vin, l'électeur fit passer le Havel sur des bateaux à plusieurs détachements, pour assaillir la ville de tous les côtés.

« Le général Dorffling, se disant commandant d'un parti suédois poursuivi par les Brandebourgeois, entra le premier dans Rathenau ; il fit égorger les gardes, et toutes les portes furent forcées en même temps. La cavalerie nettoya les rues, et les officiers eurent de la peine à se persuader, à leur réveil, qu'ils étaient prisonniers d'un prince qu'ils croyaient encore avec ses troupes dans le fond de la Franconie.

« L'électeur, qui savait de quel prix sont les moments à la guerre, n'attendit point à Rathenau que son infanterie l'eût joint ; il marcha droit à Naven, afin de séparer le corps des Suédois qui était auprès de Brandebourg, de celui qui était auprès de Havelberg. Mais, quelque diligence qu'il fît dans cette conjoncture, il ne put point prévenir les Suédois, qui avaient quitté Brandebourg, au bruit de son approche, et s'étaient retirés par Naven une heure avant qu'il arrivât. Il les suivit avec vivacité, et il apprit, par des prisonniers et des déserteurs, que ce corps marchait à Fehrbellin, où il s'était donné rendez-vous avec celui de Havelberg.

« L'armée brandebourgeoise consistait en cinq mille six cents chevaux et douze canons ; elle n'avait point d'infanterie. Les Suédois comptaient dix régiments d'infanterie et huit cents dragons. Malgré son infériorité numérique, l'électeur ne balança point.

« Le 18 juin, il marche aux Suédois et confie seize cents

chevaux au prince de Hombourg, avec ordre de ne rien engager, mais de reconnaître l'ennemi. Ce prince part et, après avoir traversé un bois, il voit les troupes suédoises campées entre les villages de Hackenberg et de Tornow, ayant un marais à leur dos, le pont de Fehrbellin au delà de leur droite et une plaine rase devant leur front. Il repousse les grands'gardes, les poursuit et les mène battant jusqu'au gros de leur corps. Les troupes sortent alors de leur camp et se rangent en bataille; le prince de Hombourg, plein d'un courage bouillant, s'abandonna à sa vivacité et engagea un combat, qui aurait eu une fin funeste, si l'électeur, averti du danger dans lequel il se trouvait, ne fût accouru à son secours.

« Frédéric-Guillaume, dont le coup d'œil était admirable et l'activité étonnante, fit à l'instant sa disposition : il profita d'un tertre pour y placer sa batterie, et en fit faire quelques décharges, par lesquelles l'infanterie suédoise fut ébranlée. Alors il fondit avec toute sa cavalerie sur la droite des ennemis, l'enfonça et la défit. Bientôt la déroute de la droite entraîna celle de la gauche; les Suédois se jetèrent dans des marais, où ils furent tués par les paysans, et ceux qui se sauvèrent s'enfuirent par Fehrbellin, où ils rompirent le pont derrière eux. L'électeur pardonna au prince de Hombourg d'avoir exposé avec tant de légèreté la fortune de tout l'État : « Si je vous jugeais « selon la rigueur des lois militaires, lui dit-il, vous au- « riez mérité de perdre la vie; mais à Dieu ne plaise que « je ternisse l'éclat d'un jour aussi heureux, en répan- « dant le sang d'un prince qui a été un des principaux « instruments de ma victoire ! »

« Le lendemain, Dorffling, étant arrivé avec de l'infanterie, poursuivit les Suédois, leur fit beaucoup de prisonniers, leur enleva leurs bagages et reprit une partie du butin qu'ils avaient fait dans le Brandebourg. L'armée

suédoise, qni était fondue et réduite à quatre mille combattants, se retira, par Ruppin et Wittstoc, dans le duché de Mecklenbourg.

« Peu de capitaines ont pu se vanter d'avoir fait une campagne pareille à celle de Fehrbellin; elle mérite qu'on lui applique le *veni*, *vidi*, *vici* de César. L'électeur fut loué par ses ennemis, béni par ses sujets et sa postérité date de cette fameuse journée, le point d'élévation où la maison de Brandebourg est parvenue dans la suite (1). » Ce succès inespéré, dit un autre historien, retentit dans toute l'Allemagne; la sensation fut prodigieuse; un peuple nouveau révélait son existence.

Dans ses guerres avec les Suédois, l'électeur avait toujours sa pensée tournée vers la Poméranie. Après la campagne que nous venons de raconter, l'occasion était favorable pour entrer dans cette province, et il ne manqua pas d'en profiter, après s'être assuré le concours des Danois et des Hollandais, qui, pour empêcher que des renforts ne fussent envoyés de Suède en Poméranie, se mirent en devoir d'intercepter toute communication entre ces deux contrées. L'escadre que fournirent pour cela les Danois était commandée par l'amiral Juhl, qui jouissait d'une réputation méritée, et celle des Hollandais avait pour chef l'amiral Tromp, le premier marin de son siècle. Dès son entrée en campagne (1676), l'électeur enleva Anclam; l'année suivante, il s'empara de Stettin, après six mois de tranchée ouverte; en 1678, il bombarda Stralsund, qui, au bout de deux jours, se vit réduite à capituler; puis il chassa les Suédois de l'île de Rugen et enfin il s'empara de Grippswald.

Mais, aussitôt après, il eut avis que la Prusse venait

(1) *Mémoires pour servir à l'Histoire de la maison de Brandebourg*, par Frédéric II.

d'être envahie, à l'entrée de l'hiver, par seize mille Suédois venus de Livonie sous les ordres du comte de Horn. Sur le champ, il envoie le général Gœrtz avec trois mille chevaux, qui arrivent à temps pour protéger Kœnigsberg, et il part lui-même de Berlin le 10 janvier (1679). A la seule nouvelle de son approché, les Suédois, qui s'étaient répandus sur une grande partie du pays, se concentrent sur le Memel, et on comprend qu'il ne serait pas difficile de les contraindre à regagner la Livonie; mais ce n'est pas là ce que veut l'électeur : toujours préoccupé de ses projets sur la Poméranie, qu'il a déjà en partie réalisés, il tient à saisir toutes les occasions d'affaiblir, d'épuiser la Suède, et, par conséquent, il veut anéantir les forces suédoises qui sont en Prusse, comme il détruisit en 1676 celles qui avaient envahi les Marches. Pour cela, arrivé sur les bords du Frische-Haff, il fait voyager son infanterie sur des traîneaux avec une rapidité sans exemple à cette époque, et puis, envoyant en avant cinq mille chevaux, il parcourt encore au moyen de traîneaux une partie du Kurische-Haff. Il apprend bientôt que les Suédois, qui avaient établi leur camp auprès de Tilsitt, sont en pleine retraite, poursuivis par la cavalerie envoyée la veille contre eux. Un autre corps d'armée se met aussitôt sur leurs traces, et, de seize mille qu'ils étaient à leur arrivée en Prusse, c'est à peine s'ils rentrent en Livonie au nombre de trois mille. Ainsi fut terminée, en moins de vingt jours, une campagne qui ne fit guère moins d'honneur à l'électeur que celle de Fehrbellin.

Il venait surtout de faire preuve d'une incomparable activité, et certes il en avait besoin; car, au moment où il délivrait ainsi la Prusse des Suédois, il apprit que ses provinces de Westphalie étaient envahies par trente mille Français. Louis XIV le pressait depuis longtemps de traiter avec la Suède et de rendre à cette puissance ce qu'il lui avait

enlevé en Poméranie; mais il n'avait jamais voulu prêter l'oreille à de pareilles propositions, qui allaient si directement contre ses projets, et Louis XIV se mettait en mesure de l'y contraindre. Or, d'un autre côté, les Hollandais avaient entièrement cessé de l'aider, et il était également abandonné par l'Empereur; il savait même qu'à Vienne, on voyait de très-mauvais œil un nouveau roi des Vandales, suivant l'expression du conseiller Hocherus, s'agrandir ainsi sur la Baltique. Il se trouvait donc seul avec le Danemark pour lutter contre la France, alliée à la Suède, dont le jeune roi Charles XI avait, pour son coup d'essai, remporté, en 1677, sur le roi de Danemark, la brillante victoire de Lunden. La partie devenant dès lors par trop inégale, l'électeur envoya un plénipotentiaire à Saint-Germain, où se tenait à cette époque Louis XIV, et on arrêta les bases d'un traité par lequel Frédéric-Guillaume s'engageait à rendre aux Suédois tout ce qu'il leur avait pris ; il devait seulement conserver les villes de Cammin, Gortz, Greiffenberg et Wildenbruck, ainsi que les péages des ports de la Poméranie Ultérieure. En outre, la France l'indemnisait des dégâts que venaient de souffrir les provinces de Westphalie. Ce traité, signé en 1679, environ un an après la paix de Nimègue, mit fin à la carrière militaire de Frédéric-Guillaume. Les neuf années qu'il vécut encore furent consacrées à des améliorations intérieures, dans lesquelles, comme nous l'avons déjà vu, il développait des facultés non moins remarquables que ses talents militaires.

L'électeur put même, grâce à la légitime influence qu'il avait acquise dans les conseils de l'Europe, empêcher par deux fois l'explosion d'une nouvelle guerre, que la conduite de Louis XIV rendait inévitable. Ce prince prétendait que quelques-unes des possessions que lui confirmait le traité de Nimègue avaient des dépendances très-considé-

rables, qui lui étaient implicitement attribuées, et, au lieu de demander que ces dépendances fussent déterminées par une commission internationale, il chargea de ce soin des commissaires pris exclusivement parmi ses sujets et nommés par lui seul. Or, pour donner une idée de l'importance de quelques-unes des possessions qu'il se fit ainsi adjuger, il suffit de citer la ville de Strasbourg, dont il s'empara en conséquence le 30 septembre 1681. D'autres annexions plus irritantes encore pour l'Empereur ayant été prononcées en 1683 par la *Chambre royale des Réunions de Metz*, la guerre fut de nouveau sur le point d'éclater; mais l'électeur fit sentir combien il serait imprudent de s'engager dans une lutte avec la France, lorsqu'on était menacé d'une terrible invasion ottomane. Cette invasion eut lieu en effet dans le courant de la même année (1683), et Vienne dut son salut à l'héroïque roi de Pologne Jean Sobieski. L'année suivante (1684), toujours par les conseils de l'électeur, fut signée à Ratisbonne, entre Louis XIV et l'Empereur, une trêve de vingt ans qui assurait à la France la ville de Strasbourg, le fort de Kehl et toutes les réunions prononcées avant le mois d'août 1683. Quelques jours auparavant, l'Espagne, à condition de recouvrer aussi ce qui lui avait été enlevé depuis la même époque, cédait à la France, avec quelques autres parties des Pays-Bas, la ville de Luxembourg et ses dépendances.

Mais, autant l'électeur s'efforçait de maintenir la paix, autant le prince d'Orange travaillait à faire éclater la guerre, et il y parvint au moyen de la ligue d'*Augsbourg*, qui, en 1686, réunit contre la France à peu près toute l'Europe, à l'exception néanmoins de l'électeur, qui se maintint neutre. Louis XIV s'était pourtant beaucoup refroidi à son égard et avait cessé de lui envoyer les subsides convenus lors du traité de Saint-Germain, et la cause de ce changement de la part du monarque français, c'était l'accueil fait par Fré-

déric-Guillaume aux protestants qui quittèrent la France par suite de la révocation de l'édit de Nantes (1685). « La guerre de Trente Ans, dit à ce sujet Frédéric II, entre les maux qu'elle avait causés, avait détruit le peu de commerce que faisait le nord de l'Allemagne ; mais il arriva depuis lors un événement favorable qui avança considérablement les projets du grand-électeur. Louis XIV révoqua l'édit de Nantes, et quatre cent mille Français, pour le moins, sortirent du royaume. Les plus riches passèrent en Angleterre (1) ; les plus pauvres, mais les plus industrieux, se réfugièrent dans le Brandebourg, au nombre d'environ vingt mille. Ils aidèrent à repeupler nos villes et nous donnèrent les manufactures qui nous manquaient... et ceux qui s'établirent dans le plat pays y cultivèrent le tabac et firent venir des fruits et des légumes excellents, dans ces contrées sablonneuses qui, par leurs soins, devinrent des potagers admirables. Le grand-électeur, pour encourager une colonie si utile, lui assigna une pension annuelle de quarante mille écus, dont elle jouit encore (2). »

Mais tous les protestants français réfugiés dans le Brandebourg n'étaient pas des artisans ou des paysans ; il y avait parmi eux des personnes de toute condition, et notamment un assez grand nombre de militaires, que l'électeur admit aussitôt dans ses troupes, avec des grades supérieurs à ceux qu'ils avaient dans leur patrie. Or, on conçoit

(1) Un assez grand nombre aussi s'établirent en Hollande.

(2) *Mémoires pour servir à l'Histoire de la maison de Brandebourg.* Frédéric II ajoute beaucoup de détails sur les différentes industries importées dans les Etats du grand-électeur par les réfugiés français, et il était si pénétré des services qu'ils avaient rendus au pays, qu'un jour, dit-on, un envoyé français lui ayant demandé ce que le roi son maître pourrait faire pour lui être agréable, Frédéric répondit en souriant : « Une seconde révocation de l'édit de Nantes. »

que cette conduite devait blesser Louis XIV; d'autant plus que l'électeur, naturellement très-vif et quelque peu emporté, exprima quelquefois sans aucun ménagement l'irritation que lui causait la manière dont ses coréligionnaires étaient traités en France. Un jour qu'il avait parlé dans ce sens au comte de Rébenac, envoyé de France, ce diplomate repoussa hautement toute idée de violence de la part du gouvernement français, ajoutant que les protestants qui s'exilaient étaient des gens sans aveu, qui couraient après la fortune, et pour qui la religion n'était qu'un vain prétexte dont ils se servaient pour obtenir un bon accueil. Mais, quelques jours après, le maréchal de Schomberg étant arrivé à Berlin avec d'autres officiers du plus grand mérite : « Eh bien! dit Frédéric-Guillaume à l'envoyé français, me soutiendrez-vous encore que, parmi les protestants forcés de s'expatrier, il n'y a que des gens sans aveu? » Et il ajouta des réflexions d'une extrême amertume, qui équivalaient à une rupture, en recommandant à l'envoyé de rendre compte à son maître de ce qui venait de se passer. Rébenac, qui connaissait la promptitude du caractère de l'électeur, lui répondit qu'il attendrait vingt-quatre heures, et, le lendemain, Frédéric-Guillaume, devenu plus calme, le remercia de sa prudence.

Il en coûta beaucoup à l'électeur de renoncer à la conquête de la Poméranie, qui lui aurait permis de réaliser un de ses projets favoris, celui de faire de ses États une puissance maritime. Malgré les mauvaises conditions dans lesquelles il se trouvait à ce point de vue, il fit un essai de colonisation, qui donna d'abord des espérances : une compagnie créée sous ses auspices envoya en Afrique une flottille escortée par quelques frégates dont on s'était servi dans la guerre contre les Suédois, et on bâtit sur la côte de Guinée, pour protéger les opérations de la compagnie, un fort qui fut nommé *Friedsrichbourg*. Mais, après la mort du grand-électeur, cette

entreprise, entravée par les Hollandais, à qui elle portait ombrage, fut à peu près abandonnée, et, un peu plus tard, le petit-fils de l'électeur vendit Friedrichsbourg à la Hollande.

Nous avons cité cet essai de colonisation, d'ailleurs assez peu connu, afin de montrer que rien n'échappait à l'activité du grand-électeur et à sa sollicitude pour la propriété de ses États. Du reste, de tout ce qu'il fit dans ce but, l'entreprise dont nous venons de parler fut la seule qui demeura à peu près sans résultats. Grâce à son administration, aussi heureuse qu'habile, le pays avait des ressources si assurées que, même pendant l'invasion des Marches par les Suédois et dans toutes les autres circonstances les plus critiques, la banque des États fit toujours exactement ses paiements (1). Sans entrer dans le détail de toutes les améliorations que le Brandebourg dut au grand-électeur, citons au moins l'établissement des postes, jusqu'alors inconnues en Allemagne, et le pavage des rues. Frédéric II dit à ce sujet qu'avant cette dernière amélioration, les courtisans, pendant que la cour était à Potsdam, étaient obligés, pour faire le trajet de chez eux au château, de monter sur des échasses (2).

Le 28 avril 1688, pendant que le prince d'Orange préparait son expédition d'Angleterre, l'électeur mourut, plein de gloire, mais consumé de tristesse. Veuf de Henriette d'Orange, il avait épousé Dorothée de Holstein, princesse ambitieuse qui haïssait mortellement les enfants que l'électeur avait eus de son premier mariage, et, trois de ces enfants ayant succombé coup sur coup, il en résulta naturellement des rumeurs d'empoisonnement, que l'électeur

(1) *Mémoires pour servir à l'Histoire de la maison de Brandebourg.*

(2) *Des Mœurs et des Coutumes,* opuscule de Frédéric II.

n'eut garde d'approfondir; mais son existence fut dès lors flétrie. Il restait pourtant un fils du premier lit, et ce fut lui qui succéda à son père, sous le nom de *Frédéric III*, nom qu'il devait échanger plus tard contre celui de *Frédéric Ier*, en prenant le titre de roi.

L'acquisition de ce titre fut, dès l'avénement du nouvel électeur, le but et le mobile de toute sa politique. Ce prince, plein de vanité et passionné pour le faste et la représentation, avait surtout la prétention de se modeler en tout sur Louis XIV. Petit et contrefait, il croyait corriger ces défauts naturels par des airs de fierté et de hauteur, qui ne servaient qu'à le rendre ridicule, et il résultait de là contre lui des préventions qui firent que, dans son désir de devenir roi, on ne voulut voir qu'une affaire de vanité. La première fois qu'il s'ouvrit là-dessus à ses ministres, ceux-ci se récrièrent sur les inconvénients d'un projet qui soulèverait, disaient-ils, de grandes difficultés, et rendrait plus lourdes les charges de l'État, sans procurer aucun avantage réel. Mais l'unique effet de toutes ces raisons, ce fut la disgrâce du ministre Danckelman, qui, en sa qualité de favori du prince, avait cru pouvoir s'expliquer avec plus de liberté que les autres. Il ne tarda pas à aller réfléchir, sous les verroux de Spandau, aux dangers qu'a quelquefois la franchise pour un courtisan.

Un prince allemand ne pouvait prendre le titre de roi qu'avec l'approbation de l'Empereur et l'assentiment du corps germanique; mais on savait que la détermination de l'Empereur entraînerait aisément celle des autres princes; c'était donc l'Empereur qu'il fallait gagner, et l'électeur n'épargna rien pour cela. Il fut, à son égard, d'une condescendance extrême dans certains arrangements territoriaux, et, sans avoir aucune raison de faire la guerre, ayant au contraire tout intérêt à rester neutre, il seconda efficacement l'Empereur dans la lutte que ce prince avait à sou-

tenir en Flandre, sur le Rhin et en Hongrie. La paix entre l'Empire et la France fut signée à Ryswick, en octobre 1698; mais, deux ans plus tard, la mort de Charles II, en qui s'éteignait la branche espagnole de la maison d'Autriche, mit de nouveau l'Europe en feu. Alors, l'Empereur, afin de s'assurer le concours de Frédéric, lui accorda le consentement, objet de ses vœux, et les conditions convenues de part et d'autre furent : que Frédéric fournirait dix mille hommes à l'Empereur et les entretiendrait à ses frais pendant toute la durée de la guerre; qu'il fournirait également et entretiendrait une partie de la garnison de Philippsbourg; que son titre de roi ne modifierait en rien ses obligations comme membre du corps germanique; qu'il agirait toujours de concert avec l'Empereur, dans ce qui concernerait les affaires de l'Empire; enfin que, en cas d'élection, il voterait pour la maison d'Autriche, « à moins qu'il n'y eût des raisons graves et indispensables qui obligeassent les électeurs à élire un Empereur d'une autre maison. »

Telles sont les clauses essentielles du traité dit *de la Couronne*, qui fut conclu en novembre 1700, entre l'empereur Léopold Ier et l'électeur Frédéric III.

Il y eut quelque hésitation sur la manière dont serait désigné le nouveau royaume. Il fut d'abord question de l'appeler royaume des *Vandales*, parce qu'un royaume de ce nom avait existé autrefois et que les Vandales avaient occupé le nord de la Germanie. Mais, la Poméranie étant une des contrées que les Vandales avaient possédées, la Suède aurait probablement refusé de reconnaître un titre par lequel le nouveau roi eût semblé affirmer ses droits sur cette province, pour laquelle le grand-électeur avait tant lutté. Quant au Brandebourg, comme il demeurait à l'état d'électorat, il semblait peu naturel de changer son titre; ce qu'il y avait de mieux, c'était donc de transformer en royaume

le duché de Prusse, qui était parfaitement indépendant. Il y avait pourtant à cela cet inconvénient, qu'une partie de la Prusse appartenait au roi de Pologne ; voilà pourquoi le nouveau souverain, dans les actes officiels, s'intitulait, non pas *roi de Prusse*, mais *roi en Prusse*, et ce ne fut que peu à peu que la première dénomination, employée dans l'usage ordinaire, finit par être admise dans le langage diplomatique. Tous ces points réglés, on s'occupa du couronnement, qui eut lieu à Kœnigsberg le 18 janvier 1701, avec toute la pompe que faisait naturellement prévoir le caractère de Frédéric. Ce prince plaça d'abord la couronne sur sa tête et couronna ensuite son épouse, Sophie-Charlotte. La cérémonie religieuse fut faite par deux ministres, l'un réformé, 'autre luthérien, qu'on avait à cet effet nommés évêques, et qui officièrent avec le costume des évêques anglicans. La dignité épiscopale n'existait point chez les protestants d'Allemagne (1). La veille de son couronnement, Frédéric avait institué l'ordre de l'*Aigle-Noir*.

(1) Le titre d'*évêques*, que portaient en Allemagne un certain nombre de princes protestants, était purement politique et signifiait simplement que le prince ainsi désigné possédait le territoire d'un évêché supprimé ou, comme on disait, sécularisé, par suite de la réforme.

CHAPITRE VI

HISTOIRE DU ROYAUME DE PRUSSE DEPUIS SON ÉRECTION, JUSQU'A L'AVÉNEMENT DE FRÉDÉRIC II (1701-1740).

A la nouvelle de l'érection du royaume de Prusse, le grand-maître de l'ordre Teutonique protesta contre un événement qui sanctionnait indirectement l'usurpation commise, au préjudice de l'ordre, par Albert de Brandebourg. Le pape Clément XI protesta aussi par le même motif, et, en outre, parce que le droit de créer de nouvelles royautés n'appartenait, disait-il, qu'au Saint-Siége, et que, d'après les lois pontificales, un prince hérétique devait bien plutôt perdre ses anciennes dignités qu'en acquérir de nouvelles. La France, de son côté, refusa naturellement de reconnaître un titre créé pour payer d'avance les services qui devaient être rendus contre elle, et il en fut de même de l'Espagne, qui, par le fait du testament de Charles II, était devenue comme une annexe de la France. Les autres souverains reconnurent tous le nouveau roi ; la France et l'Espagne le reconnurent à leur tour par le traité d'Utrecht (1713); la reconnaissance du Saint-Siége eut lieu beaucoup plus tard,

sous le pontificat de Pie VI, l'année de la mort du grand Frédéric (1786).

Quant à l'importance de ce nouveau titre pour le prince qui venait de l'obtenir, elle fut comprise à l'instant par les esprits clairvoyants. Ainsi, le prince Eugène, dès qu'il fut informé des conventions arrêtées à Vienne, s'écria que l'Empereur devrait faire pendre les ministres qui lui avaient donné un conseil aussi perfide. Ne dirait-on pas qu'il prévoyait en 1700 ce qui devait arriver en 1866? « Il est certain, dit Frédéric II dans ses *Mémoires*, que ce qui fut dans l'origine l'ouvrage de la vanité se trouva être dans la suite un chef-d'œuvre de politique (1). La royauté tira la maison de Brandebourg de ce joug de servitude où la maison d'Autriche tenait alors tous les princes d'Allemagne... Frédéric III semblait dire à toute sa postérité : « Je vous ai acquis « un titre, rendez-vous-en dignes; j'ai jeté les fondements « de votre grandeur, c'est à vous d'achever l'ouvrage. » Une particularité curieuse, c'est que la France la première avait imaginé ce que venait d'exécuter Frédéric; car Louis XIV avait suggéré au grand-électeur cette idée de royauté, voulant ainsi le rendre indépendant de l'Empereur et espérant se l'attacher d'une manière plus durable.

(1) Ainsi Frédéric II suppose que son grand-père fit un chef-d'œuvre de politique, sans le savoir, et en n'ayant d'autre mobile que la vanité. Il existe pourtant dans les archives de Berlin, un Mémoire que l'électeur Frédéric III rédigea pour expliquer à ses ministres les raisons de son projet de royauté; et cet exposé, modeste de ton, mais très-fort de logique, montre que ce prince comprenait toute la portée de l'acte qu'il projetait, et était fort au courant de la politique générale de l'Europe, mais surtout des intérêts et des besoins de ses Etats. Ce n'est pas, du reste, la seule circonstance où l'on voie ce prince faire preuve de beaucoup d'intelligence et de connaissances peu communes. Il est étonnant que quelques travers joints à un mérite incontestable, aient rendu si injustes à son égard, non-seulement ses contemporains, mais même son illustre petit-fils.

Du reste, l'ambition de Frédéric ne se borna pas à l'acquisition d'un titre; en plusieurs occasions, il agrandit ses Etats, et toujours sans effusion de sang. Ainsi, à la mort de Guillaume III, son oncle maternel (1702), il hérita d'une partie de la fortune particulière de ce prince, notamment du comté de Lingen et de la principauté de Meurs. Quelques années plus tard, il acheta d'autres territoires en Westphalie; enfin, à la mort de la duchesse de Nemours (1707), le Conseil d'Etat de Neuchâtel lui adjugea cette principauté, déclarant ses droits mieux fondés que ceux de ses compétiteurs, et le traité d'Utrecht assura cette possession à la Prusse, qui ne l'a perdue complétement qu'en 1857 (1).

Comme tous les petits Etats entourés de grandes puissances, la Prusse eut plus d'une fois, sous ce règne, à conjurer d'imminents périls, et Frédéric se tira toujours habilement de ces positions critiques. Pendant la guerre entre Charles XII et Pierre-le-Grand, il sut si bien ménager chacun de ces princes, que la paix de ses États ne fut pas un

(1) La principauté de *Neuchâtel* avait été primitivement une seigneurie relevant du royaume de Bourgogne Cisjurane, et, après bien des transformations, elle était entrée, par suite d'un mariage, dans la maison de Longueville, issue du fameux Dunois. La duchesse de Nemours, qui mourut en 1707, possédait cette principauté en sa qualité de fille unique du duc de Longueville, beau-frère du grand Condé; en sorte qu'elle avait eu pour mère la célèbre duchesse de Longueville, qui joua un si grand rôle dans les troubles de la *Fronde*. Les prétendants à la succession de la duchesse de Nemours furent : le prince de Conti, proche parent des Longueville, et les princes d'Orange, qui invoquaient le droit de la maison de Chalon, dont ils avaient hérité; ce droit, transmis par Guillaume III d'Orange à son neveu Frédéric I[er] de Prusse, fut celui que reconnut le Conseil d'Etat de Neuchâtel. Ordinairement, quand on parle des incidents relatifs à la principauté de Neuchâtel, on mentionne aussi celle de *Valangin ;* mais, à l'époque de la mort de la duchesse de Nemours, cette autre principauté était réunie, depuis environ deux siècles, à celle de Neuchâtel. Nous reviendrons plus tard sur la principauté de Neuchâtel, qui forme aujourd'hui un des Cantons suisses.

seul instant troublée. Mais il prit part à la lutte contre la France, et rien ne le rendait plus fier que la manière dont ses troupes s'étaient fait remarquer dans les célèbres journées d'Hochstedt et de Malplaquet.

Sa mort, qui précéda de six semaines la signature du traité d'Utrecht, fut amenée par un incident qui a quelque chose de romanesque. Frédéric, après avoir perdu, étant encore fort jeune, sa première femme, Elisabeth de Hesse-Cassel, avait épousé Sophie-Charlotte de Hanovre, qui mourut en 1705. Il épousa alors en troisièmes noces Louise de Mecklembourg, dont les facultés mentales, par suite d'un piétisme exalté, s'altérèrent profondément; mais, aux époques de ses accès, on la gardait avec grand soin, en sorte que le roi était loin de connaître toute l'étendue du mal. Un jour pourtant, au milieu d'un violent délire, elle échappa aux personnes qui la surveillaient, et, brisant une porte de glace, se précipita avec de grands cris dans l'appartement du roi. Ce prince, qui se trouvait lui-même malade, s'était assoupi dans un fauteuil. Réveillé en sursaut et voyant devant lui une femme tout échevelée, vêtue de blanc et les mains ensanglantées : « J'ai vu la femme blanche, s'écria-t-il, je suis perdu ! » Voici l'explication de cette singulière exclamation : L'électeur Joachim Ier, disait-on, voulant agrandir son palais, avait contraint une vieille femme de lui vendre sa maison, à laquelle elle tenait singulièrement, si bien qu'elle ne tarda pas à mourir de chagrin; mais, avant d'expirer, elle proféra mille malédictions contre l'électeur et annonça qu'elle serait pour lui et pour ses descendants une messagère de mort. Depuis lors, ajoutait la tradition, l'apparition d'un spectre blanc annonçait toujours dans la famille de Brandebourg une mort prochaine. D'après cela, on conçoit l'effet que la secousse qu'il venait d'éprouver dut produire sur un homme singulièrement impressionnable, d'un tempérament très-

faible et ayant la tête plus faible encore; il s'alita aussitôt et mourut quelques jours après, le 25 avril 1713, dans sa cinquante-sixième année.

Les dépenses inutiles qu'on reproche avec raison à ce prince ne l'avaient pas empêché d'en faire aussi de très-profitables, surtout pour encourager les industries dont son père avait doté le pays, et qui firent sous son règne de notables progrès. Il s'appliqua en outre, ce qui du reste rentrait dans ses goûts, à embellir sa capitale, ainsi que Potsdam et Kœnigsberg; pour cela, il s'attacha deux habiles architectes, Bott et Erlander, et un sculpteur non moins distingué, Schluter. Enfin ce fut ce prince qui, sur les instances de son épouse Sophie-Charlotte, princesse tout à fait supérieure par son esprit et ses connaissances, fonda l'Académie royale des sciences, dont l'organisation fut confiée à l'illustre Leibnitz. Frédéric, zélé calviniste, était très-opposé aux catholiques, mais sans les opprimer, sans même les gêner en rien dans l'exercice de leur culte. Son petit-fils, après avoir constaté cette tolérance, au lieu de lui en tenir franchement compte, ajoute la réflexion suivante, où perce sa malveillance habituelle à son égard : « Peut-être eût-il été persécuteur, si ses coreligionnaires s'étaient avisés de joindre des cérémonies et de l'appareil aux persécutions. » Du reste, bien que généralement indulgent, Frédéric punissait quelquefois avec une extrême rigueur; c'était surtout quand le coupable avait blessé son amour-propre. Ainsi, un alchimiste italien, ayant abusé de sa crédulité, et, sous prétexte de faire de l'or, étant parvenu à lui en soutirer beaucoup, fut, après une procédure fort expéditive, pendu en habit de papier doré, à une potence également recouverte de papier doré. Terminons cette étude bien incomplète sur Frédéric Ier, en rappelant le mot par lequel Frédéric II résume son opinion sur lui : « Il fut grand dans les petites choses et petit dans les grandes, » mot spi-

rituel et en général assez juste, mais qu'il ne faudrait pas prendre trop à la lettre.

Il arrive fréquemment que lorsqu'un prince a porté très-loin certains défauts, son fils tombe dans les défauts opposés. Ce contraste, dont il serait aisé de trouver l'explication, s'est rarement présenté d'une manière aussi frappante que dans les deux règnes de Frédéric Ier et de Frédéric-Guillaume Ier, qui lui succéda à l'âge de vingt-cinq ans. Autant le père s'était montré prodigue, autant le fils apporta d'économie dans ses dépenses personnelles et dans toutes les branches de l'administration. Les cent chambellans de Frédéric Ier furent réduits à douze, et tous les gros traitements, diminués; en sorte que, d'après un contemporain, bien des gens qui avaient roulé carrosse se virent obligés d'aller à pied, ce qui fit dire que le roi avait rendu aux perclus l'usage des jambes. Mais, comme son père avait souvent été puéril dans son faste, lui le fut parfois dans sa parcimonie. Ainsi, il exigeait qu'afin d'employer un peu moins de drap, on fît toujours ses habits écourtés d'une manière ridicule, et ses perruques, réduites, pour le même motif, à des proportions tout à fait insolites, le rendaient plus ridicule encore. Il va sans dire qu'un prince qui poussait l'économie jusqu'à de pareilles excentricités, se dispensa de la cérémonie du couronnement, qui n'eût pu se faire sans d'assez grandes dépenses.

Un autre contraste non moins marqué, c'était celui qui se trouvait entre la distinction exagérée du père et la vulgarité de ton et d'habitudes du fils (1). Frédéric-Guillaume

(1) L'histoire ne doit point recueillir les anecdotes, à moins pourtant qu'elle n'en rencontre de tout à fait propres à caractériser les personnages qu'elle a à faire connaître. Telle est, ce nous semble, la suivante, qui montre à quel point Frédéric-Guillaume manquait de dignité, et qui contient en même temps une allusion piquante à son avarice. Ce prince

n'avait pas de plus agréable passe-temps que d'aller, tous les soirs, pendant de longues heures, boire et fumer avec de vieux généraux, aux manières soldatesques, et même avec un ancien domestique servant de bouffon, dans un pavillon grossièrement meublé qui se trouvait dans les dépendances du château de Potsdam. De pareilles habitudes ne pouvaient s'allier avec des goûts littéraires ; aussi Frédéric avait-il pour les lettres et les sciences, non pas seulement de l'indifférence, mais un éloignement qui alla jusqu'à l'aversion, lorsqu'il comprit que son fils préférait l'étude aux exercices militaires.

C'est que la grande préoccupation du roi était, non pas la guerre, qu'au contraire, il évita toujours autant qu'il put; mais le soin de former une armée, et, dès 1718, il avait soixante mille hommes bien équipés et parfaitement exercés à tous les détails de la manœuvre. On a souvent comparé Frédéric-Guillaume, père du grand Frédéric, à Philippe de Macédoine, père du grand Alexandre, et il y a réellement bien des rapports entre ces deux princes, du moins à ce point de vue, que chacun d'eux prépara les grandes choses que devait accomplir son fils. Comme s'il eût eu conscience de cette mission de précurseur d'un grand roi, Frédéric-Guillaume la remplit de la manière la plus efficace, en travaillant pendant tout son règne à se mettre

n'aimait point les ecclésiastiques de l'Eglise romaine. Se promenant un jour avec quelques généraux le long de la Sprée, il vit venir un prêtre catholique : « Attendez un moment, dit-il à sa suite; nous allons nous divertir aux dépens de ce cafard ; » et, se dirigeant du côté de l'ecclésiastique : « As-tu lu le *Tartufe* de Molière? » lui demanda-t-il d'un ton brusque? — Oui, sire, répondit le prêtre en s'inclinant respectueusement, et l'*Avare* aussi. » Furieux d'une réponse dont ceux qui l'entouraient et lui-même sentaient parfaitement l'à-propos, il demeura muet jusqu'à sa rentrée au palais. « Si je n'avais vu quelques personnes auprès de nous, dit-il alors, ma canne aurait fait justice de l'insolent. »

en état de léguer à son fils des finances prospères et une excellente armée. Mais, de même que nous l'avons vu très-bizarre dans quelques détails de ses économies, il ne le fut guère moins dans une partie des soins qu'il se donna pour former son armée. Ainsi cet homme, d'une avarice proverbiale, devenait prodigue lorsqu'il s'agissait de se procurer des soldats de haute taille; il tenait surtout d'une manière incroyable à avoir un régiment composé de véritables géants, et on cite un Irlandais, appelé Jacques Kirkland, dont l'acquisition lui coûta près de trente-deux mille francs, payés, tant à l'Irlandais lui-même, qu'aux recruteurs qui le lui procurèrent. Ces recruteurs, après avoir fait des recherches minutieuses dans tout le royaume de Prusse, se mirent à exploiter les autres Etats et y commirent des actes de violence incroyables. Dans un village du nord de l'Italie, un prêtre, nommé Bastiani fut enlevé pendant qu'il célébrait la messe ; on s'empara aussi en Italie d'un moine nommé Capra. Il n'y eut pas jusqu'à un envoyé extraordinaire de l'Empereur qui, traversant les Etats du roi de Prusse pour se rendre en Angleterre et, étant entré seul à Halberstadt, à cause d'un accident survenu à sa voiture, ne fût arrêté, grâce à sa belle taille. Ses gens étant arrivés quelques instants après, il fallut bien le relâcher et lui faire d'humbles excuses, mais non sans regretter amèrement de ne pouvoir présenter au roi une si belle conquête, qu'il aurait chèrement payée. Les recruteurs portèrent quelquefois les choses si loin, que l'électeur de Bavière et le landgrave de Hesse en firent pendre plusieurs. Quant au chiffre des sommes que coûta la formation de ce fameux régiment, personne n'a pu le savoir ; car Frédéric-Guillaume, qui probablement en était lui-même honteux, brûla, la veille de sa mort, tous les comptes et autres papiers relatifs à cette affaire.

Le principal chef de l'armée de Frédéric-Guillaume était

le prince Léopold d'Anhalt-Dessau, général d'un grand mérite, qui avait figuré avec éclat dans la guerre contre la France, notamment à la bataille d'Hochstedt (1704). La Prusse lui dut surtout l'organisation de cette célèbre infanterie que toute l'Europe admira pendant le règne du grand Frédéric. Mais Frédéric-Guillaume, qui formait cette armée avec tant de soin, la fit à peine connaître ; car il ne prit part qu'à une seule campagne, qui du reste eut pour lui des avantages fabuleux. Voici en peu de mots cet épisode, le plus important sans contredit du règne de ce prince.

Charles XII, après avoir perdu la bataille de Pultawa (1709), s'était réfugié dans l'empire Ottoman, d'où il ne revint qu'en 1714. Son absence et l'état d'affaiblissement où se trouvait la Suède, présentaient une occasion précieuse à Frédéric Ier, qui régnait sur la Prusse, de faire valoir ses droits sur la Poméranie ; mais ce prince resta dans une complète inaction, et refusa même d'entrer dans la coalition de la Russie et du Danemark contre la Suède, ce qui eût pu avoir pour lui de grands avantages, sans l'exposer à des dangers bien sérieux.

Dès l'avénement de Frédéric-Guillaume, des propositions lui furent faites au sujet de la Poméranie, mais par un prince qui était censé agir dans l'intérêt de Charles XII, son parent ; ce prince était le duc de Holstein-Gottorp, à qui, précisément à cause de ses relations avec le roi de Suède, les Danois venaient d'enlever presque tous ses États. Il invita le roi de Prusse à mettre garnison dans Stettin et dans Wismar (1), afin que ces places ne tombassent au pouvoir des Russes et des Danois. Par un article

(1) *Wismar* est peu distant de la Poméranie, mais se trouve dans le Mecklembourg. Il appartenait alors aux Suédois.

secret du traité qui fut signé à Berlin le 22 juin 1713, le duc de Holstein s'engageait à faire tous ses efforts pour décider Charles XII à céder au roi de Prusse la propriété de Stettin, et, dans le cas assez probable où lui-même succéderait un jour à Charles XII, il promettait de renoncer en faveur de la Prusse à toute la Poméranie. Frédéric-Guillaume avait accepté avec empressement un arrangement qui lui permettait d'entrer sans coup férir dans cette Poméranie, pour laquelle le grand-électeur avait fait tant d'efforts en pure perte ; mais, le gouverneur de Stettin ayant déclaré qu'il n'ouvrirait cette place aux Prussiens que sur un ordre formel de Charles XII, il fallut renoncer, du moins pour le moment, à ce projet.

Cependant, comme l'avait prévu le duc de Holstein-Gottorp, Stettin ne tarda pas à être attaquée ; vingt-quatre mille Russes l'investirent et le gouverneur fut contraint de capituler le 30 septembre (1713) ; mais il tint à le faire d'après les clauses du traité de Berlin, en sorte que la place devait être occupée par les Prussiens. Il était tout naturel que cet officier aimât mieux remettre Stettin au roi de Prusse, qui s'était posé presque en allié de son maître, qu'aux Russes, ses irréconciliables ennemis ; mais on ne comprenait pas, de la part des Russes, l'acceptation d'une pareille combinaison. L'explication de cette espèce d'énigme, c'est que Mentzikoff, généralissime de l'armée russe, avait été gagné, ou, pour mieux dire, acheté par Auguste II de Pologne, qui craignait de voir les Russes s'établir dans une place qui les aurait rendus maîtres du cours de l'Oder. Un traité fut signé à Schwet, le 6 octobre, entre Mentzikoff, le roi de Pologne et le roi de Prusse, et, le lendemain, les troupes de ce dernier occupèrent Stettin. Le traité de Schwet stipulait que le roi de Prusse occuperait également Wismar, Stralsund et toutes les places dont les alliés s'empareraient. Il ne devait à la vérité les tenir qu'en sé-

questre et il s'engageait à les remettre, à la paix, contre le remboursement des frais d'occupation; mais c'était toujours pour lui un avantage immense que d'occuper en fait des places sur lesquelles il avait d'un autre côté des droits à faire valoir; car cette occupation provisoire avait évidemment bien des chances de devenir définitive. C'est ce que comprit bientôt le roi de Pologne, et il regretta d'avoir pris une détermination d'où il pourrait très-bien résulter que le roi de Prusse recueillerait seul tout le bénéfice d'une guerre à laquelle il n'aurait contribué en rien. La pensée d'Auguste II avait été de partager la Poméranie avec les Danois, naturellement en gardant pour lui la meilleure part, et c'était afin d'avoir le temps de faire avec le roi de Danemark des conditions telles qu'il les entendait, qu'il avait pris le parti de confier provisoirement aux Prussiens les places dont on s'emparerait, parti dont il sentait déjà toute l'imprudence. Le roi de Prusse, en mettant une garnison dans Stettin, occupa aussi les îles de Wollin et d'Usedom, qui forment devant la lagune de Stettin une sorte de clôture. Le czar, de son côté, mécontent du traité de Schwet et en général de la tournure que prenaient les choses en Poméranie, rappela ses troupes pour les employer contre les provinces que la Suède possédait à l'est de la Baltique, et l'éloignement de l'armée russe accrut de beaucoup l'importance du rôle que le roi de Prusse jouait dans la coalition.

Cependant, après plus d'une année, les alliés n'avaient fait aucune autre conquête importante, lorsque, le 22 novembre 1714, Charles XII, ayant, à la faveur d'un déguisement et avec une rapidité incroyable, traversé l'Europe, des bords de la mer Noire à ceux de la Baltique, arriva à l'improviste à Stralsund, et somma le roi de Prusse d'avoir à lui remettre Stettin. Frédéric-Guillaume n'eut garde d'obéir à cette injonction; il s'efforça seulement de rendre

son refus le moins irritant possible, en le colorant de prétextes spécieux ; en même temps, il se hâta de renforcer la garnison de Stettin et de fortifier l'île de Wollin, dont les moyens de défense laissaient à désirer. Charles XII employa les mois d'hiver à se procurer des troupes et, le 22 avril, il enleva par un hardi coup de main l'île d'Usedom, ce qui lui facilitait les approches de Stettin.

Le roi de Prusse, d'après le traité de Schwet, devait seulement tenir garnison dans les forteresses, sans prendre aucune part aux opérations militaires; on peut même dire que les termes de la capitulation de Stettin le constituaient dans une sorte de neutralité ; aussi avait-il conservé à Stettin et dans l'île de Wollin quelques troupes appartenant au duc de Holstein-Gottorp, allié de la Suède. Mais, quand il vit Charles XII prendre vigoureusement l'offensive, il craignit naturellement pour Stettin, dont il tenait tant à demeurer le maître. En conséquence, il désarma les troupes holsteinoises, qui auraient pu se déclarer en faveur des Suédois, et prit le parti de faire le siége de Stralsund, ce qui lui présentait le double avantage d'empêcher Charles XII d'attaquer Stettin, et, en cas de succès, de chasser les Suédois de la Poméranie. Or, ce succès était probable. En effet, Charles XII n'était parvenu à se procurer que des forces tout à fait insuffisantes pour résister aux efforts combinés du Danemark, de la Prusse et de la Saxe ; car c'était comme électeur de Saxe que le roi de Pologne faisait la guerre en Poméranie, et les troupes qu'il envoya au siége de Stralsund étaient composées de Saxons. Le roi de Prusse s'y rendit en personne, à la tête de vingt mille hommes et ayant avec lui le prince d'Anhalt-Dessau ; Frédéric IV de Danemark y alla aussi en personne avec quelques troupes, tandis que son escadre s'avançait pour seconder les opérations des assiégeants. Charles XII, de son côté, occupait avec douze mille hommes une espèce de

camp retranché qui avait été établi devant le seul côté de la place qui pût être attaqué, les autres côtés étant protégés par la mer ; en outre, la flotte suédoise s'était placée de manière à soutenir les assiégés, à leur procurer des vivres et des munitions, et à leur amener des renforts.

La première chose à faire, c'était donc de tenter un vigoureux effort pour disperser cette flotte, dont la présence eût rendu le siége très-difficile et, dans tous les cas, très-long; c'est à quoi parvint l'escadre danoise, après un combat acharné, où les marins suédois se montrèrent inférieurs à leurs ennemis, non pas en intrépidité, mais en habileté à manœuvrer. Après cet important succès, on attaqua l'île d'Usedom et on s'en empara ; le fort de Peenemunde, son principal point de défense, fut emporté d'assaut (10 août), aussi bien que celui de Wolgast, situé sur le continent, mais séparé de l'île seulement par un étroit canal (21 août). En chassant ainsi les Suédois de tous les points qu'ils occupaient dans le rayon de Stettin, le roi de Prusse voulait s'assurer que cette place ne risquerait pas d'être attaquée pendant qu'il serait occupé au siége de Stralsund. Cela fait, toutes les forces des assiégeants furent dirigées contre le camp retranché, où se tenait Charles XII. On pense bien que, sur ce point, la lutte fut terrible; elle dura plus de deux mois; enfin, le 4 novembre, les Saxons parvinrent à franchir le retranchement, qui n'était plus en état d'être défendu, et Charles XII s'enferma dans la place. Avant d'entreprendre de l'y forcer, on alla attaquer l'île de Rugen, qui est pour Stralsund comme un ouvrage avancé ; Charles XII accourut pour la défendre, et ne céda à la supériorité du nombre qu'après avoir perdu cinq mille hommes.

Ces pertes, qui usaient en détail les forces déjà bien insuffisantes dont disposait Charles XII, étaient le résultat qu'avaient surtout en vue les alliés dans ces opérations préliminaires, afin que, lorsqu'on en viendrait à l'attaque,

bien autrement difficile, du corps de la place, le roi de Suède se trouvât hors d'état d'opposer une longue résistance. En effet, au bout de quelques jours de tranchée ouverte, on s'aperçut que la défense faiblissait, faute de monde; mais on connaissait trop bien le caractère de Charles XII pour espérer qu'il consentît jamais à capituler; on était donc convaincu qu'il faudrait prendre la place d'assaut, et, tout en s'y préparant, les rois de Prusse et de Danemark déterminèrent, par une convention détaillée, ce qu'on ferait dans les deux hypothèses que l'on pouvait prévoir : celle où le roi de Suède se ferait tuer, celle où, grâce aux précautions prises pour ménager la vie de ce prince, on parviendrait à s'emparer de sa personne.

Ainsi, les assiégeants n'étaient en doute que sur un point : serait-ce vif ou mort que le roi de Suède tomberait entre leurs mains ? Quant à une tentative de ce prince pour leur échapper par mer, l'idée ne leur en était pas venue, la chose étant regardée comme absolument impossible, à une époque de l'année où, jusqu'à une assez grande distance de la côte, la Baltique était couverte d'énormes glaçons; car on était déjà dans la seconde moitié de décembre. Mais Charles XII aimait à tenter l'impossible, et, cette fois, il le fit avec un succès égal à son audace. La glace n'était pas encore assez continue pour pouvoir servir de pont; d'un autre côté, les interstices qui se trouvaient entre les glaçons ne formaient aucun canal suivi, où l'on pût naviguer, et ces difficultés, déjà à peu près insurmontables, étaient plus que doublées par cette circonstance, que le trajet devait nécessairement être fait de nuit. Charles XII l'exécuta au moyen d'une très-petite nacelle, que probablement il faisait glisser sur la glace lorsqu'il avait à passer d'un interstice à un autre; le fait est qu'il parvint à gagner un vaisseau suédois qui l'attendait au large et qui le déposa sur le côte de Scanie. Ce fut dans la nuit du 21 au 22 dé-

cembre 1714 qu'il quitta ainsi Stralsund, et, le lendemain, lorsqu'on fut assuré dans la place, par les signaux du navire, que le roi était en sureté, le gouverneur fit des ouvertures pour une capitulation, qui fut signée le 23. Les deux rois, fort surpris, mais au fond très-satisfaits de voir se terminer ainsi une lutte qui aurait pu exiger encore de longs efforts et coûter bien du sang, s'arrangèrent entre eux sur le champ : celui de Danemark garda Stralsund avec l'île de Rugen et la partie de la Poméranie située sur la rive gauche de la Peene, rivière qui se jette dans la lagune de Stettin; le roi de Prusse eut pour sa part, avec Stettin et les îles voisines, tout le territoire compris entre la Peene et l'Oder. Ce territoire, qui formait comme le prolongement de la Marche Uckeraine, était la partie de la Poméranie la plus à portée du Brandebourg, et celle qui présentait la voie la plus courte entre Berlin et la mer. Cette importante acquisition fut confirmée à la Prusse par plusieurs traités, notamment par celui de Stockholm, conclu avec la Suède, en 1720, dix ans après la mort de Charles XII.

L'affaire de Stralsund fut, comme nous l'avons dit, le seul fait de guerre qui interrompit pendant quelques mois les vingt-sept années de paix que présente le règne de Frédéric-Guillaume. En dehors de cette courte lutte, les préoccupations militaires de ce prince, qui tiennent pourtant une grande place dans sa vie, se bornèrent au soin de recruter, de discipliner et d'exercer son armée; or, ce que nous avons déjà dit sur ce sujet nous paraît suffisant. Nous n'entrerons pas non plus dans le détail de tout ce qu'il fit relativement aux finances, son autre grande préoccupation; mais nous ne pouvons passer sous silence une mesure importante qu'il prit en 1714. A des époques désastreuses, principalement sous l'électorat de George-Guillaume, afin de tirer quelque produit des terres domaniales, dont la culture était complétement négligée

on les avait aliénées par des contrats emphytéotiques, pour des redevances annuelles presque insignifiantes. Dans l'état de prospérité où se trouvait parvenu le pays depuis le grand-électeur, ces redevances étaient sans aucune proportion avec ce que donnaient réellement les terres. Or, Frédéric-Guillaume n'était pas homme à se résigner à la perte d'un revenu considérable, sur lequel il pensait avoir des droits; il annula donc tous les contrats eu question, et décida que dorénavant les terres domaniales seraient affermées au plus offrant et gérées comme des propriétés ordinaires. La justice de cette mesure peut être contestée; mais, ce qu'il faut reconnaître, c'est qu'elle fut on ne peut plus avantageuse au pays. En effet, les encouragements du grand-électeur et l'exemple des réfugiés français avaient appelé l'attention sur l'agriculture; ces terres furent donc affermées avec empressement et soigneusement cultivées par des gens intelligents, ce qui amena dans l'économie agricole de notables progrès et répandit dans beaucoup de localités une grande aisance. Un autre résultat, peu connu, quoique fort remarquable, de la mesure dont nous parlons, c'est que les rois de Prusse n'ont pas de liste civile. Les biens domaniaux, sagement administrés, suffisent largement à leurs besoins, à ceux de leur famille et à l'entretien de leur cour; il leur reste même tous les ans des sommes importantes, qui sont déversées dans le trésor pour aider à couvrir les dépenses publiques. Ces princes sont donc de grands propriétaires fonciers, les plus grands probablement du monde entier, et cette expression de propriétaires est d'autant plus exacte, que les biens en question ont été, en assez grande partie, achetés argent comptant par des électeurs de Brandebourg ou par des rois de Prusse. Les premières et les plus importantes de ces acquisitions furent faites par le premier électeur de Brandebourg, Frédéric de Hohenzollern, burgrave de Nu-

renberg, dont nous avons signalé plus haut l'immense fortune, ainsi que l'usage intelligent qu'il en faisait; plusieurs de ses successeurs ajoutèrent à ces vastes domaines par des acquisitions nouvelles, et Frédéric-Guillaume Ier en fit pour environ vingt millions.

Parmi les mesures qu'adopta Frédéric-Guillaume relativement à l'administration de la justice, mesures sages, mais qui n'ont rien de particulièrement digne d'attention, nous nous contenterons de citer le décret par lequel, l'année même de son avénement, il défendit absolument les procès pour cause de sorcellerie, ce qui, vu les idées qui régnaient encore à cette époque dans la plupart des pays de l'Europe, indique un bon sens remarquable chez un prince qui, d'ailleurs, était loin de se poser en esprit fort. Il était, au contraire, profondément pénétré des idées religieuses; mais là, comme partout, on retrouvait l'absolutisme et la bizarrerie de son caractère : ainsi, il aurait soutenu jusqu'au martyre la divinité du Nouveau-Testament, mais il rejetait absolument l'Ancien, et il défendit à son aumônier d'en citer jamais aucun passage. Frédéric-Guillaume était calviniste, comme l'avaient été ses ancêtres depuis 1614; mais on voit déjà poindre chez lui l'idée, que nous verrons réalisée plus tard par un de ses descendants, de réunir les calvinistes et les luthériens, et de fondre ensemble les deux cultes.

Il nous reste maintenant à donner quelques détails sur les rapports, généralement très-difficiles, de Frédéric-Guillaume avec sa famille. Quoiqu'il eût épousé une sœur de George II d'Angleterre, il avait pour ce prince une sorte d'antipathie, qui tenait peut-être tout simplement à ce que George était très-moqueur et Frédéric-Guillaume extrêmement susceptible. George, en parlant de lui, l'appelait ordinairement *mon frère le caporal*, se moquant ainsi de l'ardeur avec laquelle Frédéric-Guillaume entrait dans les

plus minutieux détails de la discipline militaire, occupation peu digne d'un roi; il l'appelait aussi l'*archi-sablier de l'empire*, par allusion aux landes sablonneuses qui couvrent une partie du Brandebourg; or, ces plaisanteries étaient pour le roi de Prusse de graves offenses, et l'irritation qu'elles lui causaient influait beaucoup sur sa politique.

Néanmoins, la reine de Prusse, de concert avec la reine d'Angleterre, avait formé le projet d'unir étroitement les deux maisons par un double mariage, celui du prince royal, qui fut depuis Frédéric II, avec une fille de George II, et celui du prince de Galles avec Frédérique-Willelmine, fille aînée du roi de Prusse. Ce projet ne déplaisait point à George II, et Frédéric-Guillaume lui-même, malgré sa mauvaise humeur contre son beau-frère, eût probablement fini par y consentir. Mais l'Empereur, qui voyait avec inquiétude l'importance de la Prusse grandir de jour en jour, tenait beaucoup à empêcher une union trop intime de cette puissance avec l'Angleterre, et, dans cette vue, il envoya à Berlin comme son ministre le feld-maréchal comte de Seckendorf. C'était un homme de guerre distingué, et Frédéric-Guillaume, qui avait eu occasion d'apprécier ses qualités militaires, faisait de lui le plus grand cas; mais ses manières brusques et son caractère emporté semblaient le rendre impropre aux fonctions de diplomate. Or ces défauts, qui, très-probablement, l'eussent fait échouer partout ailleurs, furent, au contraire, ce qui, auprès de Frédéric-Guillaume, le fit réussir d'une manière incroyable; c'est, du reste, ce que l'Empereur avait espéré en le choisissant. Frédéric-Guillaume, qui était lui-même brusque et emporté, fut charmé d'avoir affaire à un diplomate qui lui ressemblait, et, prenant pour une franchise parfaite, ce qui, au contraire, servait à couvrir une astuce profonde, il ne tarda pas à accorder à Seckendorf toute sa confiance et à en faire, on peut dire, son ami.

Afin d'empêcher le double mariage, que la reine avait tant à cœur, Seckendorff s'attacha à enlever à cette princesse le peu d'influence qu'elle avait sur le roi, et, pour cela il sema la mésintelligence entre les deux époux, sans reculer devant un moyen aussi odieux que celui de faire naître dans l'esprit de Frédéric-Guillaume des sentiments de jalousie qui, bien que n'ayant aucun fondement, devinrent pour la reine une source d'amers chagrins. De son côté, il faut en convenir, cette princesse, par ses imprudentes démarches pour arriver aux mariages anglais, démarches qui parfois ressemblaient fort à des intrigues, ne contribuait pas peu à exaspérer le roi contre elle, et, par là-même, à l'aliéner de son fils. En effet, la reine et le jeune prince ayant l'un pour l'autre une extrême tendresse, il n'en fallait pas davantage pour qu'un homme du caractère de Frédéric-Guillaume fît retomber en partie sur l'enfant l'irritation qu'il éprouvait contre la mère, d'autant plus que cette irritation venait surtout du mariage que la reine avait projeté pour son fils.

Lorsque commença à se manifester le refroidissement de Frédéric-Guillaume à l'égard du Prince Royal, celui-ci, trop jeune encore pour y avoir donné aucun motif, avait au contraire tout ce qui pouvait le rendre cher à son père ; il était beau, gracieux, spirituel, affectueux et d'une intelligence bien au-dessus de son âge. Mais, en 1728, Frédéric, alors âgé de seize ans, ayant accompagné son père à Dresde, où celui-ci allait pour conférer avec Auguste II, électeur de Saxe et roi de Pologne, ce voyage produisit sur le jeune prince des effets qui firent que les mauvaises dispositions du roi à son égard devinrent une aversion prononcée ; de là des scènes terribles, des incidents tragiques et même une condamnation à mort prononcée contre le prince royal, condamnation dont on ne sait quel eût été le résultat, sans l'opposition qui y fut formée au nom de l'Empereur. Mais

ces faits seront plus à leur place dans l'histoire de Frédéric II, surtout à cause de l'influence qu'ils eurent à certains points de vue sur les idées et sur la conduite ultérieure de ce prince. Bornons-nous donc à dire ici que Frédéric-Guillaume finit par s'adoucir à l'égard de son fils, à qui même il témoigna, dans les derniers temps de sa vie, une véritable tendresse.

Pendant la longue et douloureuse maladie à laquelle ce prince succomba, la reine, pour qui il avait été si dur, l'assista avec un admirable dévouement. Son fils, qui avait eu tant à souffrir de sa sévérité et de sa violence, ne s'est pas fait moins d'honneur par la manière dont il a parlé de lui dans ses écrits, fermant respectueusement les yeux sur les défauts et faisant ressortir de son mieux les bonnes qualités et les actions louables: « La politique du roi, dit-il, fut toujours inséparable de sa justice. Moins occupé à étendre qu'à conserver ce qu'il possédait; toujours armé pour sa défense et jamais pour le malheur de l'Europe, il préférait partout l'utile à l'agréable; bâtissant avec profusion pour ses sujets, ne dépensant pas la plus modique somme pour se loger lui-même, circonspect dans ses engagements, vrai dans ses promesses, austère dans ses mœurs, rigoureux sur celles des autres, sévère observateur de la discipline militaire, gouvernant son Etat par la même loi que son armée; il présumait si bien de l'humanité, qu'il prétendait que tous ses sujets fussent aussi stricts que lui. Frédéric-Guillaume laissa en mourant soixante-dix mille hommes, entretenus par sa bonne économie, les finances augmentées, le trésor public rempli et un ordre merveilleux dans toutes ses affaires. S'il est vrai de dire qu'on doit l'ombre du chêne qui nous couvre au gland qui l'a produit, toute la terre conviendra qu'on trouve dans la vie laborieuse de ce prince et dans les mesures qu'il prit avec sagesse, les principes de la prospérité dont la maison royale

a joui après sa mort. » Quand aux scènes violentes dont nous avons dit un mot et que nous aurons à raconter dans le chapitre suivant, Frédéric II n'y fait allusion qu'une seule fois, et cela en s'accusant lui-même: « Nous avons passé sous silence, dit-il, les chagrins domestiques de ce grand prince ; on doit quelque indulgence aux enfants, en faveur des vertus d'un tel père. »

Frédéric-Guillaume ne fut pas jugé avec autant d'indulgence par un ministre luthérien qu'il fit appeler lorsqu'il comprit que sa fin approchait. Ce ministre, appelé Roloff, jouissait à Berlin d'une grande réputation ; voilà pourquoi le roi, bien que zélé calviniste, désira s'entretenir avec lui, et le curieux récit que nous a laissé de cet entretien le baron de Poëllnitz (1), chambellan de Frédéric-Guillaume, rappelle un incident bien connu des derniers temps de Louis XI. Le roi, qui cherchait surtout à être consolé et rassuré, commença par exprimer la grande confiance qu'il avait d'être sauvé : « Car, disait-il, je n'ai jamais enfreint les dix commandements. Ai-je commis quelque adultère? Non. Ai-je été une seule fois infidèle à ma femme? Non. J'hériterai donc du royaume des cieux. » Mais le ministre n'était pas de facile composition, et Frédéric eut à subir un rude examen de conscience ; chaque article sur lequel il avait le plus de reproches à se faire étant impitoyablement scruté. Ainsi, ses violences envers sa famille, son despotisme capricieux et quelquefois cruel envers ses sujets (2), les

(1) *Mémoires pour servir à l'Histoire des quatre derniers souverains de la maison de Brandebourg*, par le baron de Poëllnitz.

(2) Deux traits pris entre beaucoup d'autres suffiront pour donner une idée de ce despotisme intolérable qui, chez Frédéric-Guillaume, déparait les meilleures qualités. Ainsi, dans le passage cité un peu plus haut, son fils dit qu'il était *austère dans ses mœurs et rigoureux sur celles des autres*; or, voici un exemple de cette rigueur : Le Prince

iniquités commises pour ses enrôlements forcés, tout fut passé en revue. Au commencement, il essayait de se défendre; mais il vit bientôt qu'il fallait y renoncer: « Toutes vos excuses, lui disait le ministre, pourraient absolument en imposer aux hommes, mais elles ne trompent pas Dieu. » Frédéric-Guillaume n'était pas accoutumé à un pareil langage; mais un monarque, au lit de la mort, redevient un homme : aussi ne tarda-t-il pas à reconnaître que le ministre avait raison: « Vous ne me ménagez pas, lui dit-il quand l'examen de conscience fut terminé; vous me parlez en bon chrétien et en honnête homme; je vous en sais gré et je reconnais que je suis un grand pécheur. Maintenant, priez avec moi pour que je demande pardon à Dieu. » Puis il re-

Royal, après le voyage de Dresde, trouvait ses soirées fort tristes au château de Potsdam. Passionné pour la musique et possédant sur la flûte un talent remarquable, il était vivement contrarié de n'avoir personne qui pût l'accompagner. Une circonstance fortuite lui ayant fait connaître d'honnêtes bourgeois dont la fille était assez forte sur le clavecin, il allait quelquefois passer la soirée chez eux pour se livrer à son divertissement favori. La jeune fille était loin d'être belle, rien n'était plus innocent que ces petits concerts, qui, d'ailleurs, avaient lieu en présence de toute la famille. Mais, lorsque Frédéric-Guillaume en fut instruit, supposant une intrigue amoureuse, pour laquelle la musique n'aurait été qu'un prétexte, il fit enlever la jeune fille, et, sans prendre aucune information, la fit fouetter en plein jour, sur toutes les places de Potsdam, par le bourreau. Voici maintenant un exemple de sa rigueur en ce qui touchait l'administration des finances : Un des receveurs de Kœnigsberg, ayant en caisse une somme importante sans emploi actuel, en tira deux mille écus pour une affaire personnelle, et mit dans la caisse un écrit où il se reconnaissait débiteur de cette somme, et s'engageait à la rembourser au premier jour. Cet homme était un très-riche propriétaire et jouissait de l'estime générale. Si son procédé avait eu quelque chose d'irrégulier, il était évident que son intention était pure et qu'il était bien loin de vouloir frustrer en rien le trésor. Mais Frédéric-Guillaume, étant arrivé sur ces entrefaites et s'étant empressé, suivant son usage, de visiter les caisses publiques, fit pendre sur-le-champ ce malheureux receveur.

commanda à Roloff de venir tous les soirs pour achever de le mettre dans la voie du salut.

Le lendemain, Frédéric-Guillaume envoya cent mille écus aux hôpitaux de Berlin, et chaque jour de nouvelles libéralités rendaient plus éclatante la transformation qui s'était subitement opérée en lui. Cette transformation n'était pourtant pas si complète, qu'il ne restât encore quelque chose de l'avarice, et surtout de l'entêtement et de la méfiance du vieil homme. En effet, comme on le suppliait de faire ouvrir les greniers royaux, afin que le blé, dont la disette causait au peuple de cruelles souffrances, lui fût vendu à des prix modérés : « Non, non, répondit-il, je n'en ferai rien; ce sont des contes, on veut me tromper. » Vers la fin de mai, il se trouva un peu mieux et, comme le temps était devenu beau, il se fit transporter à Potsdam; c'est là qu'il mourut le 31 du même mois, âgé seulement de cinquante-deux ans, mais singulièrement vieilli par son activité fiévreuse et son excessive irritabilité. Possédé jusqu'à la fin de la manie des règlements et des petits détails, il écrivit de sa main, peu de jours avant de mourir, un long mémoire où il réglait jusqu'aux particularités les plus minutieuses de ses funérailles. Il avait épousé, étant fort jeune encore, Sophie-Dorothée de Hanovre, qui lui survécut, et, des enfants qu'il avait eus de cette princesse, il lui restait quatre fils et six filles (1). Son fils aîné, qui allait lui succéder, avait un peu plus de vingt-huit ans.

(1) Voici, par rang d'âge, et avec la date de la naissance de chacun d'eux, la liste des dix enfants que laissait Frédéric-Guillaume : 1° Frédérique-Wilhelmine-Sophie (1712), mariée au margrave de Bayreuth; 2° Frédéric II (1712); 3° Frédérique-Louise (1712), mariée au margrave d'Anspach; 4° Philippine-Charlotte (1716), mariée au duc de Brunswick; cette princesse fut mère du duc Charles de Brunswick, général en chef des armées coalisées contre la France en 1792, et connu surtout par son fameux manifeste ; 5° Sophie (1719), mariée au margrave

Si, avant d'entreprendre l'histoire de ce prince, l'un des hommes les plus remarquables qui aient jamais porté une couronne, nous jetons un regard sur ceux de ses prédécesseurs qui gouvernèrent le Brandebourg depuis que ce pays jouait un rôle de quelque importance dans la politique européenne, c'est-à-dire sur le Grand-Electeur, sur Frédéric Ier et sur Frédéric-Guillaume Ier, nous ne pourrons nous empêcher de reconnaître que chacun d'eux fut précisément ce qu'il devait être pour préparer le règne mémorable de Frédéric II ; en sorte que la série de ces princes donne lieu à des réflexions du même genre que celles qu'on a faites sur les premiers rois de Rome.

Que fallait-il en effet pour que Frédéric II pût développer complétement les merveilleuses ressources de son génie ? Une condition première et indispensable, c'était que les électeurs de Brandebourg fussent admis au rang des souverains, ce qui ne put avoir lieu qu'avec le consentement et moyennant l'intervention de l'Empereur. Or, pour obtenir du chef de l'Empire une faveur aussi exceptionnelle, que de sollicitations ne fallut-il pas, que d'actes de soumission, que de preuves de dévouement, que de concessions, que de sacrifices ! Tout cela supposait chez le prince qui s'y résignait, une grande ambition, mais sans élévation ni dignité, une infatigable persévérance, mais sans aucune fermeté dans le caractère, enfin une prodigalité, bien déplacée, quand le pays sortait à peine de la plus effroyable détresse. Or, il serait difficile de trouver dans

de Schwet ; 6° Louise-Ulrique (1720), qui épousa le roi de Suède Adolphe-Frédéric, et fut mère de Gustave III ; 7° Auguste-Guillaume (1722), qui était destiné à succéder à Frédéric II, mais, comme il mourut avant ce prince, en 1758, la couronne passa à son fils Frédéric-Guillaume II ; 8° Amélie (1723), qui ne se maria point ; 9° Henri (1726), grand homme de guerre ; 10° Ferdinand (1730), qui avait aussi des qualités militaires, mais qui ne fut jamais chargé d'un commandement important.

toute l'histoire un prince chez qui ces divers traits de caractère soient aussi marqués que chez Frédéric Ier.

Mais il ne suffisait pas que le prince qui sollicitait le titre de roi réunît en lui tous ces défauts, qui, par le fait d'une combinaison bizarre de circonstances, se trouvaient être des conditions indispensables pour le succès; il fallait en outre que sa position dans le monde politique fût assez importante pour que l'Empereur désirât l'avoir pour allié et craignît de s'en faire un ennemi; or, grâce au vigoureux et habile gouvernement du Grand-Electeur, son fils occupait une position semblable, et on avait une idée d'autant plus avantageuse des ressources du Brandebourg, que le Grand-Electeur l'avait trouvé dans une position plus déplorable. Ainsi le succès des démarches de Frédéric Ier auprès de l'Empereur avait été facilité, tout à la fois, par ses propres défauts, par les grandes qualités de son père et même, à un certain point de vue, par le triste gouvernement de son aïeul.

Malgré ce succès, si Frédéric II fût monté sur le trône immédiatement après Frédéric Ier, il n'eût pu rien entreprendre d'important avant d'avoir employé plusieurs années à relever ses finances et à former son armée ; il eût ainsi perdu des occasions précieuses et laissé s'émousser, au milieu de détails absorbants, cette vive ardeur, si nécessaire pour donner aux débuts d'un général un éclat qui, en montrant aux autres et à lui-même de quoi il est capable, exerce ordinairement sur toute sa carrière une très-heureuse influence. Ce fut donc pour Frédéric II un immense avantage, qu'après que son bisaïeul et son grand-père avaient comme préparé le théâtre sur lequel devait s'exercer son activité, son père eût, pendant vingt-sept ans du règne le plus laborieux, rassemblé et disposé les matériaux qu'il n'avait plus qu'à mettre en œuvre.

Ajoutons que, pendant que son père travaillait ainsi

pour lui, il se préparait lui-même par de profondes études, fort rares, surtout alors, chez les princes, et qu'en outre il était préparé par des épreuves telles, que jamais peut-être l'héritier présomptif d'un trône n'en a traversé de pareilles.

CHAPITRE VII

RÈGNE DE FRÉDÉRIC II, PRÉCÉDÉ DE QUELQUES DÉTAILS SUR LA VIE DE CE PRINCE AVANT SON AVÉNEMENT AU TRONE (1712-1740-1786).

Frédéric naquit le 24 janvier 1712, treize mois avant la mort du roi, son grand père. Malgré le peu de sympathie que son père avait pour tout ce qui tenait à la France, il donna pour gouvernante à son fils une Française qui avait exercé la même charge auprès de lui, madame du Val de Rocoules. C'était une personne de mérite, pour qui Frédéric conserva toujours la plus affectueuse reconnaissance (1); tant qu'elle vécut, il allait chaque semaine passer une soirée chez elle dans la compagnie d'hommes instruits appartenant généralement à la colonie française. La vive et constante prédilection de Frédéric pour la litté-

(1) Frédéric, déjà accablé d'infirmités et près de mourir, ayant appris qu'une ancienne amie de sa gouvernante vivait encore, s'empressa de lui écrire une lettre des plus aimables, à laquelle il joignit un cadeau.

rature française fut surtout le résultat des leçons qu'il reçut de cette dame au début de son éducation. Lorsque le jeune prince eut accompli sa septième année, on lui donna pour gouverneur et pour sous-gouverneur deux officiers prussiens ; mais on leur adjoignit, en qualité de précepteur, un réfugié français nommé du Han, qui avait servi quelque temps dans l'armée prussienne. Du Han était homme d'esprit et de savoir, mais aimant beaucoup à contredire et ne reculant pas pour cela devant un paradoxe ; il est à croire que l'influence de ce précepteur contribua à développer le goût pour la dispute et la tendance au scepticisme, qui furent si fortement caractérisés chez Frédéric. Cette tendance se montrait déjà dans ses entretiens avec le prédicateur de la Cour, qui avait été chargé de lui donner l'enseignement religieux. On vit aussi se développer de très-bonne heure chez Frédéric un vif penchant pour la satire. Il s'amusait beaucoup d'une petite troupe de singes, dont l'un était censé son chancelier, l'autre son chambellan, celui-ci son conseiller intime, celui-là son contrôleur des finances. « Ces messieurs, disait-il, me représentent la Cour de mon grand père. » Un jour qu'il cherchait un de ces malicieux courtisans, il ouvre la porte de l'antichambre en criant : « Monsieur le conseiller ! où êtes-vous ? » Or, par hasard, un grave conseiller de son père se trouvait là, attendant son audience. Il croit qu'on l'appelle, et s'avance en saluant jusqu'à terre. Frédéric, qui voit la méprise, rit aux éclats : « Ce n'est pas vous que j'appelais, dit-il au conseiller déconcerté, c'est un de mes singes ; mais entrez toujours, c'est la même chose. » Ces détails sont bien puérils ; mais il ne peut guère en être autrement des détails de la vie d'un enfant, et, d'un autre côté, étudier le caractère de l'enfant est fort utile pour mieux comprendre plus tard celui de l'homme. Or, quand il s'agit d'un homme comme Frédéric II, rien n'est à négliger.

Frédéric-Guillaume, on le pense bien, ne négligea pas, dans l'éducation de son fils, le maniement des armes et la manœuvre militaire. Lorsque l'enfant eût acquis sous ce rapport une certaine instruction, il fut nommé capitaine-commandant des Cadets, et, tous les jours, il faisait répéter à ses petits soldats les exercices que le roi enseignait à ses géants. Du reste, quoique le jeune prince apprît toutes choses avec une rare facilité, il n'avait pas pour la manœuvre le même goût que pour l'histoire, la littérature et les autres études, ce qui donnait beaucoup d'humeur à son père ; et quelques courtisans, qui avaient intérêt à fomenter la mésintelligence dans la famille royale, ne manquèrent pas de mettre à profit ce premier germe de mécontentement, en vantant à tout propos les dispositions de Frédéric pour les sciences et regrettant hypocritement qu'il ne fit pas les mêmes progrès dans l'art militaire. Vers ce même temps, avait commencé la lutte au sujet des mariages anglais, et l'un des objets que Frédéric-Guillaume se proposait dans son voyage à Dresde, c'était d'offrir au roi Auguste II la main de sa fille aînée, celle-là même que la reine voulait faire épouser au prince de Galles. Ce mariage fut en effet à peu près décidé, et on convint qu'Auguste se rendrait prochainement à Berlin pour conclure l'affaire ; mais diverses causes, qui n'entrent pas dans notre sujet, firent abandonner ce projet.

Pour ce qui est de Frédéric, on peut dire que, pendant ce voyage, un monde nouveau s'ouvrit tout à coup devant sa jeune et ardente imagination. En effet, rien de plus opposé que les deux cours de Dresde et de Berlin : dans l'une, un monarque sévère et rigidement économe, des hommes sérieux et toujours occupés ; des femmes modestes et vouées aux devoirs de la vie domestique ; dans l'autre, la plus brillante, la plus voluptueuse de l'Allemagne et même de l'Europe, le prince encourageait par son exemple

des dilapidations incroyables et des désordres inouis, sur lesquels la distinction de ses manières et l'amabilité de son caractère répandaient une sorte de vernis, qui ne les rendait que plus contagieux. D'ailleurs, Auguste II aimait qu'autour de lui tout suivît son exemple; des mœurs pures lui semblaient un reproche tacite; aussi se prêta-t-il très-volontiers à laisser partir secrètement une jeune fille d'une grande beauté, qui suivit Frédéric à Berlin et y demeura tant qu'on crut pouvoir cacher sa présence à Frédéric-Guillaume. D'un autre côté, la sœur bien-aimée de Frédéric avoue dans ses mémoires qu'après son retour de Dresde, son frère se livra au plaisir de manière à négliger tout le reste et même à compromettre sa santé (1). Mais le jeune prince ne tarda pas à maîtriser cette fougue; un tel homme ne pouvait rester longtemps l'esclave de ses sens.

Les désordres de Frédéric ne purent échapper à la vigilance du roi, dont l'irritation contre son fils dépassa toutes les bornes, et nous en avons vu une preuve bien significative dans l'indigne traitement auquel, sur un simple soupçon, fut soumise une jeune fille parfaitement innocente et appartenant à une famille honorable. Le séjour de Dresde avait produit sur Frédéric un autre effet qui causa au vieux roi une irritation plus grande encore peut-être, quoique bien moins motivée. Dresde était alors comme l'Athènes de l'Allemagne; or, au contact de tant d'hommes distingués dans tous les genres qui s'y trouvaient réunis, le goût déjà bien prononcé de Frédéric pour la littérature et les beaux-arts, devint une véritable passion, à laquelle seulement il eut le tort de se livrer aux dépens de ses exercices militaires.

(1) *Mémoires* de Frédérique-Sophie-Wilhelmine de Prusse, margrave de Bayreuth.

Il avait même l'imprudence de ne plus porter que très-rarement l'uniforme et de se signaler par une mise d'une élégance extrême, que n'eussent guère soupçonnée les gens qui ne le connurent qu'un peu plus tard. Or, voir son fils, son héritier présomptif, devenu, comme il le disait, un petit maître, un bel esprit français, négligeant et paraissant dédaigner ses devoirs militaires, c'était peut-être la plus poignante contrariété que pût éprouver Frédéric-Guillaume. Ajoutons que tout cela coïncidait avec les manœuvres de la reine pour les mariages anglais, dont le roi ne pouvait entendre parler sans entrer en fureur, et on comprendra ce que devait être l'intérieur de la famille royale. Le roi en vint jusqu'à déclarer qu'il ne regardait plus Frédéric comme son fils, et qu'il laisserait sa couronne à Auguste-Guillaume, pour qui, depuis longtemps, il montrait une préférence marquée. Le prince royal fut même plus d'une fois vivement pressé de renoncer à ses droits, et sa résistance finit par amener une scène dont nous trouvons les détails dans une lettre de Frédéric à sa mère : « Je suis, dit-il, dans le dernier désespoir. Ce que j'avais toujours appréhendé vient enfin d'arriver. Le roi a entièrement oublié que je suis son fils, et m'a traité comme le dernier des hommes, me frappant de sa canne de la façon du monde la plus cruelle. Je tâchais en vain de me défendre ; il était dans un si terrible emportement qu'il ne se possédait plus, et ce n'a été qu'à force de lassitude qu'il a fini. Je suis poussé à bout; j'ai trop d'honneur pour endurer de pareils traitements, et je suis résolu d'y mettre fin d'une ou d'autre manière. »

Or, le projet auquel il s'arrêta, ce fut de s'enfuir et de passer en Angleterre. Ce projet, à Potsdam, était inexécutable; mais, le roi, pendant l'automne de l'année 1730, ayant ordonné à son fils de l'accompagner dans les margraviats que la maison de Brandebourg possédait en Franconie, Frédéric jugea avec raison que ce voyage lui offri-

rait des occasions favorables. Seulement il eût fallu une discrétion parfaite, et Frédéric, dans la joie que lui causait l'espérance de se voir bientôt libre, commit des imprudences, par suite desquelles le roi, ayant conçu quelques soupçons, prit ses mesures pour que le jeune prince fût constamment surveillé. Le monarque et sa suite s'étant arrêtés dans un village à quelques lieues de Francfort pour y passer la nuit, le jeune prince, lorsqu'il crut tout le monde endormi, s'habilla sans bruit et parvint à gagner la rue; mais, à peine arrivé au milieu du village, il fut rejoint par ses gardiens et ramené auprès de son père, qui laissa éclater toute la violence de son caractère. Mêlant aux plus effroyables imprécations des menaces, qu'il n'était que trop disposé à réaliser, il se jeta sur le prince, qu'on eut beaucoup de peine à retirer de ses mains, les cheveux arrachés et le visage ensanglanté. Dans une autre entrevue, le roi, en fureur, tira son épée; mais le général Mosel se précipita entre lui et le prince en s'écriant : « Tuez-moi, Sire, mais épargnez votre fils! » Enfin, sur les instances des généraux qui l'accompagnaient, le roi consentit à ne plus interroger lui-même le jeune prince, qui fut conduit sous bonne garde, de forteresse en forteresse, jusqu'à celle de Kustrin

Deux jeunes officiers, Katt et Keith, particulièrement liés avec Frédéric, devaient, aussitôt qu'ils auraient avis de sa fuite, aller le rejoindre; mais, quelques lettres saisies ayant révélé ce plan, Katt fut arrêté à Potsdam, où il servait dans les gendarmes, corps spécialement chargé de garder la personne du roi. Keith, qui était en garnison à Wesel, prit la fuite au moment où on venait pour l'arrêter, et parvint à gagner La Haye, où lors Chesterfield, ambassadeur d'Angleterre, le cacha chez lui. Frédéric-Guillaume, étant parvenu à savoir où il se trouvait, l'envoya réclamer; mais lord Chesterfield repoussa énergiquement une de-

mande qu'il regardait comme une offense, et l'envoyé prussien vit Keith traverser la ville dans le carrosse de l'ambassadeur, pour aller jusqu'au navire qui devait le transporter en Angleterre. L'infortuné Katt n'en fut que plus cruellement traité, toute la colère du roi s'étant comme concentrée sur lui. Frédéric-Guillaume voulut l'interroger lui-même; mais, à sa vue, il entra en fureur, lui arracha la croix de Saint-Jean, le frappa de sa canne et le foula aux pieds. Katt supporta tout en silence, et, quand enfin le roi l'interrogea, il répondit avec beaucoup de dignité et de sang-froid, évitant surtout de rien dire qui pût compromettre le Prince Royal.

Le roi se livra aussi à des actes de violence inimaginables envers l'aînée de ses filles, qu'il savait unie avec Frédéric par une trop tendre amitié, pour ne pas la soupçonner d'avoir été la confidente de son projet.. Il la frappa avec tant de violence qu'elle fut longtemps évanouie par suite d'un coup reçu à la tempe. « La reine, dit cette princesse dans ses *Mémoires*, poussait des cris aigus, se tordait les mains et courait éperdue par la chambre. La rage défigurait si fort le visage du roi, qu'il faisait peur à voir. Mes frères et sœurs, dont le plus jeune n'avait que quatre ans, étaient à ses genoux, et tâchaient de l'attendrir par leurs larmes. » Ce qui irritait surtout le roi, c'était qu'une cassette où son fils serrait les nombreuses lettres de sa mère et de sa sœur, et où l'on pensait trouver des charges accablantes pour le jeune prince, avait été évidemment ouverte par les princesses, et les lettres compromettantes, remplacées par d'autres tout-à-fait insignifiantes, qu'elles avaient effectivement passé trois jours et trois nuits à écrire. Trompé dans son espoir : « N'importe, dit-il à la reine, j'en sais assez pour faire voler la tête de Fritz et celle de votre indigne fille. » La jeune princesse fut consignée dans ses appartements pour y rester comme prisonnière; quant à

Frédéric, il comparut le 1er novembre devant un conseil de guerre, dans la citadelle de Kustrin.

Ce conseil n'avait pes été formé sans beaucoup de peine, chacun de ceux qui avaient été désignés pour en faire partie ayant cherché toutes sortes de prétextes pour échapper à une pareille responsabilité; enfin, on avait pris le parti de recourir à un tirage au sort parmi tous les officiers de l'armée, et à désigner ainsi deux généraux, deux colonels, deux lieutenants-colonels, deux majors, deux capitaines et deux lieutenants. La présidence avait été confiée par le roi au prince d'Anhalt-Dessau, qu'il regardait comme le plus dévoué de tous ses favoris. Le prince d'Anhalt l'était en effet, mais il avait de l'élévation dans l'âme, et, d'ailleurs, la reine, jusque-là son ennemie déclarée, s'étant rapprochée de lui et l'ayant supplié de sauver son fils, il l'avait promis et il tint parole, sans s'inquiéter de la colère qu'en ressentirait le roi. Lorsque le moment d'opiner fut venu, il se prononça pour l'acquittement et, tirant son sabre : « Quiconque, dit-il, ne votera pas comme moi, je lui abats les oreilles. » Les membres du conseil ne demandaient pas mieux que d'avoir ainsi la main forcée, en sorte que la responsabilité de leur vote retombât sur un homme qui avait moins à craindre qu'eux de la colère du roi. Frédéric fut donc acquitté à l'unanimité. Furieux de ce jugement, le roi l'annule, institue un autre conseil, dont il nomme lui-même tous les membres et obtient enfin contre son fils une condamnation à mort. Néanmoins, deux des membres, les généraux Dehoff et Linger s'étaient prononcés pour l'acquittement.

Katt, cité de son côté devant un conseil de guerre à Berlin, ne fut, malgré les recommandations bien formelles du roi, condamné qu'aux galères. Le roi en fut très-irrité, et ne voulut pas renoncer à la satisfaction de faire tomber la tête de l'ami de son fils; mais, au lieu de se donner la

peine de chercher des officiers plus dociles, pour former un autre conseil, il prononça lui-même la sentence de mort (1) et ordonna qu'elle serait exécutée à Kustrin, sous les yeux de Frédéric. En conséquence, un échafaud fut dressé sur la place où donnait la fenêtre de la chambre occupée par le jeune prince, et disposé de telle sorte que, par cette fenêtre, on pût y aller de plain-pied. Aussi, pendant ces lugubres préparatifs, qui durèrent toute une journée, Frédéric ne doutait pas qu'ils n'eussent pour objet l'exécution de la sentence qui avait été prononcée contre lui. Le lendemain, le commandant de la citadelle entra dans la chambre du prisonnier. La tristesse répandue sur son front annonçait un message sinistre. Frédéric crut toucher à son heure dernière, et il était parfaitement

(1) Cette sentence, telle que Frédéric-Guillaume l'écrivit de sa main, est un document curieux à plus d'un titre ; en voici la traduction littérale :

« Sur le procès du lieutenant de Katt, un conseil de guerre nommé par le roi l'a condamné aux galères, quoiqu'il soit *confessus et convictus*, coupable de son propre aveu. Sa Majesté ne conçoit pas comment on a pu prononcer une peine si excessivemsnt douce pour un crime si horrible, et elle voit par là qu'elle a peu de fonds à faire à l'avenir sur la fidelité de ses officiers et de ses conseillers. Sa Majesté a aussi fait ses classes et appris l'adage : *Fiat justitia et pereat mundus!* Mais, afin que personne n'ait à l'avenir une audace pareille, que nul ne soit tente de dire que, puisque celui-ci en a été quitte pour si peu, il devra en être de même de lui, Sa Majesté se trouve obligée de prononcer elle-même la sentence et de faire un exemple de justice. Et, quoiqu'un criminel de lèse-majesté comme celui-ci, surtout un des officiers de l'armée, qui devraient tous être fidèles à Sa Majesté, et particulièrement ceux du corps des gendarmes, à qui est confiée la garde de Sa Majesté et de la famille royale, quoique donc un pareil criminel n'eût que ce qu'il mérite si on le faisait tenailler avec des tenailles ardentes, et ensuite pendre, Sa Majesté a mitigé cette sentence par égard pour sa famille, et prononcé de droit qu'il soit décapité.

« Berlin, le 2 novembre 1730.

« FRÉDÉRIC-GUILLAUME. »

résigné; mais toute sa résolution l'abandonna lorsqu'il sut que c'était le supplice de Katt qui allait avoir lieu, et qu'il serait forcé d'en être le témoin; en effet, quatre grenadiers entrèrent à l'instant même, et se saisirent de Frédéric pour le maintenir de force devant la fenêtre, pendant qu'aurait lieu l'exécution.

Jusqu'à ce moment, Frédéric avait entièrement ignoré la condamnation et même l'arrestation de Katt. Nous n'essaierons donc pas de décrire l'effet produit sur lui par les paroles du commandant, et surtout par la vue des gardes et des exécuteurs, qui, à l'instant même, vinrent prendre place sur l'échafaud, en défilant lentement devant la fenêtre du prince. « Permettez-moi, s'écria-t-il en fondant en larmes, permettez-moi d'écrire un mot, un seul mot à mon père. Je le déclare à la face du ciel, je renonce à tous mes droits à la couronne, mais que Katt, mon cher Katt soit sauvé ! » Mais qui aurait osé retarder d'un seul instant l'exécution des ordres du terrible Frédéric-Guillaume? Bientôt, Katt, les mains liées derrière le dos, se trouva à quelques pas de Frédéric. Alors les deux jeunes gens échangèrent les plus tendres adieux, Frédéric demandant à grands cris qu'on le laissât mourir avec son ami, et Katt s'efforçant de consoler le prince et l'assurant qu'il serait trop heureux de donner pour lui mille vies. Un moment après, la tête de Katt roula sous la hache et Frédéric tomba sans connaissance. On eut bien de la peine à le faire revenir à lui. Alors, en proie à une fièvre brûlante et à de violentes convulsions, il fit plusieurs tentatives pour se tuer, et on fut obligé, pour le contenir, d'avoir recours à la force. Enfin on parvint à le calmer un peu, en lui parlant de sa mère et de sa sœur Frédérique. Néanmoins, d'après les ordres impitoyables du roi, les restes sanglants de Katt demeurèrent toute la journée vis-à-vis la fenêtre du prince, et ne furent enterrés que pendant la nuit, dans un des bas-

tions de la forteresse. Ces affreuses scènes ne contribuèrent pas peu, on le conçoit, à inspirer à Frédéric l'aversion profonde qu'il eut toute sa vie pour la peine de mort. En arrivant au trône, il défendit de la manière la plus absolue qu'elle fût jamais appliquée sans une autorisation expresse écrite de sa main, et cette autorisation ne fut donnée que bien rarement et dans des cas extraordinaires.

Cependant la famille royale et la nation étaient dans l'effroi. Guillaume avait déclaré que le *prisonnier* (il ne donnait plus d'autre nom au prince) périrait comme son complice. La reine, avec tous ses autres enfants, s'était vainement jetée de nouveau aux genoux du roi ; il était demeuré impassible, ou plutôt il avait repoussé ces tendres supplications avec une révoltante brutalité. Mais Seckendorff, qui, par ses intrigues, avait été en grande partie la cause des malheurs qui accablaient la famille royale, devint, quoique toujours par égoïsme, une sorte de providence. Il pensa qu'en sauvant le futur roi de Prusse, il l'attacherait sans retour à la maison d'Autriche et rendrait ainsi à son maître un service important, dont il lui serait tenu compte. En conséquence, dès qu'il apprit l'exécution de Katt, supposant des ordres qu'il ne voulait pas attendre dans la crainte qu'il n'arrivassent trop tard, il demanda une audience au nom de l'Empereur. Là, il déclara que le prince royal, appartenant à l'empire, ne pouvait être légalement jugé que par la Diète ; que c'était à ce tribunal que le roi devait remettre l'accusé avec les pièces du procès, et qu'en attendant, le prince était sous la sauvegarde du Corps germanique. La justesse de cette observation était incontestable, et il semblait que Frédéric-Guillaume aurait dû saisir avec empressement une voie ouverte à l'équité et à la clémence. Mais, au contraire, il s'en montra offensé, et déclara qu'il irait faire exécuter l'arrêt dans la province de Prusse, où il était indépendant. Cependant, la première fougue calmée, le roi

revint à des sentiments plus humains; d'ailleurs, nous avons vu quel crédit Seckendorf avait sur son esprit, et il n'est pas douteux qu'après sa démarche officielle comme ambassadeur, ce diplomate, qui voyait tous les jours Frédéric-Guillaume dans l'intimité, ne s'efforçât de le faire entrer dans ses vues. Il serait même possible que l'intervention de Seckendorf, au nom de l'Empereur, eût été concertée d'avance avec Frédéric-Guillaume, qui, afin de produire plus d'effet sur l'esprit de son fils, aurait voulu paraître plus implacable qu'il ne l'était en effet. Quand nous considérons la manière assez paternelle dont Frédéric-Guillaume se conduisit par la suite envers son fils, cette hypothèse nous paraît beaucoup plus probable que celle d'où il résulterait que ce prince aurait été presque entièrement étranger aux sentiments de la nature. Quoi qu'il en soit, Frédéric fut pardonné, mais non pas sans conditions.

Le prince dut s'engager par serment et par écrit à obéir en tout à son père, à n'entreprendre aucun voyage sans sa permission, à se marier comme le roi l'entendrait, à ne jamais se venger des juges qui l'avaient condamné, et à remplir exactement ses devoirs religieux. Il devait en outre subir à Kustrin, un exil dont la durée n'était point déterminée, y vivre en simple particulier et s'adonner exclusivement à l'étude de l'administration, assistant pour cela à toutes les séances de la chambre des Domaines qui siégeait dans cette ville. Dans les premiers temps, il lui était défendu de franchir l'enceinte de la place; peu à peu, la surveillance devenant moins sévère, il pouvait, à l'entrée de la nuit, se rendre au château de Tamsel, où résidait le baron de Wrech, avec sa femme, ses trois fils et ses quatre filles. Là, Frédéric passait ses soirées dans une douce intimité, ne manquant pas, on le pense bien, de se livrer à son goût pour la musique, et M. de Wrech lui fournissait des

livres, des provisions et même de l'argent; car sa dépense avait été réglée d'une manière fort mesquine. On a prétendu que ces avances, qui avaient fini par s'élever à une assez forte somme, ne furent jamais remboursées, et Voltaire, parodiant malicieusement le mot justement célèbre de Louis XII, dit à ce sujet que le roi de Prusse ne crut pas que ce fût à lui de payer les dettes du Prince Royal. Très-probablement, il y a là de l'exagération; mais un fait bien certain, c'est que, pendant le règne de Frédéric, la famille de Wrech, toujours tenue à l'écart, resta frappée de disgrâce, et, ce qui est plus étrange encore, c'est qu'il en fut de même pour les parents de l'infortuné Katt. Nous reviendrons un peu plus loin sur ce côté vraiment incompréhensible de la conduite et du caractère de Frédéric.

L'exil du Prince Royal durait depuis près d'une année, lorsque, un jour le ministre Grumkow se présenta, au nom du roi, devant la princesse Frédérique-Wilhelmine, qui, de son côté, était toujours à peu près prisonnière dans ses appartements. Il lui déclara qu'un mariage avec le prince de Galles était absolument impossible; que, chargé lui-même de cette négociation, il avait obtenu, pour toute réponse, un refus dédaigneux; que, justement offensé, son auguste maître voulait en finir, et proposait pour époux à sa fille le prince héréditaire de Bayreuth, qui était de la maison de Brandebourg. Il termina en disant que le roi, comme témoignage de satisfaction, accorderait, après le mariage conclu, l'entière liberté au prince son frère : qu'ainsi, tout nuage disparaissant, la concorde renaîtrait au sein de la famille royale; que si, au contraire, la princesse résistait, elle serait immédiatement renfermée dans la citadelle de Mémel.

Préoccupée par dessus tout du sort de son frère, la princesse consentit et, le 20 novembre 1731, le mariage fut célébré à Berlin avec une magnificence qui semblait bien

étrange de la part de Frédéric-Guillaume ; mais ce prince, pour montrer combien il était satisfait de ce que le projet des mariages anglais était définitivement abandonné, oublia un moment son avarice; il devint même aimable et presque tendre pour sa famille. En effet, le 23 novembre, fête de la reine, voulant lui offrir un bouquet digne d'une mère, il eut soin que son fils, arrivé secrètement, entrât à l'improviste dans le salon, au milieu de la soirée. On voyait que Frédéric-Guillaume jouissait en père de la délicieuse surprise qu'il avait ainsi ménagée, mais dont il n'avait pas assez calculé la portée; car l'émotion faillit coûter la vie à la reine.

Quelques jours après, Frédéric-Guillaume donna à son fils un régiment, et il ne tarda pas à s'occuper de le marier. Par les conseils de Seckendorf, il arrêta son choix sur une nièce de l'impératrice. L'épouse de Charles VI était sœur du duc de Brunswick-Bevern, qui, un peu plus tard, hérita du duché de Brunswick-Wolfenbuttel. Or, ce prince avait une fille, Elisabeth-Christine, âgée de dix-sept ans et demi, et on ne peut plus distinguée à tous égards; ce fut là l'épouse que l'on donna à Frédéric (1). Le mariage eut lieu le 12 juin 1732, au château de Salzdahlen, propriété du duc de Brunswick. Lorsque les jeunes époux se furent retirés dans leur appartement et que la princesse eut congédié ses femmes, des cris: « Au feu! au feu! » retentissent de toutes parts. Aussitôt Frédéric s'élance de la couche nuptiale, où il entrait à peine, et dont il n'approcha plus ja-

(1) Lorsqu'il fut question de ce mariage, Frédéric écrivait à sa sœur : « Jusqu'ici, mon sort a été assez doux; j'ai vécu tranquillement dans ma garnison ; ma flûte, mes livres et quelques amis affectionnés m'ont fait passer une vie fort paisible. On veut me forcer à l'abandonner pour me marier avec la princesse de Bevern, que je ne connais pas. Faudra-t-il donc toujours être tyrannisé, sans espoir de changement ? »

mais; en sorte qu'il y a tout lieu de croire que ce commencement d'incendie était tout simplement un simulacre que les gens de la suite de Frédéric avaient arrangé par son ordre.

Pieuse, charitable, indulgente pour les autres autant que sévère pour elle-même, Elisabeth-Christine, durant sa longue vie, réalisa constamment le vœu que formait César, car jamais on ne parla d'elle. Toute concentrée dans sa paisible retraite, elle ne se rattachait au monde extérieur que par par le bien qu'elle répandait en silence. Remplie d'admiration pour son époux, elle ne le voyait presque jamais, et, devenu roi, toutes les relations de Frédéric avec elle se bornèrent à une visite par an, le jour de l'anniversaire de sa naissance. Cette princesse ne vit même jamais ni l'ancien, ni le nouveau Sans-Souci. C'était elle cependant qui tenait la seule Cour du pays ; chez la reine, aux jours d'usage, se rendaient ambassadeurs, ministres, généraux; chez elle avaient lieu les présentations d'étrangers. Mais ces réceptions étaient si dépourvues de tout appareil, qu'à l'exception des intéressés, personne d'ordinaire n'en avait connaissance. Et ce qui rend plus étrange la conduite de Frédéric envers la reine, c'est qu'on peut dire qu'il n'était pas indifférent à son égard ; il avait pour elle une haute estime et une véritable sollicitude. Pendant une de ses campagnes, ayant appris que cette princesse était malade, il s'empressa de lui envoyer son premier médecin, en recommandant à celui-ci de ne rien négliger pour son rétablissement : « Songez bien, lui dit-il, qu'il s'agit de la personne la plus chère et la plus nécessaire à l'Etat, aux pauvres et à moi. » Voilà encore dans la vie de Frédéric un problème, que nous essayerons de résoudre, après que nous aurons achevé de résumer les données nécessaires pour étudier le caractère de ce prince.

Frédéric ayant été mis, à l'occasion de son mariage, en

possession du comté de Ruppin, alla s'y établir, dans le château de Rheinsberg (1), qui était presque en ruines, mais qu'il fit réparer et qui devint un séjour enchanteur. Le modique revenu dont il jouissait aurait été loin de suffire à de pareilles dépenses et à l'entretien d'une maison comme celle du prince; il y suppléait au moyen de sommes assez importantes que lui prêtaient, tantôt l'impératrice, par l'intermédiaire de Seckendorf, tantôt la tzarine Anne, par l'intermédiaire de Biren. Tout, dans la vie que menait Frédéric, faisait présager un règne de luxe, de plaisirs et de prodigalité; un seul point, dans ses habitudes, donnait à réfléchir, c'est que, se levant de très-bonne heure, il ne recevait personne dans son appartement, et n'en sortait jamais avant midi. A quoi employait-il donc ces longues heures passées chaque jour dans une profonde solitude? A la lecture des grands écrivains de tous les siècles et de tous les pays, surtout à celle des historiens, et il est aisé de concevoir ce que cette lecture assidue devait produire dans un esprit aussi lumineux, dans une âme aussi fortement trempée. Cette retraite de Rheinsberg fut dans la vie de Frédéric une époque décisive; c'est là que, loin des flatteurs et libre de toute préoccupation, il fixa d'une manière bien positive la marche qu'il suivrait quand il serait au pouvoir, et les principes auxquels il se conformerait. De là ce fait bien rare que, dès le premier jour de son règne, on le vit marcher sans aucun tâtonnement et sans jamais se départir de la ligne qu'il avait adoptée en débutant. Il n'eut point d'apprentissage à faire; l'étude et la méditation l'avaient d'avance constitué maître en l'art de régner.

(1) Par l'effet d'une passion assez bizarre pour l'euphonie, Frédéric changea le nom de *Rheinsberg* en celui de *Rémusberg*, qui lui semblait plus doux. Pour un motif semblable, il écrivait toujours *Fédéric* au lieu de *Frédéric*.

Cependant, en 1734, il quitta pour quelques mois cette douce vie, sur la proposition que lui fit son père d'une expédition, ou, pour mieux dire, d'un voyage militaire aux bords du Rhin. Auguste II était mort le 1er février 1733 (1), et l'élection de son successeur sur le trône de Pologne avait fait éclater la guerre entre la France et l'Empire. Le roi de Prusse, pressé d'intervenir dans cette querelle, s'y était refusé et gardait la neutralité; seulement, sommé par l'empereur d'envoyer un contingent de dix mille hommes, qu'il était tenu de fournir, il voulut profiter de cette occasion pour que son fils, qui n'avait encore étudié la guerre que dans les livres, pût la voir sur les champs de bataille. Les Français assiégeaient Philippsbourg, et le prince Eugène, général en chef de l'armée impériale, travaillait à leur faire lever le siége; ce fut donc dans les environs de cette place que Frédéric fut présenté à l'illustre capitaine, qu'il désirait vivement connaître. Mais il éprouva une pénible déception : le héros, vieilli, n'était plus qu'une ombre de lui-même. Sentant ses facultés affaiblies, il avait entièrement perdu cette confiance, qui est si nécessaire pour le succès ; aussi évitait-il avec soin tout engagement de quelque importance, ce qui fut pour Frédéric un grand désappointement. Eugène écartait même de sa conversation tout ce qui avait rapport à la guerre, et ce ne fut qu'à force d'adresse qu'on put obtenir de lui, sur les plus célèbres journées de sa brillante carrière, des détails que Frédéric, cinquante ans plus tard, redisait encore à ses généraux avec un vif intérêt, déclarant qu'ils lui avaient

(1) Ce prince était Auguste II, comme électeur de Saxe ; mais, comme roi de Pologne, il était Auguste Ier. Néanmoins, on est dans l'usage de de l'appeler simplement Auguste II, et d'appeler Auguste III son fils, qui, comme roi de Pologne, fut en réalité Auguste II. Voir notre *Histoire de Pologne.*

été d'une grande utilité. Philippsbourg fut pris, le prince Eugène se démit du commandement; Frédéric-Guillaume, tourmenté par la goutte, se retira, et Frédéric, au mois d'octobre, ramena le contingent prussien (1).

Rentré dans sa retraite de Rheinsberg, Frédéric se mit en correspondance avec un certain nombre d'écrivains plus ou moins célèbres : Wolf, S'Gravesande, Rollin, Maupertuis, mais surtout avec Voltaire. Il attira même auprès de lui quelques hommes de talent : Kayserling, gentilhomme courlandais, Algarotti, savant et littérateur vénitien; Chazot, officier français; quant à Jordan, qu'il attacha à sa personne en qualité de conseiller privé, et avec qui il se lia par la plus tendre amitié, il était né à Berlin, bien que d'origine française. Fils d'un ministre protestant, il suivit la même carrière jusqu'à ce que le mauvais état de sa santé l'obligea à aller passer quelque temps en France. Il parcourut ensuite l'Angleterre, la Hollande et une partie de l'Allemagne, et publia, à son retour, la relation de ce voyage, pendant lequel il s'était mis en rapport avec les principaux hommes de lettres des pays qu'il parcourait. Il était lui-même un érudit des plus distingués, ce qui, joint à l'élévation et à la douceur de son caractère, inspira pour lui à Frédéric une vive affection. Jordan y répondit par un dévouement sans bornes, accompagné du plus parfait désintéressement, car il ne voulut jamais accepter que

(1) Nous n'entrerons pas dans plus de détails sur cette guerre, à laquelle la Prusse ne prit qu'une part insignifiante, par l'envoi du contingent dont nous venons de parler. Cette guerre, qui, entreprise au sujet de la couronne de Pologne, eut pour contre-coup d'importants changements en Italie, appartient à l'histoire de Pologne, à celle de France, à celle d'Autriche, à celle de l'empire d'Allemagne, à celle de Russie, à celle d'Italie et à celle d'Espagne. Des préliminaires de paix furent signés en 1735; mais les négociations se prolongèrent jusqu'en 1738, et amenèrent enfin le traité de *Vienne* (8 novembre).

des émoluments d'une extrême modicité. « Ce n'est pas le prince que j'aime en lui, disait-il, c'est l'homme. Ses qualités personnelles, tant celles de l'esprit que celles du cœur, voilà ce qui m'attache à lui pour la vie. » Il le servait avec un zèle infatigable; mais surtout il s'était fait une loi de ne lui dissimuler jamais la vérité, et de lui exprimer en toute occasion sa manière de voir, même lorsque cette parfaite sincérité pouvait le plus risquer de déplaire.

Nous ne citerons qu'un exemple de cette courageuse franchise qu'inspirait à Jordan son dévouement pour Frédéric. Ce prince, peu après son avénement au trône, désirant montrer d'une manière éclatante sa parfaite tolérance pour les divers cultes, avait conçu le projet d'un magnifique édifice, où chacun pourrait, à son tour, venir célébrer ses principales solennités. Au milieu du concert de louanges qui accueillit ce plan philanthropique, une seule voix fit entendre le blâme, ce fut celle de Jordan. Sincèrement religieux, il était plus compétent que Frédéric et la plupart de ses confidents pour apprécier un projet de cette nature, et il soutint qu'en croyant faire preuve de tolérance, on ne montrerait que de l'indifférence, qu'ainsi, en voulant contenter tous les cultes, on les blesserait tous; que quelques-uns, notamment les catholiques, repousseraient l'offre qu'on était dans l'intention de leur faire, et qu'au lieu d'établir la paix, on allumerait la guerre. Frédéric fut d'abord vivement contrarié de ne pouvoir obtenir le suffrage de Jordan pour une idée dont il était tout glorieux; mais il finit par se rendre aux raisons de son ami, et le projet fut abandonné.

Vers le temps où il détournait Frédéric de son projet de Panthéon, Jordan fondait, avec l'autorisation de ce prince, le dépôt de mendicité de Berlin, établissement qu'il organisa d'après des idées éminemment philanthropiques et qu'il dirigea avec un zèle infatigable jusqu'à sa mort. Ce

fut en 1745 que Frédéric perdit ce fidèle conseiller, âgé seulement de quarante-cinq ans. Pendant la longue maladie de poitrine à laquelle il succomba, le roi, à moins qu'il ne fût absent, ne manquait pas de venir chaque jour passer une heure auprès de lui. Il arrivait sans suite et à pied et désirait qu'on le laissât seul avec le malade : « N'ayez aucune inquiétude, disait-il à la famille, je le soignerai et le servirai ; ce sera comme si vous l'assistiez vous-mêmes. » Au moment de la mort de son ami, Frédéric se trouvait en Silésie à la tête de ses troupes ; à son retour, il composa son éloge et le fit lire dans une séance publique de l'Académie de Berlin. Lorsque, plusieurs années après (1766), un neveu de Frédéric, le prince Henri, qui donnait de si belles espérances, eût succombé, à l'âge de dix-huit ans, le roi composa aussi son éloge, et, ayant appelé le professeur Thiébault, afin de lui en donner lecture et de retoucher ce qui l'exigerait, gagné bientôt par l'émotion, il ne put contenir ses sanglots et se trouva dans l'impossibilité de poursuivre.

De ces traits et de plusieurs autres que présente la vie de Frédéric, il résulte que ce prince avait un cœur sensible et fait pour l'amitié. N'avons-nous pas vu, d'ailleurs, avec quelle tendresse il chérissait sa mère et sa sœur Frédérique-Wilhelmine? Mais alors, comment expliquer son ingratitude envers la famille de Katt et envers les personnes qui lui avaient rendu service au temps de sa disgrâce, et aussi sa conduite envers la vertuense princesse qu'il semblait n'avoir épousée, que pour la condamner à languir, dès le jour même de ses noces, dans un triste veuvage?

Ce dernier point est de beaucoup le plus difficile à expliquer. Ne pourrait-on pas dire, que ce qui tenait Frédéric si complétement séparé de sa femme, c'était le souvenir de la lutte que son père, malgré son caractère despotique et brutal, avait eu soutenir presque constamment dans son

intérieur? Incapable d'user, comme ce prince, de procédés violents et grossiers, Frédéric devait craindre singulièrement de voir une femme, quelque mérite qu'elle pût avoir, se mêler à sa vie et intervenir dans ses affaires. Nous sommes convaincu que cette explication est vraie, mais nous convenons qu'elle ne nous paraît pas suffisante. Faut-il y joindre quelqu'une de celles qui avaient cours parmi les contemporains de Frédéric, par exemple, celle d'une infirmité qui serait résultée de la conduite qu'avait tenue pendant quelque temps le jeune prince, après son retour de Dresde? Voltaire, qui donne le fait comme étant connu de tout l'entourage de Frédéric, ajoute, comme également notoires, des détails qu'on ne peut répéter sur les mœurs de ce prince. Obligé par notre devoir d'historien de toucher à ces questions pénibles, nous sommes heureusement dispensé de les approfondir. Hâtons-nous donc de passer à l'explication de l'autre problème que nous présente la conduite de Frédéric, c'est à dire à ce qui nous obligerait à taxer d'ingratitude un prince que nous avons vu si sensible à l'amitié et si accessible à la compassion.

Frédéric était né avec une incomparable fermeté de caractère, qu'avaient singulièrement augmentée les cruelles épreuves de sa première jeunesse. En conséquence, dès qu'il s'était fait, après mûre réflexion, une idée, un plan, un système, nulle force au monde n'était capable de le faire changer. Or, dans sa retraite de Rheinsberg, ses longues méditations avaient principalement porté sur la manière dont il exercerait ce qu'il appelait son *métier* de roi. Voilà pourquoi, ainsi que nous l'avons déjà observé, on le vit, dès le jour de son avénement au trône, entrer sans le moindre tâtonnement dans la ligne de conduite où il marchait encore au bout de quarante-six ans. Or, le principe fondamental de ce système de conduite, c'était qu'aucune considération, aucune inclination, aucun sentiment ne de-

vait exercer la plus légère influence sur la manière de remplir ses devoirs de roi, ensorte qu'entre l'homme et le souverain, il devait y avoir un abîme. L'homme pouvait et devait avoir un cœur; mais le roi devait avoir le cœur dans la tête. Cela posé, il admettait naturellement, comme tous les souverains, qu'il est essentiel d'éviter qu'aucun membre de la famille royale, à l'insu du roi, se fasse des partisans, même des amis, et surtout trouve de l'appui pour des démarches que le roi désapprouve. Or, il est probable qu'il appliquait rigoureusement ce principe au projet de fuite pour lequel il avait été secondé avec tant de dévouement par l'infortuné Katt. Il est donc probable que, si cet officier eût échappé au supplice, Frédéric, arrivé au pouvoir, serait devenu très-froid à son égard. Et, à l'appui de cette conjecture, nous avons la conduite de ce prince à l'égard de Keith, cet autre officier qui s'était compromis comme Katt, mais qui parvint à passer en Angleterre. Cet officier, étant entré un peu plus tard dans l'armée hollandaise, parvint au grade de général, et Frédéric, dans un voyage en Hollande, arrivant dans un endroit où Keith commandait, logea chez lui. Keith ne demandant rien et faisant au contraire tous ses efforts pour fêter dignement l'hôte illustre qu'il était si heureux de posséder, Frédéric fut naturellement d'une amabilité parfaite, et, sur ce point, personne ne le surpassait. Mais, toutes les fois que Keith essayait de faire quelque allusion aux événements, de 1730, où il s'était compromis pour lui, Frédéric semblait ne pas comprendre et parlait d'autre chose. Aussi Keith disait-il, en parlant de cette entrevue : « Le roi de Prusse a une excellente mémoire, mais seulement jusqu'en 1730.

En expliquant de la manière qui nous a semblé la plus plausible la conduite de Frédéric envers la famille de l'infortuné Katt et envers les enfants du baron de Wrech, nous sommes loin de prétendre l'excuser. On concevrait absolu-

ment que, pour les motifs qui viennent d'être indiqués, il eût, dans les témoignages de sa reconnaissance, évité l'éclat et agi avec un peu de mystère ; mais, de là à l'abandon, il y a loin. Ses obligations envers ces deux familles étaient de celles qu'aucune considération ne saurait autoriser à négliger, encore moins à mettre en oubli.

Si l'on peut reprocher à Frédéric de ne pas s'être assez souvenu de ce qu'on avait fait pour lui, nous devons reconnaître qu'il ne paraissait pas se souvenir davantage de ce qu'on avait fait contre lui. Son père avait exigé qu'il promît de ne point se venger de ceux qui l'avaient condamné à mort, et jamais promesse ne fut plus fidèlement accomplie. Aucun prince n'a porté plus loin la clémence, surtout quand c'était contre lui personnellement qu'on s'était rendu coupable. Au début de la guerre de *Sept Ans*, ainsi que nous le verrons plus loin, il envahit la Saxe. Pendant qu'il se trouvait à Dresde, un de ses serviteurs, étant entré dans sa chambre pour lui servir, comme d'habitude, son léger repas du matin, se mit tout à coup à trembler et bientôt se jeta à ses pieds en fondant en larmes et en le suppliant de lui faire grâce de la vie. Cet homme, gagné par des agents de l'ennemi, avait consenti à empoisonner son maître ; mais, troublé par le remords, il se figura lire dans le regard si pénétrant de Frédéric que son crime était découvert. Partout ailleurs, à cette époque, dans quels supplices auraient expiré ce misérable et ses complices ! Frédéric se contenta d'envoyer le coupable au fond de la Prusse, pour servir comme tambour dans un régiment, et l'affaire n'eut pas d'autres suites.

Il était très-rigoureux sur la discipline militaire, qu'il regardait comme le premier besoin d'une armée ; mais rien n'est plus opposé à son caractère qu'une histoire faite à plaisir, que ses ennemis répandirent dans le temps et dont la peinture s'est emparée : nous voulons parler de la pré-

tendue condamnation à mort d'un officier dont le seul crime aurait été d'avoir de la lumière dans sa tente, un peu après le moment où toutes les lumières du camp devaient être éteintes. Afin de donner au récit une couleur plus dramatique, on ajoutait que, lorsque le roi entra, l'officier écrivait à sa femme, qui était près d'accoucher, et que Frédéric lui aurait dit : Mettez en *post-scriptum :* « Quand tu recevras cette lettre, je n'existerai plus » (1). Encore une fois, rien de plus absurde qu'un pareil conte appliqué à un prince sous qui une exécution n'eut jamais lieu qu'après une sentence rendue dans toutes les formes et appuyée sur des motifs assez sérieux pour supporter le plus sévère examen. Il portait la précaution jusqu'à exiger qu'on soumît à son approbation tous les jugements rendus en matière criminelle, la peine infligée ne fût-elle que la prison. Ces entraves mises à leur autorité contrariaient

(1) La peinture s'est aussi emparée d'une autre anecdote qui, au contraire, est tout à fait dans le caractère de Frédéric, et dont l'authenticité paraît incontestable; la voici débarrassée des enjolivements qu'on y a ajoutés : Un jour, Frédéric, ayant inutilement sonné plusieurs fois, alla lui-même appeler le page de service. Il le trouva endormi, une lettre ouverte sur ses genoux. Le roi lut cette lettre; elle était remplie de remerciements et de bénédictions que la mère du jeune page adressait à son fils, tant en son nom qu'au nom de ses autres enfants, pour une somme qu'il leur avait envoyée, ce qu'il n'avait pu faire qu'en s'imposant de bien dures privations. Touché de la pieuse tendresse de l'enfant et de la douloureuse position d'une famille honorable, Frédéric va, sur la pointe des pieds, chercher un rouleau de cent ducats, le glisse dans la poche de l'enfant et se retire. Quelques instants après, il sonne si fort que le page se réveille et accourt. « Tu as bien dormi ! » lui dit le roi en affectant un ton courroucé. L'enfant, effrayé, se met à pleurer et porte la main à sa poche pour prendre son mouchoir. Alors, trouvant le rouleau, il pâlit et se jette à genoux : « Ah ! Sire, s'écrie-t-il, on veut me perdre ! d'où peut venir cet argent que je trouve dans ma poche ? » — Mon ami, lui dit le roi, Dieu fait quelquefois que le bien nous vienne en dormant. Envoie cela à ta mère, salue-la de ma part et dis-lui que j'aurai soin d'elle et de toi. »

vivement les juges, et, en 1743, le département de la justice, à la suite d'un mémoire où l'on s'efforçait d'en faire ressortir les inconvénients, suppliait le roi d'accorder à ses mandataires plus de latitude. « Non, non, répondit Frédéric, il résulterait de là toutes sortes d'abus, et vous pourriez tourmenter à votre aise les pauvres gens des provinces. »

Dans cette réponse, se révèlent deux des grandes préoccupations de Frédéric, savoir : que la justice ne s'écartât jamais des lois de l'humanité, et que les habitants des provinces ne fussent point victimes de l'arbitraire. La première lui inspira, dès son avénement au trône, une mesure qui est pour sa mémoire un éternel honneur; nous voulons parler de l'abolition de la torture, encore en usage, à cette époque, dans toute l'Europe. Et on ne peut pas regarder cette initiative du jeune roi comme produite par le désir de la popularité et des louanges ; car il la tint parfaitement secrète, se contentant de faire intimer personnellement à chaque juge la défense absolue d'employer un procédé que sa raison et son humanité réprouvaient, mais ne publiant là-dessus aucun décret. Il savait que la torture était regardée comme une des sauvegardes de la société, et il ne voulait pas que la publicité donnée à son abolition pût être accusée d'avoir encouragé le crime » (1).

Sous l'influence de la seconde préoccupation que nous avons signalée, Frédéric se fit une loi de lire lui-même chaque jour toutes les lettres et pétitions qui lui arrivaient,

(1) Qu'on se figure l'effet que produirait aujourd'hui la proposition de rétablir la torture. Et pourtant, jusqu'au dix-huitième siècle, cette coutume n'était même pas discutée. Il y a néanmoins, sur ce sujet, dans les *Essais de Montaigne*, un chapitre très-remarquable, renfermant des vérités qui ne pouvaient manquer de frapper tôt ou tard tous les esprits.

et de donner audience à toute personne qui venait pour s'adresser directement à lui. Et, afin que, sur ces deux points, ses intentions ne fussent point éludées, il prenait des précautions presque minutieuses. Ainsi, dès qu'une lettre à son adresse était déposée dans une des postes du royaume, le directeur devait à l'instant l'inscrire sur un registre affecté à cet usage, et le roi faisait souvent examiner ces registres, ne manquant pas de les compulser lui-même lorsqu'il visitait ses provinces. D'un autre côté, lorsqu'une personne de province arrivait à Potsdam, l'employé qui, à la porte de la ville, examinait son passe-port, devait lui demander si elle venait dans l'intentiou de parler au roi, et, dans ce cas, il était tenu d'en donner aussitôt avis au château. Si, après quelques jours, l'individu en question n'avait pas demandé audience, Frédéric chargeait une personne de confiance d'aller aux informations, afin de savoir pourquoi il ne s'était pas présenté.

De ces simples détails, il résulte que le pouvoir souverain n'était pas pour Frédéric une sinécure; mais, afin de mieux comprendre avec quelle conscience il exerçait ce qu'il appelait son *métier de roi*, voyons quelle était la distribution de sa journée, distribution à laquelle il fut fidèle pendant ses quarante-six ans de règne, s'en rapprochant même le plus qu'il pouvait lorsqu'il était en campagne.

Naturellement enclin au sommeil, il avait ordonné à ses domestiques de le réveiller tous les matins à quatre heures (1), et, s'il résistait, de lui appliquer sur le visage des linges trempés dans de l'eau froide. Au bout d'un quart d'heure, il sortait de sa chambre en uniforme et botté,

(1) Quand il eut accompli soixante ans, il ne se leva plus qu'à cinq heures; mais l'henre qu'il perdait ainsi, il avait soin de la regagner sur le concert du soir.

et il n'avait plus, de toute la journée, à s'occuper de sa toilette (1).

Dès qu'il était dans son cabinet, un page lui apportait dans une corbeille les lettres qui lui étaient adressées. Le roi les lisait toutes, marquant d'un pli en dedans les demandes favorablement accueillies, d'un pli en dehors celles qu'il rejetait, et de deux plis, l'un en dedans, l'autre en dehors, celles sur lesquelles il n'était pas encore décidé et qu'il voulait examiner de nouveau. Après ce travail, qui ne se terminait guère que vers huit heures, un des quatre secrétaires du cabinet entrait, prenait les lettres, les classait, et, pendant le frugal déjeûner du roi, les lisait tout haut le plus rapidement possible. A chacune, le roi indiquait en substance une réponse, que le secrétaire notait au moyen d'une espèce de sténographie. Lorsque la réponse devait exprimer un refus, Frédéric avait soin de l'adoucir le plus qu'il était possible. Ce travail fait, le secrétaire sortait et se partageait les lettres avec ses trois collègues. Aussitôt, tous les quatre se mettaient à écrire les réponses, d'après les indications dictées par le roi; toutes ces réponses devaient être présentées à la signature du roi le même jour, avant quatre heures. Les secrétaires mettaient ensuite les adresses, et, à cinq heures, tout était expédié; en sorte que les lettres pour Berlin étaient remises le soir même à leurs destinataires; les autres étaient jetées à la poste.

(2) Voltaire, dans un écrit, d'ailleurs très-malveillant à l'égard de Frédéric, décrit ainsi la chambre à coucher de ce prince : « Sa chambre était assez belle; une riche balustrade d'argent, ornée de petits amours très-bien sculptés, semblait fermer l'estrade d'un lit, dont on voyait les rideaux; mais, derrière les rideaux, était, au lieu d'un lit, une bibliothèque, et, quant au lit du roi, c'était un grabat de sangles, avec un matelas mince, caché par un paravent. Marc-Aurèle et Julien, ses deux apôtres et les plus grands hommes du stoïcisme, n'étaient pas plus mal couchés. »

Vers neuf heures, quand le secrétaire sortait avec les lettres, le premier aide-de-camp entrait, et, de neuf à dix heures, le roi expédiait les affaires relatives à l'armée. De dix heures à midi, il donnait ses audiences, s'il y avait lieu, et vaquait aux occupations imprévues qui avaient pu survenir. C'était aussi le moment où il allait, plusieurs fois la semaine, exercer les troupes et assister à la parade; quelquefois enfin, il passait une partie de ce temps à se promener dans ses jardins, un livre à la main. A midi précis, avait lieu le dîner, auquel étaient toujours invitées un certain nombre de personnes. Après ce repas, le roi se tenait jusqu'à six heures dans son cabinet, pour signer les réponses préparées le matin, écrire ou dicter ses lettres aux savants, aux artistes etc., enfin travailler à ses ouvrages littéraires. A six heures, on lui faisait la lecture jusqu'à sept heures, que commençait le concert. A partir de ce moment, toute occupation sérieuse cessait : car Frédéric avait pour principe qu'afin de se procurer un sommeil réparateur, et se mettre en état de reprendre vigoureusement la tâche le lendemain, il fallait terminer la journée par quelques heures passées à se reposer complétement et à s'égayer le mieux possible.

« Au concert, dit Voltaire, le roi jouait de la flûte aussi bien que le meilleur artiste. Les concertants exécutaient souvent de ses compositions; car il n'y avait aucun art qu'il ne cultivât, et il n'eût pas essuyé chez les Grecs la mortification qu'eut Epaminondas d'avouer qu'il ne savait pas la musique. » Après le concert, avait lieu le souper, où Frédéric n'admettait que des personnes de son intimité. « Ces soupers, dit Voltaire, étaient très-agréables. Je ne sais si je me trompe, il me semble qu'il y avait bien de l'esprit; le roi en avait et en faisait avoir, et ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que je n'ai jamais fait de repas si libres. » Mais cette liberté ne ressemblait en rien

à celle des orgies de la régence. Parmi les commensaux du roi, se trouvaient Maupertuis, le marquis d'Argens, le baron de Poëllnitz, Algarotti, etc.; mais le plus célèbre sans contredit fut Voltaire, de qui les relations avec Frédéric ont fait trop de bruit, pour que nous n'entrions pas sur ce sujet dans quelques détails, en laissant parler le plus que nous pourrons les personnages eux-mêmes.

Ces relations commencèrent par une lettre que Frédéric, encore Prince Royal, adressa à Voltaire, en date du 8 août 1736. Frédéric habitait alors Rheinsberg, « et, dit Voltaire, il employait son loisir à écrire aux gens de lettres un peu connus dans le monde. Le principal fardeau tomba sur moi. C'était des lettres en prose, c'était des lettres en vers; c'était des traités de métaphysique, d'histoire, de politique. Il me traitait d'homme divin, je le traitais de Salomon. Les épithètes ne nous coûtaient rien. » Lorsque Frédéric monta sur le trône, il souhaitait ardemment faire la connaissance personnelle de l'homme dont les lettres le charmaient depuis quatre années. Ayant eu à faire, deux mois après son avénement, un voyage dans le pays de Clèves, il résolut de pousser jusqu'à Bruxelles, où Voltaire se trouvait pour un procès de la famille du Châtelet; mais, au moment de se mettre en chemin, le jeune roi est saisi par la fièvre quarte. Alors, il écrit à Voltaire qu'il est forcé de céder à cette maudite fièvre, « plus tenace qu'un janséniste », et il le prie instamment de venir le trouver lui-même au château de Meurs, sur la Meuse : « Si votre vue ne me guérit, ajoute-t-il, je me confesse tout de suite. » Voltaire se rend aussitôt à l'endroit indiqué. « Je trouvai, à la porte de la cour, dit-il, un soldat pour toute garde. Je fus conduit dans l'appartement de Sa Majesté; il n'y avait que les quatre murailles. J'aperçus dans un cabinet, à la lueur d'une bougie, un petit grabat, sur lequel était un petit homme affublé d'une robe de chambre de gros drap

bleu; c'était le roi, qui suait et tremblait, sous une méchante couverture, dans un accès de fièvre violent. L'accès passé, il s'habilla et se mit à table. Algarotti, Maupertuis, Kayserling, le ministre du roi auprès des Etats Généraux et moi, nous fûmes du souper... Je me sentis attaché à lui ; car il avait de l'esprit, des grâces, et de plus il était roi, ce qui fait toujours une grande séduction, attendu la faiblesse humaine. »

Frédéric, de son côté, écrit à son ami Jordan une lettre enthousiaste : « J'ai vu ce Voltaire, que j'étais si curieux de connaître; mais je l'ai vu ayant la fièvre quarte, et, avec des gens de son espèce, il ne faut point être malade ; il faut même être mieux qu'à son ordinaire, si l'on peut. Il a l'éloquence de Cicéron, la douceur de Pline et la sagesse d'Agrippa; il réunit, en un mot, ce qu'il faut rassembler de trois des plus grands hommes de l'antiquité. Son esprit travaille sans cesse; chaque goutte d'encre est un trait d'esprit partant de sa plume. Il nous a déclamé *Mahomet*, tragédie admirable qu'il a faite ; il nous a transportés hors de nous-mêmes, et je n'ai pu qu'admirer et me taire. »

Après avoir montré quelle fut la première impression que Frédéric et Voltaire produisirent l'un sur l'autre, nous n'entrerons pas dans le détail de deux voyages que Voltaire fit à Potsdam, l'un quelques mois après l'entrevue de Meurs, l'autre en 1743. Chacun de ces voyages avait un but politique, qui fut à peu près manqué, parce que Voltaire arrivait sans lettres de créance et que Frédéric était plus sérieux en politique qu'on ne se le figurait et qu'on ne l'était à Versailles (1). Mais les démonstrations

(1) Voici comment Frédéric s'exprime au sujet du voyage de 1743 : « Sur ces entrefaites, Voltaire arriva à Berlin. Comme il avait quelques protecteurs à Versailles, il crut que cela suffisait pour se donner

d'amitié furent, à chaque fois, plus vives. Le rêve de Frédéric était de fixer Voltaire auprès de lui. « La France, lui disait-il dans une de ses lettres, a passé jusqu'à présent pour l'asile des rois malheureux ; je veux que ma capitale devienne le temple des grands hommes. Venez-y, mon cher Voltaire, et dictez tout ce qui peut vous être agréable. Faites vos conditions comme il vous convient pour être

des airs de négociateur. Son imagination brillante s'élançait sans retenue dans le vaste champ de la politique. Il n'avait point de lettres de créance, et sa mission devint un jeu. » Voyant qu'en effet toutes les fois qu'il voulait entamer la question politique, Frédéric tournait la chose en plaisanterie, il pensa mieux réussir en lui faisant remettre une note, en neuf articles, à chacun desquels il priait le roi de vouloir bien ajouter en marge ses réflexions et ses ordres. Voici quelques-unes de ces questions, avec les réponses de Frédéric :

NOTES DE VOLTAIRE.	RÉPONSES DE FRÉDÉRIC.
« Votre Majesté saura que le sieur Bassecour, premier bourgmestre d'Amsterdam, est venu prier M. de Laville, ministre de France, de faire des propositions de paix.	« Ce Bassecour est apparemment celui qui est chargé d'engraisser les chapons et les coqs-d'Inde pour leurs Hautes Puissances?
« N'est-il pas clair que le parti pacifique l'emportera infailliblement ? N'est-il pas clair que la France montre de la vigueur et de la sagesse?	« J'admire la sagesse de la France; mais Dieu me préserve de jamais l'imiter !
« Les Anglais vous bravent et parlent hautement de vous d'une manière révoltante, aussi bien que le parti des Bentinck, des Fagel, des Obdam. Je les ai entendus, et je ne vous dis rien que de très-véritable.	« Je me soucie fort peu de ce que les Anglais et les Hollandais disent; d'autant plus que je n'entends point leur patois.
« Les partisans de l'Autriche brûlent d'ouvrir la campagne en Silésie. »	« On les y recevra, biribi, A la façon de Barbari, Mon ami. »

On voit que la diplomatie de Voltaire n'eut pas beaucoup plus de succès par écrit que de vive voix.

heureux; c'est à moi à pourvoir au reste. Vous serez toujours libre et entièrement maître de votre sort; je ne prétends vous enchaîner que par l'amitié et le bien-être. » Voltaire était surtout retenu par l'amitié qui le liait depuis longtemps à la marquise du Châtelet, chez qui même il demeurait; mais, cette dame étant morte en 1750, Frédéric redoubla d'instances, et obtint ce qu'il désirait. « Le moyen, dit Voltaire, de résister à un roi victorieux, poète, musicien et philosophe, et qui faisait semblant de m'aimer? Je crus que je l'aimais. Enfin je pris le chemin de Potsdam au mois de juin 1750. » Voltaire avait alors cinquante-six ans et Frédéric, trente-huit.

Voltaire fut logé dans un appartement qu'avait occupé le maréchal de Saxe, immédiatement au-dessous de celui du roi. Quant à ses fonctions, les voici, expliquées par lui-même : « Je travaillais deux heures par jour avec Sa Majesté, je corrigeais tous ses ouvrages ; je lui rendais raison de tout par écrit, ce qui composa une rhétorique et une poétique à son usage. Il en profita, et son génie le servit mieux que mes leçons. » Du reste, rien n'égalait la douceur des relations qui existaient entre le roi et le philosophe. Des deux côtés, quelle satisfaction, quelle reconnaissance, quelle tendresse, quel enthousiasme! Mais il était aisé de prévoir que cette bonne harmonie ne durerait pas longtemps. En général, l'union n'est solide entre deux personnes qu'autant que leurs caractères, par suite des différences qu'ils présentent, se complètent, pour ainsi dire, l'un l'autre. Or, ici, nous voyons en présence deux hommes qui se ressemblent singulièrement, et par des points qui doivent donner lieu à bien des froissements. En effet, l'un et l'autre sont, au plus haut degré, impressionnables, irritables, caustiques, habiles à saisir le ridicule, désireux de briller, accoutumés à dominer. Ces défauts, pour la plupart, sont peut-être plus prononcés chez Vol-

taire; mais, chez Frédéric, ils sont soutenus par le pouvoir, et par un pouvoir sans limites ni contrôle. Il est vrai que Frédéric sait tempérer ce pouvoir par sa modération; mais Voltaire, qui supplée au pouvoir par la ruse, pousse à l'extrême le persifflage et la rancune. Avec de pareils éléments, la guerre ne pouvait tarder beaucoup à éclater. D'ailleurs, la distinction tout exceptionnelle avec laquelle Voltaire était traité, devait nécessairement exciter l'envie parmi les hommes de lettres réunis à Potsdam, et la dangereuse facilité qu'il avait à trouver des mots cruels pour les gens qui lui déplaisaient, ne pouvait manquer de lui faire des ennemis. Dès lors, que de rapports vrais ou faux, par lesquels il serait aisé d'exciter la susceptibilité d'un homme comme Frédéric, tandis que des rapports inverses viendraient aigrir Voltaire et provoquer sa redoutable verve! Ces observations expliquent d'avance tout ce qui va arriver; maintenant, racontons succinctement les faits :

« Il fallait, dit Voltaire, une permission du roi de France pour appartenir à deux maîtres; le roi de Prusse se chargea de tout. Il écrivit pour me demander au roi mon maître. Je n'imaginais pas qu'on fût choqué à Versailles qu'un gentilhomme ordinaire de la chambre, qui est l'espèce la plus inutile de la cour, devînt un inutile chambellan à Berlin. On me donna toute permission; mais on fut très-piqué, et on ne me le pardonna point. Je déplus fort au roi de France, sans plaire davantage à celui de Prusse, qui se moquait de moi dans le fond de son cœur (1). Me voilà donc avec une clef d'argent doré pendue à mon habit, une croix au cou (l'ordre du Mérite) et vingt mille francs de pension.

(1) Il est probable que Voltaire s'exagère l'effet produit à la cour de France par la demande du roi de Prusse; ce qui est certain, c'est qu'il est injuste à l'égard de ce dernier, qui, à cette époque, était on ne peut mieux disposé en sa faveur.

« Il y avait alors un médecin à Berlin, nommé La Métrie, le plus franc athée de toutes les facultés de médecine de l'Europe; homme d'ailleurs gai, plaisant, étourdi, écrivant et faisant imprimer tout ce qu'on peut imaginer de plus effronté sur la morale. Ses livres plurent au roi, qui le fit, non pas son médecin, mais son lecteur. Un jour, après la lecture, La Métrie, qui disait au roi tout ce qui lui venait dans la tête, lui dit qu'on était bien jaloux de ma faveur et de ma fortune. « Laissez faire, lui dit le roi; on presse « l'orange, et on la jette quand on a avalé le jus. » La Métrie ne manqua pas de me rendre ce bel apophthegme, digne de Denys de Syracuse.

« La Métrie mourut comme il avait vécu, en reniant Dieu et les médecins. Sa Majesté, satisfaite, composa sur le champ son oraison funèbre. Maupertuis, qui savait l'anecdote de l'écorce d'orange, prit son temps pour répandre le bruit que j'avais dit que la charge d'athée du roi était vacante. Cette calomnie ne réussit pas; mais il ajouta ensuite que je trouvais les vers du roi mauvais, et cela réussit (1). Je m'aperçus que, depuis ce temps-là, les soupers du roi n'étaient plus si gais; on me donnait moins de vers à corriger; ma disgrâce était complète.

» On sait bien qu'il faut souffrir auprès des rois; mais Frédéric abusait un peu trop de sa prérogative. Il n'y avait plus moyen d'y tenir. Algarotti, Darget et Chazot, qui était un de ses meilleurs officiers, le quittèrent tous à la fois. Je me disposais à en faire autant; mais je voulus auparavant me donner le plaisir de me moquer d'un livre que

(1) Il paraît que Voltaire avait parlé devant un général prussien du *linge sale* que le roi lui donnait à laver. Une autre personne assurait que Voltaire aurait dit en parlant de Frédéric : « Cet homme-là, c'est César et l'abbé Cottin. » Un écrivain au-dessous du médiocre, La Baumelle, était pour beaucoup dans ces commérages.

Maupertuis venait d'imprimer. L'occasion était belle; on n'avait jamais rien écrit de si ridicule et de si fou. Le roi rit et se mit à écrire contre lui; mais, comme sa devise était: *Point de bruit, si je ne le fais*, il fit brûler tout ce qu'on avait écrit sur cette matière, excepté son ouvrage. » Mais, sur cette affaire de Maupertuis, qui amena la rupture et, au sujet de laquelle on donna tous les torts à Voltaire, on ne peut s'en rapporter complétement à ce dernier. Voici, d'après des relations qu'on a tout lieu de croire impartiales, comment les choses se passèrent:

Voltaire écrivit contre Maupertuis une satire intitulée: *Diatribe du Docteur Akakia*, et la communiqua en secret à quelques personnes. Frédéric, instruit de ce qui se passait et craignant que le ridicule déversé sur un homme qu'il avait élevé si haut, le nommant président de son Académie et lui faisant épouser la fille d'un de ses ministres, ne rejaillît un peu sur lui, et surtout comprenant que la publication de cette satire blesserait profondément la noblesse, dans les rangs de laquelle Maupertuis était entré par son mariage, invita Voltaire à venir le voir, ce qu'il ne faisait plus que très-rarement, et, à la suite d'une conversation où il combla Voltaire d'amabilités et même de flatteries, il lui demanda, comme une preuve d'amitié à laquelle il serait on ne peut plus sensible, le sacrifice de la satire en question. « Sire, répondit Voltaire, je vous ai toujours été trop dévoué pour ne pas échanger contre l'assurance de vos bontés cette petite vengeance, qui m'avait paru juste, modérée et, dès lors, innocente. Ah! daignez le croire, Sire, je saurais faire à Votre Majesté de bien plus grands sacrifices. — Allez donc, reprit Frédéric; je vous attends; de si nobles desseins veulent une prompte exécution. »

Voltaire revint bientôt, son manuscrit à la main. « Sire, s'écria-t-il en riant, voilà l'innocent qui doit périr pour le peuple! Je vous le livre; ordonnez son supplice. — Ah!

mon ami, est-il un sort plus cruel que le mien? Ordonner des supplices pour ce qu'on devrait couronner de gloire! Eh bien! subissons au moins notre destinée avec dignité. Soyons aussi justes que possible. En l'immolant, vengeons la victime. Lisez; je sauverai ainsi ce que je pourrai; ce sera pour ma mémoire un dépôt chéri, un précieux trésor. Lisez, et qu'à la flamme qui va dévorer ces pages dignes d'un meilleur sort, survive ma légitime admiration. O Vulcain! jamais on ne te fit un plus grand, un plus mémorable sacrifice! »

Voltaire lut la pièce en entier. A chaque instant, les applaudissements du monarque l'interrompaient. On éclatait de rire et, à la fin de chaque cahier, lorsqu'il fallait le jeter au feu, nouvelle et bruyante explosion de regrets. Telle fut la fin tragi-comique du *Docteur Akakia*. Mais ce n'était qu'une mort en effigie: Frédéric apprend bientôt que Voltaire fait imprimer une copie qu'il a gardée. Furieux d'être ainsi joué chez lui, il fait saisir l'édition dès qu'elle est terminée, et elle est brûlée publiquement par le bourreau. On a remarqué que c'est la seule exécution de ce genre qui ait eu lieu en Prusse pendant le long règne de Frédéric.

S'il était difficile de jouer un prince aussi clairvoyant que Frédéric, Voltaire était encore plus rusé. A mesure donc qu'on tirait les feuilles de son ouvrage, il en expédiait quatre pour la Hollande. Aussi, se trouvant chez un de ses amis pendant l'*auto-da-fé*, qu'il regardait par la fenêtre en riant : « Combien de bois perdu! dit-il, et ces quatre pauvres petits déserteurs qui courent la poste et se sauvent en Hollande! » Voltaire prétendit que le roi, en manquant à certaines conditions qui avaient été convenues entre eux lorsqu'il lui avait fait le sacrifice de sa satire, l'avait par là dégagé de sa parole.

Il paraît du reste que Voltaire intervint à cette époque dans la rédaction de quelque pamphlet qui blessa cruellement

Frédéric, et au sujet duquel ce prince lui écrivit la lettre suivante, qui a été retrouvée parmi les papiers de Voltaire :

« Votre effronterie m'étonne. Après ce que vous venez de faire, et qui est clair comme le jour, vous persistez, au lieu de vous avouer coupable ! Ne vous imaginez pas que vous ferez croire que le noir est blanc. Quand on ne voit pas, c'est qu'on ne veut pas tout voir ; mais, si vous poussez l'affaire à bout, je ferai tout imprimer, et l'on verra que, si vos ouvrages méritent qu'on vous érige des statues, votre conduite vous mériterait des chaînes. L'éditeur est interrogé, il a tout déclaré. »

Voici la réponse de Voltaire :

« Ah ! mon Dieu, Sire, dans l'état où je suis ! je vous jure encore sur ma vie, à laquelle je renonce sans peine, que c'est une calomnie affreuse. Je vous conjure de faire confronter tous mes gens. Quoi ! vous me jugeriez sans m'entendre ! Je demande justice, et la mort. »

Bien qu'armé d'un pouvoir sans bornes, Frédéric, c'est une justice à lui rendre, ne combattait contre son adversaire qu'à armes égales ; encore remarque-t-on qu'aux reproches les plus sévères pour l'homme, il mêle toujours quelques éloges adressés à l'écrivain. Un jour, il lui envoya dans sa chambre, par un page, un billet rempli d'amertume, et se terminant par cette phrase : « Vous avez le cœur cent fois plus affreux encore que votre esprit n'est beau. »

On ne saurait se figurer en quelle fureur ce billet jeta Voltaire. Dans l'excès de son emportement, il n'y eut point d'épithètes odieuses qu'il ne prodiguât au roi, point de reproches qu'il ne lui adressât, et, tout cela, il le criait en marchant à grands pas, avec tous les symptômes de la plus violente exaspération. Le page, qui attendait une réponse, écoutait pâle et tremblant, ne pouvant que répéter sans cesse : « Monsieur ! monsieur ! » Enfin cet enfant de quinze

ans, prenant son parti comme un homme, dit d'un ton ferme au philosophe, qui se conduisait en enfant : « Mais, monsieur, rappelez-vous donc qu'il est roi, que vous êtes chez lui et que moi, qui vous entends, je suis à son service. » Cette observation si juste fit rentrer Voltaire en lui-même; il comprit que le jeu qu'il jouait n'était pas sans danger, et, pour se tirer d'affaire, il imagina un véritable trait de comédie. Saisissant le page par le bras : « Eh bien ! monsieur, lui dit-il, c'est vous que je prends pour juge entre lui et moi. Cherchez et dites-moi quel est le tort que j'ai envers lui... Ah ! je n'en ai qu'un, mais il est irréparable, celui de lui avoir appris à faire les vers mieux que moi. Allez et portez-lui cette réponse. »

Le page remonta chez le roi, qui, en l'attendant, se promenait d'impatience dans son cabinet. « A qui avez-vous remis mon billet? demanda Frédéric. — A M. de Voltaire lui-même. — L'a-t-il lu devant vous ? — Oui, Sire. — Et qu'a-t-il dit? Je veux savoir ce qu'il a dit. » Ici, le page demeura muet. Frédéric comprit alors que Voltaire avait dû s'exprimer avec bien de la violence. « Entendez-vous ? reprit-il d'un ton terrible, je vous ordonne de me répéter tout ce qu'il a dit. » Le page, tremblant et pleurant, se mit à répéter tout ce qu'il avait retenu, hésitant à chaque mot, et près de tomber suffoqué. A mesure qu'il avançait dans son récit, le visage du roi prenait une expression de plus en plus terrible ; son œil lançait des éclairs ; tout présageait quelque résolution violente, lorsqu'enfin le page arriva aux derniers mots de Voltaire. Alors le roi, calmé tout à coup, sourit en haussant les épaules, et termina cette grande affaire par ces mots : « C'est un fou. » Frédéric fut-il dupe de l'adroit compliment de Voltaire, ou feignit-il d'y croire pour éviter un éclat? C'est au lecteur de prononcer.

Mais cet état de choses ne pouvait durer. Voltaire eu

alors l'idée de demander un congé pour aller aux eaux de Plombières, qu'il dit lui avoir été ordonnées. Frédéric lui répondit :

« Il n'était pas nécessaire que vous prissiez le prétexte du besoin que vous me dites avoir des eaux de Plombières, pour me demander votre congé. Vous pouvez quitter mon service quand vous voudrez ; mais, avant de partir, faites-moi remettre le contrat de votre engagement, la clef, la croix et le volume de poésies que je vous ai confiés. Je souhaiterais que mes ouvrages seuls eussent été exposés à vos traits et à ceux de Kœnig (1). Je les sacrifie de bon cœur à ceux qui croient augmenter leur réputation en diminuant celle des autres. Je n'ai ni la folie, ni la vanité de certains auteurs. Les cabales des gens de lettres me paraissent l'opprobre de la littérature. Je n'en estime pas moins les honnêtes gens qui les cultivent. Les chefs de cabale sont les

(1) Dans la controverse au sujet du principe de la *moindre action*, mis en avant par Maupertuis, Kœnig, bibliothécaire de la princesse d'Orange et associé libre de l'Académie de Berlin, s'était autorisé d'une lettre manuscrite de Leibnitz, qui contrariait vivement Maupertuis. Celui-ci, sachant que Kœnig n'avait qu'une copie de cette lettre, obtint que l'Académie, dont il était président, fit sommer Kœnig d'avoir à produire l'original. Kœnig n'avait jamais prétendu posséder cet original ; mais il expliquait parfaitement l'origine de la copie qu'il avait entre les mains. Maupertuis, au moyen d'une majorité complaisante, fit décider que Kœnig, pour s'être appuyé d'une pièce faussement attribuée à Leibnitz, serait rayé comme indigne du rôle des académiciens. Cette intrigue fut très-sévèrement jugée par le public impartial ; mais personne n'osait parler trop haut, parce qu'on savait combien Maupertuis était protégé par le roi. Voltaire, lié depuis longtemps avec Kœnig, vit dans cette affaire l'occasion de défendre un ami, et de frapper sur un adversaire. Il se donna ce double plaisir dans son *Docteur Akakia*. Kœnig, de son côté, publia-t-il quelque écrit où Frédéric fut maltraité, comme le donne à entendre la lettre de ce prince ? Nous l'ignorons, mais il est probable que c'était tout simplement un bruit qu'avait fait courir Maupertuis, afin d'attirer sur ses adversaires l'animadversion du roi et d'être plus chaudement appuyé par lui.

seuls avilis à mes yeux. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. »

Voltaire fit remettre au roi ce qu'il appelait ses *brillantes marques de servitude*, et y joignit le quatrain suivant :

« Je les reçus avec tendresse,
Je vous les rends avec douleur,
Comme un amant jaloux, dans sa mauvaise humeur,
Rend le portrait de sa maîtresse. »

Frédéric les lui renvoya, avec une forte dose de quinquina, pour donner à entendre qu'il regardait le philosophe comme atteint depuis quelque temps du délire de la fièvre. Il espérait probablement que Voltaire se déciderait à rester, et, dans cette pensée, il ne parla plus du volume de ses poésies, que, sans cela, il eût certainement réclamé de nouveau; car ce recueil, qui n'avait été imprimé qu'à un très-petit nombre d'exemplaires, était tenu à peu près secret, à cause de certaines pièces blessantes pour plusieurs têtes couronnées. Frédéric aurait craint aussi que Voltaire, une fois en France, ne s'égayât aux dépens d'un grand nombre de morceaux qui prêtaient beaucoup à la critique. Mais Voltaire, profitant de l'autorisation qu'il avait obtenue, se hâta de partir, le 26 mars 1753. Son séjour en Prusse avait été de près de trois ans.

Se dirigeant en poste vers la frontière la plus voisine, il alla d'abord à Leipsick. Dans ses *Mémoires*, que nous avons souvent cités, il ne fait aucune mention de ce séjour à Leipsick, qui fut pourtant de trente-trois jours; il dit même positivement que, de chez le roi de Prusse, il alla chez la duchesse de Gotha. Cette omission, évidemment volontaire, trouve peut-être son explication dans une lettre où Frédéric, six ans plus tard (avril 1759), bien que, depuis longtemps, raccommodé avec lui, rappelle en termes assez sévères ses « libelles de Leipsick. » Nous ignorons quels furent ces libelles; peut-être s'agit-il seulement de la réimpression du *Docteur Akakia*, qui fut tiré à un très-grand

nombre d'exemplaires. Là-dessus, Maupertuis, furieux, écrivit à Voltaire une lettre menaçante, mais assez ridicule, à laquelle Voltaire fit une réponse des plus comiques, et le tout, publié par les gazettes de Leipsick, fit rire l'Europe aux dépens du malencontreux président de l'académie de Berlin.

De Leipsick, Voltaire alla chez la duchesse de Gotha; puis, chez le landgrave de Hesse, et enfin il arriva à Francfort. « C'était là, dit-il, que m'attendait ma bizarre destinée. » Sur les détails de son aventure de Francfort, nous n'avons guère d'autre témoignage que celui de Voltaire lui-même, dans ses *Mémoires;* nous allons le reproduire textuellement, en laissant au lecteur le soin de tenir compte des exagérations évidentes que renferme une relation écrite sous l'influence d'une violente colère (1) :

« Je tombai malade à Francfort; une de mes nièces eut le courage de quitter Paris pour venir me trouver sur le Mein; mais elle me trouva prisonnier de guerre. Voici comment cette belle aventure s'était passée : Il y avait à Francfort un nommé Freytag, banni de Dresde après y avoir été mis au carcan, devenu depuis dans Francfort agent du roi de Prusse, qui se servait volontiers de tels ministres, parce qu'ils n'avaient de gages que ce qu'ils pouvaient attraper aux passants (2).

(1) On trouve dans une lettre du marquis de Villette, l'ami dévoué de Voltaire, le passage suivant : « Il est malheureusement certain que M. de Voltaire est l'auteur de ces *Mémoires*; mais il est en même temps certain qu'il en avait brûlé le manuscrit longtemps avant sa mort. » Le marquis de Villette explique ensuite comment on avait fait auparavant, de cet ouvrage, à l'insu de Voltaire, deux copies, dont l'une, après la mort de l'auteur, fut livrée à l'impression. « On a attendu cinq ans, ajoute-t-il, pour se résoudre à une si horrible trahison. »

(2) Il faut rabattre et le bannissement et le carcan. Ce Freytag était un ancien major de l'armée prussienne.

« Cet ambassadeur et un marchand nommé Smith, condamné ci-devant à l'amende pour fausse monnaie, me signifièrent de la part de Sa Majesté le roi de Prusse, que j'eusse à ne point sortir de Francfort jusqu'à ce que j'eusse rendu les effets précieux que j'emportais à Sa Majesté. « Hélas ! messieurs, je n'emporte rien de ce pays-là, pas « même le moindre regret. Quels sont donc les joyaux « de la couronne brandebourgeoise que vous me demandez? « — C'être, monsir, répondit Freytag, l'œuvre de *poëshie* « du roi mon gracieux maître (1).—Oh ! je lui rendrai sa « prose et ses vers de tout mon cœur, lui répliquai-je, « quoique, après tout, j'aie plus d'un droit à cet ouvrage. « Malheureusement cet exemplaire est à Leipsick avec mes « autres effets. » Alors Freytag me proposa de rester à Francfort jusqu'à ce que le trésor qui était à Leipsick fût arrivé, et il me signa ce beau billet : « Monsir, sitôt le gros « ballot de Leipsick sera ici, où est l'œuvre de *poëshie* du « roi mon maître, que Sa Majesté demande, et l'œuvre de « *poëshie* rendue à moi, vous pourrez partir où vous paraîtra « bon. A Francfort, 1er de juin 1753. FREYTAG, résident du « roi mon maître. » J'écrivis au bas du billet : « Bon pour « l'œuvre de *poëshie* du roi votre maître ; » de quoi le résident fut très-satisfait.

« Le 17 de juin, arriva le gros ballot de *poëshie*. Je remis fidèlement ce sacré dépôt, et je crus pouvoir m'en aller sans manquer à aucune tête couronnée. Mais, dans l'instant que je partais, on m'arrête, moi, mon secrétaire et mes gens; on arrête ma nièce ; quatre soldats la traînent au

(2) Il demanda aussi la clef et la croix, déjà rendues une fois, et données de nouveau. Il fallait que ce qui s'était passé à Leipsick eût bien irrité Frédéric. Mais il est plus probable que les ennemis de Voltaire avaient trouvé le moyen de dépasser de beaucoup les intentions du roi. C'est, du reste, ce que Frédéric affirma plus tard.

milieu des boues chez le marchand Smith, qui avait je ne sais quel titre de conseiller privé du roi de Prusse. Ce marchand de Francfort se croyait alors un général prussien : il commandait douze soldats de la ville dans cette grande affaire, avec toute l'importance et la grandeur convenables.

« On nous fourra tous dans une espèce d'hôtellerie, à la porte de laquelle furent postés douze soldats ; on en mit quatre autres dans ma chambre, quatre dans un grenier où l'on avait conduit ma nièce; quatre dans un galetas ouvert à tous vents, où l'on fit coucher mon secrétaire sur de la paille. Ma nièce avait, à la vérité, un petit lit; mais ses quatre soldats, avec la baïonnette au bout du fusil, lui tenaient lieu de rideaux et de femmes de chambre.

« Nous avions beau dire que nous en appelions à César; que l'Empereur avait été élu dans Francfort ; que mon secrétaire était Florentin et sujet de Sa Majesté impériale; que ma nièce et moi nous étions sujets du roi Très-Chrétien, et que nous n'avions rien à démêler avec le margrave de Brandebourg; on nous répondit que le margrave de Brandebourg avait plus de crédit à Francfort que l'Empereur. Nous fûmes douze jours prisonniers de guerre, et il nous fallut payer cent-quarante écus par jour. Toute cette affaire d'Ostrogoths et de Vandales étant finie, j'embrassai nos hôtes et je les remerciai de leur douce réception... » « Le roi de Prusse, dit plus loin Voltaire, est revenu à moi ; il m'envoya en 1755 un opéra qu'il avait fait de *Mérope*. Depuis ce temps-là, il a continué à m'écrire. » Voltaire mourut le 30 mai 1778, et nous avons une lettre qu'il écrivit à Frédéric, le mois précédent ; Frédéric, de son côté, lui avait écrit au mois de janvier de la même année.

Frédéric, dans les premiers temps, avait pu, en cherchant à se lier avec Voltaire, être mu par le désir de se voir prôné par un homme qui avait une si grande influence sur

l'opinion. Mais, plus tard, parvenu au comble de la gloire, il n'avait plus besoin de mendier des louanges; alors, s'il fit les premières avances pour se remettre en correspondance avec Voltaire, ce fut sans doute parce qu'il était bien aise d'avoir de temps en temps son avis sur les travaux littéraires dont il ne cessait jamais de s'occuper ; mais c'était surtout parce qu'il aimait les lettres de Voltaire, et parce qu'il aimait Voltaire lui-même. Ce qui prouve cette amitié d'une manière incontestable, c'est que, plus d'une fois, il lui dit des vérités assez dures, n'hésitant pas à le blesser pour lui être utile. Ainsi, indépendamment de la manière dont il s'exprime dans quelques-unes de ses lettres sur les anciens torts de Voltaire à son égard (1), il lui fait, en 1759, relativement à la rancune qu'il montre envers Maupertuis, mort récemment, des observations vraiment honorables pour la raison et pour le cœur d'un prince qui s'exprime ainsi :

« Ne troublez pas, lui dit-il, les cendres de ceux qui reposent au tombeau; que la mort, au moins, mette fin à vos injustes haines. Pensez que les rois, après s'être longtemps battus, font enfin la paix. Ne pourrez-vous jamais la faire? Je crois que vous seriez capable, comme Orphée, de descendre aux enfers, non pas pour fléchir Pluton, non pas

(1) Voici quelques passages assez curieux, qui donneront une idée de la manière nette et franche dont Frédéric s'exprimait avec Voltaire au sujet de leurs anciennes querelles : « Je n'entre point dans la recherche du passé. Vous avez eu sans doute les plus grands torts envers moi ; mais je vous ai tout pardonné, et je veux même tout oublier. Mais, si vous n'aviez eu affaire à un fou amoureux de votre beau génie, vous ne vous en seriez pas tiré aussi bien. Tenez-le-vous donc pour dit, et que je n'entende plus parler de cette nièce, qui m'ennuie, et qui n'a pas autant de mérite que son oncle pour couvrir ses défauts. — Je sais bien que je vous ai idolâtré, tant que je ne vous ai cru ni tracassier, ni méchant. Mais vous m'avez joué des tours de tant d'espèces !... N'en parlons plus, je vous ai tout pardonné d'un cœur chrétien. »

pour ramener la belle Emilie (madame du Châtelet), mais pour poursuivre dans ce séjour de douleur un ennemi que votre rancune n'a que trop persécuté dans ce monde. Sacrifiez-moi votre vengeance, ou plutôt immolez-la à votre propre réputation; que le plus grand génie de la France soit aussi l'homme le plus généreux de sa nation. La vertu, votre devoir, vous parlent par ma bouche; n'y soyez pas insensible, et faites une action digne des belles maximes que vous débitez avec tant d'élégance et de force dans vos ouvrages. Croyez-moi, un exemple de magnanimité persuade plus que tous les beaux préceptes qu'étale la tragédie. »

On dira peut-être qu'en parlant pour Maupertuis, Frédéric plaidait un peu sa propre cause, parce qu'il lui était pénible de voir qu'on rabaissât par trop un homme qu'il avait tant élevé. Mais ici il ne s'agissait plus d'attaques publiques, désormais sans intérêt, et tout se bornait à quelques coups de plume que Voltaire portait à son ancien rival, dans ses lettres à Frédéric. Du reste, voici une autre leçon donnée à Voltaire à propos d'un homme pour qui il était d'une extrême malveillance, et à qui Frédéric ne s'intéressait que par pure humanité : « Vous me demandez ce qu'il me semble de Rousseau de Genève. Je pense qu'il est malheureux et à plaindre. Je n'aime ni ses paradoxes, ni son ton cynique; mais il faut respecter les infortunés; il n'y a que les âmes perverses qui les écrasent. »

Les divers passages que nous venons de citer confirment ce que nous avons déjà dit de la bonté de Frédéric, et toute sa correspondance met en relief cette précieuse qualité (1).

(1) Voici, entre beaucoup d'autres, quelques passages empruntés aux lettres que le roi de Prusse, pendant la période la plus critique de la guerre de *sept ans*, écrivait à la comtesse de Camas, ancienne grande-maîtresse de la maison de la feue reine douairière. Frédéric avait re-

Mais l'impartialité exige qu'à côté des qualités, nous signalions aussi les défauts; or, à la bonté, qui lui gagnait les cœurs, Frédéric joignait malheureusement une causticité, qui trop souvent finissait par les lui aliéner. Ce défaut eut quelquefois, pour lui-même, de graves inconvénients : ainsi, des traits acérés qui lui échappèrent contre la tzarine

porté sur cette vieille amie de sa mère une partie de sa filiale affection : « Je voudrais pouvoir prendre tous les jours une forteresse, ma bonne maman, pour recevoir de vos aimables lettres. Si tout ceci finit bien et honnêtement, que je bénirai le ciel de vous revoir, ma bonne maman, et de vous embrasser! Oui, je dis embrasser, car vous n'avez plus d'autre amant dans le monde que moi, et je suis en droit d'exiger un baiser pour prix de ma constance et de l'attachement que j'ai pour vous. Finette (la petite chienne de la comtesse) dira ce qu'elle voudra. — Vous voyez, ma bonne maman, avec quelle activité vous êtes servie : voici le tabac... Adieu, ma toute bonne, ne m'oubliez point, vous auriez grand tort; car personne ne vous aime et ne vous considère plus que je le fais. — La vie que je mène est, je vous le jure, une chienne de vie, qu'excepté Don Quichotte, personne n'a menée que moi. Tout ce désordre, qui ne finit point, m'a si fort vieilli, que vous aurez peine à me reconnaître. J'ai le visage ridé comme les falbalas d'une jupe, le dos voûté comme un moine de la Trappe. Il ne me reste que le cœur qui n'est point changé, et qui conservera pour vous, tant que je respirerai, les sentiments d'estime et d'une tendre amitié. — Je vous envoie, ma bonne maman, une bagatelle pour vous faire souvenir de moi. Vous pouvez vous servir de cette tabatière pour y mettre du rouge, ou des mouches, ou du tabac, ou des pilules; mais, à quelque emploi que vous la destiniez pensez au moins, en voyant ce chien, cet emblème de la fidélité, que celui qui vous l'envoie passe en attachement pour vous la fidélité de tous les chiens de l'univers, et que son dévouement pour votre personne n'a rien de commun avec la fragilité de la matière que l'on fabrique ici. J'ai commandé de la porcelaine pour tout le monde. J'espère que ceux qui la recevront la prendront pour bon argent; car nous sommes des gueux, ma bonne maman; il ne nous reste que l'honneur, la cape et l'épée et de la porcelaine. » On ne peut se défendre d'une certaine émotion en voyant un roi, au milieu des péripéties d'une guerre où il fut plusieurs fois sur le point de perdre son royaume, et tous les jours exposé à perdre la vie, trouver cette fraîcheur d'idées, de sentiments et d'expressions, pour consoler une pauvre femme de quatre vingts ans, qui lui rappelait sa mère..

Elisabeth, lui firent de cette princesse une irréconciliable ennemie. Il se créa aussi de grands embarras pour avoir blessé une femme qui, à la honte de notre pays, le gouvernait alors en souveraine (1).

Mais sa causticité avait surtout des inconvénients pour les gens qui vivaient dans son intimité. Sans intention de les blesser, il leur faisait quelquefois des plaisanteries qui les mettaient fort dans l'embarras : si on repoussait l'attaque trop vivement, on craignait de le blesser; si on se résignait d'une manière trop humble, on risquait de devenir un plastron. Ainsi, l'avantage d'être le commensal de Frédéric n'était pas sans inquiétudes et sans dangers. La plupart des hommes de lettres ou des savants qu'il attira auprès de lui, après avoir été comblés des marques de sa bienveillance, finirent par s'éloigner, ou par n'avoir avec Frédéric que des rapports pénibles. C'est ce qui arriva même à Maupertuis, qu'il ne cessa pourtant d'aimer, et au marquis d'Argens, qui le servit pendant tant d'années avec un dévouement inaltérable. D'Alembert, à qui Frédéric fit beaucoup d'avances, eut la sagesse de ne point se laisser prendre, et se contenta de correspondre avec lui et de lui rendre, sans quitter Paris, les services qui étaient en son pouvoir. Frédéric, apprenant que Jean-Jacques Rousseau se trouvait dans une position très-difficile, lui écrivit une lettre on ne peut plus aimable pour lui offrir un asile, et, comme il avait entendu parler de son humeur sauvage, il lui promettait la plus complète liberté. Rousseau lui fit une ré-

(1) Au milieu des plus pressants dangers, Frédéric ne témoigna jamais le moindre regret de ce qu'il avait dit sur Mme de Pompadour. Avec une noble fierté, que tout le monde n'imitait pas, il écrivait : « Je ne crois pas qu'un roi de Prusse ait des ménagements à garder avec une demoiselle Poisson, surtout si elle est arrogante, et qu'elle manque à ce qu'elle doit de respect à des têtes couronnées. »

ponse qui commençait par ces mots : « Votre Majesté m'offre un asile et la liberté ; mais vous portez une épée et vous êtes roi. » Après un pareil début, la lettre, on le pense bien, aboutissait à un refus. « C'est un fou, » dit Frédéric après l'avoir lue ; il est pourtant certain que ce refus de Rousseau fut un des actes de sa vie où il a montré le plus de bon sens.

Lorsque, à quelqu'une de ses plaisanteries, on répondait sur le champ par un trait spirituel, il était enchanté. Un jour, on lui présenta un médecin de province qui sollicitait une place de professeur. Frédéric, qui n'avait aucune foi en la médecine, l'accueillit par cette question peu encourageante : « Combien de gens avez-vous envoyés dans l'autre monde ? — Pas autant que vous, Sire, et avec moins de gloire, » répondit le médecin, et la chaire qu'il demandait lui fut sur le champ accordée. Un sous-officier, plus vaniteux que riche, s'était procuré une chaîne de montre, qu'il étalait complaisamment ; mais cette chaîne aboutissait à une balle de fusil, qui, dans le gousset, remplaçait la montre absente. Le roi, qui probablement avait entendu parler de cette singulière vanité du sous-officier, le rencontrant un jour, lui demanda quelle heure il avait à sa montre. « Ma montre, répondit le militaire, en tirant la balle de son gousset, n'indique aucune heure ; mais elle m'avertit qu'à toute heure je dois être prêt à mourir pour Votre Majesté. — Tiens, lui dit le roi ému, il ne sera pas mal qu'en attendant le moment où tu mourras pour moi, tu puisses savoir les heures que tu emploies à mon service, » et il lui donna sa propre montre, joyau de grande valeur.

Mais, si on lui répondait avec humeur ou avec trop de vivacité, il le prenait sur un ton plus haut, et les choses risquaient de se gâter. C'est ce qui arriva dans une circonstance où il aurait dû pourtant être moins susceptible, puisqu'il tenait à garder le plus strict *incognito*. Le fait dont nous

voulons parler eut lieu à Strasbourg, où il fit une excursion pendant qu'il se trouvait dans le pays de Clèves, quelques mois après son avénement au trône. Il voyageait sous le nom d'un comte allemand, seigneur en Bohème, et il était accompagné de son frère Auguste-Guillaume, d'Algarotti, d'un page et de quelques domestiques. Etant descendu dans le principal hôtel de Strasbourg, il témoigna le plus vif désir d'avoir à souper trois ou quatre officiers français, des colonels, si c'était possible. Quelque singulière que parût cette demande, celui qui la faisait avait un si grand air et parlait avec tant d'autorité, que l'hôtesse courut à un café où elle pensait trouver quelques-uns des colonels de la garnison de Strasbourg. Il y en avait en effet trois, auprès desquels elle s'acquitta de sa commission.

Ces officiers accueillirent d'abord assez mal une pareille invitation ; cependant, comme ils connaissaient la personne qui s'était chargée de ce message, ils finirent par se rendre à ses instances, se promettant de se bien égayer aux dépens de cet original d'Outre-Rhin, qui se mettait en rapport avec eux d'une si étrange façon. Mais, au lieu d'un personnage grotesque, ils trouvèrent, à leur grande surprise, un homme d'une politesse exquise et d'un esprit charmant. Les choses allèrent d'abord au mieux ; mais, au dessert, on s'anima un peu. La conversation étant alors tombée sur les dernières guerres, sur l'Allemagne, sur la Prusse, sur Frédéric-Guillaume et enfin sur son successeur, dont l'avénement, qui ne datait que de deux mois, était la préoccupation du moment, il se dit naturellement certaines choses qui déplurent au comte; celui-ci les releva avec sa verve caustique, que cette conversation avait surexcitée; les officiers répondirent avec beaucoup de chaleur ; la riposte du comte fut plus vive encore et tellement mordante qu'un éclat semblait inévitable. Mais le plus âgé des colonels, qui avait pris peu de part à cette conversation, fit aux

deux autres un signe des plus expressifs, et, sans leur laisser le temps de relever ce que venait de dire le comte, il entama brusquement un autre sujet. On le suivit sur ce nouveau terrain, et les esprits se calmèrent, en sorte que, le dîner terminé, on se quitta dans d'assez bons termes.

Voici les explications que le prudent colonel donna alors à ses collègues. Il avait été frappé de l'air de distinction d'un jeune homme qui se tenait derrière le comte pour le servir. Ayant eu lui-même quelque chose à demander, il s'était adressé à ce jeune homme; mais celui-ci avait transmis l'ordre à un domestique, comme s'il eût jugé au-dessous de lui de servir une autre personne que son maître. De ces observations, le colonel avait conclu que probablement ce jeune homme était, non un valet, mais un page, et son maître, un prince. Or, l'âge que paraissait avoir le comte se rapportait très-bien à celui du nouveau roi de Prusse; on savait d'ailleurs que ce prince était arrivé depuis peu dans ses possessions situées sur la rive gauche du Rhin; en conséquence, le colonel avait soupçonné que leur Amphytrion n'était autre que Frédéric II lui-même, et ce soupçon était devenu pour lui à peu près une certitude, lorsqu'il avait vu l'impression produite sur le prétendu comte par quelques mots peu respectueux qui avaient été dits sur Frédéric-Guillaume et sur son fils. Ainsi, par sa susceptibilité, qu'il n'avait pas su dominer, Frédéric s'était trahi.

Son *incognito* avait été trahi d'une manière plus positive encore par un grenadier qui avait servi quelque temps en Prusse. Ce grenadier, se trouvant de garde à la porte par laquelle les voyageurs étaient entrés dans Strasbourg, avait parfaitement reconnu Frédéric et son frère, le prince Auguste-Guillaume, et il s'était empressé d'avertir son capitaine. Le maréchal de Broglie, gouverneur de Strasbourg,

informé de ce qu'avait dit ce soldat, l'avait fait appeler pour l'interroger, et, ses explications lui ayant paru de nature à ne laisser aucun doute, il fit inviter, de la part de la maréchale, le comte à dîner. Le dîner fut charmant; Frédéric déploya avec une sorte de coquetterie toutes les ressources et les grâces de son esprit. Mais, vers la fin du dîner, le maréchal laissa échapper par distraction le mot *Sire*. Il se reprit aussitôt, et Frédéric eut l'air de n'avoir pas entendu; mais il était aisé de voir qu'il n'avait plus le même entrain, et, dès le lendemain matin, prétextant une affaire imprévue, il reprit la route du pays de Gueldre. Il paraît que son intention avait été de pousser jusqu'à Paris; mais ce qui lui était arrivé à Strasbourg lui fit penser que, très-probablement, il serait souvent reconnu, ce qui l'aurait vivement contrarié. Son excessive susceptibilité entra peut-être aussi pour quelque chose dans la subite détermination qu'il prit de repasser la frontière ; car il disait, au sujet de ce qui avait eu lieu chez le maréchal de Broglie: « Ce maréchal est un sot; il devait respecter mon secret, ou me faire rendre les honneurs qui me sont dus. »

La causticité, la disposition à saisir et à signaler le ridicule, lorsqu'elle est aussi prononcée qu'elle l'était chez Frédéric, est généralement accompagnée d'une disposition non moins marquée à trouver à toutes choses des difficultés et des objections. Or, cet esprit de critique et de contradiction conduit facilement au scepticisme. Chez Frédéric, cette fâcheuse tendance commença à se manifester de très-bonne heure. Le prédicateur de la cour, chargé de lui donner l'enseignement religieux, avait fort à faire pour répondre à ses objections, et, pendant les instructions du ministre, l'enfant était bien moins occupé à se pénétrer de ses explications qu'à chercher ce qu'il pourrait y opposer.

Les progrès rapides que fit en lui cet esprit de scepticisme s'expliquent aisément : c'était l'esprit du dix-huitième

siècle, surtout en France, et les livres français dont Frédéric faisait sa lecture habituelle en étaient presque tous pénétrés. Cet esprit s'était même déjà développé dans le siècle précédent, où il avait produit son œuvre capitale, le Dictionnaire de Bayle. Ce Dictionnaire était le livre favori de Frédéric. Il en fit même imprimer des extraits, qui en renfermaient comme la quintessence. L'effet naturel de ce scepticisme avait été de mettre de bonne heure Frédéric en dehors de toute religion positive. Frédéric-Guillaume, il est vrai, s'était donné beaucoup de soins pour que son fils fût fidèlement attaché aux croyances religieuses qu'il avait lui-même embrassées. Mais le zèle du vieux roi produisit un effet tout contraire à celui qu'il s'était proposé. Les lumières de Frédéric-Guillaume inspiraient probablement peu de confiance au jeune prince, et sa logique était peu propre à convaincre un esprit de cette nature. Il est donc très-probable que l'éloignement de Frédéric pour les dogmes révélés fut augmenté par les sermons intempestifs et souvent maladroits de son père (1).

(1) Frédéric-Guillaume avait des prétentions à la théologie. Voici quelques lignes d'une des lettres qu'il écrivit à un ministre luthérien chargé d'aller à Kustrin pour assister Katt à ses derniers moments : « Comme vous allez à Kustrin, à l'occasion de l'exécution du lieutenant de Katt, je vous ordonne, après cette exécution, d'aller trouver le Prince Royal, de raisonner avec lui et de lui représenter que quiconque abandonne Dieu est aussi abandonné de Dieu, et que, lorsque Dieu a abandonné un homme et lui a retiré sa grâce, cet homme est incapable de faire le bien et ne peut plus faire que le mal. Vous l'exhorterez à rentrer en lui-même et à demander pardon à Dieu des grands péchés qu'il a commis, et dans lesquels il en a entraîné d'autres, un desquels vient d'être puni par la perte de la vie. Si alors vous trouvez le Prince Royal contrit et humilié, vous l'engagerez à tomber à genoux avec vous. Mais il faut agir avec prudence et circonspection ; car le Prince est rusé, et vous aurez soin d'observer attentivement si ce qu'il fera part d'un repentir sincère et d'un cœur vraiment contrit. Vous lui représenterez aussi d'une manière convenable quelle est son

Frédéric, si occupé de philosophie, n'avait pu manquer de se faire une opinion à lui sur Dieu, sur l'âme et sur les fondements de la morale. La morale, selon lui, n'avait d'autre base que l'égoïsme bien entendu ; en sorte que, pour éloigner l'homme du mal et le porter au bien, il suffisait des lois physiques, des lois humaines et de la satisfaction ou des remords qui résultent d'une bonne ou d'une mauvaise action. Il développait fréquemment ce système dans ses conversations, et il en fit l'objet d'un mémoire qui fut lu en son nom dans une séance de l'académie de Berlin. Quant à l'âme humaine, il n'en admettait pas l'existence, regardant la pensée, la volonté et les autres phénomènes de même ordre comme de simples résultats de l'organisme, qui disparaissent quand l'organisme cesse de fonctionner. Il admettait Dieu comme organisateur de l'univers et suprême moteur ; mais il pensait que Dieu, ayant établi les lois générales, se contentait de les maintenir en vigueur, sans s'occuper des individus, qu'il abandonnait à l'action de ces mêmes lois. Voilà, hélas ! tout ce que cet esprit éminent était parvenu à trouver sur des questions de cette importance.

Au point de vue des talents littéraires et de l'esprit proprement dit, Frédéric était un homme hors ligne. Cela

erreur de croire que les uns sont prédestinés à une chose, et les autres à une autre, et qu'ainsi celui qui est prédestiné au mal ne peut faire que du mal, comme celui qui est prédestiné au bien, que du bien, etc. » Le bon ministre, dans ses réponses, qui sont assez curieuses, fait un tableau touchant du repentir du jeune prince, et ne manque pas de reproduire les textes et les raisonnements au moyen desquels il l'a ramené de ses erreurs, et le roi lui indique, de son côté, des raisonnements, selon lui, encore plus concluants, au moyen desquels il devra achever l'œuvre de cette conversion. Il est aisé de comprendre quel intérêt pouvait avoir pour Frédéric, dans la situation où il se trouvait, cette thèse sur la prédestination, et quel effet ces souvenirs durent produire plus tard sur un esprit disposé comme l'était le sien.

résulte avec évidence des détails, pourtant bien incomplets, que nous avons donnés sur ce prince, et nous aurons à revenir sur ce sujet quand nous jetterons un coup d'œil sur ses ouvrages, et que nous tâcherons d'apprécier l'influence qu'il a exercée sur le mouvement intellectuel de l'Allemagne. Nous allons maintenant étudier l'une des principales applications qu'il fit de ses rares facultés : nous voulons parler de l'art de la guerre. Grâce à sa merveilleuse intelligence, développée par l'étude et la méditation, il a pris place parmi les plus grands capitaines de l'histoire. Sa promptitude et sa sûreté de coup d'œil, sa facilité à trouver à l'instant des expédients et des ressources, étaient d'ailleurs des qualités précieuses sur un champ de bataille. Il va sans dire qu'à ces qualités il joignait une incontestable bravoure, sans laquelle le plus savant général, manquant de sang-froid en présence du danger, ne ferait que des fautes. Frédéric en fit quelques-unes, et il était le premier à les reconnaître; mais ces fautes tenaient à ce que, parfois, il se laissait emporter par son ardeur. Il n'avait pas le calme de son frère Henri, à qui il a rendu ce témoignage, qu'il n'y eut jamais rien à lui reprocher dans les opérations dont la direction lui fut confiée. Mais lorsque Frédéric avait commis une faute, il savait la réparer promptement, et, quand il eut à traverser des périodes de revers, il montra une constance, qui ne pouvait manquer de triompher enfin de la fortune.

L'histoire militaire de ce prince comprend surtout deux grandes guerres : celle de Silésie (1740-1745) et celle de *Sept Ans* (1756-1763). C'est à peine si, après deux luttes de cette importance, on peut compter l'affaire de la succession de Bavière (1777-1779). Ce que, surtout, il est impossible de considérer comme une guerre, c'est la petite expédition que Frédéric, deux mois après son avénement, envoya dans le pays de Liége, dont l'évêque avait pris

parti pour les habitants de la seigneurie d'Herstall (1), qui refusaient de se reconnaître sujets de la Prusse. Ce territoire était échu au roi Frédéric-Guillaume dans le partage de la succession du prince d'Orange. L'évêque, sur une sommation appuyée par deux mille hommes, se désista et paya les frais de l'expédition Cet incident mérite à peine d'être mentionné ; et pourtant il attira l'attention de l'Europe et produisit une assez vive sensation. En effet, Frédéric venait de monter sur le trône, et on n'avait encore aucune idée de ce que serait ce nouveau roi, connu seulement par les orages de sa première jeunesse et par la vie retirée qu'il avait menée ensuite. Le démêlé de ce prince avec les habitants d'Herstall et l'évêque de Liége fut un premier indice, d'après lequel on put juger au moins de son activité et de sa décision.

La guerre de Silésie ouvrit la lutte que Marie-Thérèse eut à soutenir par suite de la mort de son père, l'empereur Charles VI, en qui s'éteignit, le 20 octobre 1740, la lignée masculine de la dynastie des Habsbourg. Ce prince avait publié en 1713, sous le titre de *Pragmatique-Sanction*, une loi par laquelle, à défaut d'héritier mâle de son sang, il instituait comme son héritière sa fille aînée Marie-Thérèse, et cette loi, adoptée en 1732 par la diète de Ratisbonne, avait été garantie par la plupart des puissances de l'Europe, notamment par la France. Mais l'ancienne opposition à la maison d'Autriche était trop vivace pour que Marie-Thérèse pût espérer recueillir sans difficulté l'importante succession à laquelle ses droits étaient pourtant incontestables; seulement l'orage éclata d'un côté par où on ne l'attendait nullement. Tandis que l'Espagne, la Bavière, la Saxe, la France surtout, mûrissaient des projets dont on prévoyait

(1) C'est de cette petite ville d'*Herstall* ou *Héristall* qu'est venue la dénomination par laquelle on désigne le grand-père de Pépin-le-Bref.

bien que l'exécution ne tarderait pas à être tentée, Frédéric, de son côté, considérait que l'inaction des troupes sous son père, qui ne s'était servi de son armée qu'à la parade, avait jeté une sorte de défaveur sur le nom prussien, et il tardait au jeune roi de donner à cette opinion malveillante un éclatant démenti. D'ailleurs, comme il le dit lui-même, « la monarchie laissée par Frédéric Ier à ses descendants étant une sorte d'hermaphrodite, qui tenait plus de l'électorat que du royaume, il y avait quelque gloire à décider cet être. » Dans ces raisons, il n'y a rien qui rappelle les belles maximes de l'*Anti-Machiavel;* mais Frédéric en alléguait de plus plausibles, notamment la conduite du cabinet impérial au sujet de la succession de Berg. Enfin il exhumait d'anciens droits de sa maison sur la Silésie.

Sa grande force dans cette affaire tenait à ce qu'il prenait l'Autriche complétement au dépourvu ; mais, pour profiter de ce précieux élément de succès, il fallait agir sans perdre un moment. En conséquence, bravant l'hiver, une fièvre violente et la résistance des médecins, il part de Berlin, après un bal masqué, vers la fin de décembre (1740) et, quelques jours après, il entre en Silésie à la tête de vingt bataillons et de trente-six escadrons. Ce ne fut qu'après l'invasion commencée, que le comte de Gotter arriva à Vienne comme envoyé extraordinaire de Frédéric, et proposa à Marie-Thérèse l'assistance de son maître, sa voix en faveur du grand-duc François (1) et cinq millions de livres, moyennant la cession de la Basse-Silésie. C'était la première fois qu'un électeur osait faire entendre un pareil langage dans le palais des Empereurs ; aussi les proposition du comte de Gotter causèrent-elles une vive

(1) François de Lorraine, devenu, en 1736, grand-duc de Toscane, avait l'année suivante, épousé Marie-Thérèse.

indignation ; mais lui, dont le ton, dès le début, avait été dur et altier, le haussa encore, et alla jusqu'à montrer une lettre où le roi disait : « Si le Grand-Duc veut se perdre, qu'il se perde. « Cette manière d'agir ne pouvait, avec le caractère de Marie-Thérèse, qu'amener un refus absolu ; C'est ce que Frédéric avait prévu et souhaité.

Ses progrès furent rapides ; on l'accueillait avec joie dans un pays aux deux tiers protestant. Tandis que le maréchal de Schwérin longeait la chaîne du Riesen, le roi arriva en personne sous les murs de Breslau. Cette ville, gouvernée par ses propres magistrats, à peu près comme les villes impériales libres, était exempte de l'obligation de recevoir garnison ; aussi Frédéric la trouva-t-il hors d'état d'opposer aucune résistance sérieuse. Il lui fit des propositions très-honorables, qui furent sur le champ acceptées et, le 3 janvier (1741), il y entra, à la tête de trente grenadiers seulement. Pendant le séjour qu'il y fit, il réussit à se concilier l'affection du peuple. Tout en laissant aux catholiques leurs priviléges et en comblant d'égards l'évêque et son clergé, il accorda aux protestants tout ce qu'ils pouvaient raisonnablement désirer.

En peu de temps, Schwérin et quelques autres généraux avaient occupé un grand nombre de places : Liegnitz, Schweidnitz, Frankenstein, Ohlau, Otmachau, Namslau, Troppau, Jægenrsdorf, Oderberg, Jablunka, etc. Frédéric, ayant laissé des garnisons dans toutes ces places et fait bloquer Neiss, Brieg et Glogau, qui tenaient encore, arriva à Berlin le 29 janvier.

Dès le 20 février, il reprit la route de la Silésie. La campagne qui allait s'ouvrir devait naturellement présenter plus de difficultés que la précédente ; car les Autrichiens avaient eu le temps de se préparer à la lutte. Le feld-maréchal comte de Neuperg, qui avait le commandement supérieur, débuta par plusieurs succès ; enfin, le 8 avril, il fit

prisonnière la garnison prussienne de Grotkau; et, aussitôt après, il établit ses troupes un peu au sud de Breslau, ayant à son centre le village de Molwitz, près de Brieg. Là, Neuperg se reposait dans une sécurité profonde. L'affluence des déserteurs ennemis, le découragement qui semblait gagner les Prussiens, la supériorité de sa cavalerie, tout entretenait sa confiance. Les soldats ne doutaient pas davantage de la victoire, et étaient très-impatients de battre ces troupes novices, qui n'avaient encore figuré qu'aux revues de Potsdam.

Cependant, dès le lendemain, 9 avril, l'armée prussienne se trouve tout à coup en vue. La neige qui couvrait la terre avait dérobé ses mouvements à l'ennemi, et aucun des nombreux détachements de hussards qui couraient la campagne n'avait donné avis à Neuperg de l'approche de Frédéric. La bataille s'engagea le 10. Par suite d'un faux mouvement du général prussien Schulenbourg, qui commandait la cavalerie de l'aile gauche, cette cavalerie fut mise en déroute et jeta quelque désordre dans l'infanterie chargée de l'appuyer. En somme, la victoire semblait se déclarer en faveur des Autrichiens; en sorte que Schwérin lui-même força en quelque sorte Frédéric de quitter le champ de bataille pour mettre sa personne en sûreté. Il s'éloigna, la rage dans le cœur, accompagné de Maupertuis, qui avait été militaire en France, et de quelques hussards. Arrivé, vers minuit, à Oppelen, il ordonne qu'on lui ouvre les portes, croyant la ville occupée par ses troupes; mais elle était au pouvoir des Autrichiens; en sorte qu'il se trouva obligé de se défendre contre un détachement de cavalerie qui sortit à l'instant pour l'attaquer. Maupertuis resta prisonnier; quant au roi, il parvint à s'échapper et se dirigea au galop vers Neiss; mais il apprit bientôt que son armée avait fini par gagner la bataille de Molwitz, et il se hâta d'aller la rejoindre.

Que s'était-il donc passé? Après que l'aile gauche, sur laquelle on avait le plus compté, eut été mise en déroute par la faute de Schulembourg, qui, du reste, s'était fait bravement tuer, l'infanterie de cette aile s'était ralliée à celle de l'aile droite, qui, pendant cinq heures, avait répondu à toutes les attaques par un feu meurtrier. Mais les munitions étaient épuisées, et on ne se servait plus que des cartouches que l'on pouvait trouver sur les morts. L'armée autrichienne, quoique supérieure en nombre, était à peu près dans la même situation que les Prussiens. Alors Schwérin, s'étant porté vigoureusement sur le flanc droit des Autrichiens, les rompit, et la victoire fut décidée. Ce vieux général, comprenant que les difficulté seraient grandes, avait-il voulu éloigner le roi, afin d'être plus maître de ses mouvements? Frédéric lui-même, effrayé du début de la bataille, s'était-il laissé persuader sans beaucoup de peine d'en laisser la direction à un général dont il connaissait le mérite? Ces opinions ont été émises et ont eu chacune leurs défenseurs. Quoi qu'il en soit, si Frédéric éprouva ce jour-là quelque trouble, il est certain que ce fut la seule fois. Du reste, il dit lui-même que « Molwitz fut l'école du roi et de ses troupes, » ce que l'on peut regarder comme un aveu relativement à ce qui le concerne. Ajoutons que, dès ce jour, l'Europe sut ce que valait l'armée prussienne, et le camp de Molwitz ne tarda pas à présenter l'aspect d'une espèce de congrès, chaque puissance tenant à s'assurer une alliance qu'on pouvait déjà apprécier.

Dans le courant de mai, une coalition contre Marie-Thérèse fut conclue entre la Prusse, la France, la Bavière, la Saxe, l'électeur de Cologne, l'électeur palatin et le roi de Sardaigne. L'Espagne y adhéra aussi pour les affaires d'Italie. Enfin la Suède déclara la guerre à la Russie, ce qui empêchait celle-ci de soutenir l'Autriche. Ce fut alors

que Marie-Thérèse déploya cette grandeur d'âme qui lui valut l'appui dévoué des chevaleresques Hongrois et l'admiration de toute l'Europe. Bientôt, le cabinet de Vienne, sachant que Frédéric n'avait pas, comme d'autres membres de la coalition, le désir d'anéantir la maison d'Autriche, lui fit des ouvertures, et on conclut secrètement des préliminaires de paix. Mais, l'Autriche ayant manqué à quelques-unes des conventions arrêtées dans ces préliminaires, Frédéric se remit en campagne dès le mois de janvier 1742, décidé à aller, s'il était nécessaire, jusqu'à Vienne. Bientôt une partie de la Moravie fut occupée; mais, les Saxons ne l'ayant pas soutenu, comme on en était convenu, il se retira en Bohême, où le prince Charles de Lorraine vint lui livrer bataille auprès de Chotusitz (17 mai), et Frédéric remporta une brillante victoire, qui redoubla la confiance et l'ardeur des puissances confédérées. Alors, menacée d'une ruine totale, Marie-Thérèse fléchit, et, par la médiation de l'Angleterre, des préliminaires furent signés à Breslau le 11 juin, et ratifiés à Berlin le 11 juillet. Par ce traité, Marie-Thérèse cédait à Frédéric presque toute la Silésie, se réservant seulement la région montagneuse située au sud de l'Oppa, avec les villes de Troppau et de Jægendorf. La maison d'Autriche, grâce à ce lambeau de territoire, avait la satisfaction d'amour-propre de pouvoir conserver sur la liste de ses possessions le nom de la Silésie.

Quand la paix de Breslau fut connue à Versailles, tout retentit de plaintes; on cria à la trahison; un général français qui eût passé à l'ennemi n'aurait pas excité plus de rumeur. Mais ces plaintes étaient en réalité peu fondées. Frédéric avait commencé seul la guerre pour un but déterminé; ce but une fois atteint, ne devait-il pas arrêter l'effusion du sang? La France était devenue son alliée par occasion; c'était une alliance dont il pouvait absolument

se retirer, lorsque surtout il avait en main la preuve que le ministre français, le cardinal de Fleury, avait fait de son côté des propositions pour traiter séparément avec l'Autriche. Cette preuve, Frédéric la communiqua au maréchal de Belle-Isle, lorsque celui-ci se transporta plein d'indignation auprès de lui, à la nouvelle du traité qui venait d'être signé, et Marie-Thérèse ne tarda pas à faire publier une correspondance qui démontrait le même fait à l'Europe entière. Plus tard, nous verrons le roi de Prusse conserver l'Alsace à Louis XV par une énergique diversion, tandis que la France ne prêtera aux Prussiens, attaqués de toutes parts, qu'une assistance dérisoire. Il résulte de là que le cabinet de Versailles ne regardait guère Frédéric que comme un instrument; mais lui n'était pas homme à accepter ce rôle. Sans doute sa politique n'était pas plus désintéressée que ne l'est généralement la politique, que ne le fut en particulier celle du grand-électeur; mais la politique du cabinet de Versailles envers Marie-Thérèse avait été, il faut l'avouer, bien autrement répréhensible.

Cependant la France continuait à combattre l'Autriche et à soutenir l'électeur de Bavière, qu'elle avait fait couronner empereur sous le nom de Charles VII; mais, par le manque d'énergie de son cabinet et les fautes de ses généraux, elle s'était épuisée sans réussir à faire que ce fantôme d'empereur pût être pris au sérieux, tandis que Marie-Thérèse devenait au contraire chaque jour plus redoutable. Frédéric apprit que, par un traité conclu à Worms (1744), elle venait de s'allier avec l'Angleterre, la Sardaigne, la Saxe et la Hollande; le but avoué de cette coalition était de renverser l'empereur Charles VII; mais Frédéric comprit très-bien que ce que voulait surtout Marie-Thérèse, c'était reprendre la Silésie; car elle ne dissimulait pas l'inconsolable douleur que lui causait la perte de cette province. Il ne fut pas difficile au roi de Prusse de s'assurer

l'alliance de la France, qui ne demandait pas mieux, et qui avait besoin qu'une diversion s'opérât en sa faveur; car le prince Charles de Lorraine avait passé le Rhin, malgré les efforts du maréchal de Coigny, et se trouvait en Alsace. Frédéric se prépara à entrer sur-le-champ en campagne, et écrivit à Louis XV, en date du 12 juillet, une lettre fort curieuse (1), pour lui exposer son plan d'opérations, et lui indiquer la manière dont il désirait que la France le secondât.

(1) Nous ne croyons pouvoir mieux faire que de reproduire ici les principaux passages de cette lettre :

« Monsieur mon Frère,

« J'apprends que le prince Charles a pénétré en Alsace. Ceci me suffit pour déterminer mes opérations. Je serai en marche, à la tête de mon armée, le 13 août, et devant Prague, à la fin du même mois. Tout notre système est fondé sur trois grands coups qu'il faut frapper, pour ainsi dire, en même temps, dont le premier est l'invasion de la Bohême et de la Moravie; le second, la marche des troupes impériales et françaises le long du Danube, en Bavière, et le troisième, que je regarde comme le principal, l'envoi d'un corps de troupes dans le pays de Hanovre. Je compte sûrement sur ces deux derniers points; sans quoi, je l'avertis d'avance que toute notre besogne est perdue.

« Je dois encore représenter à Votre Majesté que, du choix qu'elle fera de ses généraux dépendra, en grande partie, le succès de ses entreprises. Tous nos alliés sont prévenus en faveur du maréchal de Belle-Isle, et c'est un grand point pour concilier les esprits. Si le maréchal de Saxe, ou quelqu'un de bien déterminé était chargé de l'expédition de Westphalie, cela n'en irait que plus rondement. Je demande pardon à Votre Majesté de la liberté avec laquelle je lui parle; mais je l'assure que, si j'étais payé pour être assis dans son Conseil, je ne m'exprimerais pas autrement. Car, pour dire vrai, il vous faut, à la tête de vos armées, des généraux capables de soutenir la discipline à la rigueur, et Votre Majesté ne trouvera pas, hors du maréchal de Noailles, des sujets plus propres pour remplir cet objet que ceux que je viens de lui proposer. Je dois ajouter que... souvent la témérité étonne l'ennemi et donne lieu à remporter des avantages sur lui. C'est ainsi que le grand Condé, M. de Turenne, M. de Luxembourg et M. de Catinat ont agi, et qu'ils ont acquis cette gloire immortelle aux troupes françaises, et pour eux une réputation au-dessus du temps et de l'envie. Il ne dépendra que de Votre Ma-

Frédéric, parti le 13 août comme il l'avait promis à Louis XV, entra en Bohême avec soixante-dix mille hommes. Le 2 septembre, Prague fut investi, et, le 16, le général Harsch, qui y commandait, se rendit prisonnier de guerre avec dix-huit mille hommes. A cette nouvelle, le prince Charles, qui avait envahi l'Alsace, fut rappelé, et cet heureux résultat fut dû à Frédéric seul; car Louis XV, qui accourait des Pays-Bas pour forcer les Autrichiens à repasser le Rhin, était tombé malade à Metz, où il fut un mois et demi dans l'impossibilité d'agir. Malgré ce douloureux incident, le début de la campagne était brillant; mais les suites n'y répondirent pas. Frédéric, sur les instances du maréchal de Belle-Isle, avait changé tous ses plans; il craignait, en agissant autrement, de mécontenter Louis XV et de paraître uniquement préoccupé du projet de joindre à la Silésie une partie de la Bohême qui lui avait été promise par le traité conclu avec ses alliés. Ayant en tête : une armée autrichienne amenée par le comte Bathyani; un corps de vingt mille Hongrois, arrivés sous les ordres du comte de Palfi; l'armée que le prince Charles ramenait d'Alsace; enfin vingt-quatre mille Saxons, sous les ordres de Brühl, qui venait d'embrasser la cause de l'Autriche,

jesté de remettre les choses sur le même pied. Qu'elle ordonne à ses généraux de battre partout ses ennemis, et ses ennemis seront battus, etc.

« De Votre Majesté, le bon et fidèle allié,

« FRÉDÉRIC. »

Cette lettre montre l'idée que Frédéric avait des troupes françaises, et s'accorde bien avec le mot qu'on lui attribue que, s'il eût été roi de France, un coup de canon n'aurait pas été tiré en Europe sans sa permission. Mais, hélas ! qu'il y avait loin de Frédéric à Louis XV, gouverné par ses maîtresses ! Alors, du moins, ce singulier emploi était occupé par Mme de Châteauroux, qui, dit-on, lui donnait de bons conseils, et tâchait de le réveiller de sa torpeur. Aussi, Frédéric, qui se permit contre les autres des traits bien cruels, avait-il fait à celle-ci l'honneur d'admettre son portrait dans son cabinet.

Frédéric jugea que son armée serait détruite en détail, s'il ne parvenait à gagner une grande bataille. Mais le prudent Traun, qui avait le commandement supérieur des forces autrichiennes, eut soin de l'éviter. Alors Frédéric prit le parti de se retirer en Silésie, et d'abandonner Prague. Il déclarait modestement que nul n'avait commis plus de fautes que lui dans cette campagne, dont tout l'honneur était resté à Traun. Il faut reconnaître aussi que les populations de la Bohême, dont l'immense majorité était catholique, faisaient aux Prussiens une guerre bien plus dangereuse encore que celle des troupes, déjà si nombreuses, qui se trouvaient réunies dans cette contrée. Elles poussaient l'acharnement jusqu'à détruire elles-mêmes tout ce qu'elles possédaient, afin que l'ennemi ne trouvât dans le pays aucune ressource.

Cependant le triste empereur Charles VII mourut le 20 janvier 1745, laissant un fils qui n'avait pas l'âge exigé par les constitutions de l'Empire pour pouvoir être élu. Le cabinet de Versailles, au lieu de se rapprocher alors de Marie-Thérèse, s'engagea dans une politique déplorable, en continuant la guerre pour soutenir le choix bizarre qu'il avait fait d'Auguste III de Pologne, comme candidat à l'Empire. La France avait contre ce prince toutes sortes de griefs, et le titre d'Empereur était regardé comme incompatible avec celui de roi de Pologne. Du reste, Auguste III n'osa accepter un titre dont il comprenait le danger. Les fautes de la politique française furent un moment couvertes par la gloire d'une brillante victoire, celle de Fontenoy (11 mai 1745). Mais cette victoire, remportée en Flandre, n'était pour Frédéric d'aucun avantage, et, comme il l'écrivait à Louis XV, dans une lettre dont ce prince fut fort blessé, une bataille gagnée sur les bords du Scamandre et la prise de Pékin auraient eu pour lui tout autant de résultats que la bataille de Fontenoy et la prise de Tournay, qui en fut

la conséquence immédiate. Il demandait donc avec instance que la France l'aidât, aux termes du traité qui liait les deux puissances; mais ses réclamations furent sans effet, et Frédéric se vit attaqué en Silésie par des forces bien supérieures aux siennes; mais, le 4 juin, il gagna la fameuse bataille de Hohenfriedberg (1), que les connaisseurs regardent comme un des chefs-d'œuvre de la science de la guerre. « Ce fut, dit Guibert, une de ces batailles de grand maître, où le génie fait tout plier devant lui et qui sont gagnées dès le début. » « Les combinaisons de Frédéric pour la bataille de Hohenfriedberg, dit Jomini, appartiennent sans contredit à ses plus belles opérations... Jamais l'emploi des troupes ne présenta une application plus exacte des principes.» Et il n'est pas douteux que tout ce qui se passa n'eût été en effet calculé et réglé par Frédéric; car nous avons encore le plan et comme le programme qu'il communiqua d'avance à ses généraux, afin que chacun sût bien ce qu'il avait à faire. Le 30 septembre, Frédéric remporta à Soor, en Bohême, une autre victoire également admirable de science et de tactique. Il n'avait que dix-huit mille hommes et l'armée ennemie dépassait le chiffre de quarante mille. Aussitôt après, il ramena son armée en Silésie, en laissa le commandement au prince d'Anhalt, et partit pour Berlin.

Après tant de succès, Frédéric, dont les finances étaient épuisées, et qui depuis longtemps n'avait rien reçu de France, si ce n'est une lettre assez aigre de Louis XV, désirait vivement conclure la paix. Mais Marie-Thérèse tenait trop à sa chère Silésie, et elle était d'autant moins disposée

(1) La bataille terminée, Frédéric écrivit à Louis XV : « Je viens d'acquitter en Silésie la lettre de change que Votre Majesté a tirée sur moi à Fontenoy. »

à céder, qu'elle venait d'obtenir un résultat qui, en la comblant de joie, exaltait plus que jamais son courage; nous voulons parler de l'élection de son époux, qui, comme Empereur, fut appelé François Ier. Ainsi commença la dynastie impériale d'Autriche-Lorraine, greffée sur celle d'Autriche-Habsbourg, et Marie-Thérèse portait enfin cette couronne qui, depuis trois siècles, n'était pas sortie de sa famille. L'élection avait eu lieu à Francfort le 13 septembre. Frédéric, on le pense bien, n'y avait point pris part; mais il garda le silence: d'un côté, annuler un acte régulier de la Diète était impossible; de l'autre, y adhérer, ç'eût été se priver d'une ressource dont il comptait tirer parti plus tard, en ne reconnaissant le nouvel empereur que lorsqu'on se déciderait à faire la paix; or, encore une fois, les choses n'en étaient pas là. En effet, à peine arrivé à Berlin, Frédéric reçut un avis qui l'obligea, non-seulement à reprendre sur le champ les armes, mais encore à mettre sa capitale en état de résister à une attaque qui allait être dirigée contre elle. Frédéric, par suite du mariage de sa sœur Ulrique avec le prince de Suède, avait beaucoup d'amis parmi les hommes d'État suédois; deux diplomates lui étaient particulièrement dévoués, Rudenschild et Wolfenstirna, ministres de Suède, le premier à Berlin et le second à Dresde. Or, un jour que ce dernier faisait, au jeu de la cour, la partie du comte de Brühl, ce premier ministre, dépositaire des secrets de son maître, dit un mot imprudent qui mit Wolfenstirna sur la trace d'un plan d'attaque contre la Prusse, concerté entre la cour de Vienne et celle de Dresde. Wolfenstirna s'empressa de faire part de sa découverte à son collègue de Berlin, et le roi fut à l'instant mis au courant de tout; il sut que trois armées se mettaient en mouvement, l'une pour surprendre la Silésie, les deux autres pour envahir le Brandebourg et se réunir à Berlin.

Des préparatifs de défense, quelque bien combinés qu'ils

puissent être, sont toujours très-effrayants pour les habitants d'une capitale. D'ailleurs, Frédéric, en faisant tout pour la victoire, prenait aussi ses précautions en cas de défaite, et ordonnait des dispositions éventuelles pour la translation de la famille royale à Stettin. Ainsi, quand il partit, le 10 novembre, Berlin était dans la consternation, les ennemis de la Prusse dans la joie, et toute l'Europe dans l'attente des résultats de cette lutte désespérée qui allait s'engager à l'entrée même de l'hiver.

Cette attente ne fut pas longue. Tromper le prince Charles par d'habiles manœuvres, pénétrer dans la Lusace, mettre en déroute un corps d'armée saxon qui s'y trouvait, s'emparer de la place et des magasins de Gôrlitz, tout cela fut l'affaire de quelques jours, pendant que, de son côté, Nassau, à la tête de l'armée de Silésie, repoussait les corps autrichiens qui avaient commencé à pénétrer dans cette province. Alors Frédéric écrivit en style de César au prince d'Anhalt, qui avait le commandement d'une armée rassemblée en toute hâte à Halle : « J'ai frappé mon coup en Lusace, frappez le vôtre à Leipsick; nous nous reverrons à Dresde. » Le vieux guerrier voulut répondre par une victoire au billet du roi; d'ailleurs, il était urgent d'empêcher le prince Charles, qui accourait à grandes journées, d'opérer sa jonction avec l'armée saxonne, commandée, par Rutowski. D'Anhalt attaque cette armée le 15 décembre, et remporte une victoire qui couronne glorieusement sa carrière militaire. Le 17, son armée et celle de Frédéric arrivent sous les murs de la capitale saxonne, qui ouvre ses portes le 18 ; ils n'avaient pas tardé à *se revoir à Dresde* (1).

(1) Il va sans dire que Frédéric, animé d'intentions pacifiques, traita la ville de Dresde avec les plus grands ménagements. Dès son entrée, il alla rendre visite aux enfants du roi, laissa à leurs ordres la garde du

Quelques semaines auparavant, le ministre de Russie à Berlin avait déclaré à Frédéric que, s'il attaquait le roi de Pologne, la Tzarine, en vertu des traités qui la liaient à ce prince, serait obligée de lui envoyer un contingent de troupes. Frédéric avait répondu : « Je n'ai rien à démêler avec le roi de Pologne ; mais je veux châtier l'électeur de Saxe et lui faire signer un acte de repentir dans sa capitale. » L'action avait suivi de près la menace. Du reste, Frédéric, après tous ces succès, ne changea rien aux conditions qu'il avait faites antérieurement, en sorte que le comte de Harrach, qui, envoyé à Dresde par l'Impératrice, s'attendait à des prétentions toutes nouvelles, le remercia avec émotion de sa modération (1), qui rendait sa mission si aisée. En effet, Frédéric ne demanda que la confirmation des traités précédents. Le traité de Dresde fut signé le 25 décembre, et, le 28, Frédéric revint dans sa capitale, où l'enthousiasme de la population lui décerna par acclamation le surnom de *Grand*.

château et eut pour eux tous les égards qu'on pouvait attendre du prince le plus poli de son siècle. Il voulut visiter le somptueux palais du favori, le ministre de Brülh, où entre autres marques d'un luxe en démence, on lui montra une pièce remplie de perruques. « Que de perruques, dit-il alors, pour un homme sans tête ! » Ce mot fut sa seule vengeance contre un ministre de qui il avait pourtant beaucoup à se plaindre.

(1) Frédéric explique lui-même les motifs qui le déterminaient à agir avec tant de modération. En se conformant aux protestations de désintéressement que contenaient ses manifestes de 1744 et 1745, il accoutumait l'Europe à prendre ses paroles au sérieux. D'ailleurs, « s'il avait extorqué quelque cession au roi de Pologne, il aurait confondu les intérêts de ce prince avec ceux des Autrichiens, et serait devenu l'artisan d'une union que la bonne politique exigeait qu'il tâchât de dissoudre. Ensuite, l'Europe n'était que trop jalouse de l'acquisition qu'il avait faite de la Silésie ; il fallait effacer ces impressions, et non les renouveler. Ajoutez que le moyen le plus court de parvenir à la paix, était de rétablir l'ordre des possessions sur le pied où elles étaient avant la guerre. »

Par suite du traité de Dresde, la Silésie était prussienne sans retour, et la Prusse, par la haute position militaire qu'elle avait acquise dans cette guerre, se trouvait être décidément le contre-poids de la puissance autrichienne. Elle succédait ainsi au rôle que la France avait joué en Allemagne pendant près d'un siècle et demi, et auquel elle était bien plus propre, non-seulement en sa qualité de puissance allemande, mais aussi parce qu'elle était protestante, et que c'était naturellement en se mettant à la tête de l'Allemagne protestante, qu'on pouvait contre-balancer l'Autriche, qui, de son côté, ajoutait à ses propres forces celles de l'Allemagne catholique. La lutte de la France unie à l'Espagne, contre l'Autriche, ayant pour alliée l'Angleterre, continua jusqu'en 1748, qu'elle fut terminée par le traité d'Aix-la-Chapelle (18 octobre). Mais, la Prusse n'ayant pris aucune part à cette dernière période de la guerre, non plus qu'au traité qui la termina, nous n'avons pas à nous en occuper ici.

Frédéric eut dix années de paix parfaite, qu'il consacra à réparer les maux de la guerre et à opérer dans ses États les améliorations que le grand-électeur avait ébauchées, que ses deux successeurs avaient continuées avec zèle, quoique d'une manière souvent peu intelligente, et qui enfin, sous Frédéric, portèrent très-haut la prospérité du pays. Ces améliorations embrassèrent toutes les parties de l'administration : l'agriculture, l'industrie, le commerce, les finances, l'instruction publique, la justice, l'armée. Les détails de tout ce qui fut fait dans ces différentes branches serait infini; bornons-nous à dire, pour donner une idée de ce qui concerne la première, l'agriculture, que, par suite de défrichements et de drainages, le pays s'enrichit de deux cent quatre-vingts villages bien bâtis, et peuplés, principalement, au moyen de colonies attirées des pays voisins. Frédéric s'occupa avec un zèle infatigable de ré-

former l'administration de la justice et de faire rédiger un nouveau code; mais, peu satisfait du résultat de cette rédaction, il ne cessa d'y introduire des améliorations, et, peu d'années avant sa mort, il était encore fort préoccupé du projet d'un code tout nouveau, qui réalisât enfin l'idée qu'il s'était faite d'un objet si capital.

Marie-Thérèse, de son côté, ne déployait pas moins d'activité pour réparer les maux qu'une si longue guerre avait causés à ses États; mais, au milieu de ces préoccupations, elle n'oubliait pas sa chère Silésie, et elle ne perdait pas de vue la Prusse, en qui elle voyait déjà la plus dangereuse rivale de sa maison. Dès le 22 mai 1756, cinq mois à peine après la paix de Dresde, elle signe avec la tzarine Elisabeth une convention secrète, où est stipulé d'avance le partage des provinces que l'on compte enlever à Frédéric. Il ne faut pour cela qu'un prétexte, et cette même convention indique un moyen aisé d'en faire naître dès qu'on sera en mesure d'agir. Marie-Thérèse est, en outre, assurée du concours du roi de Pologne; c'est même le ministre, le favori de ce prince, le comte de Brühl, qui est l'un des plus ardents organisateurs de la coalition. Marie-Thérèse parvient en outre à s'assurer le concours de presque tous les membres de l'Empire; mais cela ne lui suffit pas, elle veut celui de la France, et, chose à peine croyable, elle l'obtient (1). Ainsi, la France, renonçant aux traditions, jusque-là immuables, de sa politique, va combattre pour cette maison d'Autriche, regardée depuis longtemps comme sa plus irréconciliable ennemie. Et ce qui rend la conduite du cabinet de Versailles complétement inexplicable, c'est que la France, depuis l'année précé-

(1) Nous vérrons dans l'*Histoire d'Autriche* à quelles démarches se résigna Marie-Thérèse pour arriver à ce résultat.

dente (1755), se trouvait engagée contre l'Angleterre dans une guerre maritime, qui aurait dû lui faire repousser bien loin l'idée de se charger en même temps du poids d'une guerre continentale. On pensait sans doute que Frédéric, n'ayant pour alliée que l'Angleterre, qui était presque entièrement absorbée par sa guerre maritime, ne tarderait pas être écrasé par les forces d'une coalition aussi redoutable que celle qui se formait contre lui.

La position du roi de Prusse était en effet des plus critiques, et, s'il eût laissé à ses ennemis le temps d'achever leurs préparatifs plus ou moins secrets, mais qui n'échappaient pas à sa vigilance, il eût pu être accablé du premier coup. Aussi, suivant son habitude, prend-il les devants. Mécontent d'une réponse faite par Marie-Thérèse à son ambassadeur, il envoie à Vienne une signification menaçante, et, à l'instant même, prompt comme la foudre, il se jette sur la Saxe par trois côtés à la fois (1756). L'électeur n'eut que le temps d'aller se réfugier dans le camp retranché de Pirna, position formidable, dont la nature semblait s'être complue à faire une forteresse inexpugnable. Le 10 septembre, Frédéric entra à Dresde sans coup férir, et, au moyen de documents officiels trouvés dans les archives, il prouva à l'Europe qu'en prenant les armes, il n'avait fait que prévenir l'exécution d'un vaste complot depuis longtemps ourdi contre lui. Il est évident, en effet, que cette attaque de Frédéric, qui ouvrit la guerre de sept ans, fut faite, non dans un but de conquête, mais par nécessité et comme mesure urgente de conservation.

Forcer le camp de Pirna, où Auguste s'était enfermé avec l'armée saxonne, eût présenté de grandes difficultés; mais Frédéric pouvait s'en dispenser, la famine suffisant pour lui livrer bientôt cette armée. Il fallait seulement empêcher les Autrichiens d'y introduire des vivres, et, dans cette vue, Frédéric, laissant des forces suffisantes pour te-

nir le camp bloqué, va au devant du maréchal Brown, qui s'avançait à travers la Bohême. Frédéric, avec des forces inférieures de moitié, attaqua l'armée autrichienne auprès du village de Lowositz. Les pertes furent à peu près égales des deux côtés, et chaque armée s'attribua la victoire; mais Frédéric demeura maître du champ de bataille et, point bien plus important, obligea Brown de renoncer à son plan, qui était d'aller, en suivant la rive gauche de l'Elbe, débloquer le camp de Pirna. Voulant néanmoins à tout prix délivrer les Saxons, il passa sur la rive droite, et avertit Auguste qu'il passât lui-même le fleuve dans la nuit du 11 au 12 octobre, afin que, le 12 au matin, ils pussent, en réunissant leurs efforts, battre la partie de l'armée prussienne qui se trouvait sur la rive droite. Mais, le temps étant devenu affreux, le passage de l'Elbe présenta d'énormes difficultés, et les Prussiens de la rive gauche ayant, de grand matin, forcé l'entrée du camp, que l'on ne s'occupait plus de défendre, surprirent l'arrière-garde des Saxons, avec beaucoup de bagages; ils s'emparèrent même d'une partie de la grosse artillerie, le pont sur lequel on la faisait passer s'étant rompu. L'opération projetée par Brown étant devenue impossible par suite de tous ces contretemps, l'armée saxonne, forte de dix-sept mille hommes, se vit réduite à mettre bas les armes (1).

Pendant cette première campagne, Fréderic a eu affaire à des ennemis pris à l'improviste; mais il sait que, pour la

(1) Frédéric laissa Auguste partir pour la Pologne et poussa la courtoisie envers lui jusqu'à lui rendre les drapeaux de ses régiments prisonniers. Auguste, se croyant sans doute en droit d'abuser des dispositions si favorables dans lesquelles il voyait son vainqueur, eut la naïveté de demander qu'il lui rendît aussi les grenadiers de sa garde. « Oh ! pour cela, non, répondit gaiement Frédéric; je ne veux pas avoir la peine de les prendre une seconde fois. »

campagne suivante, ils font des préparatifs formidables, et il comprend quel danger il y aurait pour lui à attendre que toutes ces forces, incomparablement supérieures aux siennes, se trouvâssent réunies. Il se décide donc à attaquer l'Autriche avant l'arrivée de ses alliés. En conséquence, dès le mois de mars (1757), la Bohême est envahie par quatre armées en même temps. L'une d'elles, commandée par le duc de Bevern, attaque, le 21 avril, vingt mille hommes qui se trouvaient dans un camp retranché, sous les ordres du comte de Konigseck, et les met en complète déroute. A la nouvelle de l'entrée de Frédéric en Bohême, le maréchal Brown s'était mis en marche, à la tête de cinquante mille hommes, qui, par l'adjonction d'un corps placé sous les ordres du duc d'Aremberg, et des débris de celui de Konigseck, formèrent une armée de quatre-vingt mille hommes, dont le prince Charles prit le commandement. Cette armée allait devenir bien plus imposante encore en ralliant celle de Daun, qui accourait de Moravie. Afin de prévenir cette nouvelle jonction, Frédéric, le 6 mai, attaque le prince Charles, à une petite distance de la ville de Prague, qui a donné son nom à cette sanglante bataille. La victoire fut disputée onze heures durant, avec un courage et un acharnement égaux des deux côtés ; une manœuvre savante de Frédéric la décida enfin en sa faveur. Les Autrichiens eurent douze mille hommes hors de combat et neuf mille prisonniers. Les Prussiens firent aussi beaucoup de pertes, et quelques-unes très-douloureuses. A un moment où l'artillerie autrichienne avait, par un feu épouvantable, jeté le désordre dans leur infanterie, le vieux comte de Schwérin, voyant que son régiment plie comme les autres, met pied à terre, saisit un drapeau, ramène ses soldats à la charge et reçoit la mort. Frédéric dit que la perte de ce brave général équivalait à celle de dix mille hommes.

Le prince Charles, avec son armée, nombreuse encore, malgré ses pertes, s'enferma dans Prague, dont Frédéric forma aussitôt le blocus. Devant toutes les issues, des batteries se dressèrent pour refouler les sorties des assiégés, et, quelques jours après, commença le bombardement. La Ville-Neuve et le quartier des Juifs furent réduits en cendres; nombre d'habitants périrent dans les flammes, sous les décombres ou par les bombes; la famine, avec toutes ses horreurs, vint bientôt s'ajouter à ces désastres, et, ce qui n'est que trop ordinaire, à la suite de ce fléau, arriva celui du typhus. Cependant, peu de jours après la bataille de Prague, Frédéric avait été informé de l'approche de Daun, et il avait détaché le prince de Bevern, avec vingt-cinq mille hommes, pour le tenir en respect et empêcher qu'il ne vînt tenter de délivrer Prague. Mais, chaque jour, Daun recevait des renforts, ce qui rendait la position du prince de Bevern très-difficile. D'ailleurs, dès qu'une des armées alliées serait venue se joindre à celle de Daun, la continuation du blocus, en présence de pareilles forces, deviendrait évidemment impossible. Il fallait donc disperser au plus tôt l'armée de Daun et en finir avec Prague; ce double succès déciderait probablement les princes de l'Empire, déjà ébranlés, à se déclarer neutres, et pourrait refroidir les autres alliés de l'Autriche.

En conséquence, Frédéric quitte le camp de Prague avec douze mille hommes, rallie l'armée du duc de Bavière, et marche à la rencoutre de Daun, établi près de Kollin dans une position très-avantageuse. Il l'attaque le 18 juin; l'action, comme celle de Prague, est des plus acharnées; mais, cette fois, la victoire se décide en faveur des Autrichiens, dont la puissante artillerie, tirant de haut en bas, broie l'infanterie prussienne et la force à se retirer, après avoir essuyé d'énormes pertes. Ce fut pour pérpétuer le souvenir de cette journée que l'Impératrice-Reine institua l'ordre

militaire de Marie-Thérèse. Dans le transport de sa joie, elle alla elle-même annoncer à la comtesse Daun la victoire de son mari. Et pourtant Daun avait dû cette victoire à des circonstances fortuites, plutôt qu'à son habileté, et il fut loin d'en retirer les avantages qu'il aurait pu. En effet, il ne restait à Frédéric que quinze mille hommes, tout au plus; si Daun, qui en avait près de soixante mille, eût poursuivi avec toutes ses forces cette petite armée, qui se trouvait naturellement dans un grand désordre, et l'eût rejetée sur l'Elbe, qu'elle n'avait pas le moyen de passer, il lui était facile de l'anéantir ou de lui faire mettre bas les armes. Frédéric avait manœuvré avec son habileté accoutumée, mais sans pouvoir parvenir à réparer une faute qu'il confesse dans une lettre écrite le lendemain de la bataille. « Les succès donnent une confiance nuisible. Je devais prendre avec moi plus d'infanterie; ving-trois bataillons ne suffisaient pas pour déloger soixante mille hommes d'un poste avantageux. Que dites-vous, ajoutait-il, de cette alliance contre le marquis de Brandebourg ? Quel serait l'étonnement du grand Frédéric-Guillaume, s'il voyait son arrière-petit-fils aux prises avec les Russes, les Autrichiens, presque toute l'Allemagne et cent mille Français ! J'ignore s'il y aura pour moi de la honte à succomber, mais je sais qu'il n'y aura pas grande gloire à me vaincre. » La continuation du blocus étant devenue impossible, Frédéric courut au camp de Prague et, malgré tout ce que purent faire les Autrichiens, il embarqua sur l'Elbe et fit conduire à Dresde tout son matériel et même sa grosse artillerie.

Pendant que ces choses se passaient en Bohême, les Français obtenaient des succès en Westphalie et dans le Hanovre; d'abord sous le maréchal d'Estrées, qui battit les Anglais à Hamstembeck (6 juillet); puis sous le maréchal de Richelieu, qui arracha au duc de Cumberland l'in-

croyable capitulation de Closter-Severn (8 septembre), succès plus important qu'une victoire; car, l'armée anglaise se trouvant ainsi complétement paralysée, les Français purent agir en liberté contre les Prussiens. En conséquence, Richelieu s'avança menaçant déjà la Vieille-Marche, tandis que Soubise entrait en Saxe avec quarante mille hommes, pour appuyer l'armée des Cercles, appelée *armée d'exécution*, parce qu'elle avait pour mission d'exécuter la sentence de déchéance prononcée contre Frédéric. En même temps, les Suédois, avaient envahi la Poméranie; les Autrichiens et les Russes, la Silésie et la Lusace. Pour comble d'infortune, le Hongrois Haddick pénètre au cœur de la marche de Brandebourg et met Berlin à contribution; la famille royale, emportant avec elle les archives, se réfugie à Magdebourg.

Tous ces désastres fondirent sur Frédéric lorsqu'il venait d'avoir le cœur brisé par la mort de sa mère, dont il fut inconsolable. L'effet que tant de chagrins réunis produisirent sur un caractère si impressionnable, expliquent, sans l'excuser, la dureté dont il usa envers son frère Auguste-Guillaume, à qui, jusqu'alors, il avait constamment témoigné tant d'estime et de tendresse (1). Ce prince, poursuivi par des forces supérieures et obligé, pour ramener ses troupes, de traverser des montagnes impraticables, avait perdu la plus grande partie de ses bagages. Le roi le reçut si mal, qu'il demanda à se retirer, et Frédéric le fit partir sur-le-champ. Consumé de chagrin, il mourut bientôt après dans son château d'Orangebourg.

Cependant Frédéric se trouvait dans une position si

(1) Il est difficile de rien imaginer de plus significatif et de plus flatteur que la dédicace par laquelle il lui avait fait hommage de son *Histoire de la maison de Brandebourg*.

désespérée qu'il prit la résolution bien arrêtée de se faire tuer. Voltaire, averti par la margrave de Bayreuth, lui écrivit pour le détourner d'un si funeste projet. Il cherchait à lui prouver que, même quand il serait obligé d'abandonner la Silésie à l'Autriche, et ses provinces du Rhin à ses autres ennemis, il lui resterait encore assez d'Etats pour tenir un rang très-considérable dans le monde: « Le grand-électeur, votre bisaïeul, lui disait-il, n'en a pas été moins respecté pour avoir cédé quelques-unes de ses conquêtes. » Dans une seconde lettre, il ajoute des considérations qui montrent à quel point on croyait la position de Frédéric compromise: « Un homme qui n'est que roi peut se croire très-infortuné quand il perd ses États; mais un philosophe peut se passer d'États. Si vous aimiez mieux mépriser toute grandeur, comme Charles-Quint, la reine Christine, le roi Casimir et tant d'autres, vous soutiendriez ce personnage mieux qu'eux tous, et ce serait pour vous une grandeur nouvelle. Enfin tous les partis peuvent vous convenir, hors le parti odieux et déplorable que vous voulez prendre. Serait-ce la peine d'être philosophe, si vous ne saviez pas vivre en homme privé, ou si, en demeurant souverain, vous ne saviez pas supporter l'adversité ?... Ne vous offensez pas de la liberté avec laquelle vous parle un vieillard qui vous a toujours révéré et aimé. Je n'ai qu'un moment à vivre ; mais je mourrais heureux si je vous laissais sur la terre, mettant en pratique ce que vous avez si souvent écrit. »

Frédéric, qui se trouvait alors à Erfurth, répondit par un morceau de poésie regardé comme une de ses plus belles compositions; en voici quelques passages, qui suffisent pour montrer dans quel ordre d'idées il se trouvait :

Croyez que, si j'étais Voltaire,
Ou particulier comme lui,
Me contentant du nécessaire,

Je verrais voltiger la fortune légère,
Et m'en moquerais aujourd'hui.

. . . .

Mais notre état fait notre loi;
Il nous oblige, il nous engage
A mesurer notre courage
Sur ce qu'exige notre emploi.
Voltaire, dans son ermitage,
Peut s'adonner en paix à la vertu du sage,
Dont Platon nous traça la loi;
Pour moi, menacé du naufrage,
Je dois, en affrontant l'orage,
Penser, vivre et mourir en roi.

Voltaire, en recevant ces vers, lui écrit d'une manière encore plus pressante et lui dit entre autres choses: « Charles XII, qui avait votre courage, avec infiniment moins de lumières et moins de compassion pour ses peuples, fit la paix avec le Czar, sans s'avilir. Il ne m'appartient pas d'en dire davantage, et votre raison supérieure vous en dit cent fois plus. » Mais, quand Voltaire écrivait ainsi le 13 novembre, il ignorait que Frédéric, depuis huit jours, avait remporté une éclatante victoire. Ce prince, étant parvenu, au moyen de quelques renforts, à réunir vingt-deux mille hommes, avait établi son quartier-général au château de Rosbach, près de Mersebourg et de Lutzen. Les Français, commandés par Soubise, avec l'armée des Cercles, sous les ordres du prince d'Hildburghausen, formaient un total de soixante-dix mille hommes. Le 5 novembre, ils se mettent à côtoyer l'armée prussienne, qui occupait une position avantageuse. Frédéric, lorsqu'il jugea le moment favorable, ordonna à son armée de plier les tentes et de se mettre en marche comme pour éviter les alliés, qui prirent ainsi le change et crurent les Prussiens en pleine retraite. Mais tout à coup, par un mouvement aussi rapide qu'habilement calculé, la cavalerie prussienne fait volte-face et se jette sur l'ennemi, qu'elle met en désordre; l'infanterie, qui en un instant est passée de l'ordre de mar-

che (1) à l'ordre de bataille, seconde la cavalerie par un feu terrible, auquel se joint celui de l'artillerie, dont la manœuvre n'a pas été moins savante. Les troupes des Cercles s'enfuirent presque sans combat; les Français, après quelques efforts, que les mauvaises dispositions prises par les généraux rendaient inutiles, ne tardèrent pas à se retirer en désordre. L'affaire ayant duré très-peu de temps, les alliés n'eurent qu'un millier d'hommes hors de combat; mais ils laissèrent entre les mains des Prussiens six mille prisonniers, dont onze généraux, avec soixante-douze pièces de canon et grand nombre de drapeaux et d'étendards. « A Kollin, dit Napoléon, Frédéric ne perdit que son armée; Soubise, à Rosbach, perdit son armée et l'honneur. »

Blessé dans cette journée, au succès de laquelle il avait grandement contribué, le prince Henri recueillit une double gloire. Autant les Français avaient admiré son courage dans l'action, autant, après la victoire, ils bénirent sa bonté. Oubliant sa propre blessure, il prodiguait aux prisonniers les soins les plus touchants, et, par une attention délicate, il fit que chaque officier retrouvât son épée. Aussi, quand ce prince vint à Paris, longtemps après, y reçut-il d'éclatantes preuves du souvenir que sa noble conduite avait laissé dans les cœurs.

Malgré une victoire si glorieuse, Frédéric se trouvait tou-

(1) Voltaire, dans son *Précis du siècle de Louis XV*, donne, sur ces manœuvres, des détails qui ne sont pas sans intérêt: « Ce spectacle, dit-il, frappe les yeux des troupes françaises et impériales. Il y avait quelques années qu'on avait voulu exercer les soldats français à la prussienne; ensuite on avait changé plusieurs évolutions dans cet exercice. Le soldat ne savait plus où il en était : son ancienne manière de combattre était changée; il n'était pas encore affermi dans la nouvelle. Quand il vit les Prussiens avancer dans cet ordre singulier, inconnu presque partout ailleurs, il crut voir ses maîtres. »

jours dans une position bien difficile. La Saxe était, pour le moment, délivrée ; mais l'armée chargée de défendre la Silésie avait été complétement battue sous les murs de Breslau, et le prince de Bevern, qui la commandait, était prisonnier. Breslau, avec une garnison de douze mille hommes, s'était rendue sans résistance : Schweidnitz, avec six à sept mille, lui en avait, peu auparavant, donné le triste exemple. Frédéric, avec tous les débris qu'il avait pu recueillir, n'avait que trente-trois mille hommes, accablés de lassitude, et un grand nombre d'entre eux, abattus et démoralisés. Le prince Charles en avait quatre-vingt-dix mille, encouragés par des succès récents. Malgré cela, Frédéric tenait à livrer bataille un mois, jour pour jour, après la victoire de Rosbach. Il comptait que ce souvenir ne serait pas sans importance, et il avait besoin de tout mettre en œuvre pour agir sur le moral de ses troupes. Avant la bataille, on lui ramena un grenadier qui avait déserté la veille. Ce grenadier était Français. « Pourquoi m'as-tu quitté ? lui demanda le roi. — Ma foi, Sire, vos affaires vont trop mal. — Hé bien, répliqua gaiement Frédéric, battons-nous encore aujourd'hui ; si je suis vaincu, nous déserterons ensemble. »

Ce fut auprès du village de Leuthen qu'eut lieu cette mémorable bataille, dont les détails nous entraîneraient beaucoup trop loin ; contentons-nous de reproduire le jugement qu'en porte Napoléon : « La bataille de Leuthen est un chef-d'œuvre de mouvements, de manœuvres et de résolution ; seule elle suffirait pour immortaliser Frédéric et lui donner rang parmi les plus grands généraux. » Comme on rapportait à Frédéric mille propos insultants des Autrichiens sur lui et sa petite armée : « Je leur pardonne, répondit-il, les sottises qu'il ont pu dire, en considération de celle qu'ils viennent de faire. » Cette journée leur coûta en effet cinquante mille hommes, en comptant les

dix-sept mille qui furent pris aussitôt après dans Breslau. Cette campagne est regardée comme la plus belle de Frédéric et comme une des plus étonnantes qu'offre l'histoire. Ce prince changea cent sept fois de camp et donna en personne quatre grandes batailles, qui, même celle de Kollin, « seront, sans contredit, un trésor de lumières et un sujet digne d'études pour les militaires de tous les siècles (1). »

Au printemps (1758), la guerre recommença avec une activité nouvelle. Dans les provinces du Rhin, le comte de Clermont, qui avait succédé à Richelieu, mais qui était loin de le remplacer, fut battu à Crevelt par le prince Ferdinand de Brunswick (25 juin); mais ce succès fut contrebalancé par des avantages qu'obtinrent le duc de Broglie et le prince de Soubise. En Silésie, Frédéric reprit Schweidnitz, la seule place qui restât aux Autrichiens, de toutes celles qu'ils avaient reprises l'année précédente. La garnison, forte de cinq mille hommes, fut faite prisonnière de guerre. Frédéric, dans la pensée que le meilleur moyen de décider Marie-Thérèse à faire la paix, c'était d'aller jusqu'à Vienne, entre aussitôt en Moravie, et met le siége devant Olmutz. Mais la place est défendue par le général Marshalf, officier d'un haut mérite, et Frédéric est obligé d'attendre l'arrivée d'un grand convoi d'environ mille chariots, qui lui apporte les munitions dont il a besoin pour continuer les opérations du siége. Daun, habilement secondé par Laudon, qui commença dans cette campagne sa brillante réputation militaire, parvint à disperser ce convoi et à en enlever une grande partie; il réussit même à donner le change à Frédéric, et à lui faire croire qu'il se disposait à lui livrer bataille, afin d'empêcher que ce prince n'envoyât au-devant du convoi les forces qui étaient né-

(1) Jomini. *Traité des grandes opérations militaires.*

cessaires pour le protéger. Frédéric s'aperçut trop tard de son erreur; mais, profitant en grand capitaine d'une faute que Daun avait commise de son côté, celle de dégarnir la Bohême, il s'y jeta aussitôt, ce qui lui permettait de relier ses opérations à celles de l'armée qu'il avait laissée en Saxe, et lui offrait l'avantage d'éloigner la guerre de la Silésie, où les Autrichiens ne manquaient pas de rentrer toutes les fois qu'ils le pouvaient. Quant à la manière dont Frédéric exécuta une opération aussi difficile que celle de lever le siége d'Olmutz sans perdre son matériel, et d'entrer en Bohême malgré Daun et Laudon, elle fait l'admiration des hommes de l'art, et, en particulier, de Napoléon.

Les Russes, de leur côté, s'étaient mis en mouvement, et, après avoir ravagé la Prusse, ils portaient la dévastation dans le Brandebourg. Déjà Kustrin n'était plus qu'un monceau de cendres. Le 25 août, Frédéric, avec un peu plus de trente mille hommes, attaque, auprès de Zorndorff, l'armée russe, qui est de près de soixante-dix mille. « Les charges à la baïonnette et les grandes mêlées, dit Jomini, n'ont lieu ordinairement que dans les relations ; à Zorndorff, elles existèrent réellement sur le champ de bataille. Il est difficile de trouver dans les guerres modernes de bataille où la cavalerie ait combattu avec autant de bravoure et d'acharnement, et où l'ennemi se soit défendu avec plus d'opiniâtreté. On eût dit que les deux partis avaient juré de ne se faire aucun pardon. L'aile droite des Russes fut en partie hachée, et le reste, culbuté dans les marais de Quartschen. Les Russes eurent près de dix-neuf mille hommes hors de combat ; les Prussiens en eurent plus de dix mille, perte énorme, si l'on considère le petit nombre de leurs soldats. Frédéric eut plusieurs de ses aides-de-camp et de ses pages tués ou blessés à ses côtés. Daun avait écrit au comte de Fermor, général en chef de

l'armée russe, de ne point risquer de bataille contre un ennemi rusé, qu'il ne connaissait pas encore, mais de gagner seulement du temps, jusqu'à ce qu'une expédition qu'il allait faire eût réussi. Le courrier fut enlevé, et la lettre, portée à Frédéric, qui, après sa victoire, écrivit de sa main au maréchal : « Vous avez eu raison de conseiller au général Fermor d'être circonspect, car il a été battu. »

Ce que Daun projetait, c'était d'envahir la Saxe, d'où il lui serait aisé de pénétrer jusqu'au cœur du Brandebourg, tandis que les Russes y entreraient par la Nouvelle-Marche. Il arriva en effet, au commencement de septembre, presque sous les murs de Dresde; mais la bataille du 25 août, en affaiblissant singulièrement l'armée russe, ce qui permettait à Frédéric de disposer librement de presque toutes ses forces, avait rendu impossible l'exécution de ce plan. En effet, Frédéric, à la nouvelle de l'arrivée de Daun, accourut avec la plus grande partie de son armée, dégagea Dresde, tira son frère Henri de la position dangereuse où il se trouvait entre l'armée de Daun et celle des Cercles, et, bientôt, apprenant que les Autrichiens assiégeaient Neiss, se dirigea vers la Silésie. Daun, qui avait prévu cette détermination de Frédéric, s'était déjà établi de manière à lui barrer le chemin. Frédéric s'avança, résolu de le forcer, et vint camper à trois milles des Autrichiens, ayant son centre appuyé au village de Hochkirchen. Il savait bien que, lorsqu'il voudrait aller plus loin, Daun ferait tous ses efforts pour l'arrêter; mais, d'après la connaissance qu'il avait du caractère de ce général, il ne s'attendait nullement à être attaqué par lui dans son camp. Il ne manqua pourtant point de prendre les précautions qu'exigeait la prudence ; mais le général Retzow, qui commandait les corps placés à l'extrême droite, commit la faute impardonnable de ne pas faire occuper, avant tout, des hauteurs boisées qui, de ce côté-là, dominaient le camp, et dont un général autrichien

s'empara à l'instant. Lorsque Frédéric s'aperçut de cette négligence de Retzow, il lui en fit de vifs reproches et lui ordonna même les arrêts. Le vieux maréchal Keith, s'en étant également aperçu, dit au roi : « Si les Autrichiens nous laissent tranquilles dans ce camp, ils méritent d'être pendus. — J'espère bien, répondit Frédéric, que Daun aura plus peur de nous que de la corde. » Cette sécurité lui coûta cher.

En effet, pendant la nuit du 13 au 14 octobre, Daun, laissant dans son camp des gens chargés d'entretenir les feux, opéra en grand silence un mouvement, qu'un épais brouillard, qui rendait l'obscurité on ne peut plus profonde, déroba complétement à l'ennemi. Un simple détachement de troupes légères qui eût occupé les hauteurs dont nous avons parlé tout à l'heure, aurait suffi pour mettre le camp à l'abri d'une surprise, qui ne pouvait être tentée que de ce côté-là. Celle que Daun avait préparée eut un plein succès. L'armée autrichienne, en se précipitant à l'improviste et en masse sur les postes qui gardaient le camp, rendit toute résistance impossible, et s'empara sur-le-champ de toutes les batteries ; puis se répandit dans le camp, où un grand nombre de soldats furent égorgés, la plupart dans leur sommeil. Mais, grâce à la discipline de l'armée prussienne, dès que l'alarme est donnée, les différents corps se rallient avec une merveilleuse promptitude, et les lignes se forment à une petite distance du camp. Quoique cette armée eût perdu en quelques instants environ huit mille hommes et toute son artillerie, l'ennemi, dans l'état de désordre où il était, n'osa l'attaquer, et regagna au plus vite son campement, en sorte que les vaincus demeurèrent maîtres du champ de bataille. La nouvelle de ce succès, arrivée à Vienne le lendemain, fête de Sainte-Thérèse, causa à l'impératrice une joie indicible. Elle écrivit de sa main à Daun dans les termes les plus flatteurs; une statue fut

élevée en l'honneur de ce général ; les Etats d'Autriche rachetèrent pour lui une seigneurie que son père avait aliénée ; la Tzarine, de son côté, lui envoya une magnifique épée; enfin le pape Grégoire XIII lui fit remettre une toque et une épée bénites, honneur qui, jusque-là, n'avait été décerné que pour des victoires remportées sur les infidèles.

Un homme a toujours plus ou moins les défauts de ses qualités. Si Frédéric, souverain d'un si petit royaume, pouvait depuis longtemps tenir tête à une coalition de puissances comme l'Autriche, l'empire Allemand, la Russie et la France, c'était surtout grâce à une confiance, à une audace dont l'histoire présente peu d'exemples; or, cette audace et cette confiance, poussées trop loin, venaient de lui attirer un rude échec. Mais Frédéric, comme nous avons déjà eu occasion de le remarquer, avait au plus haut degré le talent de réparer à l'instant un désastre, d'en tirer même un avantage ; c'est ce qu'il fit après la surprise de Hochkirchen. Profitant du moment même où les Autrichiens regagnaient leur campement sans songer à autre chose qu'à la joie de leur triomphe, il effectua sur-le-champ un mouvement des mieux calculés, et prit une position telle qu'on ne pouvait plus l'empêcher de se rendre, quand il le voudrait, en Silésie. « Daun nous a laissé sortir de l'échiquier, dit-il à ses généraux; la partie n'est pas perdue. Dès que nos préparatifs seront faits, nous irons délivrer Neiss.» En effet, le prince Henri lui ayant amené quelques jours après les renforts qui lui étaient indispensables, il entra en Silésie, repoussa le corps d'armée qui assiégeait Neiss, et puis, revenant en Saxe, dégagea Dresde, que Daun et l'armée des Cercles menaçaient de nouveau. Daun se décida alors à aller prendre ses quartiers d'hiver en Bohême, et Frédéric alla se reposer à Breslau. Il en avait besoin, ainsi que son armée. En effet, si la campagne qu'il venait de terminer n'avait rien présenté de brillant, il y avait du moins dé-

ployé une prodigieuse activité : on l'avait vu, avec la même armée, d'abord en Silésie, puis en Moravie, bientôt après en Bohême; puis successivement en Saxe, dans la Nouvelle Marche, de nouveau en Silésie et encore une fois en Saxe.

Mais ces prodiges d'activité, de courage et de génie, où pouvaient-ils conduire un prince dont les Etats offraient des ressources si peu en proportion avec celles de ses ennemis? Tout engagement, même lorsque les Prussiens avaient le dessus, tournait définitivement à leur désavantage, parce que chaque homme qui succombait constituait une perte à peu près irréparable. Frédéric, pour soutenir la lutte, était réduit à employer des déserteurs et des vagabonds, qui naturellement ne lui inspiraient aucune confiance, et d'envoyer au feu des recrues, après quelques semaines seulement d'exercice; et, même en ayant recours à ces fâcheux expédients, il se voyait dans l'impossibilité de maintenir les cadres de tous ses régiments. Pour les troupes de Marie-Thérèse, au contraire, les échecs mêmes n'étaient pas sans utilité, parce qu'elles se formaient à l'école du vainqueur; et les vides qui se produisaient dans leurs rangs étaient à l'instant remplis. Indépendamment des recrues fournies régulièrement par les provinces allemandes de la monarchie, provinces qui à elles seules dépassaient de beaucoup en population celles de tout le royaume de Prusse, il arrivait fréquemment de la Hongrie, de la Pensylvanie, de la Croatie, etc., de vigoureux jeunes hommes, qui, après avoir traversé Vienne, où l'impératrice ne manquait jamais de les passer en revue, étaient tout disposés à donner leur vie pour leur souveraine, dont la majestueuse beauté et la familiarité touchante les avaient enivrés d'enthousiasme.

Ajoutons que l'Autriche était activement aidée par les contingents des Cercles, par la Russie et surtout par la France. Le duc de Choiseul, qui, en novembre 1758, remplaça le cardinal de Bernis, se montra plus ardent encore

que lui en faveur de Marie-Thérèse, prodiguant, pour une guerre à laquelle la France n'avait aucun intérêt, les hommes et l'argent, dans un moment où toutes les ressources du royaume auraient à peine suffi pour soutenir la guerre maritime que lui faisait l'Angleterre. Il fallait que l'espèce de fascination exercée par Marie-Thérèse fût bien puissante, ou la rancune de Mme de Pompadour bien implacable, pour que le cabinet de Versailles tînt une conduite à laquelle on ne peut guère appliquer d'autre nom que celui de démence. « Vous verrez, disait Frédéric, que ces fous se laisseront enlever toutes leurs colonies pour être agréables à la reine de Hongrie ; » et il ne disait que trop vrai. La France, par un traité signé en décembre 1758, alla jusqu'à prendre entièrement à sa charge les subsides qui étaient fournis à la Suède pour qu'elle aidât Marie-Thérèse, et dont l'Autriche avait jusqu'alors payé la moitié.

Quant à Frédéric, il n'avait d'autre alliée que l'Angleterre, qui même ne l'aidait que dans des limites assez restreintes. William Pitt, celui qui fut plus tard lord Chatam, étant devenu en 1757 chef du ministère, envoya quelques troupes, qui, jointes aux Hanovriens, et commandées pas Ferdinand de Brunswick, luttèrent avec les Français dans les bassins du Rhin et de l'Ems ; il fit en outre accorder à Frédéric des subsides annuels s'élevant à environ seize millions de francs. Mais, à l'avénement de Georges III (1760), Pitt perdit tout son crédit, et Frédéric fut à peu près abandonné à lui-même. Aux cruels embarras de la position où se trouvait ce prince, étaient venus s'ajouter des chagrins plus cruels encore. En 1757, il avait perdu sa mère ; en 1758, il perdit son frère, envers qui probablement il se reprocha d'avoir été beaucoup trop sévère, et, peu de temps après, le jour même de la funeste surprise de Hochkirchen, la mort lui enleva sa sœur bien-aimée, la margrave de Bayreuth. Ce dernier coup l'acca-

bla (1), mais sans lui rien ôter de son énergie et de son activité.

La campagne de 1759 commença par un grand nombre d'engagements de détail, où les succès furent partagés. Frédéric se voyait réduit à se tenir sur la défensive et à attendre une occasion favorable. Mais, apprenant que Laudon vient d'opérer sa jonction, à Francfort-sur-l'Oder, avec le général russe Soltikoff, il comprend que tout le Brandebourg va être envahi, ce qu'il veut empêcher à tout prix. Il se met donc en marche, passe l'Oder un peu au-dessus de Kustrin, et, le 12 août, il attaque l'ennemi, qui, à la nouvelle de son approche, s'était retranché auprès de Kunersdorff. La victoire semble d'abord se déclarer en sa faveur; en peu de temps, quatre-vingt-dix pièces de canon tombent en son pouvoir. Mais, en poursuivant vivement l'ennemi, les Prussiens arrivent dans un ravin, où des batteries russes leur causent des pertes énormes. Frédéric avait eu deux chevaux tués sous lui, et plusieurs de ses généraux et la plupart de ses aides-de-camp étaient hors de combat. Rien cependant n'était encore désespéré, quand Laudon, avec la cavalerie autrichienne, qui n'avait pas encore donné, tombe sur l'infanterie prussienne, déjà épuisée. Alors, ce ne fut plus un combat, mais un massacre. « Il n'y aura donc pas un boulet pour moi ! » s'écrie Frédéric au désespoir. On le saisit de force et on l'arrache du

(1) Lecatt, lecteur du roi, trouva un jour ce prince cherchant des consolations dans Bourdaloue. Frédéric composa un panégyrique de sa sœur, fit sur sa mort des vers empreints d'une sensibilité profonde, et pria Voltaire de célébrer la mémoire de cette princesse, dont il avait pu apprécier le mérite : « Je ne mourrai content, lui écrit-il, que quand vous vous serez surpassé dans ce triste devoir, que j'exige de vous. Faites des vœux pour la paix, ajoute-t-il; mais, quand même la victoire la ramènerait, ni cette paix, ni cette victoire n'adouciront la peine cruelle qui me consume. »

milieu de la mêlée. Les Prussiens eurent dix-huit mille hommes hors de combat; les Russes, seize mille, et les Autrichiens, trois mille. « Si je remporte encore une victoire semblable, écrivait Soltikoff à la Tzarine, j'irai en porter la nouvelle, à pied, un bâton à la main. Votre Majesté n'en sera pas surprise ; elle sait que le roi de Prusse vend toujours fort cher ses défaites. »

La veille de la bataille, un officier de l'armée de Westphalie était venu annoncer au roi la victoire de Minden (1er août), par laquelle le duc Ferdinand de Brunswick avait pris sa revanche de la défaite qu'il avait essuyée à Berghen (13 avril). Frédéric, en faisant repartir le messager avec la nouvelle du terrible échec qu'il venait de subir, lui dit : « Je suis fâché de ne pas faire une meilleure réponse à un message aussi agréable ; mais, si vous trouvez les passages libres pour arriver jusqu'au duc; si Daun n'est pas à Berlin et Contades à Magdebourg, assurez-le de ma part que nous n'avons pas perdu grand'chose. » L'une des conséquences de la journée de Kunersdorff, ce fut la capitulation de Dresde (5 septembre). Une autre capitulation bien autrement douloureuse, parce que c'était un affront au drapeau, ce fut celle du général Finck avec quatorze mille hommes, restes d'une armée à la tête de laquelle il avait été battu la veille par Daun à Maxen, en Saxe. Malgré tant de pertes, Frédéric conserva toute la Saxe, à l'exception d'un très-petit rayon autour de Dresde. Désirant vivement reprendre cette place, si importante pour lui, il réunit par des efforts inouïs, quatre-vingt mille hommes, avec lesquels, bravant un hiver rigoureux qui commençait, il campa à une petite distance de la ville, tandis que Daun avait une partie de son armée dans la ville, et le reste campé sous le canon des remparts.

La campagne de 1760 ne fut d'abord qu'une suite de revers. Celui qui contraria le plus Frédéric, ce fut la perte

de Glatz, dont Laudon s'empara le 13 juillet, après avoir, le 23 juin, battu un corps d'armée avec lequel Fouquet contrariait ses opérations, et qui fut tout entier taillé en pièces ou fait prisonnier. Frédéric, ayant reçu sous les murs de Dresde ces douloureuses nouvelles, partit sur-le-champ pour la Silésie avec quarante mille hommes. Daun, qui avait prévu cette détermination du roi, s'était mis en marche pour le devancer en Silésie. Lascy, par ses ordres, prit aussi la même route; mais, n'ayant pu prévenir Frédéric, il se mit à la suite de l'armée prussienne. Cette marche offrait donc le spectacle de trois armées suivant la même route, et paraissant obéir à un même commandement, comme si l'une eût été l'avant-garde, une autre, le corps d'armée, et la troisième, l'arrière-garde; tandis que celle du milieu, que les deux autres avaient l'air de protéger, était, au contraire, l'ennemi qu'elles se disposaient à combattre. Elles n'attendaient, pour l'attaquer, que l'arrivée de trente-cinq mille Russes, qui rejoignirent Lascy lorsque les Prussiens furent arrivés auprès de Liegnitz. Alors, au lieu de deux armées, les ennemis en forment quatre, commandées par Daun, Beck, Laudon et Lascy, et prennent leurs dispositions pour écraser Frédéric.

Le roi comprend que sa seule chance de salut consiste à prévenir l'ennemi, et à manœuvrer de manière à pouvoir, avec toute sa masse, tomber sur une partie des troupes qui le menacent.

Il tente cette manœuvre pendant la nuit du 14 au 15 août, et l'exécute avec tant de succès, que personne ne s'en aperçoit, et que Laudon, au point du jour, n'est averti que par une vive canonnade de la position qu'ont prise les Prussiens, et est tout surpris de les voir en bataille devant lui. La défaite de Laudon fut complète bien avant que les autres armées eussent pu arriver à son secours. Les Autrichiens eurent quatre mille hommes hors de combat et six

mille prisonniers, et perdirent quatre-vingt-six pièces de canon ; la perte des Prussiens ne fut pas en tout de deux mille hommes, tant la position prise par Frédéric était avantageuse. Le jour même de cette affaire, Frédéric se remet en marche, et, le 16 août, il opère sa jonction avec le prince Henri, qui, sachant de quelle multitude d'ennemis il était entouré, accourait à son secours.

Daun, inconsolable de voir qu'une campagne dont il avait espéré les plus brillants avantages, tournait à sa confusion, pensa qu'une puissante diversion pouvait seule empêcher Frédéric de relever complétement ses affaires. En conséquence, il détache les généraux russes Czernischeff et Tottleben et le général autrichien Lascy, avec ordre d'aller droit à Berlin. Cette capitale, hors d'état de se défendre, se racheta du pillage moyennant une somme de six millions, que l'intervention chaleureuse du ministre de Hollande décida les généraux ennemis à accepter.

Le roi, à la nouvelle de l'invasion du Brandebourg, décampe dans la nuit du 6 au 7 octobre, et se dirige à marches forcées vers Berlin, espérant écraser l'armée qui s'est aventurée jusque-là ; mais, à son approche, Lascy se retire sur Torgau, Czernischeff et Tottleben sur Francfort. Frédéric, faisant alors volte-face, rentre en Saxe, où il sait que Daun est arrivé. Daun , de son côté, apprenant la marche du roi, rétrograde de manière à s'établir auprès de Torgau, dans une position formidable. Frédéric vient camper le 2 novembre à peu de distance des Autrichiens, et, ayant fait appeler ses généraux : « Je vous ai rassemblés, messieurs, leur dit-il, non pas pour délibérer avec vous, mais pour vous dire que j'attaquerai demain le maréchal Daun. Je sais qu'il occupe une bonne position ; mais, en même temps, il est dans un cul-de-sac ; et, si je le bats, toute son armée est prise ou noyée dans l'Elbe. Si nous sommes battus, nous y périrons tous, et moi le pre-

mier. Cette guerre m'ennuie, elle doit vous ennuyer aussi ; nous la finirons demain. » On conviendra qu'en fait d'éloquence militaire, il existe peu de morceaux dans le genre de celui-là.

Le 3 novembre, au point du jour, Frédéric traverse la forêt de Torgau, avec la gauche de l'armée, pour attaquer la droite de Daun. Mais la grosse artillerie attachée aux brigades ne peut les suivre dans le bois, et, dès que les Prussiens arrivent à portée du camp, ils sont accueillis par la mitraille que vomissent sans repos quatre cents bouches à feu. « C'était, dit un historien qui assistait à cette bataille, une véritable image de l'enfer. Jamais les plus anciens vétérans de l'armée n'avaient assisté à une semblable destruction. Le roi lui-même dit à différentes reprises, à ses aides-de-camp : « Quelle terrible canonnade ! en avez-vous jamais vu de pareille ? » Aussi l'effet qu'elle produisit fut-il affreux au-delà de toute idée. En une demi-heure, les cinq mille cinq cents grenadiers prussiens qui avaient formé la colonne d'attaque, furent étendus, la plupart morts et les autres grièvement blessés (1).

Décidé, comme il l'avait dit la veille, à vaincre ou à se faire tuer, Frédéric continue la lutte sans un instant de relâche, malgré une balle qui l'a atteint à la poitrine. Mais, des deux côtés, la poudre manque, et les forces sont épuisées ; d'ailleurs, la nuit arrive, et la position de Daun semble absolument inexpugnable, quand, vers cinq heures, le lieutenant-colonel Mœllendorff s'aperçoit que l'ennemi n'a point occupé une digue qui sépare deux étangs, et par laquelle on peut gagner des hauteurs un peu dégarnies. parce que Daun en a retiré quelques troupes pour renforcer le côté attaqué par Frédéric. Aussitôt, Mœllendoff s'é-

(1) Archenholtz, *Histoire de la guerre de Sept-Ans.*

lance dans cette direction, où le suivent quelques régiments de l'aile droite; à neuf heures, la position est emportée, et la victoire gagnée. Les Prussiens, il est vrai, avaient fait d'énormes pertes, et Daun, avec des forces incomparablement supérieures, aurait pu recommencer la lutte le lendemain ; mais il était grièvement blessé, et, dans cette situation, il n'osa prendre sur lui la responsabilité d'une seconde bataille contre un adversaire comme Frédéric. A minuit, il repassa l'Elbe. La bataille de Torgau a cela de remarquable, que ce fut la dernière que Frédéric livra en personne. Pendant cette même campagne, la guerre s'était faite avec assez d'activité en Westphalie, où le prince héréditaire de Brunswick, battu à Corbach par le maréchal de Broglie, avait pris sa revanche à Rhinsberg. Ce fut aussi pendant cette campagne que l'héroïque dévouement du chevalier d'Assas sauva l'armée et assura le succès du combat de Closter-Camp.

Au début de la campagne de 1761, Frédéric, dont les forces étaient naturellement bien moindres encore que celles dont il avait pu disposer l'année précédente, vit ses ennemis, dont les armées se trouvaient au contraire plus nombreuses que jamais, former un immense croissant, qui, en se fermant, devait l'envelopper, assurait-on, sans qu'il lui fût possible de s'échapper ; mais il s'établit, à Buzenwitz, auprès de Schweidnitz, dans un camp retranché que les hommes du métier ont toujours considéré comme un chef-d'œuvre de fortifications de campagne, et qui fait époque dans les annales de l'art (1). Là, quoique cerné de toutes parts, Frédéric en impose tellement à ses ennemis, que, malgré leur nombre, ils n'osent l'attaquer. Il avait eu soin de s'approvisionner de manière à assurer

(1) Jomini, *Traité des grandes opérations militaires.*

pour longtemps des vivres à son armée, d'où il résultait que l'ennemi ne trouvait plus rien dans le pays. La famine commençait donc à se faire sentir, surtout parmi les Russes ; mais ils se consolaient par l'attente d'un immense convoi qui leur arrivait de Pologne, lorsqu'ils apprirent que les cinq mille chariots qui composaient ce convoi avaient été enlevés par le général Platten, à qui le roi avait confié le soin de ce coup de main. Ils se virent alors forcés de s'éloigner, et ce départ, salué par les cris de joie de l'armée prussienne, ayant fait une large brèche dans la ligne qui enveloppait le roi, les autres corps d'armée, que d'ailleurs la famine tourmentait aussi, se séparèrent. Ainsi, Frédéric recouvra la liberté de ses mouvements; mais il eut à regretter deux pertes bien sensibles : celle de Schweidnitz, que Laudon, au moment même où il levait le blocus du camp retranché, attaqua pendant la nuit avec toutes ses forces, et qu'il enleva d'emblée, parce que le gouverneur n'était pas assez sur ses gardes; et celle de Colberg, ville maritime de la Poméranie, qui, au contraire, ne se rendit aux Russes qu'après une résistance héroïque.

Nous ne mentionnerons, avec ces deux pertes, les plus graves de la campagne de 1761, que l'abandon complet où Frédéric fut laissé par l'Angleterre, lord Bute désirant vivement le voir succomber au plus tôt, dans l'intérêt de son système de paix à tout prix. Mais il va sans dire que, dans la situation où se trouvait le roi de Prusse, chaque jour, pour ainsi dire, devait amener quelque échec, quelque perte, sans parler des trahisons, des complots et de tout ce qui se réunit d'ordinaire pour accabler un homme tombé dans le malheur. Ici, les détails seraient infinis et de peu d'intérêt ; ce qui en présente un fort grand, c'est le spectacle d'un homme qui soutient, sans se laisser abattre, une pareille lutte avec la fortune. Etait-ce l'espérance qui lui donnait cette force ? Non, on le voit par sa correspondance; c'était

seulement sa résolution inébranlable de faire son devoir jusqu'au bout. Il savait aussi pourtant qu'à la guerre, gagner un jour, c'est mettre de son côté une chance de salut; car ce jour peut amener un changement favorable ; c'est ce qui arriva en janvier 1762.

Nous avons vu combien le contingent russe apportait de force à la coalition formée contre la Prusse ; eh bien, cette force fut tout-à-coup, non-seulement retirée à la coalition, mais encore mise à la disposition de la Prusse, par suite de la mort d'Elisabeth, qui fut remplacée par un prince admirateur enthousiaste et ami dévoué de Frédéric. Ce prince était Pierre III, fils du duc de Holstein-Goltorp et d'une fille de Pierre-le-Grand. Grâce à un revirement de cette importance, Frédéric se trouva en état de reprendre vigoureusement l'offensive. Mais la lutte n'était pas pour cela terminée; car la France avait mis ses armées sur un pied formidable, et Marie-Thérèse, pour empêcher les princes de l'Empire de se rapprocher de Frédéric, renforça leur armée de trente-six mille hommes de ses meilleures troupes.

La première pensée de Frédéric, ce fut de reprendre Schweidnitz, dont l'occupation par l'ennemi était un danger permanent pour la Silésie, et il se mit en marche avec des forces qui lui permettaient de compter sur un prompt succès. Mais, à peine est-il arrivé dans les environs de Shweidnitz, qu'une terrible nouvelle lui est communiquée par M. de Czernischeff, général du corps russe qui fait partie de son armée; cette nouvelle, c'est la mort de Pierre III et l'avénement de Catherine II, qui paraît disposée à reprendre la politique d'Elisabeth ; car son premier manifeste reproche à Pierre III d'avoir « blessé l'honneur de l'Empire, en faisant la paix avec le plus grand ennemi des Russes. » M. de Czernischeff montre en même temps à Frédéric l'ordre qui lui est intimé de séparer immédiatement ses troupes de l'armée prussienne et de les conduire en Pologne,

où naturellement elles seront mises de nouveau à la disposition de la coalition. Cependant des lettres de Frédéric, trouvées parmi les papiers de Pierre III, ne tardent pas à modifier sensiblement les dispositions de Catherine envers le roi de Prusse. Renonçant en conséquence au projet de le combattre, mais ne voulant pas non plus tourner ses armes contre Marie-Thérèse, elle rappelle son armée en Russie, et se déclare neutre. Ainsi, de tous les événements survenus en Russie, événements dont nous ne pouvons entreprendre ici le récit, il était résulté que, si Frédéric n'avait pas gagné un allié, il se trouvait du moins débarrassé d'un ennemi, et, en résumé, la position de ce prince était quelque peu améliorée. Aussi, malgré la diminution notable des forces sur lesquelles il avait compté pour le siége de Schweidnidz, n'hésita-t-il pas à entreprendre ce siége, ce qui, en présence d'une armée beaucoup plus forte que la sienne, est, d'après l'opinion de Napoléon, « une des plus belles opérations de guerre qu'ait faites ce prince. »

Ce siége présenta de grandes difficultés, non-seulement à cause de la force de la place, mais aussi parce que, comme l'observe Napoléon à la suite du passage que nous venons de citer, l'armée prussienne n'avait pas encore de bons ingénieurs. Les Autrichiens, au contraire, en avaient un de premier ordre, M. de Gribeauval; quant au commandant de la placc, M. de Guasco, c'était un homme d'une rare fermeté et d'une énergie indomptable. Il n'en fallut pas moins à Frédéric pour mener ce siége jusqu'au bout, ayant à repousser en même temps les continuelles attaques de Daun, de Lascy et de Laudon, qui faisaient les derniers efforts pour sauver une place dont ils comprenaient l'importance.

Enfin, le 8 octobre, après soixante-quatre jours d'une des plus belles défenses que l'on connaisse, Guasco fut contraint de se rendre prisonnier de guerre avec toute la gar-

nison, qui, malgré ses énormes pertes, se composait encore de près de neuf mille hommes. Lorsque le commandant et les officiers furent présentés au roi, il les combla d'éloges et leur dit que, par leur résistance, ils avaient donné un bel exemple à ceux qui auraient des places à défendre.

Ce beau succès de Frédéric et les pertes qu'avaient éprouvées les armées qui s'étaient efforcées de lui faire lever le siége, avaient jeté le découragement parmi ses ennemis. L'Autriche, il est vrai, voulait absolument continuer la guerre; mais, la France se sentait épuisée, et elle commençait à comprendre qu'elle n'avait aucune espèce d'intérêt dans cette lutte. Le duc de Choiseul entama donc des négociations, et, le 3 novembre, des préliminaires furent signés à Fontainebleau par la France et l'Angleterre. Frédéric, arrivé le 6 en Saxe, prit aussitôt des mesures pour contraindre les princes de l'Empire à se déclarer neutres; il n'eut pour cela qu'à diriger une armée sur Ratisbonne, en chargeant Kleist, qui la commandait, de mettre, sur sa route, tout le pays à contribution. Bientôt la Diète est saisie d'effroi, la plupart des princes sont consternés, et une déclaration de neutralité du corps Germanique réduit l'Autriche à ses seules forces.

Or, les forces de l'Autriche n'étaient plus au niveau de son orgueil. Réduite à lutter seule contre le roi de Prusse, elle avait tout à craindre d'un adversaire qui venait de tenir en échec, pendant plus de six ans, tant de puissances coalisées contre lui. En outre, la Hongrie était menacée par les Turcs, que Frédéric excitait, afin de forcer la main à l'Autriche. Marie-Thérèse comprit les difficultés de sa position, et se résigna à faire les premières demarches, par l'entremise de la Saxe. Le roi de Prusse n'exigeant que le maintien des traités précédents, il ne fut pas difficile de s'entendre, et la paix entre ce prince et l'Impératrice-Reine

fut signée au château de Hubertsbourg, près de Dresde, le 15 février 1763, dix jours après que le traité de Paris, entre la France et l'Angleterre, eût confirmé les préliminaires de Fontainebleau. Pour la troisième fois, la possession de la Silésie était garantie à Frédéric. Les Etats de ce prince et ceux de Marie-Thérèse se trouvèrent être alors absolument les mêmes qu'avant la guerre : pas une frontière ne fut déplacée, pas un village ne changea de maître; ainsi, de vastes contrées avaient enduré des souffrances inouïes, et le sang de plus d'un million d'hommes avait coulé, exactement pour rien. La guerre maritime avait fait gagner à l'Angleterre le Canada et plusieurs autres colonies françaises; la guerre continentale n'avait servi qu'à porter au plus haut point la réputation militaire du roi de Prusse.

Mais la situation dans laquelle se trouvaient ses Etats est plus aisée à imaginer qu'à décrire. Leur population, qui, avant la guerre, était de quatre millions et demi d'habitants, se trouvait diminuée d'un demi-million. Kœnigsberg avait été brûlée trois fois; et le nombre des villes moins importantes et surtout des villages, qui se trouvaient réduits en cendres, est incalculable. L'un des premiers soins de Frédéric fut de les faire rebâtir, et ces reconstructions furent faites presque entièrement à ses frais; il créa en outre quatre cents villages ou hameaux. Dans l'année 1763, douze cents maisons de paysans furent reconstruites en Poméranie aux frais du roi. A chaque colon étranger qui voulait s'établir dans un domaine de la couronne, on donnait gratuitement cinquante arpents de terre, une maison avec écurie, granges et jardin, et le bétail nécessaire. Chaque seigneur qui établissait un colon sur ses terres en lui faisant des avantages analogues, recevait une indemnité pécuniaire. La seule condition imposée à ces colons, c'était qu'après quelques années d'entière franchise, ils auraient à payer une modique redevance au seigneur ou un

léger impôt à la caisse royale. Il va sans dire que, par des moyens si bien entendus, la population s'accrut avec une merveilleuse rapidité.

Frédéric s'occupait en même temps de l'agriculture avec une sollicitude non moins intelligente. Dix-sept mille chevaux retirés de l'armée furent donnés gratuitement aux cultivateurs pauvres. On essaya sur les domaines de la couronne tous les procédés de culture que l'on crut propres à donner de bons résultats, surtout à fertiliser les terrains sablonneux. On fit venir pour cela d'Angleterre des cultivateurs expérimentés, et, dès qu'un procédé était reconnu vraiment avantageux, on le faisait appliquer à des propriétés particulières afin de mettre les propriétaires en état de l'appliquer bientôt eux-mêmes. Afin de décider les particuliers à abandonner les mauvaises routines pour y substituer des procédés rationnels, et les communes à répartir et à mettre en culture des terres considérables qui étaient abandonnées à la vaine pâture, surtout en Silésie, Frédéric n'usait jamais d'autorité; mais il faisait donner par les magistrats des conseils, des exhortations, et surtout des encouragements et des récompenses, et lui-même, lorsqu'il parcourait quelques parties de ses Etats, se donnait pour cela des soins incroyables. C'est de l'époque dont nous parlons que datent les progrès merveilleux de l'agriculture dans les diverses provinces du royaume de Prusse, notamment dans le Brandebourg, où le voyageur voit avec étonnement, sur un sol envers lequel la nature avait été si avare, des populations jouissant d'une aisance que l'on trouve rarement dans des contrées bien autrement favorisées (1).

(1) Les détails dans lesquels entrait Frédéric lorsqu'il visitait les provinces, et ses conversations avec les gens du pays, surtout avec les magistrats locaux, ont quelque chose de vraiment curieux. Pour en donner une idée, nous allons reproduire en partie la conversation qu'il eut, dans une de

Connaissant ses provinces aussi bien qu'un propriétaire soigneux connaît tous ses champs, lorsqu'il avait nommé à quelque emploi important, il appelait auprès de lui le nouveau dépositaire de sa confiance, et lui donnait toute sorte de renseignements pour l'aider à bien remplir ses fonctions. En même temps, il lui recommandait par dessus tout de respecter les droits du laboureur, de l'artisan, du pauvre : « S'il s'élève un procès entre moi et un de mes sujets, répétait-il souvent, et que le cas soit douteux, jugez contre moi. » Il recommandait également aux magistrats locaux de lui donner avis des accidents qui pourraient faire tomber des cultivateurs dans cet état de misère où le travail même devient impossible. Aussitôt il leur faisait fournir des instruments aratoires, des grains pour ensemencer, des vivres pour subsister, en un mot, tout ce qui était indispensable pour se relever. Avec cela, il est aisé de com-

ces tournées, avec le bailli de Fehrbellin. Le roi, déjà âgé, se tenait dans son carrosse, qui allait au pas, et les personnes avec qui il s'entretenait marchaient à côté de la portière ouverte. Lorsque le carrosse arriva sur le territoire de Fehrbellin, un homme, en tenue de bailli, s'approcha en saluant respectueusement, et le dialogue suivant s'établit : « Le Roi : Qui êtes-vous ? — Le Bailli : Le bailli de Fehrbellin. — R. Comment vous appelez-vous ? — B. Fromme. — R. Ah ! vous êtes le fils du conseiller provincial Fromme ? — B. Oui, Sire, pour servir Votre Majesté. — R. Qu'est-ce qu'on aperçoit dans ce terrain bas ? — B. Sire, ce sont deux fossés, que nous devons aux bontés de Votre Majesté, et qui ont beaucoup amélioré ce sol humide. — R. J'en suis bien aise. Les paysans ont-ils, depuis lors, plus de bestiaux ? — R. Oui, Sire ; il y a dans ce hameau quarante vaches de plus ; en tout, soixante-dix. — R. Il n'y a pas d'épizootie dans votre canton ? — B. Non, Sire, il n'y en a pas eu depuis deux ans. — R. C'est fort bien. Faites manger à vos bestiaux beaucoup de sel gemme, et le mal ne reviendra pas. — B. C'est ce que nous faisons ; mais on pense que le sel commun est à peu près aussi bon. — R. N'en croyez rien. Et il ne faut pas piler le sel gemme, mais le mettre en blocs à portée du bétail, pour qu'il le lèche. — B. Nous aurons grand soin de faire ainsi. — R. Y a-t-il d'autres améliorations à faire dans le canton ? — B. Oui, Sire. Si on dessé-

prendre la pepularité dont ce prince jouit encore aujourd'hui dans les campagnes de la Prusse; la plus humble chaumière offre son portrait aux regards du voyageur. Mais, en payant à la mémoire de Frédéric un juste tribut d'éloges, l'histoire ne doit pas oublier un homme qui le seconda dans son œuvre réparatrice, avec le zèle le plus éclairé et le plus désintéressé, nous voulons parler du conseiller privé de finances Brenkenhoff, de qui Frédéric a fait lui-même le plus bel éloge en ce peu de mots : « Je regarde la naissance de Brenkenhoff comme un des plus heureux événements de mon règne. »

Frédéric s'occupa aussi beauçoup de favoriser l'industrie. Dans les deux premières années qui suivirent la paix de Hubertsbourg, deux cent soixante-quatre manufactures nouvelles s'étaient déjà établies. Il s'appliqua aussi à activer le commerce; mais ici son intervention ne fut pas toujours

chait ce marais qui est sur la gauche, Votre Majesté aurait dix-huit cents arpents de bonnes terres, sur lesquelles on pourrait établir des colons, et le canal que l'on creuserait pour cela ouvrirait au canton un débouché par eau, qui serait très-avantageux.— B. Cela peut se faire; mais ne comptez pas sans votre hôte, et que les frais n'aillent pas au delà du produit. — B. Il n'y a nul risque; car d'abord Votre Majesté peut compter que l'on gagnerait dix-huit cents arpents, ce qui, à cinquante arpents par famille, pourrait nourrir trente-six familles. Si ensuite on établit un léger péage sur le bois flotté et sur les bateaux du nouveau canal, le capital rendra de bons intérêts. — R. Eh bien! dites cela à mon conseiller privé Michaëlis; il s'y entend, et je réglerai l'affaire avec lui. — B. Je n'y manquerai pas. — R. Quel est ce domaine qu'on voit là? — B. C'est Wastereau, la propriété du général Ziéthen. — R. Le général a-t-il gagné par le desséchement de ces terrains? — R. Oui, Sire, il a bâti cette métairie à droite, et il a établi ce chalet, ce qu'il n'aurait pu faire sans ce desséchement. — R. J'en suis fort aise. Savez-vous si le général est chez lui? — B. Oui, Sire, il y est. — R. Comment le savez-vous? — B. Par un de ses palefreniers, qui apporta hier une lettre à quelqu'un de notre village. — R. Bien. Ayez soin que nous passions par sa maison; je m'y arrêterai quelques instants pour le voir. Comment s'appelle le bailli d'Alt-Ruppin? — B. Honig. — R. De-

heureuse, faute de connaissances suffisantes en économie politique. La même cause lui fit adopter, en matière de finances, d'impôts et de monnaies, des mesures qui auraient pu amener de très-facheux résultats, si lui-même il n'eût apporté au mal de fréquents remèdes, en accordant tous les ans, sous diverses formes, des secours considérables, en réprimant toute oppression particulière, en donnant l'exemple de la plus parfaite économie, en encourageant par sa prodigieuse activité, l'activité des autres, en établissant un ordre admirable dans la comptabilité publique. Ajoutons que, plus d'une fois, Frédéric reconnut, proclama et répara des erreurs qui avaient pu lui échapper; c'est ce qu'il fit notamment, en 1784, à propos des droits énormes dont il avait frappé le café. Nous n'insistons pas sur ce côté de l'administration de Frédéric, parce que nous ne pourrions le faire sans entrer dans des détails d'économie

puis quand y est-il ? — B. Depuis la Trinité. — R. Qu'est devenu son prédécesseur ? — B. Il est mort. — R. A-t-il laissé de la famille ? — B. Seulement sa veuve; qui est bien pauvre. — R. Par sa faute ? — B. Non, Sire; elle conduisait fort bien son ménage; mais, après la mort de son mari, elle a été malade, et un incendie a achevé de la ruiner. — R. Je m'occuperai d'elle. Etes-vous content de la récolte cette année ? — B. Oui, Sire; elle est fort bonne. — R. C'est singulier, et on m'a dit tout à l'heure qu'elle était mauvaise. — B. Les grains d'hiver ont souffert de la gelée; mais, en revanche, les grains d'été promettent de réparer amplement ce dommage. — R. Semez-vous du chanvre? — B. On n'en sème plus guère. Il ne vient pas bien ici. Les cordiers l'achètent en Russie à meilleur marché et de meilleure qualité que nous ne pourrions le leur fournir. — R. Que semez-vous dans les terrains où on semait du chanvre ? — B. Du froment. — R. Pourquoi n'y mettez-vous pas de la garance ? — B. Elle y réussit beaucoup moins bien que le froment. — R. Eh bien ! tenez-vous-en au froment. Du reste, tout ce que je vois dans ce bailliage indique que les habitants sont à leur aise. — B. Oui, Sire, presque tous font des économies, et quelques-uns ont pas mal d'argent à la Banque. — R C'est une bonne chose; tâchez de les maintenir dans ces habitudes. — B. Oui, Sire; il est bon que le paysan soit à son aise; seulement, il devient alors insolent Ainsi, ceux de ce

politique que les hommes spéciaux trouveraient incomplets, et la majorité de nos lecteurs, beaucoup trop techniques. Du reste, si, parmi les entreprises créées ou protégées par Frédéric, plusieurs échouèrent, d'autres, au contraire, donnèrent les plus beaux résultats : telles furent la Banque de Berlin et la Caisse hypothécaire, la Compagnie d'assurances contre l'incendie.

Tout entier à ses sollicitudes d'administration intérieure, Frédéric s'occupait à peine des affaires de l'Europe, fort calmes, du reste, depuis les traités de Paris et de Hubertsbourg. Il avait signé ce dernier traité sans aucune arrière-pensée; aussi, Marie-Thérèse ayant, l'année suivante, désiré que son fils aîné fût élu roi des Romains, c'est-à-dire héritier présomptif de l'Empire, Frédéric se prêta-t-il de grand cœur à cette élection, qui eut lieu à Francfort le 27 mai 1764. Dès lors, à l'admiration que le jeune prince avait pour Frédéric, se joignit une affectueuse reconnaissance. Marie-Thérèse avait eu hâte d'obtenir l'élection de son fils, parce que la santé de l'Empereur donnait des inquiétudes; ce prince mourut en effet au mois d'août de

canton m'ont déjà accusé sept fois auprès de Votre Majesté, prétendant que j'exigeais d'eux plus que je n'en avais le droit. — R. Ils avaient peut-être sujet de se plaindre? — B. Je demande pardon à Votre Majesté. On a examiné l'affaire, et on a trouvé que je n'avais pas vexé les sujets, et que je n'avais exigé que ce qui était dû. Malheureusement, on ne punit point les paysans, lorsqu'ils font ainsi des plaintes injustes ; et ils comptent beaucoup sur l'indulgence qu'a pour eux Votre Majesté. — Il faut bien que je les protége un peu; car tous n'ont pas le moyen de se défendre auprès du conseiller de district avec du beurre, des chapons et des dindons. — B. Oh ! Sire, je n'ai jamais employé ces moyens-là. — R. Tant mieux ; du reste, je suis content de ce que je vois dans votre bailliage, et je me souviendrai de vous. » Ici, le roi descendit de son carrosse, et entra chez le général Ziéthen, à qui il ne manqua pas de demander des renseignements, afin de vérifier l'exactitude de ceux que lui avait donnés le bailli.

l'année suivante (1765). Le roi des Romains fut alors proclamé Empereur sous le nom de Joseph II, mais le pouvoir demeura aux mains de l'Impératrice-Reine.

Connaître personnellement le grand homme qu'il cherchait à prendre pour modèle, était un des plus ardents désirs du nouvel Empereur. En 1766, une entrevue avait été proposée, mais Marie-Thérèse s'était montrée peu favorable à ce projet. Trois ans plus tard, Joseph II, ayant fait un voyage en Italie, profita de cette occasion pour pousser, au retour, jusqu'en Silésie, où Frédéric, en ce moment, faisait manœuvrer ses troupes, au camp de Neiss. Rien de plus cordial que les rapports qui s'établirent à l'instant entre les deux souverains. Joseph II voulait que, comme *plus ancien en grade*, Frédéric eût la droite ; mais, celui-ci ayant fait vivement tourner son cheval pour prendre la gauche : « Oh ! sire, dit l'Empereur en cédant avec grâce, si vous commencez à manœuvrer, il faudra bien que je passe par où vous voudrez. » L'année suivante (1770), Frédéric rendit sa visite à Joseph, en Moravie, au camp de Neustadt. « J'amène des recrues à Votre Majesté, dit le roi de Prusse en se présentant, ainsi que ses généraux, revêtu de l'uniforme autrichien ; » et il exprima de la manière la plus aimable la joie que lui causait l'union de leurs deux maisons, qui avaient été trop longtemps ennemies, et dont l'intérêt véritable était de s'entr'aider.

Ces entrevues ne se bornèrent pas à de vaines politesses. Dans la prévision d'une rupture entre la France et l'Angleterre par suite du soulèvement de l'Amérique anglaise, rupture qui eut lieu en effet, mais neuf ans plus tard (1778), les deux souverains signèrent un traité secret, par lequel ils s'engageaient à garder la neutralité. Ils s'occupèrent aussi de la Pologne, des projets de Catherine II sur ce pays, et de ce qu'il y aurait à faire lorsque la Tzarine entreprendrait décidément de mettre ces projets à exécution. Ici,

nous nous trouvons en présence d'événements douloureux et non moins compliqués, qui, pour être bien compris, ont besoin d'être précédés d'un exposé de la situation où se trouvait la Pologne et d'une étude sur les institutions politiques qui la régissaient, ce qui ne peut trouver sa place que dans l'histoire de cette malheureuse contrée. Bornons-nous, pour le moment, à une indication sommaire des faits les plus indispensables à connaître pour comprendre le rôle que joua la Prusse dans ces déplorables événements.

L'aristocratie polonaise, non-seulement s'était réservé à elle seule l'élection des rois, mais encore elle avait établi que l'opposition d'un seul gentilhomme suffisait pour frapper de nullité les opérations d'une Diète. Ce droit étrange, connu sous le nom de *liberum veto*, avait une sorte de grandeur, et donnait à chaque noble personnellement une haute importance; mais aussi il entourait l'élection de difficultés presque insurmontables; d'où il devait résulter que souvent, de guerre lasse, on finirait par accepter ou même invoquer l'intervention étrangère. Ainsi, par une fierté mal entendue, la noblesse polonaise mettait en danger son indépendance et préparait l'asservissement du pays. La Russie surtout avait exercé sur plus d'une Diète une pression décisive, et Catherine II se disposa à en faire autant lorsqu'il fut question de donner un successeur à Auguste III, mort en octobre 1763. Le candidat de la Tzarine était le comte Stanislas-Auguste Poniatowski, homme d'un caractère faible et sur qui elle avait une très-grande influence, en qui par conséquent elle comptait trouver un instrument docile pour l'exécution ultérieure de ses plans. Mais, comme l'Autriche et la France paraissaient disposées à appuyer conjointement un autre candidat, Catherine craignit que l'élection de Poniatowski ne rencontrât des obstacles, et elle demanda au roi de Prusse de lui prêter son concours. Frédéric, qui tenait beaucoup à être

dans de bons termes avec Catherine, et qui peut-être avait déjà des vues sur certaines provinces polonaises, dont l'acquisition eût été de la plus grande importance pour relier la Prusse orientale à ses autres possessions, s'empressa d'envoyer à la frontière quarante mille hommes, sous prétexte de protéger la Diète qui allait se réunir. Catherine, de son côté, sans prendre la peine de dissimuler l'intention où elle était de dominer l'élection, fit entrer une armée dans le cœur même du pays.

Alors, un assez grand nombre de gentilshommes, au lieu de se rendre à la Diète, se hâtèrent d'aller réunir des forces, et leur chef, le palatin André Mokronowski, se présentant dans une première assemblée, appelée Diète de convocation, dit au maréchal qui la présidait : « Vous ne pouvez tenir l'assemblée en présence des Russes qui usurpent ici la place de nos frères ; j'arrête l'activité de la Diète. » A l'instant, une multitude de sabres et de baïonnettes menacent sa poitrine ; il les attend le front haut et les bras croisés ; mais on n'ose le frapper, et il se retire pour courir à Berlin. Il trouve Frédéric très-mal informé ou feignant de l'être : « Vous êtes les plus faibles, lui dit ce prince, il faut céder. — Sire, répondit le palatin, ce n'est pas là l'exemple que nous a donné Votre Majesté ; seule, Elle a résisté à toute l'Europe. — Sans un événement fortuit, j'étais perdu. — Mais la constance de Votre Majesté a donné à la fortune le temps d'amener cet événement — Vous êtes accoutumés à recevoir vos rois de la Russie. — Elle nous en a donné un seul, et nous n'en voulons plus de sa main. Mais pourquoi, Votre Majesté, au lieu de n'agir qu'en second, appuyant auparavant la France, aujourd'hui la Russie, ne prend-elle pas un rôle plus digne d'Elle et ne nous donne-t-elle pas un roi de sa main, par exemple le prince Henri ? — Mon frère ! Il ne veut pas se faire catholique. » Le palatin ayant répondu par un sou-

rire : « Non, reprit le roi, il ne le veut pas, et il est inutile que vous lui en parliez ; je désire même que vous n'ayez aucun rapport avec lui. »

Pour comprendre la manière dont Frédéric accueillit l'offre qu'on lui faisait de la couronne de Pologne pour son frère, il faut savoir que le prince Henri, qui, à la guerre, secondait le roi avec tant de zèle et d'habileté, lui faisait hors de là une opposition souvent très-pénible, comme si, se sentant capable de remplir la première place, il n'eût pu se résigner à n'occuper que la seconde. Par conséquent, Frédéric était bien loin de vouloir, pour procurer à son frère un honneur d'où la Prusse n'eût retiré aucun avantage, s'exposer à se mettre mal avec la Russie et à donner de l'ombrage à l'Autriche. Mokronowski repartit aussitôt de Berlin, et l'élection de Poniatowski eut lieu le 6 septembre 1764, au milieu de violences inimaginables. Frédéric, quoiqu'il n'eût contribué à cette élection que par l'envoi d'une armée d'observation sur la frontière de Pologne, comprit qu'il avait en partie assumé la responsabilité des actes du nouveau roi ; aussi lui écrivit-il dans des termes fort différents des lettres de félicitation que reçoivent d'ordinaire les rois à leur avénement :

« Votre Majesté doit réfléchir que, comme elle jouit d'une couronne par élection et non par succession, le monde observera bien plus ses actions que celles de tout autre souverain de l'Europe, et ceci n'est que juste. On n'attend d'un prince qui a hérité d'une couronne par les droits du sang que ce que nous possédons tous communément, quoiqu'on puisse désirer bien davantage. Mais, d'un homme élevé par la voix de ses égaux, de l'état de sujet à celui de roi, on exige tout ce qui peut mériter et rehausser une couronne... Si un roi par droit de naissance agit d'une manière indigne de son rang, il ne déshonore que lui-même ; mais un roi élu qui ne s'élève pas à

la hauteur de sa position, fait rejaillir son propre déshonneur sur ses sujets, à qui il doit son sceptre. Je suis bien sûr que Votre Majesté me pardonnera cette chaleur ; c'est l'effusion de l'intérêt le plus sincère. Le côté favorable du tableau n'est pas tant une leçon de ce que Votre Majesté doit être, qu'une prophétie de ce qu'Elle sera. »

Le nouveau roi était effectivement animé de bonnes intentions ; mais, dans une position comme celle où il se trouvait, il aurait fallu un Sobieski, et, si on avait choisi Poniatowski, c'était justement parce qu'on savait qu'il n'avait rien de ce grand homme. Parmi les difficultés qui se dressaient autour de lui, l'une des plus graves, c'était la lutte religieuse. Les catholiques, qui formaient l'immense majorité, avaient adopté contre les dissidents, c'est-à-dire contre les protestants et les schismatiques grecs, des mesures blessantes, et notamment la privation du droit de voter dans les Diètes. Les dissidents, irrités, s'adressèrent aux souverains qu'ils regardaient comme leurs protecteurs naturels, c'est-à-dire les protestants aux rois d'Angleterre et de Prusse, et les schismatiques grecs à la Tzarine. La Diète de 1766 ayant, malgré la médiation de ces princes, confirmé les lois malveillantes portées contre les dissidents, Catherine fit marcher des troupes sur Varsovie, et la Diète fit quelques concessions. Mais des agents secrets de la Russie, d'un côté, ne cessaient de répéter aux dissidents que ce qui leur avait été accordé était insuffisant et même dérisoire ; d'un autre côté, ils exaspéraient sourdement les catholiques : à les entendre, la religion romaine était menacée, une vigoureuse résistance pouvait seule la sauver. Répandus de tous côtés, ils excitaient à une guerre sainte les nobles et le peuple.

L'explosion ne se fit pas longtemps attendre, et le mouvement prit la forme d'une croisade contre les dissidents. C'était le piége où Catherine attendait l'imprévoyante Po-

logne. Les Russes, pour réprimer ce mouvement, se répandent dans le pays, se livrant à toutes sortes de violences; ils arrachent de son siége l'évêque de Cracovie, que toute la nation vénérait, et on le déporte au fond de la Russie. Alors (1er mars 1778), se forma dans la Podolie une ligue des amis de l'indépendance, qui, du nom d'une petite ville de cette province, s'appela *Confédération de Bar*. Les confédérés, vivement combattus par les Russes, ont aussi contre eux Poniatowski. La France leur envoie timidement un secours d'environ quinze cents hommes, commandés par Dumouriez (1771). Le Sultan, en guerre avec la Russie, leur envoie aussi quelques troupes; mais cette alliance leur fait du tort dans l'opinion. Cependant, le 17 février 1772, une convention est signée par la Russie et la Prusse pour le démembrement de la Pologne, et l'Autriche y accède deux mois plus tard. En septembre, les trois cours adressent au roi et au sénat des manifestes où chacune d'elles met en avant de pretendus droits sur la partie de la Pologne qu'elle est décidée à s'attribuer, et qu'elle a déjà occupée sous divers prétextes.

L'odieuse spoliation fut consommée au mois d'août 1773, et, chose inouïe, elle obtint, le mois suivant, la ratification du roi et de la diète.

Le lot attribué à Frédéric se composait surtout de l'ancienne Pomérellie et de la Prusse royale ou occidentale, en un mot, des territoires que l'ordre Teutonique avait, par le traité de Thorn (1466), cédés au roi de Pologne Casimir IV. On y ajouta une bande assez étroite de la grande Pologne, s'étendant de la frontière méridionale des deux Prusses jusqu'à la Netze, sous-affluent de droite de l'Oder. Seulement, Dantzick, dans la Pomérellie, et Thorn, dans la Prusse royale, furent réservées comme enclaves polonaises, pour se gouverner à peu près comme les villes impériales libres. Le lot de la Prusse fut moins considérable que celui

des deux autres puissances, surtout que celui de la Russie; mais c'était pour la Prusse une acquisition d'une extrême importance, parce qu'elle comblait un vide très-préjudiciable et reliait la Prusse orientale, jusqu'alors isolée, à la Poméranie, et, par là, au reste de la monarchie. La Prusse, devenait, en outre, maîtresse du cours de la Vistule, ce qui avait une haute portée pour son commerce, et causait un tort énorme à la Pologne, ainsi qu'il résulte de ce que nous avons dit plus haut en expliquant les efforts inouïs que faisaient les rois de Pologne pour enlever à l'ordre Teutonique au moins une des rives de ce fleuve important; or, par l'annexion de 1772, les deux rives de ce fleuve devenaient prussiennes.

Ainsi, le roi de Prusse avait fait une excellente affaire, à laquelle il ne manquait que d'être honnête. Or, elle l'était d'autant moins que le droit de conquête, qu'on ose à peine qualifier du nom de droit quand la conquête n'a pas eu quelque motif au moins plausible, ne pouvait pas même être ici invoqué. En outre, ce n'était pas seulement une spoliation que l'on accomplissait, c'était un meurtre que l'on commençait; car il était bien décidé que l'on en finirait avec la Pologne, et, si on ne la tuait pas du premier coup, c'était tout simplement afin que la chose présentât moins de difficultés, soit du côté de la Pologne elle-même, soit de la part des autres puissances. Une manière d'agir si complétement en dehors de tout scrupule, n'étonne pas beaucoup de la part de Catherine; mais Frédéric, quelques reproches qu'on pût adresser à certains actes de sa politique antérieure, n'avait rien fait qui méritât d'être comparé, même de très-loin, au coup de main de 1773. Quant à Marie-Thérèse, sa participation au guet-à-pens exécuté contre une nation voisine, presque constamment alliée de sa famille, et à qui son grand-père avait dû, en 1683, le salut de sa capitale, est, dans la vie d'une princesse

d'ailleurs si respectable, un de ces oublis qui donnent lieu à de tristes réflexions.

Mais ce qui est plus surprenant encore que la conduite de Marie-Thérèse, c'est celle des nations qui, n'ayant point participé à la mauvaise action, n'avaient aucun motif de dissimuler l'impression qu'elle leur causait. Or, on ne trouve dans les écrits du temps presque aucune trace de l'indignation, de la réprobation que l'événement qui nous occupe aurait dû, ce semble, soulever dans toute l'Europe. L'explication de ce fait singulier nous entraînerait dans des considérations étrangères à notre sujet, et doit être renvoyée à l'*Histoire de Pologne*. Mais, de sa simple constatation, il semble résulter qu'on n'avait pas alors sur le partage de la Pologne l'idée qu'on en a aujourd'hui, et que, par conséquent, la conduite de Marie-Thérèse, aussi bien que celle de Frédéric, ne doit peut-être pas être jugée aussi sévèrement que si les idées sur cette affaire eussent été alors ce qu'elles ont été plus tard (1).

L'affaire de Pologne était terminée depuis un peu plus de quatre ans, lorsqu'une contestation tout à fait inattendue mit à Frédéric les armes à la main. Le 30 décembre 1777, l'électeur de Bavière mourut sans enfants. En sa personne s'éteignait la branche cadette de la maison de Wittelsbach, et ses États devaient passer à l'électeur Palatin, chef de la branche aînée. Les droits de ce prince parais-

(1) Nous trouvons dans un ouvrage récemment publié une appréciation assez juste de ce changement opéré dans les idées au sujet de la Pologne : « Ce malheureux pays, dont la nationalité s'est depuis affirmée avec tant d'éclat dans le malheur, n'avait pas alors de nationalité réelle. Tant qu'il a été libre, il a été divisé contre lui-même, et le sentiment national ne s'y est formé que sous l'oppression commune de l'étranger. On peut dire que la nation polonaise n'a vraiment formé un peuple que du jour où a cessé son existence politique. » Eugène Véron. *Histoire de la Prusse depuis la mort de Frédéric II.*

saient à l'abri de toute discussion ; mais une succession princière en ligne collatérale pouvait toujours, surtout en Allemagne, donner lieu à des prétentions plus ou moins soutenables. Joseph II revendiqua, comme Empereur, plusieurs fiefs de l'Empire, dont la branche de Bavière avait été investie sans que ces investitures, selon lui, se fussent étendues aux électeurs palatins ; en même temps, il réclamait, au nom de sa mère, en sa qualité de reine de Bohême, divers fiefs relevant de ce royaume ; tandis que d'autres, disait-il, devaient faire retour à cette princesse, en sa qualité d'archiduchesse d'Autriche. En conséquence, l'électeur n'avait pas encore fermé les yeux, que des corps de troupes autrichiennes étaient dirigés sur la Bavière, dont presque toutes les provinces se trouvaient déjà occupées lorsque l'électeur palatin accourut pour recevoir l'hommage de ses nouveaux sujets. Intimidé par la cour de Vienne, il entra aussitôt en accommodement, d'autant plus qu'il était sans héritier direct, et, qu'à sa mort, ses États devaient passer au duc de Deux-Ponts. Sur la promesse qui lui fut faite d'un établissement en faveur d'un fils naturel, dont l'avenir le préoccupait beaucoup plus que les intérêts d'un parent éloigné, il signa une déclaration par laquelle il reconnaissait la légitimité des réclamations de l'Autriche, sacrifiant ainsi complétement les droits de son héritier présomptif.

Le 20 janvier, M. de Kaunitz, chef du cabinet de Vienne, remit aux représentants des puissances étrangères une note où étaient expliquées les prétentions de l'Empereur et celles de l'Impératrice-Reine. L'Autriche comptait sur l'appui de la France, et elle se croyait assurée de la neutralité de la Russie et de l'Angleterre, assez occupées, l'une de sa guerre de Crimée, l'autre de l'insurrection de ses colonies d'Amérique. Quant à Frédéric, accablé d'ans et d'infirmités, irait-il seul lutter contre toutes les forces

de l'Autriche, soutenue par la France ? L'attitude calme et en apparence indifférente de ce prince, semblait répondre de ses dispositions pacifiques. Mais, le vieux roi s'était déjà entendu secrètement avec les cours de Versailles et de Saint-Pétersbourg. Il savait que la France ne s'opposerait point par la force aux agrandissements de la maison d'Autriche, mais aussi qu'elle ne ferait rien pour les favoriser ; il savait également que Catherine voyait de très-mauvais œil le plan que semblait avoir l'Autriche d'aller absorbant successivement, sous différents prétextes, tous les États allemands. En conséquence, Frédéric engagea sous main le duc de Deux-Ponts à protester devant la diète contre l'acte conclu entre l'Autriche et l'électeur palatin, et à faire un appel à la Prusse et à la France.

Frédéric, répondant à cet appel, se pose en défenseur des droits du corps germanique, que l'Autriche veut fouler aux pieds. Aussitôt, il voit l'électeur de Saxe s'unir à lui, après avoir protesté à son tour devant la Diète, et toute l'Allemagne l'appuie de ses vœux, car il s'agit de l'existence même de la constitution de l'Empire. Voilà donc la Prusse reconnue d'une manière presque officielle comme la protectrice des petits États allemands contre les abus de pouvoir de l'Autriche, et c'est là ce qui donne une grande importance à l'incident relatif à la succession de Bavière ; car, d'ailleurs, l'affaire en elle-même n'eut point la gravité que semblaient annoncer les préparatifs qui se faisaient des deux côtés. C'est que Marie-Thérèse voyait avec un vif chagrin son fils s'engager dans cette aventure, et faisait tous ses efforts pour empêcher que la guerre n'éclatât d'une manière sérieuse. « Je suis désespérée, écrivait-elle à Frédéric, que nous soyons sur le point de nous arracher nos cheveux blanchis par l'âge, » et elle avait entamé sous main des négociations, auxquelles Frédéric se prêtait, de son côté, en faisant toutes les concessions possibles. Mais, quand Joseph

découvrit ce qui se passait, son irritation fut extrême; il alla jusqu'à déclarer que, si toute idée d'arrangement n'était pas immédiatement abandonnée, il établirait sa résidence hors des Etats de sa mère, à Aix-la-Chapelle ou dans quelque autre ville impériale. Marie-Thérèse eut l'idée d'envoyer auprès de l'Empereur son second fils Léopold; elle espérait de cette intervention un retour à des sentiments plus pacifiques. Mais l'unique effet de cette mission fut de brouiller les deux frères, jusqu'alors parfaitement unis.

Malgré cette ardeur belliqueuse de Joseph, la guerre, que tout le monde, excepté lui, faisait à contre-cœur, ne prit jamais une allure bien décidée : pas une seule bataille ne fut livrée; tout se borna à des rencontres entre des corps détachés. Cependant l'Autriche avait mis sur pied deux cent cinquante mille hommes, et la Prusse, cent soixante mille, auxquels s'étaient joints vingt-quatre mille Saxons. Ces forces opérèrent surtout en Bohême, où l'Empereur occupa, pendant la campagne de 1778, une position formidable, attendant l'occasion de se jeter sur la Saxe, pour pénétrer de là dans le Brandebourg; mais les manœuvres de Frédéric et du prince Henri l'empêchèrent de sortir de sa position. L'année suivante (1779), l'hiver étant fort doux, les opérations recommencèrent dès le mois de janvier, mais sans aucun résultat important, et, dans les premiers jours de mars, la Tzarine, assurée de n'avoir rien à craindre de la part de la Turquie, déclara que, si l'Autriche refusait d'entrer en arrangement, elle allait se joindre au roi de Prusse. Là-dessus, une suspension d'armes fut convenue, et des conférences s'ouvrirent à Teschen, en Moravie.

Mais, si la guerre avait marché lentement, les négociations ne furent pas plus rapides, à cause de la répugnance avec laquelle Joseph se prêtait à faire la paix. Ce ne fut qu'à la fin d'avril, sur la nouvelle d'un traité intervenu entre la

Russie et la Porte, qu'on s'occupa sérieusement d'arriver à une conclusion, et la paix de Teschen fut signée le 13 mai, soixante-deuxième anniversaire de la naissance de Marie-Thérèse. On ne pouvait célébrer ce jour d'une manière qui fût plus agréable à cette princesse, et elle sut beaucoup de gré à Frédéric d'avoir fait tout ce qui dépendait de lui pour arriver à ce résultat. « Je suis ravie de joie, s'écria-t-elle. On sait que je n'ai point de partialité pour Frédéric ; mais je lui dois pleine justice, et reconnais qu'il a agi noblement. Il m'avait promis de faire la paix à des conditions raisonnables; il m'a tenu parole. » La principale clause de ce traité, dont les détails appartiennent à l'histoire d'Allemagne, ce fut naturellement le maintien de l'électorat de Bavière aux héritiers légitimes, avec une légère concession faite à l'Autriche, et des indemnités à l'électeur de Saxe et au duc de Mecklembourg pour leurs droits sur quelques parties de la succession en litige. Quant à Frédéric, toute cette affaire lui fit le plus grand honneur. Tandis que Joseph n'obtenait que quelques bailliages, faible compensation pour l'humiliation qui lui était infligée, le vieux monarque, en assurant l'indépendance des princes de l'Empire, prouvait que sa maison était désormais assez puissante pour exercer en Allemagne un protectorat glorieux, dont l'inauguration couronnait dignement sa carrière. Ajoutons pourtant qu'il attacha encore son nom à quelques actes, dont un surtout ne fut pas sans importance; mais ce fut désormais sans avoir à tirer l'épée.

L'acte dont nous voulons parler fut la formation de la *ligue des princes*, c'est-à-dire d'une confédération de membres du corps germanique décidés à se prêter un mutuel appui contre tout abus de pouvoir, toute infraction à la constitution de l'Empire. Différentes ligues princières avaient déjà été formées en Allemagne ; mais toutes se rattachaient aux dissensions religieuses, en sorte que chacune

d'elles était exclusivement composée, soit de catholiques, soit de protestants. Celle que créa Frédéric était uniquement politique, et les catholiques y entrerent avec autant d'empressement que les protestants. La formation de cette ligue fut provoquée par une nouvelle tentative que fit Joseph II (1), après la mort de sa mère, pour réunir la Bavière à ses Etats héréditaires. Dans cette vue, il proposait, ou pour mieux dire, il imposait au nouvel électeur de Bavière un échange de cet électorat contre les Pays-Bas autrichiens. Ainsi, au lieu d'une possession qui, par les embarras qu'elle lui donnait, diminuait, au lieu de l'accroître, sa force réelle en Allemagne, Joseph se fût assuré dans cette contrée une position tellement prépondérante que, surtout après la mort de Frédéric, son ambition aventureuse n'eût plus connu d'obstacle (2). Joseph avait déjà obtenu l'assentiment de la France, en promettant de lui céder Namur et Luxembourg. Catherine elle-même avait été gagnée.

Mais Frédéric a mesuré d'un coup d'œil l'étendue du péril. Retrouvant toute l'ardeur de sa jeunesse, il adresse au cabinet de Versailles des observations énergiques, accuse résolûment l'Empereur de violer les constitutions de l'Empire, et déclare qu'il les défendra jusqu'à son dernier soupir. Seulement, au lieu de recourir de nouveau à une prise d'armes ruineuse, il a l'heureuse idée de proposer une fédération défensive des Etats allemands. L'électeur de Saxe, l'archevêque-électeur de Mayence et le roi d'Angleterre,

(1) Marie-Thérèse avait cessé de vivre à l'âge de soixante-trois ans, le 29 novembre 1780, dix-huit mois après la paix de Teschen, qui se trouva être le dernier acte de sa vie politique, en même temps que c'est un des plus honorables. « J'ai donné des larmes bien sincères à sa mort, écrivait Frédéric à d'Alembert : elle fit honneur à son sexe et au trône. Je lui ai fait la guerre, et n'ai jamais été son ennemi. »

(2) Frédéric avait dans sa chambre le portrait de Joseph II. « C'est un jeune homme, disait-il, qu'il ne faut jamais perdre de vue. »

en sa qualité d'électeur de Hanovre, répondent aussitôt à son appel, et la ligue des Princes est fondée par eux à Berlin le 23 juillet 1785, et sanctionnée, le 21 août, par l'adhésion de presque tous les membres du corps germanique. Trop intelligent pour ne pas comprendre de quelle puissance morale est armée une pareille association, Joseph renonce aussitôt à son projet sur la Bavière, et Frédéric, sur le bord de la tombe, est plus grand que jamais. Parmi les autres actes politiques des dernières années de ce prince, nous citerons seulement son traité d'alliance avec les Etats-Unis, récemment constitués (1778), et la part qu'il prit, en 1780, à l'établissement de règles équitables relativement aux vaisseaux neutres, pendant les guerres maritimes. Cette idée, dont l'honneur appartient au comte de Vergennes, alors ministre de Louis XVI, fut suggérée à la Tzarine avec assez d'adresse pour qu'elle la regardât comme venant de son initiative. Son amour-propre se trouvant ainsi intéressé dans cette affaire, elle la pressa avec une extrême activité, et cette loi internationale obtint en peu de temps l'adhésion de presque tous les Etats de l'Europe. La clause principale était que les vaisseaux des nations neutres pourraient naviguer librement, même avec des marchandises appartenant aux sujets des nations belligérantes, pourvu qu'ils ne portassent ni des marchandises de contrebande, ni des armes ou des munitions de guerre. Frédéric fit ajouter aux clauses de cet acte que la mer Baltique serait considérée comme une mer fermée, où toutes les nations pourraient naviguer en paix, sauf, bien entendu, le cas où une guerre éclaterait entre des États riverains de cette mer.

Frédéric était, comme le grand-électeur, atteint d'hydropisie. Néanmoins, au mois d'août 1785, il alla, suivant sa coutume de quarante-cinq ans, présider aux grandes manœuvres de Silésie. Mais, à la suite d'une journée qu'il passa tout entière à cheval devant son armée, exposé à

une pluie battante, une fièvre violente le saisit et, lorsqu'elle eut cessé, il lui resta une toux sèche et opiniâtre, qui lui fit presque entièrement perdre le sommeil et amena d'abondants vomissements de sang. Frédéric avait peu de foi en la médecine ; il consentit néanmoins à ce qu'on appelât le célèbre Zimmerman, médecin du roi d'Angleterre ; mais ses entretiens, dont Zimmerman a laissé une relation très-intéressante, roulaient le plus souvent sur toute autre chose que sur sa maladie et sur ce qu'il y avait à faire pour la combattre. On voit même que, tout accablé qu'il était, il se mettait en frais d'imagination pour détourner la conversation de ces sujets, qui l'ennuyaient, et donner le change au savant médecin, qui s'apercevait parfaitement de cette manœuvre, et ne s'obstinait pas à le fatiguer de remèdes, malheureusement impuissants dans l'état où se trouvait le royal malade. Jusqu'aux derniers moments, ce vigoureux esprit conserva toute sa lucidité. Dans l'après-midi du 14 août, il causa pendant près de trois heures avec quelques généraux, et entra dans des détails pleins d'intérêt sur la guerre de Trente Ans et sur ses principaux acteurs. Trois jours après, à la suite d'une crise douloureuse, il s'éteignit doucement à trois heures du matin (le 17 août 1786).

Parmi les conséquences de ce grand règne, l'une des plus importantes, c'est que, par suite de la position que la Prusse avait prise en face de l'Autriche, il ne pouvait plus y avoir entre ces deux puissances que des trêves plus ou moins prolongées. En présence de dangers ou d'intérêts communs, elles pouvaient s'unir, même sans arrière-pensée ; mais cette union ne pouvait être durable. Au point où Frédéric avait mis les choses, il était désormais impossible de s'arrêter en chemin ; il fallait nécessairement que la Prusse tôt ou tard disparût de l'Allemagne, ou en chassât l'Autriche, et, comme nous le montrerons plus loin, ce

second résultat était de beaucoup le plus probable. L'adjonction ou la domination de toutes les nations germaniques, tel était le testament politique que Frédéric laissait à ses successeurs, et qu'ils devaient exécuter tôt ou tard, sous peine de voir la Prusse succomber sous les efforts de sa puissante rivale. La Révolution française, qui suivit de si près la mort de Frédéric, sembla imprimer aux événements un autre cours ; mais le résultat que nous venons d'indiquer, pour être retardé, n'en était pas moins inévitable, et la facilité avec laquelle il vient de se réaliser, du moins en grande partie, montre combien il était préparé et mûri par tout l'ensemble des événements.

Si rien n'est plus aisé que de déterminer les conséquences du règne de Frédéric par rapport à l'avenir politique de la Prusse, il n'en est pas de même quand on veut rechercher l'influence que ce règne a pu exercer sur la littérature nationale. Frédéric ayant toujours professé, non-seulement une préférence marquée pour la littérature française, mais encore un grand éloignement et même une sorte de dédain pour la langue et la littérature allemandes, il semble que son long règne aurait dû neutraliser l'impulsion donnée par Leibnitz et par un petit nombre d'hommes distingués qui, au dix-septième siècle, avaient commencé à secouer le joug du pédantisme qui pesait sur l'Allemagne. Et pourtant, c'est pendant le règne de Frédéric que nous voyons le mouvement s'activer d'une manière merveilleuse et amener une des plus grandes époques de l'histoire littéraire. Frédéric a-t-il, à son insu, contribué à ce mouvement, ou bien le règne de ce prince et le prodigieux développement que prend alors la littérature allemande, sont-ils deux faits seulement contemporains et n'ayant entre eux aucune autre relation ? Sur cette question, nous allons laisser parler deux juges dont l'Allemagne tout entière a depuis longtemps accepté les arrêts

en tout ce qui touche la littérature nationale. « Ce fut à Frédéric-le-Grand, dit Goëthe, et aux exploits de la guerre de *Sept Ans*, que les muses allemandes furent redevables d'une expression vraie et élevée, d'une physionomie originale et pleine de vie. Toute poésie nationale est nécessairement sans couleur, si elle ne s'attache pas à tout ce qui touche le plus vivement le citoyen, aux événements qui intéressent un peuple, aux grands hommes qui le dirigent. C'est dans la guerre et les dangers que le poëte doit chanter les rois ; c'est là qu'ils se montrent vraiment au premier rang, parce que c'est là qu'ils décident du sort des autres hommes, en le partageant ; c'est là qu'ils nous intéressent plus que les dieux de l'antiquité ; car, si ces êtres supérieurs décident aussi de nos destinées, ils n'en partagent point les chances. C'est dans ce sens qu'il faut une épopée à toute nation qui veut avoir quelque valeur par elle-même ; et, pour réussir, cette épopée n'a pas toujours besoin d'être assujettie aux formes du poëme épique.

« Les Prussiens, et avec eux l'Allemagne protestante, trouvèrent dans le règne de Frédéric un trésor qui manqua au parti opposé, et qu'aucun effort n'a pu encore suppléer. La haute idée que les Prussiens avaient de leur roi, le zèle qui les animait pour lui, les enflammèrent d'autant plus que ce roi ne voulait pas entendre parler de cet essor littéraire, tant il était sous l'influence des manières et de l'esprit français ; ce qui du reste fut très-favorable au développement des facultés nationales en Allemagne, puisque celles-ci ne purent se faire jour qu'en luttant contre les plus redoutables obstacles. Ainsi, le peu de goût de Frédéric pour la langue allemande fut un bonheur pour les progrès de la littérature indigène. On fit tout pour être remarqué du roi ; rien pour en être applaudi, ni même approuvé. Ce qu'on fit, on le fit à la manière alle-

mande, par conviction intérieure, parce que l'on crut bien faire (1). »

Mirabeau, ajoute Gœthe, ayant demandé un jour à Frédéric pourquoi il ne favorisait pas les littérateurs ses compatriotes : « Je les laisse faire, » répondit le monarque, et, sans aucun doute, cette manière d'agir a puissamment contribué à donner à la littérature allemande cette liberté d'allures qui la caractérise et d'où résultent une saveur, un charme qui n'appartiennent guère qu'à elle.

Schiller, dans un passage cité par Mme de Staël, développe la même pensée que Gœthe : « On a vu, dit-il, la poësie nationale, dédaignée par le plus grand des fils de la patrie, par Frédéric, s'éloigner du trône puissant qui ne la protégeait pas ; mais elle osa se dire allemande, mais elle se sentit fière de créer elle-même sa gloire. Le poète, indépendant, ne reconnut pour loi que les impressions de son âme, et pour souverain que son génie. »

En résumé, ce n'est qu'à dater de Frédéric que l'Allemagne littéraire et savante commença à sentir ses forces. Lorsque surtout les prodiges accomplis par la Prusse pendant la guerre de *Sept Ans* eurent prouvé à la nation allemande qu'elle n'avait besoin ni de l'Autriche pour la défendre du côté du Rhin, ni de la France et de la Suède pour la protéger du côté du Danube, les âmes semblèrent se retremper ; dans tout le corps germanique, commença à circuler une vie jusqu'alors inconnue, et la pensée prit un essor dont l'histoire offre bien peu d'exemples, auquel même, sous certains rapports, rien ne peut être comparé. Naguère isolés et timides, les écrivains se réunirent en une sorte de phalange non moins hardie, non moins infatigable que les légions de Frédéric. La quantité d'ouvrages

(1) *Mémoires* de Gœthe, liv. VII.

qui furent publiés tant en Prusse que dans le reste de l'Allemagne, depuis la paix de Hubertsbourg jusqu'à la mort de Frédéric, est vraiment prodigieuse. Mais l'histoire littéraire de la Prusse, étant inséparable de l'histoire générale de la littérature allemande, trouve naturellement sa place dans l'*Histoire d'Allemagne*, et nous devons nous borner ici à ces vues générales. Citons seulement, parmi les écrivains plus ou moins illustres qui fleurirent sous le règne de Frédéric : Winckelman, né dans le Brandebourg, cinq ans après ce prince (1717); Klopstock et Kant, nés huit ans plus tard ; Gleim, le Tyrtée de la Prusse ; Kleist, mort héroïquement à Kunnersdorff (1759) ; puis, successivement, Mendelssohn, Lessing, Wieland, Ramler, Paschim, Moritz, Dohm, Iffland, énumération que nous pourrions étendre bien davantage, mais que nous nous hâtons de couronner par les deux plus grands noms de la littérature allemande, Schiller et Gœthe; le premier, à la mort de Frédéric, avait vingt-sept ans ; le second, trente-sept.

Le magnifique mouvement littéraire dont nous venons de donner une faible idée ayant commencé sous le règne de Frédéric, ce règne, malgré sa fécondité, ne fut point l'âge d'or de la littérature allemande ; car une littérature n'arrive à son point culminant qu'après une période plus ou moins longue de progrès ; mais il en fut l'aurore, et une aurore d'une rare splendeur. Il correspond dans les phases de la littérature allemande à peu près à ce que furent, dans la littérature latine, l'époque de César ; dans la littérature espagnole, le règne de Charles-Quint ; dans la littérature française, le gouvernement de Richelieu. Si Frédéric, comme nous l'avons vu, n'encouragea pas directement ce progrès, qui s'accomplissait autour de lui, il contribua singulièrement à le faciliter par la liberté qu'il laissa à la presse. Sous les règnes précédents, l'expression de la pensée avait été entravée par des règlements étroits et par des lois d'une

excessive rigueur. Frédéric n'eut rien de plus pressé que de briser toutes ces entraves. Les obsessions de ses ministres lui arrachèrent, il est vrai, une ordonnance pour la censure des livres à imprimer; mais il semblait la regarder lui-même comme non avenue. Jamais un libraire condamné ne recourut à lui sans être déchargé de l'amende, la seule peine édictée par cette ordonnance, et le plus souvent, à la fin de sa réponse à la supplique du libraire, il mettait : « J'entends que la presse soit libre. » Quant à ce qui concerne les journaux, voici quelles étaient ses intentions, consignées dans une lettre de son secrétaire intime, M. de Podewills, au directeur de la police de Berlin : « Sa Majesté le Roi m'a très-gracieusement ordonné de vous faire savoir qu'on doit laisser aux journalistes de cette ville de Berlin la liberté illimitée d'écrire tout ce qu'ils voudront sur ce qui se passe ici, sans avoir besoin de se soumettre à la censure ; parce que, comme Sa Majesté l'a dit en propres termes, cela l'*amuse* (1) ; mais il faut que les journalistes agissent de manière à ne pas donner aux ministres étrangers sujet de se plaindre. Les gazettes, afin de pouvoir se rendre intéressantes, ne doivent pas être gênées. Cela doit s'appliquer surtout aux articles sur la Prusse; mais, quant aux autres puissances, *cum grano salis* et avec grande circonspection. »

Mais comment expliquer l'éloignement de Frédéric pour la littérature allemande? Ce prince, d'après ce que nous avons vu de son caractère et de son genre d'esprit, devait

(1) Il est impossible de n'être pas frappé du contraste qui se trouve entre le fond si éminemment libéral de cette prescription et une expression qui indique le plus complet absolutisme. A ce point de vue, la lettre que nous reproduisons est assez curieuse, et elle donne une idée fort juste de Frédéric, qui était ce qu'on peut appeler un « despote libéral. »

avoir beaucoup d'opposition pour tout ce qui était lourd, diffus, pédantesque. Or, c'est ce qu'étaient encore, au commencement du dix-huitième siècle, la plupart des écrivains allemands. Si l'on ajoute que la première institutrice de Frédéric et puis son précepteur, Français l'un et l'autre, ne mirent entre ses mains que des ouvrages français, on comprendra comment il passa toute sa jeunesse sans lire un seul ouvrage allemand de quelque étendue; d'où il résulta que, sachant très-bien l'allemand pour s'en servir dans les affaires du gouvernement et dans ses relations avec ses sujets, spécialement avec l'armée, il avait quelque peine à comprendre certains ouvrages allemands. Ainsi, nous voyons que, pour pouvoir lire plus aisément des travaux de Wolf, il se les fit traduire en français. Pendant un séjour qu'il fit à Breslau en 1779, on lui présenta le professeur Gellert, auteur de fables très-estimées. Le roi lui ayant demandé s'il en savait quelqu'une par cœur, Gellert lui récita celle qui a pour titre *le Peintre.* « C'est beau! c'est très-beau! s'écria le roi; c'est élégant et c'est clair; je comprends cela tout à fait. Mais un de vos compatriotes, M. Gottsched, qu'on m'avait beaucoup vanté, m'a lu une *Iphigénie* de sa façon, où je n'ai pas compris un mot. On m'a encore montré les poésies d'un M. Pietsch, et je les ai jetées de côté. — J'avouerai à Votre Majesté, répondit Gellert, que j'en ai fait autant. — Mais pourquoi, reprit Frédéric, avons-nous si peu de bons écrivains allemands? » Gellert, homme d'un excellent esprit, entra alors sur ce sujet dans des explications que le roi écouta avec intérêt, et cette conversation donna lieu à un écrit que Frédéric publia quelques mois après, sous ce titre : *De la littérature allemande et des défauts qu'on peut lui reprocher, avec l'indication de leurs causes et de leurs remèdes.* Cet écrit, qui se ressentait des préventions de Frédéric, contenait pourtant beaucoup de vérités utiles, et donna lieu à une polémique qui ne fut pas sans influence

sur le mouvement littéraire ; car elle montra que, si Frédéric trouvait que la littérature allemande laissait encore beaucoup à désirer, il s'en fallait bien qu'il la regardât avec indifférence.

Pour ce qui est de la règle que Frédéric imposa à son Académie, de publier ses travaux en français, elle tenait sans doute en partie aux préventions de ce prince contre la langue allemande, qu'il trouvait obscure, et qu'il regardait comme n'étant pas encore arrivée à son état de maturité ; mais, en outre, la plupart des membres de cette Académie étaient Français. Enfin, le désir qu'avait Frédéric que les travaux de son Académie fussent lus dans les autres pays, suffirait pour justifier l'emploi de la langue française, qui jouissait d'une véritable universalité, tandis que l'allemand était encore très-peu connu dans une grande partie de l'Europe. Les travaux de la section scientifique de cette Académie acquirent en effet une grande notoriété, qu'expliquent suffisamment des noms comme ceux d'Euler et de la Grange.

Quant aux travaux personnels de Frédéric, ils sont très-nombreux, et, sans être tous, tant s'en faut, des ouvrages hors ligne, ils prouvent que, si ce prince se fût exclusivement appliqué à la culture des lettres, il aurait pu, dans cette carrière, se faire un grand nom. Ce qui est tout à fait supérieur, ce sont ses écrits sur l'art de la guerre, et cela se conçoit de la part d'un homme qui devint un capitaine de premier ordre, principalement par l'étude et par la réflexion. Citons entre autres ses *Discours sur la guerre ;* son *Instruction militaire pour ses généraux*, ouvrage qu'il écrivit en allemand, et qui fut traduit en français par un officier saxon; son traité *des marches d'armées et de ce qu'il faut observer à cet égard.* Nous réunirons à ces ouvrages son *Instruction pour la direction de l'Académie des nobles de Berlin*, instruction qui embrasse toutes les parties de l'enseignement, mais qui insiste principalement sur ce qui se rattache à l'art militaire.

Une autre section très-importante des travaux de Frédéric, ce sont ses ouvrages historiques, dans lesquels se révèle encore le grand capitaine, en même temps que le grand politique. Le plus important de ces ouvrages est celui qui a pour titre *Histoire de mon temps*. Il embrasse la période écoulée depuis l'avénement de Frédéric jusqu'à la fin de la seconde guerre de Silésie. « C'est, dit un critique allemand, le plus bel ouvrage de Frédéric. A travers quelques fautes, indices de la jeunesse, il est empreint d'une fraîcheur de coloris, d'une vigueur de pensée, autre indice de cet heureux âge. Quant au plan et à l'ordonnance générale, quant au style, presque toujours pittoresque sans cesser d'être simple, l'*Histoire de mon temps* est un de ces monuments qui ne périssent pas. Les hommes d'État y trouveront d'utiles enseignements; les militaires, d'admirables leçons ; tout lecteur, des récits attrayants (1). » L'*Histoire de la guerre de Sept Ans* fut d'abord écrite par Frédéric avec tout le soin que méritait un pareil sujet; mais, le manuscrit ayant été brûlé par suite de l'étourderie d'un page, le second travail porte dans bien des endroits l'empreinte de la fatigue, si naturelle chez un auteur obligé de refaire en entier un long ouvrage. Mais ce qui est admirable, ce sont les relations de batailles ; celle de Kollin surtout est un chef-d'œuvre, aussi bien que la savante journée de Leuthen. Dans le récit de la bataille de Rosbach, Frédéric a le bon goût de s'exprimer avec une remarquable modestie. Les *Mémoires depuis la paix de Hubertsbourg jusqu'en* 1775 renferment des détails du plus haut intérêt sur la politique et l'administration. C'est dans cet ouvrage que Frédéric raconte les affaires de Pologne, exposant les faits sans rien déguiser et sans chercher à se justifier, mais laissant au lecteur liberté entière de le juger comme il voudra. En joignant aux trois ouvrages que nous

(1) *Allgemeine Litteratur-Zeitung* ; Iéna, 1789.

venons d'indiquer les *Mémoires sur la guerre de* 1778, on a toute l'histoire du règne de Frédéric écrite par ce prince, travail d'une immense valeur, auprès duquel on ne peut placer que les œuvres de César et celles de Napoléon. Et, afin que ce monument eût un vestibule digne de lui, Frédéric écrivit les *Mémoires pour servir à la maison de Brandebourg*, auxquels on a appliqué ce qu'un ancien disait des *Commentaires de César*, qu'ils semblent avoir été faits pour décourager tout écrivain tenté de traiter le même sujet.

Parmi les autres ouvrages en prose de Frédéric, nous indiquerons au moins les principaux : *Considérations sur l'état du corps politique en Europe*, que Frédéric publia à l'âge de vingt-quatre ans, et qu'on ne peut lire sans être étonné de tout ce qu'un pareil travail suppose d'études et de méditations ; l'*Anti-Machiavel*, dont nous avons déjà plus d'une fois parlé ; *Essai sur les formes de gouvernement et sur les devoirs des souverains*, résumé substantiel que Frédéric écrivit vers la fin de sa vie, et qui renferme les dernières pensées de ce grand prince sur la manière de gouverner les hommes ; *Dissertation sur les raisons d'établir et d'abolir les lois*, écrite en 1747, lorsqu'il entreprit sa première réforme des lois et des tribunaux ; *Lettres sur l'amour de la patrie; Dialogues de morale à l'usage de la jeune noblesse*; *Réfutation du système de la nature ; Réfutation de l'Essai sur les préjugés* ; *Réflexions sur les talents militaires et sur le caractère de Charles XII, roi de Suède ; Eloges de* Jordan, des généraux Goltz et Still, de la Mettrie, de Voltaire, du jeune prince Henri, etc.

Frédéric fit aussi beaucoup de vers ; c'était pour lui un délassement ; mais il ne les montrait que dans l'intimité. Louis XV, ayant ouï parler d'un poëme burlesque qu'il avait composé sur un incident de la seconde guerre de Silésie, désirait vivement le lire ; mais Frédéric refusa d'en donner communication, et s'excusa auprès du ministre de France à Berlin par une lettre d'une exquise politesse. Il est

donc très-probable que ce prince ne pensait nullement que ces passe-temps dussent être un jour publiés, et sa gloire y aurait peu perdu. Ce n'est pas qu'on ne trouve dans ce recueil quelques morceaux remarquables, et qu'un grand nombre ne contiennent des traits heureux, des saillies piquantes, des images gracieuses ou d'énergiques tableaux; mais on y trouve aussi beaucoup de défauts, et le ton de quelques-unes de ces pièces est peu digne d'un roi; d'autant plus qu'on n'admet guère un roi faisant des vers, et qu'une semblable occupation chez un homme sur qui reposent de si grands intérêts, ne serait comprise qu'autant qu'elle aurait été pour le roi-poëte un moyen de remplir les devoirs de sa haute position; par exemple, pour exciter l'enthousiasme de ses troupes, ou pour quelque autre motif tout à fait digne d'un souverain. En dehors du poëme burlesque dont nous avons parlé tout à l'heure, d'un autre poëme du même genre sur un sujet qui n'aurait point dû être choisi pour des plaisanteries, puisqu'il s'agit des malheureux Polonais de la confédération de Bar, et d'un poëme sérieux sur le sujet qui convenait le mieux à Frédéric, l'*Art de la guerre*, les poësies de ce prince consistent surtout en épîtres plus ou moins philosophiques.

Frédéric entremêlait aussi fréquemment des tirades de vers dans ses lettres et, parmi ces vers semés ainsi dans sa correspondance, surtout avec Voltaire, il y en a de bien réussis. Quant à sa correspondance elle-même, c'est sans contredit un de ses plus beaux titres littéraires, nous sommes même tenté de dire le premier de tous. A part Voltaire, auprès de qui même il se soutient très-bien, nous ne connaissons aucun Français (les Françaises sont hors de cause) dont la correspondance ait le charme et la valeur littéraire de celle de Frédéric, et cela malgré la gêne que devait lui causer quelquefois, dans la rapidité de ce genre de rédaction, l'emploi d'une langue étrangère.

Nous sommes assurément bien loin d'avoir épuisé tout ce qu'il y aurait à dire sur cet homme extraordinaire, mais la nature de notre ouvrage, qui n'est en définitive qu'un précis, ne nous permet pas d'entrer dans de plus grands détails. Ajoutons seulement quelques mots sur l'extérieur d'un homme chez qui rien n'est indifférent. La première chose qui frappait les personnes qui paraissaient devant lui, c'était son regard pénétrant ; ses grands yeux bleus, où brillait la flamme du génie, « des yeux, disait Zimmerman, comme il n'y en eut peut-être jamais de créés pour une tête royale. » Lorsque ce regard prenait une expression courroucée, il était foudroyant; mais, comme généralement Frédéric était bienveillant et affable, le feu de son regard était adouci par une rare expression de bonté et souvent par un sourire d'une grâce exquise. Après le regard, ce qui frappait le plus, c'était le son de voix. Un Anglais, observateur attentif, disait, au sortir d'une audience qu'il avait eue de ce prince : « Le son de sa voix est le plus clair et le plus agréable que j'aie jamais entendu. » Du reste, sa taille était peu élevée, et, en outre, avec l'âge, elle s'affaissa sensiblement. Voici le souvenir que le comte de Ségur (1) avait conservé de la visite

(1) Quelque temps après la visite du comte de Ségur, Mirabeau se rendit auprès du roi de Prusse, avec une mission du ministre de Calonne. Nous devons à ce voyage du célèbre orateur son ouvrage intitulé : *Monarchie prussienne.* — On ne peut guère raconter la vie de Frédéric, sans faire mention d'un personnage qui s'y trouve mêlé, et dont les aventures ont fait grand bruit; nous voulons parler du baron de Trenk. C'était, vers le temps de l'avénement de Frédéric, un jeune et brillant officier, que ce prince nomma son aide de camp. Sa bravoure, son zèle, son intelligence l'élevèrent au plus haut point dans la faveur de son maître. Mais, après la paix de 1745, Frédéric découvrit une intrigue amoureuse que Trenk entretenait depuis assez longtemps avec la princesse Amélie. Ne voulant ni faire un éclat, ni même toucher un point qui le blessait trop profondément dans ses sentiments de frère et dans

qu'il fit à ce prince en 1783, en revenant de son ambassade à Saint-Pétersbourg : « J'examinai avec une vive curiosité cet homme grand de génie, petit de stature, voûté et comme courbé sous le poids de ses lauriers et de ses longs travaux. Son habit bleu, usé comme son corps, ses longues bottes, qui montaient jusqu'au-dessus de ses genoux, sa veste couverte de tabac, formaient un ensemble bizarre et pourtant imposant. On voyait, au feu de ses regards, que l'âme n'avait point vieilli. Malgré sa tenue d'invalide, on sentait qu'il pouvait encore se battre comme un jeune soldat. En dépit de sa petite taille, l'esprit le voyait plus grand que tous les autres hommes. » Ce surnom de *Grand*, toute l'Europe le lui a donné; mais l'Allemagne, peu satisfaite pour ce prince d'un titre que d'autres avaient obtenu, lui décerna, elle, celui d'*Unique*.

son juste orgueil de roi, Frédéric essaya de faire rentrer ce jeune imprudent en lui-même par des moyens indirects ; mais, rien n'ayant réussi, on l'enleva sous un vain prétexte, et on l'enferma dans la citadelle de Glatz. Après quelque temps, il parvint à s'échapper en sautant d'une hauteur prodigieuse dans les fossés de la citadelle. Alors commença pour lui une vie tout à fait romanesque, pendant laquelle il commit des indiscrétions qui, rapportées à Frédéric, portèrent au plus haut degré l'exaspération de ce prince. En conséquence, toutes ses démarches furent épiées, et, en 1758, étant venu secrètement à Dantzick pour recueillir la succession de sa mère, il fut arrêté et conduit à Magdebourg, où il se trouva sous la garde d'un homme qu'il avait autrefois cruellement blessé, et qui se vengea par d'indignes traitements. Après dix ans de cette horrible captivité, il recouvra sa liberté ; mais, étant venu chercher un asile en France, il y trouva, en guise d'hospitalité, la mort sur l'échafaud révolutionnaire, le 7 thermidor an IX (25 juillet 1794), en compagnie de Roucher et d'André Chénier. Il avait écrit lui-même, quelque temps auparavant, le récit de ses étranges aventures.

CHAPITRE VIII

RÈGNE DE FRÉDÉRIC-GUILLAUME II (1786-1797).

Frédéric-Guillaume II parvint au trône à l'âge de quarante-deux ans. Rien ne lui manquait du côté de l'éducation, et il joignait à une intelligence distinguée des qualités aimables : il était doux, bienveillant, généreux, et son caractère avait quelque chose de chevaleresque. Ces qualités l'avaient d'abord rendu on ne peut plus cher à son oncle, qui espérait avoir en lui un digne successeur; mais cette espérance n'avait pas tardé à s'évanouir, par suite de graves défauts qui s'étaient révélés chez le jeune prince. D'un côté, l'amour effréné du plaisir l'avait jeté dans des désordres dont le scandale était intolérable ; de l'autre, sa faiblesse de caractère le mettait complétement à la merci de vils intrigants. A cette faiblesse de caractère, il joignait un autre défaut qui en est assez souvent la conséquence : c'était une inconstance, une mobilité qui le faisait sans cesse aller d'un excès à l'autre, et se mettre continuellement en contradiction avec lui-même.

Frédéric-Guillaume annonça d'abord l'intention de réformer certaines parties de l'administration de Frédéric II, qui, dans les derniers temps surtout, avaient encouru de graves reproches. Mais, le plus souvent, après avoir supprimé un abus avec trop de précipitation, apercevant bientôt des inconvénients qu'il n'avait point prévus, il se décourageait, et l'abus était, non-seulement rétabli, mais encore agravé. Nous n'entrerons dans aucun détail sur ces réformes avortées. On ne peut guère citer dans le règne de Frédéric-Guillaume qu'une mesure sage et utile, l'organisation de l'enseignement. Cette organisation, œuvre du ministre Zedlitz, a donné les meilleurs résultats, et subsiste encore aujourd'hui. Elle a bien un peu, comme presque toutes les mesures de ce genre, le tort de pousser à l'excès la réglementation ; mais du moins elle a une suffisante largeur, et n'emprisonne pas le professeur dans de malencontreux programmes qui lui ôtent toute initiative.

Parmi les mesures plus ou moins blâmables de Frédéric-Guillaume, nous devons surtout citer l'*édit de conscience* (7 juillet 1788). On appelle ainsi un acte qui annonçait chez le roi de Prusse la prétention d'épurer l'enseignement religieux et de soumettre les ministres protestants à une sorte d'inquisition, prétention très-imprudente dans un pays où la liberté religieuse était si profondément entrée dans les idées, et très-déplacée chez un prince dont la conduite était un perpétuel scandale. Et, comme pour rendre la chose encore plus choquante, Frédéric-Guillaume avait pris pour collaborateurs trois intrigants que personne n'estimait, et dont l'un surtout était profondément méprisé ; car ce personnage n'était autre que Rietz, valet de chambre du roi, et mari complaisant d'une de ses principales maîtresses, Wilhelmine Encke, celle qui reçut plus tard le titre de comtesse de Lichtenau. Le mécontentement fut universel, à cause surtout de la destitution du ministre Zedlitz, qui

s'était distingué par son intelligence et son zèle, et qui avait trop de dignité dans le caractère pour n'être pas désagréable aux favoris du roi. Sa charge fut donnée à un certain Wœllner, l'un des membres du ridicule triumvirat.

Le remède qu'on employa contre le mécontentement, ce fut la compression. Frédéric II avait laissé à la presse une grande liberté ; Frédéric-Guillaume la bâillonna. Mais l'édit qu'il publia à cet effet, le 19 décembre 1788, présente ce caractère de précipitation et d'irréflexion qui entachent presque tous les actes de ce règne ; car des conditions tellement gênantes qu'elles équivalaient presque à une interdiction absolue, étaient imposées aux écrits les plus sérieux et les plus savants, comme aux plus éphémères et aux plus frivoles, à un in-folio latin, comme à un pamphlet ou à un article de journal. Mais, dans bien des cas, rendre une loi par trop gênante, c'est en provoquer l'infraction ; or, rien n'était plus facile que d'éluder une loi de censure dans un pays divisé et enchevêtré comme l'Allemagne : ce qui ne pouvait se publier à Berlin s'imprimait à Leipsick, à Hambourg ou en Hollande, et se répandait ensuite avec la plus grande facilité ; la demi-clandestinité ne faisait qu'assurer le succès.

Avant cet édit sur la presse, que nous avons mentionné à la suite des essais de réformes dont il fut le complément ou la conséquence, Frédéric-Guillaume avait fait une sorte d'expédition militaire ; voici à quelle occasion : Le stathouder de Hollande Guillaume V était en lutte avec l'immense majorité de la nation, parce que, visant au pouvoir absolu, il voulait augmenter notablement l'armée, tandis que le parti national, trouvant cette augmentation inutile et dangereuse, demandait que les ressources du pays fussent employées à relever la marine, qui ne suffisait plus aux besoins du commerce. L'Angleterre pratiquait alors, avec les plus ingénieux raffinements, cette triste politique

qui consistait à nuire par tous les moyens aux nations, même amies, afin d'avoir moins à redouter leur concurrence tant que durait la paix, ou leurs forces en cas de rupture. En conséquence, l'ambassadeur d'Angleterre en Hollande, sir James Harris, encourageait fortement le stathouder, d'abord parce que la marine hollandaise avait été longtemps rivale de celle d'Angleterre, et puis, parce que cette politique était la plus propre à faire durer des dissensions qui devaient finir par ruiner le pays. Aussi fut-il vivement contrarié de voir, en 1787, la bonne harmonie sur le point de se rétablir, par suite de propositions conciliantes qu'avaient faites le parti national et que le stathouder, désespérant de vaincre la résistance des patriotes, était disposé à accepter.

Mais cet arrangement n'était pas ce que voulait Harris, et, pour l'empêcher, il eut une idée à rendre jaloux tous les diplomates de la vieille école : il fit entendre à la princesse d'Orange, qui se trouvait à Loo, que sa présence à la Haye aurait les meilleurs résultats. Or, comme l'avait très-bien prévu Harris, le voyage de cette princesse, profondément impopulaire, à travers un pays en partie soulevé, et qui ignorait que dans la capitale on fût si près d'une réconciliation, ne pouvait manquer de donner lieu à des incidents fâcheux. On eut en petit quelque chose d'analogue à ce qui devait, quatre ans plus tard, arriver à Varennes : la princesse fut arrêtée à Welche-Sluis, et ne put continuer son voyage. A cette nouvelle, l'arrangement projeté fui rompu, et en outre, comme la princesse était sœur du roi de Prusse, celui-ci, que l'on n'avait pu jusque-là décider à intervenir en faveur de son beau-frère, n'hésita plus. Après une sommation inutile pour obtenir que réparation fût faite à sa sœur, il envoya vingt mille hommes en Hollande. Le parti national avait compté sur l'appui de la France, qui était son alliée naturelle, par là même que le prince d'O-

range était appuyé par l'Angleterre. Mais, Loménie de Brienne, qui dirigeait alors la politique de la France, ayant laissé les Hollandais à leurs seules forces, ceux-ci, après une faible résistance, furent obligés de céder (1788).

Cette campagne eut pour conséquence de livrer complétement la Hollande à l'influence funeste de l'Angleterre, et d'inspirer au roi de Prusse une présomptueuse confiance, qui, non-seulement contribua à le pousser à des mesures violentes contre la presse, mais encore fut une des causes des mécomptes que ce prince éprouva un peu plus tard dans sa lutte avec la Révolution française.

Cette révolution, dès son début, dut naturellement déplaire aux princes allemands, tous plus ou moins absolus; mais elle ne leur avait donné aucun motif formel de plainte, jusqu'à la nuit du 4 août 1789. Parmi les droits féodaux que l'Assemblée abolit pendant cette nuit fameuse, plusieurs appartenaient à des princes de l'Empire, soit ecclésiastiques, soit laïques, qui avaient des possessions en Alsace, en Lorraine ou en Franche-Comté. On cria à la spoliation et, le gouvernement français ayant offert des dédommagements convenables, on les rejeta avec hauteur. Le roi de Prusse était l'un de ceux que les idées nouvellement adoptées en France blessaient le plus profondément; un incident peu important en lui-même porta son irritation au comble. Un banquier prussien établi à Paris, Jean-Baptiste Clootz, qui venait de substituer à son prénom celui d'*Anacharsis*, eut l'idée, à l'occasion de la Fédération, qui fut célébrée le 14 juillet 1790, de faire paraître dans le cortége, après les avoir présentés à la barre de l'Assemblée, des représentants de tous les peuples, soigneusement revêtus de leurs costumes nationaux. Cette manière saisissante d'exprimer l'universalité des principes de la révolution, excita un grand enthousiasme, que les princes, on le conçoit, ne partagèrent pas, et le roi de Prusse trouva cette manifestation d'autant

plus blessante pour lui, qu'elle avait été imaginée et préparée par un homme né son sujet.

Mais Frédéric-Guillaume voulait agir de concert avec Léopold II, qui avait succédé à son frère Joseph II, mort en février 1790, et Léopold hésitait à se déclarer. D'un autre côté, Montmorin, ministre de Louis XVI, avait conçu un plan on ne peut plus opposé aux idées du roi de Prusse. En effet, ce plan supposait que la révolution serait très-difficile à vaincre par le seul emploi de la force, et qu'il fallait surtout agir sur l'opinion, tandis que Frédéric-Guillaume était persuadé que l'apparition d'une bonne armée sur la frontière suffirait pour faire tout rentrer dans l'ordre. Montmorin était donc beaucoup plus dans le vrai que Frédéric-Guillaume; mais, pour ramener l'opinion en faveur du roi et de la reine, il avait imaginé des combinaisons très-compliquées et non moins chimériques, auxquelles il attachait une grande importance, mais que Léopold, esprit très-positif, ne pouvait prendre au sérieux. De là, des correspondances qui n'amenaient aucun résultat, et des atermoiements pendant lesquels la position de la famille royale devenait de plus en plus critique.

Ce fut alors qu'eut lieu la malheureuse tentative qui aboutit à l'arrestation de Louis XVI à Varennes (juin 1791). A cette nouvelle, le roi de Prusse fit d'actives démarches, qui, vers la fin d'août, amenèrent une entrevue entre ce prince et l'Empereur au château de Pillnitz auprès de Dresde. Le résultat de cette entrevue, demeurée célèbre, fut une convention signée le 27 août, mais qui n'avait encore rien de bien décisif. Ce ne fut qu'au commencement de l'année suivante que Léopold sembla prendre enfin un parti, en signant à Berlin, le 7 février 1792, un traité d'alliance offensive et défensive avec le roi de Prusse. Mais il mourut quelques semaines après (1er mars). Cet événement, il est vrai, au lieu de ralentir les préparatifs qu'avait

commencés Léopold, leur imprima une activité nouvelle; car François II, fils et successeur de ce prince, était, comme le roi de Prusse, dans l'idée que la France révolutionnaire n'essaierait même pas de résister à deux puissances comme l'Autriche et la Prusse, lorsqu'elle les verrait agir de concert et avec décision. Une note du cabinet de Vienne rédigée sous l'influence de cette idée, irrita tellement l'Assemblée nationale, que Louis XVI se vit forcé de déclarer solennellement la guerre à son neveu (20 avril), et le roi de Prusse, en vertu du traité qu'il avait conclu avec Léopold le 7 février, mit aussitôt ses troupes en mouvement. D'après le plan d'opérations arrêté entre les deux souverains, les Autrichiens devaient entrer par la Flandre française et les Prussiens par la Lorraine, pour se diriger les uns et les autres sur Paris.

La confiance des alliés était sans bornes. Bischofswerder, le favori du roi de Prusse, écrivait à un des officiers chargé des préparatifs : « N'achetez pas trop de chevaux; la comédie ne sera pas longue. Les fumées de la liberté se dissipent déjà à Paris ; l'armée des avocats est solidement battue dans les Pays-Bas ; nous serons de retour chez nous à l'automne. » En effet, dans les premiers engagements sur les frontières de la Flandre et du Hainaut, les Autrichiens avaient eu l'avantage. L'armée française, par suite de l'émigration de la plus grande partie des officiers, se trouvait dans un état d'indiscipline et de démoralisation inimaginable. Pour en donner une idée, il suffira de dire qu'à la suite d'une rencontre qui avait eu lieu auprès de Lille, les soldats, qui s'étaient très-mal conduits, supposant que la faute en était à leurs chefs, qui pourtant avaient fait des efforts inouïs pour les empêcher de fuir, pendirent le colonel du génie Berthois, et massacrèrent le général Théobald Dillon. Mais l'Assemblée nationale, loin de se laisser décourager, prenait les mesures les plus énergiques pour

improviser une armée, et, à la nouvelle de l'entrée des Prussiens en Lorraine, elle déclara la *patrie en danger* (11 juillet). On sait le spectacle grandiose que présenta alors la France se levant en masse pour repousser l'étranger. Il ne manquait, pour porter jusqu'à l'ivresse l'enthousiasme patriotique, qu'une provocation aussi maladroite que celle qui fut alors solennellement adressée à la France par le duc de Brunswick, généralissime des armées alliées.

Louis XVI avait fait exprimer, par un émissaire secret, aux souverains confédérés, le désir qu'avant d'entrer en campagne, on lançât une proclamation menaçante contre les factieux, mais pleine de ménagements pour la nation. La pensée d'un manifeste était aussi venue aux souverains, et l'Empereur en avait déjà un, rédigé par les émigrés; mais c'était tout autre chose que ce qu'aurait voulu Louis XVI; car ce manifeste ne respirait que menace. Quiconque *oserait se défendre* contre les alliés serait puni de mort, et sa maison brûlée et démolie. « Si l'on ne rend au roi tous ses droits, était-il dit vers la fin de ce factum; s'il est fait la moindre violence, le moindre outrage à Leurs Majestés le roi et la reine ou à la famille royale; s'il n'est pas immédiatement pourvu à leur conservation, à leur liberté, les alliés en tireront une vengeance exemplaire et à jamais mémorable, en livrant la ville de Paris à une exécution militaire et à une subversion totale, et les révoltés coupables d'attentats, aux supplices qu'ils auront mérités. Ce ton était bien plus en harmonie avec les idées des deux souverains que les ménagements qu'avait demandés Louis XVI. Quant au duc de Brunswick, invité à signer cet écrit, il ne le fit qu'avec une extrême répugnance et par égard pour les deux souverains qui lui confiaient leurs armées. Ce manifeste, daté de Coblentz, le 25 juillet, produisit une impression si fâcheuse, que les deux frères de Louis XVI, qui se trouvaient à la tête des émigrés, essayèrent d'en atténuer l'effet par une déclara-

tion datée de Bingen, le 2 août. Mais ce palliatif ne remédia à rien, et la terrible journée du 10 août amena la suspension et l'emprisonnement du roi.

Cependant les deux premières villes fortes devant lesquelles se présentent les Prussiens, Longwy et Verdun, capitulent après une courte résistance (22 août et 2 septembre). Les habitants, pour éviter les désastres qu'entraîne un bombardement, avaient absolument voulu ouvrir leurs portes aux ennemis, que la plupart d'ailleurs, surtout à Verdun, par opposition au nouvel ordre de choses, regardaient comme des libérateurs; aussi le roi de Prusse, en entrant dans cette dernière ville, déclara-t-il en prendre possession au nom de Louis XVI. La nouvelle de ces capitulations produisit à Paris une irritation violente, qui se traduisit par de terribles décrets de l'Assemblée, et par d'affreux massacres dans les prisons de Paris, épisode douloureux dont tout vrai patriote voudrait, au prix de son sang, pouvoir effacer le souvenir, aussi bien que celui du jour néfaste où furent impitoyablement livrées au bourreau vingt jeunes vierges resplendissantes de beauté et d'innocence, que les habitants de Verdun avaient choisies pour aller, vêtues de blanc, offrir des fleurs au roi de Prusse, lors de son entrée dans leur ville, où on le regardait, non comme un conquérant, mais comme un médiateur.

La révolution était entrée dans une voie de violences qui devaient retarder pour bien longtemps l'avénement définitif de la liberté. Lafayette, qui avait pu commettre des fautes, mais dont les intentions libérales étaient au-dessus de tout soupçon, avait essayé de s'opposer à cette déviation du grand mouvement national, et, décrété d'accusation, il avait passé la frontière (20 août), dans l'intention de se retirer dans un pays neutre ; mais, tandis qu'il se voyait proscrit comme royaliste, les alliés l'arrêtaient comme révolutionnaire, et il fut enfermé successivement dans les

citadelles de Wesel, de Magdebourg et d'Olmütz. L'armée du Rhin et celle de la Moselle venaient d'être confiées, la première à Kellermann, la seconde à Dumouriez, avec mission d'arrêter les Prussiens, qui, encouragés par la facilité avec laquelle ils avaient occupé les deux premières forteresses situées sur leur route, se mirent en devoir de franchir la chaîne de l'Argonne pour entrer en Champagne et se diriger sur Paris. Après quelques essais infructueux sur les principaux passages, ils forcèrent le défilé de la Croix-au-Bois, qui, regardé comme peu important, n'avait pas été mis en état suffisant de défense. Alors Dumouriez, qui avait pris position auprès du passage de Grand-Pré, voyant que sa présence sur ce point n'avait plus d'objet, décampa en toute hâte pour aller se placer sur la route que suivaient les alliés, et établit son camp sur les hauteurs de Sainte-Menehould. Kellermann, qu'il avait appelé à son aide, accourut en toute hâte, et s'établit à une petite distance, sur la colline où se trouve le moulin de Valmy. Malgré l'arrivée de ce renfort, Dumouriez semblait hors d'état de tenir tête à l'armée prussienne, forte d'environ quatre-vingt mille hommes, et secondée par quinze mille Autrichiens et par environ vingt mille émigrés. Aussi, le roi de Prusse, craignant qu'il ne tentât de s'échapper, ordonna-t-il en toute hâte, sans même se donner le temps d'en conférer avec le duc de Brunswick (1), un mouvement ayant pour objet de tourner l'armée de Dumouriez et de lui couper la retraite.

(1) Gœthe, attaché à la chancellerie du duc de Saxe-Weimar, voulut accompagner ce prince dans cette expédition, où il ne voyait, comme presque tout le monde, qu'un voyage d'agrément à Paris, et, dans ses *Mémoires*, il donne, non pas au point de vue stratégique, dont il ne s'occupe en aucune manière, mais au point de vue pittoresque, des détails fort curieux, qui jettent le plus grand jour sur une campagne qui fut le préambule des guerres de la Révolution et de l'Empire. Quelque

Par l'effet de ce mouvement, l'armée prussienne se trouva vis-à-vis des batteries de Kellermann, et une vive canonnade s'engagea aussitôt. L'artillerie prussienne était beaucoup plus nombreuse que celle des Français, qui fut d'ailleurs mise dans un assez grand désordre par l'explosion d'un caisson sur lequel venait de tomber un obus. Alors, le duc de Brunswick ordonna à ses colonnes de franchir le vallon qui les séparait des batteries françaises et de s'en emparer, ce qui, dans ce moment-là, semblait assez aisé. Kellermann le comprit et jugea que le seul moyen de salut, c'était de se jeter sur les Prussiens, au lieu de les attendre. Il fait donc battre la charge, et, élevant son chapeau à la pointe de son épée, s'élance en criant : « Vive la nation ! » Il y eut là un moment solennel comme on en trouve peu dans l'histoire. Les volontaires, dont un grand nombre étaient des enfants, qui allaient se servir d'une arme pour la première fois, oseraient-ils marcher contre des troupes aguerries et six fois supérieures en nombre ? De la solution de ce redoutable problème, dépendait l'avenir de la France ; car un échec, en ce moment, rendait l'invasion triomphante, et tout était remis en question. Mais l'incertitude dura à peine quelques secondes ; car l'acte de Kellermann produisit un effet véritablement électrique. Chaque soldat met son chapeau au bout de la baïonnette, et toute la masse s'ébranle avec un cri formidable de : « Vive la nation ! »

Alors, Kellermann dit à ceux qui l'entourent : « La vic-

jours avant l'affaire de Valmy, ayant rencontré le roi de Prusse et puis le duc de Brunswick, accompagnés l'un et l'autre d'une suite nombreuse, en sorte que le poète les comparait à deux comètes, suivies chacune de sa queue, il s'était demandé ce qui arriverait si quelque conflit de pouvoir venait à surgir entre le roi et le généralissime. Ici, nous voyons, non pas un conflit de pouvoir, mais, chose beaucoup plus grave, un mouvement important commandé par le roi, sans l'intervention et à l'insu du général en chef.

toire est à nous. » Les Prussiens, étonnés de cette manière toute nouvelle de combattre, sentent qu'un pareil élan est irrésistible, et ne tardent pas à effectuer leur retraite. Mais, comme leur perte a été peu considérable, ils essaient quelques heures après une nouvelle attaque, qui provoque la même explosion d'enthousiasme, et qui ne fait que confirmer la victoire des Français (20 septembre). Cette victoire, pour les raisons que nous venons d'exposer, eut une portée morale sans aucune proportion avec son importance matérielle (1). Le nombre des morts et des blessés fut insignifiant; mais les Prussiens, voyant que leur projet de marcher sur Paris était inexécutable, furent contraints de se mettre en retraite, opération qui leur présenta d'énormes difficultés. L'armée prussienne, indépendamment d'une nombreuse artillerie et d'un énorme matériel de campagne et de siége, traînait avec elle beaucoup d'objets inutiles; ainsi, chaque prince allemand amenait ses équipages de luxe pour pouvoir figurer convenablement dans les fêtes auxquelles on pensait qu'allait donner lieu le rétablissement de Louis XVI sur son trône. Les émigrés, pareillement, amenaient à leur suite près de deux mille voitures armoriées, et un assez grand nombre avaient avec eux leurs familles. On comprend les difficultés que durent

(1) Gœthe s'exprime à ce sujet d'une manière bien remarquable, en racontant ce qui se passa le soir de la bataille dans une réunion d'officiers où il se trouvait : « Le matin encore, dit-il, on ne songeait qu'à embrocher et à manger en masse ces Français que leur mauvais sort amenait devant nous, et maintenant on n'osait ni se parler, ni se regarder, et si on s'adressait la parole, c'était pour maudire cette expédition, jusque-là triomphante. On finit par me demander ce que je pensais : « Je pense, répondis-je, que, dans ce lieu et à partir de ce jour, commence une nouvelle époque dans l'histoire du monde, et nous pourrons dire : « J'étais là. » Ce qui rend encore plus mémorable cette journée de Valmy, c'est que le lendemain la Convention se réunit pour la première fois, et débuta en proclamant la République.

présenter à une pareille armée des routes défoncées et un sol inondé par des pluies continuelles. Lorsqu'on sortit du terrain crayeux de la Champagne, qui du moins se détrempait peu, on arriva sur un sol gras où bien souvent les voitures et les canons s'enfonçaient de telle sorte qu'on était forcé de les abandonner. La couleur rouge de ce terrain argileux suggéra à Gœthe une comparaison des plus pittoresques. Bien qu'il eût à sa disposition les équipages du duc de Weimar, il avait pris le parti de se mettre dans un fourgon presque vide, attelé de six vigoureux chevaux : « Nos six chevaux, dit-il, ne pouvaient plus faire avancer notre fourgon, dans lequel je me faisais l'effet d'une caricature de Pharaon voulant passer la mer Rouge. Les cavaliers et les fantassins luttant autour de moi contre les flots de boue rouge qui menaçaient de les engloutir, complétaient la ressemblance (1). » L'armée prussienne arriva enfin à Verdun ; mais, hors d'état de défendre cette place, elle l'abandonna dès le lendemain, évacua également Longwy, et repassa en toute hâte la frontière. Pendant cette désastreuse

(1) Gœthe nous apprend que, dans l'armée prussienne, on était persuadé que Dumouriez avait traité secrètement avec le roi de Prusse et le duc de Brunswick, et que, sans cela, cette armée eût été anéantie. Mais, bien que Dumouriez eût sa marche moins embarrassée que celle de l'armée prussienne, obligé en définitive de manœuvrer sur un sol tout aussi peu favorable pour lui que pour l'ennemi, il ne trouvait peut-être pas prudent de pousser au désespoir une armée bien supérieure en nombre à la sienne. Il paraît du reste que, d'après sa politique (car c'était un homme politique au moins autant qu'un homme de guerre), la France devait s'efforcer de se rapprocher de la Prusse et des autres Etats allemands, afin d'isoler l'Autrtche. Quant aux autres systèmes qu'on a mis en avant pour expliquer la retraite des Prussiens, ils sont absolument insoutenables. On peut s'en faire une idée, en lisant l'article *Dumouriez* dans la *Biographie universelle*, article incroyable que nous avons été surpris de trouver reproduit dans la dernière édition de ce grand ouvrage, sans le moindre correctif, sans aucune note rectificative.

retraite, une armée française était aussi entrée en Allemagne, et, sous les ordres de Custine, s'était emparée de Francfort et de Mayence.

La campagne de 1792, au lieu de sauver Louis XVI, fut une des principales causes de sa mort. Après ce douloureux événement, la guerre ne pouvait plus avoir pour but de relever le trône en France ; mais les souverains voulaient empêcher la révolution de venir renverser les leurs. Du reste, le roi de Prusse, préoccupé des affaires de Pologne, dont nous parlerons bientôt, agissait avec tiédeur. Cependant il assista en personne à une partie des opérations, notamment à l'occupation de Francfort et au siége de Mayence, qui, investie le 6 avril, capitula le 23 juillet. Custine, accusé de n'avoir pas fait tout ce qu'il aurait dû pour défendre une place de cette importance, fut condamné à mort et exécuté le 28 juillet. Le 1er avril, Dumouriez avait émigré, après avoir livré aux Autrichiens les commissaires envoyés par la Convention pour l'arrêter comme suspect, et, le 14 novembre de l'année précédente, le vainqueur de Valmy, Kellermann, regardé aussi comme suspect, avait été incarcéré. On voit que, si les alliés étaient peu unis entre eux, les dissensions ne manquaient pas non plus en France. Aussi, malgré le courage enthousiaste des soldats, nos frontières furent-elles de nouveau franchies par Brunswick, qui, après avoir investi Landau, s'empara des lignes de Wissembourg, retranchements d'une grande importance, construits sur la rive droite de la Lauter, entre Wissembourg et Lauterbourg, afin de couvrir l'Alsace du côté où cette province est le plus exposée. Pour repousser Brunswick et délivrer Landau, qui était réduite aux dernières extrémités, il fallait un général aussi actif qu'habile. Nul ne remplissait ces conditions mieux que Hoche, à peine âgé de vingt-cinq ans. Investi par la Convention du commandement en chef des deux armées du Rhin et de la Moselle,

il bat l'ennemi en plusieurs rencontres, reprend les lignes de Wissembourg le 27 décembre, dégage Landau le lendemain, et termine la campagne en s'emparant de Spire le 29.

Quelques jours après (le 6 janvier 1794), le duc de Brunswick, complétement découragé, demanda au roi de Prusse à être déchargé du commandement de ses troupes : « Je n'espère pas, disait-il, qu'une troisième campagne donne des résultats plus avantageux, parce que les causes qui ont jusqu'ici divisé les puissances n'ont pas cessé d'exister... Quand une nation comme la France est poussée à de grandes actions par la terreur et l'enthousiasme, il faudrait au moins unité de volontés et de principes dans les démarches des alliés (1). » Le roi de Prusse, de son côté, plus découragé que jamais, faisait dire par son ministre à Pitt, qui dirigeait la politique anglaise : « La France est une nation indomptable ; ses ressources sont infinies, et l'esprit qui l'anime est absolument irrésistible. » Pitt, devenu l'âme de la coalition contre la France, qu'il comptait dépouiller de ses colonies pendant qu'elle serait engagée dans une lutte gigantesque contre toute l'Europe, s'obligea, par un traité signé le 28 avril 1794, à fournir à la Prusse

(1) L'ancienne rivalité des Prussiens et des Autrichiens, un moment assoupie par le danger commun, s'était réveillée plus ardente que jamais. Les Prussiens, dans les moments de suspension d'armes, fraternisaient cordialement avec les Français, tandis qu'avec les Autrichiens les rixes étaient continuelles et souvent sanglantes. Le roi de Prusse lui-même, sans pactiser en aucune sorte avec les idées révolutionnaires, se montrait bienveillant envers les soldats de la République. Voici, à ce sujet, une anecdote qui eut alors un certain retentissement. Dans un engagement assez vif qui eut lieu lors de l'évacuation de Francfort, Frédéric-Guillaume remarqua un grenadier français qui, quoique couvert de blessures et entouré de nombreux ennemis, refusait absolument de se rendre et luttait avec l'énergie du désespoir. Le roi s'intéressa à cet homme et envoya l'ordre à ceux qui l'entouraient d'épargner sa vie.

une somme d'environ trente millions, à condition qu'elle mettrait à la disposition de la coalition soixante-deux mille hommes. Mais le roi de Prusse ne fit la guerre que par manière d'acquit, et fut accusé par les Anglais, en plein Parlement, d'avoir employé les subsides qui lui avaient été payés, à préparer le succès de ses desseins sur la Pologne. C'est ce qui fit que ce prince, malgré le désir qu'il avait de faire la paix avec la France, n'osa se mettre en avant, et excita sous main divers princes de l'Empire à en faire la proposition dans la Diète.

En décembre 1794, la Diète se prononça pour la paix, et par une décision assez extraordinaire, qui montrait mieux que toute autre chose l'importance de la position que la Prusse occupait dans l'Empire, ce fut à cette puissance qu'elle confia le soin de traiter. La paix fut conclue à Bâle le 5 avril 1795. Par ce traité, la Prusse laissait entre les mains des Français, jusqu'à la conclusion de la paix générale, ce qu'elle possédait sur la rive gauche du Rhin. La République, de son côté, s'engageait à retirer ses troupes de la rive droite de ce fleuve, et à accueillir les bons offices du roi de Prusse en faveur des Etats de l'Empire germanique qui,

On parvint à le désarmer, et on l'amena devant le roi, qui lui dit avec bonté : « Vous êtes un brave ! Quel dommage que tant de courage soit au service d'une mauvaise cause ! » Le grenadier fut sensible à la bienveillance du roi ; mais, ne voulant ni se départir de ses principes en paraissant accepter le jugement que ce prince venait de porter sur la cause républicaine, ni même employer, en lui parlant, d'autre formule que celle que la loi avait prescrite en France, il lui répondit : « Citoyen Guillaume, nous ne pourrions tomber d'accord sur ce chapitre ; si vous le voulez bien, parlons d'autre chose. » Cette réponse amusa beaucoup le roi, et la formule *citoyen Guillaume* eut tant de succès dans l'armée prussienne que, pendant tout le reste de la campagne, les officiers l'employaient habituellement lorsqu'ils parlaient du roi ; en sorte que celui-ci, en circulant dans le camp, entendit plus d'une fois ces expressions, sans en être du reste aucunement blessé.

dans un délai de trois mois, voudraient entrer en négociations avec elle. En effet, six semaines plus tard, tous les Etats allemands situés au nord du Mein accédèrent à ce traité, et ceux d'entre eux qui avaient quelques possessions sur la rive gauche du Rhin, les cédèrent à la France moyennant une indemnité. Mais la guerre contre la France fut continuée, avec les subsides de l'Angleterre, par l'Autriche et par les Etats de l'Empire situés au sud du Mein. On voit que, par ce traité, l'Empire germanique était en réalité divisé, et le patronage de la Prusse, établi sur des Etats situés au nord du Mein ; ainsi, la politique actuelle de la Prusse n'est pas aussi nouvelle que bien des gens se le figurent.

Nous avons dit que le roi de Prusse, depuis sa malencontreuse expédition de 1792, était plus préoccupé des affaires de Pologne que de celles de France, et que cette disposition d'esprit avait beaucoup contribué à lui faire conclure la paix de Bâle. Dès le commencement de son règne, ce prince s'était rapproché de la Pologne, cherchant à se fortifier ainsi contre l'Autriche. Cette politique lui avait été suggérée par le comte de Hertzberg, qui, après avoir été longtemps le principal conseiller de Frédéric II, continua pendant quelques années à diriger, sous son successeur, la politique étrangère. Un peu plus tard (1791), la diète de Pologne ayant mis en délibération le projet de substituer à la monarchie élective une monarchie héréditaire, Frédéric-Guillaume, par l'effet de son opposition naturelle pour tout ce qui se rapprochait de la forme républicaine, opposition qu'augmentait chaque jour ce qui se passait en France, approuva fortement le projet de la Diète, et se montra on ne peut plus satisfait lorsqu'il eut été adopté.

Mais Catherine fut très-irritée d'un changement qui, en supprimant les tumultueuses diètes d'élection, pouvait sauver la Pologne. Ce ne fut pas là, on le comprend bien, la

raison qu'elle fit valoir, elle qui, dans un manifeste publié quelques années auparavant, s'était posée comme la « tendre mère des Polonais, uniquement occupée du bonheur de ses enfants. » Elle se borna à déclarer que la constitution garantie par elle n'aurait pas dû être changée sans son consentement, et, dès que la paix de Jassy l'eût délivrée de ses préoccupations du côté de la Turquie, elle fit passer le Dniester à ses troupes (19 mai 1792), comptant avec raison sur une partie des seigneurs polonais, dont la nouvelle constitution contrariait la turbulence, et qui avaient en conséquence formé une confédération à Targowitz pour forcer la Diète à revenir sur sa décision. Les vrais patriotes prirent les armes pour soutenir la Diète. Ils avaient compté sur l'appui de Frédéric-Guillaume, qui le leur refusa. Dès lors, la confédération de Targowitz, soutenue par les Russes, triompha sans peine, et ce que les gentilshommes appelaient la « liberté polonaise » fut rétabli.

Mais l'affaire ne s'arrêta pas là. Catherine trouva que le rétablissement de l'ancienne constitution de Pologne était un trop mince résultat pour la peine qu'elle s'était donnée d'envoyer une armée dans le pays, et Frédéric-Guillaume, de son côté, informé des intentions de Catherine, ne voulut pas la laisser s'agrandir seule aux dépens de la malheureuse nation dont il s'était naguère déclaré l'ami dévoué. En conséquence, au commencement de l'année 1793 eut lieu le second démembrement de la Pologne, que la Diète de Grodno fut forcée de légaliser en présence des baïonnettes et des canons de vingt mille Russes. Tel fut le résultat des intentions bienveillantes que Frédéric-Guillaume avait manifestées l'année précédente à l'égard de la Pologne, intentions sincères à cette époque, mais qui s'étaient complétement transformées en quelques mois, en vertu de cette étrange versatilité que nous avons signalée chez ce prince.

Cette criante injustice, rendue plus intolérable encore

par la prétention qu'affichait Catherine d'exercer une sorte de haute tutelle sur ce qui restait de la malheureuse Pologne, donna lieu l'année suivante (1794) à une prise d'armes, à la tête de laquelle fut mis l'illustre Kosciusko. Dans une première rencontre avec les Russes, Kosciusko les défit complétement à Raslavia (24 avril). Mais Frédéric-Guillaume, à la tête de quarante mille hommes, battit, le 8 juin, à Szezckocim, l'armée polonaise, qui n'en comptait que quinze mille. Dans cette action, qui fut des plns acharnées, Kosciusko eut deux chevaux tués sous lui. Il s'enferma ensuite dans un camp retranché qui couvrait Varsovie, et résista pendant deux mois à toutes les attaques des Prussiens, qui, de guerre lasse, finirent par se retirer. Mais, le 19 octobre, Kosciusko, obligé de combattre avec une poignée de braves contre les forces réunies des deux généraux russes Fersen et Souvarow, tomba percé de coups sur le champ de bataille de Majovice, en s'écriant, dit-on : *Finis Poloniæ !*

Ce mot, comme beaucoup d'autres mots célèbres, est loin d'être authentique, et il paraît que Kosciusko le désavoua formellement ; il est néanmoins resté historique, parce qu'il exprimait la situation avec la plus frappante vérité. En effet, quelques semaines après, le faible Poniatowski reçut de Catherine l'ordre d'abdiquer, et on s'occupa d'un partage définitif, qui devait effacer jusqu'au nom de la malheureuse Pologne. Cette fois, l'Autriche accourut pour prendre part à la curée. Mais l'opération fut difficile : commencée le 3 janvier 1795, elle dura plus d'un an, à cause des prétentions exagérées de chacun des copartageants, et de ces difficultés faillit surgir une guerre entre l'Autriche et la Prusse. Cette dernière puissance eut Varsovie dans son lot, qui fut le moins considérable des trois ; sa part de honte fut, au contraire, de beaucoup la plus grande, à cause des relations tout amicales qu'elle avait eues si récemment

avec la malheureuse nation à laquelle, sans même le plus léger prétexte, elle venait de porter le dernier coup (1).

L'odieux partage de la Pologne fut le dernier acte de politique extérieure du règne de Frédéric-Guillaume. Dans son administration intérieure, on ne peut citer avec éloge, outre l'organisation de l'enseignement, dont nous avons déjà parlé, que la publication du nouveau Code prussien, œuvre qui, sans être parfaite, fait grand honneur aux jurisconsultes qui en furent les auteurs. Publié d'abord en juillet 1792, il donna lieu à des critiques comme étant trop libéral, et, après quelques modifications, il fut définitivement promulgué par une ordonnance du 5 février 1794. Très-peu de temps après, fut également terminée la réforme de la procédure, réforme qu'avait déjà commencée Frédéric II en 1781.

Frédéric-Guillaume, atteint d'une hydropisie de poitrine, mourut, après deux ans de souffrances, le 16 novembre 1797. Il n'était âgé que de cinquante-un ans. Nous

(1) Le comte de Hetzberg, écrivant à Frédéric-Guillaume, au sujet de ce dernier partage, s'exprime ainsi : « J'avoue que, selon mes idées, c'est la plus grande faute politique que les trois puissances puissent faire, et surtout la Prusse. Le titre dont les trois puissances se servent pour partager la Pologne est si odieux et si décrié, qu'il fera toujours un tort infini à la réputation des trois souverains, et que leurs noms en seront flétris à jamais dans l'histoire, et j'avoue que je ne comprends pas comment les concilier avec leur religion et leur conscience. » Cette manière de s'exprimer fait autant d'honneur au ministre que la réponse du roi en fait peu à celui-ci : « Il fut un temps où vous remplissiez un devoir en me soumettant votre opinion sur les affaires que je confiais à votre zèle. Aujourd'hui, que votre carrière diplomatique est finie, je vous eusse tenu compte de la discrétion qui m'eût épargné des conseils dont je ne fais cas qu'autant que je les demande. » Le vieux ministre n'était plus en effet consulté que très-rarement, et se trouvait presque entièrement remplacé par un suppléant qu'on lui avait imposé ; l'incident que nous venons de rapporter compléta sa disgrâce.

n'avons pas à revenir sur ce que nous avons dit du caractère de ce prince, caractère qui, d'ailleurs, ressort tout naturellement de l'histoire de son règne. A son avénement, il avait adopté très-sincèrement cette belle devise : *Suum cuique*, et pourtant il ne justifia que trop par ses actes l'addition du mot *rapuit*, par laquelle les Polonais firent d'une devise si honorable une cruelle flétrissure. Il est de fait que, par des moyens regardés comme bien moins excusables qu'une conquète proprement dite, il ajoute à la Prusse plus que n'avait fait le grand Frédéric. Celui-ci avait hérité de son père d'un royaume qui comptait seulement 2,240,000 habitants, et il avait laissé à son neveu une population qui s'élevait à 5,430,000. L'augmentation, sous son règne, avait donc été de 3,190,000. Or, sous Frédéric-Guillaume II, elle fut de 3,275,000; ce qui porta la population du royaume à 8,687,000. Il faut, à la vérité, tenir compte de l'acquisition très-légitime du margraviat d'Anspach-Bayreuth, que son souverain avait cédé volontairement à Frédéric-Guillaume en 1791 ; ce petit Etat comptait 385,000 habitants.

A côté de ces mesures sages et utiles, nous sommes forcé de mentionner de nouvelles tentatives faites par Frédéric-Guillaume pour s'immiscer dans l'enseignement religieux, et pour lui imprimer une tendance évidente vers l'illuminisme, qui, à cette époque, avait en Allemagne un assez grand nombre de partisans, affiliés pour la part à la société secrète des *Rose-Croix*. Cette société avait pour président le favori du roi, Bischofswerder, qui, avec le simple titre d'aide de camp, dirigeait la politique de la Prusse et était le chef du triumvirat théologique dont nous avons déjà parlé.

Ce singulier comité acquit un nouveau membre dans la personne d'un pasteur de Breslau, nommé Daniel Hermès. Sous l'influence de cet homme, dont tout le mérite consistait dans un fanatisme d'autant plus aveugle,

qu'il était joint à beaucoup d'ignorance, l'espèce de réforme religieuse tentée par Frédéric-Guillaume, tomba complétement dans le ridicule (1).

(1) Ce Daniel Hermès ne doit pas être confondu avec George Hermès, qui vivait en Prusse à la même époque, et qui a donné son nom à l'*Hermésianisme*. Cet autre Hermès, professeur de théologie catholique à Munster, s'était efforcé, dans une vue de conciliation, de montrer que le catholicisme et le protestantisme différaient beaucoup moins l'un de l'autre qu'on ne le pense communément; mais quelques-unes de ses idées ont été condamnées, et constituent la doctrine que l'on a désignée par le nom de ce théologien.

CHAPITRE IX

RÈGNE DE FRÉDÉRIC-GUILLAUME III (1797-1840).

Frédéric-Guillaume III, fils et successeur de Frédéric-Guillaume II, avait vingt-sept ans. C'était un prince d'une conduite irréprochable et possédant toutes les qualités désirables chez un prince en temps ordinaire; mais il n'avait pas la décision, l'énergie, la fermeté qu'il aurait fallu dans les circonstances où il était appelé à régner. Jamais il ne sut prendre une résolution prompte et vigoureuse; pour agir, il attendit toujours que l'action qu'il projetait fût devenue inutile et souvent dangereuse. Il n'avait d'énergie que pour résister, « et souvent, dit un historien, pour éviter d'agir, il déploya contre les conseils audacieux de quelques-uns de ses ministres, plus d'énergie qu'il n'en eût fallu pour les suivre et les mener à bien (1). »

Frédéric-Guillaume s'occupa d'abord uniquement de ré-

(1) Eug. Véron. *La Prusse depuis la mort de Frédéric II.*

formes intérieures, dont aucune n'a assez d'importance pour que nous ayons à nous y arrêter ici. Il ne se laissa pas distraire de ces soins par la seconde coalition contre la France, qui se forma en 1798, et où entrèrent, dans le courant de l'année, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche avec une partie des Etats allemands, la Sardaigne, Naples, le Portugal et la Turquie. Il se maintint dans une stricte neutralité, parfaitement en harmonie avec son caractère essentiellement opposé à la guerre, et qui, en général, redoutait, par-dessus tout, d'avoir à prendre une décision. Cependant, comme avec tout cela, il était loin de manquer d'ambition, il se mêla un peu plus tard aux affaires politiques ; mais son intervention manqua complétement de franchise, comme il arrive assez souvent aux caractères faibles et irrésolus.

Une des clauses du traité de Bâle portait que, lorsque la France ferait la paix avec l'Autriche, la Prusse serait dédommagée de la perte de ses possessions sur la rive gauche du Rhin. Or, en 1800, après la journée de Marengo (16 juin) et les autres succès des Français, il était évident que l'Autriche serait très-prochainement forcée de traiter, et d'accepter les conditions que lui ferait la France, d'autant plus que le Tzar Paul Ier s'était retiré de la coalition pour se rapprocher de la France, et avait formé avec la Suède et le Danemark la ligue du Nord, destinée à s'opposer aux entreprises de l'Angleterre. Le roi de Prusse adhéra à cette ligue, et se chargea, d'accord avec les autres Etats qui en faisaient partie, d'occuper le Hanovre. Il manifesta même une vive irritation contre les Anglais, qui s'étaient emparés, sous un vain prétexte, du vaisseau prussien *le Triton*.

La décision avec laquelle Frédéric-Guillaume agit en cette circonstance causa un vif étonnement; mais, quand on vit que l'Angleterre ne témoignait aucun ressentiment,

on comprit que la Prusse, tout en feignant d'entrer résolûment dans les vues de la France et de la Russie, n'avait agi qu'en vertu d'une entente secrète avec l'Angleterre, dont elle servait très-utilement les intérêts, en prévenant l'occupation du Hanovre par les troupes françaises et russes. « Si le roi de Prusse crut échapper par là au danger, il se trompa. Il put bien, par cette feinte, ne se brouiller ni avec la France, ni avec la Russie, ni avec l'Angleterre ; mais, ce qui était mille fois plus dangereux, il livra en même temps à ses alliés et à ses ennemis le secret de sa faiblesse et des craintes que lui inspirait la guerre (1). »

La paix entre la France et l'Autriche fut signée à Lunéville le 9 février 1801. Par ce traité, toute la rive gauche du Rhin était cédée à la France ; mais des indemnités étaient promises aux princes laïques qui faisaient par là des pertes. Ces princes se trouvèrent donc, à ce point de vue, dans la position où était la Prusse depuis le traité de Bâle. Or, Bonaparte, qui, depuis la fin de l'année précédente, gouvernait la France avec le titre de premier Consul, était dans l'intention d'accorder ces dédommagements aux dépens des Etats ecclésiastiques, ce qui avait pour lui l'avantage d'affaiblir l'Autriche, qui, étant la protectrice naturelle de ces Etats, était, en conséquence, appuyée par eux.

Au milieu de ces événements, la France avait perdu un allié récent, mais plein d'ardeur, le tzar Paul Ier, à qui même ses dispositions en faveur de sa nouvelle alliée avaient coûté la vie ; car quelques personnes de son entourage, par opposition pour la France, l'avaient assassiné dans son lit pendant la nuit du 23 au 24 mars 1801. Son fils Alexandre, qui lui succéda, se vit dans la nécessité de se rapprocher de l'Angleterre, bien qu'elle eût été la cheville ouvrière de cette

(1) Eug. Véron. *La Prusse depuis la mort de Frédéric II.*

tragique intrigue, et la Prusse évacua le Hanovre, dont les Anglais reprirent possession. Néanmoins, Alexandre ne se déclara point contre la France, et le premier Consul, désirant vivement se l'attacher, lui proposa de concourir avec lui à la nouvelle organisation qu'il allait donner à l'Allemagne. Cette proposition fut d'autant plus agréable à Alexandre que, parmi les maisons allemandes qui attendaient des indemnités, plusieurs, notamment celles de Bavière, de Bade et de Wurtemberg, avaient avec lui des relations de parenté.

Chacune de ces puissances obtint à peu près ce qu'elle convoitait. Quant au roi de Prusse, il comprenait que son semblant d'intervention contre l'Angleterre était loin de lui constituer un titre aux yeux de la France, et il craignait d'être traité d'une manière peu favorable dans la répartition des propriétés ecclésiastiques sécularisées. Ne voulant pourtant point laisser échapper une si belle occasion de s'agrandir, il eut l'idée d'intéresser en sa faveur l'empereur de Russie, pour qui il savait que le premier Consul était plein d'égards, et il lui demanda une entrevue secrète, qui eut lieu à Mémel dans les premiers jours de juin 1802. Frédéric-Guillaume se fit accompagner dans ce voyage par la reine, la belle Louise-Amélie de Mecklembourg, femme de caractère, dont l'intervention dans les affaires de son faible époux rappelait, sous certains rapports, le rôle de l'infortunée Marie-Antoinette auprès de Louis XVI. Les désirs de Frédéric-Guillaume furent satisfaits : en dédommagement d'une population d'environ 137,000 âmes, il obtint un territoire où l'on comptait plus de 400,000 habitants. Ce territoire comprenait les évêchés de Paderborn, d'Hildesheim, d'Eichsfeldt, d'Erfurth, d'Untergleichen, de Munster, et plusieurs abbayes.

Le premier Consul s'était montré généreux envers le roi de Prusse, non-seulement afin d'être agréable au Tzar,

mais aussi afin d'empêcher que Frédéric-Guillaume eût jamais l'idée de se rapprocher de l'empire allemand, qu'il aurait contribué à désorganiser, et dans l'espoir de l'attacher définitivement à la politique de la France, dont il aurait éprouvé les avantages; mais il ne se faisait pas encore une idée suffisamment juste de cette ambition en quelque sorte inerte et passive, qui ne s'éveillait à l'appât des bénéfices qu'à la condition de n'avoir pas à agir pour se les assurer.

On se demandera peut-être de quel droit le chef du gouvernement français disposait ainsi d'une partie des Etats et des fiefs de l'Empire germanique. Ce droit était tout simplement celui de la force, secondée, il faut le dire, par la répugnance, très-prononcée alors, de l'opinion à admettre des évêques ou des abbés exerçant des droits de souveraineté. D'ailleurs, la conservation de ces Etats ou fiefs ecclésiastiques n'intéressait directement aucune des maisons princières de l'Allemagne, tandis que plusieurs d'entre elles espéraient gagner plus ou moins à leur sécularisation, comme cela avait eu lieu à l'époque de la réforme. L'Autriche seule perdait à cette politique une part de son influence; mais, après ses défaites, que pouvait-elle contre l'accord de la France, de la Russie, de la Prusse et de presque tous les Etats allemands? Après quelques essais de résistance, elle se décida, le 24 mars 1803, à ratifier le recès de la Diète qui sécularisait le patrimoine du clergé de l'Empire et, par suite, remplaçait les électeurs ecclésiastiques, non-seulement par des laïques, mais par des protestants (1), et remaniait tout le corps germanique.

Bonaparte, avons-nous dit, dans la répartition des territoires ecclésiastiques, avait eu en vue de s'assurer l'alliance de la Prusse. Celle de la Russie lui eût pourtant été bien

(1) Voyez l'*Histoire d'Allemagne*.

autrement avantageuse, ne fut-ce qu'à cause de la distance ; car, si l'alliance avec des voisins est généralement plus profitable à un Etat qui ne songe qu'à vivre en paix, un souverain qui ne respire que guerre et conquêtes ne peut guère s'allier qu'avec des Etats éloignés, qui ne le gênent pas dans ses projets d'agrandissement. Cela eût été surtout vrai pour la Russie, qui, à la condition qu'on la laissât libre de son action dans l'Orient, aurait laissé Bonaparte s'étendre à son gré dans l'Occident. Mais Bonaparte, peu capable de ménagements, fit coup sur coup plusieurs actes qui aliénèrent complétement le Tzar. D'abord, lorsque l'Angleterre, en 1803, eut rompu le traité d'Amiens, signé par elle l'année précédente, Bonaparte fit aussitôt occuper le Hanovre, possession du roi d'Angleterre, et le royaume de Naples, où dominait l'influence anglaise. Or, ces deux opérations, que ne précéda aucune communication à l'empereur de Russie, blessèrent profondément ce prince, qui avait pris le royaume de Naples sous sa protection, et qui venait de garantir l'ordre de choses établi en Allemagne, ordre que l'invasion du Hanovre altérait essentiellement ; d'autant plus que le premier Consul ne répondit que d'une manière évasive à la demande faite par Alexandre pour que la navigation de l'Elbe et du Weser fût laissée libre. Mais les choses s'envenimèrent bien autrement encore, lorsque, le 15 mars 1804, le duc d'Enghien eût été enlevé en pleine paix dans les Etats du duc de Bade, beau-frère de l'empereur de Russie, et mis à mort contre le droit des gens. L'élévation du premier Consul à la dignité impériale, à titre héréditaire (18 mai), acheva d'éloïgner le Tzar, et amena bientôt la cessation des relations diplomatiques entre la Russie et la France (28 août).

Alors, Napoléon sentit combien l'alliance de la Prusse lui était nécessaire, et, pour décider Frédéric-Guillaume, après avoir essayé tous les genres de séduction : caresses,

flatteries, proposition formelle de placer sur sa tête la couronne impériale d'Allemagne, il lui offrit la cession définitive du Hanovre. Le baron de Hardenberg, ministre du roi de Prusse, accueillit avec transport une offre de cette importance. Le roi, de son côté, désirait ardemment cette province, si nécessaire pour l'organisation territoriale de la Prusse ; mais il redoutait la colère de l'Angleterre et de la Russie ; il était aussi retenu par la crainte de l'opinion publique. « Puis-je, demanda-t-il à son ministre, puis-je, sans manquer aux règles de la morale, sans perdre en Europe l'estime des gens de bien, sans être noté dans l'histoire comme un prince sans foi, me départir, pour avoir le Hanovre, du caractère que j'ai maintenu jusqu'ici ? » Le ministre trouva aisément des arguments pour convaincre un prince qui ne demandait pas mieux que d'être convaincu, et Napoléon, sur l'avis qui lui fut donné de l'acceptation de son offre, envoya Duroc à Berlin pour signer en son nom (3 septembre). Mais, dans l'intervalle, des observations étaient venues au roi de divers côtés; en conséquence, au lieu de signer le traité convenu, il déclara de nouveau que son intention était de garder la neutralité, et, pour la faire respecter, il ordonna, le 7 septembre, la formation d'une armée de quatre-vingt mille hommes. Néanmoins, des froissements survenus entre l'empereur de Russie et le roi de Prusse laissaient encore à Napoléon quelques chances, qu'il s'ôta lui-même de gaicté de cœur. Afin de rendre plus rapides des concentrations de troupes qui entraient dans son plan pour la campagne qui se préparait, il fit traverser par plusieurs corps d'armée des territoires prussiens, notamment le margraviat d'Anspach. Or, peu de temps auparavant, l'empereur de Russie, jugeant utile de faire passer par la Silésie l'armée qu'il envoyait au secours de l'Autriche, avait dépêché un général à Berlin pour essayer d'obtenir l'autorisation du roi ; mais cette autorisation avait été

refusée, et le seul fait de l'avoir demandée avait été regardé par l'armée prussienne comme une espèce d'insulte. Qu'on juge donc de l'effet que dut produire la nouvelle du passage de plusieurs corps français par le territoire prussien, sans même qu'on eût pris la peine d'adresser au gouvernement la moindre excuse, de lui en donner le plus simple avis.

Le roi, profondément irrité et forcé d'ailleurs de donner satisfaction à l'indignation de l'armée et de la nation, forma aussitôt trois armées : l'une, de 50,000 hommes, sous le duc de Brunswick, dans la Basse-Saxe ; une seconde, de 60,000 hommes, sous le prince de Hohenlohe, dans la Franconie ; la troisième, de 20,000 hommes, sous l'électeur de Hesse, dans la Westphalie. En même temps, il s'empressa d'envoyer aux Russes l'autorisation de traverser la Silésie, et même aux autorités du pays l'ordre de pourvoir à leur subsistance. Enfin, les 80,000 hommes qui avaient été placés sur la Vistule pour observer les Russes furent aussitôt rappelés et dirigés vers l'Occident. Au moment où le roi était ainsi disposé, le Tzar arriva à l'improviste à Berlin. L'armée et le peuple lui firent un accueil enthousiaste ; de tous côtés, des banquets furent organisés pour boire à la délivrance de la patrie, humiliée par l'étranger ; enfin le roi signa, le 3 novembre, la convention de Potsdam, par laquelle il s'engageait à commencer les hostilités le 15 décembre, si, avant cette époque, Napoléon n'avait pas accordé les nombreuses satisfactions que cette convention stipulait. Il était évident que l'Empereur ne céderait point, et, par conséquent, la guerre était inévitable ; mais ce retard jusqu'au 15 décembre, dans un moment où l'Autriche était réduite aux abois par ses revers à Ulm et à Elchingen, et par la capitulation de Mack, ce délai était une grande faute, à moins que ce ne fût une sorte d'échappatoire et un moyen d'attendre, sans se trop compromettre ni d'un côté

ni de l'autre, des événements décisifs, qui évidemment ne pouvaient tarder.

Au moment de quitter Potsdam pour aller rejoindre son armée, le Tzar désira visiter le tombeau du grand Frédéric. Le roi et la reine descendirent avec lui dans le caveau funèbre. Il était minuit; Alexandre, dont la sensibilité était vive et l'imagination impressionnable, baisa le cercueil du héros, avec une émotion profonde, qui se communiqua à Frédéric-Guillaume, et les deux souverains s'embrassèrent en se jurant foi et amitié éternelles. Mais, quelque sincère qu'il pût être, le serment d'un homme aussi dépourvu de caractère que Frédéric-Guillaume n'avait que bien peu de valeur.

Aux termes de la convention de Potsdam, ce prince devait commencer par mettre Napoléon en demeure de remplir certaines conditions qui résultaient des derniers traités. Le comte de Haugwitz se rendit pour cela au camp de Napoléon, où il arriva pendant que celui-ci prenait ses dispositions pour la bataille d'Austerlitz, qui eut lieu trois jours après (2 décembre 1805), et, au lieu de remplir la mission dont il était chargé, il eut la singulière idée d'aller à Vienne attendre le résultat de la lutte. A la nouvelle de la grande victoire des Français, il accourut complimenter le vainqueur. « Voilà, dit l'Empereur, un compliment dont la fortune a changé l'adresse. »

Le roi de Prusse, par sa pusillanimité, était parvenu à inspirer à Napoléon un véritable mépris. Celui-ci ne doutait pas que, ne pouvant plus compter ni sur la Russie, ni sur l'Autriche, Frédéric-Guillaume ne devînt l'iustrument docile de toutes ses volontés. En conséquence, voulant récompenser la Bavière, et jugeant à propos de lui donner pour cela le margraviat d'Anspach, il dicta au comte de Haugwitz un traité par lequel la Prusse cédait ce territoire, celui de Neuchâtel et toutes ses possessions sur le Rhin, y

compris la place de Wesel, et acceptait en compensation le Hanovre. Or, quelque avantageux que parût être cet échange, il était en réalité déplorable; car la Prusse cédait des possessions sur lesquelles son droit était incontestable, et dont quelques-unes faisaient partie de l'ancien patrimoine de la maison de Brandebourg, pour obtenir de l'empereur des Français une contrée qui appartenait au roi d'Angleterre. Frédéric-Guillaume, n'osant pas résister aux volontés de Napoléon, mais en même temps voulant éviter d'irriter par trop l'Angleterre, prit possession du Hanovre sous des prétextes qui ne firent illusion à personne, et acheva de se déconsidérer aux yeux de toute l'Europe.

En même temps, Napoléon, voyant qu'il ne pouvait compter sur l'alliance d'un pareil roi, conçut un projet qui n'était pas sans analogie avec la *ligue des Princes*, qu'avait autrefois formée Frédéric II; ce projet était celui de la *Confédération du Rhin*, dans laquelle il réunit, sous la suzeraineté de la France, tous les Etats de l'Allemagne méridionale, en donnant à deux d'entre eux, savoir à la Bavière et au Wurtemberg, le titre de royaumes. Après ces deux Etats, venaient les duchés de Bade et de Hesse-Darmstadt, érigés en grands-duchés, le grand-duché de Berg et plusieurs Etats moins importants, comme le duché de Nassau, les principautés de Hohenzollern, etc. Les princes composant la nouvelle confédération notifièrent, le 1er août, à la Diète de Ratisbonne, leur séparation du Corps germanique. Ainsi disparaissait, mille six ans après avoir été fondé ou renouvelé par Charlemagne, le saint Empire romain, qui, d'après un mot de Voltaire, devenu un peu banal, mais qu'on répète encore parce qu'il exprime bien une idée juste, n'était ni saint, ni empire, ni romain. Aussi, l'empereur François II abdiqua-t-il, le 6 du même mois, un titre qui n'avait plus sa raison d'être, mais en le remplaçant par celui d'empereur d'Autriche, qui s'appliquait aux possessions hé-

réditaires de sa maison. Les Etats de l'Allemagne septentrionale étaient demeurés en dehors de la Confédération du Rhin, et Napoléon avait paru très-disposé à voir le roi de Prusse former de ces Etats une autre Confédération dont il serait le chef; il avait même mis en avant l'idée d'un empire de l'Allemagne du Nord dont la couronne serait héréditaire dans la maison de Prusse. Cette perspective souriait singulièrement à Frédéric-Guillaume, et quelques écrivains prussiens faisaient d'avance la statistique du grand empire du Nord. Mais, tandis que Frédéric-Guillaume s'occupait d'obtenir l'adhésion des princes qui devaient faire partie de la nouvelle Confédération, il fut étrangement surpris d'apprendre que l'un d'eux, le duc de Hesse-Cassel, venait d'être réuni à la Confédération du Rhin, et que Napoléon avait défendu aux villes Hanséatiques, Brême, Hambourg et Lubeck, d'adhérer aux propositions de la Prusse, vu qu'il entendait les placer directement sous son protectorat. Il devenait évident par là que les offres de Napoléon au roi de Prusse avaient été peu sérieuses.

Une nouvelle qui lui causa une surprise plus pénible encore et à laquelle il eut d'abord bien de la peine à ajouter foi, c'est que Napoléon, dans des négociations récentes avec l'Angleterre, avait positivement offert de rendre le Hanovre au roi Georges III; cette offre fut même rendue publique par le roi Georges dans une proclamation qu'il adressa à son peuple après la rupture des négociations. Cette dernière preuve du peu de cas que Napoléon faisait de la Prusse, et de l'idée où il était qu'avec elle il pouvait tout se permettre, porta dans le pays l'irritation à un tel point que le roi se vit hors d'état de résister plus longtemps à la pression qu'exerçait sur lui le parti de la guerre, vivement patroné par la reine. Il arriva même qu'après avoir poussé la patience beaucoup trop loin, il porta l'empressement jusqu'à la témérité ; car lui, qui n'avait pas osé tenter

la lutte dans un moment où il eût eu avec lui la Russie, l'Autriche et l'Angleterre, il allait l'entreprendre avec ses seules forces, et sans attendre les secours que le Tzar ne manquerait pas de lui envoyer.

Tous les princes de la maison de Saxe ayant pris parti pour la Prusse, ce fut dans leurs Etats qu'entra d'abord l'armée française, et les premières rencontres eurent lieu sur le cours supérieur de la Saala, à Schleitz et à Saalsfeld, les 9 et 10 octobre 1806. Ce début fut peu favorable aux Prussiens; l'avant-garde de leur armée, commandée par le prince Louis, cousin du roi, fut complétement défaite, et ce prince, l'un des plus brillants officiers de l'armée prussienne, fut tué à Saalsfeld, dans un combat corps à corps avec un sous-officier de hussards français. Deux jours après, Napoléon, en suivant le cours de la Saala, rencontra auprès d'Iéna une partie de l'armée prussienne, commandée par le prince de Hohenlohe, et se disposa à lui livrer bataille en donnant ordre à Davoust, qui était à environ quatre lieues en avant, d'arrêter la marche de l'autre partie de l'armée, afin qu'on pût les battre l'une après l'autre.

Napoléon, observant la position des Prussiens établis sur les hauteurs qui entourent Iéna, s'aperçut qu'ils n'avaient pas occupé assez fortement le point culminant. Profitant de cette faute, il s'empara de ce point le 13 octobre, fit creuser dans le roc, pendant la nuit, un chemin qui permit d'y conduire de l'artillerie et, le 14 au matin, se trouva en mesure d'engager la bataille en foudroyant de là l'armée prussienne. La place qu'il occupait sur cette hauteur était peu étendue, et il n'avait guère pu y établir que ses batteries; mais, après quelques heures, l'ennemi ayant été obligé de céder du terrain, toute l'armée put s'y placer, et la bataille, qui, pendant la première partie de la journée, n'avait été, pour ainsi dire, que préparée, s'engagea alors avec un ensemble qui, en quelques heures, rompit toutes les

lignes des Prussiens, et les mit en complète déroute.

Ce premier corps d'armée ainsi dispersé et presque détruit, Napoléon comptait avoir affaire aussitôt après au corps principal, où se trouvaient le duc de Brunswick et le roi, et, dès que le feu eut cessé autour de lui, il entendit dans le lointain une vive canonnade, qui lui annonçait que ce corps d'armée était aux prises avec Davoust, chargé, comme nous l'avons vu, de lui barrer le passage. Il attendait avec impatience des nouvelles de ce qui s'était passé sur ce point, afin de pouvoir calculer où aurait lieu la seconde bataille, lorsqu'on lui annonça que l'ennemi qu'il attendait était complétement battu et fuyait dans toutes les directions. Il crut d'abord que cette nouvelle était fort exagérée, les forces de Davoust ne lui paraissant suffisantes pour obtenir un succès aussi important. Mais de nouveaux détails dissipèrent bientôt tous ses doutes, et, dès le lendemain, il put s'assurer par lui-même de la vérité.

Davoust était un de ces hommes de fer qui ne savent pas ce que c'est que céder, et, grâce à la discipline inflexible à laquelle il les avait soumis, ses soldats étaient d'une solidité incomparable. Nul corps d'armée n'était donc plus propre que celui-là à la mission que l'Empereur lui avait confiée. Aussi tous les efforts des Prussiens vinrent-ils se briser contre une résistance qui les exaspérait d'autant plus qu'ils se voyaient plus supérieurs en nombre. Voulant triompher à tout prix, ils finirent par en venir à une action générale ; mais Davoust forma de son infanterie plusieurs carrés, que rien ne put ébranler et contre lesquels tous les efforts de l'ennemi vinrent se briser avec des pertes énormes. Le duc de Brunswick, qui, après avoir assisté à la plupart des batailles du grand Frédéric, avait ensuite si souvent commandé en chef, se jeta dans la mêlée avec l'ardeur d'un jeune soldat, afin d'encourager ses troupes, et eut

la tête fracassée par un biscaïen, blessure atroce à laquelle il succomba quelques jours après. Davoust, passant sans cesse d'un carré à l'autre, afin d'être en quelque sorte présent partout, reçut aussi à la tête un biscaïen, mais qui ne fit que l'effleurer en perçant son chapeau. Lorsque l'armée prussienne fut complétement épuisée, une charge vigoureuse acheva de la disperser. Telle fut la bataille d'Auerstaedt, qui a eu moins de retentissement que celle d'Iéna, mais qui, en réalité, fut plus importante. Aussi, Napoléon voulut-il que ce fût le vainqueur d'Auerstaedt qui prît solennellement possession de Berlin, ce qui eut lieu le 25 octobre. Pour lui, après avoir passé une journée à Weimar, où il fut plein d'égards pour la duchesse, dont le mari avait un commandement dans l'armée prussienne, et visité le champ de bataille d'Auerstaedt, il se rendit à Potsdam (25 octobre), d'où il envoya à Paris l'épée du grand Frédéric, et il n'entra à Berlin que le 28.

La campagne avait été ouverte le 8 de ce même mois, et, six jours après, une double victoire avait brisé la puissance militaire de la Prusse. Des cent soixante mille hommes qu'elle avait mis en ligne sur la Saala, le plus grand nombre étaient morts, blessés ou prisonniers. Une multitude confuse qui s'était réfugiée à Erfurth, y fut aussitôt rejointe par Murat, qui la fit prisonnière de guerre. Une réserve de dix-huit mille hommes, commandée par le prince Eugène de Wurtemberg, s'était portée sur Halle, dans l'intention d'y attirer les fugitifs et d'en former de nouveaux corps; mais la division Dupont, qui faisait partie du corps d'armée de Bernadotte, arrive sous les murs de cette ville, qu'il force et, le corps d'armée du prince de Wurtemberg ayant essayé de se retrancher sur une hauteur voisine, il l'y attaque vigoureusement, et le met en complète déroute, après lui avoir tué beaucoup de monde.

Il restait encore de l'armée prussienne deux corps de près

de vingt mille hommes chacun, qui s'étaient retirés en assez bon ordre, l'un, sous le prince de Hohenhohe, l'autre, sous le général Blücher. Il s'agissait d'atteindre ces deux corps, et aussi de s'emparer des places fortes, qui avaient pour la plupart d'importantes garnisons. Spandau, qui pouvait opposer une longue résistance, se rendit à la première sommation de Lannes (28 octobre) ; le prince de Hohenlohe, atteint à Prenzlow par Murat et Lannes, fut contraint de capituler avec tout son corps d'armée (28 octobre) ; Stettin ouvrait en même temps ses portes à Lassalle. Quant à Blücher, sans tenir compte des priviléges de la ville impériale de Lubeck, il y entra de force, s'empara de tout ce qu'il y trouva d'armes, de munitions et d'argent, et se disposa à s'y défendre vigoureusement ; mais Bernadotte et Soult forcèrent la ville, et Blücher, ayant essayé de s'échapper avec une partie de son monde, fut contraint de capituler le même jour (7 novembre) ; enfin, pour ne pas parler des autres places, qui toutes avaient ouvert leurs portes, Magdebourg, la plus importante de toutes, se rendit à Ney le 8 novembre, avec vingt-quatre mille hommes qui s'y trouvaient renfermés. Ainsi, dans l'espace juste d'un mois (du 8 octobre au 8 novembre), l'armée prussienne disparut complétement et le royaume fut soumis tout entier, à l'exception de la Silésie et de la Prusse orientale, où le roi s'était retiré avec sa famille.

Napoléon, après avoir passé quelques semaines à Berlin, où il rendit, le 21 novembre, le décret ordonnant le blocus continental, partit pour la Pologne, et signa à Posen le décret qui élevait l'électeur de Saxe à la dignité royale. Il n'avait pas eu de peine à détacher ce prince de la Prusse, et, comptant trouver en lui un allié fidèle, il avait le projet d'accroître notablement sa puissance, ce qu'il fit l'année suivante en créant pour lui le grand-duché de Varsovie, composé de la partie de la Pologne qui, dans le partage,

avait formé le lot de la Prusse (1). Ce prince fut rattaché à la confédération du Rhin. Nous ne pouvons nous occuper ici des mesures que Napoléon adopta par rapport à la Pologne ; dès que les provinces polonaises sont enlevées à la monarchie prussienne, ce qui les concerne cesse d'appartenir à notre sujet. Mais la lutte qui va avoir lieu pendant quelques mois entre les Français et les Russes, bien que les Prussiens y prennent peu de part, doit être racontée ici,

(1) Au séjour de Napoléon à Berlin se rattache une anecdote trop célèbre pour que nous puissions nous dispenser d'en dire quelques mots. Le comte de Schulenbourg, au moment où les troupes prussiennes évacuèrent Berlin, remit la direction des affaires à son gendre le comte de Hatzfeld, et celui-ci, après l'entrée des Français, demeura chef du gouvernement municipal. A ce titre, il devait s'interdire scrupuleusement toute correspondance qui pût avoir la moindre apparence d'espionnage. Or, l'autorité française saisit une lettre dans laquelle il disait à un des officiers du corps de Hohenlohe : « Les Français évaluent leurs forces à 80,000 hommes; d'autres rapports ne portent ce corps qu'à 50,000. Les chevaux de la cavalerie sont très-fatigués. » Là-dessus, Napoléon ordonne au sévère Davoust de faire réunir une commission militaire pour juger le comte de Hatzfeld. Berthier, en apprenant la résolution de Napoléon, fait des efforts désespérés pour l'en dissuader; Duroc, Rapp, Caulincourt, non moins désolés, font avertir secrètement la comtesse, personne des plus intéressantes. Elle arrive juste au moment où Napoléon, après une promenade dans Berlin, descendait de cheval. Ainsi surpris, il ne peut se dispenser de la recevoir, et, l'ayant introduite dans son cabinet, il lui donne à lire la lettre interceptée, en lui demandant si elle reconnaît l'écriture de son mari. La comtesse, saisie de terreur, ne répond que par ses larmes. Alors Napoléon, touché de sa douleur, lui dit : « Jetez donc cette lettre au feu, et la commission militaire, qui, dans ce moment même, fait demander les pièces de conviction, n'en aura aucune. » Plus tard, Napoléon, ayant connu personnellement le comte de Hatzfeld, apprécia son caractère et son esprit, et se sut gré de ne l'avoir pas livré à la justice militaire. Il dut s'en féliciter d'autant plus que, d'après des documents qui paraissent très-dignes de foi, la lettre de Hatzfeld avait été écrite le 24 octobre, c'est-à-dire la veille de l'entrée des Français à Berlin, en sorte que si, conformément à l'ordre donné par Napoléon dans un premier moment d'emportement, on eût absolument voulu faire un exemple, on aurait commis une déplorable injustice.

au moins succinctement, parce qu'elle se trouve étroitement liée à la guerre que viennent de faire les Prussiens, et parce qu'elle a lieu, principalement dans la province de Prusse.

Frédéric-Guillaume avait commis une grande imprudence en commençant la guerre sans attendre les forces que l'empereur de Russie n'aurait pas manqué de mettre au plus tôt à sa disposition. Ces forces en effet s'avançaient en toute hâte ; mais la campagne avait été si rapide, qu'elles arrivèrent trop tard. Les premières divisions passèrent le Niémen le 1er novembre. En ne comptant ni la réserve, qui s'organisait encore, ni la garde impériale, qui ne partit qu'un peu plus tard, les Russes, renforcés d'un petit nombre de Prussiens, formaient, entre le Niémen et la Vistule, un effectif de cent vingt mille hommes.

Napoléon, entré de nuit à Varsovie pour éviter les ovations de la population et l'expression de vœux qu'il n'était pas décidé à satisfaire complétement (18 décembre), en repartit après quatre jours (le 22) pour commencer ses opérations. Tandis qu'il dirigeait en personne la marche pénible de son armée à travers les plaines marécageuses de la Pologne, le maréchal Lannes, qui commandait l'extrême droite, arrivé à Pultusk, se trouva, avec dix-huit mille hommes, en présence de quarante-trois mille Russes, commandés par Bennigsen, et obtint sur eux un avantage signalé. Le même jour, Davoust et Augereau battaient un autre corps russe à Golymitz, à quelques lieues de Pultusk, et, un peu plus loin, Ney, qui commandait l'extrême gauche, se trouvait aux prises à Soldau avec un corps de Prussiens, qui, irrités du peu de cas que faisaient d'eux les Russes depuis le désastre d'Iéna, firent des prodiges pour venger leur honneur, et luttèrent jusqu'à minuit avec l'énergie du désespoir. Ces trois avantages, obtenus en même temps sur un espace de vingt-cinq lieues, causèrent

à l'ennemi une perte d'environ vingt mille hommes et de quatre-vingts canons.

Mais, par une exception fort rare dans ces contrées, au lieu d'un froid intense, on avait, à la fin de décembre, un temps de dégel et de pluie, qui rendait les mouvements des armées à peu près impossibles. Napoléon se décida donc à faire prendre à ses différents corps d'armée des cantonnements dans le pays même, en attendant que la saison permît de recommencer les opérations ; et, pendant ce repos forcé, il chargea son frère Jérôme, secondé par le général Vandamme, de s'emparer des principales places de la Silésie. En quelques mois, Glogau, Breslau, Brieg, Schweidnitz, Glatz et Neisse tombèrent en leur pouvoir, et Napoléon les fit démanteler. Ne comptant plus se faire des alliées ni de la Prusse, ni de l'Autriche, il ne songeait qu'à tirer parti de la mésintelligence qui avait toujours divisé ces deux puissances. Or, la Silésie démantelée et, par conséquent, exposée aux attaques de l'Autriche, devenait pour la Prusse un objet d'inquiétude, une occasion de dépenses et une cause d'affaiblissement.

Cependant, sur un ordre venu de Saint-Pétersbourg, le général en chef russe Bennigsen fit, un peu avant la fin de janvier, un mouvement pour se rapprocher de la mer, passant ainsi de la Pologne dans la Prusse orientale. Dès que les Français eurent connaissance de ce mouvement, ils manœuvrèrent de leur côté dans le but d'enfermer l'ennemi dans un arc de cercle, dont la corde serait formée par la côte de la Baltique. Après quelques rencontres, où les Français eurent constamment l'avantage, les Russes prirent position, le 7 février, sur le plateau où se trouve la ville d'Eylau. Les Russes s'étaient même établis dans cette ville ; mais les Français, arrivés aussitôt, les en délogèrent après une lutte sanglante, les Russes s'étant défendus avec une extrême opiniâtreté, de rue en rue. On les chassa ensuite

du cimetière, où une de leurs divisions s'était établie, et où elle se défendit avec la même énergie. Les Russes ayant pris position un peu plus loin au lieu de continuer leur marche, il était évident que leur intention était de recommencer la lutte le lendemain. Napoléon prit ses dispositions en conséquence, et envoya des estafettes aux généraux qui se trouvaient plus ou moins éloignés du principal corps d'armée.

Les détails de la terrible bataille qui s'engagea le lendemain dès les premières heures d'une morne journée d'hiver, appartiennent à l'histoire de France et à celle de Russie. Les Prussiens n'y intervinrent qu'à une heure avancée, lorsque la victoire, disputée avec un indicible acharnement, semblait au moment de se décider en notre faveur. Alors, leur arrivée sur le champ de bataille, au nombre de sept à huit mille, procura un renfort précieux aux Russes, dont l'armée était presque à moitié détruite, et arrêta le mouvement en avant qu'exécutait la nôtre. La nuit surprit les deux armées dans cette situation. Bennigsen délibéra alors avec ses lieutenants si on recommencerait la lutte le lendemain, ou s'il fallait décamper pendant la nuit; la question fut décidée par l'arrivée du maréchal Ney, qui, poussant devant lui les Prussiens, se présenta sur le champ de bataille environ deux heures après eux. Alors, Bennigsen n'hésita plus et ordonna immédiatement la retraite; la plus grande partie de son armée alla se renfermer dans Kœnigsberg, où se trouvait le roi de Prusse. Quant à Napoléon, voulant donner quelque repos à ses troupes, il les cantonna dans les villages voisins de la basse Vistule, de manière à être en mesure de se porter sur Varsovie, si cette place était menacée, et de protéger le siége de Dantzick, qu'il allait faire entreprendre.

Cette importante place était défendue par six mille Russes et vingt mille Prussiens, sous les ordres du maré-

chal de Kalkreuth, homme d'une rare énergie. L'investissement eut lieu le 26 mars, sous le commandement supérieur du maréchal Lefebvre, qui n'avait pour lui que son incomparable bravoure ; mais les opérations étaient dirigées par deux hommes éminents, le général du génie Chasseloup et le général d'artillerie La Riboissière. Après cinquante-et-un jours de tranchée ouverte, signalés par de continuelles sorties, qui donnaient lieu à des combats acharnés, la place capitula le 26 mai.

Après quelques essais de négociations, qui eurent lieu par la médiation de l'Autriche et auxquelles le roi de Prusse se serait prêté volontiers, mais qui contrariaient vivement les Anglais et les Russes, ces derniers commencèrent les opérations le 5 juin, et, le 14 du même mois, septième anniversaire de Marengo, ils furent écrasés à Friedland. Aussitôt, la cour de Prusse se réfugia à Mémel, la dernière place du royaume, et le maréchal Soult entra à Kœnigsberg. Quant à l'armée russe, elle se retira au delà du Niémen, dont les Français occupèrent la rive gauche.

Ainsi que le disait Napoléon dans une proclamation à son armée, une campagne de dix jours avait suffi pour faire perdre aux Russes soixante mille hommes et leur enlever presque toute leur artillerie et tous leurs magasins. Les Prussiens, de leur côté, avaient perdu Kœnigsberg, où les Français s'étaient emparés de trois cents bâtiments chargés de toutes sortes de provisions et de munitions envoyées par l'Angleterre. Dans cet état de choses et en présence d'une armée française de cent-soixante-dix mille hommes, abondamment pourvue de tout et dont les forces étaient comme doublées par le succès, l'ennemi n'avait d'autre parti à prendre que de demander la paix. Après un armistice proposé d'abord par la Russie, puis par la Prusse, et et accordé sur le champ par Napoléon, celui-ci eut avec Alexandre, sur un radeau établi au milieu du Niémen, en

présence des deux armées, rangées sur les deux rives du fleuve, une entrevue demeurée célèbre (25 juin). Le lendemain, eut lieu, sur le même radeau, une seconde entrevue, où Alexandre présenta à Napoléon le roi de Prusse, et, le même jour, le Tzar, sur l'invitation de Napoléon, passa sur la rive gauche du fleuve et vint s'établir auprès de lui, à Tilsitt, où le roi de Prusse vint aussi quelques jours plus tard.

Mais les négociations eurent lieu uniquement entre Napoléon et Alexandre, à qui Frédéric-Guillaume confia le soin de ses intérêts. En les défendant avec zèle, Alexandre n'eût fait que ce qu'il devait ; car c'était lui surtout qui avait entraîné le faible roi de Prusse dans les aventures qui venaient d'avoir pour lui de si tristes résultats. Mais Napoléon, en s'efforçant d'éblouir Alexandre par les perspectives qu'il ouvrait à son ambition du côté de l'Orient, eut peu d'égard à ses sollicitations en faveur de son allié, déclarant du reste que c'était purement par considération pour lui qu'il n'enlevait pas au roi de Prusse d'autres provinces encore, et notamment la Silésie. Frédéric-Guillaume, malgré sa timidité, essaya de débattre lui-même ses intérêts, mais sans plus de succès, et, d'une population de neuf millions et demi d'habitants, son royaume se trouva réduit à cinq millions. Outre les provinces polonaises, données au roi de Saxe, Napoléon lui enleva tout ce qui se trouvait sur la rive gauche de l'Elbe, destinant ce territoire à un nouvel État qu'il organisait sous le nom de royaume de Westphalie. La Prusse faisait ainsi une perte qui ne pouvait que lui être bien sensible, celle de la Vieille-Marche, le noyau primitif du margraviat de Brandebourg. De plus, Dantzick demeurait en dehors, pour se gouverner en ville libre ; enfin, malgré tous les efforts du roi de Prusse et les sollicitations de la reine, venue tout exprès de Mémel à Tilsitt, Napoléon refusa absolument

à Frédéric-Guillaume Magdebourg, la grande forteresse de l'Elbe, où elle a plus d'importance encore que n'en ont sur le Rhin Mayence et Strasbourg. Ce traité, si désastreux pour la Prusse, fut signé à Tilsitt le 8 juillet (1807).

Mais une si énorme diminution de territoire n'était pas le seul, ni peut-être le plus grand désastre qui eût frappé la Prusse, ce qui rendait sa situation plus déplorable encore, c'était l'exorbitante contribution de guerre que Napoléon exigeait d'elle, gardant comme gage les principales forteresses, et laissant disséminés dans le pays deux cent mille hommes qu'elle était contrainte d'entretenir à ses frais jusqu'à ce qu'elle se fût acquittée; et, comme pour achever d'humilier et de désespérer le malheureux Frédéric-Guillaume, Napoléon, au moment de la signature du traité de Tilsitt, lui avait enjoint d'éloigner sur le champ son ministre Hardenberg, le seul homme qui parût être en état de trouver des expédients pour faire face aux difficultés d'une situation intolérable.

C'était pourtant bien à tort que Napoléon regardait le comte de Hardenberg comme un implacable ennemi de la France. Ce ministre n'avait qu'une passion : l'intérêt de la Prusse. Si Napoléon eût consenti à faire quelque chose pour elle, Hardenberg serait devenu à l'instant son partisan. Il n'en était pas de même d'un autre personnage qui joua un grand rôle à cette époque dans la politique de la Prusse; nous voulons parler du baron de Stein. Celui-là aimait avant tout et par dessus tout l'Allemagne, ou, pour nous servir d'une expression qui commençait alors à être en vogue, la grande patrie allemande : « Je n'ai qu'une patrie, dit-il dans une de ses lettres; à elle, et non à une de ses parties, je suis dévoué de cœur. » Né dans le duché de Nassau, où il avait ses propriétés, s'il s'était attaché à la Prusse, c'était uniquement parce qu'il comprenait que le meilleur moyen d'être utile à l'Allemagne, c'était de servir

le plus important des États allemands. Mais, n'ayant pas pu décider Frédéric-Guillaume à adopter les mesures qu'il jugeait indispensables, il n'avait pas tardé à quitter le ministère et s'était retiré dans ses terres. Or, quand Napoléon exigea le renvoi de Hardenberg, le malheureux roi de Prusse, réduit à n'oser faire un pas sans prendre les ordres du maître, demanda par qui il pourrait remplacer son ministre, et prononça quelques noms, entre autres celui du baron de Stein. « Prenez le baron de Stein, répondit Napoléon; c'est un homme d'esprit. » Rien, assurément, n'était plus juste que ce renseignement qui avait été donné à Napoléon sur le baron de Stein, mais rien ne pouvait être plus incomplet; car, si on lui eût dit au service de quelles idées Stein mettait sa remarquable intelligence, il l'aurait écarté des affaires avec d'autant plus de soin qu'il lui aurait reconnu plus de capacité. Peu après l'avénement du nouveau ministre, nous voyons se former à Kœnigsberg, dans le but de relever et d'affranchir l'Allemagne, le *Tungendbund* (ligue de la vertu), qui couvrit bientôt toute la Prusse de ses ramifications. Supprimée en 1810 par l'ordre exprès de l'Empereur, cette association acquit une puissance bien autrement redoutable en devenant une société secrète. Or, il est hors de doute que le baron de Stein fut sous main le principal promoteur d'une association qui entrait si parfaitement dans ses vues, en préparant la régénératiou politique de l'Allemagne par sa régénération morale.

Tandis que se réveillait ainsi l'esprit public, véritable force d'une nation, le baron de Stein, revêtu d'une autorité illimitée, adoptait des mesures qui n'allaient à rien moins qu'à amener, sans violence, sans secousse, une transformation comparable à celle qui s'était opérée en France en 1789. Nul homme pourtant ne semblait moins disposé que lui à devenir un novateur, nul n'avait montré

plus d'opposition pour la Révolution française et pour tout ce qui s'y rattachait; mais son ardent patriotisme le dégage des préjugés de caste et le rend sympathique aux principes modernes, dès qu'il croit que l'avenir est là. Ce n'est pas par tactique et pour gagner l'opinion qu'il agit ainsi ; convaincu que des réformes radicales sont l'unique moyen de salut, il les adopte franchement et sans arrière-pensée. Parmi ces réformes, trois surtout méritent d'être mentionnées : la réforme des lois territoriales, la réforme des municipalités et la réforme militaire (1).

« Les nobles seuls, jusqu'alors, pouvaient posséder des biens fonds ; une loi du 9 octobre 1807 détruisit ce privilége ; le vasselage de la glèbe fut aboli ; bourgeois et paysans, tous les citoyens furent autorisés à acquérir, à posséder, à faire valoir la terre. Les nobles, à leur tour, la loi le disait hautement, ne dérogeaient plus en s'occupant d'industrie et de commerce; il n'y avait plus de distinctions arbitraires et odieuses, plus de prérogatives, plus de castes ; les bases de l'égalité civile étaient fondées. Il ne suffisait pas que la terre fût accessible au travail de tous ; attachés au pays par la propriété, les citoyens devaient y être plus intimement unis encore par le droit de participer à l'administration de leurs communes. Les municipalités furent déclarées électives. Tous les habitants, soumis à certaines conditions de cens, mais sans aucune distinction de naissance ou de culte, choisirent eux-mêmes leurs magistrats. L'armée enfin fut régénérée aussi par les véritables principes démocratiques ; les grades d'officiers, réservés jusqu'alors aux hommes de race noble, devinrent,

(1) Nous allons emprunter l'exposé de ces trois réformes à un remarquable article de M. Saint-René Taillandier, sur la vie du baron de Stein, par M. C.-H. Pertz. (*Revue des Deux-Mondes* du 15 novembre 1852.)

comme la terre et les magistratures municipales, la récompense du mérite personnel, le prix du courage et des services rendus. En introduisant ces innovations fécondes, le baron de Stein ne pouvait toutefois se décider à sacrifier complétement la noblesse ; il voulait qu'elle demeurât un corps à part, sans priviléges, il est vrai, mais investi toujours de cette autorité que donnent la fortune et les lumières ; il voulait, dis-je, en faire un corps à part, une classe d'élite, où l'État pût recruter des serviteurs dévoués, habiles, et qui fût capable de donner de grands exemples aux classes inférieures. Il rêvait une aristocratie conforme à tout ce que renferme un tel titre, une légion de vertu et d'honneur, régie par une sévère discipline, et excluant de son sein tout membre qui souillerait la communauté. Ce n'était là, chez lui, que des projets destinés à compléter un jour son système; l'essentiel, du moins, était fait; les fondements étaient assis, et les Prussiens, divisés jusque-là, et comme parqués dans des catégories odieuses, commençaient à vivre de la vie d'une nation. En même temps, d'importantes opérations financières réparaient peu à peu les désastres de ces funestes années. Le général Scharnhorst, ministre de la guerre, s'associait énergiquement à l'œuvre du baron de Stein. Ce n'était pas assez d'avoir régénéré l'armée, il fallait l'augmenter sans bruit et préparer des ressources pour l'avenir, sans violer ouvertement le traité de Tilsitt, qui limitait à 42,000 hommes les forces militaires de la Prusse. Un règlement secret du 31 juillet 1808 organisa sur toute la surface du territoire une sorte d'armée mystérieuse, recrutée, instruite, exercée régulièrement dans chaque village, et prête à se lever au premier signal. » Tout cela se faisait à l'insu de Napoléon, et, pendant quelque temps, à l'insu du roi lui-même. Au moyen d'une adroite combinaison, tout en paraissant observer strictement les clauses du traité de Tilsitt, on

avait sous la main quatre fois plus de soldats que ce traité n'en permettait à la Prusse. Cette combinaison consistait à renvoyer dans leurs foyers, où ils demeuraient à la disposition de l'État, tous les soldats suffisamment formés, et à les remplacer par des recrues, avec qui on procéderait de la même manière. Ainsi la landwehr, avant d'être une institution publique, fut, on peut le dire, une patriotique supercherie, à laquelle le pays tout entier se prêta avec un dévouement que nous ne pouvons assez admirer, tout en regrettant profondément qu'il ait eu à s'exercer contre nous.

Ce sentiment douloureux, nous l'éprouverons plus d'une fois dans ce qui va suivre; mais nous croyons devoir répéter, à cette occasion, ce que nous avons déclaré dans notre préface, qu'un patriotisme étroit ne nous fera jamais taire la vérité. Notre pays est assez grand pour que nous n'ayons pas à craindre de l'humilier en lui montrant ce que nous trouvons de grand chez les autres peuples, et ce spectacle ne peut être que salutaire, en excitant parmi nous une noble émulation. Nous manquerions également à notre devoir en dissimulant ou en altérant les faits où le rôle de la France n'a pas été ce qu'il aurait dû être : que nos fautes ou nos erreurs nous servent au moins de leçon pour l'avenir.

La Prusse, dans l'état d'épuisement où elle se trouvait, ne pouvait absolument satisfaire aux exigences vraiment excessives du gouvernement français, d'autant plus que les décrets et les règlements les plus vexatoires venaient de temps en temps achever d'anéantir le peu de commerce qui restait et consommer la ruine du pays. « Ces pauvres Prussiens ! disait un jour à Caulaincourt l'empereur Alexandre, ils n'ont pas de quoi manger. » Mais son intervention fut toujours sans résultat. Nous comprenons la trop juste irritation de celles de nos provinces qui, en 1814 et en 1815, eurent surtout à supporter les désastres

de l'invasion étrangère; mais comprenons aussi que les habitants des autres pays sont des hommes, et ne nous étonnons pas des efforts qu'ils faisaient pour leur délivrance, lorsque nous leur faisions par trop sentir le poids de notre écrasante supériorité (1).

Cependant les menées de Stein, dans un pays occupé en partie par des troupes françaises, ne pouvaient guère manquer d'être découvertes. Une lettre de lui, saisie sur un de ses agents que le maréchal Soult fit arrêter, fut publiée en tête du *Moniteur* du 8 septembre 1808, avec des réflexions sévères, qui se terminaient par ces mots : « On plaindra le roi de Prusse d'avoir des ministres aussi malhabiles que pervers. » La lettre en question, adressée au prince de Saxe-Wittgenstein, contenait le passage suivant, qui avait surtout irrité Napoléon : « Les affaires d'Espagne font une impression très-vive; elles prouvent ce que depuis longtemps on aurait dû entrevoir. Il serait très-utile d'en répandre le bruit d'une manière prudente. » Quelques semaines plus tard (21 novembre), après avoir raconté une défaite que venait d'essuyer auprès de Burgos une armée espagnole composée en partie d'étudiants et de

(1) Pour donner une idée de ce que c'était que ce terrible poids, nous nous contenterons de citer le témoignage d'un officier général français qui commandait un des régiments du corps d'armée de Ney, lors du départ pour la Russie. Et remarquons que les détails qu'il donne se rapportent à une époque où la Prusse était pour nous un pays ami et allié, qui même nous avait fourni vingt mille hommes marchant avec notre armée. Voici comment il s'exprime : « Le 18e prit ses cantonnements dans le cercle de Kulm ; on lui donna plusieurs villages pour y faire des vivres d'entrée en campagne. Chaque corps de l'armée devait avoir, au passage du Niémen, du biscuit pour quinze jours et de la viande sur pied pour un mois. A cet effet, on fit une razzia générale. L'administration de l'armée n'intervint que pour faire sa part De la Vistule au Niémen, tout le pays fut ravagé. *Souvenirs militaires et intimes du vicomte de Pilleport*.

paysans, le *Moniteur* ajoutait : « Il faudrait que les hommes comme M. de Stein, qui, au défaut de troupes de ligne qui n'ont pu résister à nos aigles, méditent le sublime projet de lever des masses, fussent témoins des malheurs qu'elles entraînent et du peu d'obstacles que cette ressource peut offrir à des troupes réglées. » Il était évident, par le ton même de cet article, que le soulèvement des populations, dont Napoléon parlait avec un dédain affecté, l'inquiétait bien autrement que la lutte avec des troupes régulières, où, grâce à son admirable armée et à son incomparable talent militaire, il finissait toujours par triompher. A mesure qu'il voyait mieux les difficultés que lui créaient ces soulèvements populaires, sa haine contre le baron de Stein devenait plus vive, et, chose bien significative, ce fut au camp impérial auprès de Madrid qu'il rendit, le 16 décembre de cette même année (1808), un décret par lequel Stein était déclaré ennemi de la France et de la Confédération du Rhin. Le décret ordonnait ensuite le séquestre de tous les biens du baron et ajoutait : « Ledit Stein sera saisi de sa personne partout où il pourra être atteint par nos troupes ou celles de nos alliés. » Si Napoléon n'eût pas été aveuglé par la colère, il aurait compris que cette espèce de déclaration de guerre, dénoncée solennellement par un grand empereur à un simple particulier, grandissait singulièrement celui-ci, et le signalait à l'enthousiasme des populations comme le héros du patriotisme allemand.

Après le premier article du *Moniteur*, M. de Stein avait donné sa démission. « Le jour même où il quittait la direction des affaires, dit son biographe, il adressait à tous les fonctionnaires de la Prusse une circulaire éloquente, où il rappelait tout ce qu'il avait fait déjà pour le salut de l'Allemagne, et annonçait les projets ultérieurs qui auraient été le complément de son œuvre. Plus il travaille à la restauration de sa patrie, plus les principes de 89 s'imposent

naturellement à sa pensée. Ce testament politique du grand patriote renferme les innovations les plus hardies. Ce ne sont pas seulement des réformes qu'il désire, c'est une transformation complète de l'État; il veut une grande représentation nationale : « Tous les systèmes représentatifs « essayés chez nous, dit-il, ont été complétement défec- « tueux. Voici le plan nouveau que j'avais adopté : tout « citoyen actif, qu'il possédât cent mesures de terre ou « qu'il n'en possédât qu'une, qu'il fût agriculteur ou fabri- « cant, qu'il exerçât une profession indépendante ou qu'il « remplît une fonction publique, tout citoyen actif devait « avoir le droit de suffrage et être représenté dans les « conseils du roi. » Retiré en Russie, le redoutable proscrit ne cessait d'agir de là sur l'Allemagne par tous les moyens en son pouvoir. « Que d'écrivains en Allemagne, dit-il dans une de ses lettres, que de savants, que de professeurs aimés de la jeunesse! Quelles généreuses phalanges d'étudiants dans les Universités! Voilà les ressources qu'il faut mettre à profit. Si la génération actuelle doit vivre et mourir sous le joug, pensons à la génération qui se lève; transformons-la par les moyens qui nous restent encore. Rendons l'éducation libérale et forte; rendons la science patriotique. »

La pensée de profiter des embarras que créait à Napoléon la guerre d'Espagne ayant décidé l'Autriche à recommencer la guerre contre la France avec le concours de l'Angleterre (avril 1809), le parti de la guerre s'était naturellement réveillé en Prusse et avait fait les derniers efforts pour entraîner le roi. Le ministre de la guerre Scharnhorst lui écrivait : « Je ne veux pas descendre déshonoré dans la tombe, et je le serais si je ne conseillais à Votre Majesté de profiter du moment actuel pour faire la guerre à la France. Voulez-vous que l'Autriche victorieuse vous rende vos États comme une aumône, ou que Napoléon désarme vos soldats

comme la milice d'une municipalité? » Blücher, type énergique des passions de cette époque, écrivait au roi en termes bien moins mesurés encore, pour se plaindre et demander son congé, aimant mieux, disait-il, aller mourir sous un drapeau étranger que de demeurer pour être témoin de la chute du trône. D'autres patriotes avaient déjà donné le signal de cette espèce d'émigration ; ainsi le major Schill avait quitté Berlin à la tête d'un régiment de hussards formé par lui, et était allé se joindre aux Autrichiens. Presque en même temps, le duc de Brunswick-Oëls, que Napoléon avait dépouillé de son patrimoine, avait levé et conduit sur le théâtre de la guerre sa *légion vengeresse*, corps de volontaires, à uniformes noirs, avec une tête de mort représentée sur le schako. Ces deux hommes énergiques, qui sacrifiaient leur fortune et leur vie pour la délivrance de l'Allemagne, excitaient un enthousiasme universel; mais le roi se trouvait dépourvu de tout ce qui lui eût été nécessaire pour entrer en campagne, et ce qui le décourageait le plus, c'était de voir l'empereur de Russie allié de Napoléon. D'ailleurs les victoires d'Abensberg (20 avril), d'Eckmühl (22), d'Essling (22 mai), de Wagram (6 juillet), avaient bientôt amené l'armistice de Znaïm (11 juillet), et, deux mois après, le traité de Vienne (14 octobre). Alors le roi de Prusse, frappé de terreur, fit séquestrer les biens du duc de Brunswick-Oëls, qui trouva le moyen de passer en Angleterre avec ses soldats. Quant au major Schill, il fut déclaré traître et condamné à mort avec les complices de son héroïsme; mais, comme pour épargner à la Prusse la tache ineffaçable que lui eût imprimée l'exécution d'une pareille sentence, il se fit tuer en combattant contre les Français dans les rues de Dammgarten.

L'année suivante (1810), quelques mois après le mariage de Napoléon avec Marie-Louise, la reine Louise-Amélie de Prusse meurt à l'âge de trente-quatre ans (21 août), et sa

mémoire est honorée par des regrets dont l'histoire présente peu d'exemples. A ce moment, la paix régnait sur le continent, excepté en Espagne; mais bien des ferments de discorde existaient entre Napoléon et Alexandre. Dès les premiers mois de l'année suivante (1811), la rupture devint imminente, et Napoléon prépara contre la Russie sa colossale expédition, à laquelle la Prusse fut contrainte de contribuer en fournissant vingt mille hommes et en mettant à la disposition de l'armée française son territoire, ses forteresses et tout ce qui lui restait de ressources. Napoléon passa le Niémen le 24 juin (1812).

Nous ne pouvons raconter ici la campagne de Russie, où le contingent prussien ne joua qu'un rôle insignifiant. Mais, quand on fut de retour sur le Niémen et que le départ de Napoléon pour Paris (5 décembre 1812) eût amené la dispersion presque complète de ce qui restait d'une armée, sinon la plus nombreuse, du moins la plus belle, la plus réellement puissante qui eût jamais existé, le corps prussien, à qui, par exception, il restait à peu près les deux tiers de son effectif, se trouva avoir, par l'effet des circonstances, une importance décisive, et, de la conduite qu'il tiendrait, allait probablement dépendre le dénouement du grand drame sur lequel le monde avait les yeux fixés. En effet, l'armée russe, sans avoir autant souffert que l'armée française, se trouvait aussi singulièrement réduite, et Alexandre, après avoir rejeté l'ennemi au delà des frontières de son empire, était hors d'état de le poursuivre plus loin, à moins que l'Allemagne ne se déclarât en sa faveur et ne le secondât de tout son pouvoir; or, il était évident que l'Allemagne suivrait la Prusse, et que celle-ci, de son côté, prendrait le parti que lui indiquerait le contingent qui arrivait de Russie. Car, si ce contingent demeurait fidèle aux Français, le corps de Macdonald, dont il faisait partie, serait en état de contenir la Prusse jusqu'à l'arrivée des forces

qu'allait envoyer Napoléon. Dès lors, celui-ci, malgré ses énormes pertes, avait de grandes chances de se relever, et, dans tous les cas, envahir la France était une entreprise à laquelle, pour le moment, il n'y avait pas même à songer.

D'après cela, il est aisé de comprendre les démarches de toute sorte qui furent faites auprès du général d'York, qui commandait le contingent prussien. Ce général était dans les mêmes dispositions que toute l'armée et toute la nation; mais, comme le roi n'était pas homme à se déclarer contre Napoléon dans un moment où, malgré tout, celui-ci pouvait encore se relever, et qu'à tous les messages d'York il n'avait fait aucune réponse, ce général, on le conçoit, ne considérait qu'en tremblant la terrible responsabilité qu'il allait assumer. Enfin pourtant le patriotisme l'emporta sur tout le reste. Ayant réuni les officiers de sa colonne, il leur déclara sa résolution, ajoutant que ceux qui ne partageraient pas sa manière de voir auraient toute liberté de suivre l'inspiration de leur conscience. « Si je réussis, dit-il en terminant, le roi me pardonnera peut-être; si j'échoue, je sais qu'il y va de ma vie. Dans ce cas, je recommande à mes amis ma femme et mes enfants. »

D'enthousiastes acclamations accueillirent ces mâles paroles; tous, se jetant dans les bras les uns des autres, jurèrent de suivre leur général dans la voie où il leur montrait la patrie à venger, l'indépendance à conquérir, et, quand les troupes furent instruites de la détermination que venaient de prendre leurs officiers, leur joie, leur enthousiasme fut du délire.

Le lecteur voudra bien permettre qu'avant d'aller plus loin, nous reproduisions, comme exprimant exactement nos propres impressions, les déclarations que fait ici l'éminent historien du *Consulat et de l'Empire :* « Pour moi qui écris ces tristes récits, dit-il, je suis Français et, j'ose le dire,

Français profondément attaché à la grandeur de mon pays, et cependant je ne puis, au nom même des sentiments que j'éprouve, exprimer un blâme pour ces patriotes allemands qui, servant à contre-cœur une cause qu'ils sentaient n'être pas la leur, revenaient à la cause qu'ils croyaient être celle de leur patrie, et qui malheureusement l'était devenue par la faute du chef placé alors à notre tête. »

L'exemple d'York fut suivi à l'instant par Bulow, qui commandait un petit corps d'armée dans la même province, c'est-à-dire dans la Prusse orientale, et aussitôt la population entière se leva en masse. Macdonald, hors d'état, avec le peu de forces qui lui restaient, de résister à un pareil mouvement, se retira sur la Vistule, et un nombreux état-major qui s'était réuni à Kœnigsberg pour attendre des renforts, fut contraint d'évacuer cette place, laissant dans les hôpitaux environ douze mille blessés ou malades, avec des médecins et des infirmiers pour les assister et des fonds pour pourvoir à leurs besoins. Dans l'état où en étaient les choses, on ne pouvait sérieusement se reposer sur les Prussiens du soin de pourvoir à l'entretien de nos malades ; mais il fallut les laisser sous la protection de l'armée et de l'autorité prussiennes, et on n'eut pas à le regretter (1).

Le roi, en apprenant ce qui venait de se passer, fut non-seulement consterné, mais encore irrité. A la frayeur que lui causait Napoléon, se joignait le mécontentement du peu de cas qu'on faisait de son autorité, bien que le géné-

(1) Les Prussiens ne firent en cela qu'observer les lois les plus élémentaires de l'humanité. Mais un fait très-honorable pour eux, que signale M. Thiers, c'est que, pouvant très-aisément, au moment de leur défection, enlever le maréchal Macdonald et le peu de troupes qui lui restaient, ils respectèrent leur ancien chef, et ne firent rien qui pût aggraver la position d'hommes qui, la veille encore, étaient leurs compagnons d'armes.

ral d'York, en lui rendant compte de sa conduite, eût employé les formes les plus respectueuses, et se fût excusé sur la nécessité absolue où il s'était vu d'agir comme il l'avait fait. Frédéric-Guillaume, pour donner une satisfaction à Napoléon, fit mettre York en jugement; mais les Etats de la Prusse orientale, s'étant réunis à Kœnigsberg le 5 février, nommèrent ce général gouverneur de la province. « Rendu à toute son énergie par cette démarche unanime, dit M. Charras, York vint, et, à son aspect, tous se levèrent, battant des mains. Il rappela à grands traits les malheurs, les souffrances, l'abaissement, les humiliations de la Prusse; conseilla un grand armement, dit qu'il avait un plan tout fait sur la manière d'opérer, et demanda qu'une commission fût nommée, à qui il exposerait ce plan même, et qui ensuite en ferait un rapport, sur lequel l'assemblée délibérerait. » Il termina en exprimant l'espoir de triompher, avec l'aide de tous les citoyens ; « mais, ajouta-t-il, si nous nous heurtons à une supériorité numérique par trop forte, nous saurons mourir glorieusement. » Là-dessus, il se retira, salué de nouveau par d'enthousiastes applaudissements. Cette ovation, c'était la grande voix d'une nation vaillante et libre, couvrant de bien haut le blâme timide d'un souverain asservi et tremblant.

La commission, nommée séance tenante, se rendit le même jour auprès d'York. Le plan que celui-ci lui exposa n'était autre que le développement de l'idée de Stein et de son ami Scharnorst. La commission ajouta à ce plan quelques détails, et, le 7 février, l'assemblée sanctionna ce travail par son *Ordonnance sur la landwehr et le landsturm.* Ainsi, cette double institution, déjà préparée, comme nous l'avons vu, par des mesures adoptées quelques années auparavant, fut l'œuvre des Etats de la première province affranchie. Elle réalisait parfaitement les intentions patriotiques exprimées en ces termes par le comte Alexandre

Dohna, président de la commission, dans son rapport aux Etats : « Nous voulons tous être soldats, mais rester citoyens ! »

Frédéric-Guillaume était faible, irrésolu, et, malgré son incontestable honnêteté, il manquait souvent de franchise, par manque d'énergie ; mais il avait une qualité qui, chez un roi, supplée à beaucoup d'autres et couvre bien des défauts : il était bon, il aimait ses peuples, il avait pour eux les sentiments d'un père. Or, il lui arriva ce qui arrive quelquefois à un père de peu de caractère, que ses enfants, après s'être engagés malgré lui dans une voie qu'il désapprouve, finissent par y entraîner lui-même. En effet, vers la fin de décembre 1812, avait eu lieu la défection du général d'York, si sévèrement condamnée par le roi, et, moins de trois mois après, le 17 mars 1813, le roi, à son tour, déclarait solennellement la guerre à Napoléon ; voici, en peu de mots, ce qui avait eu lieu entre ces deux événements :

Craignant qu'à l'occasion de ce qui se passait dans la Prusse orientale, Napoléon n'eût l'idée de s'emparer de sa personne pour s'en faire un otage, Frédéric-Guillaume quitta Berlin et alla se fixer à Breslau, où, se trouvant fort loin des routes que parcouraient les armées, il était à l'abri d'un coup de main. Pour expliquer au ministre de France cette résolution subite, il prétexta la crainte d'une surprise de la part des Russes. En même temps, comme pour se conformer au désir que Napoléon venait de manifester en abrogeant l'article du traité de Tilsit qui limitait à quarante-deux mille hommes les forces militaires de la Prusse, il s'occupa activement de former une nombreuse armée, avec le concours du général Scharnorst, son ministre de la guerre. Ce ministre, à qui était due la première idée de l'organisation militaire que venaient d'adopter les États de la Prusse orientale, établit dans tout le royaume le même

système, ayant pour base la landwehr, soutenue par le landsturm. En outre, les jeunes gens à qui leur fortune permettait de s'équiper à leurs frais furent invités à s'enrôler dans des corps de chasseurs volontaires, qu'un édit du 3 février créait à la suite de chaque régiment tant de cavalerie que d'infanterie, en assurant d'importants avantages à quiconque aurait fait partie de ces corps.

Or, rien ne pouvait donner une idée de l'ardeur avec laquelle toutes les provinces répondirent à cette invitation. A la vérité, aucune déclaration formelle n'autorisait encore les Prussiens à regarder ces préparatifs comme destinés à la guerre de l'indépendance; les actes officiels semblaient au contraire supposer qu'il s'agissait toujours de seconder Napoléon; mais certaines réticences de Scharnorst, l'idée que l'on avait de son patriotisme, et sa liaison bien connue avec le baron de Stein, avaient convaincu la population tout entière que, même dans le cas où le roi ne serait pas encore complétement décidé à secouer le joug, on ne tarderait pas à l'y amener. De là un élan sans exemple, qui, malgré les protestations de Frédérie-Guillaume et les dépêches rassurantes du ministre de France Saint-Marsan, convaincu de la sincérité du roi, alarma Napoléon et le décida à envoyer au prince Eugène l'ordre d'arrêter les enrôlements; mais les efforts qu'il fit pour les empêcher, ne servirent naturellement qu'à les rendre plus actifs. Sur ces entrefaites, Napoléon, qui semblait prendre à tâche d'exciter le mécontentement chez ses alliés, dont il savait pourtant que la fidélité ne pouvait pas sans danger être mise à de trop rudes épreuves, prit plusieurs mesures tellement vexatoires pour la Prusse, que Frédéric-Guillaume, à qui l'empereur Alexandre ne manqua pas d'envoyer secrètement le baron de Stein pour profiter de son irritation, se décida enfin et annonça sa résolution à son peuple par un manifeste en date du 17 mars.

Dans ce manifeste, Frédéric-Guillaume, sous l'influence de l'enthousiasme qui règne autour de lui, semble devenir un autre homme. Il avertit son peuple que les sacrifices à faire seront immenses : « Mais, ajoute-t-il. pensez aux exemples que nous ont donnés les Russes, nos puissants alliés, et les Portugais, et les Espagnols. Plus d'une fois de petits peuples ont triomphé d'ennemis puissants. Souvenez-vous de l'héroïsme des Suisses et des Néerlandais!... C'est une lutte décisive que nous avons à soutenir pour notre indépendance, notre liberté, notre existence; une lutte qui n'a pour issue qu'une paix honorable ou une mort glorieuse. » Puis deux édits furent publiés, prescrivant, l'un, l'organisation immédiate de la landwehr, l'autre, celle du landsturm. Ce dernier respirait une véritable fureur patriotique. Dans son préambule, il donnait encore en exemple l'énergie sauvage des Espagnols et semblait dicté par le plus implacable de leurs chefs de guérillas.

« A l'approche de l'ennemi, dit-il, tous les habitants des villages doivent s'en aller avec leurs bestiaux et leurs effets, emporter ou détruire les farines, les grains, faire couler les tonneaux, brûler les moulins et les bateaux, combler les puits, couper les ponts, incendier les moissons approchant de la maturité. L'État indemnisera les citoyens après la retraite de l'ennemi. Les villes ne seront pas abandonnées, mais la surveillance d'une garde bourgeoise sous l'influence de l'ennemi est défendue; car les désordres que la populace peut commettre nuisent moins que de laisser l'ennemi maître de disposer de toutes ses troupes. Dans les villes occupées par l'ennemi, les bals, les fêtes, les mariages même sont interdits. » Un peu plus loin, l'auteur de l'édit, s'adressant à chaque citoyen, s'écrie : « Le combat auquel tu es appelé sanctifie tous les moyens; les plus terribles sont les meilleurs. Non-seulement tu harcèleras continuellement l'ennemi, mais tu détruiras et anéantiras les soldats isolés

ou en troupes; tu feras main-basse sur les maraudeurs. »

Un historien, après avoir rapporté ces détails, ajoute : « Ordres cruels, barbares, a-t-on dit; oui, mais qui devraient être le catéchisme de tout peuple en proie aux violences de la conquête et de la tyrannie. Pour moi, je le dis sans détours, si ma patrie devait encore une fois subir le choc d'une invasion, je lui souhaiterais un gouvernement capable de signer cet édit sur le landsturm et des citoyens capables de l'exécuter. » A ces idées qu'il accepte sans réserve, notre patriotisme joint un regret profond, celui que la France, qui aurait toujours dû, comme une sœur aînée, guider, aider, soutenir les autres nations dans la voie du progrès et de la liberté, ait pu provoquer de telles haines et justifier de telles vengeances. Oh! puissions-nous rendre à la civilisation des services assez signalés, pour effacer jusqu'à la dernière trace de ces douloureux souvenirs!

Les mâles accents du gouvernement prussien eurent de nombreux échos. Voici dans quels termes s'adressait à la nation allemande le prince de Saxe-Wittgenstein, général dans l'armée d'Alexandre : « Qui voudra rester en repos, je ne le reconnaîtrai pas pour Allemand. Qui n'est pas pour la liberté est contre elle. Il faut choisir entre mon affection fraternelle et mon épée... Voyez les Prussiens! toute la nation se lève en masse; le fils du paysan marche à côté de celui du prince. Il n'y a plus d'autre distinction que celle du talent et du zèle pour la cause sacrée. La liberté ou la mort! tel est le mot d'ordre donné par Frédéric-Guillaume. Allemands, nos arbres généalogiques finissent avec l'année 1812. Les exploits de nos aïeux sont effacés par l'avilissement de leurs descendants. La délivrance de l'Allemagne fera seule renaître des races nobles. »

Du haut de la chaire dans les temples et les universités,

du haut de la tribune subitement élevée par la presse (1), retentissaient les mêmes enthousiasmes pour la patrie allemande, les mêmes menaces aux faibles et aux traîtres, les mêmes excitations au dévouement, et mille voix annonçant l'aurore du jour nouveau, l'ère nouvelle, l'ère d'indépendance, de liberté, d'égalité. « Les pamphlets de Maurice Arndt, l'ami de Stein, couraient dans toutes les mains; les hymnes de Théodore Kœrner étaient dans toutes les bouches. Fichte enflammait ses auditeurs et les conduisait à la guerre sainte de la délivrance. La Prusse n'était plus qu'un camp. Les femmes, formées en association au nom de la patrie en danger, provoquaient, recueillaient des dons, faisaient de la charpie, cousaient les vêtements des volontaires. Quelques-unes même se déguisaient sous l'uniforme des soldats. Désormais, il ne suffira plus de battre une armée comme à Iéna; il faudra, pour vaincre la Prusse, écraser tout un peuple décidé à combattre jusqu'à la mort et à ne laisser à l'ennemi que des cadavres (2). »

En quelques mois, la Prusse, qui était réduite à quatre millions et demi d'habitants, eut mis sur pied deux cent cinquante mille soldats. C'était loin du calcul de Napoléon, qui disait à Maret, en apprenant que cette puissance se déclarait contre lui : « La Prusse a quatre millions cinq cent mille âmes ; elle pourra m'opposer quarante mille hommes dans deux mois et jamais plus de soixante-quinze mille : c'est peu de chose. » Quelques années de pouvoir absolu lui avaient fait oublier les grands élans qu'il avait vus se produire dans la France républicaine, bien que malheureusement désunie et trop souvent réduite à ne posséder guère de la liberté que l'apparence.

(1) La liberté de la presse avait été acclamée par Blücher lui-même.

(2) Eugène Véron. *Histoire de la Prusse depuis la mort de Frédéric II.*

Dans la France impériale, les choses étaient bien changées. La rigueur avec laquelle, chaque année, tant de jeunes gens étaient enlevés à leurs familles et contraints d'aller se faire tuer pour une cause qui, en réalité, n'était plus celle du pays, excitait un mécontentement profond, qui, à Paris même, sous les yeux de l'Empereur, se manifesta quelquefois d'une manière menaçante. Le nombre des réfractaires, surtout dans certaines provinces, était énorme; mais, dès que ces concrits, qu'on avait eu tant de peine à arracher à leurs foyers se trouvaient sous les drapeaux et en face de l'ennemi, ils étaient transformés, et ce qui restait de vieux soldats ne pouvaient s'empêcher de les admirer. C'est avec une armée ainsi composée, et, comme le disait M. de Metternich, avec une armée d'enfants, que Napoléon, au début de la campagne de 1813, remporta sur les Russes et les Prussiens les sanglantes victoires de Lutzen (2 mai) et de Bautzen (20 et 21 mai), sans parler de plusieurs rencontres moins importantes, où l'avantage fut toujours de notre côté, mais non sans être chèrement acheté. Pour en donner une idée, il suffira de dire que, dans le courant de ce mois de mai, furent atteints mortellement le maréchal Bessières, duc d'Istrie, et le grand-maréchal du palais, Duroc. Mais, dans les premiers jours de juin, les hostilités furent suspendues, et voici comment:

L'empereur d'Autriche, François Ier, amené si souvent par les circonstances à faire la guerre à la France, était pourtant essentiellement ami de la paix, et, à l'instant où nous en sommes arrivé de notre récit, il la désirait plus vivement que jamais dans l'intérêt de sa fille et de son petit-fils. Pensant qne les succès obtenus par Napoléon au début de la campagne auraient un peu tempéré l'ardeur guerrière de ses ennemis, et calmé la soif qu'il avait lui-même de prendre sa revanche des désastres de l'année précédente, il s'interposa comme médiateur et commença

par proposer un armistice, auquel les alliés souscrivirent sur le champ, quoique les Prussiens en fussent vivement contrariés. Napoléon fut encore plus mécontent de cette intervention de son beau-père. Ebranlé un moment par les pertes énormes qu'il avait faites en Russie, sa confiance en son étoile était devenue, par le fait de ses derniers succès, plus ferme que jamais, et il ne rêvait que nouveaux triomphes. Il consentit néanmoins à l'armistice, dans la crainte de blesser l'Impératrice en rejetant d'une manière trop absolue une proposition faite surtout en vue d'elle, et puis parce qu'il n'était pas fâché d'avoir ainsi un peu de temps pour compléter ses armements. Quant à prendre au sérieux le congrès qui devait se réunir à Prague pour traiter de la paix, il n'en eut jamais la pensée, et pourtant les bases sur lesquelles on lui proposait de négocier étaient de nature à contenter la plus haute ambition. On offrait de laisser sous son autorité directe ou indirecte la Belgique, la Hollande, les provinces rhénanes, la Westphalie, la Savoie, le Piémont, la Lombardie, la Toscane et Naples. On demandait seulement qu'il renonçât au vain titre de protecteur de la Confédération du Rhin, qu'il rendît à l'Allemagne les trois ports de Hambourg, Brême et Lubeck, indispensables à son commerce; qu'il se dessaisît de l'Illyrie en faveur de l'Autriche, qui, sans cela, n'avait aucun débouché sur la mer; enfin, qu'il renonçât à son fantôme de duché de Varsovie, qui offusquiait la Russie et la Prusse, sans satisfaire les Polonais.

Par tous les incidents que Napoléon souleva sur les questions de forme les plus insignifiantes, on vit bientôt qu'il ne cherchait qu'à gagner du temps; mais il aurait dû comprendre que ce temps serait encore plus profitable à ses adversaires, dont les ressources n'étaient pas épuisées comme les siennes. En refusant obstinément de conclure une paix si avantageuse et même si glorieuse, que désiraient ardemment ses conseillers les plus habiles et ses

lieutenants les plus dévoués, il commit une faute irréparable et inexcusable, dont il ne devait pas tarder à être cruellement puni, d'autant plus que l'Autriche, conformément aux engagements qu'elle avait pris envers les coalisés, se joignit à eux lorsqu'elle eut reconnu l'impossibilité absolue d'amener Napoléon à entendre raison. Les hostilités, dénoncées d'avance dans la forme qui avait été convenue, recommencèrent le 17 août. Seulement, Blücher, dans son ardente impatience, avait eu le tort grave de devancer ce terme de deux jours.

Cet implacable ennemi de la France, qui portait la violence jusqu'à ne pas respecter le droit des gens, commandait une des trois armées coalisées, dite armée de Silésie; une autre, dite armée du Nord, était sous les ordres du prince royal de Suède, Bernadotte, dont nous n'avons pas ici à apprécier la conduite. Entre ces deux armées, qui formaient comme les deux ailes de ce gigantesque déploiement de forces, se trouvait l'armée dite de Bohême, sous les ordres du prince de Schwarzenberg, qui était en outre le chef suprême de toutes les forces de la coalition. Dans chacune de ces trois armées, se trouvaient des corps prussiens, qui tous se distinguaient par leur exaltation et leur acharnement. Ces trois armées, avec les réserves destinées à remplir les vides, ne formaient pas moins de huit cent mille hommes.

Les forces de Napoléon, avec toutes les réserves disponibles, ne s'élevaient pas tout à fait jusqu'au chiffre de six cent mille hommes, parmi lesquels se trouvaient un très-grand nombre de recrues. « Ces forces, toutefois, dit M. Thiers, auraient suffi et au delà, si les causes morales avaient été pour lui, au lieu d'être contre lui; mais ses adversaires, exaspérés, étaient résolus à vaincre ou à mourir, et ses soldats, héroïques sans doute, mais se battant par honneur, étaient conduits par des généraux dont la

confiance était ébranlée, et qui commençaient à sentir qu'on avait tort contre l'Europe, contre la France, contre le bon sens; infériorité morale funeste, et bien plus redoutable que l'infériorité matérielle du nombre! » Disons aussi que dans l'armée française se trouvaient plusieurs corps allemands, sur lesquels, par suite du travail qui s'opérait dans les esprits, on ne pouvait plus guère compter.

Napoléon prit pour base d'opérations la ligne de l'Elbe et pour centre principal Dresde, où il gagna, le 27 août, une grande bataille, qui avait été comme engagée la veille par une tentative contre la ville. Un peu avant l'heure fixée pour cette attaque, le prince de Schwarzenberg et l'empereur Alexandre, qui avait auprès de lui le général Moreau, avaient reconnu que la position de l'armée coalisée n'était nullement favorable, et qu'il fallait choisir un autre champ de bataille. Le roi de Prusse, dominé par les passions de son armée, objecta, d'un ton d'opiniâtreté froide, qu'après une démonstration aussi ambitieuse, se retirer sans même faire une tentative sur Dresde, ce serait une marque de légèreté et de faiblesse, dont le patriotisme de ses soldats pourrait être singulièrement froissé. Néanmoins le contre-ordre fut décidé; mais, soit difficulté de le faire parvenir à temps sur le vaste espace occupé par deux cent mille hommes; soit, ce qui est assez probable, répugnance des Prussiens à se retirer sans combattre, lorsque les horloges de Dresde sonnèrent trois heures, qui avait été le moment fixé, plusieurs corps s'ébranlèrent, la canonnade commença de divers côtés, et l'affaire se trouva engagée contre les intentions de l'état-major général. Une attaque entreprise dans de si mauvaises conditions devait naturellement échouer, et cet échec fut le prélude de la grande défaite du lendemain, où le général Moreau fut atteint mortellement à côté de l'empereur Alexandre.

Mais cette victoire, qui d'ailleurs avait été vivement dis-

putée, n'eut pas les résultats qu'on semblait pouvoir en espérer. Le général Vandamme poursuivait avec quarante mille hommes les Russes, qui effectuaient leur retraite sur la Bohême. Tout à coup, les Russes, ayant rencontré un corps d'armée autrichien, de manière à présenter une masse d'environ cent mille hommes, s'établirent sur un plateau, firent volte-face, et Vandamme fut réduit à se défendre en attendant le corps d'armée de Mortier, qu'il croyait peu éloigné. Mais, au lieu de recevoir ce renfort, il fut tout à coup attaqué sur ses derrières par trente mille Prussiens, que commandait le général Kleist. Ce corps, menacé par Marmont et vivement poursuivi par Gouvion-Saint-Cyr, s'étant trouvé tout-à-coup en présence de Vandamme, avait attaqué celui-ci avec le courage du désespoir, sans se douter de la position où se trouvait Vandamme lui-même, position si critique, qu'après des efforts inouïs, il vit une grande partie de ses soldats hors de combat ou pris, et, couvert lui-même de blessures, il tomba entre les mains des Prussiens avec le général Haxo.

Dans ce cruel contre-temps, il n'y avait, quoi qu'on en ait pu dire, personne à accuser; c'était tout simplement une de ces mauvaises chances qu'amène de temps en temps le terrrible jeu de la guerre. S'il y avait eu un reproche à faire à quelqu'un, c'eût été à Napoléon, qui avait eu le tort de trop pousser à bout les Prussiens. En réduisant au désespoir même des lâches, on les rend quelquefois redoutables : à plus forte raison, quand il s'agit d'hommes que les circonstances n'ont point favorisés, mais qui ne manquent ni de cœur, ni d'énergie.

Une autre faute que commit Napoléon dans un plan d'opérations qui, à part cela, est un chef-d'œuvre, ce fut de ne pas se borner à la ligne de l'Elbe et de vouloir s'étendre jusqu'à Berlin, dans le désir de frapper ce foyer où bouillonnaient contre lui tant de baines, et d'humilier Bernadotte,

spécialement chargé de protéger cette capitale. Ainsi, les considérations stratégiques avaient été sacrifiées à l'idée politique et surtout à la passion.

C'était Oudinot qui devait exécuter cette opération, à la tête de soixante-quatre mille hommes, que renforceraient, sous les murs de Berlin, dix mille hommes détachés de la garnison de Magdebourg et trente mille qu'amènerait Davoust, gouverneur de Hambourg. Mais, pour arriver à Berlin, Oudinot avait à traverser un pays arrosé de nombreux cours d'eau, presque tous débordés, et l'armée de Bernadotte, qui l'attendait dans une très-forte position, n'était pas, comme se le figurait Napoléon, un *ramassis* sans importance ; il y avait des troupes suédoises d'une rare solidité, un superbe corps russe et deux corps d'armée prussiens, celui de Tauenzein et celui de Bulow, le tout soutenu par une artillerie formidable. Ce qui pouvait mériter la dénomination de ramassis, formait un corps à part d'une vingtaine de mille hommes. A des forces aussi importantes, Oudinot n'avait à opposer, en fait de Français, que de nouveaux soldats, très-braves au feu, mais n'ayant pas encore la solidité nécessaire pour résister aux fatigues auxquelles ils allaient être exposés, et, ce qu'il y avait de plus fâcheux, c'est que la plus grande partie de son armée se composait de Saxons et de Bavarois récemment recrutés aussi, et de plus commandés par des officiers qui, ayant servi sous Bernadotte quatre ans auparavant, étaient très-disposés à se réunir à lui.

Oudinot fit bravement son devoir ; mais il était hors d'état de forcer, dans la position si favorable qu'elle occupait, une armée très-supérieure à la sienne sous tous les rapports. Après une lutte meurtrière, il fut contraint de battre en retraite et d'aller se réfugier sous le canon de Wittenberg, ayant perdu par la désertion au moins dix mille de ses soldats allemands.

Ce douloureux échec et un autre que, pour des causes analogues, Macdonald éprouva en même temps à l'issue des routes de Silésie, où il avait été placé pour essayer d'arrêter l'armée de Blücher, firent beaucoup plus que compenser les avantages qu'avait pu procurer la victoire de Dresde, et eurent l'inconvénient d'inspirer à l'ennemi une confiance sans bornes et une ardeur qui se manifestait par des mouvements d'une extraordinaire activité. Ces mouvements avaient-ils pour objet un retour sur Dresde ou une attaque sur Leipsick, ou bien les coalisés ne voulaient-ils que fatiguer Napoléon et son armée par les marches continuelles auxquelles donnait lieu cette incertitude? Napoléon avait fini par s'arrêter à cette dernière pensée, lorsque tout à coup un mouvement général des trois armées indiqua clairement qu'elles allaient se concentrer sur Leipsick. Aussitôt Napoléon y appela tout ce qu'il put de troupes, qu'il disposa, partie au sud de la ville, pour arrêter l'armée de Schwarzenberg, partie au nord, pour les opposer à Bernadotte et à Blücher, partie à l'ouest, pour garder la route de Lutzen, qui était aussi celle de Mayence. Pendant qu'il se préparait à soutenir avec des forces bien inférieures une lutte pour laquelle la coalition avait réuni toutes ses ressources, il reçut deux nouvelles très-fâcheuses: celle de la chute du royaume de Wesphalie, qu'avait envahi à l'improviste une partie de l'armée de Bernadotte, et celle de la défection de la Bavière et de son accession à la coalition. Néanmoins, la confiance n'avait nullement abandonné Napoléon. Seul entre les capitaines de tous les siècles, il avait livré cinquante batailles rangées sans en perdre une seule; comment l'idée d'une défaite aurait-elle pu entrer dans son esprit?

Ce fut le 16 octobre (1813) que s'engagea cette lutte de géants qu'on appelle la bataille de Leipsick. La première journée mit hors de combat près de soixante-dix mille

hommes, dont quarante mille environ dans les rangs de l'ennemi, et malheureusement, lorsque la nuit vint suspendre le carnage, rien n'était encore décidé; c'était donc à recommencer. Malheureusement aussi, l'ennemi était assuré de recevoir dès le lendemain des renforts s'élevant à plus de cent mille hommes, tandis que tout ce que nous pouvions espérer se réduisait à environ quinze mille. Ainsi, avec une armée qui, même en comptant des alliés peu sûrs, comme on ne le vit que trop, ne dépassait pas cent soixante mille hommes, nous allions avoir à soutenir le choc de trois cent mille ennemis, à qui les Prussiens semblaient avoir communiqué leur indicible acharnement.

Ce furent eux qui, dans la journée du 18, plus sanglante encore que celle du 16, revendiquèrent, en présence des Russes, le périlleux honneur de s'élancer les premiers, sous les ordres de Kleist, contre la hauteur de Probstheyda, qui était comme la clef de notre position, et que défendait, avec l'infanterie du maréchal Victor, l'artillerie de la garde, commandée par l'héroïque Drouot. Nous renonçons à décrire ce qui se passa sur ce point, où Napoléon vint en personne prendre part à la lutte avec deux divisions de la vieille garde, la seule réserve qui lui restât. Disons seulement que l'ennemi laissa sur le carreau plus de douze mille des siens, sans avoir pu se rendre maître d'une position qui lui coûtait pourtant si cher.

Pendant cette terrible lutte, le principal corps de l'armée prussienne, sous les ordres de Blücher, opérait au nord, en tournant peu à peu vers l'est. Il combattait contre Marmont, Ney et Macdonald, et se séparait peu de Bernadotte, que Blücher surveillait, le soupçonnant de vouloir beaucoup trop se ménager. Une manœuvre de Ney ayant amené en face de Bernadotte nos auxiliaires saxons, on les vit faire tout à coup un mouvement en avant, qui les sépara de nos lignes. Marmont, qui s'en aperçut, croyant qu'ils se lais-

saient emporter par leur ardeur, s'avança aussitôt vers eux pour les soutenir; mais ils n'hésitèrent pas à tourner contre lui leurs canons, ce qui ajouta au caractère déjà fort triste que présente toute défection, quelque chose de particulièrement odieux.

Considérant l'indomptable énergie de nos troupes, qu'on ne pouvait faire céder sur aucun point, leur petit nombre, que cette défection venait de diminuer encore, et la disposition de son armée, qui formait autour de nous une espèce de cercle, l'ennemi fut naturellement amené à procéder comme l'avaient fait en 1402, dans les plaines d'Ancyre, les innombrables hordes de Tamerlan, combattant contre Bajazet, c'est-à-dire par voie de resserrement, le cercle qui nous entourait se concentrant peu à peu, à mesure que notre nombre diminuait. Mais Napoléon n'était pas homme à commettre la faute de se laisser complétement enfermer; il avait eu soin de se réserver une issue, le pont de Lindenau, et, comprenant qu'il ne pouvait tarder davantage à se mettre en retraite, il commença à l'opérer par ce pont pendant la nuit du 18 au 19. Malheureusement, ce pont, d'une immense longueur, puisqu'il franchit les bras nombreux de la Pleisse et de l'Elster, ainsi que les langues de terre qui les séparent les uns des autres, était une voie bien insuffisante pour une armée qui emmenait beaucoup de blessés et un immense matériel, surtout une nombreuse artillerie; car, dans la terrible bataille qui venait de faire couler tant de sang, l'ennemi n'avait pu nous enlever un seul canon. Pourquoi n'avait-on pas eu soin, lorsqu'il en était temps encore, de construire des ponts supplémentaires? Cette question a naturellement donné lieu à bien des controverses, dont le résumé nous écarterait trop de notre sujet.

Les difficultés du passage, fort grandes pendant la nuit, le furent plus encore peut-être quand le jour fut venu, à

cause de la lutte qui recommença avec violence tout autour de Leipsick, dans les faubourgs, sur le boulevard qui les sépare de la ville, et dans la ville elle-même. Or, l'ordre avait été donné de miner la première arche du pont de Lindenau et de la faire sauter lorsque les Français, ayant achevé de passer, l'ennemi se présenterait pour les poursuivre. Mais, à la suite d'une horrible mêlée comme celle qui avait lieu dans les alentours et jusque dans les rues de Leipsick, il était impossible que des détachements ennemis ne se présentassent pas à l'entrée du pont avant que les Français eussent achevé de passer. Quelques troupes de Blücher tentèrent en effet de franchir le pont en poursuivant les débris du septième corps. Alors des cris de terreur se font entendre : « Mettez le feu ! mettez le feu ! » et aussitôt retentit une épouvantable explosion. Or, plus de vingt mille Français étaient encore à lutter sur les boulevards de Leipsick, pressés entre deux cent mille ennemis. Ils se crurent trahis, ce qui donna lieu à des scènes de fureur et de désespoir indescriptibles. Un grand nombre se firent tuer sur des monceaux de cadavres ; beaucoup aussi furent faits prisonniers. Ceux qui se trouvaient sur les bords de la rivière essayèrent de la passer à la nage, et furent pour la plupart entraînés par le courant. De ce nombre fut le brave Poniatowski, que Napoléon avait élevé la veille à la dignité de maréchal. Parvenu avec son cheval à la rive opposée, il ne put, affaibli qu'il était par ses blessures, gravir la berge, et disparut. Macdonald, ayant fait la même tentative, fut plus heureux.

La ligne de l'Elbe perdue, Nupoléon se vit contraint de repasser le Rhin, afin d'établir sur ce fleuve ses moyens de défense. Mais les souverains coalisés avaient trop présents à l'esprit les souvenirs de 1792 pour songer encore à envahir la France. De Francfort, où ils avaient établi leur quartier-général, ils firent parvenir à Napoléon des pro-

positions de paix dont la base principale était que la France rentrerait dans ses limites naturelles, tracées par les Pyrénées, les Alpes et le Rhin; il ne resterait qu'à déterminer la ligne de division du côté de la Hollande et de celui du Piémont. Ces bases étaient fort acceptables; la France, dans ces limites, n'avait-elle pas tout ce qu'elle pouvait désirer? Toute possession en dehors n'était-elle pas en réalité une surcharge et un embarras? Malheureusement, Napoléon, de crainte de paraître trop pressé, peut-être aussi pour n'avoir pas renoncé assez complétement à de funestes illusions, fit une réponse on ne peut plus vague, où il se contentait de proposer un congrès à Manheim, mais sans dire un mot des bases indiquées, et en ajoutant, sans aucun à-propos, une phrase ironique et blessante à l'endroit de l'Angleterre, qui avait une grande influence dans le conseil des souverains.

Il était pourtant bien à craindre que, si l'on ne se hâtait de traiter sur des bases aussi honorables, les souverains ne changeassent d'intention lorsqu'ils connaîtraient mieux l'état et les dispositions de la France, sur qui l'idée de la guerre, après tant de sang follement répandu, produisait presque le même effet que celle de la guillotine après les dix-huit mois de la Terreur. Une grande partie de la population était disposée à accueillir n'importe quelle paix, acceptable ou non; les émigrés, la noblesse, le clergé commençaient à parler des Bourbons, et bien des gens qui les avaient complétement oubliés se montraient tout disposés à accepter ce moyen d'arriver promptement à une solution pacifique. Il résulta de ce mouvement des esprits, dont les alliés étaient naturellement informés, que lorsque Napoléon, après un mois imprudemment perdu, déclara enfin qu'il adhérait aux propositions de Francfort, il n'était malheureusement plus temps. Le parti prussien, qui, dirigé par Blücher et par le baron de Stein, avait été vivement

contrarié des propositions si modérées faites à la France, avait, dans l'intervalle, repris le dessus dans les conseils de la coalition, et l'invasion fut décidée.

En exécution d'un plan adopté après de longs débats, les souverains transportèrent leur état-major à Bâle, et l'armée de Schwartzenberg entra en France, le 21 décembre, par la Franche-Comté. Blücher, après avoir laissé à cette armée le temps indispensable pour faire un si long détour, passa le Rhin, le 1er janvier, sur trois points : à Manheim, à Mayence et à Coblentz ; quant à Bernadotte, il était allé en Hollande pour seconder le soulèvement du pays, et il devait entrer en France par le Nord. Les alliés, qui montraient pour les populations les plus grands égards, étaient accueillis sans résistance, même avec empressement. On se rappelle la cruelle destinée des jeunes filles de Verdun qui, en 1792, avaient été chargées d'aller complimenter le roi de Prusse; eh bien, dans cette même province, à Nancy, les autorités municipales et quelques personnes considérables du pays reçurent Blücher avec des honneurs infinis, et lui offrirent un banquet. Les campagnes, où les inconvénients d'une invasion se font toujours sentir d'une manière plus pénible, ne partageaient pas ces dispositions de la plupart des villes, dispositions que l'on ne saurait assez déplorer ; car il est douloureux de voir avec quelle facilité on oublie parfois en France les premiers devoirs du patriotisme, sans même s'arrêter à certaines limites qu'une sorte de pudeur devrait empêcher de franchir. Reconnaissons aussi que le gouvernement impérial avait de cruels reproches à se faire pour avoir réduit la France à se montrer sous un si triste aspect à la coalition européenne. Napoléon allait du moins se couvrir d'un éternel honneur en déployant toutes les ressources de son génie dans une guerre éminemment nationale et patriotique, la guerre défensive pour la délivrance du pays envahi.

Parti de Paris le 25 janvier 1814, après avoir embrassé pour la dernière fois sa femme et son fils, il arriva le soir du même jour à Châlons-sur-Marne, où l'attendaient Berthier, Kellermann, Ney et Marmont. En outre, Mortier était à Troyes et Victor dans les environs; enfin, Macdonald arrivait par les Ardennes. En réunissant les débris qui restaient à ces chefs plus ou moins illustres d'une armée naguère si puissante, on pouvait opposer cinquante mille hommes à l'ennemi, qui en avait deux cent trente mille, et qui se disposaient à marcher sur Paris en suivant deux lignes convergentes, savoir, Schwartzenberg celle de la Seine et Blücher celle de la Marne. Entre ces deux lignes se trouve celle de l'Aube, qui, à partir d'une distance de Paris d'environ vingt-cinq lieues, divise l'angle formé par les deux autres. Napoléon s'empressa de la faire occuper par Macdonald et par le général Gérard, un des meilleurs officiers de l'armée; en même temps il chargea Kellermann de garder tous les ponts de la Marne, et Pajol, tous ceux de la Seine, ainsi que ceux de l'Yonne, son affluent de gauche.

Le lendemain 26, longeant la Marne, il remonta jusqu'à Vitry, et poussa, le 27, jusqu'à Saint-Dizier, où il venait d'apprendre que Blücher avait pris position en arrivant de Nancy; mais Victor, envoyé en avant, n'y trouva qu'un détachement de Russes, qu'il fit prisonniers. Napoléon sut par eux et par les gens du pays que Blücher venait de quitter la Marne et de courir sur l'Aube ; voici l'explication de ce mouvement :

Les souverains ayant quitté Bâle, avaient transporté leur état-major à Langres, sur la haute Marne, et Schwartzenberg, pour les couvrir du côté par où pouvaient venir les Français, s'était placé avec une partie de son armée entre l'Aube et la Marne, à la hauteur de Bar-sur-Aube et de Chaumont. A cette nouvelle, Blücher, impatient de réunir

son armée à celle de Schwartzenberg, afin de marcher au plus tôt sur Paris, s'était porté sur l'Aube, s'avançant jusqu'à Arcis; mais, informé de l'apparition de Napoléon, il voulait remonter à Bar, afin d'y concentrer ses forces dans une position où il pût être soutenu par Schwartzenberg, et, au moment où, se hâtant d'opérer ce mouvement, il traversait la petite ville de Brienne, Napoléon y arriva de son côté, dans l'après-midi du 29 janvier. Blücher avait sous la main trente et quelques mille hommes, Napoléon n'en avait qu'environ seize mille, qui même, ne débouchant que successivement, ne furent au complet que fort tard. Mais ce n'était pas les ennemis qu'il comptait; c'étaient les heures; il attaqua donc sur-le-champ. On lutta avec un extrême acharnement tout autour de la ville et dans la ville même, et Napoléon fut sur le point de tomber entre les mains de l'ennemi, tandis que, sur un autre point, Blücher avec son état-major courait le même danger. La ville et le château étant restés en notre pouvoir, Blücher, qui ne pouvait se résigner à un pareil échec, exécuta à dix heures du soir une attaque furieuse pour tâcher de les reprendre; mais il fut vigoureusement repoussé, et se mit aussitôt en retraite, non pas par la route de Bar-sur-Aube, mais à travers la plaine qui sépare l'Aube de la Marne, et alla prendre position auprès du village de la Rhotière. Ce succès, obtenu sur de vieilles troupes prussiennes et russes combattant dans la proportion de deux contre un, sous les ordres du plus redouté de tous les généraux de la coalition, fit à nos jeunes soldats le plus grand honneur et releva singulièrement leur moral.

Quelques jours avant cette reprise des opérations militaires, le chef du ministère anglais, lord Castlereagh, était arrivé à Langres, et, pour des considérations qui sont étrangères à notre sujet, puisque la Prusse n'y entre pour rien, il fut décidé qu'un congrès serait indiqué à Châtillon-sur-

Seine, que Napoléon serait invité à s'y faire représentor, et qu'on lui offrirait la paix à ces deux conditions : que la France rentrerait dans ses limites de 1790, et qu'elle n'aurait à intervenir en rien dans les résolutions qui seraient adoptées relativement aux territoires qui seraient retirés de ses mains. On délibérait aussi, dans ce conseil suprême de la coalition, sur la direction qu'il convenait de donner aux opérations militaires, lorsque la nouvelle de l'affaire de Brienne vint faire cesser toutes les hésitations. Il fut naturellement décidé que Schwartzenberg irait sur-le-champ avec une grande partie de ses forces, soutenir Blücher et arrêter Napoléon. En conséquence, dans les journées du 30 et du 31 janvier, cent mille hommes, en comptant les forces de Blücher, se trouvèrent concentrés aux environs de la Rothière, ayant comme corps de réserve l'élite de la coalition, c'est-à-dire les gardes russe et prussienne. Avec ses deux ailes, dont les extrémités s'appuyaient, l'une à Bar-sur-Aube, l'autre à Saint-Dizier, cette armée ne comptait pas moins de cent soixante-dix mille hommes, auxquels Napoléon ne pouvait pas en opposer plus de trente-deux mille, dont les deux tiers étaient des recrues à peine habillées. La jeune garde notamment ne se composait que de conscrits, qu'on appelait en plaisantant des *Marie-Louise*, du nom de la régente sous qui ils venaient d'être levés et organisés. Les alliés se flattaient qu'avec des forces si supérieures, ils parviendraient à envelopper Napoléon et toute sa petite armée, de manière à finir la guerre d'un seul coup ; quant à Napoléon, il comprenait bien qu'il serait contraint de se retirer; mais il ne voulait le faire qu'après avoir donné à ses ennemis une rude leçon et leur avoir montré ce qu'ils devaient attendre de lui lorsqu'il aurait reçu ses renforts, notamment les troupes de premier ordre qui lui arrivaient à grandes journées de l'armée d'Espagne.

La bataille de la Rothière, qui est dans l'histoire mili-

taire un véritable phénomène, eut lieu le 1er février. Tout se passa comme Napoléon l'avait désiré et espéré. Une dernière charge exécutée à l'entrée de la nuit par deux divisions de la jeune garde conduites, l'une par Oudinot, l'autre par Napoléon en personne, acheva d'étonner l'ennemi, qui, sur aucun point, n'était parvenu à entamer cette héroïque petite armée, et Napoléon, opérant sa retraite en bon ordre, alla prendre position à Troyes pour renforcer son armée et attendre une occasion favorable.

Il espérait que l'ennemi diviserait ses forces, ce qui lui permettrait des attaques partielles, seul genre de guerre qui lui fût possible dans la situation où il se trouvait. Cet espoir ne tarda pas à se réaliser. Schwartzenberg désirait ardemment se débarrasser d'un subordonné aussi impérieux et aussi incommode que Blücher; il était d'ailleurs important que Blücher, qui venait de faire d'énormes pertes, les réparât au plus tôt au moyen des corps de Langeron, de Kleist et d'York, qui avaient été laissés devant Erfurth, Mayence et Metz, et qui, remplacés par des troupes récemment levées en Allemagne, arrivaient sur la Marne. On attendait aussi quelques corps de l'armée de Bernadotte, qui venaient de Belgique. En conséquence, Blücher se porta sur la Marne pour rallier ces divers corps, tandis que Schwartzenberg, à qui on avait signalé quelques rassemblemente de troupes à Sens, à Joigny, à Auxerre, craignant qu'il ne se fît de ce côté-là des préparatifs pour le surprendre, portait toute son attention sur la rive gauche de la Seine et sur la ligne de l'Yonne. Ainsi, les deux armées se trouvaient écartées l'une de l'autre, et de plus les divers corps de l'armée de Blücher, dont une partie manœuvrait contre Macdonald, s'étaient peu à peu disséminés sur l'espace compris entre le cours du Petit-Morin et l'arc que forme la Marne entre Châlons et la Ferté-sous-Jouarre, espace où se trouvent : sur la Marne, Château-Thierry; près

du Petit-Morin, Montmirail, et, entre les deux cours d'eau, Vauchamps et Champaubert.

Napoléon, qui s'est rapproché peu à peu du Petit-Morin, et qui se tient au courant des moindres mouvements de l'ennemi, apprend, le 9 février, que le plateau de Champaubert, situé à peu près au centre des positions de l'armée de Blücher, n'est occupé que par un corps de six mille Russes. Le lendemain, 10 février, cette position est enlevée, les six mille Russes tués ou pris, et le général Olsouvieff, qui les commandait, prisonnier. Un autre général russe, Sacken, se trouvait avec vingt mille hommes un peu au delà de Montmirail. Apprenant, dans la matinée du 10, que Napoléon vient de traverser avec des difficultés infinies les terrains marécageux où coule le Petit-Morin, il le regarde comme perdu : avoir eu l'imprudence de pénétrer dans un territoire occupé par tant d'armées ennemies, et entouré d'un côté par la Marne, de l'autre par des marécages à travers lesquels une retraite serait désastreuse ! Mais, tandis qu'il accourt pour écraser le téméraire empereur, attaqué lui-même vigoureusement le 11, il a bientôt près de trois mille hommes hors de combat, et s'enfuit précipitamment, laissant entre les mains de l'ennemi près de cinq mille prisonniers et trente bouches à feu. Cette victoire, due surtout aux soldats de la vieille garde, qui savaient faire beaucoup de mal à l'ennemi sans avoir eux-mêmes beaucoup à souffrir, ne nous avait pas coûté huit cents hommes. Le lendemain, ce fut le tour du général d'York, qui occupait Château-Thierry avec dix-huit mille Prussiens. Il avait en outre rallié douze mille Russes, débris du corps de Sacken. La victoire, bien que plus disputée que la veille, ne fut pas moins complète. Mais, lorsque d'York vit sa défaite consommée, il opéra sa retraite par le pont de Château-Thierry, qu'il eut soin de faire sauter ensuite. Il évita ainsi d'être poursuivi.

Cependant Blücher, ne recevant aucune nouvelle de ses autres corps d'armée, s'avança vers Montmirail, et, après avoir traversé Champaubert, était arrivé à Vauchamps, poussant devant lui Marmont, qui, n'ayant pas assez de forces pour lui tenir tête, observait ses mouvements tout en évitant avec soin d'en venir à un engagement, et donnait avis à Napoléon de ce qui se passait. Napoléon, dont les troupes s'étaient délassées pendant la journée du 13 de leurs trois victoires successives, rejoignit Marmont le 14 vers neuf heures du matin, et attaqua sur le champ l'ennemi. Mais, à la manière dont l'action était conduite, Blücher comprit que c'était Napoléon en personne qui la commandait, et il se mit sur le champ en retraite, au grand désappointement de ses adversaires. On le poursuivit du moins avec une extrême vigueur, et, après une dernière attaque dirigée par Marmont lorsque Blücher, se croyant quitte de cette terrible poursuite, avait permis à ses troupes de prende un peu de repos dans le village d'Etoges, il se trouva avoir perdu en quelques heures environ dix mille hommes. Ainsi, en quatre combats livrés pendant une période de cinq jours, Napoléon, avec une poignée de monde, avait battu quatre corps d'armée, formant en tout environ soixante mille hommes et les avait réduits de moitié, sans parler d'une immense artillerie enlevée, et ce merveilleux succès, c'était sur le plus brave, le plus présomptueux et le plus acharné de ses adversaires qu'il l'avait obtenu; aussi voulut-il que Paris en eût la preuve sous les yeux, et, dans ce but, il y envoya dix-huit mille prisonniers, dont l'arrivée donna lieu à une fête, la dernière, hélas ! du premier Empire.

Mais, le jour même du dernier succès que nous venons de raconter, c'est-à-dire le 14 février, Napoléon apprit que l'armée du prince de Schwartzenberg s'avançait vers Paris et que les maréchaux Victor et Oudinot, forcés de rétrogra-

der jusque sur la petite rivière d'Yères, qui ne présentait qu'une faible barrière à l'ennemi, y attendaient impatiemment du secours. Il part sur le champ, arrive sur l'Yères le 16, et livre, le 17, le combat de Mormans, qui coûte aux Russes près de quatre mille hommes.

Mais les détails des opérations de Napoléon contre Schwartzenberg sont trop en dehors de l'histoire de la Prusse pour pouvoir trouver place ici; indiquons seulement le brillant combat de Montereau (18 février), et celui de Méry (22). Ce dernier à peine terminé, nos troupes, qu'un violent incendie avait obligées de sortir de la ville pour prendre position le long de la Seine, aperçurent une armée qui s'approchait et apprirent, non sans étonnement, que c'était celle de Blücher. Exaspéré par sa défaite et celle de ses lieutenants, cet implacable ennemi de la France, au lieu de se laisser décourager, n'était devenu que plus ardent. D'ailleurs, il avait reçu de nouveaux renforts qui, ajoutés à ce qui lui restait de troupes, lui formaient une armée de quarante-huit mille hommes, et à la tête de ces forces, il s'était aussitôt mis en marche pour aller se réunir à Schwartzenberg, qu'il savait aux prises depuis quelques jours avec Napoléon. Il ne doutait pas que son arrivée ne devînt le signal d'une bataille générale et décisive, qui lui permettrait de prendre une éclatante revanche. Mais les succès qu'avait obtenus Napoléon et l'idée exagérée qu'on s'était faite des renforts qui lui venaient de l'armée d'Espagne avaient fait reprendre avec beaucoup d'ardeur les projets de paix. En conséquence, Schwartzenberg partit pour aller conférer avec les souverains, qui se trouvaient alors à Chaumont.

Blücher et son état-major, qui attendaient impatiemment entre Méry-sur-Seine et Arcis-sur-Aube la grande bataille sur laquelle ils avaient si positivement compté, furent hors d'eux-mêmes quand ils apprirent qu'elle était ajournée

peut-être indéfiniment. Ils firent parvenir l'expression de leur mécontentement à l'empereur Alexandre, et, l'ayant complétement gagné par d'adroites flatteries, ils formulèrent deux demandes, savoir: que l'armée de Silésie (c'est ainsi que l'on continuait d'appeler l'armée de Blücher) fût laissée libre de ses mouvements, et que ses forces fussent augmentées par l'adjonction de deux corps qui pouvaient sans inconvénient être détachés de l'armée de Bernadotte, dont, par le fait, ils se trouvaient en ce moment assez éloignés, le corps prussien de Bulow et le corps russe de Wintzingerode. Sur cette pétition, Alexandre convoqua le conseil de la coalition, et, après une opposition assez vive de l'Autriche, qui se rendit enfin, ce que Blücher désirait lui fut accordé.

Lord Castlereagh, qui avait beaucoup contribué à la décision qui venait d'être prise, profita de cette réunion du conseil de la coalition pour faire une motion d'une autre nature. Considérant combien il importait de consolider l'union des puissances coalisées, il proposa un traité solennel d'alliance entre la Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre; cette alliance devait durer non-seulement jusqu'à la paix, mais encore vingt ans à partir du jour où cette paix serait conclue. Durant la guerre, chacune des puissances contractantes s'engageait à tenir à la disposition de la coalition cent cinquante mille hommes, et l'Angleterre offrait en outre le concours de sa puissante marine et un subside annuel de six millions de livres sterling (150 millions de francs), que la Russie, l'Autriche et la Prusse se partageraient par tiers (1). La paix conclue, le contingent

(1) On sera peut-être supris de voir l'Angleterre s'imposer un sacrifice d'argent, ajouté à la double coopération qu'elle apportait déjà, et par son contingent, égal à celui des autres puissances, et par le concours de sa flotte. L'étude de cette question étant étrangère à notre

de chaque puissance serait réduit à soixante mille hommes. Cette proposition fut accueillie avec grande faveur par les trois souverains, et le traité fut signé le 1er mars. Ce fut ce fameux traité de Chaumont qui servit de base à la Sainte-Alliance. Ce traité conclu, on convint d'accorder à Napoléon un certain délai pour se prononcer sur les conditions de paix qui lui avaient été proposées ; après quoi, les négociations seraient rompues, et on déclarerait la détermination irrévocable des puissances alliées de ne plus traiter avec Napoléon, ce qui équivaudrait à une sentence de déchéance prononcée par l'Europe. Jusque-là, aucune démarche directement contraire à sa dynastie ne devait être faite ni tolérée ; en conséquence, le comte d'Artois, en Franche-Comté, et le duc d'Angoulême, en Guyenne, devaient être tenus éloignés des quartiers-généraux des puissances coalisées.

A la nouvelle de la décision que l'état-major général venait de prendre en sa faveur, Blücher se hâta de repasser l'Aube pour retourner sur la Marne ; il passa même la Marne à la Ferté-sous-Jouarre, et s'avança dans le pays compris entre cette rivière et l'Aisne, afin de rallier plus promptement les deux corps qui devaient être ajoutés à son armée, espérant se trouver alors assez fort pour se diriger sur Paris, où il tenait infiniment à arriver le premier. Wintzingerode, qui venait du Luxembourg, avait déjà passé l'Aisne sur un des ponts qui se trouvent dans la partie supérieure de ce cours d'eau ; mais Bullow, à moins de faire un grand détour, était obligé de le passer sur le pont de Soissons, et comme cette ville était occupée par

sujet, nous nous contenterons de dire que l'Angleterre achetait ainsi la prépondérance dans les affaires de l'Europe, et qu'elle ne croyait pas la payer trop cher.

une petite garnison française, Blücher, envoyant Wintzingerode devant lui, se dirigea vers cette ville. Napoléon, dans la prévision de ce mouvement, avait pris ses mesures pour en tirer un parti dont les résultats pouvaient être immenses. De concert avec Marmont et Mortier, dont les forces se trouvaient entre l'Ourcq et l'Aisne un peu au-dessus de Soissons, il manœuvra de manière à acculer Blücher à cette rivière, de telle sorte que, n'ayant aucune issue, il se vît réduit à mettre bas les armes. Ce fut le 4 mars que Napoléon commença cette importante manœuvre, dont le résultat ne pouvait pas se faire attendre plus de vingt-quatre heures. Mais son plan ne se bornait pas là : des ordres pressants étaient adressés aux commandants des principales places-fortes, Anvers, Mayence, Luxembourg, Strasbourg, Metz, afin qu'ils envoyassent la meilleure partie de leurs garnisons, ce qui ne présentait aucun danger dans un moment où personne ne songeait à attaquer ces places. De cette manière, Napoléon allait se trouver sous peu de jours à la tête de cent mille hommes contre Schwartzenberg, qui, ayant détaché sur Lyon des forces assez importantes, se trouvait réduit à quatre-vingt-dix mille. Or, dans une pareille situation, Schwartzenberg était absolument hors d'état de lutter avec Napoléon, et il avait trop de bon sens pour se faire là-dessus aucune illusion. Dès lors, on voit toutes les conséquences que devait amener le plan de Napoléon, un des plus remarquables qu'il eût jamais conçus. Mais tout tenait au succès de ses opérations contre Blücher, car il fallait en finir avec l'armée de ce général, avant de pouvoir opérer contre Schwartzenberg.

D'un autre côté, le succès de la manœuvre contre Blücher tenait à l'occupation de Soissons par les Français; or, au moment où Napoléon, le 4 mars, commençait cette manœuvre, dont il espérait avec raison de si grands résultats, à ce moment-là même, Blücher entrait dans Soissons, en

vertu d'une capitulation signée la veille au soir, et passait l'Aisne sur le pont qui, dans les circonstances présentes, donnait à cette ville une si grande importance. Soissons, dans le mauvais état de défense où il se trouvait, ne pouvait guère résister plus de deux jours, d'autant plus qu'il était vivement attaqué de deux côtés à la fois, par Bulow, arrivé sur la rive droite de l'Aisne, et par Wintzingerode, qui se trouvait sur la rive gauche. Ces deux généraux, après avoir passé la journée du 2 à canonner la ville sans grand résultat, firent au gouverneur les sommations les plus menaçantes, déclarant que, s'il persistait dans sa résistance, la garnison serait passée par les armes. En toute autre circonstance, la capitulation d'une place en aussi mauvais état eût été entièrement conforme aux lois de la guerre, qui veulent qu'on évite de sacrifier du monde inutilement; mais, en présence des intérêts de premier ordre attachés à la possession de Soissons, essuyer l'assaut et succomber après avoir perdu jusqu'à son dernier homme, c'était pour le gouverneur un devoir sacré. Mais il ne comprit pas la situation où il manqua d'énergie. Seulement, peut-être pour gagner du temps, il passa toute la journée du 3 à discuter les conditions de la capitulation, qui en apparence fut des plus honorables. On pouvait être facile sur les détails, quand l'acte en lui-même sauvait la coalition et tuait l'Empire. Aussi raconte-t-on que le comte Woronzoff, impatient de la persistance avec laquelle le commissaire russe discutait sur la prétention qu'avait le général français d'emmener son artillerie, lui dit dans sa langue : « Qu'il prenne son artillerie et la mienne avec, s'il veut, et qu'il nous laisse passer l'Aisne ! »

Il est à peu près certain que, dans toute sa vie militaire, Napoléon n'avait pas reçu un coup aussi sensible que celui que lui porta la capitulation de Soissons. Il voyait par là s'échapper de ses mains une occasion unique d'écraser sans

danger son plus implacable ennemi, qui maintenant, avec des forces à peu près doublées, occupait une position aussi favorable que celle où il se trouvait la veille était désastreuse. Cette nouvelle position de Blücher, c'était le plateau de Craonne, qui, sur une étendue de plusieurs lieues, forme d'un côté la berge de l'Aisne, et de l'autre est longé par la Lette, petite rivière au delà de laquelle s'élèvent des hauteurs que couronnent les murailles de Laon. Quelque changée que fût la situation, la nécessité de se débarrasser de Blücher étant toujours la même, Napoléon n'hésita pas. Il se hâta de passer l'Aisne, et le 7 mars, après une sanglante bataille, où la ténacité d'un côté et la fougue de l'autre furent admirables, il s'empara avec trente mille hommes et une artillerie insuffisante, du plateau de Craonne, que défendaient cinquante mille hommes, soutenus par une artillerie formidable.

Mais Blücher avait encore des forces bien plus que doubles de l'armée française, et il occupait une position redoutable, celle de Laon. Napoléon, après avoir laissé reposer ses troupes le 8, entreprit le 9 cette difficile attaque. La lutte, commencée bien avant le jour et soutenue des deux côtés avec un acharnement qui dépassa encore tout ce qu'on avait vu jusque-là, ne fut suspendue que lorsque la nuit l'eût rendue impossible, et Napoléon était bien décidé à la reprendre le lendemain et à ne pas lâcher prise qu'il n'eût triomphé. Mais, dans une lutte aussi inégale, il ne pouvait avoir quelque chance de succès qu'autant qu'une puissante diversion obligerait l'ennemi à diviser ses forces, et cette mission avait été confiée à Marmont, qui avait pris position pour cela avec un corps d'armée de quelque importance dans un village voisin de Laon. Or, il se laissa surprendre pendant la nuit, et son corps d'armée, après avoir essuyé de grandes pertes, fut complétement dispersé. Après un pareil contre-temps, qui, dans les circonstances présentes,

était un véritable malheur, tous les efforts pour s'emparer de Laon avaient été en pure perte. En conséquence, Napoléon, qui savait toujours prendre résolûment son parti, retourna sur-le-champ à Soissons.

Là il apprend que Schwartzenberg a profité du moment où il le voyait occupé contre Blücher pour se diriger sur Paris. Voulant l'arrêter à tout prix, il marche sur l'Aube ; mais son mouvement ayant été un peu trop rapide, il arrive sur cette rivière avant son ennemi, qu'il comptait prendre en flanc. Schwartzenberg, averti de l'approche de Napoléon, rétrograde, et Napoléon se met à sa poursuite. Une rencontre, dont les détails ne rentrent pas dans notre sujet, eut lieu le 20 mars à Arcis-sur-Aube ; disons seulement que, dans cette bataille, la dernière que Napoléon livra en personne avant sa première abdication, il montra toute la témérité d'un jeune homme, attaquant avec vingt mille hommes une armée qui en comptait quatre-vingt-dix mille, et qu'il courut personnellement les plus grands dangers ; mais il eut le dessus comme toujours.

Son but, qui était d'arrêter Schwartzenberg, se trouvant momentanément atteint, il s'occupa d'exécuter sur-le-champ son plan d'expédition pour rallier les garnisons des places fortes les plus voisines. Il calculait qu'en allant seulement jusqu'à Bar-le-Duc, il lui serait aisé de réunir sur ce point les garnisons de Verdun, de Metz, de Strasbourg, de Luxembourg et de Mayence, et que, s'il poussait jusqu'à Metz, il déciderait sans peine une partie des populations de la Lorraine, de l'Alsace et de la Franche-Comté à prendre les armes, ce qui le mettrait en état de marcher ensuite contre l'ennemi avec de grandes chances de succès.

La question était de savoir si Schwartzenberg ne profiterait pas de l'absence de Napoléon pour prendre de nouveau la route de Paris. Napoléon espérait que ce général, chez qui dominait surtout la prudence, suivrait la grande

règle de l'art de la guerre qui prescrit qu'en s'avançant en pays ennemi, on ait toujours soin d'assurer ses communications avec la frontière par laquelle on reçoit ses renforts et ses munitions ; or, l'expédition de Napoléon allait avoir pour effet de couper cette communication à l'armée de Schwartzenberg. Mais, dans une guerre comme celle que faisaient présentement les alliés, la politique avait encore plus d'importance que l'art militaire proprement dit ; or, les gens qui connaissaient le mieux l'état de la France assuraient qu'une marche rapide sur Paris était un moyen assuré de terminer la guerre sur-le-champ en renversant le trône de Napoléon, et des dépêches de l'impératrice et du ministre de la police, que les alliés venaient d'intercepter, avaient, en faisant connaître l'état des esprits à Paris, donné beaucoup de prépondérance à cette opinion.

Ce qui acheva de la faire triompher, ce fut l'arrivée de Blücher, qui, après quelques tâtonnements sans résultat faits depuis la bataille de Laon, avait compris qu'il ne pouvait arriver à rien de décisif en demeurant isolé, et s'était décidé à se rapprocher de Schwartzenberg. Le 23, les deux avant-gardes opérèrent leur jonction. A cette nouvelle, le roi de Prusse, qui était à quelque distance, s'empressa de venir trouver l'empereur de Russie pour prendre une décision ; quant à l'empereur d'Autriche, il se trouvait en ce moment à Dijon ; mais le prince de Schwartzenberg avait de pleins pouvoirs pour se prononcer en son nom sur tout ce qui pourrait se présenter d'urgent.

Ce fut sur un tertre, auprès de Sommepuis, que fut tenu en plein air, le 24 mars, ce conseil mémorable où l'on décida irrévocablement la marche sur Paris. Le mouvement général commença le lendemain, 25 mars, et le 29, les deux armées, qui avaient marché sur deux lignes convergentes, se rencontrèrent au terme de la grande expédition. Marmont et Mortier, qui avaient fait les derniers efforts pour

les arrêter et donner à Napoléon le temps d'accourir, les avaient devancées de quelques heures.

Dans la lutte qui eut lieu entre eux et les alliés le 30 mars, et qui est connue sous le nom de bataille de Paris, Blücher opéra au nord, s'avançant à travers la plaine Saint-Denis, et deux des corps prussiens placés sous ses ordres, celui de Kleist et celui d'York, occupèrent, le premier, la Villette, et le second la Chapelle. Montmartre fut occupé par un corps russe placé aussi sous ses ordres et commandé par un émigré français, nommé Langeron, et ce fut ce corps qui, en descendant de Montmartre sur la barrière de Clichy, eut à lutter avec des gardes nationaux commandés par Moncey, général en chef de la garde nationale de Paris. La capitulation fut signée le lendemain, 31 mars, et les alliés firent leur entrée le même jour, l'empereur Alexandre ayant à sa droite le roi de Prusse et à sa gauche le prince de Schwartzenberg.

Pour ce qui est des événements qui suivirent, et où généralement les Prussiens n'eurent point à intervenir, il suffit d'énumérer quelques circonstances principales : Nomination par le Sénat d'un gouvernement provisoire (1er avril) ; déclaration de la déchéance de Napoléon par ce même corps (3 avril) ; abdication de Fontainebleau (6 avril) ; le même jour, déclaration du Sénat en faveur des Bourbons ; entrée du comte d'Artois à Paris (12 avril) ; départ de Napoléon pour l'île d'Elbe (20 avril) ; convention pour le départ des armées alliées (23 avril) ; entrée de Louis XVIII à Paris (3 mai) ; traité de Paris qui fixe les limites de la France (30 mai) ; promulgation de la Charte constitutionnelle (4 juin), d'après les principes établis dans la déclaration de Saint-Ouen en date du 2 mai ; enfin, réunion du congrès de Vienne, qui s'ouvre officiellement le 1er novembre.

Parmi ces faits, il y en a trois sur lesquels nous devons

nous arrêter quelques instants : la convention du 23 avril, le traité du 30 mai et le congrès de Vienne. On sait que, dans ces trois circonstances, le gouvernement français fut représenté par M. de Talleyrand, qui, depuis l'entrée des alliés à Paris, était parvenu à s'emparer de la direction des affaires. C'est donc sur lui que l'on fait retomber le blâme sévère dont le gouvernement de la Restauration a été l'objet à l'occasion de ces différents faits. Ce blâme, en ce qui concerne la convention du 23 avril, nous semble injuste. En effet, cette convention eut pour objet l'évacuation de notre territoire par les armées étrangères ; or, cette évacuation était demandée à grands cris par les provinces que ces armées occupaient, et à qui leur présence devenait insupportable, leurs procédés, ceux de l'armée prussienne surtout, s'écartant chaque jour davantage de la modération qu'on avait montrée d'abord conformément aux promesses du prince de Schwartzenberg dans son manifeste (1). Mais était-il possible d'obtenir l'éloignement des troupes étrangères qui se trouvaient en France, sans accorder l'évacuation des places fortes que nos troupes occupaient dans les pays auxquels ces troupes appartenaient ? Poser une pareille question, c'est la résoudre. Ainsi, c'est à tort que l'on attaque Talleyrand au sujet de l'ordre qui fut alors envoyé aux gouverneurs des forteresses que nous occupions dans divers pays, notamment en Prusse, de remettre ces forteresses aux gouvernements locaux, et de revenir avec les troupes françaises de leurs garnisons. Encore une fois, cette convention eut un résultat fort important et ardemment désiré par nos populations, le départ immédiat des troupes étrangères.

(1) Ce que nous disons ici ne s'applique point à l'armée anglaise, qui occupait une partie des provinces du Midi, et dont la conduite fut constamment au-dessus de tout éloge.

Le traité du 30 mai fut au contraire un acte déplorable; car, sans aucun motif d'urgence, il se hâta de consacrer la réduction de la France à ses limites de 1790, quand les autres États rompaient entièrement l'ancien équilibre à notre désavantage. Un congrès devait se tenir sous peu pour régler les affaires de l'Europe ; pourquoi ne pas l'attendre? Il est incontestable qu'on eût pu obtenir alors de bien meilleures conditions. Traiter aussi légèrement cette question de la frontière du Rhin était une faute capitale. Sans doute, les considérations de frontières perdront de beaucoup de leur importance le jour où toutes les nations comprendront que leur intérêt aussi bien que leur devoir est de n'avoir entre elles d'autre lutte que celle de l'émulation dans la voie du progrès, de s'aider mutuellement comme des membres d'une même famille, et d'être les unes par rapport aux autres comme des provinces d'un même empire, des quartiers d'une immense et pacifique cité. Mais ce jour, malheureusement bien éloigné encore, les signataires du traité du 30 mai n'en avaient certainement pas l'idée, et M. de Talleyrand moins que personne. Il aurait donc dû éloigner le plus possible, et par tous les moyens, le moment de sacrifier des provinces qui nous étaient unies par tant d'intérêts et tant d'affinités, et qui depuis vingt ans étaient françaises. Il n'en avait pas fallu davantage à la Lorraine, et même à l'Alsace, pour devenir françaises de cœur, bien que, pour l'Alsace, à la différence de la langue, s'ajoutât celle de la religion. Il est vrai que, dans les provinces dont nous nous occupons, la fatigue causée par le régime de l'Empire, surtout par la conscription, avait un peu contrarié le travail de l'assimilation; mais, quelques années, même quelques mois d'un gouvernement pacifique et paternel, auraient suffi pour effacer ces impressions défavorables. Ces considérations n'auraient pas échappé à M. de Talleyrand, s'il eût eu autant de sérieuse portée politique et de vrai patriotisme qu'il

avait d'habileté diplomatique et d'esprit d'intrigue. Cette habileté diplomatique lui aurait certainement donné le moyen de trouver des prétextes pour différer la conclusion d'un traité aussi funeste, jusqu'à l'époque du congrès qui allait s'ouvrir ; et alors il n'aurait pas tardé à apercevoir entre les puissances appelées à jouer dans ce congrès les principaux rôles, des germes de division dont il eût pu tirer parti dans l'intérêt de la France.

En effet, l'empereur de Russie et le roi de Prusse arrivèrent à Vienne le 25 septembre, et, dès les premiers jours d'octobre, les prétentions de ces deux princes commencèrent à troubler la parfaite entente qui semblait devoir régner entre les quatre puissances qui venaient de renverser Napoléon. Ils croyaient l'un et l'autre avoir le droit d'être quelque peu exigeants, comme ayant eu la principale part dans l'œuvre capitale qui venait de s'accomplir. L'Angleterre, il est vrai, avait exercé une action plus décisive encore peut-être par ses sacrifices d'argent; mais aussi, personne ne lui disputait les avantages qu'elle jugeait à propos de s'attribuer en gardant Malte, l'Ile-de-France et tout ce qui pouvait lui servir à assurer sa domination sur les mers. L'empereur Alexandre, à son tour, croyait ne pas outre-passer ses droits en demandant toute la Pologne, dont il avait l'intention de faire un royaume à part sous le protectorat de la Russie. Le roi de Prusse, de son côté, réclamait le royaume de Saxe, celui de tous les territoires allemands qui lui convenait le mieux pour arrondir ses États. Quant au roi de Saxe, regardé comme ayant démérité de l'Allemagne et de l'Europe par sa persistance dans l'alliance de Napoléon et par les agrandissements qu'il avait acceptés de sa main, outre que ses États avaient été conquis par la coalition, qui, par conséquent, était en droit d'en disposer, le roi de Prusse ne s'opposait pas à ce qu'on la dédommageât au moyen d'une partie des territoires qu'on avait re-

pris à la France sur le Rhin. L'Autriche s'opposa tout naturellement à ces deux projets, qui la contrariaient vivement : le premier, parce que son adoption l'aurait obligée de se dessaisir de ce qu'elle avait obtenu dans le partage de la Pologne ; le second, parce que, s'il eût été approuvé, la partie la plus compacte de la monarchie prussienne se serait étendue jusqu'aux frontières de la Bohême.

M. de Talleyrand, chargé de représenter Louis XVIII, qui, par sa mère, était cousin du roi de Saxe, prit chaudement en main la cause de ce dernier, et, afin d'entrer complétement dans son rôle de ministre d'un souverain qui était comme la personnification des principes de la légitimité et du droit divin, ce fut sur cette doctrine qu'il s'appuya constamment pour défendre le prince saxon, comme si, dans tous les remaniements qui avaient été faits en Allemagne, ces considérations n'avaient pas été constamment mises de côté. En agissant ainsi, il pouvait flatter Louis XVIII, mais il servait mal les intérêts de la France, pour qui le voisinage d'un État faible et essentiellement inoffensif, comme celui qu'on aurait donné au roi de Saxe sur la rive gauche du Rhin, était bien préférable à celui de la Prusse. D'ailleurs, en se posant en défenseur parfaitement désintéressé de la légitimité et du droit, il se mit dans l'impossibilité de profiter des dissentiments survenus entre les puissances, pour obtenir en faveur de la France au moins une partie des territoires dont la perte lui était si préjudiciable. M. de Talleyrand paraît n'avoir eu en réalité d'autre mobile que le désir de jouer à tout prix un rôle dans le congrès, où les quatre puissances coalisées étaient dans l'intention de décider seules toutes les questions. Or, il lui semblait par trop pénible de se voir réduit, pour ainsi dire, à écouter aux portes, ce qui eût été, il faut en convenir, une humiliation pour la France. En conséquence, dès l'arrivée des souverains à Vienne, il prit relativement à l'affaire de Saxe

une attitude qui fit que l'Autriche, à qui appartenait la présidence d'un congrès réuni dans sa capitale, s'attacha à relever l'importance du plénipotentiaire français, en qui elle trouvait un utile concours.

De cette vive opposition que la Russie et la Prusse rencontrèrent au sein du congrès, il résulta que la première ne parvint point à réunir sous sa main toute la Pologne, mais fut contrainte de laisser la Galicie à l'Autriche et le grand-duché de Posen à la Prusse, et que la Prusse, de son côté, ne put obtenir qu'une partie de la Saxe, comprenant à peu près un tiers de la population de ce royaume. Elle recouvra, en outre, la Westphalie, et obtint le territoire des électorats ecclésiastiques de Cologne et de Trèves, ce qui, avec le pays de Juliers, Berg et Clèves et l'ancienne ville impériale d'Aix-la-Chapelle, forma la province Rhénane. Mais le Hanovre, érigé en royaume, fut rendu à la maison royale d'Angleterre. D'un autre côté, la Prusse obtint bientôt après la Poméranie suédoise et l'île de Rugen. Son territoire se trouva ainsi mieux constitué qu'il ne l'avait été jusqu'alors; mais, de la longueur démesurée de ce territoire, allant du Niémen à la Meuse, résultait pour la Prusse la nécessité de s'arrondir; ainsi le congrès de Vienne, qui avait la prétention de fixer d'une manière durable, pour ne pas dire définitive, l'état de l'Allemagne, ne lui donnait qu'une situation provisoire qui rendait inévitables des bouleversements plus ou moins prochains.

Le congrès s'occupait avec une lenteur extrême des questions qu'il avait à résoudre, lorsque retentit comme un coup de foudre la nouvelle du débarquement de Napoléon auprès de Cannes (1er mars 1815), suivie bientôt de celle de son arrivée à Paris (20 mars). Aussitôt les représentants des quatre puissances le déclarent ennemi et perturbateur du monde, et une convention militaire est formée pour diriger sur la France trois armées, commandées, l'une par

Schwartzenberg, l'autre par Wellington et Blücher, la troisième par l'empereur Alexandre. L'armée anglo-prussienne se réunit en Belgique, tandis que Napoléon rassemble cent vingt-quatre mille hommes sur la ligne qui s'étend entre Lille et Metz. Puis, avec une rapidité dont seul il avait le secret, il concentre cette armée sur la frontière vis-à-vis Charleroy, et avant que l'ennemi se soit aperçu de cette opération, il quitte secrètement Paris le 12 juin, enlève Charleroy le 15, et, le lendemain, bat les Prussiens à Ligny, tandis que Ney attaque les Anglais aux Quatre-Bras. Bien que Ney ait été presque paralysé par une certaine indécision, Napoléon a obtenu le résultat qu'il se proposait, et qui consiste à séparer les deux armées, afin de pouvoir les attaquer l'une après l'autre. C'est par les Anglais qu'il se décide à commencer, et il leur livre bataille le 17, tandis que Grouchy, avec trente mille hommes, est chargé de se mettre à la poursuite des Prussiens, pour empêcher qu'ils ne viennent au secours de Wellington. Malheureusement, Grouchy manque complétement son opération et ne comprend ce qu'il devait faire que lorsqu'il n'est plus temps. En conséquence, dès que les Prussiens entendent le canon retentir à Waterloo, leurs divers corps arrivent successivement sur le champ de bataille, conduits d'abord par Bulow, puis par Ziéten et d'York, enfin par Blücher en personne. Napoléon, qui déjà avait presque triomphé des Anglais, ne peut soutenir en même temps deux luttes aussi terribles, et la journée se termine par un épouvantable désastre. Il part aussitôt pour Paris, afin de se procurer de nouvelles forces; mais on les lui refuse, et il abdique pour la seconde fois (22 juin).

De la Malmaison, où il s'était momentanément établi, il part le 29 pour Rochefort, et il s'embarqua le 8 juillet. Blücher, arrivé le 28 juin sous les murs de Paris, prend position sur la gauche de la Seine, et Wellington, arrivé

quelques jours plus tard, occupe la droite. L'anéantissement de deux régiments de hussards prussiens par Exelmans, auprès de Versailles (1er juillet), est le dernier fait militaire de cette campagne. Paris capitule le 3 et est occupé le 7 par les Prussiens. Louis XVIII y entre le 8, et les souverains de Russie, d'Autriche et de Prusse, le 10. Le 2 août, on décide du sort de Napoléon, qui part pour Sainte-Hélène le 8. Le 26 septembre, les trois souverains signent le traité de la Sainte-Alliance, auquel adhéreront successivement la France et d'autres Etats; enfin, le 21 novembre, fut signé le traité de paix avec la France, à qui l'on enleva les places de Philippeville, Marienbourg, Bouillon, Landau et Sarrelouis. Cette dernière fut donnée à la Prusse. Ce même traité stipulait une indemnité de guerre de sept cents millions, et l'occupation de nos places fortes par cent cinquante mille hommes pendant cinq ans.

Le 8 juin, quelques jours avant l'ouverture des hostilités, le congrès avait décidé que l'Allemagne formerait, sous la présidence de l'Autriche, une confédération de trente-huit États, nombre que l'admission du landgraviat de Hesse-Hombourg porta, deux ans plus tard, à trente-neuf. L'acte fédératif impliquait pour chaque membre de la confédération l'obligation de donner à ses sujets une constitution, mais cette obligation était formulée en termes vagues. En conséquence, tandis que certains princes s'empressaient de satisfaire franchement à cette obligation, par exemple le duc de Nassau, dès l'année 1815, les souverains du Wurtemberg, de la Bavière, de Bade et de Saxe-Cobourg, en 1818, etc., le roi de Prusse se montra fort peu disposé à entrer dans cette voie, ce qui donna lieu à des tiraillements qui remplirent toute la suite du règne de Frédéric-Guillaume, mais sur lesquels nous nous bornerons à quelques indications sommaires.

Les idées libérales fermentaient surtout dans les univer-

sités, où se conservaient plus vivants que partout ailleurs les souvenirs de 1813. Il se forma des sociétés secrètes ayant pour mobile, non pas la haine de l'étranger, comme le *tugendbund*, mais celle de l'absolutisme. On regarda aussi comme des foyers ardents de libéralisme les nombreuses écoles de gymnastique qui venaient de se former sous l'influence de Frédéric Jahn, homme d'une vertu austère et d'un patriotisme ardent, qui, après avoir enrôlé et commandé, en 1813, un bataillon d'étudiants, conseilla fortement à la jeunesse les exercices du corps, comme indispensables pour établir une juste harmonie chez l'homme qui s'occupe de développer par l'étude les facultés de son esprit. A sa voix, que toutes les universités de l'Allemagne connaissaient et chérissaient, plus de deux cents gymnases s'élevèrent comme par enchantement. En 1819, l'autorité les fit tous fermer, et Jahn fut emprisonné à Spandau, puis à Custrin, d'où il sortit après plusieurs années d'une dure captivité, sans qu'on eût pu trouver aucune charge contre lui.

Ces rigueurs inintelligentes contre des établissements dont le gouvernement prussien reconnut plus tard l'utilité et qu'il rétablit lui-même, tenaient à tout un ensemble de précautions qu'avait conseillées le gouvernement russe dans un mémoire présenté à des plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, réunis à Aix-la-Chapelle en 1818. Or, on sut que ces conseils de Saint-Pétersbourg avaient été provoqués par des notes envoyées périodiquement par Kotzebuë, qui habitait Manheim. Là-dessus, un étudiant fanatisé, Carl Sand, tua Kotzebuë d'un coup de poignard, le 23 mars 1819. Une autre tentative d'assassinat politique ayant eu lieu vers le même temps dans le duché de Nassau, les souverains crurent voir renaître les temps de la Sainte-Wehme, et un congrès fut réuni à Carlsbad pour aviser aux moyens de comprimer le mouve-

ment (1). L'irritation était extrême lorsque éclata en France la révolution de 1830. Le roi de Prusse craignait que l'élan imprimé par cet événement aux idées libérales n'emportât toutes les digues que depuis quinze ans il travaillait à élever contre elles ; mais, au lieu de ce résultat, qui paraissait si naturel, il s'en produisit un tout contraire, auquel on était loin de s'attendre. La crainte que la France ne voulût profiter de la liberté d'action qu'elle semblait avoir recouvrée, pour réclamer les frontières du Rhin, réveilla les défiances et les haines, et le gouvernement prussien exploita habilement ce patriotisme ombrageux de ses peuples, auxquels du reste il fit de nouveau des promesses, qui eurent le sort de toutes celles qui avaient précédé.

Pendant que ces préoccupations politiques agitaient la nation, le roi était surtout absorbé par son idée favorite de réforme religieuse. Il lui fallait, comme à l'Angleterre et à la Russie, une religion nationale, et son plan, dont la première idée remontait au Grand-Electeur, consistait à fondre le luthéranisme et le calvinisme dans une sorte d'éclectisme décoré du titre d'Église évangélique. La réunion des deux cultes fut opérée en 1817 dans une cérémonie à laquelle prirent part, avec le roi et sa famille, tous les grands corps de l'État. Bien des gens crurent d'abord que tout cela n'était qu'une tactique du roi pour détourner les esprits de la politique; mais on ne tarda pas à reconnaître qu'il prenait très au sérieux son rôle de réformateur religieux; car il alla quelquefois jusqu'à la persécution, autant du moins que pouvaient le permettre les lois et les

(1) Un seul fait suffira pour montrer à quel point était ombrageuse la police de la Confédération. En 1824, M. Cousin, déjà célèbre par ses écrits et son enseignement, ayant fait un voyage en Allemagne, fut arrêté à Dresde et transféré à Berlin. Malgré tout ce que put faire le gouvernement français, il ne recouvra sa liberté qu'au bout de six mois.

usages d'un pays aussi essentiellement tolérant que la Prusse. On le vit plus d'une fois user de rigueur envers des ministres, soit luthériens, soit calvinistes, qui refusaient d'adopter la nouvelle liturgie. Quant aux catholiques, non-seulement il les écarta de toutes les hautes fonctions de l'État, mais encore il eut grand soin de confier exclusivement à des protestants l'administration civile et militaire des provinces où le catholicisme était le culte de la majorité, conduite maladroite qui, dans les provinces Rhénanes, faisait succéder peu à peu à l'animosité contre la France, une assez vive sympathie pour elle.

L'immixtion de Frédéric-Guillaume dans les affaires religieuses produisit surtout une dangereuse agitation dans ces provinces, à l'occasion des mariages mixtes. Une ordonnance du 17 août 1825 enjoignait que, dans toute famille où le père et la mère professaient des cultes différents, les enfants fussent élevés dans la religion du père ; en même temps, on n'épargnait rien pour engager sous main les officiers ou fonctionnaires professant la religion officielle, à épouser des catholiques. Plusieurs évêques interdirent la célébration de ces mariages, et le pape Pie VIII approuva leur conduite par un bref du 25 mars 1830. Le roi, pour essayer de vaincre cette résistance, eut recours tantôt à la ruse, tantôt à la violence ; mais ce fut ce dernier moyen qu'il employa sans ménagement envers le baron Droste de Wischering, qui, proposé pour le siége archiépiscopal de Cologne, avait paru disposé à entrer dans les idées du roi, mais qui, une fois installé (1835), se prononça hautement dans le sens du bref pontifical. Le roi, profondément irrité, fit enlever l'archevêque au milieu d'un grand déploiement de forces, et on l'enferma dans la citadelle de Minden. L'agitation produite par ces événements et par d'autres analogues qui eurent lieu dans la Pologne prussienne, dura jusqu'à la mort de Frédéric-Guillaume.

D'après ce que nous venons de voir de la conduite de ce prince au sujet de la constitution qu'il avait promise à ses peuples et relativement aux affaires religieuses, il est difficile de ne pas le considérer comme ayant été fort au-dessous de la réputation que lui a value l'affranchissement de la Prusse, auquel en réalité il ne prit que très-peu de part, auquel même il s'opposa longtemps de tout son pouvoir. A son règne se rapporte un autre événement capital pour la Prusse ; cet événement, auquel du moins il ne mit jamais obstacle, c'est l'union des douanes de la plupart des États de l'Allemagne, sous la haute direction de la Prusse, ce qui contribua singulièrement à la prospérité de l'Allemagne, et, en plaçant la Prusse à la tête du mouvement commercial et industriel du Corps germanique, prépara les voies à son hégémonie politique.

Il n'est personne qui ne voie la complication que devait présenter la perception des droits de douanes dans un pays aussi enchevêtré que l'était la Confédération germanique, composée d'environ quarante États, dont chacun, le plus souvent, comprenait cinq ou six fragments, quelquefois assez distants les uns des autres. Les moyens d'améliorer un état de choses aussi fâcheux avaient été profondément étudiés par Frédéric List, professeur d'économie politique à Tubingue; et, dans le but d'expérimenter les résultats pratiques auxquels ses études l'avaient conduit, il avait formé, en 1819, avec un fabricant et un négociant de Géra, la *Société de l'industrie et du commerce allemand*, qui compta bientôt six mille membres, et dont le chef-lieu fut établi à Nuremberg. Ce fut d'après les idées servant de base à cette société que, le 28 juillet 1824, le roi de Wurtemberg et celui de Bavière conclurent un traité d'union douanière, d'où il résultait qu'une même ligne de douanes servirait pour les deux pays, qui se partageraient les recettes dans un rapport convenu entre eux. D'autres unions du même

genre ne tardèrent pas à se former, et, le 24 mars 1826, se constitua la ligne hesso-prussienne entre la Prusse, la Hesse électorale et quelques petits États.

Les choses en étaient là, lorsque les alarmes produites en Allemagne, comme nous l'avons déjà dit, par la révolution de 1330, firent désirer aux membres de ces différentes lignes de s'unir pour la sécurité commune, et le 22 mars 1833 furent jetées les bases d'une association générale, qui prit le nom de *Zollverein* (union douanière). Elle comprit d'abord la Prusse, la Bavière, le Wurtemberg et les deux Hesse. Quelques jours après, la Saxe s'y adjoignit et fut suivie au mois de mai par la Thuringe, nom sous lequel on comprenait les duchés saxons de Weimar, Eisenach, Meiningen, Altenbourg, Cobourg, Gotha et les principautés de la maison de Schwarzbourg et de celle de Reuss. En 1835, adhérèrent au zollverein Hesse-Hombourg, Bade et Nassau ; en 1836, Francfort; en 1841, Brunswick; en 1852, le grand-duché de Luxembourg. Les Etats de la Confédération germanique demeurés en dehors du zollverein étaient ceuxde Mecklenbourg, d'Oldenbourg, de Holstein, de Luxembourg, et les villes de Brême, Hambourg et Lubeck ; plus l'Autriche et le Hanovre, qui pourtant y avaient adhéré pour des enclaves.

Les produits des droits d'entrée, de sortie et de transit, perçus en vertu d'un tarif uniforme, sont mis en commun et partagés entre les États, proportionnellement aux chiffres des populations respectives, dont le recensement se fait tous les trois ans. Un congrès de tous les États associés se réunit chaque année et siége alternativement dans chacune des capitales de ces États ; mais un bureau est établi en permanence à Berlin. Les avantages de cette association se présentent d'eux-mêmes, et consistent surtout dans la réduction des frais de perception et de surveillance et dans la facilité d'empêcher la contrebande.

Grâce à des tarifs protégeant avec discernement l'industrie allemande, celle-ci s'est développée, et, pour certains produits, a pu balancer avec avantage la concurrence de la France et de l'Angleterre, même dans les pays d'exporta- En outre, on a pu, dans la plupart des États associés, diminuer l'impôt direct ; enfin, l'activité nouvelte imprimée aux relations commerciales a couvert l'Allemagne de chemins de fer.

Frédéric-Guillaume III mourut le 7 juin 1840, à l'âge de soixante-dix ans, après un règne qui en avait duré près de quarante-trois.

CHAPITRE X

RÈGNE DE FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV (1840-1857-1861)

Frédéric-Guillaume avait quarante-cinq ans lorsqu'il succéda à son père. C'était un beau diseur, un lettré, un savant, mais qui connaissait beaucoup mieux les temps passés que l'époque où il vivait, et qui, tout en voulant faire le bien et rendre ses peuples heureux, s'obstina à gouverner avec les idées d'un autre âge. Son père avait résisté aux aspirations libérales de la Prusse, parce qu'il n'avait pas assez de caractère pour entrer résolûment dans une voie nouvelle; lui, qui était loin de manquer de caractère et de décision, persista dans les anciens errements de propos délibéré et par suite de la confiance absolue qu'il avait dans sa manière de comprendre l'art de gouverner les hommes. Comme, en réalité, ses intentions étaient bonnes et qu'il possédait un talent de parole dont son père était entièrement dépourvu, il obtint un succès immense en exposant, à Kœnigsberg, le jour de son couronnement, et quelques jours après, à Berlin, devant des délégués de

toutes les classes de la nation, non pas les principes d'après lesquels il comptait gouverner, mais les sentiments dont il était animé envers son peuple. Ces protestations, qui ne manquaient pas d'éloquence, excitèrent d'autant plus d'enthousiasme qu'elles s'adressaient à une population qui avait pour la dynastie des Hohenzollern une ancienne et sincère affection.

Cette affection, en ce qui concernait la personne de Frédéric-Guillaume III, était devenue, par suite des mauvais jours traversés ensemble, et surtout des triomphes qui avaient suivi, un sentiment profond et inaltérable. La non exécution des promesses relatives aux libertés publiques avait bien produit du mécontentement, mais sans faire perdre au roi sa popularité. Frédéric-Guillaume IV n'avait pas, lui, des titres personnels et exceptionnels à un dévouement capable de résister à toutes ces épreuves. En conséquence, lorsqu'on vit que son intention bien arrêtée était de ne point accorder cette constitution depuis si longtemps attendue, et que les allocutions de Kœnigsberg et de Berlin, dans leur vague sentimentalisme, avaient plus que jamais fait espérer, le désappointement fut extrême; des réclamations arrivèrent de tous les côtés, et l'irritation prit plus d'une fois des proportions inquiétantes. Mais le roi ne se départit point de la ligne où il était entré dès le premier jour, et lorsque, en 1847, après sept ans de luttes incessantes, il sembla accorder une partie de ce qu'on lui demandait, c'est-à-dire une représentation nationale, en consentant à ce que des délégués des différentes provinces se réunissent à Berlin, il eut soin d'imposer à ces États généraux des conditions et des entraves qui leur ôtaient tout pouvoir et les réduisaient à un rôle purement consultatif; il sembla même vouloirempêcher le bon effet que cette concession aurait pu produire sur l'opinion, en déclarant avec une franchise

presque blessante qu'il n'avait point prétendu accorder une représentation nationale et qu'il ne l'accorderait jamais ; car voici comment il s'exprima dans la séance d'ouverture, le 11 avril 1847 : « Héritier d'une couronne que j'ai reçue sans atteinte et que je veux laisser sans atteinte à mes successeurs, il me tarde de faire la délaration solennelle qu'aucune puissance de la terre ne pourra jamais m'amener à changer les rapports naturels entre un souverain et son peuple, rapports dont le maintien fait la force de l'un et de l'autre, en des rapports conventionnels et constitutionnels, et que jamais je ne permettrai qu'une feuille écrite vienne s'interposer, comme une sorte de seconde providence, entre le pays et moi pour nous gouverner par ses paragraphes et pour remplacer par eux la sainte et antique fidélité... La couronne ne peut pas, elle ne doit pas plier sous la volonté des majorités, à moins que la Prusse ne soit annihilée en Europe... La même franchise m'engage maintenant à vous donner, en témoignage de la confiance que j'ai placée en vous, nobles seigneurs et féaux États, ma parole de roi que je ne vous aurais pas convoqués si j'avais eu le moindre soupçon que vous fussiez capables de songer à jouer le rôle de *soi-disant représentants du peuple.* »

Un souverain, quoi qu'il fasse, quelque politique qu'il adopte, a toujours autour de lui des gens disposés à l'admirer et à l'applaudir. Mais, sans parler de cette triste race de courtisans, si funeste aux peuples et aux rois, il y avait en Prusse des hommes très-honorables et très-sincères, qui approuvaient fort la fermeté que le roi mettait à refuser à ses sujets les garanties constitutionnelles. C'étaient des esprits qu'avaient effrayés les excès commis en France au nom de la liberté. Chez les uns, les doctrines absolutistes faisaient partie d'un système philosophique. « Le roi, disait Stahl, est le père du peuple; est-il néces-

saire que le père de famille partage avec son fils le gouvernement de la maison, et est-il convenable que les enfants exigent des garanties contre l'administration paternelle? »
Mais, chez le plus grand nombre, ces principes politiques tenaient à un ensemble d'idées religieuses, à la fois ardentes et austères, qui constituent ce qu'on appelle le piétisme allemand. Après l'impiété affichée par le dix-huitième siècle, après les prétendues doctrines religieuses des illuminés et autres que nous avons eu occasion de mentionner, bien des gens étaient revenus sérieusement à des sentiments chrétiens, qui, procédant surtout de la haine pour le désordre et la licence, avaient pour résultat caractéristique un zèle excessif pour l'obéissance et la soumission. L'adjonction de presque toute la noblesse à ce noyau, d'abord peu considérable, a fourni le parti dit de la *Croix*, qui jouit en Prusse d'une si grande influence.

L'influence de ces idées dut pourtant céder pour quelque temps à un courant tout opposé, lorsqu'eut éclaté en France la révolution de 1848. Le contre-coup de cette terrible commotion ne tarda pas à se faire sentir à Francfort, à Hambourg, à Lubeck, à Brême, à Brunswick, à Stuttgart, à Gœttingue, à Munich, à Leipsick, à Vienne, à Prague, à Pesth. En Prusse, la crainte de voir la France réclamer les provinces Rhénanes fit que les esprits se tinrent d'abord sur la réserve; mais, le manifeste du gouvernement provisoire ayant bientôt dissipé ces inquiétudes, les idées libérales se développèrent en Prusse avec autant de force au moins que dans aucune autre partie de l'Allemagne et dans aucun pays de l'Europe.

Le roi fit des promesses; mais ce moyen était usé, et, après des réclamations pacifiques, commencèrent des revendicationsv iolentes. Le sang couladans les rues le 14, le 15 et le 16 mars. Le 17, une députation d'hommes considérables des provinces du Rhin et de Westphalie vint déclarer au

roi que, si des mesures franchement libérales n'étaient pas adoptées sans retard, il était fort à craindre que ces provinces ne se séparassent de la monarchie prussienne.

Le roi rendit aussitôt une ordonnance qui supprimait la censure. Quant aux autres réformes, il en laissait le soin à une « représentation fédérale de tous les États allemands », qui serait convoquée immédiatement. « Nous voulons, ajoutait-il, un pavillon allemand, une flotte allemande, un tribunal fédéral allemand, un zollverein général, etc. » L'étendue même de ce programme faisait craindre un ajournement indéfini. Comme la foule se retirait assez mécontente, l'approche d'un corps de troupes acheva de l'exaspérer. Une mêlée s'engage, des barricades s'élèvent, et on se bat toute la nuit à la lueur des lampions qui avaient été préparés pour célébrer les concessions sur lesquelles on comptait.

Le lendemain matin, une sorte de trève résulte de la lassitude des combattants; mais la lutte était sur le point de recommencer, lorsqu'enfin le roi céda, consentant à changer ses ministres, à faire retirer ses troupes, à armer la garde bourgeoise, et accordant une amnistie pour tout ce qui touchait à la politique, sans excepter un bataillon de la garde qui avait fait cause commune avec le peuple. Après avoir obtenu ce qu'il demandait, le peuple eut le tort d'imposer au roi une humiliation inutile. Des chariots remplis de cadavres ayant été amenés devant le palais, on appela le roi avec des cris furieux, et, quand il se fut présenté, on exigea qu'il descendît sur la place pour saluer ses victimes.

Malgré cela, Frédéric-Guillaume, qui était très-impressionnable, parut se laisser influencer par l'enthousiasme qu'excitaient les idées nouvelles; il est vrai que de ces idées il voyait surgir celle de l'unité allemande, qui flattait fort son ambition. C'est ce qu'on pensait en Autriche; aussi les journaux, surtout ceux du gouvernement, y étaient-

ils remplis de plaisanteries sur le libéralisme de fraîche date du roi de Prusse. Néanmoins, lorsqu'il parut avoir atteint le but de cette ambition, par son élection comme empereur héréditaire par le parlement de Francfort (28 mai 1849), il hésita d'abord à accepter, et enfin, le 28 avril, il refusa positivement. Il est vrai que, la veille, on avait reçu la nouvelle de la résolution prise par l'empereur de Russie d'intervenir en faveur de l'Autriche contre l'insurrection hongroise. A partir de ce moment, le gouvernement de Frédéric-Guillaume n'offre qu'une suite de mesures réactionnaires : ainsi il rappelle les députés prussiens qui siégeaient au parlement de Francfort, et il intervient contre la Révolution en Saxe, à Bade, dans le Wurtemberg, dans l'électorat de Hesse ; car la plupart des princes allemands, voyant que l'Autriche, à l'aide de la Russie, allait se trouver en mesure de comprimer le mouvement dans ses États, avaient résolu de profiter d'une occasion si favorable pour en faire autant dans les leurs, et le roi de Prusse envoyait partout des troupes pour les aider, et pour combattre des gens luttant en faveur d'une constitution qui lui donnait l'Empire. Cet empire était censé gouverné provisoirement par l'archiduc Jean d'Autriche, qui, en mai 1848, avait été élu vicaire de l'empire par le parlement de Francfort. Ce prince était un homme éclairé, et avait des vues libérales; mais il ne se crut pas en état de lutter contre la réaction et s'effaça complétement; et, le 20 décembre 1849, il remit ses pouvoirs à une commission d'empire, composée de deux membres autrichiens et de deux membres prussiens, qui avait été nommée pour représenter le pouvoir central.

Cependant, le 31 janvier 1850, Frédéric-Guillaume se décida à promulguer une constitution à laquelle avaient travaillé successivement plusieurs législatures, et qui, bien que confuse, incohérente et incomplète, forme encore au-

jourd'hui le pacte fondamental du peuple prussien. Elle a été longtemps comme une lettre morte; mais peu à peu certaines idées justes, certains principes féconds qu'elle contient, ont pénétré dans les esprits et sont entrés dans les habitudes.

On remarque dans le gouvernement prussien certaines contradictions qui d'abord paraissent étranges, mais dont il est aisé de se rendre compte. La dynastie régnante se regarde comme étant essentiellement de droit divin, ce qui lui fait naturellement repousser toute atteinte à des privi-léges qu'elle considère comme sacrés, et la plus grande partie de la noblesse partage ses idées et la soutient dans ses prétentions. Par ce côté, la Prusse fait cause commune avec les gouvernements les plus absolus, notamment avec la Russie. Mais en même temps, par sa position géographique, par son inévitable antagonisme avec l'Autriche, par la logique de son ambition, elle est forcément libérale et même révolutionnaire. Ce contraste se manifeste continuellement dans le règne de Frédéric-Guillaume IV, surtout depuis 1848, par des fluctuations, des alternatives, dont le détail serait sans intérêt.

Dans ces alternatives, le parti du passé, qui avait acquis une très-grande influence, poussait quelquefois le roi beaucoup au-delà du point où il eût voulu s'arrêter, en sorte qu'il était réduit à lutter contre son entourage le plus intime. Ce tiraillement dans le gouvernement avait eu naturellement pour effet d'amoindrir singulièrement la position de la Prusse en Allemagne, d'autant plus que la politique autrichienne était alors dirigée par un ministre aussi habile qu'énergique, le prince de Schwartzenberg. Frédéric-Guillaume, n'osant plus prétendre à l'hégémonie en Allemagne, avait essayé de former une union restreinte, placée sous la main de la Prusse. Après l'assemblée d'Erfurth, qui avait été comme le parlement de cette fédération

(mars 1850), les princes qui en faisaient partie se réunirent à Berlin ; mais le jour même de l'ouverture de ce congrès (10 mai 1850), l'ancienne diète se réunissait à Francfort, sur l'invitation de Schwartzenberg. Cette assemblée, ne se composant que des États qui n'étaient point entrés dans l'union restreinte organisée par la Prusse, fut elle-même appelée diète restreinte ; les États qui s'y firent représenter furent les royaumes de Saxe, de Hanovre, de Wurtemberg et de Bavière, le Luxembourg et le landgraviat de Hesse-Hombourg.

Ainsi l'antagonisme allait en Allemagne jusqu'à une véritable scission, qui tout à coup fut sur le point de faire éclater la guerre. Un soulèvement avait eu lieu à Cassel, et l'électeur, dont l'administration était déplorable, avait été obligé de prendre la fuite (septembre 1850). Aussitôt, la diète de Francfort prend parti en faveur de ce prince, et les contingents de la Confédération restreinte se mettent en mouvement pour faire exécuter la décision de leur diète, que l'Autriche naturellement se dispose à appuyer aussi. Le conseil princier de Berlin prend, de son côté, une décision diamétralement opposée, déclarant légitime l'expulsion de l'électeur, et le roi de Prusse fait marcher ses troupes pour repousser les contingents fédéraux et l'armée autrichienne. Mais, tout à coup, on apprend avec stupéfaction que la Prusse, dans les premiers jours de novembre, a renoncé à son union restreinte, et qu'en vertu d'une convention signée à Olmütz, le 29 du même mois, par le prince de Schwartzenberg pour l'Autriche et M. de Manteuffel pour la Prusse, cette dernière puissance se met à la remorque de l'Autriche dans l'affaire de l'électeur de Hesse-Cassel. Enfin, l'année suivante (1851), la Prusse demanda humblement, pour elle et pour ses anciens alliés de l'union restreinte, l'admission à la diète de Francfort, qui, se trouvant ainsi complétement restaurée, commença par annuler,

le 23 août, tout ce qui restait des mesures adoptées depuis 1848, et décréta notamment que la province de Prusse et le grand-duché de Posen, qui avaient été alors admis dans la Confédération germanique, cesseraient d'en faire partie.

Cette abdication de la Prusse au profit de son éternelle rivale produisit dans les cœurs des patriotes une irritation profonde, qui n'a pas peu contribué à amener la revanche de 1848. Mais, si le gouvernement prussien s'inclinait ainsi devant l'Autriche, on savait qu'il était encore plus soumis aux volontés de la Russie. La guerre de Crimée (1854) parut une excellente occasion de secouer ce joug, et les libéraux, même les plus modérés, firent les plus grands efforts pour décider le gouvernement à s'associer à la politique de la France, de l'Angleterre et du Piémont. Le parti opposé aurait voulu qu'au contraire on se déclarât pour la Russie. Le gouvernement n'osa prendre aucun de ces deux partis, et son attitude le rendit si méprisable aux yeux de tout le monde que, lorsqu'il s'agît, en 1855, de régler les questions européennes qu'avait soulevées ce conflit, la Prusse eut beaucoup de peine à obtenir d'être représentée dans le congrès réuni pour cela à Paris.

La triste affaire de Neuchatel vint mettre le comble au discrédit de la Prusse. Ce petit territoire, que la Prusse, ainsi que nous l'avons vu plus haut, possédait depuis 1707, s'était réuni en 1848 à la Confédération helvétique, avec l'assentiment du roi de Prusse, dont il reconnaissait toujours la souveraineté, et à qui il continuait de payer l'impôt. Mais le régime libéral qu'y avait introduit son adjonction à une confédération républicaine déplaisait aux partisans de la réaction à outrance. Ils essayèrent, le 3 septembre 1856, une révolution ayant pour but de séparer ce pays de la Suisse, et d'y établir un régime purement monarchique. Cette échauffourée ayant échoué, et les principaux meneurs ayant été incarcérés, le

roi de Prusse eut un moment la pensée de faire la guerre à la Suisse. Mais l'intervention de la France le décida à abandonner ce projet, et même à conclure, le 26 mai 1857, un traité par lequel il renonçait à tous ses droits sur ce petit pays, se contentant de conserver parmi ses titres celui de prince de Neuchatel.

C'est là le dernier acte de quelque importance que présente l'histoire du triste règne de Frédéric-Guillaume IV. Depuis assez longtemps, l'état mental de ce prince donnait des inquiétudes, et cette situation, dont il est juste de tenir compte en jugeant la conduite politique de ce prince, surtout dans les dernières années, s'aggravait de jour en jour par le fait des préoccupations attachées à l'exercice du pouvoir. Enfin, le 23 octobre de cette même année (1857) eut lieu un changement, dont l'urgence était reconnue, mais que la camarilla s'efforçait de retarder : une lettre royale chargea le prince de Prusse, frère du roi, de l'administration provisoire du royaume.

CHAPITRE XI

GOUVERNEMENT DE GUILLAUME Ier, RÉGENT DEPUIS 1858, ROI EN 1861

Le prince royal avait soixante-un ans lorsque Frédéric-Guillaume, son frère, l'investit de la régence ; trois ans après (1861), par la mort de Frédéric-Guillaume, il devint roi sous le nom de Guillaume Ier. Deux fois, pendant le règne de son frère, il avait vu l'attention publique se fixer sur lui ; voici dans quelles circonstances : Lors des luttes politiques qui, en 1848, ensanglantèrent les rues de Berlin, on le regarda comme ayant fortement insisté pour que l'armée, à aucun prix, ne cédât devant l'émeute, ce qui produisit contre lui, dans le peuple et dans tout le parti du mouvement, une profonde irritation; en 1854, au contraire, il devint très-populaire, parce qu'on sut qu'il s'était fortement prononcé contre l'alliance russe, se séparant par conséquent du parti de la Croix, dont la politique tenait par dessus tout à cette alliance. La déclaration qu'il adressa à la nation, le 23 octobre, en prenant la direction des affaires, rendit cette séparation plus profonde et sa

popularité plus marquée, par la manière dont il s'exprima au sujet de la constitution. Du reste, comme il n'était pas impossible que le roi se trouvât de nouveau en état de gouverner par lui-même, le régent conserva le chef du cabinet, M. de Manteuffel. Mais, pour donner satisfaction aux rancunes de la Prusse contre l'Autriche, il manifesta en toute circonstance une vive opposition à la politique du cabinet impérial, et choisit pour représenter la Prusse auprès de la Diète, un ennemi déclaré de l'Autriche, le comte de Bismark.

Cette vive irritation contre l'Autriche était surtout le résultat de la convention d'Olmütz. Les Autrichiens s'étaient alors beaucoup félicités de l'humiliation infligée à la Prusse par la fermeté et l'habileté du prince Schwartzenberg; mais ils ne devaient pas tarder à confirmer, par un nouvel et mémorable exemple, la vérité de cette observation, à laquelle donne fréquemment lieu l'étude de l'histoire, savoir : qu'il est dangereux de pousser à bout un peuple, et surtout de l'humilier. On peut dire qu'à l'époque où nous en sommes de notre récit, les aspirations libérales, qui avaient tant passionné la population prussienne, étaient, sinon éteintes, du moins comme assoupies; on ne s'occupait même guère, pour le moment, de la grande patrie allemande, expression dont, plus d'une fois, Frédéric-Guillaume IV, dans les moments d'irritation inquiétante, avait éprouvé l'efficacité presque magique, pour imprimer aux idées un autre cours. Ce qui préoccupait alors les esprits, ce qui les passionnait, c'était le désir de se venger de l'Autriche, en l'abaissant à son tour. Ce n'était plus à l'Allemagne que l'on songeait, comme au moment du grand élan de 1813; c'était à la Prusse, que l'on brûlait d'élever, de rendre forte et puissante, afin d'humilier son arrogante rivale.

Or, cette direction qu'avait prise le patriotisme prussien

était parfaitement conforme aux tendances du prince qui venait d'être appelé à gouverner la nation. On ne peut pas dire qu'il fût libéral, mais ce qu'on appelait les libéraux prussiens étaient alors dans le même courant d'idées. Lorsque ce prince prit définitivement possession du pouvoir (janvier 1861), et surtout lors de son fameux couronnement à Kœnigsberg (octobre 1861), il ne dissimula pas ses défiances à l'égard de la liberté; mais, comme il se montra fortement préoccupé de relever la Prusse, de la grandir, de la glorifier, ces dispositions firent passer sur tout le reste.

Ce que nous venons de dire que la Prusse, tout occupée de sa haine contre l'Autriche, n'attachait qu'une médiocre importance aux questions relatives à la liberté et à la constitution, semble contredit par la lutte que la chambre des députés soutint constamment, pendant quatre ans, contre le comte de Bismark, appelé à la direction des affaires en septembre 1862. L'origine de ce débat fut le rejet par la Chambre du projet de budget militaire, dont le gouvernement avait quelque peu élevé le chiffre, afin d'augmenter l'armée. Le gouvernement eut beau dissoudre la Chambre à trois reprises différentes, le pays lui renvoya les mêmes hommes avec une constance infatigable, afin de protester contre le procédé inconstitutionnel par lequel le gouvernement déclarait le budget exécutoire sans la Chambre et malgré la Chambre. Pour la plupart des députés, ce différend tenait surtout à une question de droit constitutionnel, et de là l'extrême chaleur qu'ils y apportaient; car on sait que rien n'émeut plus les Allemands qu'une discussion théorique, et c'était à ce point de vue qu'ils considéraient la question, bien plus que sous le rapport politique; car, sur ce dernier terrain, la Chambre avait dû être parfaitement d'accord avec le ministère, l'augmentation de l'armée, que celui-ci projetait, étant

naturellement le moyen de se préparer à réaliser les vœux de toute la nation pour l'abaissement de l'Autriche.

Ainsi rien n'eût été plus aisé à M. de Bismark que de gagner ses adversaires les plus déclarés, en leur faisant connaître ses plans. Mais des plans de cette nature exigent, pour réussir, un secret absolu. On comprend combien ce secret dut peser au ministre, et combien de fois il dut éprouver la tentation de laisser entrevoir le but vers lequel il tendait, ce qui aurait fait cesser à l'instant l'opposition violente qu'on lui faisait parce qu'on ne devinait pas sa pensée. Sa conduite dans toute cette affaire fut d'une habileté au-dessus de tout éloge. Il comprit même combien l'opposition, qui serait entrée avec ardeur dans ses projets, si elle les eût soupçonnés, était utile pour en préparer le succès, en trompant les politiques sur ses intentions. Qui aurait pu croire qu'un pays ainsi divisé, qu'un gouvernement ainsi combattu pût songer à une aussi grande entreprise que celle d'imposer la loi à toute l'Allemagne?

M. de Bismark avait à surmonter d'autres difficultés bien autrement sérieuses, nous voulons parler de celles qui résultaient du caractère du roi. Comment lui faire considérer sans horreur la violation du droit, dans la personne des souverains dont les États devaient être annexés à la Prusse? Nous ignorons par quels arguments, par quelles séductions l'habile ministre parvint à faire taire dans l'âme de ce prince les réclamations de sa conscience si essentiellement monarchique. Du reste, la guerre avec l'Autriche et ses alliés ne fut entreprise qu'à la suite et à l'occasion de celle que la Prusse et l'Autriche firent au Danemark au sujet des Duchés, et dont nous allons par conséquent nous occuper tout d'abord.

Nous ne pouvons entrer ici dans le détail des complications infinies que présente l'histoire de ces Duchés, histoire qui se rattache naturellement à celle du Danemark.

Disons seulement qu'ils furent acquis au quinzième siècle par le roi de Danemark, Christian d'Oldenbourg, de qui sont issues les différentes branches de la maison de Holstein. Celle de ces branches qui s'était maintenue sur le trône de Danemark avait constamment possédé ces Duchés, mais par le fait d'une union seulement personnelle, et sans qu'ils fussent incorporés à la couronne danoise. Ce qui avait toujours empêché cette incorporation, c'est que les règles de succession pour les Duchés étaient autres que pour la couronne de Danemark. Une autre difficulté, mais seulement pour le Holstein et sa dépendance le Lauenbourg, c'est qu'il faisait partie de l'empire d'Allemagne, et, plus tard, de la Confédération germanique.

Or, depuis l'organisation de cette Confédération, il arriva plus d'une fois que des princes allemands, prétendant avoir des droits à la succession de ces Duchés, s'adressèrent à la Diète pour les faire valoir. La Diète avait en effet une certaine compétence pour ce qui concernait le Holstein, mais aucune pour le Sleswig, qui était tout à fait en dehors du corps germanique. Comme néanmoins la question du Sleswig était liée à celle du Holstein, et qu'à la longue, la population du Sleswig était devenue en assez grande partie allemande, la Diète, cédant à la tentation qu'ont presque toujours les pouvoirs, et surtout les pouvoirs fédéraux, d'étendre leur sphère d'action, prétendit se porter juge, et menaça de faire intervenir les forces fédérales pour appuyer ses décisions. Cette menace, souvent renouvelée, et qu'on ne prenait pas au sérieux, fut pourtant exécutée en 1863, quelques semaines après l'avénement du roi Christian IX, dont les droits avaient été reconnus en 1852 par le traité de Londres, conclu entre la France, l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse, et auquel avait adhéré la Russie.

Christian IX savait qu'il pouvait compter sur le dévoue-

ment de son peuple, et il espérait aussi être appuyé par les puissances signataires du traité de Londres, spécialement par l'Angleterre, le prince de Galles étant son gendre. Mais il fut complétement abandonné à lui-même. Ce n'est pas tout : la Prusse convoitait les Duchés, dont la possession lui aurait permis de réaliser le désir ardent et très-naturel, qu'elle avait de posséder une marine. Dans cette vue, elle avait acheté en 1850, du grand-duc d'Oldenbourg, le port de la Jahde ; mais elle était loin de trouver dans ce port les ressources que lui auraient offertes certains point des Duchés, surtout le magnifique port de Kiel sur la Baltique. En conséquence, la Prusse s'offrit pour remplacer les forces fédérales que la Diète avait chargée de l'exécution prononcée contre le Danemark. L'Autriche n'avait personnellement aucune raison de se mêler de cette affaire ; mais elle ne voulut pas que la Prusse intervînt seule, et s'adjoignit à elle pour la surveiller et pour l'empêcher de prendre une trop grande prépondérance.

Le roi de Danemark avait une armée admirable de bravoure ; mais son artillerie et tout son matériel de guerre étaient dans un état déplorable ; d'ailleurs, que pouvait un si petit État contre deux puissances comme la Prusse et l'Autriche ? La défense fut pourtant héroïque, et, si le roi eût cédé sans faire tout ce que pouvait exiger le point d'honneur le plus délicat, il eût profondément blessé son noble peuple, qui se devouait sans hésiter à tous les sacrifices. Quand tous les moyens de défense furent épuisés et que le sang danois eut coulé à flots, un traité, signé par la médiation de l'Angleterre, stipula l'abandon des deux Duchés, que l'Autriche et la Prusse convinrent de gouverner de concert en attendant qu'il fût statué sur leur possession définitive.

L'Autriche et la majorité de la Confédération étaient d'avis de reconnaître comme souverain des Duchés le duc

d'Augustembourg, appartenant à la maison de Holstein. Mais la Prusse avait d'autres vues, et faisait traîner l'affaire en longueur sous divers prétextes, dont le plus significatif était que d'anciens actes semblaient constituer en sa faveur des droits qui, avant tout, devaient être soumis à l'examen des jurisconsultes.

L'Autriche, fatiguée de sa position dans les Duchés, proposa, pour éviter les froissements auxquels donnait lieu l'administration en commun, un partage provisoire, en vertu duquel l'Autriche gouvernerait le Holstein, et la Prusse, le Sleswig : tel fut l'objet de la convention de Gastein, conclue le 14 août 1865. Mais la Prusse conserva toute l'autorité dans le port de Kiel, destiné à devenir le chef-lieu de la marine de la Confédération ; elle se réserva en outre le droit de tenir garnison à Rendsbourg, désigné comme devant être une forteresse fédérale, et enfin celui d'avoir à sa disposition des routes militaires à travers le Holstein. L'Autriche, voyant pour elle dans cette affaire une source d'embarras d'autant plus grands que les Duchés sont plus éloignés de ses États, se décida, après s'y être fait autoriser par la Diète, à proclamer que des mandataires désignés par les votes de toute la population prononceraient sur le sort du pays. La Prusse, mise en demeure de procéder de la même manière dans le Sleswig, ne répondit point, mais se plaignit amèrement des armements de l'Autriche. Celle-ci répondait que ces armements étaient faits en vue d'une attaque que les Italiens se préparaient à diriger contre la Vénétie. Mais la Saxe armait de son côté, et ne pouvait pas mettre en avant le même prétexte que l'Autriche. La Prusse ne manquait pas de faire également de grands préparatifs, sans tenir compte des avertissements que lui adressait la Diète au sujet de ces armements et au sujet de sa conduite dans les Duchés. Elle se décida même à s'opposer par la force à la réunion des États dont l'Autriche, comme nous

venons de le dire, avait décidé la réunion afin de se prononcer sur l'avenir des Duchés.

Dans la matinée du 7 juin, les Prussiens franchirent la frontière, avec l'intention d'occuper Kiel, Rendsbourg et Itzehoë, lieu de la réunion des États. Le général autrichien de Gablenz, qui n'avait à sa disposition que quatre mille hommes, s'était empressé de demander des ordres à la cour de Vienne, et reçut celui de se retirer après avoir protesté. Les troupes autrichiennes commencèrent donc un mouvement sur Altona, et furent remplacées par des troupes prussiennes. Cette substitution s'effectua partout sans coup férir, et même avec une remarquable courtoisie. A Kiel, quand M. de Gablenz et les membres de la régence que les Autrichiens avaient établie dans le Holstein se mirent en route, un détachement d'un bataillon d'infanterie de marine prussienne leur présenta les armes, et la musique du bataillon joua l'hymne national autrichien.

Deux jours après (9 juin), M. de Savigny, plénipotentiaire prussien auprès de la Diète, présenta à cette assemblée un plan de réforme de la Confédération germanique, qui avait déjà été proposé par la Prusse, et dont voici les dispositions les plus dignes d'attention : L'article 1er, le plus important de tous, était ainsi conçu : « Le territoire fédéral embrasse les États ayant jusqu'à ce jour fait partie de la Confédération, à l'exception des provinces fédérales de l'empire d'Autriche et du royaume des Pays-Bas. » L'exclusion du roi des Pays-Bas n'avait évidemment pour but que de justifier celle qui était prononcée contre l'Autriche, et de supposer que la mesure adoptée relativement à ces deux puissances tenait à ce que l'une et l'autre, ayant la plus grande partie de leurs possessions en dehors de l'Allemagne, ne pouvaient faire partie d'une confédération essentiellement allemande.

L'Autriche une fois exclue, la Prusse devenait sans conteste maîtresse de la Confédération. Ainsi, de l'article que nous venons de citer découlait comme une conséquence toute naturelle celui qui attribuait au roi de Prusse le commandement supérieur de la marine fédérale. Mais, pour ce qui touche aux forces de terre de la Confédération, le projet les divisait en deux armées : celle du Nord, dont le commandement supérieur était attribué au roi de Prusse, et celle du Sud, qui devait avoir pour commandant supérieur le roi de Bavière. Par cette concession, la Prusse espérait détacher la Bavière de l'Autriche et s'assurer son appui. Un dernier article du projet portait que les relations de la Confédération avec les parties allemandes de l'empire autrichien seraient réglées par des conventions particulières, après qu'on se serait entendu avec le parlement, qui devait être prochainement convoqué.

C'était la discussion de ces réformes qui pouvait seule, selon le plénipotentiaire prussien, amener une solution pacifique du conflit relatif aux Duchés. Entre la régularisation du pacte fédéral et l'acquisition de nouveaux territoires au profit de l'Allemagne, il existait une évidente connexité. Que l'autorité fédérale fût fortifiée par l'adjonction d'un parlement national offrant toutes les garanties désirables d'impartialité et d'indépendance, et la Prusse était prête à lui reconnaître le droit de prononcer sur les Duchés. L'envoyé autrichien répondit à cette communication par une protestation énergique. En outre, il dénonça à la Diète les actes militaires de la Prusse dans les Duchés, comme entraînant la rupture du traité de Gastein et de celui de Vienne, et il demanda que la Diète, pour s'opposer à la continuation de ces actes, décrétât la mobilisation des contingents fédéraux. La Diète décida que le vote aurait lieu le jeudi suivant, 14 juin.

La séance du 14 juin fut doublement mémorable, et par

le vote de la Diète et par la déclaration que l'envoyé prussien fit immédiatement après, au nom de son gouvernement. La mobilisation de l'armée, conformément à la motion faite par l'Autriche, fut décidée par neuf voix contre six. Les principaux États qui, par ce vote, se déclarèrent contre la Prusse furent : la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe, le Hanovre, Nassau, les deux Hesse et Francfort. Les autres villes libres, avec Mecklembourg, Oldenbourg et les principautés saxonnes, votèrent contre la mobilisation ; Bade s'abstint.

Immédiatement après ce vote, M. de Savigny protesta, au nom de son gouvernement, contre une mesure qu'il regardait comme essentiellement contraire au pacte fédéral, expliqua les motifs de cette opinion (1), et conclut en annonçant que la Prusse se retirait de la Confédération, dont même elle cessait, dès ce moment, de reconnaître l'existence. Il ajouta : « Sa Majesté ne considère pas comme anéanties, par suite de l'extinction de la Confédération, les bases nationales sur lesquelles cette Confédération était établie. La Prusse regarde, au contraire, ces bases et l'unité de la nation allemande comme placées au-dessus de toutes les formes transitoires , et considère comme un devoir absolu pour les États allemands de trouver une forme qui réponde à cette unité. » M. de Savigny quitta sur le champ l'assemblée, pendant que le président de la Diète déclarait la démarche de la Prusse complétement illégale et sans

(1) M. de Savigny s'appuyait principalement sur la disposition suivante de l'acte constitutif de la Confédération germanique : « Les États confédérés s'engagent à ne se faire la guerre sous aucun prétexte, et à ne point poursuivre leurs différends par la force des armes, mais à les soumettre à la Diète. Celle-ci exercera, au moyen d'une commission, l'office de médiatrice. Si elle ne réussit pas, et qu'une sentence juridique devienne nécessaire, il y sera pourvu par un jugement *austrégal* (*Austregal-Instanz*), auquel les parties se soumettront sans appel. »

nulle valeur. Le même jour, un notaire, agissant au nom de la Prusse, mit opposition, entre les mains de M. de Rothschild, sur les fonds appartenant à la Confédération, afin qu'il ne fût fait de ces fonds aucun emploi sans l'assentiment du gouvernement prussien.

La Prusse voyait presque toute l'Allemagne unie contre elle; elle n'avait même pu gagner la Bavière, malgré les offres brillantes qu'elle lui avait faites. Mais elle avait pris d'excellentes dispositions militaires, et, dès le 16 juin, c'est-à-dire deux jours après la fameuse séance de la Diète, elle entra en campagne.

Le 17, elle occupa la ville de Hanovre, et le 18 Dresde, sans avoir rencontré, ni dans l'une ni dans l'autre, aucune résistance. Le roi de Saxe avec sa famille et son principal ministre, M. de Beust, se réfugia à Prague, et son armée, se dirigeant aussi vers la Bohême, opéra sa jonction avec les Autrichiens à Tœplitz. Quant au roi de Hanovre, il se dirigea avec environ dix-huit mille hommes vers la Saxe prussienne. Cernée par les Prussiens, cette petite armée obtint un armistice, pendant lequel elle essaya inutilement de rompre les lignes ennemies. Une bataille sanglante eut lieu le 28 juin sur les hauteurs de Langelsanza, et amena une capitulation en vertu de laquelle les soldats mirent bas les armes et furent renvoyés dans leurs foyers; les officiers gardèrent leurs épées. Quant au roi, après s'être engagé pour lui et son armée à ne pas porter d'un an les armes contre la Prusse, il se retira chez son beau-père dans le duché d'Altenbourg.

L'électeur de Hesse fut moins heureux que les rois de Hanovre et de Saxe. Au moment de l'entrée des Prussiens dans sa petite capitale, il s'était enfermé dans son château de Wilhemshole, et, ayant refusé d'accéder à un traité d'alliance que la Prusse lui fit proposer, on lui déclara qu'il serait gardé comme prisonnier jusqu'à la paix ; seulement

on lui laissa le choix de sa résidence, et, sur sa demande, il fut transporté à Stettin le 23 juin. On voit par ces dates avec quelle rapidité furent conduites les opérations de la Prusse contre les petits États, ses voisins; occupons-nous maintenant de sa lutte avec l'Autriche.

C'est au maréchal Benedeck qu'avait été confié le commandement supérieur des forces réunies par cette puissance, en vue d'une lutte où il y allait de la position qu'elle occupait en Allemagne depuis plusieurs siècles. Benedeck, sur qui on fondait les plus grandes espérances, avait établi son quartier-général à Olmütz. Dans la nuit du 18 au 19 juin, il mit en mouvement sa nombreuse et brillante armée, qui entra en Bohême, et prit une forte position sur l'Elbe entre Kœniggraetz et Josephstadt. Mais le général autrichien eut le tort de se maintenir dans une trop longue inaction, tandis que les Prussiens manœuvraient avec une extrême activité. Ils avaient réuni leurs principales forces sur deux points, savoir : en Saxe, où elles formaient l'armée dite de l'Elbe, sous les ordres du prince Frédéric-Charles, neveu du roi, et en Silésie, où elles formaient l'armée dite de l'Oder ou de Silésie, sous les ordres du Prince royal. Ces deux armées se mirent aussitôt en marche pour pénétrer en Bohême, en suivant deux lignes convergentes, de manière à se réunir en avant des positions occupées par les Autrichiens, et à former comme un coin pour pénétrer dans la masse redoutable qu'ils présentaient. Dans ce grand mouvement, bien des rencontres partielles eurent lieu, et l'avantage resta constamment aux Prussiens.

Ainsi l'armée de l'Elbe battit les Autrichiens, le 26 à Sichrow et, dans la soirée du même jour, à Podol; le 27, à Hübnerwassor; le 28, à Münchengratz; enfin, le 29, à Gitschin. Ce dernier combat, qui prit assez de développement pour mériter tout aussi bien le nom de bataille, eut cet immense

résultat que les deux armées prussiennes purent immédiatement après opérer leur jonction. Les succès de l'armée de Silésie ne furent pas moins remarquables : le 27, dans une rencontre qui eut lieu auprès de Nachod, l'ennemi fit de très-grandes pertes, et laissa entre ses mains cinq mille prisonniers Le 28 , l'archiduc Léopold éprouva un échec si sensible, qu'il quitta aussitôt l'armée. Les pertes du général de Gablenz, à Trautenau, furent plus considérables encore. On calcula que, dans ces différentes rencontres, les Autrichiens perdirent plus de quarante mille hommes, et en outre quelques-uns de leurs corps, notamment le contingent saxon, furent presque complétement dispersés.

Ces nouvelles excitèrent à Berlin les plus vifs transports de joie. Une foule immense se porta devant le palais, et le roi, s'étant présenté avec la reine, fut salué par les plus chaleureuses acclamations. M. de Bismark, quelques jours auparavant si impopulaire, fut lui-même l'objet d'une ovation enthousiaste.

Le 30 juin, le roi partit pour l'armée avec son ministre et une suite nombreuse. Une grande bataille ne pouvait tarder à avoir lieu; les Autrichiens en avaient absolument besoin, à cause de la position difficile où ils se trouvaient pour n'avoir pas empêché la jonction des deux armées prussiennes; les Prussiens la désiraient plus vivement encore, afin de remporter le triomphe que les débuts de la campagne leur permettaient d'espérer.

Cette bataille mémorable eut lieu le 3 juillet, sur les bords de l'Elbe, assez près de l'endroit où ce fleuve reçoit l'Adler. L'armée du prince Frédéric-Charles avait son centre à Sadowa, à moitié route entre Gitschin et Kœniggraetz. Pendant une grande partie de la journée, la victoire fut indécise; mais, vers quatre heures, les Autrichiens, tournés sur plusieurs points, et affaiblis par les pertes

énormes que leur occasionnaient les décharges si rapides et si sûres des fusils à aiguille, commencèrent à se mettre en retraite. Ils voulurent se mettre à couvert en passant l'Elbe, mais cette tentative augmenta naturellement le désordre qui se trouvait déjà dans leurs rangs, et la retraite devint une déroute. Les pertes furent fort grandes des deux côtés, mais celles des Prussiens furent énormes. Indépendamment des morts et des blessés, dont le chiffre est porté à quarante mille hommes, ils laissèrent entre les mains de l'ennemi seize mille prisonniers et cent quatre-vingts canons.

Les Autrichiens paraissaient hors d'état de tenir la campagne, et ils en jugèrent ainsi eux-mêmes; car, le soir même de la bataille, Bénédeck envoya au quartier-général prussien le général de Gablenz, chargé de négocier une trêve. Cette proposition fut repoussée par le roi Guillaume, qui, au lieu de laisser à l'ennemi le temps de réparer ses pertes et de réorganiser son armée, voulait mettre à profit sa victoire et marcher sur Vienne. Or, pendant que Benedeck faisait en Bohême cette démarche en vue de la paix, l'opinion publique se prononçait hautement dans le même sens à Vienne. On demandait instamment que la Vénétie fût abandonnée, afin que les cent cinquante mille hommes occupés dans le quadrilatère, pussent être opposés aux Prussiens. L'empereur François-Joseph partageait sur ce point l'opinion générale, d'autant plus que la victoire remportée le 24 juin à Custozza par l'archiduc Albert lui permettait de se retirer l'honneur sauf. En conséquence, il eut recours à la médiation du cabinet des Tuileries, en vue d'un armistice avec l'Italie. Napoléon s'empressa d'accéder au désir de François-Joseph; il offrit même de se porter comme médiateur d'un armistice avec la Prusse, et d'entamer des négociations pour la paix. L'empereur François-Joseph accepta cette offre avec reconnaissance,

et y répondit par une marque de haute confiance, par la cession de la Vénétie à l'empereur Napoléon.

Mais le roi de Prusse, pour les raisons qui lui avaient fait repousser les propositions du général de Gablenz, refusa d'interrompre les opérations militaires. D'un autre côté, l'Italie, liée à la Prusse par un traité formel, ne pouvait déposer les armes tant que son alliée voudrait combattre. D'ailleurs, le seul mot d'armistice avait profondément irrité le peuple italien, qui voulait, à tout prix, réparer l'échec de Custozza, et ne devoir la Vénétie qu'à lui-même. Victor-Emmanuel se vit donc dans la nécessité de continuer la guerre, et le général Cialdini entra dans la Vénétie.

Cependant le roi Guillaume avait, dès le 18 juillet, porté son quartier général à Nikolsbourg, qui est à peine à dix-huit lieues de Vienne, et le lendemain ses avant-postes se trouvaient à six lieues de cette capitale. Le gouvernement autrichien sembla un moment disposé à organiser un armement général contre l'invasion, et l'archiduc Albert, qui venait de montrer en Italie de grands talents militaires, était désigné pour diriger cette guerre nationale. Chez un peuple plus uni autour de son souverain, l'ennemi aurait très-probablement eu à se repentir de s'être avancé avec tant d'audace jusqu'au cœur même du pays. Mais, dans l'état de désunion où se trouvait l'Autriche, un pareil essai présentait des difficultés et des dangers qui firent bientôt abandonner ce projet d'appel au patriotisme de la nation, et décidèrent l'empereur François-Joseph à accepter les conditions que lui faisait son ennemi victorieux. Un armistice fut donc signé à Nikolsbourg, le 26 juillet, avec des préliminaires de paix, dont voici les points principaux : Les possessions territoriales de la monarchie autrichienne devaient demeurer intactes, à l'exception du royaume lombard-vénitien ; l'empire d'Au-

triche reconnaissait la dissolution de la Confédération germanique et donnait d'avance son adhésion à une nouvelle organisation de l'Allemagne, en dehors de l'Autriche et sans sa participation ; cession au roi de Prusse des droits de l'empereur d'Autriche sur les duchés de l'Elbe.

Sur ces bases fut conclu, le 23 août, le traité de Prague, dans lequel la France fit introduire cette clause qu'une « existence internationale indépendante » serait assurée à la confédération que pourraient former les Etats allemands situés au sud du Rhn. Mais on a su plus tard qu'avant même la conclusion du traité de Prague, la Prusse avait signé avec le Wurtemberg (13 août), avec le grand-duché de Bade (17 août) et avec la Bavière (22 août), des traités par lesquels ces Etats s'engageaient à mettre, en cas de guerre, à la disposition de la Prusse toutes leurs forces, dont le roi de Prusse aurait le commandement supérieur. Un traité semblable fut conclu le 3 septembre avec le grand-duché de Hesse-Darmstadt.

Pendant que la guerre de Bohême se terminait d'une manière si désastreuse pour l'Autriche, l'armée bavaroise et celle des autres Etats de la Confédération, qui avaient pris position la première sur la Saale, la seconde sur le Mein, n'avaient pas plus de succès. Les fédéraux notamment furent complétement battus à Aschaffenbourg le 14 juillet, et les Prussiens entrèrent le 16 à Francfort, que la Diète avait quitté dès le 11, à la nouvelle d'un échec de l'armée bavaroise, pour aller s'établir à Augsbourg. Mais cette assemblée se trouvait réduite à un petit nombre de membres par la retraite de plusieurs Etats qui avaient fait des déclarations analogues à celle de la Prusse. Elle acheva de se dissoudre à la nouvelle des préliminaires de Nikolsbourg.

Dans ses traités avec la Bavière et le grand-duché de Hesse-Darmstadt, la Prusse exigea la cession de quelques portions peu importantes de territoire. Les États du nord

de l'Allemagne qui avaient pris les armes contre elle n'en furent pas quittes à si bon marché ; ils furent censés définitivement conquis et devinrent des possessions prussiennes ; la Saxe seule fut exceptée. La Prusse s'annexa donc, indépendamment du Holstein, du Lauenbourg et du Sleswig, le Hanovre, la Hesse électorale, le duché de Nassau et la république de Francfort. Mais cette annexion, qui faisait perdre à la ville de Francfort l'importance qu'elle avait comme résidence de la Diète, ne fut que le moindre de ses malheurs. Le gouvernement prussien la traita avec une dureté inouïe, lui imposa des contributions de guerre qui s'élevaient à 116 millions de francs, sans parler de réquisitions de toute nature dont le détail semblerait imaginé à plaisir, s'il ne s'agissait de faits si notoires et si voisins de nous. Un des principaux magistrats, que l'on voulait contraindre de prêter son autorité à ces exigences, se pendit de désespoir. Mais, en présence du soulèvement de l'opinion publique, le gouvernement prussien s'arrêta, et se contenta de 22,520,000 francs, qui lui avaient déjà été comptés.

Voici quelle est, par suite de ces annexions, la population de la Prusse :

POSSESSIONS ANTÉRIEURES :

Prusse proprement dite.	3,014,608	habitants.
Posnanie	1,523,729	»
Poméranie	1,437,375	»
Silésie	3,510,706	»
Brandebourg	2,613,793	»
Saxe.	2,043,975	»
Westphalie	1,666,582	»
Province Rhénane	3,346,195	»
Principautés de Hohenzollern . . .	61,958	»
Territoire de la Jahde	1,573	»
Total.	19,223,494	habitants.

TERRITOIRES ANNEXÉS :

(Ici les chiffres des populations ne sont qu'approximatifs.)

Holstein.	554,000 habitants.
Lauenbourg.	51,000 »
Sleswig.	406,000 »
Hanovre	1,924,000 »
Hesse électorale	746,000 »
Duché de Nassau.	463,000 »
Francfort.	100,000 »
Territoires cédés par la Bavière et la Hesse.	80,000 »
Total.	4,324,000 habitants.
Possessions antérieures.	19,223,494 habitants.
Total général.. . .	23,547,494 habitants

Les territoires annexés ont été groupés dans deux régences, ayant pour chefs-lieux Cassel et Wiesbaden.

Ainsi la population de la monarchie prussienne s'est accrue, par suite de la dernière guerre, d'environ quatre millions et demi; et on peut fixer à peu près au même chiffre la population des États de la Confédération du Nord, sur lesquels elle exerce une hégémonie qui diffère peu d'une véritable souveraineté, comme il résulte clairement de la constitution approuvée par le Parlement de la Confédération, dont la première session s'est terminée le 17 avril (1867). La Prusse aurait donc environ vingt-huit millions d'habitants. Ajoutons que, par suite des traités passés avec les différents États du Sud, elle dispose des forces militaires de ces États, dont la population forme environ sept millons d'habitants. Ainsi, sans nous jeter dans les prévisions et les conjectures, la force réelle de la Prusse, au moment où nous écrivons ces lignes, doit être calculée sur une population de près de trente-un millions. Si, ce qui est loin d'être improbable, les huit à

neuf millions d'Allemands compris dans l'empire d'Autriche venaient à se détacher de cet empire et à s'adjoindre, au moins sous le rapport militaire, à la monarchie prussienne, les forces de cette puissance auraient alors pour base une population d'environ quarante millions.

Voilà ce qu'a en partie accompli, en partie préparé la politique de M. de Bismark (1), politique éminemment habile, mais qui l'eût été bien davantage s'il se fût attaché à adoucir par l'aménité des formes ce que les actes en eux-mêmes avaient d'exorbitant. Victor-Emmanuel, lui aussi, avait détrôné des souverains, et on sait quelle indignation cette conduite avait soulevé chez le roi de Prusse; mais ces souverains, tous de race étrangère, étaient regardés comme les agents d'une puissance contre laquelle l'Italie nourrissait une haine profonde, en sorte que la politique de Victor-Emmanuel était une nécessité de sa position. Le roi Guillaume, au contraire, a détrôné des princes allemands comme lui, sans y être poussé par qui que ce fût, et sans autre motif que son intérêt. Nous ne connaissons pas dans toute l'histoire un souverain qui ait accompli des actes plus révolutionnaires, plus propres à détruire le prestige de la souveraineté, à effacer le dogme du droit divin, surtout ces actes ayant été accomplis par le prince qui jusqu'alors avait été le défenseur le plus ardent de ce dogme.

(1) Ne pouvant avoir la prétention de faire l'histoire proprement dite d'un règne qui dure encore, nous nous sommes borné à en indiquer les événements capitaux. Indiquons pourtant une circonstance qui, sans avoir entraîné des conséquences graves, eut dans le temps un grand retentissement; nous voulons parler du coup de pistolet tiré sur le roi de Prusse à Bade, le 14 juillet 1861, par un jeune étudiant de Leipsick, exalté jusqu'au fanatisme par l'idée de l'unité allemande.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

—

FIN DE LA TABLE

Paris. — Typ. Turfin et Ad. Juvet, 9, Cour des Miracles.

HISTOIRE

DE

PRUSSE

DEPUIS L'ORIGINE

JUSQU'AUX DERNIERS ÉVÉNEMENTS (1867)

PAR

O. MAZAS DE SARRION

PARIS

AU BUREAU DE LA NOUVELLE HISTOIRE UNIVERSELLE

6, RUE DE HANOVRE, 6

1867